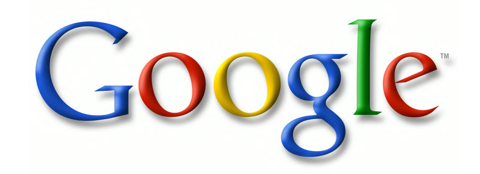
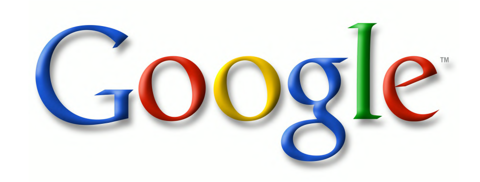








JOURNAL

DES

SCIENCES MILITAIRES

JOURNAL

DES

SCIENCES MILITAIRES

REVUE MILITAIRE FRANÇAISE

81e ANNÉE

DIXIÈME SÉRIE. — TOME VINGT-HUITIÈME



PARIS
IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE MILITAIRES
R. CHAPELOT & Ce
30, Rue et Passage Dauphine, 30

1905



JOURNAL

DES

SCIENCES MILITAIRES.

REVUE MILITAIRE FRANÇAISE.

Octobre 1905

LES

PROCÉDÉS STRATÉGIQUES

DE

NAPOLÉON[1]

Sur son théâtre principal, Napoléon pouvait avoir ou non la supériorité réelle, c'est-à-dire être supérieur à l'ennemi en tenant compte à la fois des forces numériques et des forces morales, celles-ci étant : la valeur des soldats, leur confiance dans le succès et surtout le *génie* du chef.

1er cas. — Napoléon a sur son théâtre principal la supériorité réelle.

---

[1] La seconde partie de l'ouvrage du lieutenant-colonel Camon : *La Guerre Napoléonienne* (Théorie et Technique), est actuellement sous presse. Nous en extrayons les pages suivantes.

Il jette son armée sur les derrières de l'ennemi pour le prendre d'un seul coup de filet.

2e CAS. — Napoléon n'a pas sur son théâtre principal la supériorité réelle.

Il cherche alors à diviser les forces adverses, ou bien à profiter de leur séparation initiale pour prendre entre leurs diverses fractions une *position centrale* d'où il manœuvre pour les écraser successivement.

Dans cette situation d'infériorité, deux cas encore peuvent se présenter : ou bien Napoléon est libre de ses mouvements, ou bien il est lié à quelque place qu'il doit à tout prix garantir contre les entreprises de l'adversaire comme Mantoue en 1796, Dresde, son centre de ravitaillement, dans la campagne d'automne de 1813, Paris dans la campagne de 1814.

S'il est libre de ses mouvements, Napoléon prend sa position centrale par un *coup offensif* sur le centre du déploiement stratégique adverse : entrées en campagne de 1795, de 1812 et de 1815.

S'il est lié à une place, c'est du terrain et des fautes stratégiques de l'adversaire qu'il attend la division des forces ennemies, et les opérations proprement dites sont précédées d'une phase d'attente. On peut dire qu'il se trouve en *attente stratégique*.

Lié ou non à un point fixe, Napoléon, lorsqu'il n'a pas la supériorité sur l'ensemble des forces adverses, n'a jamais recours à une bataille défensive. C'est par le mouvement, la vitesse imprimée à ses troupes et aussi en utilisant les obstacles du terrain pour séparer l'adversaire, qu'il arrive à le battre. Ainsi la victoire est encore « le triomphe du grand nombre sur le petit [1] ».

---

[1] Après la campagne de 1796, dînant chez le directeur Gohier, comme on le félicitait d'avoir pu battre tant d'Autrichiens avec si peu de troupes, Bonaparte ramène ainsi les choses au point : « Lorsque, avec de moindres forces, j'étais en présence d'une grande armée, groupant avec rapidité la mienne, je tombais comme la foudre sur l'une de ses ailes et je la culbutais. Je profitais du désordre que cette manière ne manquait jamais de mettre dans l'armée ennemie pour l'attaquer dans une autre partie, toujours avec toutes mes forces. Je la battais ainsi en détail et la victoire qui en était le résultat était toujours, comme vous le voyez, le triomphe du grand nombre sur le petit. » (*Mémoires de Gohier*.)

En résumé deux procédés normaux : la manœuvre sur les derrières, la manœuvre sur position centrale ; je vais les étudier successivement.

I.

LA MANŒUVRE SUR LES DERRIÈRES.

Conception générale. — Une victoire remportée sur un adversaire qui a derrière lui sa ligne de retraite et ses magasins ne peut donner lieu à des résultats bien décisifs. Encore, pour obtenir cette victoire, faut-il que l'adversaire se laisse atteindre. Comment contraindre l'ennemi à la bataille, comment l'empêcher de fuir vers une armée de secours, vers une armée alliée? Le moyen, c'est évidemment de se jeter sur ses derrières pour lui intercepter ses différentes lignes de retraite.

Napoléon entrevit la possibilité de cette manœuvre, en comparant notre méthode de subsistance à celle de nos adversaires.

Depuis Carnot, nos armées vivaient sur le pays. Nos adversaires, au contraire, vivaient sur des magasins formés à grands frais à l'avance et dont d'immenses convois leur apportaient chaque jour les denrées[1]. Ils étaient donc vulnérables sur leurs derrières, et nous pas. Ayant dans nos parcs les munitions nécessaires à deux ou trois jours de bataille, nous pouvions nous passer momentanément de toute communication avec l'arrière et nous jeter sans risque entre l'armée ennemie et ses magasins.

Voici comment Napoléon met en scène cette manœuvre *sur les derrières*.

---

[1] « En 1806, a écrit von der Goltz, dans *Rosbach et Iéna*, le Mecklembourg refusa de fournir quoi que ce fût pour la nourriture des troupes prussiennes, malgré l'assurance d'être payé plus tard. Après les combats de Schleiz et de Saalfeld, le corps du prince Hohenlohe manqua de tout, les hommes de pain, les chevaux d'avoine.

« Dans le palais de justice d'Iéna, il y avait une quantité d'avoine considérable ; on demanda à Weimar l'autorisation de prendre cette avoine contre remboursement, et l'on attendit, pour s'en servir, que la réponse fut arrivée. Même à Auerstædt, l'armée principale, affamée, n'osait rien réquisitionner. Nos soldats se mirent à piller. »

Par des marches rapides, préparées dans le plus grand secret, il rassemble, aussi près que possible des lignes de retraite de son adversaire, une masse capable d'en triompher en quelque situation qu'il le trouve. Sûr du succès, sa seule crainte est que l'ennemi échappe. Brusquement, il jette notre armée sur ses derrières et s'efforce d'y saisir une barrière topographique : ligne de montagnes, fleuve ou rivière, et d'en occuper les principaux passages pour l'enfermer comme dans un champ clos [1]. Ceci fait, il se retourne sur l'adversaire qui n'a plus d'autre ressource que se rendre ou essayer de se faire jour [2].

Manière terrible, que personne n'a osé imiter, qui effrayait ses propres généraux, parce qu'ils ne pouvaient embrasser tous les éléments de ses calculs matériels et moraux.

Le succès reposait essentiellement sur la démoralisation de l'adversaire. Qu'on s'imagine l'effet produit sur le général ennemi par cette nouvelle inattendue que l'armée française marchait à toute allure pour lui couper la retraite. La seule idée qui pouvait lui venir, c'était de faire en hâte refluer tous ses corps. C'était la fuite en désordre que Napoléon avait prévue et qu'il attendait pour jeter ses troupes au moral surchauffé sur les corps ennemis démoralisés, ne recevant plus d'ordres et s'offrant d'eux-mêmes à ses coups [3].

Il avait grande chance de détruire l'adversaire en détail sans courir les risques d'une *bataille générale,* d'une bataille rangée [4].

---

[1] La Stradella, en 1800; le Lech, en 1805; la Saale, en 1806; l'Isar, en 1809.

[2] Napoléon, *Campagne de* 1800 : « Il (Melas) avait trois partis à prendre : le premier était de passer sur le ventre à l'armée du Premier Consul. »

[3] « Mon intention, écrit Napoléon le 3 mars 1814 au ministre de la guerre, est alors de porter la guerre du côté de mes places fortes en manœuvrant sur les derrières de Schwarzenberg, qui sera obligé de faire volte-face quand il verra ses hôpitaux, ses magasins, ses parcs et sa ligne d'opération menacés par moi et par le duc de Castiglione. » (21426.)

En effet, dans le conseil de guerre tenu à Sommepuis par les Coalisés, Schwarzenberg proposa la retraite immédiate en Suisse.

[4] Les campagnes de Napoléon n'offrent qu'un petit nombre de batailles rangées : Castiglione, Austerlitz, Eylau, Wagram, la Moskowa, Bautzen, Leipzig et Waterloo.

Car c'est bien à tort que l'on a écrit[1] que Napoléon recherchait avant tout une bataille générale; ce qu'il voulait, c'était surprendre l'ennemi « en flagrant délit de retraite » pour se débarrasser de lui sans affaire générale. Cela, il l'a écrit maintes fois.

Le 21 octobre 1805, après la capitulation d'Ulm, il dit dans sa proclamation à l'armée :

> « Soldats, je vous avais annoncé une grande bataille, mais grâce aux mauvaises combinaisons de l'ennemi, j'ai pu obtenir les mêmes succès sans courir aucun risque, et ce qui est sans exemple dans l'histoire des nations, un aussi grand résultat ne nous affaiblit pas de 1500 hommes hors de combat. »

Et dans le bulletin du 18 octobre :

> « ..... Il avait pris à l'ennemi, aux combats de Vertigen, de Günzbourg, d'Elchingen, aux journées de Memmingen et d'Ulm, et aux combats d'Albeck, de Languenau et de Neresheim, un très grand nombre de pièces de canon, de bagages, de voitures..... *et pour arriver à ces grands résultats, il n'avait fallu que des marches et des manœuvres.*
>
> « Dans ces combats partiels, les pertes de l'armée française ne se montent qu'à 500 morts et à 1000 blessés. Aussi le soldat dit-il souvent : L'Empereur a trouvé une nouvelle méthode de faire la guerre; il ne se sert que de nos jambes et pas de nos baïonnettes. Les cinq dixièmes de l'armée n'ont pas tiré un coup de fusil, ce dont ils s'affligent, mais tous ont beaucoup marché et ils redoublent de célérité quand ils ont l'espoir d'atteindre l'ennemi. »

Le 19, il écrit à l'Impératrice :

---

[1] C'est de Clausewitz qu'est venue cette erreur que Napoléon recherchait avant tout la grande bataille générale :

« C'est quand les combats se réunissent en une grande bataille générale que les résultats sont les plus grands.

« Ce n'est que dans une grande bataille générale et non dans des combats dispersés que le général en chef peut diriger personnellement la lutte. Aussi, plus un général en chef est animé du véritable esprit de la guerre, plus il a conscience qu'il peut et doit vaincre son adversaire, et plus ardemment il recherche la bataille générale dès le début de la guerre et compte tout atteindre par elle. Bonaparte ne s'est peut-être jamais mis en campagne sans viser à cette bataille générale. » (CLAUZEWITZ, *De la Guerre*, t. 1, p. 164 et 176.)

« J'ai rempli mon dessein ; j'ai détruit l'armée autrichienne par de simples marches ; j'ai fait 60,000 prisonniers, pris 120 pièces de canon, plus de 90 drapeaux et plus de 30 généraux. »

Le 12 octobre 1806, il écrit à Lannes :

« Toutes les lettres interceptées font voir que l'ennemi a perdu la tête. Ils tiennent conseil nuit et jour et ne savent quel parti prendre. Vous verrez que mon armée est réunie, que je leur barre le chemin de Dresde et de Berlin. L'art est aujourd'hui d'attaquer tout ce qu'on rencontre, *afin de battre l'ennemi en détail et pendant qu'il se réunit.* »

Et à Murat :

« Attaquez hardiment ce qui est en marche ; ce sont des colonnes qui cherchent à se rendre à un point de réunion, et la rapidité de mes mouvements les empêche de recevoir à temps un contre-ordre ; *deux ou trois avantages de cette espèce écraseront l'armée prussienne sans qu'il soit besoin d'affaire générale.* »

Dans son bulletin de la bataille de Wagram, après avoir indiqué la position des deux armées, le 5, à 6 heures du soir, c'est-à-dire après la journée préparatoire, Napoléon écrit :

« Dans cette position, la journée paraissait presque finie et il fallait s'attendre à avoir le lendemain une grande bataille ; mais on l'évitait et on coupait la position de l'ennemi en l'empêchant de concevoir aucun système si, dans la nuit, on s'emparait du village de Wagram (qui formait le point d'appui de la gauche des Autrichiens). Alors sa ligne, déjà immense, prise à la hâte et par les chances du combat, laissait errer les divers corps de l'armée sans ordre et sans direction, et on en aurait eu bon marché sans engagement sérieux. »

Le 17 avril 1809, au moment où il combine la manœuvre de Landshut, il écrit à Masséna :

« Votre marche a pour but de se combiner avec celle de l'armée pour prendre *l'ennemi en flagrant délit* et détruire ses colonnes... »

A Sainte-Hélène, dans ses observations sur les « *Notes sur l'Art de la guerre* » du général Rogniat, Napoléon a écrit à propos de la manœuvre de Smolensk :

« Napoléon exécuta alors cette belle manœuvre qui est le pendant

de celle de Landshut en 1809 : il se couvrit par la forêt de Bieski, tourna la gauche de l'armée russe, passa le Borysthène et se porta sur Smolensk où il arriva vingt-quatre heures avant l'armée russe qui rétrograda en toute hâte. Une division de 15,000 hommes, qui s'y trouvait par hasard, eut le bonheur de défendre cette ville un jour, ce qui donna le temps à Barclay de Tolly d'arriver le lendemain. Si l'armée française eût surpris Smolensk, elle y eût passé le Borysthène, *attaqué par derrière l'armée russe en désordre et non réunie.* »

Le 28 juillet 1809, Napoléon fait écrire à Masséna battu à Talaveyra par Wellington :

« Que les batailles ne doivent se donner si l'on ne peut calculer en sa faveur 70 chances de succès sur 100, que même on ne doit livrer bataille que lorsqu'on n'a plus de nouvelles chances à espérer, puisque de sa nature le sort d'une bataille est toujours douteux, mais qu'une fois qu'elle est résolue on doit vaincre ou périr. »

Mais cette bataille générale, Napoléon l'aura si l'ennemi se pelotonne, et décisive, puisqu'on est à fronts renversés, et cette œuvre, la plus terrible mais la plus grande qui puisse être offerte à son génie, qu'il a envisagée et préparée, n'est pas pour l'effrayer.

Ainsi, ou bien l'ennemi fuit en désordre et Napoléon l'accable dans le flagrant délit de sa retraite, ou bien il se pelotonne pour la bataille générale, mais pleinement démoralisé.

Dans les deux cas, la manœuvre sur les derrières facilitait grandement la tâche de nos soldats par la démoralisation préalable de l'adversaire.

Cette *démoralisation préalable* de l'adversaire, conséquence forcée de la manœuvre, a été maintes fois oubliée. Comparant aux effectifs de l'ennemi ceux que Napoléon amenait sur ses derrières, on s'est cru en droit de l'accuser de témérité. Mais qu'on introduise dans les calculs la démoralisation de l'adversaire, la balance des forces sera tout autre, et il apparaîtra dans chaque cas que la manœuvre de Napoléon, si audacieuse qu'elle paraisse, était loin d'être téméraire.

Le 17 mars 1814 à Reims, examinant le meilleur parti à prendre contre Schwarzenberg qui pousse devant lui, sur Nogent,

le maréchal Macdonald, Napoléon met en parallèle trois partis : le premier, de se jeter par Arcis-sur-Aube sur les derrières de Schwarzenberg; le deuxième, d'aller droit sur Provins rejoindre Macdonald; le troisième, d'aller à Meaux pour s'interposer sûrement entre Paris et l'armée de Bohême.

> « Ces trois projets, écrit-il, ont tous les trois leur caractère. Le premier est le plus hardi, donne la plus grande épouvante à l'ennemi.... ; les résultats en sont incalculables.
>
> « Le deuxième a l'inconvénient d'être toujours dans les traverses.
>
> « Le troisième est le plus sûr, parce qu'il mène à tire d'aile sur Paris; *mais c'est aussi celui qui, n'étant d'aucun effet moral, laisse tout entière la chance d'une grande bataille. Or, si l'ennemi a 70,000 à 80,000 hommes, cette bataille sera une furieuse chance*, au lieu que, marchant sur Troyes et venant sur les derrières pendant que le duc de Tarente marche en retraite et lui dispute toutes les positions, il peut y avoir de plus grandes chances[1]. »

Outre la ***démoralisation préalable*** de l'adversaire, la manœuvre sur les derrières procure les avantages capitaux suivants :

1° Elle permet de donner *à priori* à l'armée un point de direction ;

2° Elle fournit de sûrs renseignements sur l'ennemi ;

3° Elle procure la prise des grands parcs et magasins de l'adversaire, ce qui assure la vie de l'armée ;

4° Elle permet de grandes économies sur les forces à laisser en arrière pour la garde du territoire ;

5° Si elle réussit, elle donne des résultats décisifs ;

6° Même si elle ne réussit qu'à moitié, elle assure, par la retraite de l'ennemi, des avantages matériels et moraux considérables.

Il convient de développer ces différents points.

1° *Point de direction de l'armée.* — Au commencement de chacune des phases d'une campagne, une question se pose à

---

[1] Et encore : « Toutes les lettres interceptées disent que la consternation est à Erfurth, où se trouvent encore le roi, la reine, le duc de Brunswick, et qu'on discute sur le parti à prendre sans pouvoir s'accorder. Mais pendant qu'on délibère, l'armée française marche..... »

celui des deux adversaires qui a l'initiative : où porter ses forces ? Sur le principal rassemblement de l'ennemi, c'est entendu ; mais où le prendre ? Le chercher, cavalerie en avant, c'est subordonner les mouvements et les ravitaillements aux renseignements vagues et contradictoires qu'on pourra recueillir sur cette masse mobile qu'est l'armée ennemie.

Dans ces conditions, l'armée ne peut recevoir cette impulsion vigoureuse qui conduit droit au dénouement. Et pour que l'ennemi se laisse prendre, il faut vraiment qu'il le veuille.

Napoléon, au contraire, dès l'instant qu'il connaît le point où l'adversaire a franchi sur le théâtre principal quelque accident de terrain notable : l'Alpone à l'acte d'Arcole en 1796, le défilé de Stradella en 1800, le Lech en 1805, la Saale en 1806, l'Alle en 1807, l'Isar en 1809, c'est-à-dire dès qu'il connaît le point où passe la ligne de communication et par conséquent la ligne de retraite de l'adversaire, il a les éléments nécessaires pour déployer sa manœuvre et il ne lui reste plus qu'à en assurer envers et contre tous le régulier développement.

2° *Renseignements sur l'ennemi.* — La cavalerie saisissant sur les derrières de l'ennemi les dépêches, les courriers, fournit une exploration autrement fructueuse que si elle eût été se buter sur les avant-postes de l'adversaire.

3° *Prises des grands parcs et magasins de l'adversaire.* — Par la prise des grands parcs et magasins de l'adversaire, la manœuvre sur les derrières assure la vie de l'armée.

Le 13 octobre 1806, la veille d'Iéna, Napoléon écrit dans le Bulletin :

> « L'armée prussienne est prise en flagrant délit ; ses magasins enlevés, elle est tournée. Le maréchal Davout est arrivé à Naumbourg le 12, à 9 heures du soir, y a saisi les magasins de l'armée ennemie et pris un superbe équipage de 18 pontons de cuivre attelés.

A Landshut, en 1809, Napoléon se saisit de 30 bouches à feu, 600 caissons, 3,000 voitures à bagages, et des magasins que les Autrichiens avaient commencé à former.

Le 20 mars 1814, Napoléon écrit au ministre de la guerre :

« Ma cavalerie a trouvé..... un très bel équipage de pont; c'est justement ce qui nous manquait. »

4° *Économies sur les forces à laisser sur les derrières.* — C'est sur l'effet de la manœuvre, bien plus que sur les forces laissées sur ses derrières, que Napoléon compte pour en assurer la sécurité.

Le 30 septembre 1805, il écrit au roi de Hollande, son frère :

« Les observations de ma première note sont toutes de prévoyance. Mes premières marches menacent le cœur de la monarchie prussienne, et le déploiement de mes forces sera si important et si rapide, qu'il est probable que toute l'armée de Westphalie se ploiera sur Magdebourg et que tout se mettra en marche à grandes journées pour défendre la capitale[1]. »

En 1796, lorsqu'il imagine son admirable manœuvre de Bassano, il peut ne laisser que 2,500 hommes sous Kilmaine pour garder sur ses derrières la ligne de l'Adige, de Vérone à Legnago. Il avertit Kilmaine :

« Qu'il pourrait arriver, bien que cela ne soit pas probable, que l'ennemi, de Bassano, se portât sur Vérone ou sur Porto Legnago, y passât l'Adige pour venir débloquer Mantoue, que si l'ennemi faisait cette sottise, les dispositions du général en chef sont combinées de manière à l'en faire repentir..... »

Le 17 mars 1814, examinant le moyen de faire le plus de mal possible à Schwarzenberg, tout en venant en aide le plus tôt possible à Macdonald, que Schwarzenberg pousse devant lui sur Nogent, il projette de se jeter par Arcis-sur-Aube sur les derrières de l'armée de Bohême[2]:

« Il est probable, écrit-il, que l'ennemi saura après-demain que je couche demain à Fère-Champenoise ; dès ce moment la diversion (au profit de Macdonald) est faite..... »

Ainsi, au lieu d'avoir à chercher l'ennemi et de se trouver dans cette situation dangereuse et énervante où, tout en se gardant

[1] Deuxième note au roi de Hollande.
[2] *Correspondance*, 21506.

soi-même, on s'efforce de découvrir les agissements de l'adversaire, où il faut faire partout des détachements pour protéger contre lui ses derrières et ses flancs, Napoléon l'amène, cet adversaire, dans une zone qu'il a choisie, produisant ainsi une situation qu'il a pu étudier à l'avance dans tous ses détails et rendre aussi avantageuse que possible, et il l'y amène démoralisé.

5° *Résultats décisifs.* — Lorsque la manœuvre peut s'exécuter intégralement, c'est-à-dire lorsque Napoléon bat l'ennemi après lui avoir intercepté ses lignes de retraite, les résultats sont décisifs.

Ce n'est pas tout de vaincre, il faut pouvoir exploiter la victoire qui souvent coûte plus cher au vainqueur qu'au vaincu. C'est dans la poursuite que le vainqueur fait payer au vaincu ses pertes au centuple. Encore faut-il que le vainqueur puisse joindre le vaincu. Or, si le plan de la bataille laisse au vaincu la libre disposition de ses lignes de retraite, il y a peu de chances de le joindre : elles sont bonnes, les jambes des fuyards.

Si, au contraire, le plan même de la bataille barre les lignes de retraite, l'ennemi doit capituler immédiatement ou à bref délai ; car, pour s'échapper, il lui faut faire de longs détours pendant lesquels la cavalerie le joint, et avec son artillerie le retarde, l'arrête sur quelque défilé jusqu'à l'arrivée de l'infanterie qui en a bientôt raison. Qu'on se rappelle les coups de foudre de Marengo, d'Ulm, la poursuite après Iéna.

6° Alors même que la manœuvre ne procure pas la capture immédiate ou à bref délai de l'adversaire, elle amène sa retraite, et c'est là encore un avantage matériel et moral considérable.

En résumé, la manœuvre sur les derrières est susceptible de deux résultats : l'un maximum, l'autre minimum.

Le résultat maximum, c'est la capture de l'armée ennemie avec ou sans bataille générale. Il sera atteint si l'on parvient à intercepter à cette armée ses lignes de retraite aux points où elles traversent quelque obstacle de terrain. Coupé de ses magasins, l'ennemi se trouvera dans une situation où il ne pourra s'éterniser et sera réduit soit à capituler, soit à essayer « de

passer sur le ventre à l'armée française », suivant l'énergique expression chère à Napoléon ; ce qui n'ira pas sans difficultés.

Le résultat minimum, c'est la retraite de l'ennemi menacé sur ses derrières, et par ce fait, la conquête d'une zone de terrain considérable.

Les manœuvres de Bassano, de Marengo, d'Ulm, d'Iéna ont été décisives ; celle de Landshut l'eût été si le colonel Coutard eût tenu Ratisbonne ; celle de Soissons, si le général Moreau n'eût pas rendu la ville, et si à Lodi, à Arcole, à Guttstadt, à Witepsk, à Smolensk..., à Méry-sur-Seine, l'ennemi put échapper, il nous abandonna sans combat une zone de terrain considérable et s'enfuit démoralisé.

GENÈSE DE LA MANŒUVRE SUR LES DERRIÈRES.

Napoléon a-t-il inventé de toutes pièces la *manœuvre sur les derrières?*

Non ! l'idée de se jeter entre l'ennemi et ses magasins, entre l'ennemi et sa capitale, a été mise en pratique par tous les grands capitaines. Plusieurs manœuvres étaient classiques et décrites en particulier dans le grand ouvrage de Folard[1] : manœuvre d'Annibal[2] à Trasimène, manœuvre d'Annibal sur Rome en 211, manœuvre de Villars à Denain.

Manœuvre de Trasimène. — Au printemps de l'an 217, Annibal, qui a hiverné chez les Gaulois du nord de l'Italie, franchit l'Apennin et traverse les plaines de l'Arno encore inondées.

Le consul Flaminius a pris position à Aretium (Arezzo) à l'ouest de l'Apennin, l'autre consul à Ariminium (Rimini) à l'est des montagnes.

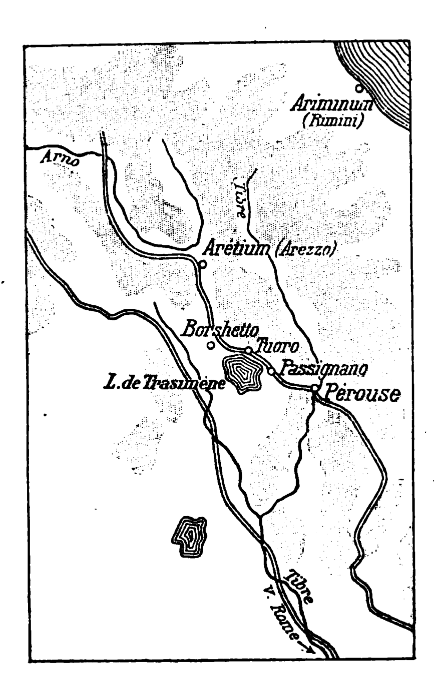
Annibal, faisant un détour par l'Ouest, vient se placer au sud d'Aretium sur les derrières de Flaminius : il voudrait le faire

---

[1] *Les Commentaires sur Polybe.*

[2] Napoléon a eu pour Annibal l'admiration la plus vive : « Annibal est le plus grand capitaine du monde », dit-il un jour à Népomucène Lemercier, qui a rapporté ce propos dans l'appendice à sa *Tragédie d'Alexandre.*

descendre en plaine et l'amener à la bataille avant l'arrivée de l'autre consul. Mais il a beau brûler les villages sous les yeux de Flaminius, celui-ci ne bouge pas. Annibal feint alors de marcher sur Rome par la route qui passe entre l'Apennin et le lac de Trasimène ; il compte qu'à la nouvelle de sa marche Flaminius le suivra en toute hâte.



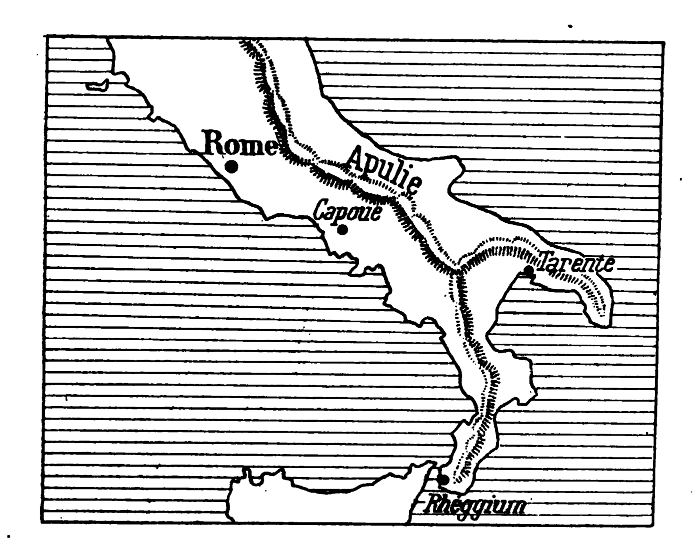
Au milieu du défilé, long de deux bonnes lieues, il s'arrête, fait occuper les hauteurs au point où se trouve aujourd'hui le village de Tuoro, et envoie un détachement fermer la sortie sud du défilé.

Tout se passe comme il l'a prévu : Flaminius le croyant en grande marche sur Rome, s'engage, en colonne et sans s'éclairer, dans l'étroit couloir que couvre un brouillard épais. Tout à coup, l'armée romaine est assaillie sur son flanc gauche; derrière elle, la cavalerie numide ferme l'entrée nord du défilé. L'avant-garde de Flaminius, 6,000 hommes d'élite, parvient à forcer la sortie

sud qui est refermée derrière elle. La bataille ne dura que trois heures. Flaminius fut tué avec 15,000 des siens ; 15,000 furent faits prisonniers. L'avant-garde, rejointe le lendemain, dut mettre bas les armes. Le lendemain 4,000 cavaliers, envoyés par l'autre consul, tombaient encore entre les mains de l'armée victorieuse.

Annibal n'avait perdu que 1,500 hommes, presque tous Gaulois[1].

Manœuvre d'Annibal sur Rome en 211. — En 211, voyant Annibal occupé au siège de Tarente, les Romains veulent tirer vengeance de Capoue, la première grande ville d'Italie qui les a trahis : le consul Appius vient l'assiéger. Mais Tarente est prise, et Annibal vole au secours de Capoue.



Trouvant les lignes de l'assiégeant bien fortifiées, les généraux romains très prudents, c'est par une manœuvre sur Rome que le général carthaginois imagine de délivrer Capoue.

[1] Deux petits ruisseaux descendent du Galandro dans le lac; le premier que l'on franchit s'appelle Sanguinetto, en souvenir des flots de sang qui en rougirent les eaux.

Voici comment Polybe décrit cette manœuvre[1] :

« Annibal, jugeant qu'il tenterait vainement de faire lever le siège par force, eut recours à un expédient, qui était de couvrir sa marche et de se montrer subitement au voisinage de Rome, dans la pensée que, jetant ainsi l'épouvante parmi les habitants, il ferait peut-être une tentative utile sur la ville, ou que du moins, par cette feinte, il obligerait Appius, ou de se retirer de devant Capoue pour accourir au secours de la patrie, ou de partager son armée, auquel cas il lui serait aisé de battre et ceux qui viendraient au secours, et ceux qui seraient restés au siège...

« Annibal, laissant les feux allumés, marche avec si peu de bruit que personne ne savait qu'il fût parti. Il traverse les Samnites à grandes journées et sans s'arrêter.

« On était encore à Rome dans les premières inquiétudes sur Capoue, lorsque Annibal, ayant passé le Téveron (Arno) sans être aperçu, approche de Rome et campe à 40 stades au plus de cette ville. Cette nouvelle jette Rome dans un trouble et une confusion d'autant plus grands qu'Annibal ne s'était jamais tant approché et qu'on ne s'attendait à rien moins... »

Tout était compté dans ce plan, excepté la constance romaine.

Quand Annibal parut, le Sénat ne rappela pas une cohorte du siège de Capoue, mais toute la population couronna les murs, et deux légions nouvelles, qu'on exerçait dans la ville, se portèrent audacieusement à la rencontre de l'ennemi.

Le coup sur Rome était manqué, mais sans doute Appius arrivait ? Annibal attendit cinq jours. Quand, suivant ses calculs, il crut Appius à moitié chemin de Rome, il reprit la route de Capoue, laissant les consuls s'enorgueillir de le voir fuir devant eux. Mais Appius était resté dans ses lignes.

Annibal s'en vengea sur ceux qui le suivaient : il les surprit de nuit dans leur camp, en fit un grand carnage, puis se retira à Rhegium.

Manœuvre de Denain[2]. — Au début de 1712, nos meil-

---

[1] Folard, t. VI, p. 68.

[2] Lieutenant Sautai, *La Manœuvre de Denain*.

Cette manœuvre, décrite tout au long par Folard, a été résumée par Frédéric, dans son livre *l'Esprit du chevalier Folard*. (Voir la critique de Napoléon, note 1.)

leures places de la frontière du Nord : Lille, Tournai, Douai, Béthune, Saint-Venant, Aire et Bouchain, sont tombées aux mains des Alliés commandés par le prince Eugène de Savoie. L'unique barrière qu'il leur reste à forcer pour atteindre la vallée de l'Oise, c'est la ligne, toute artificielle, jalonnée par Arras, Cambrai, Le Quesnoy et Maubeuge, avec les deux postes avancés de Condé et de Valenciennes; Villars campe sur la rive gauche de l'Escaut entre Cambrai et Le Catelet. Des négociations sont entamées avec l'Angleterre pour la faire sortir de la coalition.

Pour empêcher la défection des Anglais, le prince Eugène voudrait livrer bataille et propose au général anglais de franchir l'Escaut au sud de l'armée de Villars pour faire tomber sa position et le contraindre à se battre; mais le général anglais s'y refuse.

Eugène se rejette alors sur le siège du Quesnoy, et, cette place prise, attaque Landrecies.

Marchiennes est son grand dépôt de vivres et de munitions. Pour protéger ses convois contre les tentatives des garnisons de Valenciennes et de Condé, il construit, de Marchiennes à Denain sur l'Escaut, une double ligne de retranchements et de redoutes. A Denain, pour couvrir les ponts de l'Escaut, il organise un camp retranché où il laisse le duc d'Albemarle et prolonge sa ligne de communication jusqu'à Thiant.

Tandis qu'avec le tiers de l'armée, le prince d'Anhalt-Dessau investit la place, le prince Eugène, avec le reste de ses forces, couvre le siège sur l'Écaillon entre Thiant et Fontaine-aux-Bois.

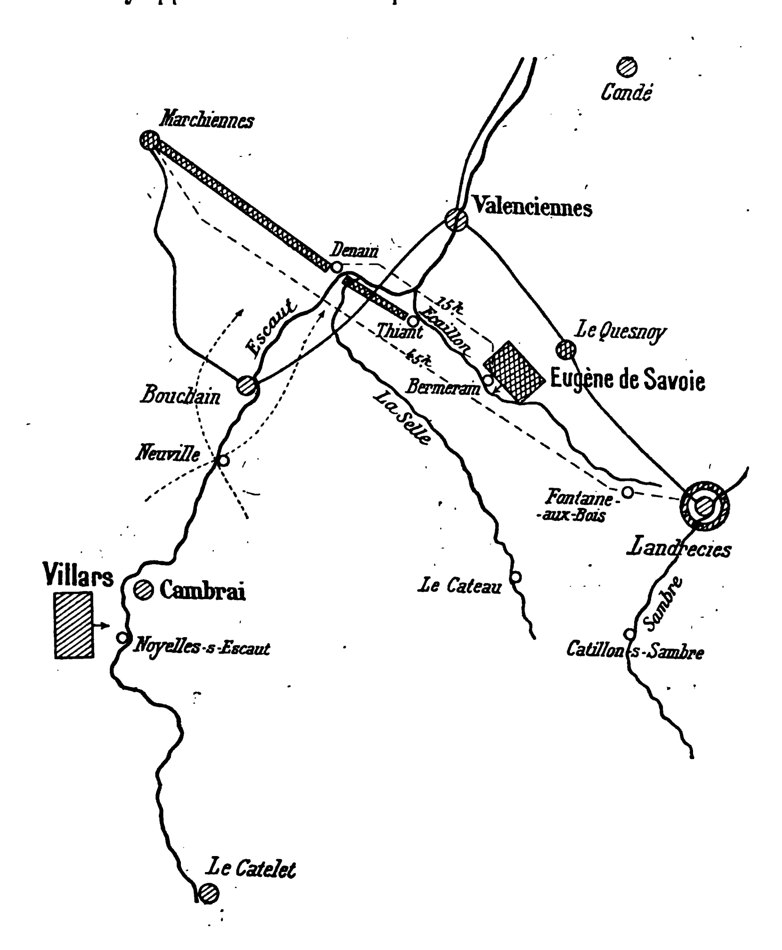
Telle est la situation des Alliés quand, le 23 juillet, Villars, sur la proposition de Lefebvre d'Orval, conseiller au Parlement de Douai, se décide à la manœuvre de Denain[1].

Tout d'abord, il marche vers Le Cateau et fait jeter des ponts sur la Sambre comme s'il voulait attaquer les lignes de contrevallation du prince d'Anhalt. Après avoir attiré l'attention des Alliés de ce côté, il porte son armée, par une marche de nuit, vers Neuville sur l'Escaut. Cette marche se fait en cinq colonnes parallèlement à la Selle; les mesures sont si bien prises qu'on franchit 8 lieues jusqu'à l'Escaut, sans donner le moindre éveil à l'adversaire.

---

[1] Comparez à cette manœuvre Arcole.

A 9 heures du matin, un courrier envoyé de Denain prévient le prince Eugène que l'armée française s'approche de cette ville. Le prince court en toute hâte à Denain rejoindre le duc d'Albemarle et y appelle toutes ses troupes.



Il est trop tard. Villars qui, sur le conseil du maréchal de Montesquiou, s'est décidé à attaquer avant même d'avoir toutes ses forces, forme en colonne les quarante bataillons dont il dispose et les lance à l'assaut des lignes ennemies.

Sans répondre au feu de l'adversaire, l'infanterie française,

l'arme au bras, s'avance en bon ordre, descend dans le fossé, bondit sur le parapet, se précipite dans les retranchements et poursuit vers l'Escaut les Hollandais en déroute. Le seul pont sur lequel ils fuient est bientôt rompu, et en un instant les dix-sept bataillons d'Albemarle sont écrasés, noyés ou faits prisonniers.

Sans rien hasarder et par le simple choix du point d'attaque, Villars privait du même coup les Alliés de leurs communications et rendait imminente la chute de Marchiennes, dépôt des approvisionnements et du matériel, sans lesquels le prince Eugène ne pouvait ni subsister devant Landrecies, ni poursuivre le siège de cette place.

Prompt à saisir ce retour de la fortune, Villars sort d'une défensive de près de quatre années, reprend sur l'ennemi cet ascendant moral qui est à la guerre l'un des principaux facteurs du succès, et lui impose désormais et partout sa volonté.

Attirant à lui les nombreuses garnisons de Condé, de Valenciennes et des villes frontières, Villars manœuvre durant toute la campagne avec la masse entière de son armée. En quelques mois, Douai, Le Quesnoy, Bouchain sont repris ; leur conquête avait demandé à Eugène et à Marlborough plusieurs années.

Villars permet ainsi à nos plénipotentiaires d'obtenir à Utrecht des conditions de paix compatibles avec l'honneur et les intérêts de la France.

La valeur de la manœuvre sur les derrières a donc été reconnue de tous temps par les grands généraux. Montecuculli[1], dans sa huitième maxime, indique comme moyen de venir rapidement à bout de l'ennemi de « lui couper les vivres, enlever les magasins ou par surprise ou par force, lui faire tête de près et le resserrer ; se mettre entre lui et ses places de communications ».

Frédéric, très conscient des avantages d'une solution rapide[2], écrivait dans ses instructions à ses généraux :

---

[1] Montecuculli, célèbre général au service de l'Autriche (1608–1681), a fait une étude approfondie de l'art militaire, et a laissé en latin des *Mémoires sur la guerre*, publiés à Vienne en 1718 et traduits en français par Turpin de Crissé (1761).

[2] « Nos guerres doivent être courtes et vives, puisqu'il n'est pas de notre

« Vous obligerez l'ennemi à combattre, quand vous viendrez, par une marche forcée, vous mettre sur ses derrières et lui couper ses communications. »

Toutefois, le prudent monarque, plus renard que lion, se hâtait d'ajouter : « Mais vous vous garderez bien, en faisant ces sortes de manœuvres, de vous mettre dans le même inconvénient, ni de prendre une position par laquelle l'ennemi pourrait vous couper de vos magasins ».

Et n'ayant sans doute pas trouvé le moyen de mettre toutes les chances de son côté, se défiant de « Sa Majesté le Hasard », comme il disait, il n'avait guère usé de ce moyen de terminer la guerre d'un seul coup.

Turpin de Crissé [1], commentateur de Montecuculli, se méfiait plutôt de cette solution décisive :

« Il faut qu'une armée soit bien supérieure en force à celle de l'ennemi, écrivait-il en 1761, pour qu'elle puisse se mettre sans risque entre l'armée ennemie et ses places ; il faut qu'elle soit bien assurée de ses subsistances et qu'elle soit moralement sûre de battre l'ennemi, sans pouvoir être attaquée sur ses derrières par les garnisons réunies de ces places. »

Quoi qu'il en soit, cette manœuvre restait classique, et dans ses *Principes de l'Art de la guerre*, publiés en 1772, sorte de manuel qui eut une grande vogue à l'époque, Le Roy de Bosroger [2], après avoir fait l'apologie de l'offensive à la manière de Turenne et prôné la recherche de la bataille au début d'une guerre, indiquait la ***manœuvre sur les derrières*** comme le moyen de déloger l'ennemi d'une position inexpugnable :

« Par quelques marches dirigées sur le pays où les magasins sont établis ou vers celui qu'on sait qu'il a le plus particulièrement intention de conserver, on parviendra encore aisément à

---

intérêt de traîner l'affaire, qu'une longue guerre ralentit insensiblement notre admirable discipline et ne laisse pas de dépeupler notre pays et d'épuiser nos ressources. »

[1] Turpin de Crissé, né en 1710, était lieutenant général en 1781. Il a laissé plusieurs ouvrages sur la guerre :

Essai sur l'Art de la guerre, Paris, 1754 ;

Commentaires sur les Mémoires de Montecuculli, 1761 ;

Sur les Institutions de Végèce, 1770 ;

et une traduction des *Commentaires de César*, avec notes, 1785.

[2] Le Roy de Bosroger, écrivain militaire.

lui faire abandonner l'usage de son poste, car il ne s'endormira sûrement pas sur un article aussi essentiel que celui de ses subsistances; mais il faut examiner si on ne tombera pas soi-même par cette manœuvre dans le cas où l'on veut mettre son ennemi, car si la marche que vous voulez faire vous force à trop vous éloigner de vos propres dépôts, un ennemi habile vous laissera faire, se contentera de vous couper vos communications, et vous vous trouverez dans un plus grand embarras que lui. Ce n'est qu'après avoir calculé tout ce qu'il pourra vraisemblablement tenter pour faire échouer votre projet, et tous les moyens que vous aurez de rendre ses ressources inutiles, qu'il est possible d'entreprendre une marche de cette nature. »

A défaut de toute l'armée, un corps considérable agissant sur les derrières de l'ennemi peut donner des avantages notables :

« On fait marcher un *corps considérable* sur quelque point propre à lui donner de la jalousie, par exemple vers sa capitale, ou vers quelque endroit sur lequel on peut avoir découvert qu'il a des vues. Rien ne dérange plus un général qu'une opération à laquelle il ne s'est pas attendu, et il n'aura bientôt rien de plus pressé que de se porter lui-même dans la partie sur laquelle vous aurez fait votre diversion.

« Comme on aura prévu sa marche, on ne le laissera pas partir sans le suivre de près, pour protéger la diversion qu'on a faite et rompre les nouvelles mesures qu'il pourrait prendre. *Il faut avoir son plan tout formé et agir en conséquence.* »

Voici mieux encore :

« Si l'ennemi a fait la faute de choisir un poste qui n'avait d'autre sortie que par des défilés, il faut traverser les montagnes et s'emparer de tout ce qui le commande, le resserrer de tous les côtés pour l'enfermer et le mettre dans l'impossibilité de combattre.

« *Il n'aura d'autre parti à prendre alors que de capituler comme il vous plaira, ou, du moins, il payera bien cher les efforts qu'il fera pour vous échapper.* »

On ne saurait décrire plus exactement la manœuvre favorite de Napoléon, et dans la dernière phrase de Bosroger on peut

reconnaître le premier crayon de l'expression autrement énergique employée, à maintes reprises, par l'Empereur : « Que l'ennemi est coupé, que dans peu de jours, il n'aura plus d'autre parti à prendre que d'essayer de nous passer sur le corps[1]. » Et encore : « Si l'ennemi voulait rouvrir ses communications et regagner Mantoue, c'était par Stradella qu'il fallait qu'il passât et qu'il marchât sur le ventre de l'armée française[2]. »

De ce que Napoléon a pu trouver dans les ouvrages militaires l'idée de la manœuvre sur les derrières, en est-il diminué? Absolument pas. Combien d'autres, avant lui, ont lu Montecuculli, Frédéric, Turpin de Crissé, Bosroger..., sans que les théories de ces écrivains militaires aient rien dit à leur esprit, parce qu'ils n'avaient pas le génie militaire.

Ce qui revient en propre à Napoléon, c'est d'avoir deviné que la manœuvre sur les derrières devait, avec les errements stratégiques de ses adversaires, donner des résultats « incalculables », comme il a dit si souvent, et d'avoir inventé toute une technique nouvelle pour la réaliser sans danger.

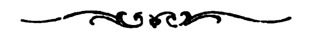
H. Camon,
Lieutenant-colonel d'artillerie, breveté d'état-major.

(*A continuer.*)

---

[1] Le 8 octobre 1805, Napoléon charge le général Dumas de presser la marche de Marmont et de « lui dire qu'il passe le Danube sur-le-champ, que l'ennemi est coupé..... »

[2] *Campagne d'Italie*, t. XXXI, p. 382.



TROIS JOURNÉES D'OPÉRATIONS

EXÉCUTÉES PAR UNE

DIVISION D'INFANTERIE ET UNE BRIGADE DE CAVALERIE

EN COUVERTURE

DU SIÈGE DE BELFORT[1]

TRAVAUX DE RÉDACTION

III. — La journée du 26 octobre[2].

(Suite.)

N° 9. — *Journal détaillé des opérations de l'artillerie au combat de Fresnes.*

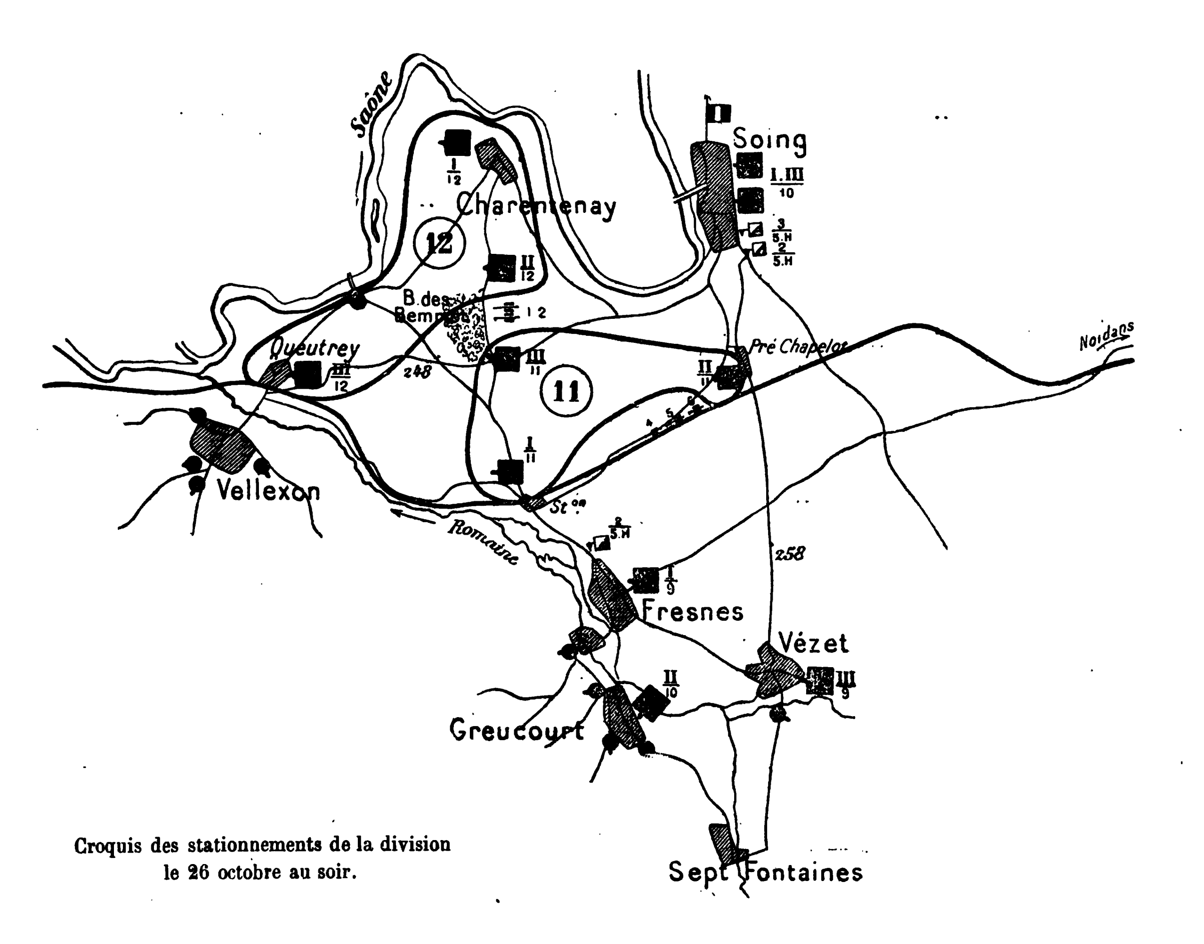
L'emploi de l'artillerie à tir rapide sur le champ de bataille étant encore le sujet de nombreuses controverses, on a cru devoir développer, dans ce journal, d'une façon toute particulière, les raisons tactiques et techniques qui ont inspiré les actes des différents chefs de l'artillerie.

Le récit des opérations a été lui-même poussé aussi avant que possible dans les détails.

---

[1] Voir la livraison de septembre 1905.

[2] Nous reproduisons ci-contre le croquis des stationnements de la division à la fin de la journée du 26 octobre. Ce croquis a été omis à la page 331 de la précédente livraison et remplacé, par erreur, par un croquis devant figurer en réalité page 350 (*3 h. 15*). — N. D. L. R.



Croquis des stationnements de la division
le 26 octobre au soir.

Le journal est divisé en moments correspondant aux phases principales du combat.

1er moment. — De 9 à 11 heures du matin : Attitude défensive de la division; reconnaissance de l'ennemi.

2e moment. — De 11 heures du matin à 1 h. 45 du soir : Combat de front, de préparation ou d'usure; attaque partielle sur la station de Fresnes.

3e moment. — De 2 heures du soir à la tombée de la nuit : Attaque décisive centrale; poursuite.

4e moment. — De 3 à 4 heures du soir : Arrêt de l'offensive ennemie partant de La Chapelle-Saint-Quillain.

Chaque moment comporte :

Le texte;

Des renvois;

Des annexes.

Le texte constitue le journal proprement dit des opérations de l'artillerie de la 3e division.

Les renvois éclairent le texte ou justifient, par des considérations tactiques ou techniques, les décisions prises par les commandants de l'artillerie.

Les annexes montrent comment les circonstances de moment et de terrain ont imposé à l'ennemi les dispositions admises par le thème ou par le journal.

L'artillerie de la 3e division comprend deux groupes :

1er groupe : 1re, 2e et 3e batteries. — La 1re batterie est détachée auprès de l'avant-garde de Port-sur-Saône; la 2e batterie, auprès de l'avant-garde de Noidans.

2e groupe : 4e, 5e et 6e batteries.

6 heures matin. — La 2e batterie est rassemblée, avec le 3e bataillon du 10e régiment, au sud-ouest de Noidans, contre la route de Fresnes.

La 3e batterie et le 2e groupe sont formés, entre le 11e et le 12e régiments, au sud-ouest de Raze, près de la route de Noidans.

7 h. 15. — La 3e batterie reçoit l'ordre de gagner la ferme des Herbues, puis de rejoindre la 2e batterie, à mi-distance entre cette ferme et Soing.

Le 2e groupe est invité, d'autre part, à se porter, par Noidans et le chemin longeant la lisière occidentale du bois de Bouillon, sur la fontaine de l'Ermitage.

8 h. 20. — Le 1er groupe (2e et 3e batteries) est en position d'attente, face à l'Ouest, au pied des pentes descendant vers la lisière sud-ouest du bois de Soing.

8 h. 30. — Le 2e groupe s'établit, de même, en position d'attente, face au Nord-Ouest, entre la fontaine de l'Ermitage et la cote 258. Une compagnie de soutien $\left(\frac{5}{10}\right)$ se trouve un peu au nord de ladite cote.

1er moment. — De 9 à 11 heures du matin : Attitude défensive de la 3e division. — Reconnaissance de l'ennemi.

« Du revers occidental de la hauteur située immédiatement au sud du bois des Bemmot, deux ou trois batteries ennemies ouvrent un feu masqué contre les tirailleurs déployés le long du chemin de Soing à Pré-Chapelot, qui appartiennent au bataillon (1er du 10e) de Soing et au bataillon (3e du 10e) de la ferme des Herbues. »

9 heures. — « Aussitôt, le 2e groupe d'artillerie, arrivé depuis peu à la fontaine de l'Ermitage, va s'établir, en position de surveillance, près du sommet des pentes qui, du point 258, descendent sur le ruisseau de l'Ermitage, la 5e compagnie du 10e et son demi-peloton de cavalerie étant laissés à quelques centaines de mètres sur la droite. »

Le commandant du 2e groupe, à cheval, observe, des abords de la cote 258, les péripéties du combat de feu que se livrent, sur le plateau 261-265, les deux infanteries opposées, lorsqu'il entend les coups de canons et aperçoit les lueurs des batteries ennemies installées au sud du bois des Bemmot.

Derrière lui, défilés des vues de l'ennemi, se tiennent les agents de liaison des trois batteries ; plus loin, en arrière et à droite, les capitaines, accompagnés de leurs propres agents, sont prêts à accourir au premier signal de leur chef.

Celui-ci parcourt rapidement le terrain, fait choix à mi-distance entre la cote 258 et la route de Noidans à Fresnes, d'une position permettant le défilement de l'homme debout, appelle, au fur et à mesure qu'il a déterminé l'emplacement d'une batterie, l'agent de liaison correspondant et le dispose, pied à terre, face au plateau 261, au centre du terrain affecté à l'unité qu'il représente.

L'agent de la batterie de droite (4e) se trouve alors auprès du chemin de terre 258—Vezet, ayant son camarade de la 5e batterie à sa gauche, à 200 mètres, et celui de la 6e batterie à 400 mètres dans la même direction.

Ceci fait, le chef d'escadron arrête le point de repère qui lui servira dorénavant à faire toutes ses désignations d'objectif (angle sud-est du bois des Bemmot, émergeant au-dessus du mamelon derrière lequel sont masquées les batteries adverses) et appelle auprès de lui ses capitaines.

Ceux-ci, ne se découvrant que dans la mesure nécessaire pour apercevoir la crête sud du bois des Bemmot, reçoivent les ordres suivants :

1. — Mise en batterie de flanc, conducteurs pied à terre ;
Les agents de liaison marquent le centre des batteries ;
Intervalles normaux entre les pièces[1].

---

[1] Le commandant du 2e groupe, étant isolé, fixe de larges intervalles entre les batteries (150 mètres), dans le but de diminuer leur vulnérabilité, au cas où elles viendraient à tomber sous le feu d'une artillerie adverse encore insoupçonnée.

Toutefois, il ne perd pas de vue qu'en raison même de son isolement, il peut avoir à diriger son feu — peut-être en un temps très court — sur des objectifs de nature et de position diverses.

Il ne peut donc augmenter les intervalles entre batteries au delà d'une certaine mesure, sans diminuer la rapidité d'exécution de ses ordres. En prescrivant des intervalles de 150 mètres et en se plaçant à la batterie du centre, il aura un capitaine auprès de lui, un deuxième à 150 mètres, le dernier à 200 mètres. Cette distance de 200 mètres est la plus grande autorisant l'emploi rapide de la batterie la plus éloignée.

Le front total occupé par le 2e groupe sera de 450 mètres, chaque batterie y tenant 50 à 60 mètres.

Les facilités de commandement ainsi offertes aux capitaines sont évidentes ; le resserrement des pièces jusqu'aux intervalles normaux est, d'autre part, sans inconvénients pour des batteries défilées. L'expérience prouve, en effet,

2. — Point de repère : corne droite du bois devant nous;
En surveillance sur ce point : régime du parallélisme.
3. — Avant-trains avec les échelons de combat.

Les capitaines se portent alors en arrière de l'emplacement assigné à leurs batteries respectives, mettent pied à terre, parcourent la position, choisissent leur poste d'observation du côté du chef d'escadron, à une aile, placent leur trompette à pied à l'autre aile, libèrent l'agent de liaison du chef de groupe et envoient chercher leur batterie par le fourrier :

Amener la batterie, au trot, en colonne par pièces doublées;
Mise en batterie de flanc, face à droite, conducteurs à pied;
Le front est jalonné par le capitaine et le trompette;
Les avant-trains se joindront à l'échelon de combat.

L'occupation de la position s'effectue dans les conditions prescrites.

Les capitaines appellent auprès d'eux les chefs de section et les pointeurs, et commandent :

Point de pointage : la droite de ce bois (bois des Bemmot);
Pour la première pièce : plateau 0, tambour 100, échelonnez de 7 [1];
Angle de site : 0, sans abattre.

Tandis que les pointeurs regagnent leurs postes et exécutent les opérations ordonnées, les officiers sont mis au courant de la situation.

Les capitaines procèdent alors à des mesures d'écarts angulaires leur permettant, le cas échéant, de diriger instantanément leur tir sur les deux principaux objectifs à ce moment visibles,

---

que, dans ce cas, les lueurs produites par les coups de canon sont loin d'être toutes visibles pour un artilleur ennemi placé sur la crête opposée. Une ou deux, sur six, et rarement celles provenant des mêmes pièces, sont seules à ne pas échapper aux yeux de cet observateur. Il en résulte que, ne pouvant se rendre compte de l'existence des vides entre les batteries, il est conduit à battre uniformément toute la largeur de la zone derrière laquelle des lueurs ont été aperçues.

Des batteries placées à découvert ont, au contraire, intérêt à étaler leurs pièces, l'ennemi pouvant, à la rigueur, concentrer son feu sur les seuls espaces utilisés.

[1] L'échelonnement de 7 correspondant au parallélisme, à la distance de 2,500 mètres.

savoir : l'infanterie ennemie du plateau 261 et l'artillerie masquée au sud du bois des Bemmot[1].

9 h. 30. — « Le commandant du 2e groupe d'artillerie remarque que les tirailleurs ennemis du plateau 261 gagnent sensiblement du terrain vers l'Est. Dès lors, il n'hésite pas à faire ouvrir le feu de ses batteries sur l'artillerie ennemie, afin d'attirer sur elles le tir de celle-ci et de dégager ainsi sa propre infanterie. »

Dès que sa décision est prise, le chef d'escadron la transmet à ses subordonnés par les commandements suivants :

A gauche, à 10 millièmes, une artillerie en action ;
Front 90 millièmes (Voir annexe A) ;
Chacun sa part, commencez le feu.

Ce que les capitaines traduisent par :

Augmentez de 10 (4e batterie), 40 (5e batterie), 70 (6e batterie) ;
Abattez[2].

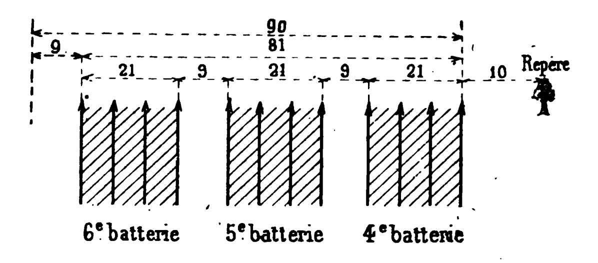
---

[1] Le groupe des échelons de combat est venu, sur ces entrefaites, à mi-distance entre les batteries et la fontaine de l'Ermitage, près du chemin de terre en impasse, non loin et en arrière de la 5e compagnie du 10e régiment.

Les avant-trains se sont formés, sur son flanc gauche, en colonnes par pièces doublées.

[2] Cette opération aura pour effet de déplacer les plans de tir ainsi qu'il est figuré ci-dessous, puisque l'échelonnement est de 7 millièmes.

Il y aura donc des vides dans la zone battue.



La 6e batterie peut, de suite, augmenter son échelonnement de 3 millièmes, mais les deux autres, pendant le réglage, ont intérêt à conserver les vides précités, attendu que la reconnaissance des coups qui leur appartiennent en sera facilitée.

Puis :

Par la droite, par batterie ;
Correcteur 18 [1] ;
3,000.

L'énoncé de cette distance entraîne l'ouverture du feu.

La fourchette de 200 mètres est rapidement obtenue (3,200-3,400 pour la 4e batterie) [2].

Le tir d'efficacité, tir progressif sans fauchage, est aussitôt entamé.

L'ennemi, pris légèrement d'écharpe, perd, de ce fait, une partie de la protection que lui procurent ses boucliers et ses caissons blindés; soumis, d'autre part, à un feu de forte densité, il renonce momentanément à tirer.

Dans l'impossibilité de resserrer la fourchette sur un objectif invisible et muet, le 2e groupe exécute un tir lent et continu (deux coups par batterie et par minute) sur des hausses arbitrairement choisies à l'intérieur de la fourchette de 200 mètres.

Il demeure ainsi prêt à accabler l'ennemi sous ses rafales à la moindre manifestation de reprise de la parole.

C'est en effet ce qui se produit à 9 h. 45.

9 h. 45. — Malgré le tir lent et continu du 2e groupe, « quelques pièces ennemies de gauche tirent sur nos tirailleurs du plateau 265, mais la majorité ne tarde pas à riposter aux coups du 2e groupe, tout en restant masquée ; il est alors 9 h. 45 » (Voir annexe B).

Par un tir progressif, le 2e groupe oblige l'ennemi à rentrer dans le silence et à couvrir son personnel, avant même que le

---

[1] Si les capitaines sont munis de cartes, ou, à défaut de cartes, s'ils sont accoutumés à jeter rapidement sur le panorama une ligne d'horizon imaginaire, ou bien encore s'ils ont effectué des mesures préalables à la lunette, ils s'apercevront qu'il existe une différence de site entre leur batterie et l'objectif. Bien qu'inférieure à 5 millièmes (15 mètres — à la distance supposée 3,000) et, par conséquent, impossible à faire marquer à la graduation du niveau, cette différence n'en existe pas moins. Evaluée à moins 3 millièmes, par exemple, elle entraînera, pour la première salve, l'emploi du correcteur 15 au lieu du correcteur 18, lequel donnerait des coups hauts, non observables.

[2] Le réglage se présente, en effet, dans des conditions très favorables : l'adversaire se trouve forcément compris entre une hausse courte par rapport à la crête couvrante et la lisière du bois des Bemmot émergeant au-dessus de cette crête.

réglage tenté soit sérieusement entamé. Les pièces dirigées contre les tirailleurs du 10e régiment cessent le feu les premières [1].

Jusqu'à 10 heures, un tir lent et continu, à raison d'un coup par batterie et par minute, est entretenu par le 2e groupe [2].

10 heures. — « L'artillerie ennemie est prolongée, en arrière et à droite, par deux ou trois batteries nouvelles qui prennent pour objectif le 2e groupe d'artillerie, de telle sorte qu'à partir de 10 heures, celui-ci est en butte au feu de quatre ou cinq batteries. Le commandant de l'artillerie, après avoir consulté le général de division envoie l'ordre au 1er groupe d'artillerie (2e et 3e batteries) de se porter rapidement, des abords de la ferme des Herbues, sur le revers oriental du plateau 265, pour venir en aide au 2e groupe. »

A) *2e groupe.* — Les deux ou trois batteries ennemies faisant leur apparition à 10 heures sont établies derrière le mouvement de terrain descendant du bois des Bemmot vers la Romaine et aboutissant, sur cette rivière, au sud-est de la cote 204.

Leur aile gauche, décelée par les lueurs, paraît être à proximité du croisement de chemins à 500 mètres sud du bois des Bemmot et leur front ne semble pas dépasser 65 millièmes (200 mètres à 3,000 mètres) (Voir annexe C).

Sans perdre de temps, le chef d'escadron commandant le 2e groupe ordonne :

Pour les 5e et 6e batteries, vers la gauche, changement d'objectif;

---

[1] Car elles continuent à être prises légèrement d'écharpe : leur personnel n'est donc que très imparfaitement couvert.

[2] Durant ce premier épisode de la lutte, la consommation probable des munitions, par batterie, est la suivante :

4 ou 5 salves de réglage.........	16 à 20 coups.
1 tir progressif.................	32 —
2 coups à la minute (10 minutes)..	20 —
1 tir progressif.................	32 —
1 coup à la minute (12 minutes)...	12 —
	112 à 116 coups.

1 caisson environ.

Le ravitaillement intérieur de chaque batterie s'effectue normalement auprès des deux arrière-trains de caissons de premier ravitaillement (144 coups au total), et deux nouveaux arrière-trains sont demandés à l'échelon de combat.

Artillerie : front 65 millièmes, chacun sa part.

Puis :

Pour la 4e batterie :

Sur tout l'ancien objectif, front 90 millièmes [1].

A l'effet d'étaler son tir vers la gauche, le capitaine de la 4e batterie commande :

Vers la gauche, extension d'objectif de 60 millièmes.

Puis, dès que les batteries placées au sud du bois des Bemmot commencent à tirer :

Tir progressif, fauchez [2];

Correcteur 17-3,100.

Son feu se répartit sur tout le front du premier groupe adverse.

Entre temps, les 5e et 6e batteries se sont entendu commander :

Vers la gauche, changement d'objectif;

Augmentez de 120, abattez;

Les pièces sont relevées, puis abattues de nouveau [3], le réglage commence aussitôt :

Par la droite, par batterie, correcteur 15-3,200.

---

[1] Le commandant du 2e groupe dirige donc deux de ses batteries (5e et 6e) sur le nouvel objectif et se contente de faire surveiller l'ancien par la batterie de droite (4e). Les batteries ennemies, récemment apparues, sont, en effet, les plus dangereuses (les autres étant déjà éprouvées), et c'est sur elles qu'il importe de prendre rapidement la supériorité.

Si la majeure partie des batteries adverses, premières venues, n'avait pas réussi à faire face au 2e groupe, et avait continué à se présenter d'écharpe, la décision du chef d'escadron eut, sans doute, été différente. Pendant que deux batteries auraient achevé la désorganisation du premier objectif, en partie démuni d'abris protecteurs, la troisième se serait efforcée, en fauchant, de retarder le réglage des nouvelles batteries ennemies.

Les premières étant mises définitivement hors de cause, la presque totalité du 2e groupe se serait appliquée à dominer le feu de ces dernières.

[2] Il va sans dire que la 4e batterie n'exécute un tir progressif qu'en raison de l'invisibilité absolue de l'adversaire. Celui-ci n'eût-il laissé apercevoir, au-dessus de la crête qui le couvre, qu'une simple flèche de caisson que le réglage aurait pu être poussé à 50 mètres. Dans le cas particulier, on éviterait, d'ailleurs, de pousser jusqu'à cette fourchette resserrée, à cause de l'obliquité certaine de l'objectif; on tirerait, en fauchant, sur les deux hausses, courte et moyenne, de la fourchette de 100 mètres.

Il y aurait moitié moins de projectiles dépensés qu'avec un tir progressif.

[3] Ce changement d'objectif est facile parce qu'il s'effectue sous un petit angle. Le relèvement des pièces et l'abatage consécutif exigeront une demi-minute environ et, à partir de ce moment, les batteries seront en mesure

Cette salve étant observée courte, on tire « 3,400 », salve longue[1].

L'obtention de la fourchette de 200 mètres est immédiatement suivie du tir d'efficacité :

Tir progressif, correcteur 17-3,100.

Les 5e et 6e batteries luttent pendant quelques minutes, sans désavantage, contre leur adversaire[2] et commencent même un essai de resserrement de la fourchette[3] lorsque, vers 10 h. 15, la 4e batterie est mise en état d'infériorité et découvre le reste du groupe.

Le personnel reçoit l'ordre de s'abriter : la lutte est *systématiquement refusée*[4].

Les rafales de l'ennemi, bientôt suivies d'un tir lent et continu, passent inefficaces.

---

d'ouvrir le feu, car les points de pointage n'ont pas varié et le nouveau front à battre ne diffère pas de l'ancien : il n'y aura donc ni désignation à faire aux pointeurs, ni modification d'échelonnement des dérives à réaliser.

[1] Les données du tir précédent fournissent une base sérieuse de départ pour le nouveau réglage. L'objectif actuel étant certainement moins éloigné que l'ancien, la première salve est tirée avec la hausse 3,200 (limite courte de la précédente fourchette).

La hausse 3,200 étant observée courte, le capitaine pourrait passer, de suite, au tir d'efficacité : il préfère vérifier l'autre limite de sa fourchette de 200 mètres et tire une salve avec la hausse 3,400. Il se garde, en ce cas, de procéder normalement, par bonds de 400 mètres, et de tirer d'abord 3,600 pour revenir ensuite à 3,400 : le temps est précieux.

[2] Ce que l'on peut expliquer ainsi :

1° Le feu des 5e et 6e batteries est réparti sur les 200 mètres occupés par l'ennemi, tandis que ce dernier, avec deux ou trois batteries, est obligé de battre un front de 450 mètres. La densité de son tir est donc inférieure ou au plus égale à celle du tir des 5e et 6e batteries;

2° L'avance de l'ennemi, résultant de la nécessité dans laquelle se sont trouvées les 5e et 6e batteries de changer d'objectif, est compensée par un avantage en faveur de celles-ci (réglage en deux salves seulement) ;

3° Le commandement des batteries est, au 2e groupe, mieux et plus directement exercé que chez l'ennemi, pour les raisons développées à l'annexe C.

[3] Le resserrement de la fourchette sur un objectif masqué n'est possible que si quelque partie de cet objectif, si faible soit-elle, est apparente. Or, on a montré à l'annexe C que les batteries ennemies récemment entrées en action (ou tout au moins celle de droite) ne pouvaient être commandées que par des capitaines montés sur l'un des caissons de premier ravitaillement. Le resserrement de la fourchette est donc possible.

[4] Le 2e groupe refuse la lutte : il attend une occasion meilleure ou un secours opportun pour reprendre le feu.

Son infériorité n'est pas contestable, mais elle n'a rien de commun avec

Cette situation dure jusqu'à 10 h. 30[1].

B) *1er groupe.* — Le colonel commandant l'artillerie divisionnaire fait transmettre au chef du 1er groupe l'ordre le concernant. En même temps, il envoie au 2e groupe avis de la prochaine entrée en action du 1er, mais comme il n'a personnellement effectué aucune reconnaissance, il ne peut éclairer son subordonné sur la portion de l'objectif que choisira le 1er groupe.

Le commandant des 2e et 3e batteries ordonne à celles-ci de s'engager, au trot, sur le chemin conduisant des Herbues à la cote 265 et de se rassembler, à moins de nouvel avis, à 400 mètres sud-est de cette cote, face à l'Ouest, pour y attendre le moment de venir occuper la position reconnue par lui.

Il suit, au galop, le plateau qu'emprunte la route de Soing à Pont-de-Planches, accompagné à droite, sur le revers des pentes opposées à l'ennemi, par ses agents de liaison et ses capitaines. Il devance ainsi les batteries et gagne le mamelon au sud de la cote 265.

Devant lui, dans les fossés de la route de Soing à Pré-Chapelot, tirant contre la chaîne adverse parvenue non loin de l'inter-

---

l'impuissance à laquelle se trouvent réduites des batteries ayant subi de fortes pertes.

Comment reconnaître, à la guerre, la véritable raison du silence d'une artillerie?

Par l'examen attentif de la situation tactique du moment.

Il est clair que des batteries dont l'intérêt bien entendu est de tirer à tout prix (pour contribuer au succès d'une attaque ou d'une contre-attaque amie, par exemple) et qui demeurent, quand même, silencieuses, doivent être considérées comme ne prenant pas part à l'action pour cause de pertes sérieuses.

Nous trouverons un exemple de ce fait dans le cours ultérieur du combat de Fresnes.

[1] *Consommation des munitions de 10 heures à 10 h. 30.*

5e ET 6e BATTERIES.		4e BATTERIE.	
2 salves de réglage........	8 coups.	1 tir progressif avec fauchage.	48 coups.
2 tirs progressifs..........	64 —	Tir lent et continu (2 coups par minute (5 minutes)..	10 —
Essai de resserrement de la fourchette	8 —	1 tir progressif avec fauchage.	48 —
	80 coups.	Tir lent et continu (5 min.).	10 —
1 arrière-train de caisson.			116 coups.
Munitions déjà consommées.	116 —	....	116 —
	196 coups.		232 coups.
2 caissons.		2 caissons 1/3.	

section de routes à 800 mètres ouest de la cote 261, se trouvent les tirailleurs du 10e régiment.

A la corne sud du bois des Bemmot, apparaissent sur une largeur de 90 millièmes environ, des lueurs de batteries en action partie contre le plateau 258, partie contre le 10e régiment.

Le temps presse; il est 10 h. 15, et les batteries se rapprochent rapidement.

Le chef d'escadron se décide à leur faire prendre position, par surprise, à bonne allure, leur centre à 75 mètres de part et d'autre de la croisée de chemins (dont l'un marqué un trait, un point) située à 400 mètres sud-ouest de la cote 265.

Les emplacements choisis assurent le défilement du matériel; leur centre est marqué par un agent de liaison pied à terre.

Les capitaines, appelés, reçoivent les indications suivantes :

Mise en batterie, en bataille, au trot, intervalles normaux ;

Les agents de liaison marquent le centre.

Puis, dans le but de faire suivre presque immédiatement l'occupation de la position de l'ouverture du feu [1] :

Point de repère : croisée de route voisine de l'extrémité gauche du bois devant nous (bois des Bemmot) ;

Immédiatement à gauche : de l'artillerie en action ;

Front 90 millièmes, chacun sa part.

Chaque capitaine envoie, sans tarder, son fourrier au-devant des batteries (sur le point d'arriver à la position de rassemblement prévue), avec les ordres ci-dessous :

Mise en batterie, au trot, en bataille, par pièces doublées [2] ;

Le capitaine et le trompette jalonnent l'axe de la batterie ;

Avant-trains, à droite et en arrière ;

Données du tir [3] : 1re pièce, plateau O, tambour 100, (145, 3e batterie) ;

---

[1] L'instant où les attelages dépasseront la crête et où les servants sépareront les trains sera critique. L'ennemi pouvant alors s'apercevoir de l'entrée en ligne du 1er groupe, il importe que l'ouverture du feu ne se fasse pas attendre.

[2] Cette formation abrège la durée de la mise en batterie, les pièces étant, d'avance, à côté des caissons et n'ayant pas, par conséquent, à se porter à hauteur de ces derniers sur la position même.

[3] Bien que les batteries soient en mouvement, les capitaines font prendre, de suite, les données du tir. Cette précaution obligera, sans doute, les pointeurs à descendre des coffres et à remonter après avoir manipulé leur appareil

Echelonnez de 10, (15, 3e batterie)[1];

Angle de site : moins 5 millièmes.

Il se place alors au centre de l'emplacement futur de ses pièces, libère l'agent de liaison du chef d'escadron et indique à son trompette le point de l'horizon sur lequel doit être dirigé l'axe de la batterie.

Quelques instants avant 10 h. 30, les 2e et 3e batteries arrivent, au trot, sur la position. Les trains ne sont pas séparés, que chefs de section et pointeurs s'entendent commander :

Point de pointage : la gauche du bois en face de nous ;

Abattez.

Les pièces étant abattues et pointées, le feu est ouvert au commandement :

Par la droite, par batterie, correcteur 18-3,000.

Il est 10 h. 30.

La salve tirée sur la hausse 3,000 échappe, tout d'abord, à l'observation; tout le plateau 261, jusqu'à la crête derrière laquelle se dissimule l'ennemi, s'étalant aux yeux du capitaine, on en conclut que la distance 3,000 est longue.

Et, en effet, au moment où est proféré le commandement « 2,600 », un léger nuage de fumée se montre entre cette crête et le bois des Bemmot.

Les salves 2,600 et 2,800 sont successivement observées courtes.

Cette constatation est aussitôt suivie.

A la 2e batterie, de :

Augmentez l'échelonnement de 3;

Tir progressif, fauchez[2] ;

Correcteur 20-2,700.

A la 3e batterie : du même commandement, diminué de la modification d'échelonnement.

Seules, les pièces ennemies dirigées contre le 10e régiment

---

de pointage (1 minute), mais l'opération ainsi faite, *à couvert*, il aurait fallu la faire après la mise en batterie, c'est-à-dire à un moment critique : l'ouverture du feu en aurait été retardée.

[1] Le capitaine de la batterie de droite (2e) a soin de diminuer légèrement l'échelonnement convenable (10 au lieu de 15) de manière à ne gêner en rien le réglage de la batterie voisine. L'échelonnement nécessaire sera rétabli avant de lancer le tir d'efficacité.

[2] Le front à battre atteignant 45 millièmes, il est nécessaire de recourir au fauchage pour l'atteindre tout entier.

tentent, en allongeant leur tir, de riposter au 1er groupe ; celles en action contre le 2e groupe sont dans l'obligation d'abriter leur personnel.

10 h. 30. — « Le 1er groupe d'artillerie (2e et 3e batteries) ouvre le feu à 10 h. 30, sa batterie de droite (2e) tirant sur les pièces de gauche de l'ennemi, sa batterie de gauche (3e) sur les autres. En moins d'un quart d'heure, les batteries de la division ont pris un avantage sensible sur l'artillerie opposée. »

Le 2e groupe est, en effet, rentré en scène.

Dans la période de silence observée par les 4e, 5e et 6e batteries, silence que l'avis émanant du commandant de l'artillerie divisionnaire, vers 10 h. 20, et annonçant le secours prochain du 1er groupe n'a pu que contribuer à faire maintenir, le chef du 2e groupe est resté en observation. Il a prévu les deux cas où il aurait à porter son feu soit sur l'ancien, soit sur le nouvel objectif lui faisant face, suivant le choix opéré par le 1er groupe.

Les hausses correspondant à l'ancien objectif sont connues des trois batteries. Seule, la batterie de droite (4e) n'a pas encore tiré sur l'objectif le plus récemment apparu. La hausse de départ d'un tir d'efficacité ainsi que le correcteur donnant des éclatements à hauteur, données prises à la batterie du centre (5e), sont portés à sa connaissance.

Elle est donc en mesure, au moyen d'une augmentation de dérives suivies d'un abatage, de superposer son feu à celui des 5e et 6e batteries tirant le cas échéant, sur les deux ou trois batteries ennemies apparues les dernières[1].

A 10 h. 30, le commandant du 2e groupe aperçoit les premiers projectiles des 2e et 3e batteries éclatant à l'ouest du mamelon au sud du bois des Bemmot; quelques secondes plus tard, de nouvelles salves tombent à l'est du même mamelon.

Le 1er groupe a donc pris sous son feu les batteries ennemies voisines du bois.

---

[1] On voit qu'un réglage intérieur — ou, ce qui revient au même, le repérage préalable du terrain — permet la superposition des feux de plusieurs batteries sur un même front. Cette remarque est importante, car elle fait entrevoir la possibilité d'emploi de feux de grande densité, c'est-à-dire la mise hors de combat d'objectifs de faible vulnérabilité, mais très menaçants.

Le chef d'escadron ordonne alors :

5e et 6e batteries, sur le même objectif;

Reprenez le tir d'efficacité.

Puis, renouvelant à la 4e batterie les données d'un tir instantanément efficace (correcteur 17-3,100), il ajoute :

4e batterie, vers la gauche, changement d'objectif;

A 120 millièmes, ligne d'artillerie, front 65;

Tir progressif, fauchez.

A quoi le capitaine répond par :

Vers la gauche, changement d'objectif, augmentez de 120;

Diminuez l'échelonnement de 10 [1], abattez.

Ceci fait, il tire une salve sur 3,100 pour asseoir ses pièces et passe au tir progressif [2].

Eprouvé par un tir de forte densité, l'ennemi renonce bientôt à la lutte.

---

[1] Le capitaine réduit l'éventail de ses plans de tir, le front de son nouvel objectif étant inférieur à celui de l'ancien.

[2] Le feu de cette batterie se répartira sur les 200 mètres de front à battre. L'objectif sera donc frappé de la manière indiquée sur la figure *a*). Quatorze projectiles s'abattront, à la fois, sur 100 mètres de front.

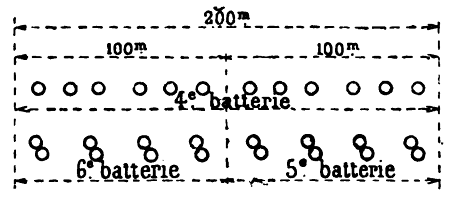


Fig. *a*. — 28 projectiles sur 200m — densité 14.

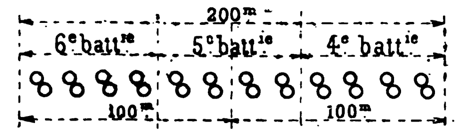


Fig. *b*. — 24 projectiles sur 200m — densité 12.

Cette manière de procéder est préférable à celle consistant à juxtaposer les zones battues par chacune des batteries (fig. *b*). Elle évite, en effet, le resserrement vers la gauche des fronts affectés aux 6e et 5e batteries, en vue de faire place à la 4e, resserrement dont la première conséquence serait de détruire la bonne répartition des coups des deux batteries de gauche, et la deuxième de réduire la densité du tir d'ensemble à 12 coups par front de 100 mètres au lieu de 14.

Pour des raisons déjà expliquées (visibilité de flèches de caisson) les 5e et 6e batteries réussissent à resserrer leur fourchette à 50 mètres.

Un tir lent et continu (un coup par batterie et par minute) est alors exécuté par ces deux batteries, sur hausse unique, tir qui maintient l'adversaire sous la menace constante de la rafale.

10 h. 50. — Un peu avant 11 heures, le commandant du 2e groupe s'aperçoit que les 2e et 3e batteries ont cessé leur feu.

Laissant les 5e et 6e batteries à leur rôle actif de surveillance en face des deux ou trois batteries ennemies récemment réduites au silence, il se hâte de reporter le faisceau des plans de tir de la 4e batterie dans la direction du bois des Bemmot :

4e batterie, reprenez l'ancien objectif, un coup par minute.

Cette batterie relève, diminue les dérives de 120, augmente l'échelonnement de 10 et abat.

Puis, voulant profiter de la supértorité qu'il vient d'acquérir pour écraser instantanément tout adversaire qui viendrait à apparaître dans sa zone d'action, il ordonne au capitaine commandant la 5e batterie qui se trouve auprès de lui, de faire repérer, avec une de ses pièces, les points remarquables du glacis s'étendant entre la station de Fresnes et le bois des Bemmot [1-2].

---

[1] Le commandant du groupe n'effectue pas lui-même ce repérage : toute son attention est et doit rester attirée par les événements qui se déroulent sur le champ de bataille. Le capitaine de la 5e batterie confie cette mission à l'un de ses officiers, demeurant personnellement toujours prêt, avec les trois pièces qui lui restent, à lancer, à la moindre tentative de l'ennemi pour rentrer en action, une rafale de 2 coups par pièce.

[2] *Consommation des munitions, de 10 h. 30 à 11 heures.*

2e ET 3e BATTERIES.		4e BATTERIE.		5e ET 6e BATTERIES.	
3 salves (réglage)..	12 coups.	1 tir (fauchage)....	48 coups.	1 tir progressif ...	32 coups.
1 tir (fauchage)....	48 —	1 tir lent (15 m.)..	15 —	Fourchette (50 m.).	12 —
1 tir lent (15 m.)..	30 —	— (10 m.)..	10 —	Tir lent (20 m.)...	20 —
				Repérage	10 —
	90 coups.		63 coups.		74 coups.

Consommation totale pendant le premier moment du combat (9 à 11 h.).

2e ET 3e BATTERIES.	4e BATTERIE.	5e ET 6e BATTERIES.
90 coups (moins d'un caisson chaque).	(232 + 63) = 295 coups (3 caissons).	(196 + 74) = 270 coups (moins de 3 caissons chaque).

TOTAL.	1er groupe..............	un peu moins de 2 caissons.
	2e groupe..............	plus de 8 caissons.

2e moment. — De 11 heures du matin à 1 h. 45 du soir : Combat de front, de préparation ou d'usure; Attaque partielle sur la station de Fresnes.

11 heures. — « Les bataillons désignés pour l'attaque sur la station, (1er et 2e du 11e) débouchent des abords de la ferme Pré-Chapelot et commencent à progresser, malgré la fusillade de l'ennemi posté à 800 mètres environ, lorsque deux batteries adverses se découvrent au sommet de la croupe sud du bois des Bemmot et contraignent, par leur feu, les deux bataillons à suspendre leur attaque.

« Le chef du 2e groupe d'artillerie, dès l'ouverture de son feu, avait eu la précaution de repérer les points saillants du terrain au moyen de quelques coups d'essai.

« Aussi, quand il voit les deux batteries ennemies se découvrir il fait exécuter sur elles un feu d'efficacité qui les réduit promptement au silence ; puis, tandis que sa 4e batterie continue son tir sur lesdites batteries, deux autres (5e et 6e) reçoivent l'ordre de reprendre leur feu contre l'artillerie ennemie masquée. »

Les deux batteries ennemies visibles s'établissent immédiatement à gauche et en avant des batteries masquées, la plus rapprochée du 2e groupe étant légèrement en retrait par rapport à l'autre. Chacune d'elles constitue un objectif parfaitement net occupant un front d'une cinquantaine de mètres (Voir annexe D).

Le commandant du 2e groupe, apercevant le mouvement de l'adversaire, lance les commandements :

> 6e batterie, extension d'objectif vers la droite : 30 millièmes;
>
> A mon signal : tir mi-rapide non interrompu;
>
> 4e et 5e batteries, sur l'artillerie ennemie visible ;
>
> Chacun sa part, ouvrez le feu à mon signal [1].

La préparation de l'entrée en action des batteries du 2e groupe est des plus simples [2].

---

[1] Le commandant du 2e groupe n'a qu'un but : aveugler les batteries ennemies masquées avec sa 6e batterie pendant que les 4e et 5e accableront sous leurs coups l'artillerie adverse exposée à découvert.

[2] La raison en est qu'il n'y a lieu ni à relèvement, ni, par suite, à aba-

La 6e batterie, en vue de battre tout le front qui lui est attribué, diminue ses dérives de 25 et augmente son échelonnement de 5.

La 5e assure le transport de son feu sur la batterie ennemie la plus proche de la route Charenentay—Fresnes, en diminuant ses dérives de 20 et son échelonnement de 2.

La 4e, déjà orientée sur la direction de l'autre batterie adverse visible, ramène son échelonnement à 5.

Au signal du chef d'escadron, les 4e et 5e batteries préludent par une salve de contrôle, et passent aussitôt au tir d'efficacité[1].

Dans le même temps, la 6e batterie, exécutant sur deux hausses (courte et moyenne de la fourchette de 100 mètres) un feu par 3, avec fauchage, couvre de ses rafales les 200 mètres occupés par l'artillerie ennemie masquée, la tient sous un feu de six coups par pièce à la minute[2] pendant trois ou quatre minutes, puis revient à un tir lent et continu.

A ce moment, le reste du 2e groupe, a consommé la démoralisation du personnel des batteries ennemies visibles et réentamé, lui aussi, le tir lent de surveillance.

Dès lors, confiant à la batterie de droite (4e) le soin de tenir l'adversaire découvert sous la menace de la rafale, le chef d'escadron ordonne à la batterie du centre (5e) de reprendre son ancien objectif[3].

---

tage. C'est le cas le moins complexe qui puisse se présenter : une modification de dérives et une adaptation de l'échelonnement au nouveau front à battre.

[1] L'intersection de chemins, 500 mètres sud du bois des Bemmot est l'un des points saillants du terrain qui ont été l'objet d'un repérage antérieur. La 5e batterie connaît donc à 100 mètres près la hausse de son objectif : elle exécute, après contrôle, un tir de deux coups par pièce sur la hausse courte et un tir de même nature sur la hausse moyenne de sa fourchette.

A défaut de point repéré, la 4e batterie prend la hausse du point le plus proche de son objectif (intersection de chemins) et la diminue légèrement pour tenir compte de l'échelonnement visible de la batterie à battre. Après avoir contrôlé le sens court de la hausse employée, elle passe au tir progressif.

[2] Ce tir n'a pas pour but de mettre les batteries masquées hors de combat, mais de leur interdire la reprise — tout au moins une reprise dangereuse — de la parole, pendant les quelques minutes nécessaires aux 4e et 5e batteries pour désemparer leur propre objectif.

[3] La distance de l'objectif actuel (3,000 mètres) est trop grande pour qu'on puisse entreprendre, à coup sûr, le tir à démolir.

Les 5e et 6e batteries reviennent donc dans la situation où elles se trouvaient avant l'épisode ci-dessus rapporté.

11 h. 20. — « Au cours de cet incident, le 1er groupe (2e et 3e batteries) est venu prendre position, à découvert, sur une partie du terrain lui permettant de tenir sous son feu et dans toute sa longueur le vallon qui descend de Pré-Chapelot vers la station.

« Ce groupe essuie en quelques instants des pertes sérieuses causées par le tir des deux ou trois batteries masquées de l'ennemi, mais celles-ci étant soumises de nouveau au feu masqué des 5e et 6e batteries (2e groupe), leur tir perd bientôt de son efficacité, en sorte que le 1er groupe peut continuer à tirer. »

Vers 10 h. 50, le commandant du 1er groupe a reçu l'ordre suivant du commandant de l'artillerie divisionnaire :

« Le 1er groupe rompra le combat, quittera son emplacement actuel, et viendra sur la hauteur à l'ouest des Herbues, pour y soutenir une attaque menée par deux bataillons de la 6e brigade contre une infanterie ennemie qui s'est approchée à 800 mètres de la ferme Pré-Chapelot. L'attaque doit être poussée jusqu'à la station de Fresnes.

« Je me porte vers la maison du garde-barrière, sur la hauteur précitée. »

Le chef d'escadron a aussitôt ordonné aux deux batteries de se rendre à l'intersection de chemins voisine de la corne sud-ouest du bois de Soing pour y attendre ses ordres.

Il s'est alors porté en reconnaissance, au galop, par le sommet du plateau, dans la direction de la voie ferrée : agents de liaison et capitaines l'ont suivi dans ses déplacements, par le revers nord des pentes.

En arrivant, un peu après 11 heures, à mi chemin entre la route de Soing à Pont-de-Planches et la maison du garde-barrière (marquée sur la carte à hauteur du mot « les » de « les Herbues »), il se rencontre avec le commandant de l'artillerie divisionnaire, venu en ce point pour abréger les opérations à effectuer par son subordonné.

Sous leurs yeux s'étale dans toute sa longueur le vallon conduisant de la ferme Pré-Chapelot à la station de Fresnes.

Il est décidé que les deux batteries s'établiront à mi-distance entre la route de Soing à Pont-de-Planches et le chemin d'exploitation plus au Nord, à découvert, chaque batterie occupant 100 mètres et séparée de sa voisine par un intervalle de 100 mètres.

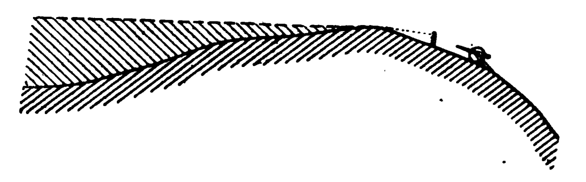
La gauche s'appuiera à la voie ferrée[1].

Les agents de liaison sont, en conséquence, placés à hauteur des emplacements choisis pour les pièces, celui de la 2e batterie (droite) à 200 mètres de la voie ferrée, celui de la 3e batterie (gauche) à 100 mètres.

---

[1] Les raisons qui militent en faveur de la décision prise par le commandant du 1er groupe méritent quelques développements.

Il est clair, tout d'abord, que les batteries ne peuvent appuyer efficacement l'attaque du 11e régiment qu'autant que leurs capitaines découvrent parfaitement le vallon dans lequel cette attaque se développe, jusques et y compris l'objectif final : la station de Fresnes. Cette condition entraîne le choix d'une position, sur le plateau entre Soing et la voie ferrée, immédiatement au nord de cette dernière.



Le groupe s'y placera-t-il défilé, c'est-à-dire sur les pentes nord-orientales, ou à découvert? On sait que l'artillerie ne peut tirer que sur des objectifs aperçus par ses capitaines et que ceux-ci ne peuvent exercer leur commandement que si les batteries sont à portée de recevoir leurs ordres.

Or, le plateau est trop large pour que, les batteries demeurant défilées et leurs capitaines restant auprès d'elles, une grande partie du vallon Pré-Chapelot-Station ne se trouve pas en angle mort.

D'autre part, il paraît difficile de bien suivre, avec le canon, les péripéties d'une lutte d'infanterie se livrant à 3,800 mètres des pièces, et la station — objectif final — se trouverait à 3,800 mètres de la position défilée du 1er groupe.

Les capitaines doivent, par conséquent, franchir la crête et leurs batteries avec eux.

La mise en batterie s'effectuera au trot, par pièces doublées en bataille, c'est-à-dire dans le minimum de temps.

Le groupe s'étalera sur un espace de 300 mètres, non plus comme des batteries défilées, en augmentant seulement les intervalles entre les batteries, mais en ouvrant aussi les intervalles entre les pièces, sans, toutefois, que le front d'une batterie dépasse 100 mètres (question de possibilité de commandement).

L'ordre suivant est donné aux capitaines :

Mise en batterie, en bataille par pièces doublées, au trot;

30 mètres d'intervalle entre les pièces;

Les agents de liaison marquent les ailes intérieures des batteries.

Ordre complété par l'indication ci-dessous :

Zone de la 3e batterie-droite de la voie ferrée;

Zone de la 2e batterie-gauche de la voie ferrée [1].

Les capitaines se placent alors au centre de l'emplacement réservé à leur batterie qu'ils envoient chercher, par le fourrier, en ces termes :

Mise en batterie en bataille, par pièces doublées, au trot;

30 mètres d'intervalle entre les pièces;

Le capitaine et le trompette marquent l'axe de la batterie;

Avant-trains, à la position actuelle de rassemblement.

La mise en batterie effectuée, le capitaine commande :

En surveillance sur la haute cheminée d'usine (cheminée de la station, par hypothèse);

1re pièce : plateau 0, tambour 100, échelonnez de 10;

Angle de site : moins 20 millièmes;

Sans abattre [2].

Au premier objectif offrant une vulnérabilité suffisante pour justifier l'emploi du canon et apparaissant dans la zone d'action de la 2e batterie, par exemple, le capitaine commandera :

Augmentez de tant, correcteur 18, distance.

En attendant, s'il n'y a pas lieu d'ouvrir le feu immédiatement, chaque capitaine se propose de repérer la distance des divers mouvements de terrain venant tomber sur la voie ferrée, jusques et y compris les abords de la station [3].

Après chaque tir d'efficacité, effectué sans abattre, on repren-

---

[1] Cela revient à dire que les 2e et 3e batteries croiseront leurs feux, pour la raison évidente que la batterie de droite (2e) est mieux placée que celle de gauche pour bien fouiller les berges sud (gauche) du vallonnement et inversement.

[2] Les changements d'objectif pouvant être de grande envergure, il est préférable de ne pas abattre les pièces.

[3] De cette manière, chaque batterie du 1er groupe sera en mesure de diriger un tir instantanément efficace sur tout objectif apparaissant dans sa zone.

dra la position de surveillance initiale sur la cheminée de la station.

Mais, malgré toutes les précautions prises par le commandant du 1er groupe pour assurer le secret de sa reconnaissance et la rapidité de prise de position de ses batteries, les préparatifs et l'exécution de l'opération n'ont pas échappé à la vigilance de l'adversaire.

Les batteries ennemies masquées ont tout à coup repris leur feu, partie sur le 1er groupe, partie sur le 2e groupe. (Voir annexe E.)

Sans que le chef du 2e groupe ait en rien à intervenir, — les 5e et 6e batteries n'ayant d'autre rôle que de maintenir l'artillerie adverse défilée dans le silence, — l'ennemi est assailli par une série de deux rafales de deux coups par pièce.

Il tente encore une ou deux ripostes, parvient à tirer quelques coups de canon sur le 1er groupe, mais, s'attirant, chaque fois, une nouvelle rafale du 2e groupe, finit par renoncer à une lutte inégale et, abritant son personnel, évite de se compromettre définitivement.

Midi. — De ces diverses circonstances, il résulte que les deux bataillons d'attaque partielle (1er et 2e du 11e) ont pu reprendre leur mouvement offensif un instant interrompu et qu'un peu après midi ils sont maîtres de la station.

Midi 15. « Ces deux bataillons repoussent ensuite par le feu une contre-attaque de deux ou trois bataillons arrivant des environs de Queutrey par le revers sud des pentes qui bordent la rive droite de la Romaine.

« Dès la prise de la station par les deux bataillons lancés à l'attaque de ce point d'appui, le 1er groupe (2e et 3e batteries) a dirigé son feu sur les batteries masquées de l'ennemi, sans pour cela changer de position, c'est-à-dire à découvert.

« A ce moment (midi 15), les deux batteries découvertes de l'ennemi sont encore muettes, grâce au tir de la 4e batterie (2e groupe) dirigé contre elles.

« Quant aux deux ou trois batteries ennemies masquées, elles sont en butte aux feux convergents des 2e et 3e batteries (1er groupe) et des 5e et 6e batteries (2e groupe), séparées entre elles par un intervalle de 2,500 mètres environ. »

Dès la prise de la station de Fresnes par le 11e régiment, le 1er groupe ayant rempli sa mission, s'est mis en mesure de repérer la crête derrière laquelle, quelque trente minutes auparavant, des coups sont partis à son adresse.

Ce réglage s'effectue rapidement [1].

C'est au moment où la contre-attaque ennemie débouche au pied du mouvement de terrain dont les batteries adverses masquées occupent la partie supérieure que, dans le but de détourner sur elles le feu du 2e groupe, ces batteries masquées reprennent le feu.

En butte, immédiatement, à un feu d'une densité considérable (4 batteries sur 200 mètres de front), et s'obstinant dans son rôle de sacrifice, l'ennemi éprouve des pertes très sérieuses. Il cesse son feu, non parce qu'il refuse la lutte, mais parce qu'il ne peut plus la continuer [2].

Le commandant du 2e groupe ne se méprend pas sur la signification de ce silence ; il scinde aussitôt son groupe en trois fractions :

La batterie de droite (4e) continue à tenir sous la menace de son feu les batteries ennemies visibles ;

La batterie de gauche (6e) assume le rôle de surveiller l'artillerie masquée (elle diminue, à cet effet, ses dérives de 30 et augmente son échelonnement de 10) ;

La batterie du centre (5e) contribue au refoulement et à la poursuite par le feu de la contre-attaque ennemie [3] :

---

[1] Il est, en réalité, un peu gêné par les éclatements des coups provenant, chaque minute, des 5e et 6e batteries du 2e groupe et subit, de ce fait, un léger retard. Au moment où le tir d'efficacité du 1er groupe s'ouvrira, la fourchette de 200 mètres aura, seule, été obtenue.

[2] La possession de la station n'est pas moins nécessaire à l'ennemi qu'à la 3e division. La contre-attaque tentée pour reconquérir ce point d'appui est une preuve manifeste du prix qu'on y attache dans le camp opposé. Si donc, à ce moment même, l'artillerie adverse reste muette, ce n'est pas sans raisons puissantes : le feu des quatre batteries de la 3e division tombant sur elle, alors qu'elle effectuait le service de ses pièces, personnel non abrité, l'a mise hors d'état de nuire.

On saisit ici, sur un cas très précis, combien il est nécessaire à l'artilleur de posséder, pour ainsi dire instinctivement, la notion de la situation tactique du moment. Suivant les circonstances, il devra tenir une conduite prudente ou se permettre toutes les audaces.

[3] Le chef d'escadron choisit la batterie qu'il a sous la main.

5e batterie, infanterie, à gauche de votre objectif actuel;
A vous.

Le capitaine, sans appeler à lui ses chefs de section et ses pointeurs, s'empresse de commander :

Vers la gauche, changement d'objectif[1];
Sur l'infanterie, plateau 0, tambour 100;
Au collimateur, chacun sa part[2].

Puis :

Par la droite, par batterie, correcteur 18-2800.

La salve 2,800 inaugure le réglage sur l'infanterie.

L'adversaire (chaîne) est compris dans la fourchette 3,000-3,200, la limite supérieure étant visiblement longue.

Le capitaine procède par rafales à son commandement, sur les hausses 3,000 et 3,100, au moyen des ordres successifs :

Par 3, fauchez, correcteur 20-3,000....., puis 3,100.

Au bout de quelques instants, l'infanterie ennemie reflue vers le Nord-Ouest, c'est-à-dire obliquement.

Il est alors ordonné :

Sur le même objectif, plateau 0, tambour 5[3];
But mobile, chacun sa part.

Dès que la batterie est prête, une salve est tirée basse sur 3,200. La ligne ennemie n'ayant pas encore franchi cette limite longue de la fourchette, une rafale envoyée sur la hausse 3,100 suit immédiatement.

La 5e batterie continue un tir du même genre jusqu'à ce que l'infanterie adverse ait disparu derrière la crête abritant auparavant les batteries masquées.

1 heure. — Il est 1 heure; le canon de la 3e division est maître

---

[1] On sait que ce commandement, à l'inverse de celui qui n'indique pas le sens du changement d'objectif, entraîne le relèvement des pièces.

[2] Le pointage individuel s'impose ici, en raison des différences sensibles d'angle de site que présentent les diverses fractions de l'objectif. Ceci suppose qu'un faible mouvement à bras suffit pour permettre aux pointeurs de voir l'infanterie ennemie. Dans le cas contraire, il faudrait procéder en tir collectif en échelonnant, au besoin, les angles de site, en moins, de la première pièce à la quatrième.

[3] Tambour 5, pour tenir compte du mouvement de retraite oblique de l'ennemi (vers la gauche).

d'agir maintenant sur tout objectif se présentant à lui, sans se préoccuper de l'artillerie ennemie.

Le commandant du 2e groupe décide, en vue de récupérer la libre disposition de sa batterie de droite (4e), de démolir le matériel des deux batteries découvertes de l'ennemi.

A cet effet, il prescrit au commandant de la 5e batterie[1] :

« De se porter, par Vezet, près du cimetière de Fresnes, d'où elle tirera à démonter sur les deux batteries ennemies découvertes. »

Le mouvement s'opère, en toute hâte, par le chemin de terre conduisant à Vezet et la route de Vezet à Fresnes ; un peu avant 1 h. 30, la 5e batterie est en position à l'est du cimetière, le long de la route de Noidans[2].

Le tir est réglé fusant bas à 50 mètres sur le matériel à démolir (2,450-2,500) ; la fourchette est vérifiée en obus percutants, et le tir à démolir entamé.

Le capitaine s'est réservé le commandement d'une pièce, chacun de ses officiers et le meilleur chef de pièce en prenant une autre[3].

Le tir est conduit, à chaque pièce, par séries de quatre coups sur une même hausse, en commençant par 2,475 et en faisant varier la hausse employée de 25 mètres en plus ou en moins, suivant qu'elle a fourni une majorité de coups courts ou quatre coups longs consécutifs[4].

Vers 1 h. 40, chacune des pièces de la 5e batterie ayant tiré de 30 à 35 coups, les débris du matériel des deux batteries ennemies visibles jonchent le sol[5].

---

[1] Le choix de la 5e batterie s'explique encore par la présence du chef d'escadron auprès du commandant de cette unité.

[2] L'échelon de combat a suivi le mouvement et s'est installé, quelques instants après, derrière le faubourg de Fresnes conduisant à Vezet.

[3] Le tir à démolir est une opération de précision : il exige pour chaque pièce un réglage particulier en direction et en portée : d'où la nécessité d'avoir, auprès de chaque canon, un chef exercé.

[4] Pour qu'une hausse soit conservée, il est nécessaire qu'elle ait donné trois coups longs et un coup court.

[5] Il faut compter une vingtaine de projectiles (explosifs ou non) par pièce, pour détruire le matériel d'une batterie à 2,500 mètres.

L'objectif se présentant ici légèrement d'écharpe, un coup qui aurait manqué son but peut atteindre le caisson ou la pièce voisins de celle visée. Aussi la consommation totale (pour deux batteries à démolir) a-t-elle été réduite à 30-35 coups par pièce, au lieu de 40.

Dès le moment où le tir de la batterie du cimetière a commencé, la 4e batterie est devenue disponible.

La 6e batterie, de son côté, a modifié la direction de son tir de manière à lancer quelques salves sur l'infanterie ennemie embusquée derrière la partie moyenne de la crête couvrant antérieurement les batteries adverses masquées ; ces dernières n'ont pas donné signe de vie.

Le commandant du 2e groupe en conclut que l'adversaire a retiré vers l'arrière tout le matériel dont le service peut encore être assuré.

Il délimite alors la zone de surveillance affectée à chacune des 4e et 6e batteries et ordonne de procéder au ravitaillement complet[1].

1 h. 10. « La 1re batterie et le 2e escadron du 9e hussards ont atteint Noidans, à midi 30, venant de Combeaufontaine, et y ont reçu des ordres pour que la batterie continue sur Soing, par le nord du chemin de fer, et que l'escadron rallie sa brigade, au nord et près de Vezet.

« Le chef du 1er groupe d'artillerie fait prendre position à sa batterie, un peu après 1 heure, à la crête 265, en lui donnant comme objectif l'aile gauche de l'infanterie ennemie en action sur le plateau sud de la Saône. »

Le capitaine commandant la 1re batterie, devançant sa troupe engagée sur le chemin de Noidans à Soing, s'est porté au galop auprès de son chef d'escadron qu'il a rencontré au nord-est de la ferme Pré-Chapelot[2].

Rapidement orienté sur la situation générale, il a reçu l'ordre de gagner les environs de la cote 265, pour appuyer la droite de la division récemment renforcée par un batillon (3e du 11e).

Gagnant vivement les croisements de chemins au sud-ouest

[1] Le chef du 2e groupe n'a pas manqué de remarquer le recul de l'infanterie ennemie sur le plateau 261 : la prise de la station, l'échec de la contre-attaque adverse sont autant de circonstances qui lui font présager l'approche du moment où la 3e division passera à une action plus décisive. Il importe que le 2e groupe, pour y jouer son rôle, ne soit pas arrêté par une question de munitions.

[2] Il s'est dirigé sur le canon du 1er groupe. (Les opérations de ce dernier, après la prise de la station, sont résumées plus loin.)

de la cote 265, le capitaine constate les premiers résultats heureux de l'intervention du 3e bataillon du 11e; averti, d'autre part, de l'impuissance de l'artillerie ennemie, il n'hésite pas à appuyer de près l'offensive de l'aile droite.

Il se place dans le triangle de routes, 500 mètres sud-ouest de la cote 265, face à l'Ouest, donne comme point de direction à son trompette l'extrémité gauche du bois couronnant le plateau (bois des Bemmot) et envoie chercher sa batterie :

Mise en batterie en bataille, au trot;

Le capitaine et le trompette indiquent l'axe de la batterie;

Avant-trains à 200 mètres à droite et autant en arrière.

Le mouvement, exécuté un peu après 1 heure, est suivi du commandement :

Sur l'infanterie ennemie, plateau 0, tambour 100 ;

Au collimateur, chacun sa part[1].

Et, le pointage effectué, de :

Par la droite, par batterie, correcteur 18-1500, etc.

La ligne adverse, balayée d'abord par un tir en profondeur, qui l'oblige à se coucher est trouvée comprise entre 1500 et 1600 mètres.

Elle commence peu après à se retirer vers l'Ouest, par petites fractions, ce que voyant, le capitaine divise sa batterie en deux, auxquelles il confie respectivement la surveillance des deux versants du plateau[2].

L'action de la première batterie ne contribue pas peu à accentuer le mouvement de recul de l'adversaire.

1er groupe : Midi 15 à 1 h. 30. — Dès midi 15, le 1er groupe est devenu disponible; son action s'est alors bornée à repérer certains points saillants du versant sud du plateau 261 et, en particulier, de la route de Soing à la lisière sud du bois des Bemmot, route sur laquelle s'aperçoivent quelques groupes de fantassins ennemis.

Cette intervention, appuyée de salves espacées, a suffi pour

---

[1] Le commandement ne comporte pas l'indication « sans abattre », car l'ennemi ne peut guère se retirer que sur le bois des Bemmot, c'est-à-dire dans l'axe de la batterie.

[2] Chaque section est ainsi en mesure d'agir, même sur une petite troupe d'infanterie ennemie, sans consommation abusive de munitions.

maintenir les fusils de l'adversaire à la crête topographique du plateau[1].

---

[1] Vers 1 h. 10, l'artillerie de la 3e division est, sauf la 5e batterie, occupée à démolir les batteries ennemies découvertes, tout entière disponible pour tirer sur l'infanterie.

Disséminée en trois fractions sur un vaste cercle de plus de 4,000 mètres, la coordination de ses efforts pourrait paraître d'une insurmontable difficulté, en raison des distances à parcourir par les porteurs d'ordres.

Or, il se trouve que le commandant de l'artillerie divisionnaire n'a presque pas à intervenir : les tâches, *circonstance tout à fait spéciale et rare*, s'imposent d'elles-mêmes.

La 1re batterie, du sud-ouest de la cote 265, ne voit que le plateau 261, lequel échappe aux vues des 2e et 3e batteries.

Celles-ci, à leur tour, découvrent bien les pentes sud du mouvement de terrain : bois des Bemmot-261 jusqu'à la route de Charentenay à Fresnes, mais elles n'aperçoivent pas les croupes tombant sur la Romaine qui sont, au contraire, visibles pour les 4e et 6e batteries.

Consommation des munitions, de 11 heures à 1 h. 45 soir.

2e groupe.

4e BATTERIE.

Tir contre l'artillerie ennemie visible.	
Salve de contrôle...	4 coups.
Tir progressif.....	32 —
Resserrement de la fourchette......	8 —
2 coups par pièce..	8 —
Surveillance (15 m.).	15 —
Tir de surveillance contre l'artillerie visible.	
1 coup par 2 minutes (40 minutes)....	20 —
1 ou 2 coups par minute jusqu'à 1 h. 30.........	35 —
Tir contre l'infanterie.	
2 salves de contrôle.	16 —
2 tirs fauchant....	24 —
	162 coups.

5e BATTERIE.

Tir contre l'artillerie ennemie visible.	
Salve de contrôle...	4 coups.
2 tirs de 2 coups par pièce...........	16 —
Surveillance (15 m.).	15 —
Tir contre l'artillerie ennemie masquée.	
3 tirs de 2 coups par pièce...........	24 —
Surveillance, 1 coup par 2 minutes (40 minutes)....	20 —
3 tirs de 2 coups par pièce...........	24 —
Tir contre l'infanterie.	
3 réglages .... / 3 rafales avec fauchage	60 —
Tir à démolir.	
Réglage	12 —
Tir à démolir.....	120 —
	295 coups.

6e BATTERIE.

Tir contre l'artillerie ennemie masquée.	
6 tirs progressifs fauchant	72 —
Surveillance (15 m.).	15 —
3 tirs de 2 coups par pièce...........	24 —
Surveillance, 1 coup par 2 minutes (40 minutes)....	20 —
3 tirs de 2 coups par pièce...........	24 —
Surveillance.......	30 —
Tir contre l'infanterie.	
2 contrôles........ / 2 rafales avec fauchage..........	40 —
	225 coups.

3e moment. — De 2 heures du soir à la tombée de la nuit : Attaque décisive centrale ; poursuite.

1 h. 15. — « Le général de division se décide à attaquer l'ennemi du plateau sud de la Saône, dans l'espoir de s'en débarrasser avant que la colonne signalée en marche de La Chapelle-Saint-Quillain sur Greucourt, puisse intervenir dans la lutte.

« Le moment d'agir est venu, car notre artillerie a obtenu la supériorité sur celle de l'ennemi, et l'infanterie adverse est réduite depuis midi à la défensive. »

En conséquence, la 6e brigade exécutera une attaque centrale, avec trois bataillons du 12e régiment, accompagnés de deux batteries « prises chacune dans un groupe différent » et aidés des sept escadrons disponibles.

L'attaque partira du milieu du vallon compris entre Pré-Chapelot et la station.

Le commandant de l'artillerie divisionnaire a pris immédiatement les ordres du général commandant la 6e brigade et reçu notification des intentions de ce dernier en ce qui concerne : la zone d'attaque, la formation probable du 12e régiment, la préparation et l'accompagnement de l'attaque.

Consommation totale à 1 h. 30.

295 + 162 = 457 (4 caissons 1/2).	270 + 295 = 565 (5 caissons 1/2).	270 + 225 = 595 (6 caissons).

TOTAL............ 16 caissons.

1er groupe.

1re BATTERIE.		2e BATTERIE. 3e BATTERIE.	
Réglage..........	12 coups.	Repérage du terrain..........................	12 coups.
1 tir progressif....	32 —	5 à 6 rafales avec fauchage......................	66 —
Resserrement de la fourchette.......	8 —	Réglage....................................	16 —
Tir par sections.		3 rafales de 2 coups par pièce.................	24 —
3 contrôles........	12 —	Repérage..................................	10 —
7 rafales de section.	42 —	2 à 3 rafales avec fauchage......................	30 —
	106 coups. (1 caisson.)		158 coups. (1 caisson 1/2 chaque).
Combeaufontaine..	3 —		
	4 caissons.		

TOTAL............ 7 caissons.

Il a été entendu que les trois bataillons du 12e seront amenés, par le vallon au sud-ouest de la ferme des Herbues, le col voisin du point de stationnement du général de division, les abords sud de la ferme Pré-Chapelot et le terrain avoisinant la voie ferrée, jusqu'aux environs du petit pont à mi-distance entre la ferme précitée et la station de Fresnes.

Parvenus à cet endroit, ils seront formés face à leur objectif, dans la disposition préparatoire d'attaque ; leur offensive ultérieure s'exercera de part et d'autre d'une ligne joignant, sur la carte, le ponceau à la corne nord du bois des Bemmot.

Jusqu'à ce moment, la mission de l'artillerie consistera à protéger le mouvement contre toute tentative de l'adversaire.

A partir de l'instant où les tirailleurs de l'attaque se mettront en mouvement pour rejoindre ceux du 3e bataillon du 11e déployés en avant d'eux, l'artillerie n'aura d'autre but que de favoriser l'arrivée de la première ligne d'attaque (3e bataillon du 11e et un bataillon du 12e) à distance de feu décisif de mousqueterie, sans toutefois révéler encore à l'ennemi l'importance du danger qui le menace.

C'est alors que commencera la préparation de l'attaque, par combinaison des effets meurtriers du fusil et du canon ; pendant cette phase de l'action, l'artillerie ne ménagera pas ses munitions.

Durant la période qui suivra immédiatement, une batterie de chaque groupe devra être en mesure d'appuyer, de près, le 12e régiment en l'accompagnant sur l'un de ses flancs.

Dès l'instant, 1 h. 15, où le commandant de l'artillerie a été informé de l'attaque prochaine, il a envoyé chercher les deux chefs de groupe de la division.

Ceux-ci ont rallié leur supérieur vers 1 h. 35, se sont entendu reproduire les instructions relatées ci-dessus, et à 1 h. 45, ont rejoint leur troupe.

Avant de se séparer, ils ont convenu que le 1er groupe appuierait la droite de l'attaque, et le 2e groupe la gauche.

A défaut d'un point de démarcation impossible à fixer avant l'entrée en action du 12e régiment, il a été entendu que le 2e groupe marquerait, par quelques coups de canon, la droite de la zone qu'il se réserve de tenir sous son feu.

Si cela était nécessaire, le 1er groupe, déjà orienté sur l'objectif de l'attaque, reporterait alors son tir plus à droite.

En regagnant son poste, le commandant du 2e groupe a ordonné aux avant-trains de venir à proximité immédiate des batteries[1].

Il a fait appeler ses capitaines, y compris celui de la 5e batterie (terminant alors le tir à démolir sur les anciennes batteries ennemies visibles) et les a mis au courant des projets du commandement.

En attendant le moment d'exécuter un bond qui portera les 4e et 6e batteries à 800 mètres plus en avant, aux abords du chemin de terre conduisant de Fresnes à Pré-Chapelot, et pour ne pas révéler à l'ennemi le danger prochain, la 6e batterie seule tirera momentanément sur la future zone d'attaque, tandis que la 4e continuera son feu lent sur l'infanterie adverse faisant face aux défenseurs de la station. Mais cette dernière batterie se tiendra prête à accrocher ses trains, au signal du chef de groupe, pour exécuter, la première, le bond projeté ; quant à la 5e, elle quittera, au même moment, sa position actuelle et se portera rapidement sur le flanc gauche du 12e régiment pour accompagner l'attaque.

Le capitaine de la 6e batterie fait diminuer les dérives de la quantité convenable, abattre et tirer deux coups par pièce sur la hausse courte et sur la hausse moyenne de la fourchette de 100 mètres renfermant le point repéré près duquel se trouve l'objectif à battre.

Pendant que s'avance le bataillon de tête du 12e régiment, les rafales se succèdent, entrecoupées de tir lent, les périodes de feu rapide succédant immédiatement à la constatation de l'arrêt de la chaîne.

Le 1er groupe, de son côté, opère d'une manière analogue avec la 3e batterie[2], la 2e étant désignée pour accompagner l'attaque à droite.

---

[1] Cet officier supérieur veut, pour préparer l'attaque plus efficacement le moment venu, faire exécuter à ses batteries un bond qui les portera à 800 mètres plus en avant.

[2] L'intensité du feu sur le front d'attaque est devenue plus grande qu'auparavant, mais la quantité d'unités d'artillerie mises en ligne et tirant dans

2 h. 45. — Sur le signal du commandant du 2e groupe, la 4e batterie, dont les avant-trains se sont rapprochés à 50 mètres des pièces, se forme rapidement en bataille et, d'un temps de trot, sans reconnaissance préalable de la part de son chef, va s'établir à l'extrémité nord-ouest du plateau 258, face à l'objectif de la 6e batterie.

Le feu est aussitôt ouvert, sans abattre[1].

Point de pointage : l'arbre isolé sur la hauteur en face de nous[2] ;

1re pièce, plateau O, tambour 120, échelonnez de 15;

Angle de site : O, sans abattre.

Puis :

Par la droite, par batterie, correcteur 18-2,400.

Le réglage à 100 mètres près est bientôt acquis, l'importance du bond réalisé ayant été d'avance approximativement appréciée et la distance de l'objectif à la position antérieure étant connue.

Au premier coup de canon de la 4e batterie, la 6e, exécutant le même mouvement que la précédente, vient à sa droite et prend les données de son tir.

Le feu est conduit par séries de rafales et de tir lent, jusqu'à ce qu'il soit devenu dangereux pour la chaîne de l'attaque[3].

Il s'étale sur une largeur de 400 mètres en avant et à gauche de cette chaîne et se prolonge sur 200 mètres vers la droite, au moyen d'un feu analogue que fait la 3e batterie du 1er groupe.

---

la direction prise par le bataillon de tête du 12e régiment ne s'est pas modifiée. L'ennemi ne peut donc prévoir, de ce fait, l'imminence de l'attaque décisive en préparation.

[1] Cette prescription n'a pas seulement pour but de gagner du temps : elle résulte aussi d'une sage prévoyance du chef d'escadron.

La 4e batterie va se trouver à la gauche du groupe où elle sera le mieux en mesure d'agir sur une contre-attaque, ou une artillerie, se révélant subitement aux abords de la route de Charentenay à Fresnes (région au sud du bois des Bemmot) : en pareille circonstance, il importe d'agir vite, c'est-à-dire avec des pièces non abattues.

[2] Le pointage collectif est plus rapide (à moins que le but ne soit évident) que le pointage individuel, lequel exige une désignation d'objectif, exacte quant à l'emplacement et au front, chaque pointeur devant viser sur le centre du quart qui lui revient.

L'arbre isolé hypothétique dont il s'agit ici est supposé à 15 millièmes environ à droite du point que la première pièce doit atteindre.

[3] La pente du terrain permet de continuer le tir bien au-delà du point où les tirailleurs de l'attaque arriveront à 500 mètres de l'ennemi.

Enfin, au sommet même du plateau 261-265, la batterie de l'avant-garde de Port-sur-Saône (1re) tonne, sans discontinuer, contre la gauche adverse.

Dans le temps que se passent ces événements, les deux batteries désignées pour accompagner l'attaque (2e du 1er groupe à droite, 5e du 2e groupe à gauche) ont quitté leurs positions respectives et sont descendues, la première sur Pré-Chapelot, l'autre vers le passage de route au-dessus de la voie ferrée situé à 800 mètres nord-est de la station de Fresnes. Elles se placent, en échelon refusé, en dehors des flancs du 12e régiment, attendant pour aller prendre position que la chaîne (11e et 12e régiments) ait dépassé la crête militaire sud du plateau.

2 h. 45. — « Les 2e et 3e bataillons du 12e commencent à gravir les pentes du plateau, pendant que les deux batteries d'accompagnement, parvenues au sommet, exécutent les feux rapides et que..... », etc.

La 2e batterie (1er groupe) s'établit à la naissance supérieure du versant, au sud-ouest de l'intersection de routes à 800 mètres ouest de la cote 261. Elle s'y trouve entre le flanc droit du 12e régiment et l'infanterie amie combattant sur le plateau (troupes au nord de Pré-Chapelot qui ont suivi le mouvement offensif général).

Sans abattre les pièces, sans désignation d'objectif (il est évident), chaque pointeur prenant sa part, elle ouvre un feu rapide à 600 mètres sur la ligne ennemie qu'elle prend d'écharpe et que menace de près les tirailleurs mélangés du 3e bataillon du 11e et du 1er bataillon du 12e :

Sur l'infanterie devant nous;
Au collimateur, chacun sa part;
Correcteur 20-400.

La 5e batterie, de son côté, a exécuté un mouvement analogue et s'est postée, à moins de 800 mètres de l'adversaire, face au bois des Bemmot, ayant non loin d'elle et à sa gauche les unités d'infanterie sorties des abords de la station de Fresnes et la brigade de cavalerie.

A ce moment, les batteries restées en arrière (3e du 1er groupe, 4e et 6e du 2e groupe), après avoir lancé une série de trois à quatre rafales, ont allongé leur tir, rapproché leurs avant-trains et

appelé des caissons de remplacement de manière à pouvoir gagner, sans tarder, la position ennemie dès qu'elle sera conquise.

3 heures. — L'attaque couronne la crête topographique du plateau; les batteries d'accompagnement (2e et 5e) ainsi que la batterie de l'avant-garde de Port-sur-Saône (1re) amènent les avant-trains et accourent sur la ligne pour arrêter tout retour offensif de l'ennemi. La 3e batterie les y rejoint bientôt.

Peu auparavant, la 5e batterie a contribué par le feu de deux de ses pièces au refoulement d'une contre-attaque exécutée, sur le flanc gauche du 12e régiment, par 2 bataillons et 4 escadrons adverses.

L'ennemi désorganisé se retire en désordre vers les ponts de Ray et de Queutrey.

4 heures : Poursuite. — « La brigade de cavalerie, empêchée de poursuivre directement l'ennemi du plateau sud de la Saône, par suite de l'encombrement des ponts de Queutrey et de Ray, se dirige vers Soing; emmène avec elle la batterie (3e, la moins fatiguée du 1er groupe et dont les pertes ont pu être à peu près réparées[1], puis franchit le pont de Soing et se porte sur Vanne, Tincey et Membrey. »

Dès qu'il est informé de la destination qui lui est donnée, le commandant de la 3e batterie prescrit à son échelon de combat[2] de se placer, s'il n'y est déjà, le long du chemin de Queutrey à Soing, puis, en cours de route, il l'informe du nombre de caissons vides ou en partie vides que possède la batterie et du personnel de remplacement nécessaire.

Personnel et caissons sont, d'avance, disposés le long de la route, par le chef de l'échelon de manière à prendre facilement place dans la batterie de tir à son passage.

---

[1] Venue de Raze, le matin, la 3e batterie a pris position une première fois aux abords de Soing, puis, vers 11 h. 20, une deuxième fois dans le voisinage de la voie ferrée. C'est alors qu'elle a supporté quelques pertes, mais la proximité de son échelon de combat lui a permis de les réparer pendant le long séjour qu'elle a fait à l'ouest des Herbues (11 h. 20 à 3 heures). Cette batterie, d'autre part, n'a jamais été engagée de près contre de l'infanterie ennemie non démoralisée.

[2] Les échelons de combat des 2e et 3e batteries ont suivi le mouvement de cette dernière unité dans la direction de Soing, où ils ont rallié, vers 265, celui de la 1re batterie.

Recomplétée à quatre pièces et six caissons, celle-ci part avec la brigade de cavalerie[1].

E. B.

(*A continuer.*) Capitaine d'artillerie breveté.

---

[1] La 3e batterie dispose ainsi d'environ 150 coups par pièce pour la poursuite : cette quantité paraît suffisante pour mener à bien l'opération. Il est inutile, d'autre part, d'encombrer la brigade de cavalerie des caissons restants de l'échelon, lesquels sont vides.

On sait enfin que l'artillerie transporte sur les voitures de la batterie de tir les vivres et une portion notable de l'avoine de réserve qui lui sont nécessaires.

Consommation des munitions, de 1 h. 45 à 3 heures du soir.

2e groupe.

4e BATTERIE.

Tir sur l'infanterie faisant face à la station.	
4 rafales avec fauchage.........	48 coups.
Tir pendant la marche d'approche du 12e.	
10 rafales avec fauchage..........	120 —
Préparation de l'attaque.........	200 —
Allongement du tir, 5 rafales.......	60 —
	444 coups.

5e BATTERIE.

Tir à mitraille à 800 mètres......	40 coups.
Tir après la réussite de l'attaque.....	48 —
	88 coups.

6e BATTERIE.

Tir pendant la marche d'approche du 12e.	
10 rafales avec fauchage.........	120 coups.
Préparation de l'attaque.........	200 —
Allongement du tir, 5 rafales.......	60 —
	380 coups.

Consommation totale à 3 heures.

4e batterie	5e batterie	6e batterie
457 + 444 = 901	565 + 88 = 653	595 + 380 = 975
9 caissons.	6 caissons 1/2.	10 caissons.

1er groupe.

1re BATTERIE.

Avant la préparation de l'attaque	96 coups.
Pendant.........	260 —
Après...........	48 —
	404 coups.

2e BATTERIE.

Tir à mitraille à 600 mètres......	40 coups.
Après la réussite de l'attaque.......	48 —
	88 coups.

3e BATTERIE.

Tir pendant la marche d'approche du 12e..	120 coups.
Préparation de l'attaque.........	200 —
Allongement du tir.	60 —
Après la réussite de l'attaque....	48 —
	428 coups.

Consommation totale à 3 heures.

1re batterie	2e batterie	3e batterie
388 + 404 = 792	158 + 88 = 246	158 + 428 = 686
8 caissons.	2 caissons 1/2.	7 caissons.

TOTAL pour le 2e groupe........	25 caissons 1/2	43 caissons.
— 1er groupe.......	17 caissons 1/2	

LA

CAVALERIE RUSSE

PENDANT LA

GUERRE RUSSO-JAPONAISE[1]

Le rôle de la brigade Mitshenko du 18 au 28 mai 1904.

Nous avons dit plus haut que le général Mitshenko devait assurer le service de reconnaissance à l'ouest de la route Haitcheng-Siouyen jusqu'à la route Liao-yang—Feng-hoang-tcheng.

Cette tâche était lourde si l'on considère que Mitshenko ne disposait alors que de la brigade de Cosaques de la Transbaïkalie (1er régiment de Verkhnéoudine et 1er régiment de Tchita). Pourtant à la date du 28 mai, Mitshenko avait achevé de remplir sa mission grâce aux renseignements qu'il avait pu obtenir en faisant exécuter des reconnaissances incessantes pendant six jours consécutifs.

Pour obtenir ces renseignements, Mitshenko détacha un grand nombre de petites patrouilles ordinaires et huit patrouilles d'officiers jusqu'à 40 et même 60 kilomètres en avant du gros de sa brigade. Les patrouilles d'officiers avaient l'ordre de traverser les lignes japonaises, de chercher à voir ce qui se passait sur les derrières de l'ennemi et de se mettre en liaison avec la division cosaque du général Rennenkampf, qui opérait à la gauche, c'est-à-

---

[1] Voir la livraison d'août 1905.

dire à l'est de la brigade du général Mitshenko. En outre, le cas échéant, ce général envoyait en reconnaissance des sotnias entières et même toute sa brigade.

Ici nous laissons la parole au capitaine Olginskii, correspondant militaire du *Novoié Vrémia* et détaché à l'état-major des armées de Mandchourie :

« Je considère comme un devoir de dire tout d'abord quelques mots des huit officiers choisis pour traverser les lignes japonaises avec mission de chercher à s'avancer jusqu'aux localités suivantes : Sélioutchjan, Feng-hoang-tcheng, Piamyne et Tonsantchentsé.

« Ces braves étaient : le capitaine en second Pototskii, le cornette Tokmakov, les premiers lieutenants Siérikov et Saraev, le lieutenant Sviatopolk-Mirskii, les capitaines de cavalerie en second Braunschwig et Ijevskii, et le cornette Fitschev. Les deux premiers de ces officiers, accompagnés de 18 Cosaques, réussirent à gagner Piamyne, en traversant une ligne continue de postes et de sentinelles. Siérikov, Saraev et Mirskii renvoyèrent leurs Cosaques et leurs chevaux, puis marchèrent à pied. Siérikov put aller jusqu'à trois kilomètres de Feng-hoang-tcheng. Saraev et Mirskii opérèrent de même; ils ne purent traverser la ligne épaisse des avant-postes japonais et furent obligés de rebrousser chemin, en rapportant toutefois des renseignements plus ou moins importants. Il leur fallut s'exposer à tout instant à des dangers et s'acheminer dans les montagnes, sans nourriture et sans abris pour se reposer.

« Ces patrouilles d'officiers furent lancées en avant le 18 mai alors que le détachement du général Mitshenko bivouaquait près du village de Pouatzihé. La situation générale en ce jour était la suivante : la 2e sotnia du régiment de Tchita avait été poussée en reconnaissance vers Khabaline ; la 4e sotnia avait été envoyée dans le même but, sur Sélizai ; la 6e s'était portée à Aoutchitan pour reconnaître la route Sélizai—Feng-hoang-tcheng. La 3e sotnia du 1er régiment de Verkhnéoudine avait été dirigée sur Laounmaio, Handouhan et Dagouchan ; la 3e sotnia du régiment de Tchita était chargée de la poste volante entre le défilé de Daline et Padzahé ; les 2e et 6e sotnias du régiment de Verkhnéoudine

étaient à une centaine de kilomètres, au village de Sandaoline et en marche pour rallier le détachement.

« Le général Mitshenko n'avait directement sous la main que les 1re et 5e sotnias du régiment de Tchita. Les patrouilles de la 2e sotnia du régiment de Tchita (à Khabaline) rendirent compte que le défilé de Khouantchi (à 2 kilomètres de Khabaline) était occupé par de l'infanterie japonaise et par un escadron. Cette sotnia se trouvait dans le vallon dit de la Source chaude et devait faire le 19 au matin une reconnaissance sur la route de Pynouza ; à ce moment la 4e sotnia du même régiment occupait le village de Sélizai.

« Le 19 mai, de grand matin, les 1re et 5e sotnias du régiment de Tchita partirent sous le commandement du colonel Pavlov pour soutenir la 2e sotnia, juste au moment où cette dernière, sans attendre le renfort en question, se mettait en marche et rencontrait, à 2 ou 3 kilomètres avant d'arriver au village de Pynouza, une reconnaissance de cavalerie japonaise forte de 50 hommes environ. Utilisant pour se couvrir le terrain qui était montagneux et coupé, les Japonais s'arrêtèrent, mais, aussitôt qu'ils s'aperçurent que deux pelotons de Cosaques tournaient leur flanc gauche, ils tournèrent bride et prirent le galop. Excités par la poursuite, les Cosaques ne remarquèrent pas que les cavaliers japonais, en se repliant, les attiraient sur leur propre infanterie qui était embusquée sur les pentes boisées et dans les anfractuosités des montagnes. Une salve de mousqueterie obligea les Cosaques à s'arrêter, puis à se replier. Mettre pied à terre et s'embusquer derrière les roches de la montagne opposée fut l'affaire d'une minute, et trois pelotons de Cosaques ouvrirent le feu sur les Japonais. Voyant que la nuit allait tomber, la sotnia cessa le feu et commença sa retraite sur Dzioudianouzou. Nous n'eûmes dans cette escarmouche que 2 tués et 1 blessé. Les Japonais perdirent 9 tués et 1 blessé.

« Déjà on avait enfoncé dans le sol les piquets et attaché les chevaux fatigués aux fourragères, tandis que le gaolian sec pétillait dans les feux de bivouac autour desquels les Cosaques accroupis s'apprêtaient à faire le thé, quand les vedettes de l'arrière rendirent compte que 3 escadrons japonais s'avançaient sur le village de Dzioudianouzou. Il fallut de nouveau remonter à cheval. Juste à ce moment sortait du vallon de la Source

chaude la 6e sotnia du régiment de Tchita qui marchait au feu. Se couvrant par des patrouilles, les deux sotnias se portèrent sur Toinzou où, le lendemain, elles firent leur jonction avec le colonel Pavlov qui avait traversé les vallées de Todagoou et de Tonkhogoou.

« A 5 heures du soir, sur l'ordre du général Mitshenko, qui voulait concentrer sur notre gauche une force suffisante pour pouvoir envelopper à l'improviste le flanc de l'ennemi, la 6e sotnia du régiment de Tchita rallia le colonel Pavlov. Entre 4 et 5 heures du soir, le commandant de la 4e sotnia avait rendu compte qu'un escadron japonais, soutenu par de l'infanterie, marchait sur lui, de la direction de Khabaline sur Sélizai.

« Les événements des derniers jours avaient suffisamment indiqué que dans les environs de Khabaline-Khouantchi était bivouaquée toute la division d'infanterie de la garde (avec un régiment de cavalerie, également de la garde), qui avait quitté la route de Feng-hoang-tcheng dans le but probable de se réorganiser après le combat du 1er mai (les Chinois estimaient que cette division avait été réduite par le feu, de 12,000 à 9,000 hommes), et en même temps de couvrir les derrières. En conséquence, le général Mitshenko résolut de renforcer la 4e sotnia en lui envoyant les 1re et 5e sotnias du régiment de Verkhnéoudine, sous le commandement du colonel Matsievskii. De cette façon, ayant sur son flanc gauche les quatre sotnias du colonel Pavlov (régiment de Tchita) et, avec lui, les 2e et 6e sotnias du régiment de Verkhnéoudine, le général se décida à accepter le combat, comptant bien broyer et disperser l'ennemi en lançant soudain sur son flanc les sotnias de Pavlov.

« Conformément à cette décision, la 3e sotnia du régiment de Verkhnéoudine reçut l'ordre de partir immmédiatement pour Padzihé. Serrée de près par l'infanterie japonaise, craignant en outre pour son flanc gauche, la 4e sotnia commença à se replier sous le feu nourri, mais non ajusté des Japonais, jusqu'au moment où elle rallia le colonel Matsievskii, qui avait bivouaqué pendant la nuit auprès du village de Maouhé, dans le voisinage immédiat de l'ennemi. En s'avançant de front sur Sélizai, les Japonais marchaient en même temps par les montagnes, de manière à déborder le flanc gauche du colonel Matsievskii qui,

aussi pour cette raison, craignait pour ce flanc. En réalité, ce mouvement tournant était des plus désirables, car les Japonais exposaient leur flanc aux coups du colonel Pavlov; c'était tout ce que demandait le général Mitshenko.

« A une heure avancée de la nuit, on apprit que la 3e sotnia du régiment de Verkhnéoudine avait reçu l'ordre de rallier le détachement; le commandant de cette sotnia avait résolu, en route, de reconnaître Dagouchan et la route de Siou-yen. On peut admettre que le commandant de cette sotnia comptait ne rencontrer dans cette région, d'après les renseignements des Chinois, qu'un détachement de 70 hommes. Mais ce fut précisément là qu'arrivèrent les troupes d'infanterie et de cavalerie débarquées à Dagouchan qui étaient cantonnées dans les villages et les bois situés à courte distance du village de Senkhoutchenzy. Vers 9 heures du soir, alors qu'il faisait déjà presque nuit noire, cette sotnia marchait sur la route, près de ce village, en observant toutes les mesures du service de sûreté, c'est-à-dire couverte par des patrouilles d'avant-garde et de flanc-garde. N'ayant pas remarqué, par suite de l'obscurité, une sentinelle japonaise cachée dans les broussailles, la sotnia continuait tranquillement sa marche, ayant ses trois officiers en tête. Soudain, au milieu du calme profond de la nuit retentit en arrière de la colonne le coup de feu sonore de la sentinelle. Il y eut une seconde d'hésitation, puis, à cinquante pas en avant de la sotnia, éclata une salve à bout portant.

« Sans perdre sa présence d'esprit, le commandant de la sotnia commanda : « A droite en bataille, sabre main ! » et s'élança en avant pour charger, suivi de ses Cosaques... Mais les fidèles compagnons de route des Cosaques, les chevaux de petite taille de la Transbaïkalie se trouvant dans une rizière marécageuse, trébuchaient, tombaient sur les genoux et roulaient sur le sol... Une nouvelle salve retentit, puis de trois côtés crépita un feu roulant de mousqueterie. Une des premières salves blessa mortellement le capitaine en second Béklémishev, commandant la sotnia.

En tombant, cet officier rassembla toutes ses forces et cria à ses hommes : « Frères, appuyez plus à droite ». En présence de cet obstacle qui avait mis leurs rangs en désordre, les Cosaques se dispersèrent; quelques-uns réussirent à traverser tout le dispositif ennemi malgré un feu des plus meurtriers. Les Japonais

furent tellement abasourdis par cette charge téméraire et audacieuse que, dans leur trouble, ils tirèrent les uns sur les autres.

« Le courage des Cosaques à la minute du danger se montra en cette circonstance critique; bien que recevant des coups de feu à peu près de toutes les directions, les Cosaques essayèrent par trois fois de gagner l'endroit où gisait le cadavre de Béklémishev, mais accueillis chaque fois par un feu meurtrier, ils furent forcés de revenir sur leurs pas. Toutefois la plupart des Cosaques purent traverser complètement le dispositif des Japonais et gagner la montagne où ils se rallièrent par petits groupes et rejoignirent le régiment. Beaucoup d'entre eux qui avaient perdu leurs chevaux revinrent à pied, sans cartes, à travers des montagnes rocheuses dépourvues de routes. Ils ne connaissaient pas la langue du pays, n'avaient pas de guides pour traverser une région où circulaient dans tous les sens des patrouilles japonaises, ce qui les obligeait à se cacher à chaque instant dans des trous, dans des ravins. Quelques-uns, trahis par des Chinois, durent même soutenir une courte lutte avec des patrouilles japonaises. Ils marchaient affamés, épuisés, tombant de fatigue. Ils durent faire dans ces conditions plus de 70 kilomètres; pas un seul n'abandonna sa carabine ou son sabre. Beaucoup trouvèrent encore le moyen de recueillir sur l'ennemi des renseignements assez précieux.

« La sotnia perdit 26 hommes (7 tués et 19 blessés) et ses trois officiers (1 tué et 2 blessés). Les autres rejoignirent le régiment.

« La nouvelle de l'échec subi par la 3e sotnia arriva à une heure assez avancée de la nuit. A l'aube, le général ordonna à une demi-sotnia de se porter immédiatement sur la route de Senkhoutchenzy pour protéger les Cosaques qui cherchaient à rallier le régiment. Mais juste à ce moment, les Japonais exécutèrent une attaque énergique après avoir déployé une chaîne épaisse de tirailleurs. Il était alors 6 h. 1/2 du matin.

« Une patrouille, commandée par le premier lieutenant Tcheslavskii, dévoila un mouvement des Japonais. Cet officier, s'étant heurté à un bataillon d'infanterie, soutint un petit engagement dans lequel il eut 6 blessés. On ne put connaître les pertes des Japonais. Les sotnias du colonel Matsievskii commencèrent à se replier pas à pas, sans répondre aux feux de salve et aux feux

rapides meurtriers des tirailleurs japonais. Vers 8 heures du matin, le colonel Matsievskii, en suivant la vallée de la rivière Daniho, qui n'est autre que le lit desséché d'un petit cours d'eau tortueux avec de très larges rives sablonneuses à pentes douces, apparut en vue du village de Paoutzihé. En conséquence, au lieu de se porter sur Talenkhou, selon les instructions antérieures du général, le colonel Pavlov reçut l'ordre de se rendre aussi au village de Paoutzihé. Mais afin de le couvrir au moment où il déboucherait de la vallée une demi-sotnia à pied fut immédiatement déployée le long de la rivière Daniho.

« Vers 11 heures, les hauteurs s'élevant à l'est de Paoutzihé, sur la rive gauche du cours d'eau, furent occupées par les Japonais qui ouvrirent aussitôt des feux de salve très nourris.

« Après avoir envoyé sur la route de Siou-yen les bêtes de somme et les éclopés, le général Mitshenko ordonna aux sotnias du colonel Matsievskii qui étaient en réserve derrière le village de se porter aussi sur cette route. Elles furent suivies par le colonel Pavlov, arrêté un peu par sa 5e sotnia qui avait fait rallier ses patrouilles. Pour couvrir ce mouvement, la 2e sotnia du régiment de Verkhnéoudine fut déployée en *Lava*, le long du cours d'eau. Il était un peu plus de 11 heures. Le soleil, se trouvant au zénith, répandait ses rayons brûlants sur la vallée du cours d'eau et sur les contreforts sablonneux verdâtres qui la bordent. La rive gauche, beaucoup plus élevée, présentait une série de hauteurs irrégulières escarpées, et à un coude du cours d'eau elle s'avançait en forme de promontoire boisé. La rive droite présentait d'abord une surface sablonneuse d'une blancheur éblouissante qui s'élevant insensiblement en prenant en même temps une teinte d'un gris jaunâtre se transformait en une série de collines verdoyantes et finissait par aboutir à une haute chaîne de montagnes. Sur cette surface d'une blancheur éclatante se détachaient nettement les silhouettes des Cosaques à cheval immobiles; ils ressemblaient, sous les rayons du soleil, à de véritables statues équestres en bronze. Un crépitement incessant retentissait d'une façon sèche et désagréable, et les balles, bourdonnant comme des abeilles, tombaient mollement dans l'eau ou dans le sable, éclaboussant les Cosaques d'une poussière fine de sable ou d'eau. Sur la rive opposée se dessinaient nettement les chaînes ennemies dont les balles, heureusement, n'at-

teignaient pas nos Cosaques. La 2e sotnia du régiment de Tchita arriva au trot, mit pied à terre et prit position sur notre flanc gauche.

« Les Japonais firent une faible tentative de passer sur la rive droite, en faisant traverser le cours d'eau à une patrouille de cavalerie et à un peloton d'infanterie. Mais accueillies par un feu violent, ces unités durent se replier avec pertes. Leur essai de tourner notre flanc gauche fut donc couronné d'insuccès. Par ordre du chef de détachement une demi-sotnia du régiment de Tchita attaqua habilement l'infanterie qui était embusquée dans des bois sur notre flanc gauche et l'ayant dispersée, l'obligea à se replier sur la rive droite. Ayant couvert le détachement et lui ayant donné le temps de se retirer sur la route conduisant à Siou-yen, les Cosaques de la 2e sotnia commencèrent à se replier peu à peu, en laissant des postes d'observation sur les crêtes des montagnes. Vers 10 heures du soir, ils rallièrent le détachement qui bivouaquait auprès du village de Sendzian.

« Cette affaire, insignifiante par elle-même, obligea cependant l'ennemi à déployer deux bataillons et confirma la supposition que des unités de la garde japonaise se trouvaient à Khabaline-Khouantchi-Selizai.

« Malheureusement, le plan élaboré par le chef du détachement, plan simple mais très ingénieux et audacieux, qui, en cas de réussite, pouvait avoir comme conséquence une défaite complète de l'ennemi, ne put être mis à exécution pour les motifs mentionnés plus haut.

*
* *

« Le lendemain, après avoir envoyé des patrouilles sur Paoutzihé et sur Ooulaasou (au sud-est de Siou-yen), le chef du détachement décida de donner un jour de repos dont on profita pour évacuer sur le défilé de Dialine tous les blessés, ainsi que les hommes et les chevaux fatigués. Le soir commencèrent à arriver des renseignements signalant des postes ennemis au grand défilé de Laoline et des patrouilles à 4 ou 5 kilomètres de Siou-yen. Malgré le vif désir du général de laisser les chevaux se reposer, il était dangereux de maintenir les hommes à Sendzian, parce que ce village est situé dans un ravin large mais court, fermé de tous

côtés par des montagnes et n'ayant que deux issues, des défilés difficiles : l'un, du côté de Sedschohé, c'est-à-dire dans le dos du détachement, où l'on avait déjà remarqué des patrouilles japonaises (au village de Paoutzihé, qui la veille était encore occupé par nous), l'autre à Siou-yen. Si ce défilé avait été occupé par une troupe ennemie, même d'un faible effectif, le détachement n'aurait pu sortir de ce sac qu'en suivant des sentes de montagnes périlleuses et difficiles. En conséquence, le chef prudent du détachement décida de se porter dans la direction de Siou-yen et de bivouaquer sur la route de Daline au delà du premier défilé à partir de Siou-yen. L'endroit était on ne peut plus favorable, car de là le chef du détachement pouvait facilement observer les deux routes au moyen de patrouilles : la route de Sélizai et celle de Dagouchau (passant par Ooulaasou). En cas de besoin, il pouvait aussi partir avec toute sa brigade, ou seulement avec une partie.

« Le détachement se mit en marche à une heure tardive de la soirée en observant le plus grand silence pour ne pas déceler son mouvement. Une demi-sotnia du régiment de Verkhnéoudine dut occuper, en qualité de flanc-garde, un grand défilé ; le détachement suivit un sentier à droite de la grande route. L'arrière-garde était constituée par les 2e et 6e sotnias du régiment de Verkhnéoudine.

« La route était très pénible. Les sentiers étaient presque à pic, sur des rochers en saillie. Par endroits, la route était bordée des deux côtés de précipices abruptes. Il faisait sombre, c'était la nouvelle lune. Quand le sentier tortueux faisait un coude par suite de la présence de quelque roche de granit, on ne pouvait même pas distinguer la queue du cheval qui était devant soi.

« Les Cosaques marchaient lentement, avec précaution, soulevant avec peine leurs jambes endolories, traînant derrière eux leurs chevaux qui baissaient la tête, trébuchant et glissant à chaque instant. La sotnia s'étendait sur une longueur de près d'un kilomètre, la sente montait de plus en plus et il semblait qu'elle fût sans fin ; on respirait péniblement et les jambes refusaient le service. Il semblait qu'on fût à une hauteur où seuls les aigles construisent leurs nids, et la montée était de plus en plus escarpée et difficile. Les hommes n'avaient plus qu'une même pensée : « Si seulement on pouvait atteindre le col et descendre

ensuite ! » Le voici, c'est un petit col à peine perceptible. Les hommes s'arrêtent une seconde ; de leurs poitrines s'échappent de profonds soupirs de soulagement, les dos courbés se redressent et les jambes engourdies redeviennent plus souples. La descente commence. C'est encore pire, encore plus pénible. Les chevaux refusent d'avancer, glissent, s'abattent sans cesse ; on est obligé de les faire marcher de force en les tirant par la bride. Il fait encore plus noir ; on ne voit pas ses propres pieds, et l'on sent seulement que l'on marche et que l'on glisse ou que l'on tombe sur des rochers pointus. On enfonce aussi dans un sable fin et mouvant qui entre dans les trous des chaussures déchirées. On retire difficilement son pied pour le poser de nouveau dans le sable ou sur un rocher.

« Il était beaucoup plus de minuit quand la queue de la colonne commença à arriver au bivouac. On alluma aussitôt les feux, et les hommes, fatigués et transis par l'humidité de la nuit, s'empressèrent de faire le thé dont un Cosaque de la Transbaïkalie ne saurait se passer et qui lui tient lieu de dîner, de souper, et souvent même de pain. On mit les chevaux au piquet, mais on ne put leur donner de nourriture ; car, par suite de l'heure tardive, il était impossible de trouver du fourrage. Ces pauvres chevaux fatigués par trois jours de marche passèrent la nuit sans manger. D'une façon générale, la question du fourrage et des vivres est ici très grave ; elle est compliquée par ce fait que le Tifangouan de Siou-yen qui est très hostile aux Russes a fait fermer tous les magasins de la ville et défendu de nous vendre quoi que ce fût. Le général, extrêmement patient et humain, ne voulait pas tout d'abord user de rigueur à son égard ; mais, quand le Tifangouan se mit à exciter la population, il fut forcé de le faire arrêter et l'envoya à Liao-yang. On dit que le Tifangouan avait une grande frayeur des Japonais qui déjà lui avaient ordonné de faire préparer une certaine quantité de fourrage et de vivres.

« Autre raison : par suite des déplacements continuels de la colonne, l'intendance ne peut pas fournir à la brigade le fourrage et les vivres, de sorte que l'on est obligé d'avoir recours aux réquisitions. Or ce mode de ravitaillement présente des difficultés bien que le détachement paye tout ce qu'il réquisitionne, et à un bon prix. Mais malgré cela les habitants nous vendent leurs pro-

duits tout à fait à contre-cœur, parce qu'ils en ont très peu et qu'ils finiront par ne plus rien avoir pour leur propre consommation. Quand le détachement opère dans des régions montagneuses, la situation est encore plus difficile, car les habitants eux-mêmes n'ont rien à manger.

« Les patrouilles envoyées vers Ooulaasou (route de Dagouchan) ayant rendu compte de l'apparition, à proximité de ce village, de patrouilles ennemies, le général Mitshenko résolut d'aller en reconnaissance avec toute la brigade jusqu'à Ooulaasou dans le but d'entrer en contact immédiat avec l'ennemi. Le 11/24 mai à 8 h. 1/2 du matin, la brigade se mit en route, après avoir laissé au bivouac les malades, les éclopés et trois sotnias pour couvrir ses derrières. La colonne marchait dans l'ordre suivant : deux officiers en extrême-pointe, les 6e et 2e sotnias du régiment de Verkhnéoudine en avant-garde, le gros de la colonne, et une demi-sotnia en arrière-garde.

« On fit la grand'halte au village de Schitosan, d'où sept patrouilles d'officiers furent envoyées à droite et à gauche pour faire le tour du vallon encaissé de Ooulaasou.

« On passa la nuit tranquillement, bien que dans le voisinage immédiat de l'ennemi. Pour cette raison les chevaux des sotnias d'avant-garde ne furent pas dessellés; les Cosaques restèrent prêts à monter à cheval, ne fumèrent que modérément, et, malgré la grande fraîcheur et la crudité de la nuit, il ne fut pas permis d'allumer les feux de bivouac. Transis de froid et n'ayant pas dormi, les Cosaques des sotnias d'avant-garde se portèrent en avant de grand matin, et le défilé fut occupé par la 4e sotnia du régiment de Tchita. Le général avait donné l'ordre ferme de faire une reconnaissance dans la direction de Ooulaasou avant d'entrer en contact avec l'ennemi. Toutefois ce village n'était pas occupé par les Japonais. Mais comme plusieurs patrouilles avaient rendu compte que deux escadrons ennemis arrivaient au trot à droite du village d'Ooulaasou, par un ravin, le starchine (lieutenant-colonel de Cosaques) Lovtsov, craignant que notre flanc droit fût tourné, se porta avec les deux sotnias d'avant-garde vers le défilé, où il reçut l'ordre réitéré du général d'entrer en contact avec l'ennemi. L'enveloppement de notre flanc droit n'était pas possible, car il avait été prévu par le général. Le 16 mai au matin, vers 5 heures, nous partîmes par une pluie torrentielle comme il n'en

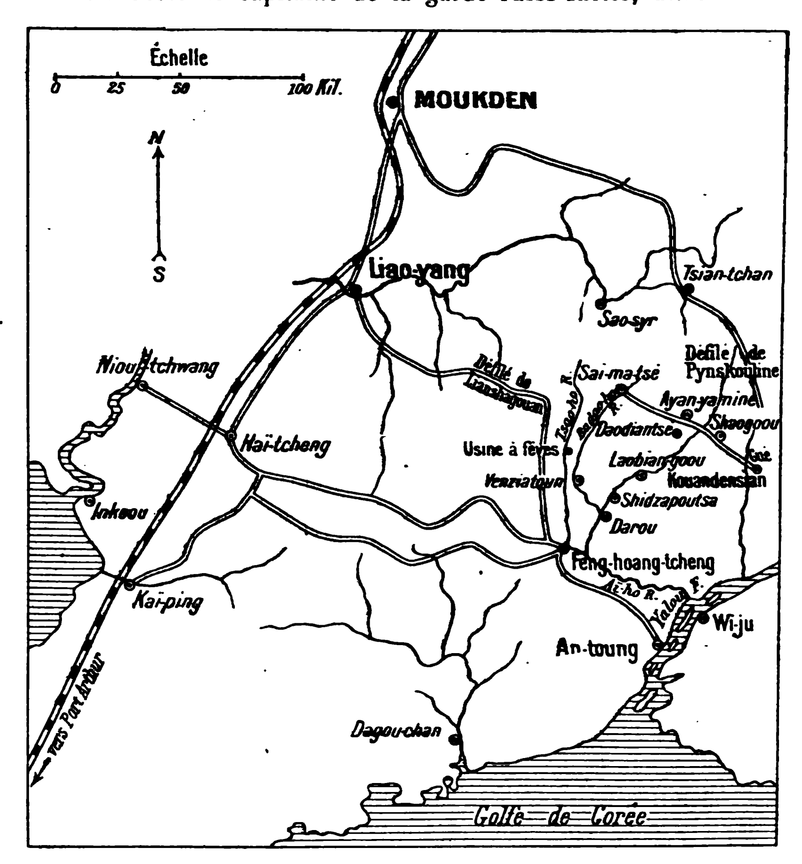
tombe qu'en Mandchourie ou dans les régions tropicales. Les chemins se transformèrent en une boue liquide dans laquelle les chevaux avaient beaucoup de peine à marcher. De plus, hommes et chevaux étaient à demi affamés, car ils n'avaient presque rien mangé depuis deux jours et n'avaient pour ainsi dire pas dormi.

« La colonne s'avança couverte par un large éventail de patrouilles et d'éclaireurs. En arrivant au village d'Ooulaasou, la colonne s'arrêta. Juste à ce moment arriva au galop un Cosaque qui rendit compte qu'une de nos patrouilles avait reçu des coups de feu. Les Cosaques se portèrent au trot dans la direction de ces coups de feu, malgré l'épuisement des chevaux et malgré la boue épaisse qui couvrait la route. Au bout d'une demi-heure les Cosaques entrèrent dans une gorge étroite et courte à l'extrémité de laquelle débouchaient d'autres ravins à angle droit. Là, au croisement de ces ravins, au bord d'un cours d'eau, se trouvait une grande auberge occupée par les Japonais, et d'où ceux ci, de leurs feux bien nourris, enfilaient tout le premier ravin. Malgré la fusillade, les Cosaques de la 6e sotnia du régiment de Verkhnéoudine s'élancèrent en avant sous le commandement de leur audacieux chef, le capitaine en second Séménov. Après s'être approchée très près, la 6e sotnia mit vivement pied à terre deux pelotons et ouvrit des feux de salve nourris à une distance de 2,000 pas. Après la troisième salve il se produisit un certain trouble dans les rangs de l'escadron japonais qui cessa le feu et s'enfuit dans le plus grand désordre. Il était dangereux de faire la poursuite ; car, au bout d'une demi-heure, des chaînes de tirailleurs apparurent au col couvert de rochers sur la route conduisant au village de Hadzianouza, dans la direction duquel s'étaient enfuis les Japonais. Après s'être reposée un court instant et avoir recueilli auprès des habitants des renseignements précieux sur l'ennemi, la brave 6e sotnia revint au défilé et rallia la brigade à 3 heure de l'après-midi. A 4 heures toute la colonne regagnait l'emplacement de son précédent bivouac. La brigade traversa la ville de Siou-yen aux accents de la fanfare du régiment de Tchita. »

Le 27 mai il y eut repos à l'occasion de l'anniversaire du couronnement du Tsar.

Les Opérations de la division cosaque Rennenkampf du 1er mai au 2 juin.

Le rôle joué par la division cosaque du général Rennenkampf du 1er mai au 2 juin a été très important et ne peut être passé sous silence. Le capitaine de la garde russe Eletse, attaché à



l'état-major du général Kouropatkine, a envoyé au *Novoié-Vrémia* un récit circonstancié de cette partie des opérations; nous le reproduisons *in extenso*.

Comme la plupart des noms des localités mentionnées dans ce récit ne figurent sur aucune carte, nous avons également repro-

duit le croquis que le capitaine Eletse a joint à son récit. De cette façon, nos lecteurs pourront suivre les différents mouvements exécutés par la division Rennenkampf.

*
* *

« Après que l'armée du général Kuroki eut franchi le Yalou, il était naturel de se demander ce qu'elle allait entreprendre.

« Il était absolument logique de supposer que Kuroki allait, en premier lieu, marcher énergiquement sur Moukden. Dans ce dernier cas, notre armée qui commençait seulement sa concentration à Liao-yang, aurait eu sa ligne de communication avec sa base menacée. Cela seul aurait suffi pour obliger notre armée, d'un effectif encore peu élevé, à se replier vers le Nord.

« En second lieu le général Kuroki pouvait se porter sur Liao-yang pour nous y livrer une bataille générale qu'il nous aurait été difficile d'accepter.

« En troisième lieu, le général japonais pouvait se diriger, soit sur Hai-tcheng, soit sur Kaiping pour masquer la seconde armée débarquée à Pi-tsé-vo ou à Dagouchan et qui devait investir Port-Arthur.

« Il est évident que le problème consistant à dévoiler les projets de l'ennemi tout en masquant les siens propres, ne pouvait être résolu que par la cavalerie. Le commandant de notre armée confia cette mission très importante et très difficile au général Rennenkampf qui disposait de trois régiments. Ces régiments furent complétés en officiers par des volontaires de la cavalerie de la garde qui n'hésitèrent pas à échanger leurs brillants uniformes contre les modestes effets des Cosaques, et à quitter la capitale pour s'exposer constamment à la mort dans les régions sauvages de la Mandchourie et de la Corée. Quant aux officiers cosaques de ces régiments, ils ne laissaient rien à désirer en ce qui concerne les connaissances professionnelles et le dévouement. Ils avaient à leur tête le général Rennenkampf qui avait fait ses preuves pendant la dernière campagne de Chine, connaissait bien le pays ainsi que les Japonais, et joignait au sang-froid pendant le combat une bravoure exceptionnelle.

« Les hommes composant ces régiments étaient bons ; b
coup d'entre eux avaient déjà été au feu, et, s'ils n'étaie

aussi disciplinés que leurs camarades des autres régiments cosaques, par suite des conditions de leur existence, on pouvait cependant être sûr qu'en s'adressant à leurs cœurs on pourrait affronter avec eux n'importe quel ennemi.

« Les chevaux laissaient beaucoup à désirer; c'étaient de petits chevaux sibériens de mauvaise mine, qui souvent venaient de quitter la charrue et qui ne promettaient pas beaucoup sous le rapport de l'endurance.

« Juste avant le départ des régiments qui se concentraient à Liao-yang, commencèrent les escarmouches et les engagements de nos troupes avec les Japonais, en Corée et sur le Yalou. Nos pertes élevées en officiers nous prouvèrent que les Japonais tiraient avec précision et que leurs meilleurs tireurs avaient l'ordre de viser exclusivement les officiers reconnaissables de loin à leurs insignes. En conséquence dans la division de Cosaques de la Transbaïkalie, on abandonna les baudriers et les gibernes, effets d'équipement brillants, mais non pratiques en temps de guerre à cause de leur manque de solidité; les ceinturons en cuir verni furent remplacés par d'autres en cuir fauve, et tous les officiers ainsi que les Cosaques revêtirent des blouses grises moins visibles que celles de couleur blanche.

« Les équipages furent réduits au nombre strictement nécessaire; le général Rennenkampf défendit aux officiers d'emporter des lits de campagne, et ils durent se contenter de la *bourka* (manteau des Cosaques).

« Le 1er mai (nouveau style) de grand matin, les régiments se mirent en route en chantant. Ils eurent l'honneur d'être conduits par le commandant de l'armée, accompagné de son état-major qui leur souhaita, ainsi qu'au général Rennenkampf de réussir dans leurs opérations.

« La colonne suivit d'abord la route de Feng-hoang-tcheng, et, arrivée à Lanshaigouan, elle changea de direction pour se porter sur Sai-ma-tsé, où elle arriva le 5 mai. Cette localité fut choisie comme base des opérations ultérieures de la colonne, parce qu'étant située à mi-distance entre les routes de Liao-yang à Feng-hoang-tcheng et de Moukden à Feng-hoang-tcheng, elle permettait d'observer simultanément ces deux routes.

« Le détachement resta à Sai-ma-tsé jusqu'au 10 mai. Le général Rennenkampf effectua une reconnaissance en forces sur un

large front. Cette reconnaissance permit au général de se rendre compte que le gros des forces japonaises se concentrait à Feng-hoang-tcheng où l'ennemi se hâtait d'élever des retranchements avec l'intention probable de faire de cette localité le principal point d'appui de sa base intermédiaire qui paraissait être le Yalou.

« Après s'être convaincu de cet état de choses le général Rennenkampf résolut de se rendre à Kouandensian, afin, si cette localité n'était pas occupée par les Japonais, de se porter sur leur flanc droit et sur leurs derrières.

« D'après des renseignements donnés par les Chinois, Kouandensian était occupé par l'ennemi.

« Le cornette baron Vrangel, du régiment de Cosaques d'Argoun, reçut l'ordre d'aller reconnaître Kouandensian. Cet officier pénétra dans cette ville et se rendit compte qu'hormis quelques patrouilles qui l'exploraient, il ne s'y trouvait pas jusqu'à présent de forces importantes. Le baron Vrangel vint rapporter ces renseignements au général Rennenkampf qui avait porté sa division au défilé de Sydzoumine, en passant par Ayan-Yamine Le général détacha de là cinq sotnias qui se portèrent sur Kouandensian ayant en avant-garde deux sotnias du régiment d'Argoun et une du régiment de Nertchine, sous le commandement du capitaine prince Karageorgévitch (le frère du roi de Serbie). Parti le 10 mai, à 5 heures du matin, ce détachement arriva à Kouandensian, vers 1 heure de l'après-midi. En entrant dans cette ville, on apprit par les habitants qu'un Cosaque du régiment d'Argoun avait été tué par une patrouille japonaise et enterré contre le mur d'enceinte de la ville.

« On exhuma le cadavre du Cosaque pour l'enterrer selon le cérémonial orthodoxe. En examinant le corps, les médecins constatèrent que les blessures qui le couvraient avaient été faites après sa mort.

« Les obsèques furent fixées à 4 heures du soir, parce que le général qui arrivait avec le reste de la division voulait y assister. Mais à peine le service funèbre était-il commencé qu'il fut interrompu par des salves qui retentissaient hors de la ville. Il fallut abandonner le malheureux Cosaque, monter à cheval et courir au-devant de l'ennemi.

« Déjà des Cosaques en vedette revenaient au g

daient compte de l'approche de fantassins et cavaliers japonais qui semblaient vouloir envelopper notre flanc droit.

« L'ennemi était fort d'un bataillon et d'un demi-escadron environ.

« Une sotnia du régiment d'Argoun mit immédiatement pied à terre et se déploya en tirailleurs. Une autre sotnia restant à cheval reçut l'ordre de traverser à gué la rivière Daopou-ho, et de se placer en grand'garde au delà des hauteurs qui s'élèvent à 2 verstes à l'ouest de la ville.

« Le reste du détachement se porta dans la même direction pour attirer sur lui les Japonais. Mais ces derniers s'arrêtèrent à à Kouandensian et n'allèrent pas plus loin.

« Notre détachement se concentra à Ayan-Yamine.

« Nous n'eûmes en cette affaire qu'un Cosaque blessé et deux chevaux tués.

« Les Japonais ne subirent également que des pertes insignifiantes, mais plus élevées que les nôtres.

« Le général Rennenkampf, ayant appris ce qu'il voulait savoir, c'est-à-dire que le dispositif de l'ennemi embrassait aussi Kouandensian, quitta Ayan-Yamine pour retourner à Sai-ma-tsé, où il resta jusqu'au 24 mai.

« Le 12 mai trois sotnias des régiments d'Oussouri et d'Argoun furent envoyées sous le commandement du colonel Kartsev dans la vallée du Tsao-ho et passèrent la nuit à 5 verstes au delà d'un moulin à fèves. Ayant appris par les Chinois la présence de forces japonaises élevées, le colonel Kartsev revint à Sai-ma-tsé où il laissa les Cosaques du régiment d'Argoun et se porta avec les Cosaques de l'Oussouri sur Laushaigouan pour s'assurer que l'ennemi ne s'était pas montré sur les derrières de notre détachement. Le 14 mai le régiment d'Argoun fut envoyé au sud dans la vallée du Tsao-ho. Le 16 mai, le général Rennenkampf se porta aussi vers le Sud, par la vallée du Badao-ho, avec les autres régiments. Il envoya deux sotnias du régiment de Nertchine dans la vallée du Ai-ho. Ce fut de cette façon que le général Rennenkampf commença à tâter l'ennemi dans la direction de Feng-hoang-tcheng.

« Les deux sotnias du régiment de Nertchine après avoir parcouru sans incident la vallée du Ai-ho, rallièrent le détachement à 5 verstes au nord de Vendziatoun. En arrivant à proximité de

cette localité, notre cavalerie fut accueillie par des coups de feu tirés de derrière les murs. Aussitôt mirent pied à terre une sotnia du régiment de Nertchine (capitaine Mélikov), une sotnia du régiment d'Argoun (capitaine Vlasov) et une autre du même régiment (capitaine Piéskkov). Ces trois sotnias se portèrent à l'attaque sous les ordres du prince Karageorgévitch. Les Japonais furent chassés de Vendziatoun et se replièrent à 2 verstes vers le Sud. Notre batterie ne tira pas sur eux.

« L'ennemi après avoir occupé une autre position rouvrit le feu.

« Les 3e et 4e sotnias du régiment d'Argoun mirent aussitôt pied à terre, tandis que la 5e sotnia du même régiment partait à cheval dans le but de tourner le flanc gauche des Japonais.

« Le combat fut de courte durée; les Japonais se replièrent de nouveau. Nous eûmes 9 Cosaques tués.

« Mais notre cavalerie dut bientôt battre en retraite à son tour, parce que l'ennemi fut renforcé d'un bataillon et d'une batterie, et occupa aussitôt une forte position. La division Rennenkampf retourna à Sai-ma-tsé, où elle resta jusqu'au 18 mai pour laisser reposer les chevaux. Il y a lieu de dire que ces derniers avaient une nourriture insuffisante; ils n'avaient à manger que le gaolian (paille) qui sert de toiture aux fans (maisons chinoises) des villages.

« Malgré les difficultés qu'on éprouvait pour nourrir les chevaux, le général Rennenkampf tenait à conserver Sai-ma-tsé, parce que cette ville, comme je l'ai dit au commencement de cet article, était pour nous un point stratégique très important.

« Cinq sotnias commandées par le général Lioubavine, furent de nouveau envoyées dans la direction de Daoziandtsé et de Shitaoutchen, en passant par Ayan-Yamine. Elles avaient pour mission de voir si le dispositif de l'ennemi était changé. Cette colonne était couverte par une sotnia du régiment d'Argoun commandée par le premier lieutenant Prina-Magalov. Quand cette sotnia arriva, vers 6 heures du soir, au village ci-dessus mentionné, elle aperçut sur une colline voisine un feu de bois et un poste de signaux. Immédiatement un peloton de Cosaques fut envoyé au sommet de cette colline. Le maréchal des logis chef qui commandait ce peloton, en examinant attentivement les empreintes laissées dans le sable par des chaussures dont les semelles étaient pourvues de clous, se convainquit que les Japo-

nais venaient de quitter récemment cet endroit et qu'ils devaient être douze environ. Il en avisa le chef du détachement à Ayan-Yamine. Deux sotnias du régiment d'Argoun, sous les ordres du lieutenant-colonel Khroulev, furent dirigées sur Shidziapoutsa, et le cornette baron Vrangel se porta en avant sur le Ai-ho.

« On envoya à Shitaoutchen un Chinois qui revint avec la nouvelle que ce village était occupé seulement par une patrouille montée forte d'une trentaine de Japonais. Le baron Vrangel constata, de son côté, que le village de Dalou (ou Darou) était occupé par un bataillon et une batterie, que deux compagnies et deux bouches à feu étaient au défilé, et confirma le renseignement du Chinois concernant la présence d'une patrouille montée à Shitaoutchen. En outre, il découvrit que les Japonais avaient l'intention de se porter dans la même journée sur Shitaoutchen. Le baron Vrangel apporta tous ces renseignements au village de Shidziapoutsa, où se trouvait déjà le général Rennenkampf. En apprenant ces nouvelles, ce dernier se porta à Shitaoutchen, tandis que le colonel Kartsev partait avec deux sotnias dans le but de tourner les Japonais. Malheureusement, cet officier arriva trop tard et permit ainsi à ces derniers de se replier sur Dalou.

« Notre cavalerie qui suivait les Japonais reçut des feux de salve au village de Shidziapoutsa ; le premier lieutenant Oulagoi fut grièvement blessé à la poitrine, ainsi que deux Cosaques, dont l'un mourut peu après.

« Le combat de Shidziapoutsa dura environ trois heures, jusqu'au moment où, les Japonais ayant été renforcés par deux bataillons et demi, les nôtres furent obligés de se replier. La division passa la nuit à proximité de Laoubayangoou.

« Le lendemain, la division fit une marche forcée de treize heures, sous la pluie, pour se porter de nouveau sur le flanc droit des Japonais, à Shaogoou (non loin de Kouandenzian); hommes et chevaux étaient excessivement fatigués. Une demi-sotnia du régiment d'Argoun, qui allait relever une grand'garde, fut accueillie par des feux de salve. Le cornette Barabash fut blessé.

« Les coups de fusil formaient sur le fond sombre des guirlandes de feu, et les montagnes répercutaient le bruit de la fusillade.

« Le général Rennenkampf s'élança le premier au-devant de l'ennemi avec un peloton et, prenant la carabine d'un Cosaque, tira une soixantaine de coups. Les sotnias arrivèrent successivement au galop sur les lieux du combat et se déployèrent en tirailleurs. La fusillade devint très nourrie; il semblait que quelque fée eût organisée une illumination soudaine au milieu des vallées mystérieuses. Cette fusillade dura trois quarts d'heure ; c'était le temps qu'il fallait pour charger les bêtes de somme. Les sotnias commencèrent à se replier sous une grêle de balles, tandis que les trompettes sonnaient et que tous les Cosaques chantaient *Bojé Tsaria khrani* (Dieu protège le Tsar).

« Nos pertes furent : le cornette Barabash et 2 Cosaques blessés; 2 chevaux blessés. De plus, 5 autres chevaux tombèrent d'épuisement.

« Le 23 mai, la division Rennenkampf entra dans Ayan-Yamyno et fit séjour le 24.

« Le 25, les grand'gardes signalèrent l'approche des Japonais. Six pelotons du régiment d'Argoun se déployèrent en tirailleurs et ouvrirent le feu sur les assaillants. Le capitaine Shoundiéev, qui commandait ces six pelotons, fut presque aussitôt blessé à la jambe et remplacé par le capitaine en second Grégoriev.

« Le premier lieutenant Toulzakov reçut une grave blessure au ventre.

« Le baron Vrangel, envoyé sur le flanc droit, au village de Dadziantsé, pour parer à un mouvement tournant de l'ennemi, surprit une patrouille montée japonaise, dont plusieurs hommes furent mis hors de combat, tandis que les autres s'enfuyaient au galop. Aussitôt l'infanterie japonaise exécuta des feux de salve à une distance de 2,000 pas.

« Notre détachement commença alors à se replier sous la protection de la demi-sotnia du baron Vrangel qui mit pied à terre.

« Nous eûmes 2 Cosaques tués et 11 blessés.

« Revenu à Sai-ma-tsé, le général Rennenkampf y resta trois jours; le manque de fourrage l'obligea à se retirer sur Tsiautchan (à une soixantaine de kilomètres au nord de Sai-ma-tsé), où l'on put trouver tout ce qu'il fallait pour les hommes et pour les chevaux. Mais à peine les sotnias s'étaient-elles installées au bivouac pour prendre un repos bien mérité après un mois de marches et d'escarmouches, que le 31 mai au lever du jour

arriva le cornette Sheïkhert porteur d'un ordre du commandant de l'armée prescrivant de chasser de Sai-ma-tsé les 3,000 Japonais qui, d'après les renseignements reçus, s'y étaient réunis.

« Le général comte Keller, commandant la colonne de l'Est, devait aussi se porter sur Sai-ma-tsé, en partant de Liaushai-Gouan avec des forces élevées d'infanterie.

« La flanc-garde du colonel Kartsev, dont il a été parlé plus haut, était placée sous les ordres du général Rennenkampf qui, dans ce but, partit pour aller en prendre personnellement le commandement. Ce général fit 138 kilomètres à cheval en vingt-quatre heures en passant par Siaosyr.

« Les régiments, sous la direction du général Lioubavine, se portèrent de Tsaishan sur Sai-ma-tsé.

« Arrivé au défilé de Fenshouline les Cosaques s'arrêtèrent et installèrent le bivouac au-dessous de la crête qui fut occupée par une sotnia.

« Le 1er juin, la colonne du général Lioubavine rebroussa chemin en passant par ce même malencontreux défilé, pour se porter sur Sai-ma-tsé. L'avant-garde, commandée par le colonel baron Dellingshausen, des dragons de la garde, comprenait deux sotnias du régiment de Nertchine et une du régiment d'Argoun. Cet officier supérieur était si prudent qu'il détacha sur ses flancs des éclaireurs à pied qui suivaient les sommets des montagnes. Quand ces éclaireurs étaient fatigués, ils étaient relevés par d'autres.

« Dans cette partie de la Mandchourie du Sud où l'on ne rencontre que montagnes, ravins et défilés, et où il n'y a pour ainsi dire pas de chemins, la cavalerie ne pouvait marcher qu'en colonne par un. De plus, pendant le tiers et même la moitié de la route il fallait descendre ou monter les pentes en conduisant les chevaux par la bride.

« Il était impossible de se procurer des vivres pour les hommes et du fourrage pour les chevaux, à quelque prix que ce fût. Les officiers se nourissaient en grande partie avec du gâteau de maïs, et prenaient du thé sans sucre. Les Cosaques s'alimentaient avec des racines et du grain qu'ils écrasaient sous des pierres et, à la place du thé, ils buvaient de l'eau chaude.

« J'ai précisément devant moi une lettre que j'ai reçue, il y a une heure, de Sia-Syr; je vais en citer des extraits qui dépei-

gnent clairement toutes les difficultés du service de la cavalerie :

« Je t'écris de l'endroit le plus pittoresque qui existe, entre Liao-yang et Sai-ma-tsé, non loin du défilé de Sagoouline.

« Des roches à pic aux nuances les plus variées, tantôt roses, tantôt vertes, et accessibles seulement aux aigles, bordent un ravin étroit au fond duquel coule avec fracas un torrent de montagne. La flore y présente également toutes les variétés possibles ; lilas chinois, chênes entourés de vignes, orchidées, acacias, jasmins.

« J'ai devant moi un petit défilé au sommet duquel se tient une sentinelle avec sa carabine. Dans le ravin serpente un chemin au-dessus duquel s'inclinent des bouleaux, des peupliers, des lilas et des aubépines. Le soir l'atmosphère est imprégnée de parfums qui vous assoupissent comme l'opium. Dans la journée, malgré la chaleur, il fait frais. Les chevaux restent à l'ombre sous les arbres, et les Cosaques qui ont été pendant la nuit aux avant-postes ou en patrouilles, sont étendus sur le sol...

« Je vais maintenant te décrire le type du jeune officier de Cosaques faisant la guerre au milieu des déserts de la Mandchourie ; il porte sur la tête le bonnet fourré ou la casquette, selon les circonstances mais non pas selon les saisons ; une blouse assez neuve ; une culotte généralement de nuance sombre ; des bottes en cuir fauve ; ni giberne ni baudrier ; une courroie en cuir fauve servant de ceinturon et à laquelle sont fixés le sachet à avoine, le tabac et la jumelle. Par derrière se balance le revolver avec sa courroie crasseuse. Quant à la pipe elle est fixée dans une tige de botte. Enfin une carte délabrée est enfoncée dans la fente de la blouse, sur la poitrine.

« Ajoute à cela la *Nagaika* (petit fouet court des Cosaques) et des débris de gants qui ont plus de trous que de doigts et tu auras le portrait d'un officier servant aux avant-postes de notre armée... »

« Telles sont les conditions dans lesquelles opéra la division du général Rennenkampf ; celui-ci, en tout, donnait l'exemple à ses officiers : se levant à 5 heures du matin, se trouvant toujours sur la ligne de feu pendant les combats, accompagné d'un fanion qui attirait sur lui tout le feu de l'ennemi.

« En étudiant les opérations faites par la division Rennenkampf, on est obligé de reconnaître qu'elle a rempli complè-

tement sa mission : elle n'a pas laissé une seule patrouille japonaise s'approcher de Liao-yang, et elle a caché à l'ennemi notre dispositif et notre concentration. En même temps la division Rennenkampf a pu se rendre compte que les Japonais n'avaient pas l'intention de se porter avec des forces sérieuses sur Moukden et Liao-yang; c'était ce qu'il nous importait de voir.»

Capitaine Serge NIDVINE.

A continuer.)



L'ARTILLERIE DE CAMPAGNE

A

TIR RAPIDE

ÉTAT ACTUEL DE LA QUESTION

INTRODUCTION

Dès le mois de septembre 1895, le *Journal des Sciences militaires* a publié, sous le titre « le Canon de l'avenir », une étude faisant ressortir les raisons qui militaient en faveur de l'adoption d'un nouveau matériel d'artillerie de campagne, tirant plus rapidement qu'on ne l'avait fait jusqu'alors. Il exposait les données de la question du matériel à tir rapide qui paraissait s'imposer, les divers essais tentés dans cette voie, les idées qui semblaient prévaloir, en laissant entendre qu'il s'agissait non plus d'une transformation, mais d'une solution radicale, rompant catégoriquement avec les idées acquises et les systèmes en service. Comme conclusion, il faisait ressortir que la considération de dépense serait la cause principale du retard apporté à la solution, qui n'avait d'ailleurs rien d'urgent, tant qu'une grande puissance n'aurait pas adopté uu armement de ce genre.

Aussi l'Allemagne, après un essai timide de transformation de son ancien matériel, ne tarda pas à reconnaître que les modifications apportées ne constituaient qu'un palliatif insuffisant et, dès 1896, elle se décida à adopter un nouveau système complet d'artillerie de campagne, désigné sous le nom de « modèle 1896 ». Elle croyait alors frapper un grand coup et acquérir une supé-

riorité considérable sur toutes les autres artilleries de l'époque. Tout naturellement, et comme le fait s'était produit pour le fusil à répétition, les autres puissances ne voulurent pas rester en arrière. En première ligne la France qui, depuis longtemps, avait fait étudier d'une manière complète et raisonnée les divers éléments de la question, se trouva prête à faire adopter, en 1897, le canon de campagne de 75, qui diffère radicalement, sous plus d'un rapport, du canon allemand, lequel n'est à proprement parler qu'un canon à tir accéléré, tandis que le nôtre constitue réellement un canon à tir rapide.

Il y eut alors une période de transition, pendant laquelle la discussion des divers systèmes, les études et les expériences furent poussées avec la plus grande activité en vue d'aboutir rapidement. Pourtant la solution, bien que n'étant pas douteuse en réalité, a été envisagée de manière différente. Pour l'Italie, par exemple, nous verrons qu'on s'est borné à une transformation, de manière à utiliser certaines parties du matériel existant; pour d'autres puissances, telles que la Belgique, l'Autriche, la Suisse notamment, les essais continuent sous prétexte d'obtenir le matériel le plus perfectionné, mais en réalité en vue de reculer le moment de la carte à payer ou d'arriver à justifier certaines préférences de constructeurs nationaux ; enfin d'autres ont adopté franchement un nouveau matériel à tir rapide.

Cette période de transition, que le *Journal des Sciences militaires* a cherché à exposer dans les livraisons de mai et juin 1900[1] peut être considérée actuellement comme close. En effet, on peut affirmer que les idées sont parfaitement arrêtées à ce sujet et considérer les solutions définitives comme très prochaines, car les perfectionnements réalisés dans les bouches à feu à tir rapide sont tels qu'il ne peut rester aucun doute sur le résultat à obtenir; les moyens, peu variés d'ailleurs, seuls diffèrent et il ne faut plus attendre de sitôt de révolution dans la construction du matériel. Aussi toutes les puissances qui ne l'ont pas fait encore sont-elles sur le point de renouveler leur artillerie de campagne, y compris même l'Allemagne.

Le moment est donc opportun de chercher à résumer et à pré-

---

[1] *Artillerie de campagne à tir rapide des armées européennes.*

ciser la nature du nouvel armement, ses avantages et ses inconvénients, les conséquences qui en résulteront pour l'emploi et l'organisation de l'artillerie, enfin l'état actuel de la question chez les principales puissances, en tenant compte dans la mesure du possible des enseignements de la guerre russo-japonaise.

Comme dans les articles publiés précédemment à ce sujet, nous éviterons de traiter la question d'une manière purement technique, mais nous essayerons plutôt de la vulgariser en la mettant à la portée de tous, de façon à permettre de se faire une idée très nette des solutions adoptées non seulement en France, mais encore dans les autres pays où naturellement, comme pour le fusil à répétition, et pour les mêmes raisons aucune puissance n'a en principe admis le modèle adopté par une autre.

Enfin, il est logique de comprendre dans notre sujet l'obusier de campagne et le canon de montagne qui, à des titres et pour des buts divers, font partie du matériel de campagne à tir rapide.

I. — Causes de l'adoption du canon à tir rapide.

Tout d'abord, il ne faut pas croire que le besoin d'un matériel d'artillerie à tir rapide s'est fait sentir brusquement, parce que, comme on l'a prétendu, les progrès accomplis dans l'armement de l'infanterie avaient fait perdre l'avance à l'artillerie de campagne et que cette avance ne pouvait être reconquise, comme pour le fusil, que par l'adoption du tir rapide. Depuis un certain temps déjà, l'utilité de ce genre de tir était reconnue; mais, pour le mettre en pratique, il fallait que les idées en germe fussent fécondées par des études logiquement déduites, des inventions appropriées, des procédés industriels suffisants, des expériences bien conduites et confirmant le bien-fondé des théories et des procédés.

D'ailleurs, cette rapidité, que l'on considère comme une innovation, une sorte de révolution, a déjà été employée dans le tir de l'artillerie. Ainsi, Frédéric II, qui attachait une grande importance à la vitesse du tir, avait fait alléger son matériel et créer des pièces de 6 et de 3, dont le pointage était facilité au moyen d'une vis. On était arrivé, avec ces pièces, à tirer 10 à 12 coups par minute ; mais, pour ne pas tomber dans une exa-

gération dangereuse, Frédéric s'en tint à une vitesse de 4 coups par minute[1].

Pour surpasser la vitesse de l'artillerie prussienne, la Saxe adopta, en 1766, des machines dites trébuchantes, permettant de tirer 14 à 16 coups par minute. En Danemark, on arriva même à 18 coups.

Mais une pareille rapidité ne pouvait être obtenue qu'au détriment du calibre, c'est-à-dire de la puissance, et l'on ne tarda pas à revenir aux gros calibres, avec une vitesse de 2 coups au plus à la minute. Cette vitesse est restée à peu près la même pendant plus d'un siècle, malgré les modifications apportées dans les systèmes d'artillerie. Ainsi, l'adoption des rayures fut plutôt une cause de ralentissement dans le tir, par suite de leur encrassement. De même, le chargement par la culasse ne modifia d'abord nullement la vitesse du tir, en raison de la complication du système de fermeture et de la délicatesse de l'obturateur. Après l'adoption de la poudre sans fumée et du frein à corde, on obtint, en 1873, une vitesse de 2 coups 1/2 par minute.

Ce n'est que vers 1896 que certaines puissances étrangères introduisirent dans leur matériel d'artillerie de campagne des modifications qui permirent de porter la vitesse du tir à 8 coups par minute.

Il semble donc que si, jusqu'à ces dernières années, on n'a pas cherché à accroître cette rapidité du tir, c'est parce que l'on considérait une vitesse plus grande comme d'ordre secondaire. Il faut remarquer, en effet, que le nombre d'hommes mis hors de combat par le feu de l'artillerie, même dans les guerres les plus récentes et les plus meurtrières, a été relativement faible, tandis que l'effet moral produit par ce feu était considérable à la suite de la chute d'un projectile isolé dans une agglomération d'hommes. Pourtant, si l'effet matériel du feu d'artillerie était peu important, cela pouvait tenir à ce qu'on ne lançait relativement qu'un petit nombre de projectiles.

Mais, d'autre part, il est vrai que le projectile lui-même avait une organisation intérieure si imparfaite que l'on ne pouvait obtenir des effets meurtriers avec l'obus en fonte, ne donnant

---

[1] Il avait même été question, bien auparavant, de « cartouches auxquelles le boulet était attaché d'avance ».

qu'un nombre d'éclats irréguliers et de faible portée, que s'il éclatait très près du but. Pour cela, il aurait fallu un réglage très précis, presque impossible à obtenir en campagne.

L'adoption de l'obus à mitraille, contenant un grand nombre de balles et d'éclats, avec une zone d'action étendue, constitue un progrès considérable. C'est grâce aux expériences de tir faites avec ces obus que l'on est arrivé à constater :

1° Que de deux artilleries adverses de même force, c'est celle qui aura réglé son tir la première qui fera éprouver à l'autre des pertes considérables ;

2° Que le tir sur but mobile peut souvent être très efficace et d'autant plus que le feu est plus rapide.

On pourrait même considérer comme fixes tous les buts, si l'on arrivait à tirer assez vite pour détruire l'ennemi mobile avant sa sortie de la zone d'action d'obus tirés avec une même hausse. Mais, dans tous les cas, la rapidité du tir acquerrait une importance considérable ; on cherche donc à la réaliser : 1° en améliorant les méthodes de tir et d'instruction, de manière à rendre le tir efficace le plus vite possible et à faire tirer les pièces avec la plus grande rapidité ; 2° en encourageant les efforts des inventeurs, en vue de créer des mécanismes permettant d'accélérer la vitesse du tir.

Après une période, en somme assez longue, d'études et d'expériences, on est arrivé à fixer les idées et à trouver la solution pratique du problème.

II. — Causes de la lenteur du tir.

Pour remédier à la lenteur du tir de l'ancienne artillerie, il fallait tout d'abord en déterminer les causes. Ce sont les suivantes :

1° Le recul de la pièce forçait à ramener, après chaque coup, la pièce en batterie et à la repointer, opérations qui, faites successivement, prenaient un temps assez long ;

2° Par suite de la séparation de la gargousse et du projectile, il fallait, pour charger la pièce, une série de mouvements peu expéditifs ;

3° La hausse devait être changée après chaque coup pendant le réglage, et le mode de pointage n'était guère rapide ;

4° Il fallait une pince à main pour déboucher l'évent de la fusée, ce qui relativement causait une perte de temps;

5° Le procédé de mise de feu, au moyen d'une étoupille et d'un tire-feu, était peu rapide;

6° Les caissons destinés à l'approvisionnement étaient placés à 15 mètres en arrière des pièces. L'opération était loin d'être expéditive.

III. — Moyens employés pour atténuer le recul.

La réduction du recul, car on ne peut arriver à le supprimer complètement, constitue le moyen le plus efficace pour augmenter la rapidité du tir, en y joignant le retour automatique de la pièce en batterie.

Les *sabots d'enrayage* et les *freins de roues*, surtout le frein Lemoine, d'abord employés, tout en constituant un progrès, étaient insuffisants.

On a songé ensuite à l'emploi de *bêches de crosse;* mais cette solution n'était pas pratique avec des affûts rigides, car elle rendait difficile le pointage en direction et soumettait le matériel à des percussions violentes qui ne tardaient pas le disloquer, sans d'ailleurs arrêter le recul suffisamment.

Les *bêches d'essieu* diminuent la fatigue des flasques et évitent l'enfouissement de la crosse; mais leur fonctionnement n'est pas sûr, et elles augmentent de 60 à 70 kilogrammes le poids de l'affût, sans compter d'autres inconvénients. On a donc dû y renoncer, ainsi qu'aux *bêches de tourillons*, qu'on a parfois employées.

Le meilleur dispositif de ce genre est la *bêche élastique à ressort*. Il en existe de plusieurs espèces. En principe, la bêche est articulée sur un axe fixé dans la crosse. La pression d'un ressort, qui agit dès le commencement du recul, repousse la bêche vers l'arrière, et celle-ci cède quand la résistance opposée par le sol a atteint une certaine valeur. Dans un autre dispositif, l'axe d'articulation de la bêche peut se déplacer dans une mortaise pratiquée dans la crosse, et le ressort n'agit qu'après ce déplacement. La bêche ne cède pas et agit comme une bêche fixe, mais la force emmagasinée dans le ressort est utilisée pour le retour en batterie.

L'usine Krupp a établi une bêche de crosse à ressort pouvant se rabattre sur la partie supérieure de la crosse, car il est souvent nécessaire de pouvoir relever la bêche.

Mais si les bêches n'ont pu à elles seules donner la solution, il y a lieu de remarquer qu'elles y contribuent, attendu qu'elles font partie, dans des conditions diverses, de tous les systèmes adoptés pour atténuer le recul. Le canon de campagne actuel de l'Allemagne ne comporte d'ailleurs, dans ce but, qu'un frein Lemoine et une bêche de crosse à rabattement.

Ainsi que nous l'avons indiqué dans une autre partie de cette étude, pour remédier aux inconvénients de la bêche, surtout dans le pointage en direction, on a proposé plusieurs solutions qui peuvent se ramener à deux types d'affûts à déformation : 1° le système à pivot; 2° le système à coulisse. Autrement dit, avec ce genre d'affût, la pièce recule sur l'affût, au lieu de reculer sur le sol;

Rappelons sommairement que tous les canons à recul sur l'affût comprennent :

1° Un grand affût rigide, portant l'essieu et une bêche de crosse le plus souvent à rabattement, qui permet de fixer cet affût au sol.

2° Un petit affût ou berceau, reposant sur le grand et portant une glissière, sur laquelle, à chaque coup, le canon coulisse parallèlement à son axe.

La principale différence entre les systèmes à pivot ou à coulisse, c'est que dans ce dernier, le grand affût n'étant pas invariablement relié à l'essieu, peut se mouvoir à droite ou à gauche le long de cet essieu qui, glissant dans la coulisse de l'affût, reste toujours perpendiculaire à la flèche, ce qui permet ainsi un certain déplacement angulaire. En outre, dans le système à pivot, le lien élastique est interposé entre le canon et le petit affût, tandis que, dans le système à coulisse, il est interposé entre le berceau et le grand affût.

Le *système à pivot,* qui est celui employé en France pour l'affût plate-forme du canon de 155 court et pour l'affût de 120 court de campagne (modèle 1890), présente notamment l'inconvénient, après un tir de quelque durée, de forcer à déplacer la crosse pour arriver à donner la direction voulue. En outre, le recul, en tendant à faire enfoncer davantage la roue qui se

trouve du côté de la culasse, dérange le pointage en direction et compromet la stabilité de la pièce.

Avec le *système à coulisse*, ces inconvénients disparaissent, bien qu'on n'ait pu arriver, en gardant une voie normale, à donner à la pièce un grand déplacement angulaire. C'est ce système, de beaucoup préférable au précédent, qui a été adopté pour notre matériel de 75.

On a pu ainsi atténuer sensiblement les inconvénients de la bêche, mais on n'a pas pu empêcher le dépointage des affûts à bêche qui, à cause de celle-ci, sautent. Pour remédier à cet inconvénient, on a songé à disposer, entre la pièce et la bêche, un lien ou frein élastique qui, tout en permettant un certain déplacement par rapport à la pièce, absorbe la force vive du recul, puis la ramène automatiquement dans sa position initiale.

Ce qu'on nomme un *lien élastique* n'est pas autre chose qu'un organe déformable, interposé entre la pièce et l'affût, ayant la propriété de tranformer les percussions violentes du tir en un effort d'une certaine durée et suffisamment atténué pour que la question de stabilité subsiste.

Les liens élastiques ont d'abord été employés pour limiter le recul des affûts de côte, de siège et place, que l'on peut sans inconvénient relier à un point fixe du sol. On avait alors recours au *frein hydraulique*.

Pour les pièces de campagne, on a employé le *frein hydropneumatique*, qui est un dérivé du frein hydraulique. En effet, celui-ci limite le recul, mais n'assure pas le retour automatique en batterie. Pour arriver à ce dernier résultat, on emploie aujourd'hui un organe dit *récupérateur*, qui, après avoir absorbé une partie de la force vive du recul, la restitue en ramenant la pièce en batterie. Comme récupérateur, on a employé l'air et les ressorts[1].

Pour le choix d'un récupérateur, faut-il préférer l'air comprimé ou le ressort métallique. La question est fort controversée

---

[1] Dans le canon russe à tir rapide, modèle 1900, le récupérateur est remplacé par un tampon de choc en caoutchouc. D'ailleurs, la Russie a exclu le récupérateur à rondelles de caoutchouc dans les essais complémentaires faits pour le choix d'un type définitif.

et n'a pu être tranchée par des expériences assez nombreuses et indiscutables.

L'emploi d'un *récupérateur pneumatique* présente l'avantage d'être plus léger et de n'être pas exposé à la rupture, comme les ressorts métalliques, car l'air a une limite élastique presque infinie. Toutefois les fuites de l'air sous pression, qu'on ne peut complètement supprimer, mais réduire à des proportions admissibles, peuvent rendre le fonctionnement du système irrégulier. On a reproché aussi à ce genre de récupérateur d'augmenter trop rapidement la tension de l'air à la fin du recul, ce qui compromettrait la stabilité de l'affût si l'on ne savait maintenir cette variation de tension de l'air dans les limites raisonnables.

Les *ressorts* présentent les inconvénients ci-après :

1° La tension initiale relativement élevée à laquelle ils sont soumis peut finir par altérer l'élasticité du métal ;

2° Par suite du travail inégal du métal dans tout le récupérateur, l'acier du ressort subit des torsions variables peu favorables à la conservation de son élasticité ;

3° Les ressorts métalliques tiennent trop de place dans le matériel de campagne. Cet encombrement pourrait être notablement réduit en interposant entre la masse reculante et le récupérateur une transmission hydraulique, comme il en existe dans l'affût-truc Schneider-Canet-Peigné.

L'emploi de l'un ou l'autre système dépend donc des circonstances et du but à atteindre. Ainsi il paraît préférable d'employer les récupérateurs à air pour les canons de campagne, en raison du moindre encombrement et de la réduction de poids de 40 kilogr. environ. Au contraire, pour un matériel de côte, il est tout indiqué d'avoir recours aux récupérateurs à ressort en général, sauf dans le cas spécial ou l'on voudrait récupérer une portion très considérable de la force vive du recul.

La plupart des puissances étrangères se sont prononcées pour le récupérateur à ressorts, parce qu'aucune usine étrangère n'est parvenue à établir un frein hydropneumatique capable de tenir l'air à une pression suffisante. On sait que, en Allemagne même, la question du frein et celle du récupérateur sont parmi celles dont les études relatives au nouveau canon à tir rapide cherchent une solution complètement satisfaisante.

Les freins hydrauliques à récupérateur portent le nom de

freins hydropneumatiques. En France, le premier frein de ce genre a été appliqué avec succès aux canons de 155 court sur affût-plate-forme et de 120 de campagne, modèle 1890. Nous en avons expliqué le principe.

Mais ce qui constitue le mérite du frein de notre canon de 75, c'est qu'il permet de supprimer tout recul et tout soulèvement de l'affût, en opposant par le lien, à chaque instant du recul, une résistance inférieure à l'effort de même direction et de sens contraire tendant à faire soulever l'affût ou déraper la bêche. Mais, pour des pièces bougeant peu ou point pendant le tir, comme c'est le cas de notre 75, il fallait une course de recul de 1m,20 pour donner à la résistance du lien le degré de faiblesse nécessaire. C'est le colonel Deport qui, le premier, a résolu la question des freins à longue course, sans compromettre les conditions d'équilibre. Son système a été complété par un perfectionnement dû au commandant Sainte-Claire-Deville, et le capitaine Ravon a simplifié les opérations qu'exigeait le perfectionnement du précédent. Le résultat obtenu en France est tel que la combinaison du *long recul* avec diverses autres dispositions pour faciliter le pointage ou autres a permis d'obtenir un canon de campagne réellement puissant et en même temps très rapide, dont l'affût et la ligne de mire restent rigoureusement immobiles dans le tir parallèle à l'horizon, et dont la vitesse de tir dépasse 20 coups par minute, même quand on fait varier l'angle de tir.

IV. — Moyens employés pour simplifier la charge.

Le temps que nécessitait le chargement du canon pouvait être réduit de deux manières, soit en simplifiant le mécanisme de fermeture, soit en réunissant la gargousse à l'obus, c'est-à-dire par l'emploi de la douille métallique. On a préféré avoir recours aux deux procédés à la fois, dans la mesure du possible.

Parmi les nombreux modèles de fermeture de culasse existants, le colonel Deport a adopté, pour notre canon de 75, le système de fermeture Nordenfeld, qui est d'une extrême simplicité, beaucoup plus simple que le système allemand à coin, même perfectionné.

On a reproché aux *douilles métalliques* de constituer un poids mort considérable, qu'on ne peut nier, mais qui est largement

compensé par la simplification du mécanisme de fermeture, puisque l'obturation est faite par la douille comme dans le fusil, sans compter la diminution du poids des coffres et la plus grande facilité du chargement. Quant à la détérioration de ces douilles dans les transports et à l'encombrement causé par les douilles vides autour des pièces dans un tir prolongé, de nombreuses expériences ont prouvé que ces inconvénients ne sont pas à craindre.

D'ailleurs, en perfectionnant la fabrication et en choisissant convenablement les poudres, on arriva à réduire sensiblement la longueur et le poids primitif des douilles métalliques. Les douilles en alliage d'aluminium ont procuré une diminution de poids de 2/3 environ.

Il est vrai que leur prix de revient est plus élevé et qu'elles ne peuvent servir un aussi grand nombre de fois. On a constaté aussi des brûlures du métal à la tranche antérieure et l'on a parfois des difficultés de chargement.

On a essayé aussi des douilles en celluloïd, mais cette matière, qui n'est pas assez résistante, influe en outre défavorablement sur la régularité de combustion de la poudre.

***

(A continuer.)

ÉTUDE DE TÉLÉMÉTRIE MILITAIRE

(A propos du nouveau Règlement de tir)

APPLICATIONS

DE LA

MÉTHODE STADIMÉTRIQUE

LE PROCÉDÉ DU GUIDON[1]

I. — Qu'est-ce qu'un procédé stadimétrique ?

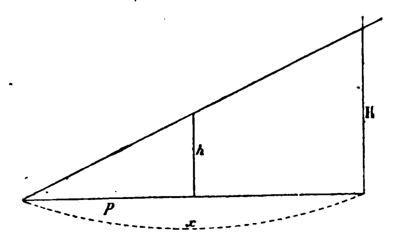
Dans le réticule d'une lunette servant de viseur à un instrument d'arpentage, on fixe deux fils parallèles et horizontaux. Un aide tient, à la distance que l'on veut mesurer, une mire placée verticalement et la tête en bas, car la lunette renverse les images des objets. Cette mire s'appelle ***stadia***, d'où le nom du procédé. Si on regarde dans l'oculaire de la lunette, après avoir exécuté la mise au point, on voit que les fils horizontaux interceptent entre eux un certain nombre de divisions de la mire, nombre d'autant plus grand que la mire est plus éloignée de la lunette.

J'appelle ***hauteur de l'étalon*** la distance comprise entre les deux fils ; car, dans nos procédés de télémétrie militaire, on

---

[1] Cette étude est le développement d'une communication faite par l'auteur, le 7 janvier 1905, à Messieurs les Officiers de la P. P. du 103[e] régiment d'infanterie.

remplace ces deux fils par les bords supérieur et inférieur d'un objet tenu en main à une certaine distance de l'œil de l'observateur.



Soit :

- H la hauteur interceptée sur la mire par l'étalon,
- h la hauteur de cet étalon ou distance entre les deux fils stadimétriques,
- p la distance de l'étalon à l'œil,
- x la distance cherchée et obtenue par ce procédé.

On a immédiatement la proportion :

$$\frac{p}{h} = \frac{x}{H},$$

d'où :

$$x = \frac{p}{h}. \qquad (1)$$

formule fondamentale de la stadimétrie.

Si je fais $\frac{p}{h}$ égal à un nombre simple, 50, 100, 200, 1,000, soit pour fixer les idées à 100, j'aurai :

$$x = 100\,H; \qquad (2)$$

100 est le nombre *générateur*.

En somme, on substitue à la mesure d'une longueur difficile à évaluer par suite de la perspective, la mesure d'une hauteur plus facile à apprécier.

Le principe fondamental repose donc sur l'invariabilité de la hauteur de l'étalon et sur la variabilité de la hauteur interceptée sur la mire ou sur l'objectif par l'étalon.

Quelle est l'approximation donnée par la méthode ?

La stadimétrie comporte, en topographie, deux opérations :

1° Mesure indirecte des longueurs par la formule (1) ;

2° Mesure des pentes.

Les résultats recueillis permettront ensuite à l'aide de calculs effectués au cabinet d'obtenir les vraies longueurs ou projections horizontales et les différences de niveau.

Pratiquement, il est bon de ne pas faire de visées dépassant notablement une distance de 200 mètres ; dans ces conditions, on mesure les longueurs avec une approximation de $\frac{1}{500^e}$ environ.

Causes d'erreurs. — Les erreurs proviennent, à priori, de trois causes :

1° la pente que l'on néglige de mesurer ;

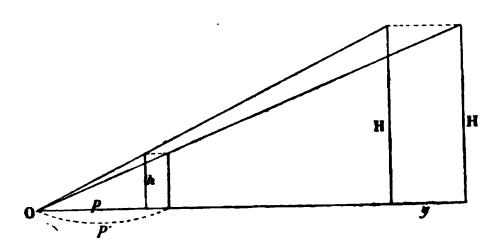
2° le rapport $\frac{p}{h}$ qui n'est pas fixe ;

3° la lecture sur la mire ou l'évaluation de la hauteur couverte par l'étalon sur l'objectif ;

4° les deux dernières causes d'erreurs réunies.

Nous ne nous occuperons pas spécialement de la première cause d'erreur et nous verrons plus loin pourquoi.

2e *cause d'erreur.* — Dire que le rapport $\frac{p}{h}$ n'est pas fixe, c'est dire que p ou h ne sont pas invariables. Or dans le pro-



cédé du général Percin, h est bien fixe puisque c'est une pile de quatre gros sous ; p ne l'est pas, lui, et c'est de là que viennent des

erreurs. Supposons que nous lisions sur la mire la même hauteur, que y soit ou non entaché d'erreur.

On a les proportions :

$$\frac{y}{h} = \frac{x - a}{H}$$

d'où :

$$yH = hx - ha.$$

$$\frac{y'}{h} = \frac{x}{H}$$

d'où :

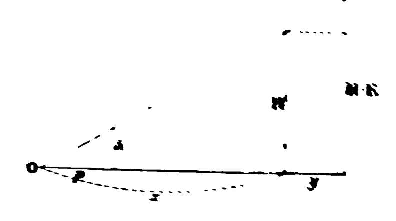
$$x = \frac{y'}{h} H ;$$

finalement :

$$yH = y'H - ha.$$

$$a = \frac{(y' - y) H}{h}.$$

3e *cause d'erreur*. — On lit sur la mire une hauteur *H* au lieu d'une hauteur *H* — E, E étant l'erreur :



On a les proportions :

$$\frac{p}{h} = \frac{x}{H} = \frac{x + y}{H + E} = \frac{y}{E}.$$

$$y = \frac{p}{h} E.$$

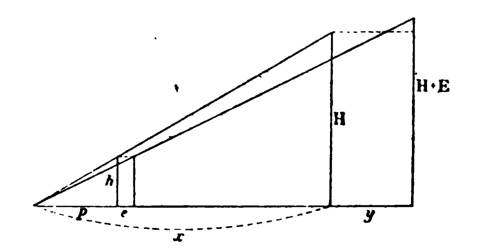
Si :

$$\frac{p}{h} = 100, \qquad y = 100\,E.$$

Conclusion : — Pour une erreur donnée E, il faut que $\frac{p}{h}$ soit aussi petit que possible. D'autre part, plus E a de char

d'être grande, plus il faut que $\frac{p}{h}$ soit petit. Donc, lorsqu'on opérera avec le procédé du général Percin sur des objectifs tels que des peupliers, objectifs sujets à de grandes erreurs d'évaluation, il faudra prendre un rapport $\frac{p}{h}$ aussi petit que possible, autrement dit augmenter h.

4e *erreur provenant des deux causes précédentes.* — Si l'on commet une première erreur e sur la distance de l'œil à l'étalon et une deuxième erreur E sur la hauteur couverte sur la mire par l'étalon, on commettra une erreur finale y sur la distance. Cette erreur est intéressante à évaluer par une formule qui nous permette de la discuter.



Les proportions nous donnent :

$$\frac{x+y}{H+E}=\frac{p+e}{h}. \qquad (2)$$

Remplaçons dans (2) la valeur trouvée pour x dans (1), on a :

$$y=p\frac{E}{h}+e\frac{H}{h}+\frac{eE}{h},$$

d'où :

$$y=100\,E+\frac{e\,(H+E)}{h}.$$

Mais il faut, pour que cette formule puisse servir, donner des signes aux erreurs ; si l'erreur E est négative et l'erreur e positive, on peut avoir une diminution finale de l'erreur ; car si e est très petit, $\frac{H}{h}$ est d'autant plus grand que la distance est plus grande ;

si les erreurs sont de même signe, l'erreur finale peut être très grande. Et on verra plus loin que cette erreur ne porte pas sur des centimètres, mais sur des cinquantaines de mètres.

II. — Que vaut le procédé du général Percin ?

Rappelons ce procédé, application du procédé stadimétrique que nous venons d'exposer. Son auteur prend quatre gros sous à l'effigie de Napoléon III ; l'épaisseur de leur pile est de 6mm,5, et, en les tenant à 65 centimètres de l'œil, distance supposée normale pour un homme de taille moyenne étendant le bras, on réalise ainsi le rapport 100 ; d'où la conséquence que la pile de sous couvrira :

1 mètre à 100 mètres,
2 mètres à 200 —
x — à $n \times 100$ mètres.

Ce n'est plus sur une mire ou stadia qu'on lit la hauteur couverte par l'étalon, c'est sur un objectif tel qu'une ferme, un mur, un poteau télégraphique dont on évalue auparavant la hauteur. On apprécie alors la hauteur couverte dans cet objectif par la pile de sous, et on multiplie cette hauteur par 100. Il ne s'agit pas de superposer par la pensée la pile de sous à elle-même, d'évaluer le nombre ou la fraction de fois qu'elle est contenue dans l'objectif et de faire ensuite une règle de trois. Cela est, en effet, faux pour plusieurs raisons : d'abord cette manière est théoriquement contraire au principe fondamental de la méthode exposé plus haut ; puis pratiquement nous ne commettons plus seulement deux erreurs de contact : une du contact inférieur avec le pied de l'objectif, une à la partie supérieure de la pile de sous, nous en commettons alors un nombre bien plus considérable.

D'ailleurs à la page 13 de sa brochure, le général Percin, nous dit dans un paragraphe qu'il intitule : facilité et rapidité d'exécution : « En somme, pour bien déterminer la distance d'un objectif, il suffit de bien le regarder, de le reconnaître, d'en évaluer une des dimensions, ou d'évaluer par comparaison celle d'un objectif auxiliaire convenablement choisi ; *puis de se figurer*

que cette dimension est graduée en mètres, au moyen de chiffres visibles de très loin. Si l'on pouvait diriger sur le zéro de la graduation un des côtés de l'unité d'angle, l'autre se dirigerait sur le chiffre qui indique la distance; celle-ci se lirait en quelque sorte sur l'objectif lui-même. »

Tout cela vient confirmer ce que j'ai dit plus haut de *l'invariabilité de l'étalon*, et c'est pour cela que j'ai insisté sur le principe de la méthode stadimétrique.

Ce procédé, à première vue, présente une simplicité absolument enfantine qui en permet l'usage à tous les soldats; bien plus, ce qui est une condition de son succès, il amuse et il fait réfléchir. Son prix de revient comparé à celui des télémètres en usage présente une facilité d'emploi inconnue jusqu'ici. La rapidité avec laquelle on arrive à s'en servir n'est pas négligeable non plus et permet de jeter cet étalon sur tous les objectifs aussi fugitifs qu'ils peuvent se présenter. Bref, *rapidité, économie, simplicité d'emploi,* tels sont les avantages que nul ne peut lui refuser.

A côté de cela, si l'on ne se laisse pas trop séduire par ces avantages un peu extérieurs et même un peu superficiels, on s'aperçoit que ce procédé présente des *inconvénients* extrêmement ennuyeux et des causes d'erreurs difficiles à évaluer en grandeur et en signe, par suite des variations subites et bizarres dans les distances trouvées.

D'abord nos quatre gros sous, à supposer que nous les ayons dans notre poche, supposition qui ne peut être un argument, doivent être à l'effigie de Napoléon III, premier inconvénient. D'autre part, il faut les tenir superposés non par la tranche, mais par le plat, deuxième difficulté augmentée par le froid et l'engourdissement des doigts qui s'en suit. Enfin il faut mettre en ligne de compte le tremblement de la main, tremblement naturel à beaucoup de personnes même bien portantes et qui augmente lorsque le bras est tendu et maintenu quelque temps dans cette position. Et le général Percin dit :

« *En fait les mouvements de la main contrarient cette lecture,* mais on le remplace par l'évaluation de la longueur couverte par la comparaison avec les dimensions connues de l'objectif. »

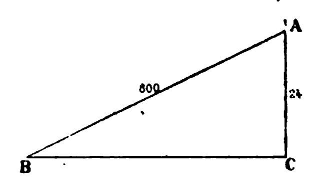
Avant d'examiner les causes d'erreurs, deux mots sur *l'approximation* à demander au procédé.

Aux grandes distances, une approximation de 50 à 100 mètres est nécessaire, une erreur de 100 mètres est un maximum qu'il ne faudrait pas dépasser.

Or on néglige, ce qui est une cause d'erreur, la *pente*.

Disons tout de suite que cette erreur est généralement insignifiante.

Par exemple, supposons une distance de 800 mètres et une pente de 3 p. 100.



Le triangle rectangle A B C nous donne :

$$\overline{BC}^2 = \overline{AB}^2 - \overline{AC}^2,$$
$$x^2 = \overline{800}^2 - \overline{24}^2,$$
$$x = 782 \text{ mètres.}$$

On voit que celà a peu d'importance ; il est vrai que la pente est faible et la distance moyenne. Mais ce calcul montre, résultat important, que *l'approximation ne peut être demandée qu'à 50 mètres au minimum* et qu'il ne s'agit pas là d'un procédé d'une certitude mathématique.

Revenons aux causes d'erreurs inhérentes au procédé des sous.

La première provient de ce qu'il faut tenir nos sous à une distance exacte de l'œil, à 65 centimètres, pour réaliser cet angle du centième indispensable à l'évaluation, même approchée, de la mesure à exécuter. En effet, il faut évidemment s'arranger pour avoir le moins d'erreurs accidentelles, par suite difficilement appréciables en grandeur et en signe, afin d'arriver à n'avoir plus que l'erreur finale inévitable que l'on commet sur la hauteur de l'objectif et que l'on peut, par l'éducation de la vue, le développement de la faculté de comparaison et au besoin une bonne lorgnette, réduire à son minimum.

Or si nous avons affaire à un objectif mobile se présentant par le flanc, comme l'est un cavalier au galop défilant devant nous,

nous n'obtiendrons pas immédiatement la superposition de la pile à la silhouette totale ou partielle du cavalier; il nous faudra fatalement le suivre dans sa course, pendant un temps si court qu'on le voudra, mais il le faudra; notre corps ne fera plus face au cavalier, et le bras inévitablement au lieu de décrire un arc de 65 centimètres de rayon, décrira un arc de spirale, de sorte qu'au bout d'un moment, lorsque la comparaison visuelle se fera, la distance de l'œil à la pile sera forcément inférieure à 65 centimètres.

D'autre part, le *fantassin* français est d'une taille inférieure à 1 m. 65, taille moyenne du *soldat* français, et ceci est absolument évident pour les bataillons de chasseurs à pied. La raison générale de cette infériorité est très simple, puisque l'on classe les hommes les plus grands dans les cuirassiers, les artilleurs et les dragons. D'ailleurs, sans entrer dans aucune discussion d'anatomie humaine, l'homme normalement constitué a, pour une taille de 1 m. 65, une distance de l'œil à la main, le bras étant allongé, bien inférieure à 65 centimètres. Prouvons-le par la photographie que le général Percin a mise à l'intérieur de sa brochure; je mesure la hauteur de ce fantassin, la distance de la pile à son œil, et je fais une règle de trois en supposant, à priori, que cette distance équivaut à 65 centimètres. Résultat : le fantassin a au moins 1 m. 70... ce que j'ai été vérifié moi-même au 104e, à la caserne de Latour-Maubourg.

Donc, gradé ou non, *notre fantassin est obligé de reporter la tête très en arrière*, ce qui le gênera dans la visée, et, en général, il tiendra sa pile à une distance inférieure à 65 centimètres de son œil.

Et même, considérons un fantassin dont la distance entre l'œil et la pile soit supérieure à 65 centimètres; il le sait : il devra donc plier soit le coude, soit le poignet, et il le pliera toujours trop, parce qu'on a une tendance à rapprocher de l'œil les objets que l'on fixe, et que chacun a l'habitude instinctive de se tenir plutôt en dessous qu'au-dessus d'une limite que l'on connaît, crainte précisément de la dépasser et même d'exagérer.

Finalement, la longueur de $0^m,65$ obtenue sans ficelle, subterfuge que renie d'ailleurs le général Percin, n'est pas toujours réalisée, tant s'en faut. Il en résulte une erreur que l'on peut calculer au moyen de la formule trouvée plus haut :

$$y = \frac{(p - p')H}{h}.$$

Exemple :

$$p = 65^{cm}, \quad p' = 62^{cm}, \quad H = 8^{m}, \quad h = 0,0065.$$

Appliquons la formule, on trouve une erreur de 36 mètres sur 800 mètres. C'est peu de chose, mais nous n'avons considéré qu'une faible erreur de 3 centimètres.

La troisième cause d'erreur provient d'une fausse estimation de la hauteur de l'objectif ou de la hauteur couverte dans l'objectif par l'étalon. Nous avons trouvé la formule :

$$y = 100\,E.$$

Exemple. — Si l'erreur est de 2 mètres sur une maison de 10 mètres de haut, nous nous trompons tout de suite de 200 mètres, *en plus ou en moins,* sur 1000 mètres. ce qui donne 800 ou 1200 mètres.

Conclusion. — Si l'on ne connaît pas exactement la hauteur, on a intérêt à prendre un angle plus grand ou $\frac{p}{h}$ égale à 25 ou 50, ce que nous avons déjà dit.

Bien plus, si nous supposons que les deux erreurs précédentes existent à la fois, nous ignorons si elles se compensent, si elles s'ajoutent ou si elles se retranchent. Nous savons peut-être qu'elles existent, mais nous ignorons et leur signe et leur grandeur. Car nous avons vu qu'en général on commet une erreur négative sur la distance de l'œil à l'étalon et, d'autre part, *on donne généralement aux objets une hauteur inférieure à leur hauteur réelle,* ce qui est une simple constatation, et donne une deuxième erreur négative.

Peut-être que se trouvant à côté d'un poteau ou d'un arbre, on évaluera exactement sa hauteur, parce qu'alors on comparera dans le même plan horizontal sa propre hauteur ou celle d'un camarade à la hauteur de l'objectif voisin. Mais les objets paraissent, ce qui semble une naïveté, d'autant plus petits qu'ils sont plus loin, et on n'a plus peut-être les mêmes repères précis. Les aurait-on même, sait-on s'ils sont situés dans le même plan vertical et au niveau de l'objectif.

Je suis persuadé, quant à moi, que l'on commet deux erreurs négatives qui s'ajoutent; l'erreur finale est alors considérable.

La formule générale trouvée dans ce cas est :

$$y = 100\,\mathrm{E} + \frac{e\,(\mathrm{H} + \mathrm{E})}{h}.$$

Exemple. — Un poteau télégraphique d'une hauteur évaluée à 5 mètres est couvert complètement par la pile de sous ; après vérification, ce qui est facile en comptant à la lorgnette le nombre des isolateurs, on trouve $6^{m},50$ (puisqu'il n'y a que deux modèles de ces poteaux en France). D'autre part, l'observateur est petit et n'a tenu ses sous qu'à 61 centimètres de l'œil. La distance trouvée est donc de 500 mètres. Quelle est la vraie distance?

$$\begin{aligned} \mathrm{E} &= 1^{m},50, \\ e &= 0^{m},04, \\ \mathrm{H} &= 5 \text{ mètres}, \\ h &= 0,0065, \end{aligned}$$

$$y = 100 \times 1,50 + \frac{0,04\,(6,50)}{0,0065} = 190 \text{ mètres}.$$

En résumé, la distance était de 700 mètres au lieu de 500; c'est donc une erreur de près du tiers.

Et même, mettons les choses au mieux, et supposons que les erreurs se soient retranchées, c'est une erreur de 100 mètres au moins que l'on commettait. Et c'est là, on l'avouera franchement, un fait parfaitement possible.

En tout cas, ce que je veux retenir de cet exemple, c'est ce fait indiscutable que l'on peut commettre deux grosses erreurs dont on n'est pas prévenu; bien plus, se douterait-on qu'elles existent, on ignore tout de ce qui peut constituer un degré de précision quelconque sur leur existence en signe et en grandeur.

Enfin, dans le cas d'objectifs très éloignés, et que ne couvre pas l'étalon, le général Percin ne prend plus qu'un ou deux sous, en multipliant par 4 ou 2 la distance ainsi obtenue, l'étalon étant quatre fois ou deux fois plus petit que la pile de quatre sous. Or la hauteur de l'étalon n'est plus que de $\frac{6,5}{4}$ ou $1^{m},625$

et de $\frac{6,5}{2} = 3^m,25$, c'est-à-dire quelque chose d'infime quand on regarde cela à bout de bras. On n'a plus aucune certitude sur la distance, quoi qu'en dise le général, par suite du tremblement de la main.

III. — Peut-on remplacer la pile de quatre gros sous par un objet plus militaire ?

C'est alors que je me suis posé le problème suivant : obtenir un télémètre plus militaire, encore moins coûteux et reposant sur l'emploi d'un objet facile à trouver dans le bagage du soldat.

Les conditions du problème étaient toujours :

1° Conserver, vu son emploi facile, l'angle du centième;

2° Trouver entre cet objet et l'œil une distance fixe et invariable pour tous les hommes, distance qui, divisée par la hauteur, invariable elle aussi, de l'objet choisi comme étalon, donnerait, de même qu'avec la pile de sous, le nombre 100 pour quotient ;

4° Obtenir une fixité plus grande lorsque le regard de l'observateur projetterait l'étalon trouvé sur l'objectif dont il voudrait connaître la distance à lui-même.

Or on connaît depuis longtemps les remarques suivantes :

Le grain d'orge du guidon du fusil cache :

A 500 mètres, le fantassin des pieds au sommet de la tête ;

A 400 mètres, le fantassin des pieds aux épaules ;

A 200 mètres, le fantassin des pieds à la ceinture.

J'ai eu l'idée de mesurer, non pas la hauteur du grain d'orge, mais celle du *guidon*, embase et grain d'orge ensemble. *Cette hauteur mesurée par le milieu est égale à* 11 *millimètres. La distance théorique de l'œil du tireur au guidon du fusil dans la position réglementaire est de* $1^m,10$. Quelques mesures faites sur les meilleurs tireurs de ma compagnie, quelle que fût leur taille, me montrèrent la réalisation pratique de cette longueur de $1^m,10$, en même temps que sa constance presque absolue. Et même cette longueur ne serait-elle pas tout à fait réalisée, il est facile de marquer sur le fusil un *trait de repère* à l'encre indiquant à quelle distance exacte du guidon doit être placé l'œil.

L'œil ne s'y placera pas tout à fait, mais une erreur de 1 ou 2 centimètres sur $1^m,10$ est insignifiante, alors que tout à l'heure nous étions en présence d'erreurs de 5 à 6 centimètres sur $0^m,65$. Ce trait aurait l'avantage d'habituer le soldat à tirer dans la position réglementaire, puisque la distance de $1^m,10$ sert dans le calcul des hausses théoriques. Enfin, un observateur peut, au moyen de ce repère, se rendre compte sur les soldats si l'erreur commise dans la distance de l'étalon à l'œil est positive ou négative.

L'angle du centième est réalisé, et le guidon remplace la pile de quatre gros sous.

On peut aussi mesurer avec le guidon la distance qui sépare l'observateur d'objectifs vus en largeur. En effet, le rapport entre la distance du guidon à l'œil et la largeur supérieure de l'embase est très voisin de 150 (exactement 147).

Quels sont les avantages du procédé. — Tous ceux que je voulais obtenir par ce procédé sont obtenus :

1) Angle du centième;

2) Fixité aussi grande que possible de l'étalon, avec la réalisation possible d'une immobilité parfaite au moyen d'un appui ;

3) Objet militaire courant, prix de revient nul.

De plus, théoriquement, en supposant une même erreur sur la distance de l'œil à l'étalon dans le procédé des sous et dans celui du guidon, l'erreur sur la distance que l'on trouve est près du double dans le premier cas de ce qu'elle est dans le second.

Enfin, mon guidon décrira toujours un arc de cercle, quel que soit l'objectif mobile qui se déplace devant le canon de mon fusil.

Bien plus, *le soldat peut évaluer sa distance et tirer au moment voulu. Le gradé qui se trouve être le chef d'un petit groupe dans la marche d'approche peut donc, s'il a conservé son sang-froid, non seulement diriger les fusils de ses camarades, mais encore leur donner une hausse à peu près exacte.*

En somme, il ne reste plus qu'une erreur, c'est l'erreur due à l'ignorance où l'on est de la hauteur exacte de l'objectif. Nous verrons plus loin comment on peut la réduire à son minimum.

Quels sont maintenant les inconvénients ? — Le premier con-

siste en ce que l'étalon n'est pas fractionnable comme la pile de sous. C'est là un inconvénient que l'on pourrait diminuer en partageant en quatre par des traits au minium la hauteur de l'embase. Le deuxième provient de ce que la tranche de l'embase étant, par suite de l'insertion du guidon sur le canon, plus haute de $0^{mm},8$ que la partie médiane de cette embase, on commet une erreur en visant par la ligne brisée formée par la tranche de l'embase et le guidon.

Il est cependant facile, comme je m'en suis convaincu par des expériences faites dans ma compagnie, de viser par la hauteur verticale médiane du guidon. Cependant si l'on tient à viser par la tranche de l'embase et le grain d'orge, il suffira de faire une correction au résultat final *en en retranchant 7 p. 100. On connaît donc là encore la grandeur et le signe de l'erreur commise.*

Exemple. — Un poteau télégraphique de $6^m,50$ est couvert par toute la tranche verticale du guidon. Quelle est la distance exacte?

C'est $6^m,50 \times 100 = 650$ mètres, moins $6^m,50 \times 7$, soit 600 mètres environ.

De même pour les *objectifs vus en largeur.*

Exemple. — Une colonne de cavalerie se présente par quatre devant nous. L'embase la couvre entièrement. Quelle est la distance qui nous sépare de cette colonne.

Une colonne de cavalerie par quatre occupe un front de 4 mètres.

La distance cherchée est donc de 4 mètres $\times$ 150 = 600 mètres, moins l'erreur qui est de 6 mètres $\times$ 3 = 18 mètres; *elle est donc absolument insignifiante.*

IV. — Quelques remarques sur les objectifs qu'il convient de choisir dans ces procédés.

Le général Percin indique que, dans les reconnaissances, on peut avoir à évaluer les distances courtes; rien n'empêche de le faire aussi dans la défensive, avec les deux procédés, plutôt que de mesurer les distances au pas; à ce moment, on peut se servir du guidon et des sous, puisque l'on dispose d'un certain temps : deux procédés valent mieux alors qu'un seul, même excellent.

Mais le tir sera le cas le plus général et le plus fréquent dans

lequel on pourra avoir à faire une évaluation approchée des distances.

En particulier, le chef d'un petit poste doit songer à repérer les distances qui le séparent de différents points, d'où il croit que l'ennemi pourra peut-être déboucher. Des arbres semblables à ceux qu'il a près de lui, des poteaux télégraphiques, les sentinelles qu'il a postées et qu'il fait se découvrir pendant un temps très bref pour courir à des emplacements en avant, serviront à cette opération.

Remarquons qu'avec la balle D de la guerre prochaine, on ne prendra qu'une seule hausse jusqu'à 600 mètres. Aussi devient-il inutile pour le soldat d'évaluer des distances telles que 250 ou 400 mètres. Au delà de 600 mètres, l'observation télémétrique d'êtres animés, surtout doués d'une vitesse de déplacement assez grande, me semble parfaitement impossible, et le général Percin, indique dans ce cas l'emploi d'objectifs auxiliaires, le mur que longe un fantassin ou un cavalier, la ferme où entre un homme. *Or, ceci n'est à la portée ni du soldat, ni du gradé, car il faut la lorgnette de l'officier.*

Aussi suis-je d'avis de ne jamais se servir que d'*objets inanimés* qui, somme toute, sont nombreux et facilement repérables en pleine campagne.

Au delà de 800 mètres, le prisme télémètre n'offre qu'un champ très faible, et le temps nécessaire pour opérer, si vite que l'on aille, croît plus que proportionnellement avec l'augmentation de la distance. De plus on y voit mal les objets, surtout par le brouillard.

D'autre part, en supposant l'angle du centième parfaitement réalisé, nous avons vu que les erreurs commises dans l'évaluation des distances par les procédés stadimétriques, dépendent essentiellement de l'erreur commise dans l'évaluation de la hauteur couverte par l'étalon. On sera, faute de lorgnette, obligé de se servir d'objets inanimés, qui seront, par suite, d'une assez grande hauteur, *d'autant plus qu'on a toujours intérêt à ce que l'objectif dépasse l'étalon.*

Mais, en se servant d'objectifs inanimés, *l'erreur relative sur la distance* ou quotient de l'erreur sur la distance par cette distance, erreur que l'on peut appeler encore *erreur au mètre,* sera alors plus grande que dans le cas d'êtres animés.

Exemple. — Nous nous servons d'un seul sou : il couvre un cavalier de taille évaluée à $2^m,50$: la distance est donc de $2^m,50 \times 4 = 1000$ mètres.

Or, nous nous sommes trompés ; en réalité le cavalier n'a que $2^m,40$ (hussard). Nous commettons donc une erreur de $0^m,10 \times 400 = 40$ mètres, ou une erreur relative de $1/25^e$: soit 4 p. 100.

Au lieu de cela, la pile de sous couvre une maison d'une hauteur évaluée à 10 mètres. Elle est donc à 1000 mètres, elle aussi. Mais la maison n'a que 9 mètres de haut ; l'erreur est donc de 100 mètres, l'erreur relative de $1/10^e$ ou 10 p. 100.

Cela, quoique presque évident, méritait d'être signalé. On remarquera que nous avons pris, comme erreurs de hauteur, des erreurs très vraisemblables relativement à la nature des objectifs.

Conclusion.

Il faut choisir des objectifs inanimés dont la reconnaissance est à la fois la plus facile et la moins sujette à erreur. D'où le tableau suivant :

OBJECTIF.	HAUTEUR.	ERREUR ABSOLUE maxima.	ERREUR sur LA DISTANCE.	ERREUR RELATIVE.
		mètres.	mètres.	pour cent.
Maison à la campagne (1 étage)..	7 à 8 mètres	1,00	100 sur 700 à 800	12
Pommiers........	Aux environs de 5 mètres	1,50	150 sur 500	30
Peupliers..........	15 à 25 mètres	5,00	500 sur 1500 ou 2,500	20 à 30
Mur.............	$2^m,20$ à $3^m,00$	0,50	50 sur 220 ou 300	17 à 22
Meule de paille....	Aux environs de 8 mètres	1,50	150 sur 800	18
Poteaux télégraphiques...........	$5^m,00$ ou $6^m,50$	1,50	150 sur 500 ou 650	20 à 30

Les deux objectifs les plus commodes sont les plus faciles à observer, donc ce sont ceux qui ont la plus grande hauteur et qui donnent lieu, d'après le tableau précédent, aux erreurs minima. Ce sont :

1° *Les poteaux télégraphiques.* — Ou bien on est sur la route le long de laquelle est le poteau visé, et la hauteur est bien déterminée : il suffit de compter les fils ; ou bien on est loin de cette route : on vise alors à la lorgnette le poteau ; au nombre d'isolateurs en porcelaine, on juge du nombre de fils.

Dans l'incertitude, on choisit la moyenne des deux hauteurs, soit $5^m,9$;

2° *Les maisons et surtout les fermes.*— A la vue, et mieux à la lorgnette, on peut évaluer *exactement* la hauteur en se rappelant que les fermes d'un étage ont :

7 mètres, si cet étage est mansardé ;

8 mètres, s'il y a un grenier.

La porte a $1^m,90$; un étage en plus a $2^m,50$ ou 3 mètres.

Pour les grandes distances, *l'emploi de la lorgnette* est non seulement utile, mais encore indispensable, si l'on ne veut pas s'exposer à des erreurs par trop grossières.

Marcel Raux,
Garde général stagiaire des Eaux et Forêts.

LE RÔLE

ET LA

CONDITION DU SOUS-OFFICIER

NÉCESSAIRE

DANS LE SERVICE DE DEUX ANS[1]

« Quand une nation n'a pas de *cadres*, il lui est bien difficile d'organiser une armée. »
(NAPOLÉON, *Commentaires*, t. VI.)

CHAPITRE II.

LE ROLE ET LA CONDITION DU SOUS-OFFICIER EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE. — ORGANISATION ITALIENNE.

(*Suite*).

L'Organisation allemande en regard de la nôtre.

Historique. — C'est la Prusse qui a offert à l'Europe le premier modèle d'armée nationale; elle était donc qualifiée pour lui dicter aussi la meilleure solution à la question des sous-officiers, qui en découle immédiatement.

L'armée prussienne, placée en face de ce problème depuis 1806, a pu, dans une première expérience de guerre, puis dans la longue période de paix qui a suivi 1815, organiser avec *méthode*, et sur des *principes exacts*, ses cadres subalternes.

[1] Voir les livraisons d'août et de septembre 1905.

Cette organisation a fait ses preuves en même temps que les autres institutions de guerre de la Prusse, et il faut lui faire une place lorsqu'on analyse les éléments de ses succès en 1866 et 1870. Nous lisons, en effet, dans l'ouvrage de M. le commandant Rousset : « L'armée prussienne possédait un corps de sous-« officiers de carrière qui en constituait la véritable force. Ils se « recrutaient dans des écoles *ad hoc*, où ils puisaient une éduca-« tion militaire qu'ils venaient ensuite répandre dans les régi-« ments où ils devenaient, pour les officiers, de précieux auxi-« liaires. Cette position, entourée d'un bien-être et d'une con-« sidération inconnus dans les autres armées, leur fournissait « une carrière enviée et honorable où ils pouvaient, par la part « qui leur revenait dans le commandement, exercer et déve-« lopper leurs qualités militaires. L'armée prussienne en était « fière et les considérait à juste titre comme un des éléments de « ses succès futurs[1]. »

La force du corps des sous-officiers allemands venait moins des particularités de son recrutement — il n'y avait encore que trois écoles spéciales en 1870 — que du rôle et de la condition qui lui étaient faits dans l'armée. Une *loi du 14 juin* 1875, sur l'état des sous-officiers, consacre les principes de cette organisation. Le meilleur éloge qu'on en puisse faire, c'est qu'elle est restée immuable dans la mise en application progressive du service réduit pour le contingent.

Depuis dix ans, l'Allemagne vient de faire, dans les troupes à pied, et à titre d'essai, une étude expérimentale du service de deux ans. L'étude de l'organisation allemande, et des résultats qu'elle a donnés dans ces dernières années, présente donc une réelle utilité.

Recrutement des sous-officiers. — La fonction de sous-officier s'exerce en Allemagne dans une *carrière* bien définie. Les jeunes gens qui s'y destinent peuvent y arriver soit par la troupe, soit par les écoles de sous-officiers.

I. *Sous-officiers sortant du rang.* — Les recrues (appelés à

---

[1] *Histoire de la Guerre de* 1870, t. I, p. 85.

20 ans) ou les engagés (admis à partir de 17 ans) qui manifestent l'intention de rengager ou qui paraissent posséder des aptitudes aux fonctions d'instructeur sont, au printemps de chaque année, désignés par leur commandant d'unité pour recevoir une instruction spéciale.

Chaque unité recrutera ainsi une partie de ses cadres dans ses propres ressources.

L'instruction spéciale des aspirants sous-officiers comprend deux parties distinctes : l'instruction générale et l'instruction militaire pratique.

L'*instruction générale* est donnée dans chaque bataillon par un lieutenant en premier, chargé d'enseigner les connaissances élémentaires indispensables à tout sous-officier pour remplir convenablement ses fonctions (calcul, géographie, histoire, etc.). Ce cours forme le premier degré de l'*école régimentaire* qui fonctionne dans tous les corps de troupe allemands. Le deuxième degré est réservé facultativement aux gradés qui n'ont pas encore six ans de services et qui paraissent aptes à remplir les emplois particuliers aux sous-officiers.

L'*instruction militaire* pratique est donnée dans les compagnies et dirigée de manière que, lors de sa nomination, le sous-officier possède à fond un programme déterminé de connaissances professionnelles.

La tâche la plus importante incombe donc au capitaine ; il y est intéressé par ce fait que les gradés sont toujours choisis dans l'unité à laquelle ils appartiennent.

Aussi la sélection s'opère-t-elle rigoureusement ; les meilleurs candidats sont, après une année en général, nommés « gefreite ».

Le *gefreite* est souvent assimilé à tort à notre soldat de première classe : il a avec lui des analogies de détail (solde spéciale.....), mais il s'en distingue par un trait caractéristique, et qu'il faut retenir, car il est le point de départ de la hiérarchie allemande : le gefreite est, presque toujours, un *stagiaire du premier grade*. Il est chef de chambrée et instructeur ; il peut, éventuellement, remplacer le sous-officier absent dans toutes ses fonctions. La condition du gefreite est caractérisée par cette attente du grade de sous-officier qui lui sera conféré généralement au bout d'un an. Cette nomination est faite par le chef de corps, sur la proposition du capitaine et après que le gefreite a

signé un rengagement de quatre ans. On devine combien les qualités du jeune gradé sont stimulées par cette épreuve, pour le plus grand bien du service.

A ce seul trait, on peut voir que le gefreite, bien que n'ayant pas de place dans la hiérarchie allemande, est cependant supérieur à notre caporal non rengagé de la loi de 1889. Mais la *catégorie des soldats engagés ou rengagés* (trois à cinq ans) créée par la loi de deux ans, et qui sera la pépinière de nos gradés de carrière, nous donnera des élèves-caporaux ayant de dix-huit mois à deux ans de services, et qui, en attendant leur premier grade, seront dans une condition absolument analogue à celle du gefreite allemand qui sort du rang. Nous devrons, logiquement, les investir d'une autorité, et cette autorité, à la source de la hiérarchie, nous sera précieuse à tous les points de vue. Elle sera notamment le point de départ du relèvement reconnu nécessaire dans les attributions des différents grades subalternes.

Par son origine, ce sous-officier issu du rang est donc assez analogue au nôtre : il faut bien, en effet, *tirer parti des ressources du contingent* et des vocations qui s'y révèlent. Mais ces vocations sont toutes controlées avec soin, puis définitivement fixées à l'armée par le *rengagement préalable de quatre ans*. La méthode allemande se révèle donc, dès le début autrement réaliste et féconde que la nôtre.

Et, cependant, cette source de recrutement n'a pas paru suffisante : dans les limites où le budget l'a permis, l'organisation allemande, — violant d'ailleurs, en cela, son principe d'unité de doctrine par l'unité d'enseignement, — a du faire appel au recrutement par les écoles.

II. *Sous-officiers sortant des écoles.* — L'institution des écoles de sous-officiers date de près d'un siècle (la première fut créée à Postdam en 1824). Elles étaient destinées, en principe, « à com- « bler les vides que des motifs quelconques amènent toujours « dans certains corps, comme le montre l'expérience, et à as- « surer au recrutement des emplois élèves de sous-officiers, « sergent-major, aspirant-payeur, etc. [1]..... »

---

[1] Exposé des motifs du Mémoire de création à l'École de Neuf-Brisach.

Les premières écoles de sous-officiers ont donné de si heureux résultats que leur accroissement a été continu, depuis 1867 surtout. Il a actuellement sept écoles en Prusse : Postdam (1824), Juliers (1860), Bieberich (1867), Weissenfels (1869), Ettlingen (école badoise, 1871), Marienwerder (1879), Treptow (1901) ; une en Saxe : Marienberg (1875); une en Wurtemberg, et une en Bavière (Fürstenfeldbrück, 1894). Ces *dix* écoles recrutent le tiers des sous-officiers allemands. Elles dépendent toutes directement d'une « Inspection des écoles d'infanterie » créée en 1872.

Elles reçoivent, d'une part, après examen d'admission (lecture, écriture et calcul, aptitude physique), des jeunes gens de 17 à 20 ans qui s'engagent à servir quatre années dans l'armée active après leur sortie de l'école; d'autre part, les élèves provenant des écoles préparatoires de sous-officiers[1].

La *durée* des cours dans les écoles de sous-officiers est de deux ans pour ceux-ci, et de trois ans pour les jeunes gens admis directement à la suite d'un concours. Le nombre des élèves dans chaque école est de 500 à 520 répartis dans quatre compagnies.

De quelque source qu'ils proviennent, les élèves des écoles de sous-officiers appartiennent au personnel combattant; ils touchent une solde, sont justiciables du Code militaire et prêtent serment au drapeau. Ils portent la tenue de l'infanterie.

L'*instruction militaire* comprend une étude approfondie de toutes les connaissances théoriques et pratiques que doit posséder un sous-officier; mais on réserve au commandant de la compagnie dans laquelle sera versé le jeune homme à sa sortie de l'école le soin de lui apprendre ses devoirs en tant que gradé.

---

[1] Ces *écoles préparatoires* (unteroffizier vorschulen) reçoivent les enfants âgés de 15 à 17 ans et les instruisent pendant deux ans. Ces jeunes gens s'engagent à entrer ensuite dans une école de sous-officiers et à servir dans l'armée active, au delà du temps légal, le double du temps compté par mois, qu'ils auront passé à l'école préparatoire. Ce mode de recrutement des écoles de sous-officiers a donné de meilleurs résultats que le recrutement direct. Aussi leur chiffre s'est-il accrû rapidement. La première école a été créé en 1877 à Weilburg ; il y en a actuellement dix pouvant contenir chacune 250 élèves. Ces enfants alimentent, en principe, les écoles prussiennes de Postdam, Juliers, Weissenfels — après avoir satisfait à un examen d'aptitude ; c'est la première sélection.

L'instruction générale est donnée de manière à permettre à l'élève d'arriver plus tard aux situations les plus avantageuses que peut procurer la carrière de sous-officier (sergent-major payeur, secrétaire d'intendance, emplois dans les magasins de subsistances, dans les hôpitaux militaires, dans l'administration de garnison, dans la vie civile, et, en plus, pour les sous-officiers d'artillerie, les emplois d'officiers d'arsenaux et d'officiers artificiers). Les cours d'histoire, de géographie et de dessin topographique sont faits par des officiers ; les autres cours sont faits par des professeurs civils.

Le fait d'avoir suivi les cours *ne donne aucun droit* à la nomination au grade de sous-officier ; en fait, depuis 1880, une proportion moyenne de 8 p. 100 des élèves sont renvoyés à leur famille ; en ce cas, le temps passé à l'école ne vient pas en déduction du temps de service exigé par la loi.

Les élèves à qui on reconnaît les qualités nécessaires sont versés dans les corps de troupe soit comme *gefreiten*, soit comme simples *fusiliers ;* les plus méritants peuvent être proposés, avant de quitter l'école, pour le grade de sous-officier surnuméraire. La *nomination* de tous ces jeunes gens au grade de sous-officier est faite par les corps d'après les vacances, et au plus tard dans un délai d'un an après leur sortie de l'école.

Les jeunes gens sortant des écoles de sous-officiers doivent en première ligne être affectés à l'infanterie ; mais on s'efforce de tenir compte, dans la mesure du possible, des demandes d'affectation formulées par les élèves.

L'autorité militaire se fait renseigner sur la situation particulière de chaque ancien élève, grâce à un rapport détaillé établi annuellement par les corps. Ce n'est pas là une précaution inutile, car le passage de l'école des sous-officiers, — « véritable couvent militaire », — à la vie plus libre du régiment constitue un écueil, où sombre parfois le caractère de ces jeunes gens.

Ces dispositions nouvelles, qui ont été ajoutées depuis trente ans à la loi de 1875, accusent d'une façon continue, et à la mesure des crédits alloués, la tendance à accroître le recrutement par les écoles.

Celles-ci, c'est l'opinion unanime, fournissent à l'armée allemande les meilleurs gradés au point de vue professionnel et

pour les emplois spéciaux ; mais on leur reproche, dans les premières années de leur service, de manquer d'expérience de la vie. Ils sont, en effet, nommés, en moyenne, avant leur vingtième année.

Ce mode de recrutement a un inconvénient plus grave, c'est qu'il pèse très lourd au budget de la guerre. Il y a, même dans cette question, des sacrifices plus pressants à désirer. Aussi la pensée d'organiser, en France, des écoles de sous-officiers pour fournir, comme en Allemagne, *un appoint et une élite* de gradés subalternes, a-t-elle été repoussée par les commissions de l'armée dans l'élaboration de la loi de deux ans. Elle avait donné lieu pourtant à une étude approfondie dont on peut retrouver les bases dans l'exposé des motifs[1] rédigé par M. le sénateur Rolland, en 1898, à l'appui de la première proposition de loi de deux ans.

Ce projet s'inspire d'ailleurs d'une étude qui a déjà paru sur cette question dans un ouvrage bien connu : *L'Armée française en 1879* (attribué au général Trochu)[2].

Le projet Rolland prévoyait la création d'une école de sous-officiers dans chaque division territoriale composée de trois ou quatre corps d'armée. Les conditions d'admission, les programmes d'enseignement, etc.,.... sont calqués sur l'organisation allemande. Nos écoles d'enfants de troupe auraient le rôle des « unteroffizier-vorschulen » dans cette organisation.

Mais on a reculé devant les dépenses considérables qu'entraînerait la création de cet organisme nouveau. D'ailleurs, les résultats obtenus par nos *écoles d'enfants de troupe* (leur suppression pure et simple est à l'étude) montrent que la méthode des écoles spéciales convient mal à notre tempérament « plus guerrier que militaire ». « *Quand aux sous-officiers*, disait « déjà M. Thiers au cours de la discussion de la loi de 1872 à « l'Assemblée nationale, *est-ce que vous croyez qu'on puisse en* « *former à l'école ? Avoir des sous-officiers venant des écoles est* « *une idée parfaitement chimérique*[3] ».

Il ne saurait être chimérique, cependant, même en France, de

---

[1] *Archives parlementaires*, n° 331.
[2] Pages 153 et suiv.
[3] Séance du 9 juin 1872.

désirer l'unité de dressage professionnel et aussi le perfectionnement de la valeur technique de nos meilleurs gradés. Et, puisqu'il est question de supprimer les écoles d'enfants de troupe, on pourrait créer à leur place, ne fût-ce qu'à titre d'essai, des *écoles d'application* où nos candidats à la carrière de sous-officiers seraient réunis, après leur premier rengagement, pour compléter la formation qu'ils ont reçue dans la compagnie. Cette expérience d'une méthode très désirable en théorie, serait ainsi réalisée à peu de frais.

Il convient en effet de remarquer que notre armée est la seule, en Europe qui n'ait pas adopté, à l'image de l'Allemagne, la méthode des écoles pour la formation d'une partie de ses gradés.

La *Russie* elle-même, malgré la durée plus longue du service actif, n'a pu alimenter exclusivement les cadres subalternes de son armée avec les sous-officiers fournis par le contingent. La loi du 29 juillet *1890* prévoit la création de *bataillons-écoles* destinés à préparer des gradés plus instruits. Ces bataillons sont constitués, en principe, dans chaque circonscription militaire. Chacun d'eux doit recevoir, après examen, 500 élèves, soit engagés volontaires, soit venus des corps de troupe et répartis en quatre compagnies. La durée de l'instruction est de deux ans. A leur sortie, les élèves nommés *gefreiten* signent un engagement de quatre ans et sont envoyés dans les corps de troupe en ayant droit aux premières vacances de sous-officiers. Les rengagements ultérieurs sont limités à un an[1].

La mise en application progressive de cette loi, subordonnée au vote des crédits nécessaires, est loin d'être terminée.

La carrière de sous-officier en Allemagne. — La grande force de l'organisation allemande, c'est qu'elle porte à son fronton ces deux principes, que nous n'avons pas su encore appliquer résolument :

1° *Il n'y a que des sous-officiers de carrière ;*

2° *Le sous-officier ne peut jamais devenir officier,* du moins en temps de paix.

C'est pour cela qu'il y a une carrière de sous-officier en Alle-

---

[1] Cf. *Revue militaire de l'Étranger,* 1er octobre 1890.

[illegible]

La carrière du sous-officier [illegible] commence par [illegible] et se poursuit par des rengagements successifs [illegible]

Les différents grades de cette carrière forment [illegible] bien distinctes, au point de vue des insignes, des allocations et des prérogatives :

1re *catégorie*. — Sous-officiers dits : *mit portepee* (avec dragonne), c'est-à-dire portant le sabre et la dragonne d'officier en argent, qui comprennent :

1° *Feldwebel*, sergent-major (ou *wachtmeister*, maréchal des logis chef) ;

2° *Vizefeldwebel*, sergent-major en second, grade qui n'a pas d'équivalent absolu dans notre armée.

2e *catégorie*. — Sous-officiers dits : *ohne portepee* (sans dragonne), ayant le même armement que la troupe, qui forment deux grades d'instructeurs hiérarchisés d'après l'ancienneté :

1° *Sergeant*, sergent ;

2° *Unteroffizier*, sous-officier.

Au bas, ou plus exactement à la source de cette hiérarchie, le *gefreite*, dont nous avons caractérisé l'importance. On ne p

comprendre davantage dans cette hiérarchie le *porte-epee-fähnrich,* qui fait son stage d'officier comme le *gefreite* fait son stage de sous-officier. Le *fähnrich* compte cependant parmi les gradés jusqu'à sa nomination.

Attributions des gradés. — Le *feldwebel* est l'homme de confiance du capitaine. Il est le chef des sous-officiers instructeurs aussi bien que des hommes. Il est chargé de toutes les écritures; il assiste à tous les rassemblements. Il est, dans le langage du troupier, « la mère de la compagnie », une mère à la sollicitude un peu rude !

Le *vizefeldwebel* est le moniteur général d'instruction militaire, de tir et de gymnastique dans la compagnie, sous la direction des lieutenants. Il a lui-même pour auxiliaires immédiats, mais subordonnés à lui, les sous-officiers instructeurs (*sergeanten* et *unteroffiziere*). Son emploi, créé seulement en 1873, l'assimile donc à notre adjudant.

Les *sergeanten* sont au nombre de quatre ou cinq, et les *unteroffiziere* de huit ou neuf dans la compagnie; mais le capitaine désigne parmi eux les emplois de garde-magasin (*kammer unteroffizier*) et de caporal d'ordinaire (*fourier unteroffizier*). Ces deux gradés sont exclusivement chargés : le premier, de tout ce qui concerne l'habillement et l'équipement, et, en manœuvres, de la surveillance des voitures; le second, de tout ce qui concerne le casernement (éclairage, chauffage, literie), et les vivres. Ils touchent l'un et l'autre une indemnité mensuelle de 3 fr. 75.

Les autres sous-officiers sont chefs d'escouade (*abteilungs-unteroffiziere*) ; il y a six *abtheilungen* par compagnie, composées chacune de 20 hommes en moyenne. Les gradés affectés à l'*instruction* des recrues (*rekruten-unteroffiziere*) sont *dispensés de tout autre service* (semaine, service de place). Ils sont choisis avec soin et ont pour auxiliaires des *gefreiten* également dressés pour ce rôle spécial. L'instruction des recrues est aussi dirigée par un officier spécialement désigné (généralement le plus jeune, dès qu'il a acquis l'expérience nécessaire).

Ces détails montrent que la hiérarchie des cadres et des emplois s'inspire, en Allemagne, des deux moyens qui s'imposent à toute industrie moderne : la division du travail et la suppression du travail passif.

Or, l'instruction des troupes, qui est le travail utile du temps de paix, est menacée par tout le poids mort des services accessoires. C'est une grande supériorité, dans la condition actuelle des armées, de conserver la claire vision du but et d'y appliquer le plus de forces possible.

Les rapprochements que nous pouvons faire, au moins à ce seul point de vue des cadres subalternes, ne nous sont pas favorables.

On est frappé surtout de l'importance grandissante attribuée dans notre armée au groupe des sous-officiers *comptables*. La paix armée relègue peu à peu au second plan la préparation à la guerre; en même temps, la centralisation administrative du temps de paix a multiplié ses exigences, de sorte que la comptabilité est devenue l'égale de l'instruction, dont elle ne devrait être qu'une annexe.

Ainsi elle absorbe trois gradés (sergent-major, sergent-fourrier, caporal adjoint) dans une compagnie d'infanterie, sans compter qu'elle nécessite des auxiliaires (comme le garde-magasin, pour ne pas parler des irréguliers). Or le cadre habituel d'une compagnie pour l'instruction est de quatre sergents.

Le manque de proportion est moins grand en Allemagne : le *feldwebel* seul est comptable, et encore avons-nous pu voir qu'il a la direction active du service intérieur dans la compagnie.

Le personnel combattant comprend un *vice-feldwebel*, quatre ou cinq *sergeants* et sept ou huit *unteroffizieren*.

Pour soutenir la comparaison il faut assimiler notre caporal à l'*unteroffizier* allemand : qu'on juge, par ce que nous savons de l'un et de l'un et de l'autre, si ce parallésime peut être accepté de bonne foi !

La conclusion, une fois de plus, c'est qu'il faut simplifier et décentraliser notre comptabilité. Nous formerons plus vite de bons sergents-majors, et les commandants de compagnie, moins inquiets de ce côté, pourront mettre toute leur sollicitude à créer des instructeurs et à préparer pour la guerre des chefs de demi-section.

Le gradé intéressant, « l'oiseau rare », c'est, en effet, *le sergent*. Il faut donc chercher avant tout des sous-officiers de troupe, et, si des considérations budgétaires imposent un ordre d'ur-

gence dans les sacrifices à faire, c'est à ceux-ci que doivent aller d'abord les ressources de l'Etat.

En Russie, cette préoccupation a inspiré la loi du 21 juillet 1890 : elle divise les sous-officiers *rengagés en trois catégories, d'après l'importance de leurs services aux yeux de l'armée :*

1° Sergents-majors et sous-officiers *de section* des corps de troupe;

2° Sous-officiers ayant un emploi spécial de *comptables;*

3° Sous-officiers servant dans les *états-majors,* directions et établissements.

C'est de la première catégorie surtout que le Règlement de 1890 s'est préoccupé et c'est à eux que sont attribuées les nouvelles dépenses engagées.

L'*avancement* qui se faisait uniquement à l'ancienneté, a été modifié par un ordre de Cabinet du 19 octobre 1899, dont voici les principales prescriptions :

1° Les *unteroffiziere* sont choisis parmi les *gefreite* dans les conditions que nous avons indiquées;

2° Les nominations au grade de *sergeant* et de *vizefeldwebel* se font *à l'ancienneté,* par régiment dans la cavalerie, *par compagnie* ou batterie dans les autres armes. Si le sous-officier appelé à être promu par son ancienneté ne possède pas les qualités requises (confiance entière de ses chefs dans le service et hors du service, preuves d'aptitude militaire), on doit nommer le sous-officier qui le suit immédiatement;

3° Les nominations au grade de *feldwebel* se font uniquement au choix.

Toutes ces nominations sont faites par le chef de corps. Le chef de corps peut prononcer des mutations pour égaliser l'avancement dans les différentes compagnies.

Les sergents-majors de la garde sont nommés par l'empereur, les sergents-majors des districts de landwehr par les généraux de brigade.

On remarque qu'il n'est nullement question de minimum de temps de service pour passer d'un grade à l'autre. En fait, il faut en moyenne de cinq à six ans de service pour passer sergent, sept à neuf pour passer *vizefeldwebel.*

Enfin un certain nombre de *vizefeldwebel* peuvent être nommés dans les différentes unités, en plus du nombre réglementaire, pour y faire le *service d'officier* (*offizier-stellvertreter*). Ils touchent la solde de leur grade sur les économies résultant des deux tiers de vacances qui peuvent exister dans le grade de lieutenant[1].

C'est un nouveau moyen d'élever la condition morale du sous-officier et de rendre plus rapide l'accès aux derniers grades subalternes, et, par l'effet de la même disposition, l'avancement des lieutenants au grade de capitaine se trouve aussi accéléré. La *question de l'avancement* cause en effet en Allemagne, et dans toute la hiérarchie, un malaise aussi grave qu'en France; mais il a fallu s'en préoccuper, parce qu'il se traduisait par une véritable crise dans le recrutement des officiers (*offiziermangel*).

Le rendement de l'organisation allemande. — Telles sont les principales dispositions qui ont trait au recrutement, à la formation et à l'utilisation des gradés subalternes en Allemagne.

Si nous voulons juger cette organisation sur son rendement, il suffira de dire que le dernier budget de la guerre discuté en ce moment par le Reichstag prévoit un chiffre de près de 83,000 *sous-officiers*. On sait que nous n'avons que 41,000 *sous-officiers*. Sans doute, nous pouvons arriver à soutenir le parallélisme numérique en ajoutant à ce chiffre nos 44,000 caporaux ou brigadiers. Mais c'est l'égalité de valeur des cadres plus que celle du nombre qu'il faut rechercher, et les chiffres ont ici une éloquence plus attristante. La loi de deux ans ne nous donnera que 30,000 sous-officiers et 22,000 caporaux rengagés, soit en tout 52,000 sous-officiers de carrière dans une armée d'un demi-million d'hommes en temps de paix. Cette disproportion pourrait être grave surtout en temps de guerre, car les deux classes de l'armée active ne sont que le quart de notre armée de pre-

---

[1] Cf. *Revue militaire des Armées étrangères*, décembre 1903 : Le budget de 1903 prévoit la nomination à 1579 emplois de *vizefeldwebel* à attribuer d'après cette règle dans les corps de l'armée prussienne (2,000 dans toute l'armée allemande). De même un certain nombre de sous-officiers (3 par bataillon d'infanterie en 1903) peuvent être *caractérisés* pour le grade supérieur à celui dont ils sont titulaires, mais sans augmentation de solde.

mière ligne, que le huitième de notre armée nationale. « De quel « pied magique frapperons-nous le sol national pour faire « surgir cette force d'encadrement qui nous manque ? » s'écrie M. Jules Roche, à qui nous empruntons ces chiffres.

Il nous reste à savoir par quels moyens l'Allemagne a pu réaliser cet élément de supériorité, c'est-à-dire à étudier quelle est la condition matérielle et morale de ces 83,000 sous-officiers de carrière.

La condition matérielle du sous-officier allemand. — Au moment de son premier rengagement, qui est, nous le savons, imposé avant sa nomination, le sous-officier touche une prime de 125 francs, qui est uniforme pour tous les rengagés ! A douze ans de service, il a droit, en principe, en même temps qu'à un emploi civil, à une prime de 1250 francs qui lui sert en quelque sorte de premier fonds d'établissement et dont la concession ferme tout droit à un plus long séjour au service en qualité de commissionné. Ce sont là les seuls avantages pécuniaires en dehors de la *solde* unique établie *pour tous* les sous-officiers. Cette solde est la même pour chaque grade quelle que soit l'ancienneté, elle varie de 382 fr. 50 (*unteroffizier*) à 900 francs (*feldwebel*) par an. Elle est payée avec celle des hommes de troupe les 1er, 11 et 21 de chaque mois.

Au delà de douze ans de services, le sous-officier ne peut rester qu'en qualité de commissionné ; ce n'est que six ans après, et *en renonçant à la prime* de 1250 francs, qu'il a droit à une pension de retraite dont le maximum (630 francs) est atteint à trente-six ans de services, dont l'augmentation annuelle n'est que de 22 fr. 50 et qui ne se cumule pas au delà d'une certaine somme (1200 à 1500 francs, suivant le grade) avec un traitement civil.

Sur la division des rengagés en deux catégories. — Au total, les Allemands ont un budget de rengagement qui n'excède pas de beaucoup le nôtre (6 millions) pour un rendement qui est sensiblement le double. Cette constatation doit nous faire réfléchir. Elle permet de présumer, en effet, qu'il serait possible de faire dans l'intérêt de l'armée une meilleure répartition des ressources mises à sa disposition pour les sous-officiers de carrière.

M. le sénateur Gotteron a fait le calcul qu'un sous-officier,

dans notre régime actuel, coûte 7,000 francs s'il fait cinq ans de services, soit 1400 francs par an, et 34,000 francs s'il arrive à 36 ans à la retraite proportionnelle, soit une dépense annuelle de 2,700 à 2,800 francs. Partant de ces données, se basant sur le principe que nous avons plutôt besoin de jeunes sergents que d'adjudants vieillissant au service, M. le sénateur Gotteron a proposé au Sénat, dans la séance du 13 janvier dernier, l'*amendement* suivant : « Dans les troupes métropolitaines, la totalité « des sous-officiers de chaque corps de troupe pourra être ren- « gagée dans les proportions suivantes : Le tiers pour une « durée de quinze années et les deux autres tiers pour une « durée totale ou partielle de cinq années. »

On voit que cette proposition tendrait à *créer deux catégories* de sous-officiers rengagés comme en Allemagne. La catégorie supérieure, recrutée par élimination, après cinq ans de services, aurait seule droit à la solde spéciale et à la retraite. L'accès à cette catégorie serait un stimulant précieux pour les sous-officiers de la deuxième catégorie, qui constitueraient un personnel instructeur bien homogène, composé de sergents et de caporaux *jeunes, mais tous rengagés pour de courtes périodes.*

L'amendement a été repoussé par le Sénat, soucieux de sauvegarder le principe de l'accession aux grades subalternes des soldats du contingent pendant leur service légal. Nous savons que l'application de ce principe, aux yeux de l'armée, soulève au contraire une grave appréhension. Trouverons-nous des gradés pour ces 10,000 emplois de sergents, pour ces 20,000 emplois de caporaux que la loi réserve jalousement à nos soldats de deux ans ?

Aussi peut-on prévoir que la mise en œuvre de ce nouveau service changera peut-être les idées sur ce point ; il se pourrait qu'alors la disposition proposée par M. le sénateur Gotteron apparut comme une précaution nécessaire.

Remarquons, d'ailleurs, que la distinction de deux catégories de rengagés existe déjà dans la loi de deux ans ; mais la pensée originale et forte consisterait à faire de la catégorie plus jeune un corps homogène d'instructeurs, et de l'autre une élite à qui serait réservée les grades les plus élevés de la hiérarchie des sous-officiers.

Les jeunes gradés non admis à la première classe, ayant servi

de trois à cinq ans, formeraient d'excellents gradés pour nos *réserves*. Voilà pour l'intérêt de l'armée. Celui de l'État n'est pas moins sauvegardé par cette conception, puisqu'elle a pour effet de diminuer le nombre des sous-officiers admis à la retraite proportionnelle et à un emploi civil. Ces derniers auraient dès lors la certitude de leur avenir civil. Nous trouvons donc ici un terrain de conciliation entre l'armée, l'État et le rengagé. N'est-ce pas à quoi tend la question des sous-officiers ?

L'expérience acquise sous la loi de 1889 montre qu'il fallait, en effet, se préoccuper de *diminuer la clientèle de l État* pour les emplois civils. Nous étudierons l'organisation italienne, pour montrer que l'imprévoyance en cette question peut conduire à une véritable faillite des dispositions législatives les mieux étudiées. Et nous verrons que la nouvelle loi italienne sur l'état des sous-officiers, du 1er juillet 1902, s'inspire précisément du même principe que l'amendement Gotteron. Ce précédent méritait d'attirer notre attention.

Les autres éléments de la condition matérielle. — Il faut convenir d'ailleurs que, pour mettre en application cette méthode, il faudrait d'abord être assuré de pouvoir recruter la totalité de nos cadres en rengagés, avec la perspective, pour les deux tiers d'entre eux, d'une demi-carrière limitée à cinq ans, et sans lendemain assuré. Il faudrait rechercher ce résultat en augmentant tous les attraits de la condition du sous-officier qui ne sont pas limités par le budget.

L'exemple de l'Allemagne nous montre qu'il y a des progrès réalisables, hors des avantages purement spéculatifs. Sans doute, tous les moyens ne peuvent pas être adaptés au milieu de notre armée ; voici, cependant, dans l'organisation allemande, quelques éléments de la condition du sous-officier qui seraient applicables chez nous.

La *tenue* des sous-officiers est toujours très belle, bien que confectionnée avec des draps de troupe.

Tous les sous-officiers ont, en principe, des *logements* distincts de ceux des hommes ; ceux d'entre eux qui remplissent les fonctions de chefs d'escouade couchent dans les chambres d'hommes, mais y occupent un emplacement isolé au moyen de cloisons ou de rideaux.

Les *sous-officiers mariés* occupent généralement dans l'intérieur de la caserne des pavillons isolés où de petits logements très convenables sont mis à leur disposition. (Le sergent-major a droit à deux pièces et une cuisine.)

Remarquons que cette disposition est dictée principalement par l'intérêt de l'armée ; elle est le correctif nécessaire du dommage qui résulte, pour le service, du mariage des sous-officiers. L'*adjudant* marié et logé hors de la caserne ne peut pas remplir dans de bonnes conditions sa fonction du temps de paix : la direction générale du service intérieur et la surveillance qu'il doit exercer sur tous les autres sous-officiers. A ce dernier point de vue surtout, c'est un vice grave si son autorité ne s'exerce qu'à des heures déterminées et prévues. Aussi l'appelait-on « *un lieutenant qui couche au quartier* », définition à laquelle les Allemands sont restés plus attachés que nous.

Bien qu'on mette des restrictions au mariage des sous-officiers, les frais d'instruction de leurs enfants leur sont payés de 5 à 14 ans révolus ; les sous-officiers ont droit à un homme de corvée pour nettoyer leurs effets ; leur couchage diffère de celui des hommes.

Ils forment un *ordinaire* à part ; ils perçoivent habituellement les denrées en nature au taux d'une fois et demie celui des hommes de troupe. Ils prennent leurs repas par bataillon dans un « casino » qui leur est propre.

Voici ce que disait déjà, en 1892, le lieutenant-colonel Vogt sur les *casinos de sous-officiers*[1] : « Établis sur le modèle des « casinos d'officiers, les casinos de sous-officiers comportent « par bataillon trois pièces : salle à manger, salle de lecture et « salle de jeux. Ces chambres sont simplement mais convenablement meublées. Le linge de table et la vaisselle, aussi bien « que les menus des repas, correspondent exactement à la tenue « d'une bonne maison bourgeoise. La salle de lecture est abondamment pourvue de journaux et de revues dévouées au souverain et à la patrie. Le casino est le domaine, le foyer des « sous-officiers. Ils l'administrent eux-mêmes sous la direction « du chef de bataillon ou d'un capitaine. Là ils peuvent, sans

[1] *Das Buch vom deutschen Heere.*

« contrainte dans la cordialité de leurs réunions, se reposer des « exigences du service et jouir des charmes d'une bonne *cama-« raderie* qui a le double avantage de former les caractères et « d'éloigner les gradés de fréquentations indignes de leur rang. »

Nous retrouvons l'esprit et presque les termes de cette citation dans la circulaire adressée le 21 février dernier par notre ministre de la guerre prescrivant d'encourager la création, dans les corps de troupes, de mess et de cercles de sous-officiers qui offrent à ces gradés, outre les avantages de la table commune, des lieux de distraction, de lecture et d'étude.

Espérons que cette circulaire ne restera pas lettre morte. On a fait beaucoup plus pour le soldat, depuis quelques années, dans cet ordre d'idées, que pour le sous-officier. Et, cependant, c'est surtout à lui qu'il faut procurer, dans la caserne, un milieu confortable et sain, l'arrachant aux multiples tentations du dehors, et propice au développement des sentiments de *camaraderie*. Il faut s'en préoccuper d'autant plus que, par suite du mélange aux gradés de carrière du quart fourni par le contingent de deux ans, notre corps de sous-officiers sera plus éloigné de posséder la force de solidarité qu'on réclame de lui.

Avantages moraux. — Nous savons qu'il y a encore d'autres éléments de la condition morale du sous-officier. Quelques remarques suffiront à montrer que, sous ce rapport aussi, l'organisation allemande mérite d'être étudiée et imitée.

On y trouve, notamment, le souci d'augmenter la dignité et, par conséquent, l'attrait des différents grades par l'autorité, l'initiative et aussi les loisirs qui y sont attachés.

C'est dans cette préoccupation qu'ont été définies les attributions de chaque grade, d'après le *principe des spécialités* qui fixe à chacun sa tâche. Nous avons quelque répugnance à appliquer ce principe ; il faut dire aussi qu'un élément nous fait défaut, c'est le nombre des gradés vraiment dignes de cette autonomie, c'est-à-dire de la responsabilité correspondante. On peut, dans l'armée allemande, faire alterner les unteroffiziere et les sergeanten, leur répartir les différents emplois de l'instruction et du service intérieur, parce que les gradés placés à ces deux premiers échelons sont à près égaux comme valeur technique, séparés seulement par une différence d'ancienneté. Pouvons-nous

en dire autant de notre caporal et de notre sergent, ou même, dans chacun de ces grades, du rengagé ou du non rengagé ?

Dans tout cela, nous retrouvons la pensée maîtresse de l'organisation allemande, c'est que tout doit y être *conçu dans un esprit de guerre* qui exige que les sous-officiers conservent leur personnalité et s'habituent à la responsabilité. Le même esprit exige qu'ils pratiquent uniquement l'autorité morale, et c'est pour cela qu'ils n'ont pas le droit de punir. S'ils jugent qu'un de leurs inférieurs mérite une punition, ils en rendent compte au capitaine, qui prononce, ce qui, rappelons en passant, est d'une pratique courante dans nos équipages de la flotte[1].

C'est de même par l'autorité morale que s'exercera sur eux l'autorité de leurs supérieurs ; ainsi, la *réprimande simple* (einfacher Verweiss), infligée en présence d'un supérieur, *formelle* (förmlicher Verweiss), en présence des gradés de la compagnie, et *sévère* (strenger Verweiss), qui est mise à l'ordre, précèdent toujours les répressions matérielles.

Celles-ci sont les mêmes que pour les officiers. Elles se bornent aux *arrêts simples* (gelinder Arrest = consigne) jusqu'à quatre semaines pour les sous-officiers mit portepee ; les autres sont aussi passibles des *arrêts moyens* (mittler Arrest = salle de police) jusqu'à trois semaines.

Il est vrai d'ajouter que la préoccupation du renouvellement annuel de son rengagement rend le sous-officier particulièrement sensible aux réprimandes disciplinaires.

Les sous-officiers « mit portepee » ne sont astreints à aucun appel le soir ; les autres jouissent de la permission permanente d'une heure après l'appel.

Nous pourrions poursuivre dans tous les détails cette comparaison entre la condition morale de notre sous-officier et celle du sous-officier allemand. Elle accuse de plus en plus que nous pouvons faire beaucoup sans dépenses nouvelles pour augmenter la considération qui s'attache aux grades subalternes.

Le soldat allemand s'adresse au sous-officier dans la même forme qu'à l'officier : « Herr..... » Le *salut* aux grades, à l'extérieur, est exigé avec un rigorisme tel qu'il a inspiré une plaisan-

---

[1] Cette recstriction du droit de punir s'applique, on le sait, même au lieutenant, dans l'armée allemande.

terie populaire : « Que fait le sous-officier, quand il sort de la « caserne ? » demande-t-on. Et l'on répond : « Il rend le salut ! »

En France, c'est à la confiance et aux égards de l'officier que le gradé sera surtout sensible. Nous avons, sous ce rapport, des traditions qui nous dispensent de chercher des exemples ailleurs que chez nous. « Dans l'armée de l'ancien régime, dit le général « Trochu, jamais les officiers ne s'adressaient à un bas-officier « (sous-officier) sans l'appeler « monsieur ». Cette règle, ajoute- « t-il, accoutumait l'officier à la considération, le soldat au respect « du bas-officier, et le bas-officier lui-même au sentiment de la « dignité de son état[1]. »

Cette *courtoisie* de son chef dans les rapports quotidiens sera la meilleure façon de dicter au sous-officier la même attitude à l'égard de ses subordonnés.

Empruntons, pour *conclure* cet examen d'ensemble de la condition du sous-officier allemand, le jugement de deux officiers de notre état-major qui sont des observateurs éclairés de l'armée allemande, MM. le commandant Martin et le capitaine Pont : « Si l'armée allemande possède un cadre solide de sous- « officiers, c'est plutôt par l'attrait d'une situation sûre et honorée « que par les offres multiples d'avantages pécuniaires qu'elle l'a « obtenu et qu'elle le conserve...... Il faut attribuer à l'esprit « militaire de la nation allemande, au prestige du grade, le cou- « rant régulier de rengagements qui a permis, jusqu'à présent, « de maintenir au complet le corps des sous-officiers. Respecté « par la population, jouissant d'une autorité réelle et ayant à « l'exercer, le sous-officier allemand peut, s'il sait éviter les en- « traînements, jouir d'une existence presque toujours supérieure « à celle d'où il sort. L'esprit de devoir qui est inné chez lui « le fait apprécier non seulement dans le service, mais encore « dans l'emploi qu'il a obtenu après avoir quitté l'armée. Il « continue à y faire preuve des qualités qui le caractérisent, « l'ordre et l'exactitude[2]. »

L. Romieu,
Lieutenant au 122e rég. d'infanterie.

(*A continuer.*)

---

[1] *L'Armée française en* 1879, p. 329.
[2] *L'Armée allemande,* édit. de 1903.



PRÉPARATION

DU

GROUPE AU COMBAT[1]

INSTRUCTION DES CADRES

(Loi de deux ans).

Généralités sur l'Emploi et la Conduite du feu de la section d'infanterie au combat. — Les Cadres. — Leur Instruction dans la compagnie.

CHAPITRE III.

RECRUTEMENT DES CADRES, CONDITIONS DE LEUR PRÉPARATION A LEUR MISSION AU COMBAT.

Il ressort des développements précédents que l'emploi et la conduite du feu jouent un rôle très important dans le combat de la section.

Les feux employés judicieusement et habilement conduits déciment l'adversaire, énervent sa ligne de feu, l'empêchent d'ajuster son tir.

Ils sont exécutés dans les moments les plus critiques; ils

---

[1] Voir la livraison de septembre 1905.

nécessitent des tireurs d'une très grande valeur individuelle, en qui les chefs aient confiance.

La responsabilité du chef est réelle, il doit acquérir des qualités remarquables pour remplir utilement sa tâche.

Les officiers, chargés du choix et de la préparation des cadres, ont le devoir de connaître les aptitudes physiques, intellectuelles, morales, des soldats qui leur arrivent chaque année.

Ils doivent savoir quel est leur état d'esprit général dans la vie sociale.

Leur confiance, leur foi dans la mission d'instructeur, d'éducateur, seront d'autant plus grandes qu'ils croiront davantage à l'utilité de leurs efforts.

Au combat leur action sera plus nette, plus vigoureuse, s'ils peuvent compter sur les hommes qu'ils auront formés.

Ils n'auront pas l'appréhension que l'évolution de l'esprit et des idées françaises rendent le soldat français inapte à former un soldat, un gradé, instruits, disciplinés, ayant un vif sentiment du devoir.

L'officier doit connaître l'état social de son pays, le caractère français, les conditions de préparation des cadres.

A ces conditions seulement, il trouvera le moyen, la méthode la meilleure pour former ses plus utiles auxiliaires.

1° *État social.* — En France, le vingtième siècle a offert le spectacle d'une évolution complète de la société. A la suite d'un développement constant de l'individualité, de la personnalité humaine, la démocratie a réalisé ses aspirations.

Par ses progrès incessants elle s'est débarrassée du doute, elle a pris conscience de sa valeur, de sa force. Elle pénètre aujourd'hui les classes dirigeantes, les absorbe et gouverne la vie politique et sociale.

Ce fait n'est pas nouveau dans l'histoire. Ainsi en Grèce la plèbe conquiert le droit de cité, renverse les barrières que lui opposaient la tradition, entre dans la cité et y est maîtresse.

En France, la nation gouverne la nation. Le pays adopte pour sa défense le principe de la nation armée : « Tout citoyen, sans distinction de fortune, d'instruction, d'éducation est soldat. ».

D'après la loi militaire : « Tout citoyen valide fait deux ans de service actif. »

La démocratie doit logiquement préparer la guerre. C'est pour elle une condition d'existence.

En présence des États où domine l'élément militaire, elle a besoin d'une armée solide. Pour cette raison elle affirme : « Le premier devoir de chaque Français est de savoir qu'il se doit à la défense de son pays. »

Son premier devoir est un devoir de patriotisme. Et ce devoir est facile à remplir pour lui.

Les théories bruyantes de fraternité universelle ont peu de prises sur l'esprit français. On peut appliquer à la France ce que Fustel de Coulanges dit de la patrie chez les anciens :

« Tout ce que l'homme pouvait avoir de plus cher se confondait avec la patrie. En elle il trouvait son bien, sa sécurité, son droit. En la perdant il perdait tout. Il était presque impossible que l'intérêt privé fût en désaccord avec l'intérêt public. » Platon dit : « C'est la patrie qui nous enfante, qui nous nourrit, qui nous élève. » Et Sophocle : « C'est la patrie qui nous conserve... Il faut l'aimer glorieuse ou obscure, prospère ou malheureuse ; l'aimer dans ses bienfaits, l'aimer encore dans ses rigueurs.... Il faut surtout savoir mourir pour elle.... La punition ordinaire des grands crimes était l'exil »

Si la nation veut éviter les horreurs de la guerre, il y a des hontes, des humiliations, des capitulations qu'elle n'acceptera pas.

Le Français a gardé toutes les qualités héréditaires de sa race.

Il est guerrier d'instinct. Il est indépendant, intelligent, a l'esprit d'initiative et est opposé à l'action passive.

Enthousiaste, adroit, audacieux, naturellement brave, il a toutes les qualités individuelles du tirailleur.

Entraîné par l'amour-propre, par la force de l'exemple, son élan est irrésistible. Mais le Français est mobile, nerveux, impressionnable, accessible à la panique.

Il veut combattre et répugne à la discipline, à la répression.

Chez lui l'esprit militaire décroît avec la disparition des armées de métier et au fur et à mesure que s'atténue dans la nation la séparation entre l'élément civil et l'élément militaire.

Le devoir militaire est pour le Français une obligation morale, un devoir de conscience. Il combat pour sa patrie, il le sait, il en voit la nécessité. Ainsi, il est facilement accessible au sentiment du devoir. Il est capable dès lors d'héroïsme, de l'accep-

tation froide de la mort dans l'intérêt de la collectivité. Il le faut, il le doit, il veut vivre sans doute, mais il se sacrifiera.

La bravoure calme du devoir est infiniment plus tenace, plus durable que l'enthousiasme qui l'entraîne au combat.

Avec les progrès de l'instruction, de l'esprit critique, le Français juge instantanément et souvent malgré lui les actes de ses chefs. Il apprécie par habitude de raisonner. Cette tournure d'esprit ne nuit que rarement à la discipline, dont il a un sentiment profond.

Mais la confiance dans le chef naît de ce jugement, de cette opinion formée lentement et qui se manifeste dans certaines circonstances. C'est un fait indéniable, dont il y a lieu de prendre acte.

On remarquera en même temps que le soldat se solidarise facilement avec ses camarades et ses chefs. Il a bon esprit en général. Il ne demande qu'à être conduit; il suit aveuglément le gradé qui sait utiliser ses qualités.

Très sensible à l'intérêt qu'on lui porte, il aime qu'on lui tienne compte de ses efforts, de sa bonne volonté, qu'on ne méprise pas de parti pris ses tendances, qu'on les utilise au contraire sans réprimer brutalement ses fautes.

Enfin dans les moments les plus pénibles de la vie militaire, lorsque la troupe est soumise à une grande fatigue, une attention, un mot affectueux du chef, lui conquièrent le cœur de ses soldats.

C'est une vérité connue de tous : à savoir que le soldat français est éminemment capable d'attachement, de dévouement et d'abnégation. Ensemble de qualités brillantes et de défauts aussi, qui font de lui un soldat admirable entre tous, s'il est conduit par un chef réfléchi, observateur, qui sait employer jusqu'à ses défauts et gagner son affection, son estime et sa confiance.

La discipline ne posera pas en principe : qu'on doit faire combattre le soldat français malgré lui.

Acceptée volontairement en général, elle ne sera pas imposée, elle ne sévira que contre les défaillants et les lâches.

La discipline volontaire resserrera ainsi plus fortement les liens d'obéissance au chef (liens indiscutables, consacrés par le Règlement, acceptés par tous), les liens de solidarité ; surtout, au moment où les combattants agiront dispersés, sous le feu ennemi, sans contrôle possible.

La discipline volontaire n'est pas un mythe.

Le colonel N..., écrit dans son ouvrage : *La Bataille de Cunaxa*, à propos de la discipline des Grecs de l'armée de Cyrus :

« Les simples soldats se considéraient tous comme de grands personnages exigeant d'être traités avec les plus grands égards par leurs chefs directs, admettant difficilement la moindre observation de la part des autres. Ils comprenaient la nécessité de la discipline, de la cohésion, de la solidarité...

Ils savaient que l'action individuelle amène le succès de l'action collective.

« ... Les chefs donnaient l'exemple en justifiant le droit de commander par la supériorité de leur courage. »

Ce furent ces Grecs qui assurèrent la victoire aux troupes de Cyrus, défirent la formidable armée d'Artaxercès et, sans perdre un seul de leurs hommes, tuèrent 30,000 Perses.

2° *Recrutement des cadres*. — Il était nécessaire d'insister sur le caractère général du soldat français, car ses qualités bonnes ou mauvaises s'appliquent au gradé. De plus, le gradé sera persuadé de la simplicité des moyens qui lui attireront la confiance de ses hommes, s'il a un mérite réel, s'il connaît parfaitement son métier.

C'est dire que les cadres auront un grand ascendant moral sur leurs hommes, par leur forte individualité, par leurs profondes connaissances professionnelles. Avec la loi de deux ans le choix des cadres sera facile parmi les nombreux candidats qui réuniront une excellente formation intellectuelle et des qualités de caractère, d'énergie, de vigueur.

Les 66,000 dispensés qui resteront deux ans dans les régiments, y amèneront un surcroît de valeur intellectuelle. Le législateur compte que les anciens privilégiés de la loi de trois ans accepteront avec patriotisme de travailler consciencieusement pendant deux ans, en vue de la défense du pays. Il est certain que, n'étant plus détachés du service par leur dispense, ils s'y intéresseront naturellement.

D'autre part, la loi du 28 mars 1882, instituant l'instruction primaire gratuite et obligatoire, a tout son effet à l'heure actuelle.

Le nombre des illettrés diminue très sensiblement tandis

qu'augmente considérablement le nombre de jeunes gens dont l'instruction primaire et primaire supérieure est très développée.

Ainsi on pourvoira sans difficulté au recrutement des 35,000 sous-officiers rengagés (environ), des 12,000 caporaux rengagés que nécessitera l'application de la nouvelle loi, des nombreux caporaux, sous-officiers de l'active, des officiers et des gradés de la réserve de l'armée active.

La parole de Gambetta se trouvera donc vérifiée :

« Dans le recrutement intégral se trouve l'élite de la jeunesse française, la représentation du génie national tout entier. C'est à ces sources qu'il faut puiser, et, si on le fait sans les avoir diminuées d'avance, on aura une floraison de sous-officiers comme nous n'en avons jamais eu. Plus tard ces sous-officiers versés dans la réserve y feront d'excellents officiers. »

Les cadres auront les mêmes qualités innées qui caractérisent le soldat français et ils auront subi les mêmes influences de milieu (milieu social).

Ils apporteront dans l'armée l'activité physique et intellectuelle, l'énergie qui, souvent, par un mérite incontesté, leur auront assuré une meilleure situation sociale.

Ils seront aptes à comprendre que la discipline est la première vertu du soldat.

Ils voudront connaître les raisons des choses.

Ils agiront avec d'autant plus d'énergie qu'ils seront naturellement convaincus de l'excellence des moyens.

L'esprit d'initiative découlera chez eux du développement de leur caractère, de leur personnalité.

L'esprit de justice, l'esprit de devoir, l'esprit de solidarité, le prestige du mérite auront, dès la vie civile, préparé au commandement, les futurs cadres.

Dans les fatigues, au combat, au moment difficile de l'emploi des feux, c'est ce mérite du gradé qui inspirera confiance à la troupe.

Mais il obtiendra mieux encore s'il a les qualités d'intelligence et de cœur qui font les vrais « conducteurs d'hommes ».

Le cœur connaît les souffrances humaines, y est sensible, trouve le moyen de les soulager ou de les faire oublier; l'intelligence utilise au mieux de l'intérêt général les énergies précieu-

sement conservées et comporte la volonté ferme de les sacrifier, sans hésiter, pour assurer le succès.

Il sera donc facile au commandant de compagnie, parmi les nombreux candidats qu'offrira le contingent annuel de faire un choix rationnel de ses gradés.

Certes, le milieu social, semble-t-il, ne prépare pas à l'action de la discipline. En Allemagne les classes ont de nettes démarcations. L'aristocratie commande. La tradition est forte et semble indiscutée. L'organisation de l'armée correspond à l'organisation sociale. La discipline est naturelle. Elle est passive, ce qui a fait dire que « l'Allemand est un excellent matériel de guerre ».

Mais chez le gradé la confiance absolue dans le droit de commander de par la tradition, l'orgueil du commandement, sont-ils, aujourd'hui, des garanties suffisantes ? Cet orgueil du commandement qui peut provenir uniquement de l'esprit de caste n'est-il pas discuté, même en Allemagne ? En tout cas suffit-il pour conduire les hommes dans les conditions du combat moderne ?

Le mérite donnera nécessairement au chef la confiance en soi, la foi entière dans son droit de commander : il inspirera à tous la certitude du succès.

Une nation est réellement forte qui admet comme un axiome cette vérité morale : Au plus digne appartient le droit de commander.

Quant aux théories « humanitaristes », elles n'ont pas d'action profonde sur la nation. Elles sont nécessairement dangereuses parce qu'elles flattent l'égoïsme de l'individu, ses aspirations naturelles au bien-être. Le souci de l'intérêt du pays, de son influence, le simple bon sens sont des armes suffisantes pour les combattre.

Ces sophismes n'affectent nullement la formation de nos futurs cadres.

3° *Conditions de préparation des cadres.* — D'après la nouvelle loi de recrutement le sous-officier libéré n'aura que douze mois de grade (au maximum), et le caporal dix-huit mois.

Les cadres seront instructeurs après leur première année de service.

D'où il résulte, de sérieuses difficultés pour instruire les cadres,

des devoirs théoriques et pratiques de leur grade et à fortiori du grade supérieur.

On ne peut pas songer à des séances particulières nombreuses et de longue durée.

Or, on ne fait bien dans la pratique, même les choses les plus simples, que si on les a faites souvent et effectivement.

D'où nécessité d'une méthode particulière d'instruction des cadres.

D'après les méthodes de combat actuelles une grande initiative est laissée au chef de section; de plus, dans les guerres récentes (guerre du Transwaal, guerre russo-japonaise), la proportion des officiers mis hors de combat a atteint fréquemment le dixième de l'effectif total.

C'est dire que les sous-officiers seront souvent abandonnés à eux-mêmes.

L'emploi et la conduite du feu demandent des connaissances techniques raisonnées et une réelle habitude du commandement.

L'instruction des cadres s'impose donc pour les officiers, d'autant plus que l'action morale des engins modernes diminue considérablement les facultés mentales sur le champ de bataille.

On n'est pas pessimiste en affirmant que beaucoup de sous-officiers rengagés même ne pourraient actuellement rendre tous les services que l'on attend d'eux au combat.

Le légitime souci de l'instruction des hommes ne fait-il point négliger quelquefois l'instruction des cadres?

Les conditions de combat, les conditions d'instruction changeant, l'influence de la tradition ne peut-elle pas être néfaste?

Pourquoi conserverait-on les vieux errements?

Le gradé était autrefois un vieux professionnel dont l'action sur le groupe était grande. Son autorité était consacrée par de brillants états de service. Il avait fait la guerre. Il avait l'expérience de la conduite des troupes et du feu. Il était de sang-froid au combat. La guerre était son métier.

Il n'en est plus ainsi aujourd'hui.

Le commandant de compagnie est obligé d'instruire ses cadres avec plus de soin que ses hommes.

Il a toute liberté et toute initiative à ce sujet.

Cette instruction n'est plus gênée par les programmes généraux du bataillon, du régiment.

Les gradés sont peu nombreux ; leur instruction sera rapide et complète si les officiers qui la dirigent appliquent une méthode d'instruction analogue à celle qui est employée si efficacement pour l'instruction de la compagnie.

CHAPITRE IV.

MÉTHODE D'INSTRUCTION DES CADRES EN VUE DE L'EMPLOI ET DE LA CONDUITE DU FEU.

1° *Principe de la méthode d'instruction.* — Étant donnés : les relations essentielles, nécessaires qui existent entre les divers moyens dont dispose le gradé pour réaliser son but (relativité des moyens) ; le rôle que joue, au combat, l'emploi et la conduite du feu ; les conditions morales et matérielles de préparation du gradé, on déduira la méthode d'instruction des cadres en vue du tir de la section.

La question générale à résoudre est la suivante :

Sous un feu meurtrier, avec des troupes fatiguées, ayant souffert toutes les privations inhérentes à la guerre, le chef de section devra diriger sa section à l'esprit mobile, folle de peur, fortement sollicitée à la fuite par l'instinct de la conservation ;

A la volonté du chef, la section : ouvrira le feu sur un objectif bien déterminé, prendra la hausse (action importante, précise, délicate), cessera le feu, c'est-à-dire sacrifiera un moyen de défense sur lequel elle comptait, au moment même où elle quittera l'abri pour se porter, en apparence impuissante, au-devant du danger.

Les longs développements précédents ont pu paraître oiseux. Ils étaient nécessaires. En les rapprochant et en les comparant on verra clairement que :

1° Le gradé doit dominer ses impressions de peur — garder son sang-froid.

Il est de toute nécessité qu'il donne l'exemple du calme sous le feu ;

2° Il aura une aptitude remarquable à juger sainement des circonstances du moment, à apprécier la relativité des moyens dont il dispose dans ce cas essentiellement concret, à prendre une

décision rapide (emploi du feu), à la faire exécuter vigoureusement ;

3° Il aura l'énergie, l'ascendant moral, qui imposent au rang la volonté forte d'être obéi ; qui, par suggestion, forcent à l'obéissance immédiate.

Cette force de suggestion est le propre des caractères forts, des esprits convaincus.

Mais le chef de section se trouvera généralement en présence d'une situation imprévue (ouverture du feu adverse, attaque de la cavalerie), situation qui ne lui laissera pas le temps d'une longue réflexion.

L'action du combat trouble ses facultés. Impressionné, soucieux de sa responsabilité, il sent qu'il doit répondre immédiatement au feu meurtrier qui menace sa troupe de destruction.

Les circonstances du combat étant essentiellement variables, il ne peut compter appliquer une formule établie à l'avance et prévoyant tous les cas les plus divers.

Comment lui sera-t-il possible de prendre une décision raisonnée, rapide, instantanée même ?

Les principes vrais sont susceptibles de généralisation.

Par les mises en joue rapides, effectuées dans une foule de circonstances diverses, avec les hausses fortes et faibles, l'homme arrive à tirer rapidement, au jugé, et, son tir, échappant à sa volonté, reste très précis. C'est le tir de chasse, le tir de combat.

La force de l'habitude, l'automatisme tendent à rendre les mouvements du tireur indépendants de son état moral :

« C'est un fait reconnu que des hommes, à qui en temps de paix on a fréquemment enseigné à agir d'une certaine façon, agiront de même dans un moment de grande tension morale et même sous un feu violent. Ces hommes se conformeront à leur habitude provenant de l'instruction. » (Règlement anglais sur le tir.)

De même le gradé arrivera à juger instinctivement au combat, s'il prend l'habitude en temps de paix de résoudre logiquement des cas concrets nombreux, sur le terrain, dans des situations diverses, en présence de la troupe et dans des conditions variables de temps et de sécurité. Automatisme intellectuel, si l'on peut dire, qui présentera lumineusement au gradé toutes les conditions du moment (association d'idées habituelles), établira instan-

tanément leurs rapports, en tirera les conséquences immédiates et lui permettra enfin, par une action réflexe, de prendre rapidement un parti, même si ses facultés sont diminuées par l'action impressionnante du champ de bataille.

2° *Méthode d'instruction.* — Il faut former le jugement, le coup d'œil, l'esprit de décision des cadres, leur « donner l'instruction professionnelle ». Ils sauront ainsi « donner des ordres clairs et précis et agir avec promptitude ». (Règlement de manœuvres.)

L'application du principe précédemment établi conduira à ces résultats.

Ce principe présidera à l'aplication de la méthode suivante :

1° Donner au gradé des connaissances théoriques simples, claires, précises. Cet enseignement portera sur les effets du feu, sur leur valeur au combat, sur les rapports qui existent entre le feu et les autres moyens d'action sur l'ennemi, sur l'adaptation constante, harmonique des moyens au but.

« Rien ne s'improvise sur le champ de bataille ; le « débrouillez-vous » conduit au désordre et à la panique...

« Éviter de passer, à la guerre, de l'insouciance, de la prétention, de la fausse confiance à l'abattement et à l'affolement. » (Colonel Ardant du Picq.)

2° Insister sur les idées générales du règlement relatives à l'emploi et à la conduite des feux, sur les principes généraux qui subsistent dans tous les cas, mais dont l'application varie avec les circonstances.

On fera ressortir, par exemple, que le feu n'est pas un but pour le chef, mais un moyen; que le feu, par son seul effet, ne forcera pas l'ennemi à abandonner une position.

Idée générale ne veut pas dire formule, schéma.

L'application d'une formule peut causer la surprise, faire commettre des erreurs grossières. Elle favorise l'idée préconçue qui empêche la réflexion. En appliquant les idées générales avec méthode, le gradé jugera rapidement de la situation, sera incité à agir avec initiative, intelligence et discernement.

3° Multiplier les applications concrètes sur le terrain en se rapprochant de plus en plus des conditions dans lesquelles le gradé se trouvera placé sur le champ de bataille.

En restant exclusivement dans le domaine des idées générales,

on court un grave danger : celui que présente tout enseignement abstrait, théorique. Il faut mettre le gradé en présence des difficultés réelles, sérieuses de l'exécution. Les applications fixent les détails qui donnent à l'enseignement le mouvement, la vie, les couleurs de la réalité. Le chef de section ne s'embrouillera pas dans ces détails, puisque les principes généraux seront sans cesse mis en relief.

Les principes de l'emploi et la conduite des feux subsistent, mais on montrera, par exemple, que le feu est employé et conduit différemment : dans les terrains couverts et coupés du Perche et sur le terrain découvert, mamelonné, du Biterrois, contre l'infanterie, contre la cavalerie, avec des troupes calmes et reposées, avec des troupes fatiguées, énervées par la lutte, etc., etc.

Remarques. — L'instructeur devra tenir compte des remarques suivantes :

L'emploi et la conduite du feu sont inséparables de l'emploi et de la conduite de la troupe.

Les séances spéciales d'instruction pratique des cadres ne peuvent être que peu nombreuses. Il est possible et indispensable de poursuivre cette instruction en même temps que celle de la troupe et avec la troupe. Dès que l'homme connaît l'emploi de son arme et exécute les mouvements à commandement, il ne lui reste plus qu'à marcher et à exécuter des exercices de combat.

Avec la troupe on évitera de serrer de trop près certains problèmes de tir.

Nécessité absolue de se rapprocher de la réalité dans toutes les circonstances.

« La bataille a d'autant moins de surprise que le sens et la « connaissance du réel ont présidé davantage à l'éducation des « combattants....

« Plus on a de fausse confiance dans ses moyens, plus on est « déconcerté, démoralisé de les voir insuffisants à un moment « donné devant l'ennemi....

« L'action réelle doit ressembler à ce que nous sommes accou- « tumés à voir dans les exercices, ne jamais ajouter des causes « de trouble et d'irrésolution au trouble de combattre....

« Le Français, spontané, nerveux, impressionnable, moins

« calme, moins obéissant sur le champ de bataille, a formellement « violé d'emblée des prescriptions réglementaires ou recom- « mandées non conformes à son tempérament. » (Colonel ARDANT DU PICQ.)

L'instruction donnée aux cadres doit être *très simple*.

Le gradé doit savoir le nécessaire, il doit savoir l'appliquer, se retrouver promptement, sûrement dans toutes les circonstances du combat, employer, conduire le feu de sa section « au moment opportun ».

Le couronnement de l'instruction des cadres sera donné par leur aptitude sérieuse à juger instinctivement. La réflexion instantanée leur permettra de parer rapidement, judicieusement en même temps aux attaques par surprise. Ces attaques sont les plus redoutables pour les chefs et la troupe.

« Quelque chose que ce soit, agréable ou terrible, moins on l'a « prévue, plus elle cause de plaisir ou d'effroi.

« Cela ne se voit nulle part mieux qu'à la guerre où toute sur- « prise frappe de terreur ceux mêmes qui sont de beaucoup les « plus forts. » (XÉNOPHON.)

La *méthode* doit diriger tous les actes du chef. Ses actes doivent être conscients.

Le gradé doit discerner spontanément *à un moment quelconque :*

1° Sa situation : ce qu'il est; l'importance du groupe qu'il commande; la puissance matérielle et morale que représente ce groupe (armes, munitions, état de la troupe, etc.) ;

2° Son but : agir dans telle direction; en vue de tels résultats (mission qui découle d'un ordre donné ou de la *situation*) ;

3° Adaptation immédiate de la situation au but (déduction de l'emploi du feu et des procédés d'exécution).

Les interrogations fréquentes de l'instructeur lui permettront de s'assurer si le chef de section agit avec méthode.

On formera ainsi le jugement du chef de groupe et sa méthode.

Les explications seront nombreuses au début.

Ceci est fait pour telle et telle raison.

Dans telle circonstance particulière, sous le feu, tel acte est ou n'est pas praticable.

Le gradé donnera les raisons qui déterminent son action.

On n'aura pas la prétention de voir tous les cas qui peuvent se présenter : les circonstances du combat varient à l'infini.

Le but de l'instructeur est de graver dans l'esprit du gradé les principes généraux, de fixer ses principes par leurs applications multiples et variées. Le but de l'instructeur est de former « le jugement, le coup d'œil, l'esprit de décision des cadres ».

Dans les exemples choisis, on n'oubliera pas *que la section agit en général dans le secteur d'action de sa compagnie ; que son chef a le plus souvent pour devoir de participer par tous ses efforts à l'action collective de la compagnie.*

Exemples. — Application de l'emploi et de la conduite du feu de la section :

La section dans la compagnie : en tirailleur.

La section dans la compagnie : section de renfort.

La section dans la compagnie : compagnie de réserve.

La section dans la compagnie : à l'assaut.

La section couvrant la compagnie : en avant, sur les flancs, en arrière.

La section isolée (missions particulières).

Circonstances diverses : Terrains variés ; état moral du groupe ; approvisionnement en munitions ; cas d'attaques de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie, etc.

Conséquences. — Tout gradé instruit est prêt à juger instinctivement, à faire face immédiatement à une circonstance quelconque du combat.

Instantanément se posent à son esprit les trois questions :

Quel est mon but ?

Quels sont mes moyens ?

Comment atteindre le but ?

Il les résout sans réflexion apparente. Il emploie immédiatement le feu et le conduit en connaissance de cause.

Il conserve facilement son action sur les troupes et l'émotion du combat lui est moins funeste qu'à tout autre.

3° *Application de la méthode.* — I. *Enseignement théorique.* — L'enseignement des cadres est surtout un enseignement pratique.

Les connaissances théoriques sont données aux cadres dès le

début de l'instruction, de préférence en hiver et pendant les jours qui ne permettent point d'aller sur le terrain.

Les séances sont courtes et nombreuses.

En principe elles ne comportent pas, pour le gradé, de travail écrit.

Les sous-officiers, les caporaux, les élèves-caporaux assistent aux séances d'instruction des cadres :

1° Étude de l'armement : Effets des feux ;

2° Étude du terrain : Étude du terrain sur la carte au 1/80,000e de la garnison.

Profils simples exécutés au tableau noir.

Les pentes, les reliefs, les distances peuvent être mesurés sur le terrain ; mais l'instructeur trouvera de précieux renseignements dans les mairies (plans cadastraux), chez les agents voyers, chez les géomètres de la localité ;

3° Adaptation de l'arme au terrain.

Comparer les trajectoires et les gerbes aux formes du terrain.

Tracer les trajectoires et les terrains sur deux feuilles de papier, ou sur le tableau noir, ou sur un mur, de sorte que les échelles des flèches et des distances dans les trajectoires correspondent aux échelles du relief et des distances dans le terrain. (Profils surhaussés.)

4° Étude psychologique de l'homme du groupe.

Étude faite au fur et à mesure de l'instruction. Elle est le fruit de l'éducation, de l'observation, de la réflexion du gradé. La lecture de mémoires, d'épisodes de guerre leur montreront comment se comportent l'homme, le groupe au combat ; dans quelle mesure ils restent aptes à se servir de leurs armes ; enfin quelle est l'importance du rôle du chef sur le champ de bataille ;

5° Les engins modernes : leurs effets, leur action morale sur l'homme, sur le groupe ;

6° Rapports entre l'emploi et la conduite des troupes et l'emploi et la conduite du feu ;

7° Principes de l'emploi et de la conduite du feu ;

8° Importance des forces morales. Comment les développer dans l'homme, dans le groupe.

Quelques exercices simples sur la carte peuvent être utile au développement et à l'application des connaissances théoriques. (Relations entre les divers éléments du tir.)

Pour compléter l'instruction des cadres quelques exercices simples sur la carte serviront à montrer les relations qui existent entre les principes tactiques indéterminés et les principes absolus du tir. (Ces exercices seront ensuite répétés pratiquement sur le terrain.)

II. *Instruction pratique.* — Le gradé est l'instructeur de ses hommes. Il sera nécessaire de le préparer à sa mission.

Ainsi presque tout son temps sera pris par ses fonctions d'instructeur.

Il n'est donc pas possible de consacrer des séances spéciales de longue durée, à l'extérieur, pour son instruction pratique professionnelle. Peu nombreuses forcément, elles seraient sans profit pour lui.

Son instruction peut et doit être menée de concert avec l'instruction de la troupe.

Les séances seront nombreuses et courtes. Une séance de vingt minutes suffit et est facilement trouvée dans une journée, même chargée.

On profitera de toutes les circonstances pour instruire les cadres.

L'instruction pratique est concrète et donnée sur le terrain.

Lorsque le gradé connaît les principes généraux et sait commander l'école de section, on lui fait employer et conduire les feux effectifs de la section (du groupe).

Les circonstances sont exactement définies; le but est clair et précis.

Dès que le gradé est fixé sur la conduite à tenir, il traduit sa pensée sous forme de commandements ou d'ordres.

Au début, on laisse au chef tout le temps qui lui est nécessaire pour réfléchir.

On lui donne toutes les indications désirables sur le but, sur les circonstances. On s'assure qu'il a compris sa mission.

Au fur et à mesure des progrès, on limite le temps de la réflexion jusqu'à ce qu'il juge d'instinct.

Il aura souvent dans ce cas à faire face à l'imprévu, à prendre sur-le-champ une décision.

Enfin, l'emploi et la conduite du feu sont discutées, expliquées,

sur le terrain, à tous les gradés, par l'officier qui a en main tous les moyens de contrôle.

Après les longs développements précédents, il est inutile d'insister pour montrer que cette instruction théorique et pratique des cadres est conforme à l'esprit du nouveau Règlement de manœuvre ; qu'elle est utile et logique, et prépare le gradé, par des exercices ***répétés***, à sa véritable mission à la guerre.

Elle est compatible avec le travail du gradé en temps de paix.

Elle lui évite tout surmenage.

Elle l'intéresse ; il y fait action personnelle, et les résultats sont rapides.

Elle développe sa personnalité, son aptitude physique, ses facultés intellectuelles et morales.

Le gradé acquiert la confiance en soi (que donnent une capacité réelle et l'habitude du commandement), l'esprit de décision, l'esprit d'initiative.

Il gagne enfin des qualités remarquables de méthode, de réflexion, de jugement.

Obstacles qui se sont opposés longtemps à l'instruction méthodique du gradé en vue de l'emploi et de la conduite des feux au combat. — De nombreux obstacles se sont longtemps opposés à ce que le tir prenne l'importance qu'il comporte dans l'instruction des cadres.

Une première raison est que la nécessité d'avoir de bons tireurs et des gradés aptes à les diriger, ne se fait sentir que depuis quelques années. Nous subissons en ce moment, et pleinement, l'évolution qui, depuis longtemps déjà, condamne l'action des masses sous le feu. Avec l'armement moderne, nous avons été amenés à subordonner toutes les formations au feu, à utiliser le terrain et à n'employer que les formations (formations minces) qui se prêtent le mieux à l'emploi de l'arme nouvelle.

D'un autre côté combien de bonnes volontés, de tendances dans ce sens, ont été paralysées, impuissantes, devant des exigences d'un autre ordre, en présence de programmes trop chargés ; ces programmes insistaient sur une foule de connaissances de toutes sortes, dont beaucoup n'étaient pas indispensables au combat, à la guerre. Mais c'était pour le gradé une condition essentielle d'avancement.

Il n'était pas possible de tourner la difficulté. La journée entière était prise par le tableau de service général.

Il était à peine possible de faire, de loin en loin, quelques « conférences » sur le tir.

Les esprits les mieux doués, les plus avertis étaient pris dans l'engrenage général, et les efforts restaient vains.

Habituer les gradés à la réflexion, former leur jugement, les rendre aptes à utiliser rationnellement le feu, sont le fruit d'une instruction sérieuse et persévérante.

Mais la plus grosse difficulté venait d'ailleurs. Elle était d'ordre général, elle résidait dans l'appréciation du rôle du gradé au combat, rôle dérivant de la tactique de l'infanterie au combat.

En matière d'instruction et d'emploi des cadres on se trouve toujours en présence du dilemme suivant :

Ou bien borner le rôle du gradé à exécuter les ordres passivement, mécaniquement, sans tenir compte des circonstances, en fixant étroitement les limites de leur mission, limites dont ils ne devront pas sortir, et tout ceci au détriment de son prestige, de son influence, de son autorité et du rendement de ses efforts.

(Le caractère français n'est-il pas essentiellement apte à l'initiative ? Peut-on manquer de confiance dans les capacités du gradé qu'on choisit et qu'on instruit; dans son esprit d'obéissance et de discipline ? L'obéissance passive enlève le goût du métier militaire; le désir de connaître, d'apprendre, prive le commandement des qualités personnelles d'intelligence et de réflexion. Elle rend l'exécution hésitante, donc impuissante. Plus tard, au combat, les circonstances auront beau être différentes, l'habitude de la passivité tue l'esprit de l'initiative.)

Ou bien ouvrir aux gradés de plus larges horizons, développer leur initiative en leur montrant toutefois la nécessité de l'exécution intégrale des ordres, en les maintenant dans leur rôle d'agent d'exécution. (L'initiative est compatible avec les principes primordiaux d'obéissance et de discipline, elle conduit à l'obéissance active, intelligente.)

Leur donner des connaissances raisonnées, le souci de leur responsabilité ;

Les pénétrer de la grandeur de leurs devoirs, de l'importance

de l'action de leur groupe, de leur action personnelle au combat.

Ne semble-t-il pas qu'autrefois on tenait moins qu'aujourd'hui à former pour nos cadres de fortes individualités ?

Le problème est grave, capital. Il mérite que tout officier s'arrête longtemps à y réfléchir.

Il n'y a pas de moyenne en la matière : l'officier, qui est l'instructeur des cadres, croit ou ne croit pas aux bienfaits qu'amène avec soi le développement de l'initiative des gradés.

L'instructeur doit être un convaincu. Aussi pour cette raison sans doute, le nouveau Règlement indique-t-il à chaque page la nécessité de l'initiative à tous les degrés de la hiérarchie.

Ce principe a été cent fois démontré, mais il n'est pas inutile de s'y arrêter encore.

L'action du groupe dépend en grande partie de la valeur du chef. Il est possible aujourd'hui de former des cadres ayant les qualités et les connaissances professionnelles désirables. L'initiative implique cette réelle valeur professionnelle.

La section représente une force relativement considérable. Elle agira souvent dans un isolement relatif. Elle combat en tirailleurs. D'où le commandant de la compagnie ne pourra pas la diriger effectivement dans beaucoup de cas.

On a parlé de « batailles de soldats », on peut aussi bien parler de « batailles de chefs de section ». Ces expressions sont vraies en ce sens que l'homme et le groupe, grâce au perfectionnement des armes, jouent un rôle plus grand qu'autrefois.

Les champs de bataille semblent s'étendre démesurément. De la valeur, de la capacité de combat de l'homme et du groupe dépendra le nombre d'unités que le commandement pourra conserver intactes, pour assurer l'attaque décisive et décider du sort de la bataille.

Mais on peut objecter : l'initiative des cadres est encombrante, dangereuse. Au combat il n'y a qu'à marcher droit devant soi. Le gradé, la section sont encadrés. Il suffit aux cadres d'avoir de l'audace, de marcher à la tête de leurs hommes, — de s'arrêter pour tirer, — de se porter de nouveau en avant.

Ce serait nier l'importance reconnue du feu au combat.

Cette action du feu pousse à la dispersion des troupes.

Le gradé aura à parer à l'imprévu, à faire action personnelle.

Il agira d'après des indications très générales.

Dans les moments critiques, on lui dira, quelquefois, sans nul doute : « Portez-vous à tel endroit », ou « Portez-vous en avant ».

Il aura à juger souvent de l'intention du commandement de compagnie, d'après la situation.

Enfin, dans tous les cas, il agira de manière à avoir une action meurtrière sur l'ennemi en subissant des pertes minima.

Son esprit d'initiative n'empêchera pas le gradé d'entraîner bravement sa section à la baïonnette, quand elle sera encadrée dans les troupes d'assaut.

Une deuxième objection se pose : Avec les progrès de l'esprit critique se généralise chez les gradés la tendance à discuter les faits d'ordre militaire, à juger les actes de leurs chefs. Il faut de force les maintenir dans un devoir étroit; l'initiative peut devenir un danger pour la discipline.

Il y a certaines critiques qui sont sans importance : celles qui caractérisent les conversations où les gradés, où les soldats parlent de leurs occupations journalières à la caserne, des unités auxquelles ils appartiennent et de leurs chefs. Tout et tous y sont discutés, jugés avec une humeur plus ou moins gauloise et des critiques plus ou moins irrévérencieuses. Personne n'attache conséquence à ces distractions bien inoffensives, au fond, et qui sont dans nos mœurs, dans notre tempérament.

A un point de vue plus élevé, on oublie que le gradé le plus discipliné n'est pas maître lui-même de porter intérieurement une appréciation sur un ordre qu'on lui a donné. Il subit encore au régiment l'influence du milieu social qui l'a formé. Le Français a aujourd'hui, en général, une opinion; elle est juste ou déraisonnable, mais il juge. Il y a lieu de tenir compte de cette opinion, de la former, de la diriger, de l'utiliser.

On n'a pas le pouvoir de réformer cette tendance. Les cadres raisonnent. Ils sont instruits. Ce sont de précieux avantages.

La raison explique la discipline : obligatoire et nécessaire à tous les échelons, base indiscutable de l'armée.

Le principe de la discipline est absolu, échappant à toute contingence, à toute relativité.

Une forte éducation morale en convaincra les gradés, et ils comprendront, d'autre part, facilement que la discipline, l'obéis-

sance doit être instantanée sous peine de nuire à la rapidité et à la puissance de l'action.

Ils obéiront par devoir.

Si le chef a les qualités remarquables qui le caractérisent, s'il possède les connaissances professionnelles, qualités et connaissances qui le rendent digne de commander, un sentiment nouveau : la confiance dans le chef, rendra aux cadres l'obéissance plus facile.

Dans tous les cas, les cadres seront disciplinés.

A tous les points de vue l'instructeur (l'officier) peut donc être persuadé que nulles circonstances n'ont jamais été plus favorables à l'instruction rationnelle des cadres en vue de l'emploi du feu. Nul obstacle n'entrave plus cette instruction. Le choix, l'aptitude des gradés, les conditions d'instruction sont éminemment favorables. L'officier peut avoir confiance dans les résultats qu'obtiendront ses efforts.

CONCLUSION

Rôle de l'officier instructeur. — On trouvera à première vue qu'on peut fixer en quelques lignes seulement une méthode d'instruction des cadres en vue de l'emploi et de la conduite du feu.

Bien des points de ce travail seraient donc des hors-d'œuvres nuisant à la clarté, à la simplicité, à l'unité du sujet.

Il n'en est rien.

A juste titre on se tient en garde contre les spécialités. L'intérêt, la valeur, l'importance d'une science, d'une branche des connaissances humaines, dépendent du point de vue auquel on se place.

Si l'on veut développer spécialement chez l'individu une aptitude, une faculté, ce sera en général aux dépens de l'équilibre de l'individu, au détriment du tout harmonieux qu'il doit former.

Le danger pour l'instructeur est de se spécialiser, de perdre la notion du réel, d'être hypnotisé par son but immédiat.

Dans ce cas, il n'agit plus de sang-froid, il tombe dans les extrêmes et sacrifie le principal à l'accessoire. Ainsi la vérité devient erreur. Le feu joue sans conteste un rôle prépondérant

dans les combats actuels. Tous les cadres doivent savoir l'employer, le conduire logiquement.

Mais ils doivent discerner dans quelle mesure exacte le feu du groupe doit s'allier avec les autres moyens dont dispose le chef de section.

Il convient que l'instructeur et le gradé connaissent d'une façon précise non seulement la valeur intrinsèque du feu, les moyens de lui faire produire le meilleur rendement; mais aussi et surtout la relativité de sa valeur et de son emploi au combat.

Enfin, l'instructeur, avant d'établir sa méthode d'enseignement, doit apprécier l'état d'esprit, la mentalité, l'aptitude générale des hommes qu'il aura à former.

Cette méthode doit largement tenir compte de ces aptitudes générales des cadres et des conditions de leur préparation en temps de paix.

Les « généralités sur l'emploi et la conduite des feux » essayent de traduire les nombreuses réflexions qui viennent à l'esprit d'un instructeur consciencieux, quand il s'agit de développer une partie de l'instruction des cadres aussi délicate, aussi importante que l'emploi du feu.

L'esprit philosophique est indispensable à l'officier, car il ne peut pas, sous peine de malheurs irréparables, s'égarer dans les détails ou dans les abstractions.

Il doit discerner dans les prescriptions nombreuses du Règlement (décrets et instructions) les idées générales : bases essentielles de l'instruction des hommes et des cadres.

Il s'inspire des rapports définis qui existent entre les différentes parties de cette instruction; il synthétise les connaissances les plus diverses en les coordonnant, en les classant, afin que son enseignement soit un et se rapproche le plus possible des réalités de la guerre.

La simple lecture de ce travail indique suffisamment les connaissances profondes et variées qui sont nécessaires à l'officier pour diriger l'instruction des cadres telle que nous l'avons envisagée.

Il aura à instruire de leur métier, à former en peu de temps et complètement des jeunes gens souvent peu réfléchis et dont le jugement n'est pas encore mûri par l'expérience.

Sa mission est d'autant plus importante que les sous-officiers

rengagés mêmes sont instruits dans la compagnie. Nous n'avons point d'écoles analogues aux écoles de sous-officiers allemandes pour les préparer à leur rôle.

On peut affirmer que la préparation des séances journalières d'instruction pratique des cadres exigera de l'instructeur un labeur consciencieux et persévérant.

Ne devra-t-il pas fournir d'ailleurs un travail considérable pour se maintenir constamment à hauteur de sa tâche d'éducateur, d'instructeur, de chef.

Les progrès de l'armement, les modifications apportées à la tactique, les progrès intellectuels des hommes et des cadres, le développement de l'esprit critique, du libre arbitre, obligent l'officier à travailler sans cesse. Noblesse oblige. L'officier ne saurait vivre sur sa situation acquise, sur son prestige, sur son autorité de par la tradition et le règlement. Il doit augmenter, par tous les moyens, son action sur ses hommes et provoquer leur confiance.

L'ouvrier doit être instruit pour se servir d'un outil perfectionné et pour lui faire rendre son maximum d'effet utile.

Il faut affirmer hautement que le développement de l'esprit d'initiative des cadres n'est pas un danger pour l'autorité et le prestige de l'officier. Si l'esprit d'initiative assure à l'officier des collaborateurs capables sur lesquels on peut compter dans les circonstances difficiles, imprévues, les responsabilités qu'il leur fait assumer, les difficultés qu'il les amène à vaincre donnent aux cadres une haute idée du mérite de leurs chefs.

Dans l'enseignement théorique et pratique du tir, en vue du combat, l'instructeur affirmera pleinement sa valeur professionnelle.

Le règlement consacre le principe d'autorité, mais il ne peut prescrire la confiance dans les chefs. Ce sentiment ne se commande pas.

L'instruction des cadres, qui est un stimulant pour l'officier (on n'apprend bien aux autres que les choses qu'on sait parfaitement), lui permettra d'obtenir un grand ascendant moral sur ses subordonnés par ses connaissances techniques, par ses nombreuses qualités (dons de la nature ou fruit du travail), par son expérience, par sa supériorité intellectuelle et philosophique.

Nous avons vu à quels résultats on peut prétendre par l'application *persévérante* d'une méthode rationnelle d'instruction des cadres en vue du tir de groupe.

Elle forme le gradé rapidement et sans surmenage.

Elle ne surcharge pas sa mémoire de faits compliqués. Quelques idées générales essentielles constitueront tout le bagage du chef de section et seront sans cesse mises en relief par l'instruction pratique.

La méthode est simple et insiste sur la simplicité obligatoire des procédés de combat fixés par le règlement.

L'enseignement est à la portée de tous les gradés et ne nécessite pas d'intelligences d'élite.

« Le sentiment de sécurité que donne le savoir, et la faculté de pouvoir, dans les circonstances les plus extraordinaires, se tirer d'affaire habilement et promptement, finissent par mettre les caractères même faibles en état de prendre dans une conjoncture difficile, une décision ferme et d'en assurer l'exécution. » (Général DE PEUCKER.)

L'instructeur évitera de tomber dans les démonstrations savantes et compliquées en ayant sans cesse présent à son esprir ces paroles du général Daine :

« Dans notre art les théoriciens abondent, mais les hommes pratiques sont d'une rareté extrême. Aussi quand vient le moment d'agir, il se trouve souvent que les principes se trouvent confondus ; l'application devient impossible ; l'officier le plus érudit demeure immobile ne pouvant mettre à profit les trésors de sciences qu'il avait amassés. »

Cet enseignement pratique concret portera tous ses fruits si l'officier agit sur les cadres par la persuasion.

Tous sont aptes à le recevoir, à en tirer parti. L'intelligence et le jugement ne sont pas l'apanage exclusif de natures privilégiées. On peut commettre des erreurs. Les erreurs sont naturelles, elles ne sont pas brutalement réprimées. Elles sont utiles, car l'esprit en reste plus averti. Ainsi, insensiblement, sans à-coups, les gradés prendront confiance en eux-mêmes et garderont le goût de l'initiative, le goût du métier.

Ils seront convaincus de ce fait, à savoir qu'ils ne seront aptes à rendre les services qu'on attend d'eux que par des efforts per-

sonnels et par le développement de l'esprit de méthode qui discipline ces efforts [illegible].

Le travail [illegible] donner à l'esprit les matériaux — la réflexion les discute et les agence — [illegible] la réflexion et forme le jugement sûr. — L'expérience [illegible] de l'observation attentive des faits [illegible] concrets et révèle [illegible] le sens de la réalité [illegible] de la vie. — Enfin l'éducation de la volonté et de l'énergie rend tout travail facile et fécond en résultats utiles.

Une telle instruction ne [illegible] pas [illegible] la forte éducation morale qu'ils [illegible] dans les [illegible] ?

L'aptitude physique [illegible] les qualités de l'esprit et du cœur et se développant harmonieusement dans l'individu, lui donnent une personnalité nettement accusée, une puissance d'action suggestive extraordinaire sur son entourage. Nous appelons cette force morale l'ascendant du chef.

Il est banal d'énumérer tous les services que l'officier rend à son pays ; cependant, montrer toute l'importance de ces services est la conclusion logique de ce travail.

L'officier forme, en vue de la guerre, des cadres et des hommes entraînés, énergiques, instruits, réfléchis, jugeant sainement, agissant avec méthode, soutenus dans les moments pénibles par leur forte éducation morale.

Ces hommes rendus à la vie civile seront prêts à triompher énergiquement des difficultés qu'ils rencontreront chaque jour sous leurs pas. Leurs qualités innées de bravoure, d'honneur, ne sont point toujours suffisantes pour les aider efficacement dans la lutte pour la vie. Il leur manque souvent des qualités plus froides, plus utilitaires : la réflexion, le jugement, la méthode, l'esprit d'initiative, l'esprit de suite. Trop rares sont les caractères fortement trempés qui savent vouloir et dont la volonté tenace est irrésistible. De ce côté tout une éducation est à faire. Il n'y a qu'avantages pour tous et pour le pays à développer ces précieuses qualités.

C'est une mission essentiellement généreuse et patriotique pour l'officier d'affirmer la nécessité morale et matérielle du travail ; d'augmenter, de concentrer toutes les forces vives de la nation, sans en négliger une seule : énergies physiques, énergies intellectuelles, énergies morales.

Par la lutte constante contre les intérêts égoïstes, toujours enclins à s'imposer, l'armée fond toutes ces énergies dans une énergie collective puissante : l'énergie nationale.

La nation est ainsi prête aux luttes économiques, aux luttes à main armée. Cette préparation de la nation est sans cesse opportune.

Les événements les plus récents font prévoir que, pendant de longs jours encore, la lutte pour l'existence entre les nations rivales sera aussi âpre, aussi féroce que par le passé.

A. Delard,
Lieutenant au 101e rég. d'infanterie.



[illegible]

dont le besoin se fait sentir [illegible] coin est soulevé du voile qui [illegible] marine française à l'industrie [illegible] nos torpilles. La question est digne de [illegible] publics, et il faut savoir gré à l'ancien [illegible] de l'avoir posée avec tant de force et tant de clarté. P[illegible]

Baylen et la Politique de Napoléon, à l'occasion d'un livre récent par R. DE SÈZE, professeur honoraire à l'Institut catholique de Paris. — In-8 de 116 pages avec une carte. Paris-Lyon, Emmanuel Vitte.

Dans cette étude dont les principaux documents sont tirés du [illegible]

ouvrage du colonel Titeux sur le général Dupont, l'auteur s'est attaché à faire ressortir les problèmes multiples soulevés par l'étrange conduite de Napoléon au sujet de Baylen : le soin que met l'Empereur à dénaturer cet échec et à en faire le *déshonneur éternel du nom français*, l'importance qu'il attache à la profanation de vases sacrés, l'absence de protestation contre la violation de la capitulation, et même de tout effort pour se faire rendre des prisonniers condamnés aux pontons et déportés à l'île de Cabrera, au lieu d'être, conformément au traité, renvoyés en France à sa disposition, etc., etc. Le rapprochement d'une pièce du procès et des paroles prononcées par l'Empereur à Valladolid permet à l'auteur de conclure en montrant le but politique qui donne la clef de ces énigmes. — X.

La Télégraphie sans fil, par le professeur Domenico MAZOTTO ; traduit de l'italien par J.-A. MONTPELLIER, rédacteur en chef de *Electricien*. — 1 vol. in-8 de 432 pages, avec 250 figures. — Paris, Dunod.

Au nombre des brillantes découvertes qui se succèdent si rapidement dans le domaine de la physique, augmentant la somme de nos connaissances et ouvrant de nouveaux horizons aux études théoriques sur lesquelles reposent ces découvertes, celle des ondes électriques présente une importance capitale.

La découverte des ondes électriques a été non seulement hautement apppréciée pour tous ceux qui s'intéressent aux progrès de la science, mais elle a aussi vivement intéressé le public à cause des utiles applications dont ces ondes ont été l'objet.

La découverte du professeur Hertz, si importante au point de vue théorique, paraissait ne pas devoir sortir du domaine de la science abstraite, et l'on n'aurait pu prévoir à ce moment la merveilleuse application à laquelle elle allait donner lieu, si M. Marconi n'avait pas imaginé et réalisé le système de communication télégraphique, même à grande distance, qui ne nécessitait l'emploi d'aucun conducteur.

L'ouvrage de M. Mazotto a pour objet d'exposer les patientes et ingénieuses recherches effectuées par M. Marconi pour perfectionner son système de communication et en étendre les applications, d'indiquer les merveilleux résultats qu'il a obtenus et aussi de décrire les appareils qu'il a imaginés, ainsi que ceux réalisés concurremment par d'autres inventeurs.

A l'importance du sujet traité dans cet ouvrage et à l'intérêt qu'il présente, s'ajoute une très grande clarté d'exposition qui en facilite l'intelligence sans aucune difficulté à tous ceux qui possèdent simplement quelques notions élémentaires de physique. — B.

Le Propriétaire-Gérant : R. CHAPELOT.

Paris. — Imprimerie R. CHAPELOT et Cie, rue Christine, 2.

JOURNAL

DES

SCIENCES MILITAIRES.

REVUE MILITAIRE FRANÇAISE.

Novembre 1905

LA DIVISION RHEINBABEN

LE 15 AOUT 1870[1].

La 5e division de cavalerie, sous les ordres du lieutenant général de Rheinbaben, appartenait à la IIe armée allemande commandée par le prince Frédéric-Charles, et était rattachée, depuis le 8 août, au Xe corps (général de Voigts-Rhetz) qui, en tant qu'avant-garde, s'était emparé, le 13 août, de Pont-à-Mousson.

Arrivé, le 14, à Thiaucourt avec sa division, le général de Rheinbaben eut à organiser, le 15, dès la première heure, un grand service de reconnaissances, dont les résultats, hâtons-nous de le dire, furent piteux.

Les opérations de la 5e division de cavalerie prussienne,

[1] Cet article est extrait du 2e volume de : *La Manœuvre de Saint-Privat*, en voie d'impression.

au cours de la journée du 15 août 1870, offrent, par elles-mêmes, un intérêt médiocre ; mais on ne saurait en négliger l'étude, car celle-ci fait ressortir l'influence, plutôt fâcheuse, que le prince Frédéric-Charles et le général de Voigts-Rhetz ont exercée sur lesdites opérations, de par des mesures d'ensemble inharmoniques avec la mission dévolue à la division Rheinbaben, et qui consistait à reconnaître l'armée française supposée en retraite de Metz sur Verdun.

Une division de cavalerie en exploration est un organe stratégique. Pour qu'elle puisse bien remplir son rôle, il faut donc que le haut commandement lui vienne en aide au moyen d'éléments de renfort, d'appui ou de recueil, bien choisis et disposés avec art.

Le 15 août, la 5e division de cavalerie avait la composition suivante :

Commandant : lieutenant général de Rheinbaben ;

Officier d'état-major : major Heister.

Brigade Barby : 19e dragons, 13e uhlans, 4e cuirassiers et une batterie à cheval ;

Brigade Redern : 10e, 11e et 17e hussards ;

Brigade Bredow : 13e dragons, 16e uhlans, 7e cuirassiers et une batterie à cheval.

La brigade Bredow, arrivée, le 14 seulement, à Pont-à-Mousson, ne devait rejoindre sa division, le 15, que vers 2 heures du soir, à Xonville.

La division s'était portée, le 14, de Pont-à-Mousson à Beney (brigade Barby) et à Thiaucourt (quartier général, brigade Redern et une batterie), en détachant six escadrons, savoir :

De la brigade Barby :

- 1 escadron du 10e hussards, sur Nancy ;
- 1 escadron du 11e hussards, aux Baraques ;
- 1 escadron du 11e hussards, sur le plateau nord-ouest de Gorze.

De la brigade Redern :

- 1 escadron du 13e uhlans, sur Dornot, dans la vallée de la Moselle ;
- 2 escadrons du 13e uhlans, à Flirey, au sud de Thiaucourt.

Disons de suite que si l'envoi d'un escadron, à Nancy, pour se lier avec la IIIe armée, était justifié, l'escadron poussé sur Dornot faisait double emploi avec le détachement du colonel de Lyncker, doté de deux escadrons.

D'autre part, un seul escadron aurait dû suffire, à Flirey, pour éclairer la route de Pont-à-Mousson à Saint-Mihiel et assurer la liaison avec la cavalerie de la Garde.

Quant aux deux escadrons du 11e hussards, postés sur la croupe au nord-ouest de Gorze et aux Baraques, ils avaient été mis là pour se conformer à l'indication contenue dans l'ordre général de la IIe armée, en date du 13, 8 heures du soir, portant :

« La 5e division de cavalerie s'avancera sur le plateau entre « Moselle et Meuse, *vers Thiaucourt*, et poussera ses reconnais- « sances au Nord pour observer la route Metz—Verdun.

« Le point *les Baraques*, à l'est de Chambley, et *la Croupe au « nord-ouest de Gorze*, donnent des vues sur cette route. »

Les trois noms de lieux qui figurent dans cet ordre devaient exercer sur l'esprit des généraux de Voigts-Rhetz et de Rheinbaben une influence despotique, parce que, dans toutes les armées, un conseil venu de haut est considéré comme un ordre.

Le prince Frédéric-Charles avait eu tort de spécifier les points d'où l'on a des vues sur la route de Metz à Verdun et de donner Thiaucourt comme point terminus de la marche du gros de la division. Dans tous les cas, au lieu de : *vers Thiaucourt*, il fallait dire : *par Thiaucourt*.

Le général de Rheinbaben, s'il eût été libre de choisir ses points de stationnement, aurait probablement réparti son gros entre les villages de Charey, de Dommartin et de Dampvitoux, sous le couvert de trois escadrons détachés à Gorze, Buxières, et Xonville, et alors, il était en situation de soutenir ou de recueillir, suivant les circonstances, ses avant-postes.

En fait, les escadrons de Dornot, de Gorze et des Baraques envoyèrent, le 14, des reconnaissances d'officiers vers le Nord.

Celles fournies par les deux escadrons du plateau Gorze — les Baraques revinrent sans avoir rien vu, attendu qu'il n'y avait rien à voir. Une reconnaissance partie de Dornot franchit la Moselle, monta sur le mont Saint-Blaise quand le jour baissait, n'aperçut rien de l'ennemi, mais rendit compte, *qu'au dire des habitants*, de forts contingents français se retiraient vers l'Ouest.

L'ordre général de la IIe armée, lancé le 14, à 6 heures du soir, ne contenait pas un mot sur les opérations à effectuer par la 5e division de cavalerie dans la journée du 15 août.

Mais le prince Frédéric-Charles avait eu un ou plusieurs entretiens, le 14, avec le général de Voigts-Rhetz logé, comme lui à Pont-à-Mousson.

Dans la soirée, quand la nouvelle d'un combat à l'est de Metz (Borny) fut connue, il n'est pas douteux que le commandant du Xe corps dut être invité par le prince à provoquer, de la part de la 5e division de cavalerie placée sous sa direction, une grande activité en vue de reconnaître les troupes françaises qui auraient pu déboucher sur la rive gauche de la Moselle, ou même entamer leur retraite sur la route de Verdun.

Toutefois, dans l'ignorance où l'on était, le 14 au soir à Pont-à-Mousson, des résultats du combat soutenu par la Ire armée, aucun indice ne permettait de croire que l'ennemi eût commencé un mouvement rétrograde vers l'Ouest.

C'est sous cette impression que le commandant du Xe corps rédigea, puis fit expédier, à 9 h. 30 du soir, son ordre pour la journée du 15 août, qui contenait, à l'adresse de la 5e division de cavalerie, cette phrase unique :

« Le lieutenant général de Rheinbaben *restera à Thiaucourt* « et enverra de forts détachements sur la route de Metz à Ver- « dun. »

Cet ordre, exclusif de toute action en masse, la seule capable de produire un résultat au cas où l'ennemi aurait commencé sa retraite de Metz sur Verdun, condamnait le chef de la 5e division de cavalerie à s'inspirer, pour remplir sa mission, de la tactique combinée de l'infanterie et de la cavalerie.

On ne peut faire un reproche au général de Voigts-Rhetz d'avoir donné un tel ordre, si l'on veût bien admettre qu'une division de cavalerie lancée *à la recherche d'une armée entière* réclame, non loin d'elle et sur ses derrières, des troupes armées du fusil pour la recueillir, au cas où elle serait ramenée par une cavalerie supérieure.

En l'absence d'une infanterie formant soutien, la 5e division de cavalerie allait donc être obligée de pourvoir elle-même à la sécurité de sa retraite éventuelle en garnissant de mousquetons les villages de Thiaucourt et de Beney, quitte à y laisser ses

cavaliers légers pendant que les cuirassiers assureraient le service d'exploration, ce qui, on en conviendra, est au rebours du bon sens.

Que l'on suppose l'avant-garde du Xe corps (4 bataillons, 2 escadrons, 2 batteries) amenée, le soir du 14, de sa position (6 k^{m} ouest de Pont-à-Mousson) à Beney (étape de 14 k^{m}).

Le 15, à la pointe du jour, elle fait occuper par une compagnie chacun des villages de Rambercourt, Charey, Dampvitoux, Lachaussée, et alors, la 5e division de cavalerie peut exécuter, tout entière et en masse, une randonnée utile, par Suzemont, Mars-la-Tours, Vionville, Chambley, avec la certitude d'être efficacement recueillie en cas d'insuccès.

Si donc, les dispositions, exposées plus loin, que le général de Rheinbaben a prises pour la journée du 15 août, furent contraires à l'esprit de la tactique de la cavalerie, on doit en faire remonter la cause première au prince Frédéric-Charles, lequel n'a pas cru devoir envoyer une grosse fraction d'infanterie, le soir du 14 août, à Thiaucourt ou à Beney, en soutien de la 5e division de cavalerie.

Pourtant, les exemples d'emploi heureux de la cavalerie et de l'infanterie combinées ne faisaient pas défaut. Il suffisait de se reporter aux campagnes de Napoléon Ier, en particulier, aux événements des premiers jours d'octobre 1806 et d'avril 1809, en Allemagne.

Quoi qu'il en soit, les ordres du général de Rheinbaben furent les suivants :

Le général de Barby, laissant à Beney le 10e hussards (3 escadrons), rompra, dès 4 heures du matin, avec ses six escadrons disponibles (2 du 11e et 4 du 17e hussards) et sa batterie, sur Lachaussée, d'où il fera reconnaître la route de Metz à Verdun, aux points de Suzemont et de Mars-la Tour.

A la même heure, le général de Redern détachera, de Thiaucourt sur Dommartin, le 4e cuirassiers, avec mission de faire reconnaître la route vers Vionville.

Il restera ainsi, pour la défense de Thiaucourt, cinq escadrons (4 du 19e dragons et 1 du 13e uhlans), dont quatre armés de mousquetons.

Arrivé à Lachaussée, le général de Redern dirigea un escadron du 11e hussards sur Mars-la-Tour, par Sponville, et un escadron du 17e hussards, par Latour-en-Woëvre, sur Suzemont, pendant que, de son côté, le 4e cuirassiers, une fois à Dommartin, envoyait un escadron en reconnaissance sur Vionville, par Tronville.

Pendant que ces reconnaissances s'effectuaient, le général de Voigts-Rhetz reçut à Pont-à-Mousson, vers 7 h. 30, le rapport d'un adjoint d'état-major du Xe corps, en mission dans la vallée de la Moselle, dans lequel il était dit que, d'après le commandant de l'escadron du 3e uhlans (6e division de cavalerie) établi à Corny :

1o Les Français avaient été refoulés, la veille au soir, sur Metz ;

2o Un grand bruit de voitures s'était fait entendre, à partir de 11 heures du soir ;

3o Une reconnaissance d'officier s'était heurtée, à 2 heures du matin, près de Gravelotte, à des avant-postes et avait entendu le bruit de troupes en marche dans la direction de Verdun.

A 8 heures du matin, le commandant du Xe corps fit partir, à l'adresse du général de Rheinbaben, une copie de ce rapport avec une note ainsi conçue :

« Je prie Votre Excellence de se diriger, aussitôt, *avec de* « *grandes forces* sur Fresnes-en-Woëvre et d'essayer d'arrêter « l'ennemi.

« *Thiaucourt restera occupé par un régiment armé de mous-* « *quetons, comme repli.* »

Le général de Rheinbaben reçut le rapport précité et la note qui l'accompagnait, à 9 h. 30.

Il commença immédiatement un rapport, dont la rédaction fut interrompue, à deux reprises, par l'arrivée de nouveaux renseignements et qui parvint au général de Voigts-Rhetz, à midi et demi.

En voici le texte :

Rapport no 1.

« *9 h. 30.* — En réponse à la note, etc.....

« Je rends compte que le général de Redern est parti, à « 4 heures du matin, pour Lachaussée avec deux régiments de

« hussards et une batterie, et que le 4e cuirassiers s'est porté de « son côté sur Dommartin, en liaison avec les deux escadrons « des Baraques[1].

« Ces deux détachements ont l'ordre de pousser de forts par- « tis sur la grande route. Leurs rapports ne me sont pas encore « parvenus.

« *9 h. 45.* — En ce moment, vient d'arriver le rapport du « général de Redern, expédié de Lachaussée, à 8 h. 45. Le « capitaine ....., à Latour-en-Woëvre, et le capitaine ....., « au delà d'Hannonville, n'ont vu aucun ennemi sur la grande « route.

« Pour me conformer à l'ordre du Xe corps (de 8 heures du « matin), je vais faire partir le 19e dragons (sur Fresnes-en- « Woëvre), mais je suis obligé de rester ici pour rallier les « escadrons de Pagny et de Flirey.

« *10 heures.* — A l'instant, me parvient un rapport du 4e cui- « rassiers, d'après lequel un régiment de dragons français se « montre à Puxieux.

« Je vais prendre de nouvelles dispositions. »

Il ne s'agit plus, à ce moment, de pousser le 19e dragons sur Fresnes.

L'ennemi se montrant en forces à Puxieux, le général de division va s'y porter à la tête du 19e dragons ; mais, auparavant, il donne l'ordre au colonel du 13e uhlans, resté avec un seul escadron à Thiaucourt, de rallier ses deux escadrons de Flirey[2] et son escadron de Pagny[3].

Cet officier supérieur transmettra l'ordre au général de Bredow, lors de son arrivée à Thiaucourt, d'y laisser le 13e dragons *armé de mousquetons,* comme repli de la division, et de continuer sur Puxieux avec ses deux autres régiments (7e cuirassiers, 16e uhlans) et sa batterie.

---

[1] Ces deux escadrons appartenant au 11e hussards avaient passé la nuit du 14 au 15 à Chambley.

[2] Les deux escadrons de Flirey se réunirent à Thiaucourt, vers midi, à l'escadron laissé en ce bourg, et tous les trois continuèrent sur Xonville, derrière le gros de la brigade Bredow, de passage, vers midi, à Thiaucourt,

[3] L'escadron de Pagny, pour une cause ou pour une autre, resta où il était.

Le 13e uhlans suivra le mouvement de la brigade Bredow.

L'intention du général de Rheinbaben, un peu après 10 heures, est de venir en aide, rapidement, avec les moyens dont il dispose, au 4e cuirassiers, à Dommartin, et aux deux escadrons du 11e hussards, postés, la veille au matin, sur le plateau des Baraques.

En même temps qu'il rendait compte, vers 9 heures, au général de Rheinbaben de la marche d'un régiment de dragons français de Tronville sur Puxieux, le 4e cuirassiers avait fait part de cette nouvelle au général de Redern, à Lachaussée. Celui-ci se porta, aussitôt, avec sa batterie et les quatre escadrons qui lui restaient, daus la direction de l'ennemi. Quand il parvint, entre 9 h. 30 et 10 heures, sur la hauteur entre Xonville et Puxieux, il aperçut, débouchant de ce village, le régiment de dragons français, devant lequel battaient en retraite les deux escadrons de Chambley, qui avaient exécuté de grand matin la reconnaissance de Mars-la-Tour et envoyé des pointes sur Rezonville et Bruville[1].

Le général de Redern fit ouvrir le feu à sa batterie, et les dragons français se retirèrent sur Mars-la-Tour. Ensuite cet officier général conduisit ses six escadrons et sa batterie sur le plateau de la ferme Mariaville, d'où il vit une ligne de cuirassiers français, immobile sur le croupe sud-ouest de Mars-la-Tour et lui faisant face.

Au centre de cette ligne se montraient plusieurs batteries, en réalité deux, qui ouvrirent le feu à 1700 mètres sur la batterie prussienne entrée, elle aussi en action.

Le tir, tout à l'avantage des Français, dura une demi-heure et cessa sur l'ordre du général de Redern, lequel fit rétrograder ses troupes vers le Sud-Ouest, afin de les mettre à l'abri des vues et des coups de l'adversaire.

Fait curieux : La batterie prussienne, pourvue d'un matériel très supérieur et dont le chef aurait dû être familiarisé avec les méthodes de tir alors en usage dans son armée, ne sut pas

---

[1] Les rapports de ces deux escadrons parvinrent au prince Frédéric-Charles un peu avant midi.

régler son tir et eut tous ses coups trop longs ou trop courts, tandis que les deux batteries françaises, tirant au jugé, sans la moindre méthode, lui infligèrent des pertes sensibles.

Autre circonstance non moins remarquable : les deux artilleries tirèrent exclusivement l'une sur l'autre, sans distraire un seul de leurs projectiles pour jeter le désordre dans les escadrons opposés, la plupart très en vue et fort rapprochés des batteries.

Pendant cette canonnade intempestive, le général de Redern avait été rallié par l'escadron du 4e cuirassiers envoyé, le matin, en reconnaissance sur Vionville.

Un peu après, vers 11 heures, le gros de ce régiment, attiré vers Puxieux par les rapports de son escadron détaché, rejoignit le général de Redern sur sa position d'attente au nord-est et près de Xonville. Là aussi, arriva, au même moment, l'escadron de hussards envoyé, le matin, de Lachaussée sur Sponville et Mars-la-Tour.

Le général de Redern eut donc sous ses ordres, un peu après 11 heures, 11 escadrons[1] et une batterie. Il résolut alors de barrer à l'ennemi la route de Verdun en allant s'établir à l'ouest et près de Mars-la-Tour.

Déjà, son avant-garde, formée de quatre escadrons de hussards, avait débouché des abords de la ferme Mariaville vers le Nord quand elle essuya de nombreux coups de feu tirés de la lisière sud-ouest de Mars-la-Tour.

A cet instant, le commandant de la 5e division rejoignit de sa personne le général de Redern et lui donna l'ordre de suspendre le mouvement, en raison de la supériorité évidente de l'ennemi.

Au même moment, le 10e hussards (3 escadrons), venant de Beney, et le 19e dragons, de Thiaucourt, arrivaient à Xonville.

Le général de Rheinbaben disposa donc, entre 11 h. 30 et midi, de 18 escadrons et d'une batterie.

---

[1] Savoir : 4 venant de Lachaussée ;
2 venant des Baraques ;
4 de cuirassiers ;
1 venant de Sponville.
TOTAL.. 11

Avec de telles forces, devait-il tenter l'attaque de la division de cavalerie française (de Forton), pourvue d'une artillerie supérieure et dont plusieurs régiments de dragons garnissaient de carabines Chassepot les lisières de Mars-la-Tour?

Nous ne le pensons pas.

Le commandant de la 5e division se contenta de rassembler ses 18 escadrons disponibles à 2,000 mètres environ au sud-ouest de Puxieux, et lorsque, un peu après midi, ses patrouilles l'informèrent que la cavalerie ennemie quittait Mars-la-Tour, se dirigeant sur Vionville, il porta ses troupes à Tronville, d'où il expédia au général de Voigts-Rhetz le rapport suivant :

RAPPORT N° 2.

Tronville, 1 heure de l'après-midi.

« Suis arrivé à Tronville à midi[1] avec cinq régiments[2] et « une batterie; ai rencontré de la cavalerie ennemie et une « artillerie supérieure, qui se retirent en ce moment sur Metz; « la cavalerie légère suit. La brigade Bredow arrivera bien-« tôt, je l'espère. Ai l'intention de demeurer à Tronville ou « en avant vers Metz. Pas encore établi la liaison avec la « Ire armée. »

Le général de Rheinbaben aurait-il pu attaquer la division de cavalerie française de Mars-la-Tour, vers midi et demi, quand elle quitta ce gros village pour se retirer snr Vionville?

La rencontre ne pouvait se produire qu'à l'est de Vionville, car il y a 4 kilomètres entre ces deux localités, tandis que la distance du point de rassemblement des escadrons allemands à Vionville est de 7 kilomètres.

On devait penser que Vionville serait défendu à coups de carabine ou de fusil, et, d'autre part, il était permis de croire à la présence de troupes françaises plus ou moins importantes du côté de Rezonville.

---

[1] Heure en avance de quarante minutes au moins sur l'heure vraie.

[2] 10e hussards (3 escadrons), 11e hussards (3 escadrons), 17e hussards (4 escadrons), 4e cuirassiers (4 escadrons), 19e dragons (4 escadrons).

Vers 2 heures, la brigade Bredow atteignit les abords de Xonville avec deux régiments et une batterie, ayant laissé le 13e dragons, *armé de mousquetons*, à Thiaucourt, comme repli.

En même temps, arrivèrent de cette ville trois escadrons du 13e uhlans, dont deux rappelés de Flirey. L'escadron du 11e hussards, détaché, le matin sur Hannonville, rejoignit également à cette heure-là.

Le général de Rheinbaben eut donc la facilité de réunir, entre 2 et 3 heures du soir, à Tronville, 30 escadrons[1] et 2 batteries à cheval.

Avec cette masse de cavalerie et deux batteries, il aurait pu s'avancer, par des cheminements défilés, jusqu'à la statue de la Vierge et de là faire reconnaître Vionville, Flavigny et Rezonville par des patrouilles, lesquelles lui auraient fait savoir si l'ennemi avait des forces considérables de ce côté.

Il n'en serait pas résulté pour les chevaux un grand surcroît de fatigue.

La reconnaissance une fois terminée, la division serait allée bivouaquer autour de Chambley, où l'eau ne manque pas, et aurait placé des avant-postes sur la ligne Mars-la-Tour—Tronville, signal de la Vierge, bois de Vionville.

Le général de Rheinbaben comprit son rôle tout autrement, car, entre 2 et 3 heures, il donna l'ordre à ses trois brigades d'aller bivouaquer, face à l'Est, en des points situés à 4 ou 5 kilomètres les uns des autres, savoir :

La brigade Redern à Xonville ;
La brigade Barby à Puxieux ;
La brigade Bredow, à Suzemont.

Il convient d'ajouter que la brigade Barby, placée en flèche, reporta dans la soirée ses bivouacs à Sponville.

Chaque brigade se couvrit d'avant-postes, et, comme aucun

---

[1] Savoir :	18	escadrons déjà parvenus à Tronville ;	
	8	escadrons de la brigade Bredow, près de Xonville, à 2 heures.	
	3	escadrons du 13e uhlans,	idem.
	1	escadron du 11e hussards,	idem.
Total..	30		

ordre d'ensemble n'avait été donné pour cet objet, les grand'-gardes de la brigade du centre chevauchèrent sur celles des brigades extrêmes.

C'est ainsi que la brigade Redern eut un escadron de grand'-garde à la ferme Mariaville, pendant que deux escadrons de la brigade Barby, établis entre Puxieux et Tronville, se trouvaient à trois kilomètres en avant de cette ferme.

Inutile de faire ressortir combien était vicieux le partage de la 5e division de cavalerie en trois groupes de brigade, sur une ligne de huit kilomètres formant un angle droit, à Suzemont, avec la route principale et la plus directe de Metz à Verdun.

Soit à Tronville, entre 1 heure et 2 heures, soit, un peu plus tard, à Xonville, où il établit son quartier général, le commandant de la 5e division de cavalerie reçut communication de l'ordre du Xe corps, expédié, le matin, à 9 h. 30, de Pont-à-Mousson, dans lequel figuraient les prescriptions suivantes, concernant la 5e division de cavalerie :

« Le général de Rheinbaben a déjà reçu l'ordre (expédié à « 8 heures du matin) de marcher sur Fresnes-en-Voëvre. Je lui « renverrai le régiment (*armé de mousquetons*) qu'il a dû laisser « à Thiaucourt, dès que d'autres troupes auront atteint cette « localité.

« Le général de Rheinbaben se rabattra de Fresnes-en-Voëvre « sur Metz et suivra la grande route de Verdun à Metz jusqu'à « ce qu'il ait vu clair dans la situation.

« Il se mettra en liaison, à gauche (au Nord), avec la cava-« lerie de la Ire armée [1].

« Il me fera connaître, ce soir, l'endroit où il compte passer « la nuit et placera un relai pour communiquer avec moi. »

Ces prescriptions étaient en partie réalisées quand elles parvinrent au commandant de la 5e division de cavalerie, parce que l'apparition de la cavalerie française, le matin vers 9 heures, à Puxieux, avait eu pour résultat de faire affluer de ce

---

[1] On supposait à la IIe armée que la 1re division de cavalerie de la Ire armée avait franchi la Moselle, le 13 ou le 14, en aval de Metz.

côté tous les éléments placés sous le commandement du général de Rheinbaben.

L'ordre à la 5e division de se rabattre sur Metz indique bien que, *le 15 au matin*, on jugeait, à Pont-à-Mousson, que les Français, s'ils battaient en retraite dans la direction de Verdun, ne pouvaient avoir gagné que fort peu de terrain à l'ouest de la Moselle.

L'avant-garde de la 19e division [1] atteignit Thiaucourt vers 2 heures de l'après-midi, précédée, à courte distance, par le général de Voigts-Rhetz et l'état-major du Xe corps.

Le 13e dragons, en repli dans ce bourg depuis 11 heures du matin, put alors rallier sa brigade [2].

C'est, vers 3 heures, que le commandant du Xe corps reçut le rapport no 2 du général Rheinbaben, daté de Tronville à 9 heures, que nous avons reproduit [3] plus haut.

Le chef d'état-major, lieutenant-colonel de Caprivi, profita de la circonstance pour rédiger, à l'adresse de la IIe armée, un rapport dans lequel il fit entrer divers renseignements de moindre importance recueillis précédemment.

Voici le rapport qu'il signa, par ordre, à 3 h. 30, et fit expédier aussitôt à Pont-à-Mousson.

Général commandant
Xe CORPS
—

Quartier général de Thiaucourt, 15 août,
3 h. 1/2 soir.

RAPPORT

« 1o Le lieutenant von Willich, adjudant du Xe corps, a fait « ce matin une reconnaissance vers Metz par la rive droite de « la Moselle.

« Un officier du IIIe corps lui a dit que de l'infanterie ennemie « était en marche sur la rive gauche, mais lui-même ne l'a pas « vu.

---

[1] Quatre bataillons de la 38e brigade, deux escadrons et deux batteries.

[2] Voir, page 167, l'ordre laissé à Thiaucourt pour la brigade Bredow, quand celle-ci y arriverait.

[3] Voir page 170.

« Le capitaine de Huene, officier d'état-major envoyé en « reconnaissance vers Metz, par la rive gauche, n'est pas encore « de retour.

« 2° Le lieutenant général de Rheinbaben, avec cinq régi- « ments et une batterie, a rencontré, à midi, près de Tronville, « de la cavalerie ennemie accompagnée d'une artillerie supé- « rieure, lesquelles se sont retirées, à 1 heure, sur Metz.

« La liaison avec la cavalerie de la Ire armée n'est pas encore « effectuée.

« Le lieutenant de Salis, du 11e hussards, est blessé.

« Quatre prisonniers du 1er dragons français sont ici.

« L'officier qui a transmis le rapport (du lieutenant général « de Rheinbaben) croit avoir entendu des coups de fusil après « son départ.

« P. o., DE CAPRIVI,
« Lieutenant-colonel. »

Un peu avant 4 heures, parvint, à Thiaucourt, le rapport suivant du général Rheinbaben, sans indication de lieu ni d'heure, mais probablement expédié de Tronville, vers 2 heures.

RAPPORT N° 3.

« Mars-la-Tour occupé par nous.

« Un escadron est envoyé sur Jarny pour chercher la liaison « avec la Ire armée.

« D'après un rapport du capitaine de Rosenberg (du « 13e uhlans), il y a de l'infanterie et de l'artillerie ennemies à « Ancy-sur-Moselle.

« *Je demande de l'artillerie* et une ambulance, car les neuf « régiments n'ont ni ambulance ni médecin divisionnaire.

« *Sur la ligne de Metz, on ne voit pas d'ennemis pour le* « *moment.*

« Troupes très épuisées. »

Le général de Voigts-Rhetz transmit ce rapport au prince Frédéric-Charles, en l'accompagnant du compte rendu qui suit :

Général commandant
X[e] CORPS
—

Quartier général de Thiaucourt,
4 heures soir.

« La brigade des dragons de la Garde (avec une batterie) vient « d'arriver et bivouaque à l'est de Thiaucourt.

« Le général de Rheinbaben n'avait qu'une batterie à cheval, « l'autre étant encore en arrière avec la brigade Bredow.

« Pour demain, les deux batteries à cheval de l'artillerie « de corps rejoindront la cavalerie, afin qu'en cas d'engagement « elle dispose de cinq batteries à cheval [1].

« P. O. : DE CAPRIVI,
« Lieutenant colonel. »

A l'heure où il faisait écrire ce compte rendu, le commandant du X[e] corps avait donc l'intention de satisfaire largement à la demande d'artillerie qui venait de lui être faite et de renforcer la 5[e] division de cavalerie, le lendemain matin, avec la brigade des dragons de la Garde, en prévision d'une nouvelle reconnaissance à faire plus complète des emplacements de l'ennemi, présumés entre Mars-la-Tour et Metz.

Les rapports 2 et 3 et le compte rendu qui leur était joint furent les derniers documents que le prince Frédéric-Charles reçut du X[e] corps pendant la journée du 15 août.

Et pourtant, le général de Voigts-Rhetz eut connaissance, entre 6 et 9 heures du soir, de deux nouveaux rapports de la 5[e] division de cavalerie, dont l'importance était grande, comme on va le voir.

RAPPORT N° 4.

Puxieux, 3 heures soir.

« Six régiments de cavalerie et trois batteries [2] se sont trouvés « en face de moi et ont été refoulés [3] sur Metz.

---

[1] Savoir : 1 batterie de la brigade Redern ;
1 batterie de la brigade Bredow ;
2 batteries de l'artillerie de corps ;
1 batterie des dragons de la Garde.
—
TOTAL... 5

[2] En réalité quatre régiments de cavalerie et deux batteries.

[3] C'est inexact : la division de Forton s'est repliée volontairement de Mars-la-Tour sur Vionville sans être inquiétée par les Allemands.

« J'établis des avant-postes à l'ouest du bois la Dame [1], face à « Metz, l'aile droite poussée vers Puxieux, l'aile gauche au delà « de la route Metz—Verdun. Je ne puis me porter plus loin par « manque d'eau. Je m'établis à Xonville.

« On cherche la liaison avec la Ire armée.

« Pertes faibles. »

RAPPORT Nº 5.

Xonville, 5 heures soir.

« D'après un rapport reçu à l'instant, de l'infanterie ennemie [2] « marche dans la direction de Tronville et de Puxieux. Il est à « désirer que de l'infanterie soit envoyée de Thiaucourt à Dom- « martin [3].

« Une reconnaissance (du *major Heister*) [4] a vu des vedettes « ennemies près de Vionville et découvert, *aux environs de* « *Rezonville, un grand camp de toutes armes.* »

Plus tard encore, à 7 h. 45 du soir, le général Rheinbaben rendit compte d'un échec subi, près de Jarny, par l'escadron envoyé à la recherche de la cavalerie de la Ire armée, et fit savoir que, si les coups de feu échangés aux avant-postes prenaient un plus grand développement, il se retirerait dans la direction de Verdun.

Ce rapport ne parvint au commandant du Xe corps que le lendemain dans la matinée.

Enfin, trois autres rapports, arrivés à Xonville entre 8 heures du soir et minuit, ne furent même pas transmis à Thiaucourt.

Or, l'un d'eux, expédié par le *capitaine Klotze*, commandant la grand'garde de la ferme Mariaville, annonçait la présence, près de Rezonville, d'un camp français évalué à 20,000 hommes des trois armes.

Par suite de l'organisation défectueuse des marches straté-

---

[1] Ce bois n'existait plus, mais figurait sur la carte française au 1/80,000.

[2] C'étaient des patrouilles de dragons à pied.

[3] Cette demande très justifiée donna lieu à l'envoi, le 16 au matin, de 3 bataillons, sous les ordres du colonel Lehman, à Chambley.

[4] Officier d'état-major de la 5e division de cavalerie.

giques de la IIe armée entre Sarre et Moselle, le prince Frédéric-Charles ne disposait, le 14 et le 15 août, que de la 5e division de cavalerie, appuyée par le Xe corps, pour reconnaître les forces que l'ennemi pouvait avoir mis en mouvement de Metz sur Verdun.

Le 14, l'observation purement visuelle de la grande route, par les 2 escadrons postés aux Baraques, n'avait rien donné.

Le 15, la 5e division de cavalerie envoya au commandant du Xe corps, pour être transmis à l'état-major général de la IIe armée, les rapports de reconnaissance, expédiés le matin par les 2 escadrons des Baraques, rapports qui parvinrent, un peu avant midi, au prince Frédéric-Charles, puis six autres rapports, dont les trois premiers seulement continuèrent, en original ou en copie, de Thiaucourt sur Pont-à-Mousson où ils arrivèrent entre 3 heures et 6 heures du soir.

Nous avons reproduit[1] le texte des rapports (1, 2, 3) du général de Rheinbaben, dont le contenu vint à la connaissance du commandant de la IIe armée avant 7 heures du soir.

Celui de Thiaucourt, 10 heures du matin, annonçait qu'un escadron avait franchi la grande route de Metz à Verdun, près d'Hannonville, sans rencontrer l'ennemi.

Ce renseignement était insuffisant, car des colonnes françaises avaient pu suivre cette route, la veille ou la nuit précédente.

Des troupes nombreuses en mouvement sur une route y laissent des traces, et il était du devoir du commandant de l'escadron détaché par le général de Redern sur Hannonville de faire savoir si la route offrait, ou non, les indices de la marche récente d'une colonne des trois armes se dirigeant vers l'Ouest.

L'absence de ce renseignement laisait la porte ouverte à toutes les conjectures.

Les deux autres rapports expédiés de Tronville, l'un à 1 heure, l'autre à 2 heures, relataient des escarmouches avec une division de cavalerie française et ne signalaient nullement la présence de camps ennemis considérables entre Vionville et Metz.

De quel côté se trouvait le gros de l'armée française ?

Le prince ne devait apprendre le stationnement de nombreuses

---

[1] Pages 166, 170 et 174.

troupes françaises, à l'ouest et près de Metz, que le 16 août, vers 10 heures du matin, par un rapport de la 1re division de cavalerie, transmis par le IXe corps, et d'après lequel on avait vu de Pouilly (rive droite), la nuit précédente, « des feux de « bivouac, sur une grande étendue, immédiatement à l'Ouest de « Metz ».

L'indigence, pour ne pas dire la nullité, des renseignements utiles que la 5e division de cavalerie a fournis au prince Frédéric-Charles, en cette journée du 15 août, nous semble imputable à deux causes essentielles.

La première réside dans le défaut d'un soutien d'infanterie tenant Thiaucourt et Beney, avec avant-postes dans les villages au Nord, compris entre le Rupt-de-Mad et l'étang de Lachaussée. Il en est résulté que la 5e division a dû prendre des dispositions bâtardes ayant pour résultat le plus clair de lier son exploration à des villages occupés par des cavaliers armés du mousqueton.

La seconde cause d'insuccès, on la trouve dans la faiblesse du général de Rheinbaben, chez qui le sentiment de la masse et du mouvement était remplacé par la préoccupation de se couvrir dans toutes les directions dangereuses au moyen de détachements relevant beaucoup plus du service de sûreté que de celui d'exploration.

Le général de Rheinbaben, s'il eût été animé de l'esprit cavalier, pouvait laisser 1 escadron à Beney et 2 à Thiaucourt, en position de repli, et opérer avec 15 escadrons, auxquels se seraient joints les deux escadrons des Baraques, ce qui lui aurait donné 17 escadrons et 1 batterie.

Disposant d'une telle force bien groupée, le commandant de la 5e division aurait eu le choix entre les deux solutions suivantes :

1° S'avancer *en masse* jusqu'à Xonville et faire reconnaître, par 3 escadrons de découverte, l'élément de route Rezonville—Harville.

En cas d'événement, 14 ou 15 escadrons et 1 batterie étaient prêts à manœuvrer et à combattre ensemble ;

2° Marcher *sur route*, de Beney à Wœl, et de là, sur Latour-en-Woëvre, enfin, par Suzemont et Mars-la Tour, sur Vionville et Rezonville, en laissant les deux escadrons de Chambley en observation vers le Nord.

Cette deuxième solution offrait moins d'avantages que la première.

La dissémination des moyens d'action est l'indice de la faiblesse.

Il faut qu'un chef ait une grande force d'âme, en même temps qu'une haute confiance en soi et en ses troupes, pour concilier ces deux principes de Napoléon qui, au premier abord, semblent contradictoires :

« N'être vulnérable nulle part. »

« Tenir ses troupes réunies. »

Les grands cavaliers n'ont pas toujours su échapper au reproche d'avoir éparpillé les unités sous leurs ordres.

On en trouve une preuve dans le passage suivant de la lettre qu'écrivit l'Empereur à Murat, le lendemain du combat victorieux de Schleiz, livré le 9 octobre 1806 :

« Il m'a paru que vous n'aviez pas sous la main assez de « cavalerie réunie : *en l'éparpillant toute* il ne vous restera rien. « Vous avez 6 régiments, je vous avais recommandé d'en avoir « au moins 4 dans la main ; je ne vous en ai vu hier que 2. »

De nombreux écrivains militaires, aussi bien en Allemagne qu'en France, et parmi eux, le général de Pelet-Narbonne, lequel jouit dans toutes les cavaleries d'une grande notoriété, ont critiqué sévèrement la pusillanimité dont aurait fait preuve le général de Rheinbaben quand il rejoignit les 11 escadrons et la batterie du général de Redern près de la ferme Mariaville.

Nous avons fait ressortir qu'à l'heure (11 heures 30 environ) où le commandant de la 5e division de cavalerie intervint pour arrêter le mouvement du général de Redern, l'attaque de Mars-la-Tour par les Allemands était vouée à un échec.

Plus tard, entre 2 et 3 heures, quand le général de Rheinbaben put disposer de 30 escadrons et de 2 batteries, la division ennemie avait abandonné Mars-la-Tour depuis plus d'une heure et s'était retirée derrière Vionville, peut-être même au delà.

Le moment propice était passé.

Le petit nombre de nouvelles émanant de la 5e division de cavalerie, qui parvinrent, le 15 août, au prince Frédéric-Charles, doit être imputé, pour une large part, au peu d'activité du général de Voigts-Rhetz et à l'organisation défectueuse des moyens de transmission.

Lorsqu'il reçut, à midi et demi, le rapport de la 5e division de cavalerie, daté de Thiaucourt 10 heures du matin, le commandant du Xe corps aurait dû détacher un officier de son état-major auprès du général de Rheinbaben avec mission d'envoyer des rapports sur ce qu'il verrait ou apprendrait.

En outre, disposant des deux escadrons du 9e dragons affectés à l'avant-garde de la 19e division d'infanterie, le général de Voigts-Rhetz était à même d'assurer, au moyen de relais, une liaison étroite entre lui et la 5e division de cavalerie.

La viabilité est très défectueuse au nord de Thiaucourt.

Il y avait donc lieu de choisir la route de Thiaucourt—Saint-Benoît–Chambley comme ligne des relais à établir, au nombre trois ou quatre, et très fortement.

La liaison doit se faire d'arrière en avant, parce que la cavalerie en exploration est trop absorbée par ses opérations sur l'ennemi pour s'occuper de ce qui se passe derrière elle.

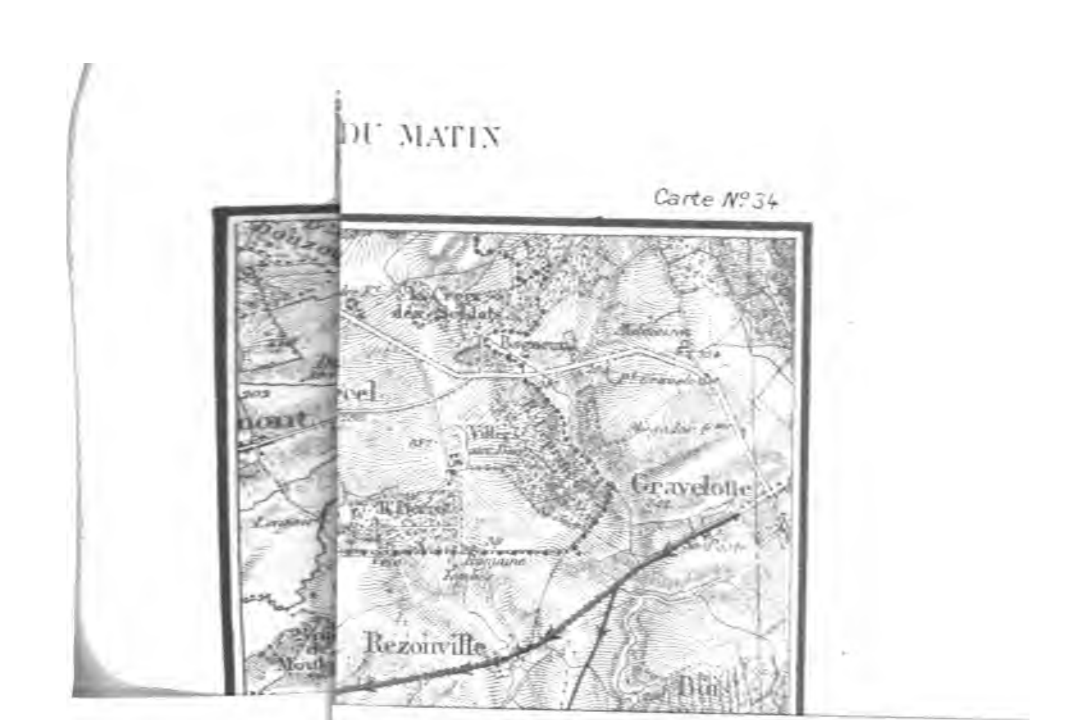
Ces conditions n'ayant pas été remplies, les rapports du général de Rheinbaben mirent deux, trois et même quatre heures à parcourir les 15 kilomètres, à vol d'oiseau, qui séparent Tronville de Thiaucourt, alors qu'avec un bon système de relais les dépêches auraient franchi cette distance en une heure ou une heure et demie.

Les résultats de la reconnaissance de la 5e division de cavalerie, le 15 août, auraient été bien différents si le Xe corps eût été commandé par un Avensleben; mais les hommes de cette valeur sont fort rares, même dans les armées réputées les meilleures.

Général Bonnal.



DU MATIN



CRITIQUE STRATÉGIQUE

DE LA

GUERRE FRANCO-ALLEMANDE

LES ARMÉES EN PRÉSENCE.

AVANT-PROPOS.

Après avoir examiné les opérations de la guerre franco-allemande qui ont abouti aux batailles de Wœrth et de Forbach, nous nous proposons, dans cette nouvelle étude, de revenir sur les dispositions prises de part et d'autre, tant pendant la période qui a précédé la guerre, en vue d'hostilités plus ou moins prochaines, qu'à partir du moment où les relations diplomatiques furent rompues entre la France et l'Allemagne.

Nous ne remonterons pas aux origines de la guerre qui pour nous était inévitable à bref délai, par cette raison que M. de Bismarck était à la recherche d'un incident capable de la faire naître, et qu'en même temps en France on se croyait en mesure de la soutenir. Nous n'entrerons pas non plus dans tous les détails de l'organisation et de la mobilisation des deux armées en présence; ces questions ont été maintes fois traitées avec tous les développements désirables.

Nous prendrons ces armées telles qu'elles étaient, et notre but est moins d'exposer ce qu'elles ont fait que d'examiner ce qu'elles auraient pu faire. Nous croyons que ce n'est qu'à cette condition qu'une étude critique mérite d'être prise en considération.

Il ne suffit pas en effet de mettre en relief certaines erreurs commises aux divers degrés de la hiérarchie, il faut montrer d'abord que ces erreurs ont eu une influence réelle sur les résultats, et ensuite qu'en s'y prenant autrement on avait au moins de grandes chances d'en obtenir de meilleurs. A notre avis une critique où ces conditions ne sont pas remplies n'a aucune valeur.

C'est dans cet esprit que nous voulons porter notre attention sur la période de la guerre qui a précédé les premières opérations décisives. Après avoir exposé sommairement l'organisation et la mobilisation des deux armées et présenté à ce sujet quelques observations, nous examinerons les plans de campagne étudiés en France et en Allemagne avant l'ouverture des hostilités, puis les déploiements stratégiques exécutés de part et d'autre, en nous demandant si, malgré les imperfections de la préparation en France, il ne s'est pas présenté à divers moments des circonstances favorables à l'offensive française, et en recherchant ensuite si, après que ces circonstances eurent disparu, on ne pouvait pas se préparer à une défensive avantageuse à la condition d'être très active.

Quant à la conclusion, ce sera encore celle à laquelle nous avons toujours été conduit dans nos études antérieures, c'est qu'avec une armée vaillante comme l'armée française, et malgré les imperfections de la préparation, on avait le moyen sinon d'obtenir de suite des succès décisifs, du moins de retarder l'invasion et de l'arrêter à proximité de la frontière, et que si vingt jours après la déclaration de guerre les portes de l'Alsace et de la Lorraine se sont trouvées ouvertes aux Allemands, cela n'a pour cause que l'incapacité absolue des chefs de l'armée française.

I.

ORGANISATION ET MOBILISATION.

La guerre qui éclata entre la France et l'Allemagne, au mois de juillet 1870, était prévue depuis plusieurs années de part et d'autre. Les succès que la Prusse avait obtenus contre l'Autriche pendant la guerre de 1866, avaient mis en question la prépondérance militaire, que les guerres de Crimée et d'Italie avaient

rendue à la France. En présence des agrandissements de sa voisine du Rhin, elle aurait voulu des compensations que la Prusse lui avait promises, mais qu'elle n'était pas disposée à lui laisser prendre. La France qui avait commis l'énorme faute de rester inerte pendant la lutte des deux puissances allemandes, devait être convaincue qu'elle n'obtiendrait rien que par la force.

Déjà l'affaire du Luxembourg en 1867, avait été l'occasion de difficultés que l'on n'avait pas aplanies sans peine. La guerre dépendait d'un incident; les prétentions d'un Hohenzollern au trône d'Espagne la firent naître. En vue de la guerre plus ou moins prochaine, on s'était efforcé des deux côtés de s'y préparer, mais les résultats auxquels on était parvenu étaient loin d'êtres comparables.

En France, l'organisation de l'armée active était restée à peu près la même depuis vingt ans; la loi de recrutement seulement avait été modifiée en février 1868 par le maréchal Niel; la durée du service était portée à neuf ans, dont cinq ans dans l'armée active et quatre dans la réserve. Mais le contingent, qui pouvait varier chaque année, était divisé en deux portions; la première seule passait cinq ans sous les drapeaux; la deuxième ne servait que durant cinq mois, répartis en trois années, elle était toujours à la disposition du Ministre de la guerre. De plus, les hommes qui n'étaient pas affectés à l'armée active, servaient à constituer la garde nationale mobile.

Cette loi aurait pu donner de bons résultats, mais en 1870 elle n'avait pas encore eu le temps de produire son effet. Au moment de la déclaration de guerre (19 juillet), il y avait 393,000 hommes sous les drapeaux, mais dans ce nombre se trouvait compris la gendarmerie, les non-valeurs (hommes à laisser dans les dépôts), les troupes d'Algérie et celles détachées à Rome.

Défalcation faite de ces différentes catégories il ne restait pas beaucoup plus de 200,000 hommes disponibles.

La mise de l'armée sur le pied de guerre devait s'obtenir par le rappel des réservistes et des hommes de la deuxième portion du contingent déterminés par la loi de recrutement; les premiers comprenaient 61,000 hommes, les seconds 112,000 hommes, ensemble 173,000 hommes, à ajouter aux 200,000 hommes de

l'effectif de paix disponible, ce qui portait l'armée active à l'effectif de 373,000 hommes. En tenant compte des troupes que l'on pouvait rappeler d'Algérie et de Rome et de celles que pouvait fournir la marine, on pouvait à peu près atteindre, en chiffres ronds, un effectif de 400,000 hommes.

Mais comme les procédés adoptés pour le travail de mobilisation étaient des plus défectueux, un certain nombre des hommes rappelés devaient arriver tardivement, et c'est à peine si, un mois après la déclaration de guerre, on se trouva en mesure d'opposer 300,000 hommes à l'ennemi.

Pour encadrer ces troupes l'organisation de l'armée comprenait :

100 régiments d'infanterie de ligne;
20 bataillons de chasseurs.
50 régiments de cavalerie dont :
  20 de cavalerie légère (hussards et chasseurs);
  20 de cavalerie de ligne (lanciers et dragons);
  10 de cuirassiers.
20 régiments d'artillerie dont :
  15 montés;
  1 de pontonniers (le 16e);
  4 à cheval.
3 régiments du génie.

Il y avait de plus la Garde, comprenant :
2 divisions d'infanterie de 4 régiments chacune;
1 division de cavalerie de 6 régiments;
1 régiment d'artillerie montée et 1 à cheval.

Enfin les troupes spéciales à l'Afrique, c'est-à-dire, 3 régiments de zouaves, 3 de tirailleurs algériens et 4 régiments de chasseurs d'Afrique.

Les régiments d'infanterie de ligne étaient dès le temps de paix à trois bataillons de huit compagnies; pour la mobilisation on préleva sur chaque bataillon deux compagnies pour former un quatrième bataillon et le dépôt.

Il resta dans chaque régiment trois bataillons à six compagnies, qui seuls firent partie des premières formations de guerre.

Le quatrième bataillon ne devait comprendre que quatre compagnies ; par suite, il en resta deux pour constituer le dépôt.

Nous croyons qu'il eût été préférable d'opérer autrement. C'eut été de ne prendre d'abord que trois compagnies par régiment et de former des bataillons de marche à six compagnies comme les trois premiers en réunissant provisoirement les compagnies de deux régiments formant brigade.

Comme la mobilisation des unités de première ligne demandait à peu près 100,000 hommes, on pouvait constituer ces bataillons de marche en puisant dans l'excédent des réservistes ou des hommes de la deuxième portion. Ces bataillons auraient d'abord été envoyés dans les places.

En même temps il eût été nécessaire d'augmenter l'artillerie de campagne.

L'organisation qui existait s'y prêtait fort bien. On avait en effet dans les régiments montés des batteries à pied au nombre de quatre, et des batteries montées au nombre de huit, et les gradés des premières participaient aux instructions des secondes. On pouvait les utiliser pour former de nouvelles batteries montées. Pour cela, il fallait dédoubler dans chaque régiment les quatre batteries à pied. On aurait pu obtenir ainsi soixante nouvelles batteries, dont la moitié aurait pu être formée de suite en batteries de campagne.

Ces formations tant d'infanterie que d'artillerie auraient demandé environ 50,000 hommes.

Les ressources immédiatement disponibles ne permettaient pas de faire beaucoup plus, car il devait y avoir bien des mécomptes dans le rappel des réservistes; mais, un peu plus tard, on aurait pu mobiliser les trois dernières compagnies des régiments d'infanterie et les dernières batteries de dédoublement.

Pour les constituer on aurait disposé, en sus de l'excédent des réservistes, de 92,000 anciens militaires qui furent rappelés par la loi du 10 août 1870. Ces formations auraient pu être prêtes à la fin de ce mois; avec les compagnies on aurait formé de nouveaux bataillons de marche, qui auraient remplacé les premiers dans les places, et les cadres de ceux-ci, versant leurs hommes dans les trois premiers bataillons pour réparer leurs pertes[1],

[1] Cela suppose, pour les pertes éprouvées depuis l'ouverture des hostilités, jusqu'à la fin d'août un chiffre de 50,000 hommes. C'est à peu près ce qui a eu lieu sans compter les pertes de l'armée de Châlons.

seraient retournés au dépôt pour y encadrer de nouvelles recrues. Au milieu de septembre les trois premières compagnies auraient été reconstituées au moyen d'anciens militaires et d'une partie de la classe de 1869 qui fut appelée le 1er août et qui devait donner 75,000 hommes ; elles auraient rejoint les dernières compagnies, et c'est à ce moment que l'on aurait constitué définitivement les quatrièmes bataillons, en créant de nouvelles compagnies pour les dépôts [1].

Pour alimenter ensuite l'armée active, ainsi portée à 400,000 hommes, on aurait disposé d'abord de ce qui restait de la classe de 1869 et des anciens militaires, et ensuite non seulement de la classe 1870 qui, forte de 140,000 hommes, ne fut appelée qu'en octobre, mais aussi d'un pareil nombre d'engagés volontaires pour la durée de la guerre, qui pouvaient rejoindre au moins un mois plus tôt. Avec ces diverses ressources, on aurait donc pu disposer de plus de 600,000 hommes de recrues, à ajouter à l'effectif du temps de paix au fur et à mesure du besoin.

Enfin il fallait faire état de la garde mobile qui, au moment de la déclaration de guerre, était à peine organisée.

Ce devait être cependant une ressource précieuse, mais seulement au bout de deux mois.

La classe de 1869 devait fournir 145,000 hommes ; celle de 1870, 87,000 hommes; les classes antérieures plus de 400,000 hommes. Quelques bataillons de Paris et de la région du Nord-Est pouvaient être utilisés dès le milieu du mois d'août.

Pour hâter l'organisation de ces troupes nous croyons qu'il eût été avantageux de les rattacher à l'armée de ligne. Pour l'infanterie on aurait formé autant de légions que de régiments de ligne. En principe, chaque département aurait fourni une légion, et, pour arriver au nombre voulu, on en aurait demandé une seconde aux départements les plus peuplés.

Paris à lui seul a fourni dix-huit bataillons dont on pouvait

---

[1] Nous sommes loin de considérer la constitution des bataillons de marche comme un idéal ; ce n'était qu'un expédient, mais un expédient nécessaire pour utiliser les ressources du recrutement au fur et à mesure qu'elles auraient été disponibles. Qu'on se rappelle les procédés employés par Napoléon pour reconstituer en 1813 les bataillons de l'armée de Russie.

faire six légions ; il restait à désigner six départements formant deux légions au lieu d'une.

Chaque légion aurait été rattachée à un régiment de ligne dont elle aurait pris le numéro, ce qui aurait facilité singulièrement l'administration et l'instruction.

On s'appliquait successivement à la formation des bataillons. Chaque légion en aurait d'abord fourni un qui aurait été affecté aux places avec les bataillons de marche constitués au moyen des régiments correspondants. On aurait pu les grouper en régiments mixtes comprenant chacun un bataillon de marche de ligne et deux bataillons de mobile[1].

Un mois plus tard, un second bataillon serait venu rejoindre les premiers, en même temps que la deuxième série des bataillons de marche de ligne formés avec les dernières compagnies des quatrièmes bataillons.

Pour la cavalerie il ne fallait pas demander de régiments à la garde mobile, mais on aurait pu facilement former par corps d'armée un escadron de cavalerie légère et un escadron de dragons qui auraient été employés pour l'escorte des généraux.

Pour l'artillerie, la garde mobile n'aurait pas fourni de batteries montées, mais on pouvait lui demander un groupe de batteries à pied pour chaque régiment actif, auquel il aurait été rattaché comme les légions d'infanterie; elle pouvait fournir aussi de précieux éléments pour le train d'artillerie.

Enfin, on pouvait la mettre à contribution pour le service d'état-major, auquel elle aurait pu fournir facilement, soit des secrétaires pour le travail des bureaux, soit des cavaliers intelligents et actifs appelés à servir comme estafettes.

Il y avait donc beaucoup à attendre de la garde mobile en y mettant du temps.

Ainsi par ces moyens on pouvait avoir de suite une armée de 200,000 hommes tirée de l'effectif de paix ; de quinze à vingt jours plus tard, on aurait eu 100,000 hommes de plus pour porter l'armée de première ligne à son effectif de guerre normal ; vers le 25 août, 50,000 hommes et au milieu de septembre un

---

[1] C'eut été un amalgame provisoire, analogue à ce qui a été fait en 1793.

nombre pareil de nouveaux combattants qui auraient porté l'effectif de l'armée active à 400,000 hommes.

C'est à peu près ce qui a eu lieu dans la réalité. Le 28 juillet, l'armée du Rhin, qui n'avait presque pas encore reçu de réservistes, comptait environ 200,000 hommes. Le 5 août, elle était forte de 276,000 hommes, sans compter une division en formation dans le Midi, la brigade de Civita-Vecchia, quatre régiments laissés en Algérie et l'infanterie de marine formant ensemble à peu près 35,000 hommes ; à la fin d'août au moment de Sedan, défalcation faite des pertes déjà subies, les armées de Metz et Châlons comprenaient ensemble environ 310,000 hommes parmi lesquels il y avait déjà quatre régiments de marche formés avec des quatrièmes bataillons. Les deux corps, 13e et 14e, en formation à Paris, auraient donné encore 50,000 hommes dont la brigade de Civita-Vecchia. On aurait pu facilement en former un de plus, auquel on aurait affecté une partie des bataillons laissés d'abord en Algérie.

L'armée active eut donc été portée à 400,000 hommes. En octobre on aurait pu y joindre 100,000 hommes de la garde mobile[1].

On aurait disposé alors pour tenir la campagne de 500,000 hommes, et l'on aurait eu de nombreuses recrues pour réparer les pertes et maintenir les combattants à ce chiffre.

Voilà ce que l'on pouvait prévoir dès l'ouverture des hostilités ; mais il importait tout d'abord de mobiliser et de diriger sur la frontière l'armée de première ligne, c'est-à-dire l'armée disponible du temps de paix, augmentée des réservistes et des hommes de la deuxième portion nécessaires pour la mettre sur le pied de guerre.

La rapidité de l'entrée en ligne de ces premières ressources

[1] On a pu prétendre (*Journal des Sciences militaires*, mars 1891) que l'on pouvait opposer à l'ennemi vers le 15 août une armée de 500,000 hommes. Mais une pareille assertion ne résiste pas à un examen sérieux ; elle suppose une situation imaginaire, et qui n'a rien de commun avec la réalité. On pouvait peut-être réunir le 15 août 500,000 hommes revêtus de l'habit militaire, mais non pas, ce qui est tout différent, une armée de 500,000 hommes pourvus de tout ce qui est nécessaire pour l'exécution de grandes opérations militaires. A cette date, 300,000 hommes d'armée active et 100,000 hommes dans les places étaient le maximum de ce que l'on pouvait obtenir.

dépendait surtout des procédés employés pour les mobiliser, et il faut reconnaître que ceux dont on se servit en France étaient très défectueux. Il y avait plusieurs opérations à exécuter : rappeler les réservistes, les habiller, les armer, les équiper, transporter les troupes à la frontière. Les réservistes et les hommes de la deuxième portion furent rappelés le 15 juillet; ils furent mis en route du 18 au 24, sauf pour cinq départements où le mouvement n'eut lieu que du 25 au 28[1].

Mais pour un bon nombre d'entre eux il fallut beaucoup de temps avant qu'ils fussent prêts à partir pour la frontière, parce que l'affectation de ces hommes n'était pas régionale. C'était là un grave défaut.

Le recrutement régional n'est pas indispensable pour l'armée du temps de paix, mais il n'en est pas de même des réservistes; c'est une condition essentielle de la rapidité de leur mobilisation, d'où dépend celle de leur entrée en campagne. On ne semblait pas s'en être douté en France. Des régiments stationnés dans le Nord avaient leur dépôt dans le Midi ou inversement; des réservistes appartenant à un département du Nord devaient traverser toute la France pour aller se faire habiller au dépôt, puis revenir à leur corps. Dans ces conditions, l'arrivée des réservistes fut retardée de plusieurs jours, et, quoiqu'ils aient été appelés le 15 juillet, à la fin du mois la plupart des régiments n'avaient encore à peu près que leur effectif de paix.

On perdit ainsi l'avantage d'une disposition excellente adoptée par l'état-major français et qui consistait à transporter les troupes à la frontière en deux échelons : d'abord les régiments avec leur effectif de paix, et ensuite les réservistes.

Cette disposition aurait pu faire gagner plusieurs jours pour l'entrée en campagne ; car, pendant que l'on transportait ainsi les 200,000 hommes déjà présents, on habillait et l'on équipait les réservistes appelés à les compléter ; le transport du premier échelon, commençant le 16, pouvait être terminé le 22 ; si les réservistes eussent été répartis d'après le système régional, appelés le 15, ils auraient rejoint les dépôts du 17 au 20; ils auraient été habillés et équipés du 18 au 22, et transportés à la

[1] DERRÉCAGAIX, *Stratégie*, p. 417.

frontière du 21 au 24. Le 25, l'armée forte de plus de 300,000 hommes était prête à entrer en campagne. Mais par suite des défectuosités du système de mobilisation qui, au dernier moment, n'étaient plus réparables, il en fut autrement.

Les transports du premier échelon furent bien à peu près terminés le 22, mais le 28 juillet l'effectif n'était encore que de 200,000 hommes, le 31 de 240,000 hommes; le 4 août seulement, il atteignait le chiffre de 270,000 hommes.

Il y avait bien d'autres défectuosités dans la mobilisation de l'armée française, concernant la mauvaise répartition du matériel et des effets de toute nature, mais celle concernant l'affectation des réservistes était la principale.

Une autre grave imperfection de l'armée française tenait à ce qu'elle n'était pas organisée à l'avance en corps d'armée ni même en divisions, sauf pour les troupes de Paris et de Lyon et pour la Garde.

Toutefois, au moment de la déclaration de guerre, un autre corps se trouvait formé au camp de Châlons pour les manœuvres annuelles. Pour le reste des troupes, les divisions n'étaient pas formées; elles ne connaissaient pas leurs chefs, et ceux-ci ne connaissaient pas d'avantage les officiers de leur état-major. Tout était à faire; cependant les formations étaient à peu près fixées sur le papier.

D'après les premiers projets de l'empereur, arrêtés en 1868, on devait organiser les forces actives de la France en trois armées, et ce fut encore sur ces bases que, au commencement de juillet 1870, dès que la candidature d'un prince de Hohenzollern au trône d'Espagne fit prévoir de graves difficultés avec la Prusse, on forma sur le papier les troupes disponibles.

L'une de ces armées devait se concentrer en Alsace et être commandée par le maréchal de Mac-Mahon; la seconde devait se rassembler en Lorraine et être sous les ordres du maréchal Bazaine; la troisième, formant une réserve, devait se réunir au camp de Châlons et avoir pour chef le maréchal Canrobert.

Ces trois armées devaient être sous les ordres supérieurs de l'empereur. Mais avant qu'on ait passé aux moyens d'exécution, Napoléon III changea ses dispositions et arrêta, à la date du 11 juillet, qu'il n'y aurait qu'une seule armée, formée de tous

les corps d'armée que l'on pouvait organiser, et qu'il en prendrait lui-même le commandement direct.

La résolution de n'avoir qu'une seule armée procédait sans doute d'une idée juste, à savoir que, à tout moment d'une grande guerre, il y a toujours une opération principale, à laquelle on doit faire tout concourir en lui sacrifiant toutes les autres.

Napoléon III se rappelait peut-être les observations de son oncle au sujet de la guerre de 1796 en Allemagne : « Dès qu'on « n'avait pour adversaire que l'Autriche et que la guerre n'avait « lieu que sur une frontière, il fallait n'avoir qu'une armée, un « seul chef et une seule ligne d'opérations. »

Toutefois nous croyons qu'en 1870 les dispositions de Napoléon III étaient défectueuses, parce que l'armée était trop nombreuse pour que le général en chef pût donner directement des ordres à tous les chefs de corps d'armée; il fallait donc avoir plusieurs armées, non pas pour donner à chacune d'elles une tâche indépendante, mais afin qu'il y ait, entre le général en chef et les corps d'armée, des intermédiaires chargés d'assurer l'exécution des opérations dans des conditions limitées.

Il convenait d'ailleurs d'admettre en principe que la composition de chaque armée était essentiellement variable et que chacune d'elles pouvait être renforcée ou affaiblie suivant les circonstances.

L'empereur en jugea autrement et décida qu'il y aurait sept corps d'armée, plus la Garde directement sous ses ordres. Les corps 1er, 3e et 6e devaient comprendre chacun 4 divisions d'infanterie, 1 division de cavalerie et 20 batteries, et être placés respectivement sous les ordres des maréchaux de Mac-Mahon, Bazaine et Canrobert ; les autres corps ne devaient avoir que 3 divisions d'infanterie, 1 division de cavalerie et 15 batteries, et être commandés par les généraux Frossard (2e), Ladmirault (4e), de Failly (5e) et Félix Douay (7e). La Garde n'avait que 2 divisions d'infanterie et 1 de cavalerie; elle fut mise sous les ordres du général Bourbaki.

Il devait y avoir en outre 3 divisions de cavalerie de réserve et une réserve générale d'artillerie de 16 batteries. Presque toutes les forces de la France furent employées à ces formations. Après les avoir constituées, il ne restait plus comme infanterie qu'une division en formation dans le Midi, 4 régiments en Afrique,

1 brigade à Civita-Vecchia et l'infanterie de marine; comme cavalerie, 1 brigade de cavalerie légère dans le Sud-Ouest de la France, une autre en Algérie (de 3 régiments).

Le 1er corps fut formé avec les régiments d'Alsace, d'autres du Sud-Est et les zouaves et tirailleurs algériens; il dut se réunir à Strasbourg.

Le 2e, comprenant les troupes déjà endivisionnées au camp de Châlons, fut dirigé sur Saint-Avold.

Le 3e, formé avec ce qu'on appelait l'armée de Paris et les régiments de Metz, dut se concentrer à Metz.

Le 4e, constitué avec les troupes des garnisons du Nord, dut se réunir à Thionville.

Le 5e, formé avec ce qu'on appelait l'armée de Lyon, eut Bitche pour centre de concentration.

Le 6e, comprenant les troupes de l'Ouest et du Sud-Ouest, dut se réunir au camp de Châlons.

Le 7e, avec des éléments tirés du Sud-Est et du Midi, dut se former à Belfort.

Nancy fut le point de rassemblement de la Garde.

Avec la division du Midi, l'infanterie de marine, les troupes de Civita-Vecchia et sans compter les quatrièmes bataillons, on pouvait constituer un 8e corps. L'empereur allait donc avoir à diriger neuf corps d'armées.

Il est vrai que suivant les besoins il pouvait donner à un maréchal le commandement d'autres corps voisins du sien. Mais alors ce maréchal eût été à la fois chef de corps d'armée et chef d'armée, ce qui ne pouvait présenter que des inconvénients. Il eut été bien préférable de réserver les maréchaux pour commander des groupes de corps d'armée, ou autrement dit, des armées de composition plus ou moins variable et, comme conséquence, de constituer tous les corps d'armée sur le même pied de trois divisions d'infanterie chacun; on aurait eu ainsi dix corps d'armée, y compris la Garde, avec lesquels on pouvait faire trois armées.

Il nous semble d'ailleurs que les dispositions adoptées pour la formation des corps d'armée peuvent encore donner lieu à d'autres observations.

D'abord au sujet du 2e corps, nous dirons que, si à première vue il était assez raisonnable de porter à la frontière ce corps tel

qu'il était constitué au camp de Châlons, cette disposition n'était pas sans inconvénient.

En effet, ce corps d'armée, réuni préalablement au camp pour les manœuvres annuelles, comprenait des troupes d'infanterie et d'artillerie tirées des toutes les parties de la France. Or il était désirable, en vue de l'arrivée ultérieure des recrues, du matériel et des munitions, que toutes les troupes d'un même corps d'armée provinssent de la même région, et l'on avait tenu à peu près compte de cette condition dans la formation des autres corps d'armée.

Il eut donc été préférable de disloquer le 2e corps et de répartir ses éléments dans les autres corps d'armée. On aurait formé un nouveau 2e corps avec la 4e division du 3e et des régiments situés à proximité de la ligne ferrée Verdun—Reims—Amiens.

D'autre part, le 1er corps aurait dû être l'objet de dispositions spéciales à cause de l'éloignement des troupes d'Afrique; on aurait pu, en les admettant, donner aux régiments de France une organisation provisoire permettant de les utiliser pour la protection de la frontière.

Avec les régiments d'Alsace (18e, 74e, 78e, 96e), trois batteries du 5e et deux du 20e [1], former une division qui, le 20 juillet, aurait pu occuper Haguenau et Soultz. On pouvait former une deuxième division provisoire avec quatre régiments venant du camp de Châlons: 23e (Dijon), 55e (Besançon), 32e (Bastia), 76e (Avignon), et trois batteries du 12e (Besançon), qui auraient été affectés au 1er corps au lieu des régiments 26e, 48e, 56e, 87e (provenant du Sud-Est).

Quant à la désignation des points de rassemblement des corps d'armée, il faut remarquer qu'elle n'impliquait aucune idée arrêtée sur le plan de campagne à suivre. Ils étaient tous à proximité de la frontière, où ils pouvaient être portés en quelques marches, suivant les vues du généralissime, sauf le 6e corps qui pouvait être considéré comme une réserve stratégique susceptible d'être portée rapidement par voie ferrée sur le point le plus convenable.

D'ailleurs, en choisissant ces points de rassemblement, il

---

[1] Ces deux régiments d'artillerie étaient en garnison à Strasbourg.

fallait tenir compte du tracé de nos voies ferrées, qui pouvaient amener les troupes par quatre itinéraires distincts aboutissant sur la ligne Metz—Nancy—Lunéville—Strasbourg.

Ces quatre lignes étaient les suivantes :

1° Lyon—Belfort—Strasbourg, se prolongeant, par Haguenau, sur Bitche et Sarreguemines;

2° Lyon—Dijon—Épinal—Lunéville—Sarrebourg;

3° Paris—Châlons—Metz, se prolongeant sur Saint-Avold ;

4° Paris (ou le Nord)—Mézières—Thionville.

A ces quatre lignes se rattachaient de nombreux embranchements succeptibles d'amener des troupes de toutes les parties de la France.

Il y avait encore une cinquième ligne, celle de Reims à Verdun, mais son emploi exigeait quelques marches à partir de cette dernière place; elle pouvait néanmoins être utilisée pour seconder la troisième et la quatrième ligne.

On avait en somme des moyens suffisants pour transporter rapidement les troupes à la frontière.

Une fois rendus sur la ligne Thionville—Metz—Strasbourg ou même plus loin à Saint-Avold ou Bitche, ces troupes restaient à portée d'une voie ferrée par où elles pouvaient recevoir tout ce qui leur était nécessaire pour compléter leur organisation en hommes et en matériel.

Malheureusement par suite d'une préparation insuffisante et d'une mobilisation défectueuse, tous ces compléments devaient arriver tardivement et l'on se trouva bientôt dans l'impossibilité de prendre l'offensive comme on l'avait espéré.

Dans ces conditions il y avait un parti à prendre qui aurait pu donner de bons résultats. C'était de passer la frontière avec l'armée du temps de paix. Cette offensive eût été forcément limitée; mais, en assurant la protection du territoire, elle aurait permis de vivre quelque temps en pays ennemi, de détruire les voies de communication, de troubler et par suite de retarder le rassemblement des troupes allemandes.

Pour exécuter une pareille entreprise il aurait fallu ne porter en avant que deux bataillons par régiment en y versant tous les hommes disponibles et en laissant les troisièmes en arrière pour recevoir les réservistes. Les corps d'armée conservant en principe leur organisation fondamentale auraient été réduits provisoi-

rement de trois à deux divisions ; les troisièmes bataillons formaient une division provisoire avec les services d'abord affectés à la troisième division. Avec ces dispositions l'armée de première ligne pouvait être mise en mouvement du 24 au 25 juillet ; huit jours plus tard elle aurait été rejointe par les troisièmes divisions et les régiments reconstitués sur leur pied normal.

Il ne semble pas qu'en France personne n'ait eu l'idée d'entreprendre une pareille opération à laquelle cependant le parti de transporter les troupes en deux échelons pouvait conduire tout naturellement. Au lieu de chercher à pénétrer sur le territoire ennemi, on laissa pendant huit jours l'armée du temps de paix presque sur place et dans une inaction qui ne pouvait avoir qu'une fâcheuse influence sur son état moral.

Les ressources des Allemands et les procédés employés pour leur mobilisation étaient tout différents de ceux dont on se servait en France.

Depuis longtemps, le service obligatoire était en vigueur en Prusse ; les hommes faisaient trois ans sous les drapeaux, puis passaient dans la réserve où ils restaient quatre ans ; ensuite, ils faisaient partie de la Landwehr. Depuis la guerre de 1866, le système prussien avait été adopté plus ou moins rigoureusement, non seulement dans les États de la Confédération de l'Allemagne du Nord, mais aussi dans ceux de l'Allemagne du Sud, c'est-à-dire en Bavière, en Wurtemberg, dans le duché de Bade et dans le grand-duché de Hesse-Darmstadt.

Au moment de la déclaration de guerre, tous ces États firent cause commune avec la Prusse. L'effectif sur le pied de paix était de 382,000 hommes :

Pour l'Allemagne du Nord, y compris la Hesse.................	304,000	hommes.
Pour la Bavière..................	50,000	—
Pour le Wurtemberg............	14,000	—
Pour le duché de Bade..........	14,000	—

L'ordre de mobilisation pour toute l'armée de l'Allemagne du Nord fut lancé dans la nuit du 15 au 16 juillet ; en Bavière, le 16 ; en Wurtemberg, le 19 ; dans le duché de Bade et dans celui

de Hesse, que des conventions particulières rattachaient étroitement à la Prusse, dans la nuit du 15 au 16[1]

La mobilisation terminée, l'Allemagne du Nord pouvait disposer de 982,000 hommes, dont près de 465,000 hommes pour l'armée active; le reste comprenait les troupes de garnison, les troupes de dépôt ou de remplacement.

Les contingents de l'Allemagne du Sud portaient l'effectif total à près de 1,200,000 hommes, dont plus de 500,000 pour l'armée active.

Les formations nécessaires pour encadrer cette armée, divisions et corps d'armée, étaient toutes constituées à l'avance.

En 1866, la Prusse n'avait eu que huit corps d'armée, plus la Garde ; ses acquisitions et la constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord, avaient permis de porter le nombre des corps d'armée à douze, sans la Garde.

Chaque corps d'armée comprenait deux divisions d'infanterie, à quatre régiments de trois bataillons, et une division de cavalerie; mais au moment de la guerre on jugea préférable de ne laisser dans les corps d'armée que deux régiments de cavalerie, et de former avec le reste six divisions de cavalerie indépendante ; toutefois, la Garde et le XIIe corps (armée saxonne) conservèrent leur division de cavalerie[2].

L'armée bavaroise devait former deux corps d'armée; le Wurtemberg, le duché de Bade et la Hesse, chacun une division avec une brigade de cavalerie.

La division hessoise fut affectée au IXe corps, à la place de la 17e division qui d'abord resta disponible.

Chaque corps d'armée avait dès le temps de paix son régiment d'artillerie comprenant quinze batteries, dont trois à cheval, destinées à former l'artillerie des divisions de quatre batteries pour chacune, l'artillerie de corps en général de six batteries et aussi l'artillerie des divisions de cavalerie indépendante.

Tout était donc préparé pour une mobilisation rapide et régu-

---

[1] G. E. M., 49.

[2] Nous croyons que de tous les moyens de répartir la cavalerie dans une armée, le meilleur est celui adopté par les Allemands et qui consiste à affecter un régiment à chaque division d'infanterie et à former avec le reste des divisions indépendantes, sauf à les rattacher suivant les besoins à certains corps d'armée.

lière ; avec tous ces éléments on devait former trois armées et une réserve :

La Ire armée fut formée du VIIe et du VIIIe corps d'armée et de la 3e division de cavalerie. Elle devait être forte d'environ 65,000 hommes.

La IIe armée eut la Garde avec les corps IIIe, IVe, Xe, et les 5e et 6e divisions de cavalerie, donnant une force de 130,000 hommes.

La IIIe armée eut les Ve et XIe corps prussiens, les corps bavarois, les divisions wurtembergeoise et badoise, avec la 4e division de cavalerie.

Elle serait ainsi forte de 140,000 hommes.

La réserve devait comprendre les corps IXe et XIIe (60 000 hommes).

A la date du 30 juillet cette réserve fut rattachée à la IIe armée, qui fut ainsi portée à 190,000 hommes.

Trois corps furent d'abord laissés en Allemagne : c'était le Ier, le IIe et le VIe, et de plus la 17e division, ainsi que les 1re et 2e divisions de cavalerie.

Mais ils furent bientôt appelés sur le Rhin et en outre on put rapidement disposer de quatre divisions de Landwehr, dont celle de la Garde.

Ces forces, non comprises d'abord dans les trois armées, présentaient un effectif de près de 150,000 hommes. Les Allemands disposaient donc pour mener la campagne de 550,000 hommes bien organisés. Les trois premières armées seules avec la réserve donnaient un effectif de 400,000 hommes.

Contrairement à ce qui se fit en France, les transports stratégiques ne devaient commencer que quand ces forces auraient été mises sur le pied de guerre par l'arrivée des réservistes ; pour exécuter ces transports, on disposait de neuf voies ferrées, dont six pour l'Allemagne du Nord et trois pour l'Allemagne du Sud ; mais parmi ces lignes, quatre seulement traversaient le Rhin, se dirigeant l'une par Cologne sur Call, la seconde par Bingen sur Neunkirchen, la troisième par Mannheim sur Hombourg, la quatrième par Mayence sur Landau. Encore faut-il remarquer que ces deux dernières avaient une partie commune entre Mannheim et Neustadt. Il y avait encore une ligne pouvant amener les troupes tout près de la frontière française par Karlsruhe

sur Langenkandel, mais il n'y fallait pas trop compter, car, en raison même de sa proximité, on pouvait craindre de voir détruire le pont de Maxau sur le Rhin ; elle n'entrait d'ailleurs pas dans les combinaisons de l'état-major allemand. Il n'y avait donc en réalité que deux lignes capables de débarquer les troupes allemandes près de la frontière française à Neunkirchen et Hombourg. En somme les moyens de transport des Allemands n'étaient pas supérieurs à ceux des Français. Si l'on s'était proposé le problème d'amener au plus vite 200,000 hommes sur la frontière comprise entre Thionville et Lauterbourg, les Français y seraient sans doute arrivés plus vite que les Allemands, pouvant débarquer une partie de leurs troupes à Thionville, à Saint-Avold, à Sarreguemines et à Soultz. Il est même probable qu'avec l'activité qu'a montrée la Compagnie de l'Est, on aurait pu franchir la frontière deux ou trois jours avant les Allemands.

Mais M. de Moltke était décidé à ne rien compromettre, et, dans le cas où les Français le préviendraient, il devait arrêter ses transports au Rhin.

Ce qui distinguait essentiellement toutes ces mesures de celles qui étaient prises en France, c'est qu'elles étaient le résultat d'une préparation longuement étudiée. Aussi furent-elles exécutées méthodiquement et avec un ordre parfait. On peut dire que les Allemands allaient ouvrir les hostilités avec une armée formidable par le nombre et admirablement organisée.

Sous le rapport de l'armement il y avait des avantages partagés. L'armement de l'infanterie française était sensiblement supérieur à celui des Allemands par la portée et par la justesse ; cependant le fusil allemand avait de réelles qualités ; il avait fait ses preuves en 1866, et les soldats allemands en connaissaient les propriétés. Le fusil français, au contraire, n'avait pas encore été employé dans une grande guerre, la plupart des réservistes ne le connaissaient pas ; de plus la tactique française était mal appropriée à ses qualités balistiques. Pour l'artillerie l'avantage était du côté de l'Allemagne. Les canons se chargeant par la culasse dont elle avait déjà fait usage en 1866, constituaient en 1870, l'armement exclusif de leurs batteries. Il était très supérieur aux canons de 4 et de 12, se chargeant par la bouche, qui armaient les batteries françaises. Cependant le

système prussien était depuis longtemps connu en France, mais le Comité d'Artillerie avait dédaigné de le comparer minutieusement aux pièces françaises.

C'est à ce sujet surtout que l'on peut adresser de graves reproches au maréchal Le Bœuf, car, ayant présidé pendant de longues années le Comité d'Artillerie, il aurait dû employer son initiative à doter l'armée française de bouches à feu capables de lutter contre l'artillerie allemande.

En dehors des pièces de 4 et de 12, l'artillerie française allait avoir entre les mains une nouvelle pièce, le canon à balles ou mitrailleuse. On en attendait merveille, et ce n'était pas sans raison ; cependant cette bouche à feu ne rendit pas tous les services que l'on pouvait en espérer, parce que l'on comprit mal ses propriétés tactiques. Elle n'était bonne que contre le personnel, surtout contre l'infanterie ; tandis qu'elle fut souvent employée contre l'artillerie allemande, avec laquelle elle ne pouvait pas lutter. On aurait dû comprendre que le rôle des batteries de mitrailleuses était d'apparaître subitement contre les troupes ennemies, et que, dès qu'elles auraient contre elles l'artillerie prussienne, elles devaient se dérober. Dès lors, il fallait les attribuer exclusivement à des batteries à cheval, entrant en ligne sans caissons, vidant leurs avant-trains pour atteindre rapidement un but bien défini, puis s'éloignant pour aller les remplir et reparaître un peu plus tard sur un autre point pour accomplir une nouvelle besogne.

En assimilant au contraire les mitrailleuses aux autres bouches à feu, on méconnaissait leurs propriétés, qui dans bien des circonstances auraient pu amener des résultats foudroyants ; on y réussit quelquefois, mais ce ne fut que par exception, d'autant plus que beaucoup d'officiers de ces batteries en connaissaient mal le service [1].

On peut dire en somme que sous le rapport de l'armement

---

[1] Le maréchal Le Bœuf, sur la recommandation de l'empereur, avait fait venir à Meudon en 1869 le nombre de capitaines nécessaires pour commander les batteries de canons à balles, afin qu'ils se missent au courant du tir et du service des pièces ; mais quand la guerre éclata au lieu de mettre à la tête des batteries de mitrailleuses les officiers initiés à leur pratique, on préféra dans les bureaux de l'Artillerie en désigner d'autres plutôt que d'intervertir le tour des officiers à marcher. (Voir *Les Forces militaires de la France en 1870*, par le comte de La Chapelle, ouvrage inspiré par l'empereur Napoléon III.)

considéré en lui-même, il n'y avait d'aucun côté une supériorité décisive; car l'avantage du fusil français était à peu près compensé par celui de l'artillerie allemande, mais la supériorité des Allemands devait s'obtenir par une meilleure tactique. Ils étaient pénétrés des avantages de l'offensive, tandis qu'en France l'excellence du fusil avait fait croire qu'il fallait attendre le succès de la force de positions bien choisies. Les Allemands avaient donc pour eux le nombre, une tactique mieux appropriée à leur armement ; mais le plus grand de tous leurs éléments de succès résidait dans le mérite de leurs chefs.

La plupart des hommes qui commandaient les corps d'armée allemands s'étaient distingués comme divisionnaires dans la guerre de 1866. A la tête de leurs armées se trouvaient le prince royal et le prince Fr.-Charles qui avaient déjà exercé de semblables commandements contre l'Autriche ; le général Steinmetz, qui était à la tête de la Ire armée, avait montré une haute valeur dans le commandement d'un corps d'armée.

Il est certain que la plupart des hommes qui commandaient les corps d'armée français, s'étaient eux aussi montrés jadis de brillants divisionnaires, mais deux d'entre eux au moins n'étaient pas à leur place : le général Frossard, qui avait passé sa vie dans le corps de génie, n'avait aucune expérience du commandement des troupes, et le général de Failly était complètement dépourvu des qualités indispensables pour le commandement d'un corps d'armée. Mais c'est surtout dans la direction supérieure que devait résider la supériorité des Allemands, et celle-là devait être décisive.

M. de Moltke après avoir préparé la guerre, de concert avec le ministre de Roon, allait la conduire sous la haute autorité du roi Guillaume en remplissant près de lui les fonctions de major général.

Mais il devait occuper ce poste dans des conditions toutes spéciales. Quand une armée a à sa tête un Frédéric ou un Napoléon, le major général n'est près d'eux qu'un agent d'exécution. Théoriquement il semble qu'il devrait toujours en être ainsi dans une République, car on est censé avoir mis à la tête de l'armée celui qui est le plus digne de la commander; celui qui a été choisi a besoin d'aides pour assurer l'exécution des

opérations, mais c'est à lui qu'il appartient de les concevoir dans leurs grandes lignes.

Il en est autrement dans une Monarchie ; le chef de l'État a de droit le commandement des armées, et il peut vouloir l'exercer effectivement sans avoir la capacité que réclame la conduite des opérations. Il lui faut alors près de lui un aide qui ait pour mission non seulement de faire exécuter ses volontés, mais aussi de les inspirer. Tel était le rôle de M. de Moltke ; le roi Guillaume n'était assurément pas dépourvu de qualités militaires, mais rien ne prouve qu'il eût été capable d'étudier un plan de campagne dans tous ses détails, et de le faire exécuter. Son grand mérite a été de mettre la main sur un de Moltke pour conduire la guerre, comme il avait su trouver un Roon pour préparer les moyens et un Bismarck pour diriger sa diplomatie. En réalité, c'est là le principal rôle d'un chef d'État. L'empereur Napoléon III n'avait pas eu à beaucoup près la main aussi heureuse. Ses diplomates s'étaient laissé jouer par M. de Bismarck, et pour l'aider dans la conduite de la guerre il n'avait su trouver que le même homme qui l'avait préparée d'une manière si insuffisante.

Quand à lui, il n'était peut-être pas plus dépourvu de qualités militaires que le roi de Prusse ; il avait quelque peu étudié les campagnes de son oncle, sans toutefois les avoir approfondies ; il avait en 1859 dirigé la guerre d'Italie avec un certain mérite ; mais il n'était pas de taille à conduire de grandes opérations dans des conditions très difficiles. Pour lutter contre les Allemands avec des moyens sensiblement inférieurs, il lui aurait fallu le conseil d'un homme hors ligne. Le maréchal Le Bœuf n'était pas cet homme, à beaucoup près. Appartenant à l'arme de l'artillerie, il s'y était distingué en Crimée et en Italie ; mais ce n'était pas une raison suffisante pour prétendre à la direction de grandes opérations militaires. Il était devenu maréchal sans avoir commandé un corps d'armée ni même une division, et ce n'est assurément pas Napoléon Ier qui aurait élevé à cette dignité un homme ayant fait toute sa carrière dans une spécialité. Parmi les maréchaux du premier Empire un seul sortait de l'artillerie, c'est Marmont, et ce n'est pas pour avoir exercé le commandement de l'artillerie d'une armée que l'Empereur lui avait conféré son grade, mais parce que depuis cinq ans il commandait un corps d'armée avec distinction.

En outre, à défaut de l'exercice d'un commandement, le maréchal Le Bœuf ne s'était signalé par aucune étude spéciale d'une vraie valeur. On peut dire qu'en général, avant 1870, les officiers d'artillerie se distinguaient par leur ignorance en histoire militaire et en géographie. Rien ne les poussait dans cette voie; il n'en était pas question dans leurs études, ni à l'École polytechnique, ni à l'École d'application de Metz, et celui qui aurait voulu s'y adonner aurait été conspué et destiné à végéter dans les grades inférieurs[1]. Le maréchal Le Bœuf n'avait sur ces sujets que des idées sommaires comme ses camarades. Rien ne le recommandait donc au choix de l'empereur si ce n'est un dévouement absolu à la dynastie impériale. Une seule chose peut excuser l'empereur de l'avoir choisi, c'est qu'en cherchant bien il n'aurait pas trouvé beaucoup mieux. Ce qui caractérise en effet les chefs de l'armée française en 1870, c'est que, si bon nombre d'entre eux étaient capables de briller dans des situations secondaires, il n'en existait pas un seul qui ait approfondi les principes de la grande guerre, qui fut capable de concevoir un plan judicieux et de le faire exécuter avec autant de précision que de résolution.

Le maréchal Le Bœuf avait deux adjoints : le général Lebrun et le général Jarras; avec leur concours la direction devait s'effectuer d'une manière toute particulière. Les décisions allaient être prises le plus souvent à la suite de délibérations entre l'empereur, le maréchal et le général Lebrun. Cette trinité exerçait en somme les fonctions de généralissime, et ensuite le général Jarras rédigeait et expédiait les ordres d'exécution. En même temps, le maréchal Le Bœuf n'avait pas abandonné les fonctions de ministre; il avait seulement désigné un suppléant, le général Dejean, pour les exercer sous son impulsion.

Au fond, cette organisation du haut commandement pouvait être excellente. C'était en somme celle de Napoléon Ier, avec cette différence que sa personnalité était remplacée par la réunion de trois hommes; le général Jarras remplissait le rôle de Berthier, et le général Dejean celui du Ministre.

Or, il est bon qu'une fois la guerre engagée le Ministre subisse

---

[1] Celui qui écrit ces lignes en sait quelque chose.

la direction du généralissime, et qu'il ne soit qu'un agent d'exécution. C'est ce qui avait lieu avec Napoléon Ier. Si le Ministre est une personnalité comme le général de Roon, il faut qu'après la mobilisation terminée il rejoigne le quartier général, afin que les questions de renfort, d'organisation, d'approvisionnements soient résolues sur place entre le généralissime et le Ministre, qui doit avoir au cœur du pays un sous-ordre qui, n'a pas d'initiative et qui n'a plus qu'à assurer l'exécution. C'est ce qui eut lieu dans l'armée prussienne. L'organisation adoptée en France aurait pu donner aussi de bons résultats, mais à la condition essentielle que, dans la trinité qui exerçait le haut commandement, il y eût *une tête*, et c'est justement ce qui faisait défaut, car ce n'était pas le général Lebrun qui pouvait suppléer à ce qui manquait à l'empereur et au maréchal Le Bœuf. Aussi l'armée française allait-elle être conduite sans vues suivies, avec des idées incohérentes; cette insuffisance de la direction s'ajoutant à l'infériorité des moyens devait suffire à amener les plus grands désastres.

A. Grouard,
Ancien élève de l'Ecole polytechnique.

(*A continuer.*)



LE

SERVICE INTÉRIEUR

Le Ministre de la guerre vient de nommer une Commission qu'il a chargée de mettre le *Règlement* du 20 octobre 1892 *sur le Service intérieur des corps de troupe* en harmonie avec les nécessités actuelles, en tenant compte de la réduction de la durée du service, de la préparation presque exclusive des troupes à la guerre, ainsi que des autres conditions nouvelles en présence desquelles nous nous trouvons. Mais il a été spécifié que rien ne serait changé à la contexture du Règlement, à laquelle nos officiers sont habitués, et il est entendu que son esprit restera ce qu'il était.

Je voudrais montrer que cette contexture est vicieuse, que cet esprit est périlleux. Puis je dirai sous quelle forme et dans quelle mesure il y aurait lieu, à mon avis, de faire intervenir une réglementation.

I.

N'y a-t-il pas d'abord une erreur d'étiquette, et l'expression « service intérieur » peut-elle s'appliquer, par exemple, aux formes extérieures du respect, aux règles de correspondance, à la forme du salut, à la façon d'appeler les supérieurs de qui on parle ou à qui on parle ? N'est-il pas tout aussi déplacé de définir les devoirs des officiers de douanes ou des agents du Trésor, ceux des généraux (en matière de rétrogradation, par exemple,) ou ceux des intendants (en cas de litiges), dans un document qui, à en croire son titre, ne s'applique qu'aux corps de troupe ?

Reportez-vous à l'ordonnance royale du 13 mai 1818, rédigée par le maréchal Gouvion Saint-Cyr et de laquelle descend en filiation directe le décret du 20 octobre 1892. Vous n'y verrez aucune de ces fautes de composition, de cette intrusion incompréhensible de questions parasites et oiseuses.

Mais cette même ordonnance débute par un préambule que les éditions subséquentes se sont bien gardées de reproduire. Il importe de le relire pour se rendre compte de l'influence néfaste que devait exercer, qu'a exercée, cette étroite réglementation. Donc, le voici, tel qu'il figure en tête du paragraphe si connu (et qui a été conservé, lui), relatif aux ***Principes généraux de la subordination :***

« Sa Majesté, considérant qu'il est du bien de son service que ses troupes soient *assujetties* à une discipline et à une police *uniformes* par des règlements qui, en *prévoyant et fixant tous les détails* pour chaque arme, ne permettent pas que rien soit *arbitraire* ou *indéterminé*, ni que ses officiers, en passant d'un corps à un autre, y trouvent *aucune différence dans la manière de servir*, a arrêté le présent règlement. »

Que les circonstances aient motivé cette conception, ce n'est pas douteux. L'armée était singulièrement hétérogène sous la Restauration. Elle était tiraillée entre la survivance des éléments napoléoniens et l'introduction d'éléments royalistes. Des militaires qui avaient fait la guerre — et avec quelle gloire ! — s'y trouvaient commandés par des chefs qui ne l'avaient point faite. Bref, il fallait y introduire des règles précises, minutieuses, asservissantes et tutélaires à la fois [1].

Mais, sans méconnaître ces nécessités historiques, on ne saurait se dissimuler que le résultat en a été funeste, puisqu'elles ont abouti à créer l'uniformité, la sujétion, la fixité de tous les détails, l'interchangeabilité complète, c'est-à-dire tout ce qu'il y a de plus contraire au libre jeu des initiatives.

Aux habitudes contractées sous l'influence de ces idées, on peut attribuer, sans exagération, une bonne part de la passivité

---

[1] Peut-être dira-t-on que la situation d'aujourd'hui est assez analogue à celle d'alors, puisque l'armée est devenue extrêmement hétérogène, se composant de professionnels et de non-professionnels, de militaires de l' « active » et de réservistes.

qui s'est introduite dans notre armée et dont nous avons constaté en 1870 l'influence nocive. Depuis qu'on s'en est rendu compte, on cherche à réagir, on vante l'initiative, on recommande de la développer, un peu à la façon des médecins qui vantent les vertus toniques des bons crûs et qui recommandent de boire du vieux bourgogne, oubliant que leur malade n'en a point ou qu'il ne possède pas les moyens de s'en procurer.

Allez donc dire de marcher à des hommes dont le pied est rivé à un anneau scellé au mur ! Engager les militaires à faire preuve d'indépendance et à agir librement, alors que le poids d'une réglementation étroite les accable, alors qu'ils sont habitués depuis leur entrée au service à un asservissement de tous les instants, c'est oublier les lois de la psychologie.

> Au joug depuis longtemps il se sont façonnés.
> Ils adorent la main qui les tient enchaînés.

A force de courber la tête, on devient incapable de la relever. Il ne faut pas espérer qu'un signe suffira pour libérer des esprits longtemps comprimés. On a besoin d'apprendre à agir par soi-même, malgré qu'il n'y paraisse guère. L'initiative, tout comme l'obéissance, exige une initiation méthodique. Or, l'ordonnance de 1818 a commis le crime de tuer dans l'œuf cette faculté qu'on s'acharne à vouloir faire vivre. Elle a laissé dans nos mœurs des traces qui subsistent encore et que même des hommes de progrès ne songent pas à faire disparaître.

Il est urgent d'en finir avec ces dangereux errements. Certain ministre de l'instruction publique, tirant sa montre un mardi, sur le coup de 9 heures, disait triomphalement : « En ce moment. dans tous les lycées de France, tous les élèves de cinquième composent en version grecque ». On disait de ce grand maître de l'Université qu'il menait son corps enseignant comme un colonel : « militairement ».

Mais quelle signification se cache aujourd'hui sous cet adverbe ?

Un colonel peut conduire son régiment à la boucherie ; son impéritie peut coûter 3,000 hommes à la France. Il est donc investi de pouvoirs considérables. Oui. Mais il ne peut pas charger le caporal-fourrier de recevoir le linge sale, parce que

l'article 190 du Règlement attribue cette opération importante au caporal d'ordinaire.

Pareillement, c'est le samedi, avant midi, que, dans toutes les chambrées de tous les casernements de France et des colonies, on lave les planchers, on nettoie les vitres, on bat au grand air les couvertures et matelas, conformément à l'article 355.

Je sais bien qu'on en prend parfois à son aise avec des prescriptions aussi tatillonnes. On supprime le battage parce qu'il pleut, ou l'on recule le nettoyage à l'après-midi parce qu'on préfère employer à quelque exercice le beau temps de la matinée, ou l'on fait ramasser le linge sale par le garde-magasin parce que le caporal d'ordinaire est retenu à quelque corvée. Bref, on n'observe pas la lettre, sous prétexte de l'appliquer intelligemment.

On prend ainsi l'habitude d'éluder les prescriptions gênantes, dans la mesure où l'on peut compter sur la tolérance des chefs. Ce faisant, on énerve la discipline, et l'on en vient à cette idée de l'initiative que c'en est « le comble » de « prendre sur soi » la responsabilité d'une infraction au règlement. Autoriser un capitaine à infliger une punition pour mensonge, bien que cette faute ne soit pas comprise dans l'énumération de l'article 301, c'est une audace dont certains chefs de corps tirent quelque fierté : ils trouvent qu'ils ont, par cet acte, fait preuve d'indépendance et de courage.

Il est urgent de supprimer cet état d'esprit, et on n'y arrivera qu'en supprimant les causes par suite desquelles il se développe.

II.

Est-ce à dire qu'on puisse abroger purement et simplement le décret du 20 octobre 1892 ? Non : il contient des prescriptions indispensables, qu'il importe de conserver.

Mais, d'abord, elles sont de natures trop diverses et d'importances trop inégales pour figurer dans le même texte.

Voici, par exemple, des règles générales applicables à toute l'armée, aux officiers sans troupe comme aux autres : telle la forme du salut. Bien que ce soit là un détail de cérémonial, on ne saurait le laisser indéterminé.

Admettriez-vous davantage que les formules de correspondance ou l'appellation des divers grades pussent varier selon la région ? Ces questions ont beau être secondaires, les nécessités propres de la vie militaire ne permettent pas de les laisser dans l'ombre et leur donnent un incontestable caractère de généralité.

Voici maintenant la franchise postale, voici les devoirs des vaguemestres, devoirs arrêtés de concert avec le Département du commerce (sous-secrétariat des Postes, Télégraphes et Téléphones); voici les droits au tabac de cantine, droits établis après entente avec le Ministère des finances (Contributions indirectes); voici une foule d'autres points encore qui doivent être portés à la connaissance de l'armée, et cela avec une précision extrême.

Il y a donc lieu de rédiger un recueil des obligations générales et des droits des militaires résultant, en particulier, de conventions conclues par l'Administration de la guerre (marchés passés avec la Société des lits militaires), d'arrangements diplomatiques (voyages à l'étranger), de lois (logement chez l'habitant), de documents de diverses origines (grande Chancellerie, Conseil supérieur de santé, etc.).

Ce recueil, ce serait, par exemple, l'édition méthodique refondue du *Bulletin officiel*, car il n'y a pas lieu de mettre dans des formes différentes des renseignements du même ordre. Pourquoi, par exemple, l'introduction des punitions conditionnelles (sursis Bérenger) fait-elle l'objet d'une circulaire ministérielle (celle du 31 août dernier, insérée au *Bulletin officiel du Ministère de la guerre* du 11 septembre), alors qu'elle modifie le décret présidentiel du 20 octobre 1892 ?

Mais le recueil dont je viens de parler ne suffit pas ; nous nous contentons de moins en moins de textes formels, impératifs, catégoriques. Notre rationalisme réclame des explications. Il veut savoir le pourquoi des choses. Aussi bien les livres sacrés eux-mêmes ont été commentés : le Talmud accompagne la Bible. Il nous faut aujourd'hui non pas seulement connaître notre devoir, mais nous renseigner sur ses causes premières. Pour faire respecter la consigne, que sert d'en répéter littéralement les termes, si on n'en comprend pas le sens ?

Assurément, on trouve dans la tradition des motifs suffisants

d'agir, quand cette tradition existe. Ainsi j'admets fort bien qu'il soit inutile de définir, dans l'armée autrichienne ou dans l'armée prussienne ou même dans l'armée anglaise, les sentiments qui doivent animer le corps des officiers. Le mode même de recrutement de ce corps en garantit l'homogénéité et en fixe la mentalité. Chez nous, trop de variétés de classes et d'origines sont représentés dans les cadres de l'armée, trop d'aspirations différentes sollicitent les membres de la hiérarchie militaire, des révolutions trop violentes les ont secoués, pour qu'on puisse se dispenser de déterminer les conditions de leur loyalisme.

Il y a sous les drapeaux des citoyens que la loi y appelle, et c'est la loi qui doit énumérer leurs obligations et spécifier leurs prérogatives. A côté d'eux se trouvent des professionnels qui servent de leur plein gré, en vertu d'un contrat dont certaines stipulations sont explicites, mais dont certaines clauses sont tacites. Tant qu'on s'entendait sur la signification de ces dernières, il était inutile de préciser. Il y avait même avantage à ne pas le faire : *quieta non movere*. Mais le doute s'est élevé dans les esprits, un doute qu'il est urgent de dissiper. La publication d'un corps de doctrine s'impose donc.

Il conviendrait de le promulguer en publiant une *Instruction générale sur les Devoirs et les Droits des militaires*. Je dis bien : une Instruction, parce que cette forme comporte des éclaircissements qui n'ont point place dans un Règlement. Dans ce document figureraient les « principes généraux de la subordination » et les conseils, les réflexions d'ordre philosophique que soulève l'exercice du droit de punir et aussi du droit de récompenser, toutes parties qui se trouvent plus ou moins explicitement dans le décret du 20 octobre 1892, mais qui s'y trouvent dans un singulier pêle-mêle avec des détails de service intérieur. On y lit que « le colonel porte une attention particulière à l'état moral de ses subordonnés et s'applique à développer chez eux les sentiments de l'honneur et du dévouement à la Patrie ». A la ligne suivante, on voit qu'il « doit au général de brigade un rapport journalier (modèle I) ». De même, l'article 80 charge le capitaine « d'inspirer aux militaires de sa compagnie du zèle et de l'amour pour le service, et de développer en eux les sentiments du devoir, de l'honneur et du dévouement à la Patrie ». L'article 81 lui enjoint de faire établir tous les matins

et de signer la situation-rapport (modèle VII) et la situation administrative.

Notons, en passant, que ni le chef de bataillon ni les officiers de peloton ne sont invités à participer à l'éducation morale dont le programme est tracé avec complaisance au chef de corps et aux commandants de compagnie. Leurs attributions longuement détaillées ne comportent rien de cet enseignement. Et ils sont dans une certaine mesure fondés à se plaindre soit d'être appelés à l'honneur de le donner, soit d'en être exclus.

On entend tous les jours des officiers maugréer contre les emplois qu'on leur confie : ils se considèrent comme victimes d'une déloyale transformation du contrat qui les lie au service de l'Etat. Entrés dans l'armée pour se battre contre l'ennemi du pays, ils ne s'attendaient pas à remplir certains offices d'une nature tout autre, à donner des leçons d'agriculture, à faire manutentionner des effets, à surveiller des écritures, que sais-je encore ?

L'heure est venue où il faut codifier le statut auquel doivent obéir les militaires. S'il est indispensable que, sur le champ de bataille, tout soldat connaisse le but de l'opération à laquelle il participe, combien n'est-il pas plus souhaitable encore — et, en même temps, plus facile — que, pendant la paix, tout membre de l'armée sache à quelle œuvre il est employé, dans quel sens il doit agir, vers quelles fins doivent tendre ses efforts ? N'est-il pas étrange qu'on réserve à deux grades, à l'exclusion des autres, cette haute direction des âmes qui appartient, en réalité, à tout chef ? Même le simple caporal doit l'exercer, s'il veut être un bon chef d'escouade. Il n'y a pas de commandement possible sans la coopération volontaire des inférieurs avec les supérieurs. Cette conception nouvelle ne mérite-t-elle pas d'être inscrite dans un document fondamental et qui soit destiné à demeurer ?

Il n'est pas moins nécessaire de montrer quelles sortes de relations doivent exister entre l'Armée et la Nation. Des événements récents ont prouvé qu'on n'est pas d'accord sur leur nature ; aussi nombre d'écrivains, plus ou moins autorisés, se sont-ils évertués à les définir. Mais ne conviendrait-il pas qu'une sanction officielle fût donnée aux formules établies par des individualités sans mandat ?

Certes, on ne peut se flatter de tout prévoir. Mais on peut et

on doit donner des indications générales qui servent de guides. Quand on rédige un ordre, à la guerre, on commence par exposer la façon dont on envisage la situation ; puis on dit quelle est la conduite à tenir en face des diverses éventualités qui semblent devoir en découler. Il n'y a pas à procéder autrement dans la rédaction de l'Instruction dont il s'agit ici : fixer le but, laisser une grande liberté dans le choix des moyens.

Dites, si vous le pouvez, pourquoi vous n'autorisez que les réclamations individuelles ; pourquoi vous ne prévoyez les réclamations que si elles sont relatives à la qualité des effets ou à des punitions considérées comme injustes ou trop sévères. Comme si l'on ne pouvait avoir à se plaindre d'abus d'autorité, de paroles injurieuses ou de l'insuffisance de l'alimentation.

Dites que c'est pour accomplir un acte d'urbanité que vous faites prendre la tenue du jour l'après-midi : c'est pour que les militaires ne se promènent pas mal habillés dans des rues tant soit peu fréquentées. Mais quelle est l'utilité de se faire beau dans un fort et de mettre à l'intérieur de la caserne des vêtements ou trop propres pour les besognes qu'on a à accomplir ou gênants pour les exercices qu'on doit exécuter ? Ne savons-nous pas que les officiers qui se produisent en spectacle au Concours hippique violent l'article 279 ? On tolère qu'ils se montrent en public dans une tenue irrégulière ; ce qu'on n'admettrait pas, ce serait qu'ils fussent malpropres ou inélégants. Prendre son sabre à partir de 1 heure, ce n'est pas le but : le but, c'est de faire honneur à l'armée et de ne pas se présenter en négligé aux heures où les oisifs ont fait toilette. Voilà ce qu'il suffirait de spécifier.

Et il suffirait d'interdire aussi les voies de fait, sans défendre aux instructeurs de toucher les hommes, ce qui est souvent très commode. Les meilleures leçons d'équitation que j'aie reçues m'ont été données par un élève de Baucher qui, en me tenant le poignet, me faisait sentir de quelle façon il fallait agir sur les rênes. On évite bien des discours superflus en plaçant une arme contre l'épaule ou un doigt contre la détente.

Quant à l'obligation de soumettre son crâne à la tondeuse, on a démontré ici même tout ce qu'elle avait d'illogique dans sa brutalité, et de déplaisant. Est-ce par raison d'hygiène et de simplicité qu'on l'a prise, au risque de donner à nos pauvres soldats déplumés un air singulièrement niais ? Alors, qu'on le

dise. D'une façon générale, qu'on énonce le but à atteindre et qu'on s'en tienne là.

Veut-on, par exemple, fixer les attributions du commandement ? Il me semble qu'il y en a deux qui sont essentielles :

Le chef doit tracer à chacun de ses subordonnés le champ de son initiative : il doit en marquer avec soin les limites.

D'autre part, c'est à lui qu'il incombe de faire l'éducation de ses inférieurs immédiats. Le colonel est tenu d'enseigner aux chefs de bataillon ce qu'il attend d'eux ; son devoir est de se mettre en communion de pensée, en temps de paix, avec ceux qui seront sur le champ de bataille ses auxiliaires immédiats. Et ce que je dis là s'applique aux généraux par rapport aux colonels, comme aux chefs de bataillon par rapport aux capitaines.

Je répète que tout doit se ramener à une détermination de limites. La préparation à la guerre doit être la préoccupation principale du commandement ; mais, dans une certaine mesure, les parades du temps de paix y préparent, en mettant les âmes dans un état d'exaltation particulier. On doit veiller au bien-être des troupes, mais en évitant d'amollir celles-ci par une exagération dictée souvent par un secret désir de popularité, plutôt que par un véritable sentiment de bienveillance. Il faut aguerrir les soldats, mais sans leur faire exécuter des tours de force.

Donc, multipliez les éclaircissements, et ne craignez pas de donner à votre œuvre un caractère philosophique.

Que de dissertations, en effet, soulève le service militaire !

Les soldats sont-ils vraiment fondés à se plaindre d'être employés dans les incendies ou les inondations, tandis que la population les regarde faire ? « Est-ce à nous de travailler pour les habitants ? » pourraient-ils demander. Et on pourrait leur répondre qu'ils sont délégués par la Nation pour assurer sa sécurité, comme les Horaces et les Curiaces pour vider le différend de Rome et d'Albe : « Votre mandat vous oblige donc, conclurait-on, à intervenir quand l'ordre est troublé, de quelque façon qu'il le soit. »

Et j'ai vu des officiers qui ne s'amusaient point, eux, à philosopher là-dessus, à qui il suffisait de ne voir dans les grands cataclysmes qu'une occasion, meilleure encore que les grandes manœuvres, de développer les qualités militaires : courage, dévouement, sang-froid, esprit d'à-propos et de décision, obéis-

sance aux ordres, discipline intelligente. Et, sans plus, ils estimaient qu'on aurait été bien mal inspiré en ne faisant pas profiter la troupe d'un exercice aussi utile.

Eh bien! il faudrait que, de ces trois conceptions, il y en eût une qui reçût l'estampille officielle. L'Instruction que je réclame n'aurait pas d'objet plus important que de fixer les idées sur des questions de ce genre et d'instituer une orthodoxie.

Que d'autres points encore il y aurait à élucider! Sans parler de la liberté de conscience à octroyer, du respect à accorder aux opinions religieuses, des facilités à donner pour l'exercice du culte (comment concilier l'observance des fêtes concordataires avec l'usage qui s'est introduit de ne pas tenir compte des jours fériés dans l'établissement des tableaux de marche?), sans parler de la considération qu'il convient d'avoir pour certaines situations de famille, on pourrait interdire aux militaires de recourir dans le service à leur fortune personnelle. On voit des officiers qui, de leur poche, comme on dit, allouent des prix, donnent des gratifications, améliorent l'ordinaire de leur troupe. Il en est qui sont choisis pour des missions dispendieuses, sans qu'ils soient désignés par autre chose que les rentes dont ils jouissent. Ne serait-il pas nécessaire de déclarer que ces pratiques sont incompatibles avec l'esprit d'une démocratie comme la nôtre?

III.

On voit quelle sorte de commentaire il y aurait lieu, je crois, de faire. Il tiendrait en une trentaine de pages, qui constitueraient le Bréviaire de l'Armée. On y traiterait sobrement de l'art de commander et de l'art d'instruire. On y définirait l'initiative, vocable mystérieux qu'on emploie si fréquemment et qu'on me paraît comprendre bien peu. On y indiquerait dans quelle mesure le commandement peut disposer du personnel subordonné; car, en vérité, on ne voit pas pourquoi, je le répète, on interdirait au chef de corps de régler à son idée la vie intérieure de son régiment. Pourquoi lui imposer que le service se fasse par semaine plutôt que par décade? Pourquoi l'obliger à consacrer le samedi au nettoyage plutôt que le mercredi? Pourquoi ne pas le laisser libre de profiter des circonstances favorables?

Il n'y a qu'à fixer des limites à sa liberté. Elle ne peut être absolue. On ne saurait tolérer que, par brimade, il confie toujours aux mêmes hommes les corvées, ni que, par complaisance, il accorde toujours à d'autres toutes les faveurs.

Le roulement a ceci de bon qu'il met à l'abri de ces iniquités. Mais il est des postes où il y a des raisons pour ne point « rouler ». Ce sont ceux qui exigent des aptitudes spéciales et qui pourtant ne préparent pas à la guerre.

On peut être un excellent commandant de compagnie en campagne et n'avoir jamais pu professer un cours. Et personne ne s'avisera de faire passer tous les sergents par les fonctions de moniteur de boxe ou de bâton. Les employés permanents, par le fait même de la permanence de leur emploi, remplissent cet emploi d'une façon profitable à la collectivité. Pourquoi priver la compagnie des avantages qu'elle en retire, s'il n'en résulte aucun inconvénient, si la dignité de personne n'en souffre ?

Définir les attributions de chaque grade, établir un tour de rôle, soumettre les punitions à une tarification, c'est tuer l'initiative. Suppléant à la prévoyance des individus, la prévoyance du règlement permet à ceux-ci de ne rien faire. Appliquer une consigne immuable est une besogne plus vaine et tout aussi pénible que de s'en donner une à soi-même. Les prescriptions étroites et absolues favorisent la stagnation d'esprit. Posez les principes sans entrer dans la minutie des détails, et vous verrez tout le monde s'ingénier à régler pour le mieux les procédés d'exécution. Les cerveaux travailleront. Au lieu d'aspirer au repos[1], au lieu de considérer que la machine marche bien parce qu'on n'a pas à s'occuper d'elle, on comprendra que la force de l'armée tient exclusivement à l'activité de ses éléments, comme la force d'expansion d'un gaz tient au mouvement de ses molécules. Avec les règlements larges, avec l'incessant renouvellement résultant du service de deux ans, il sera impossible de rester dans la somnolence. On s'habituera à ne plus souhaiter le calme où l'on se complaît. Les natures prendront horreur du vide. Et c'est un grand bonheur.

---

[1] Le service de semaine, l'institution des capitaines instructeurs, sont des manifestations de ce goût pour le repos qui est le contraire de ce qui devrait caractériser des officiers.

Il faut occuper les facultés cérébrales, comme on occupe le corps, pour empêcher l'ankylose. Et, en même temps, il convient de n'imposer à l'esprit et aux membres que des efforts proportionnés à leur capacité de résistance.

Nous avons vu qu'il y a des degrés dans l'initiative. Il est indigne d'un haut personnage comme est le Ministre d'assigner son rôle au caporal d'ordinaire, question d'organisation domestique qui est, au contraire, du ressort du chef de corps. Et, également, le service des sentinelles peut être arrêté par le commandant d'armes, sans que l'autorité supérieure ait à s'en mêler. Il est essentiel que chacun étudie les questions qui le touchent et décide après examen. On n'a que trop de tendance à regarder plus haut que soi, parce qu'on ne peut pas regarder droit devant soi, comme le prescrit la théorie. Et les mêmes gens font évoluer des armées qui sont fort embarrassés pour résoudre le plus petit problème pratique, tel que d'organiser le blanchissage du linge ou d'assurer la police des chambrées.

A biffer toutes celles des prescriptions impératives qui ne sont pas indispensables; on trouve plusieurs avantages : outre qu'on secoue les torpeurs, outre qu'on charge chaque échelon de la hiérarchie d'une besogne qui est en rapport avec sa situation, on ne s'expose pas à demander plus qu'on ne peut obtenir, ce qui arrive lorsqu'on n'est pas au courant des circonstances locales et autres. Confucius disait qu'il ne faut pas s'écarter des lois, fût-ce de l'épaisseur d'un cheveu. Les règlements étroits sont condamnés à être fatalement violés. Mieux vaudrait qu'ils n'existassent point. On se rappelle la circulaire du général Thibaudin autorisant les officiers à se mettre en bourgeois pour cette raison qu'ils s'y mettaient, alors même qu'on leur en réitérait l'interdiction formelle. Quelle prime à l'indiscipline !

S'il ne faut pas demander le plus pour obtenir le moins, ainsi que le commandant Edmond Ferry l'établissait naguère d'une façon lumineuse, il ne faut pas davantage exiger l'impossible. On connaît le mot de ce colonel prussien, fier de l'immobilité marmoréenne de son régiment, et auquel le roi Guillaume montrait en souriant l'imperceptible déplacement de pointes des baïonnettes : « Ah ! Sire, je le sais bien ; mais je n'ai pas pu arriver à les empêcher de respirer, ces animaux-là ! » Oui, les militaires ont besoin de respirer. C'est en vain qu'on cherche à ravaler

des êtres pensants à l'état de machines. Comprimer les cerveaux ce n'est pas seulement tenter l'impossible, c'est commettre une maladresse. Pour employer un mot connu, c'est plus qu'un crime : c'est une faute.

Ce crime, cette faute, voici tantôt un siècle que nous en subissons les conséquences. Il est temps d'en finir avec le régime déprimant créé par l'ordonnance royale du 13 mai 1818. Qu'on élargisse le programme donné par le Ministre et qu'on rende à notre armée les moyens de mettre en jeu tout ce qu'il y a d'admirable en elle.

Emile Manceau.

RÉFLEXIONS SUR LA CHINE

SON ÉTAT D'AME, SON ARMÉE, SON AVENIR

« Si la solution du problème chinois présente tant de difficultés, ce n'est pas seulement que les facteurs en sont multiples, et les prétentions rivales qu'il suscite, malaisées à concilier; c'est aussi qu'il s'est posé subitement dans des termes imprévus, auxquels nul n'était préparé. »

(Pierre LEROY-BEAULIEU, *La Rénovation de la Chine.*)

Les événements se précipitent en Extrême-Orient. La race jaune, réveillée enfin de son long sommeil, se campe fièrement devant la race blanche. Le moment est enfin venu pour les fils de la vieille Europe de se demander si ce réveil partiel, puisque le Japon seul est encore en cause, peut s'étendre, et si ce grand corps mort qu'est encore la Chine est capable de participer au mouvement et de lui donner, de ce fait, une étendue et une impulsion redoutables.

On a beaucoup parlé du Péril Jaune, que les uns ont tourné en ridicule et dont les autres ont fait, peut-être avec un peu d'exagération, un épouvantail. Il semble être intéressant, à cette période particulièrement grave de l'Histoire du Monde, de rechercher la note juste parmi tant d'appréciations diverses, et, en y ajoutant le résultat d'observations faites en plein cœur du pays chinois, d'arriver à porter un jugement net et pratique sur la situation en Extrême-Orient.

Sans avoir la prétention de résoudre ce fameux problème chi-

nois, il est toujours possible, avec les données actuelles, d'en étudier à fond les multiples facteurs et d'arriver d'assez près à sa solution naturelle.

L'intérêt pratique de cette étude, pour nous Français, est de montrer que nous devons prendre immédiatement des mesures pour sauvegarder nos intérêts en Extrême-Orient et organiser au plus tôt la défense effective de nos colonies.

I.

Et, tout d'abord, qu'il me soit permis de retracer brièvement la façon dont nous avons appris à la Chine à connaître notre civilisation.

C'est au XIX[e] siècle qu'elle entre en relation intime avec l'Europe.

Cinquante siècles d'existence, cinquante siècles de splendeur et de déchéance, de civilisation et de barbarie, avaient déjà passé sur cet immense empire du Milieu, lequel, réfugié dans un coin reculé du globe, semblait par son étendue, sa richesse, son impénétrabilité même, offrir à la civilisation européenne un débouché pour toute cette activité humaine qui, de l'Europe trop petite, avait envahie le Nouveau-Monde, s'était répandue en Australie, dans l'Inde, pour venir enfin se coller de toutes parts aux flancs du « Dragon » et lui arracher, l'une après l'autre, les brillantes écailles qui formaient à la fois sa gloire et sa protection.

Petit à petit tombèrent les dépendances du Grand Empire.

En 1843, à la suite de la guerre inique de l'opium, le traité de Nankin cède Hong-Hong à l'Angleterre et ouvre au commerce étranger cinq ports chinois. Pour la première fois, des relations diplomatiques régulières sont ouvertes entre la Chine et les grandes puissances.

En 1844, le traité de Whampoa confirme l'ouverture des cinq ports.

En 1857, les Chinois cherchent à se débarrasser de cette invasion étrangère et massacrent nos missionnaires. De là, intervention franco-anglaise : prise de Canton et de Tien-tsin, suivie du traité de Tien-tsin qui ouvre la ville sainte, Pékin, aux ambassadeurs étrangers et de nouveaux ports au commerce européen.

En 1858, les Russes se font céder Kaïgan, Ourga, Kachgar et de grands territoires au nord de l'Amour.

En 1859, les Chinois se soulèvent de nouveau contre l'étranger, d'où nouvelle expédition anglo-française (1860), la destruction par le feu et le pillage du Palais d'Été, et la signature d'un nouveau traité de Tien-tsin, confirmant le premier.

En 1864, à la suite de la révolte des Taï-pings, prise de Nankin.

En 1871, les Russes s'emparent de la vallée de l'Ili.

Dix ans après, la France combattait dans le Sud et forçait bientôt la Chine à lui céder le Tonkin, l'Annam, et à ouvrir au commerce français les contrées environnantes (1882-1885).

En 1894, les Anglais obtiennent la délimitation de la frontière sino-birmane et des concessions commerciales dans le Yunnam.

En 1896, le Si-kiang est ouvert au commerce international.

En 1894-95, la guerre sino-japonaise au sujet de la Corée convoitée par le Japon, se termine, grâce à l'intervention des puissances, par la cession de Formose au Japon.

Pour prix de cette intervention, de 1897 à 1898, la Russie se fait céder Port-Arthur et Ta-lien-wan, dans le Liao-toung; l'Angleterre, Weï-ha-weï, sur la côte nord de Chantoung; l'Allemagne, Kiao-tchéou, côte sud du Chantoung; la France, Kuang-tchéou-wan, péninsule de Léï-tchéou, en face de Haï-nan.

Le malheureux « Dragon » avait perdu la plupart de ses brillantes écailles. Ce n'était pas tout. Il fallait qu'il donnât aussi son « sang », c'est-à-dire les innombrables richesses renfermées dans son sol; il fallait qu'il livrât également, pour être profanée, son « âme », c'est-à-dire son antique religion, ses rites, ses mystères, les temples sacrées de ses dieux, les tombes adorées de ses ancêtres, sa vieille littérature.

A la faveur des diverses expéditions, des voies ferrées sont établies par des sociétés étrangères ; de nombreux explorateurs sillonnent l'intérieur de l'empire et excitent encore, par leurs rapports sur les richesses du Centre, le mouvement de conquête européenne. De toutes parts de nombreux missionnaires de religions diverses, viennent s'abattre sur le sol chinois, se font accorder des titres, des faveurs qui les égalent aux lettrés, aux mandarins de l'empire, et, entourés de leurs chrétiens constituant pour ainsi dire un État dans l'État, s'implantent jusqu'au sein même du Palais impérial.

Un souffle de révolte contre les barbares étrangers passe alors à nouveau sur le vieil empire. Le jeune empereur, aidé de conseillers sages, veut repousser l'étranger par ses propres armes, en se servant de ses canons, de ses fusils, de son commerce, etc... Mais la vieille impératrice croit encore à l'esprit guerrier de ses peuples... Elle ne veut pas attendre de pouvoir agir plus sûrement... L'empereur, faible et impuissant, est mis en tutelle. L'impératrice-mère prend en main les rênes de l'Etat et décrète que tous les barbares étrangers seront exterminés. Les Boxers furent le prétexte de cette nouvelle révolte qui se termina dans le sang, comme toutes les autres : expédition internationale de 1900; prise de Pékin; pillage du Palais d'Été; défilé des troupes dans le Palais impérial, jusqu'ici inviolé; fuite précipitée de la Cour jusque dans le Chen-si; occupation du Petchili pendant plus d'une année; traité de Tien-tsin. La Russie s'annexe virtuellement la Mandchourie, tandis que les autres puissances attendent le moment voulu pour s'emparer des riches vallées du Hoang-ho, du Yang-tsé-kiang, du fleuve Rouge.

A chaque expédition, massacres sur massacres; Pékin et Tien-tsin détruits en partie, des atrocités commises; le pillage établi en règle dans tout le Petchili...

Voilà comment la Chine est entrée en relations avec l'Europe! Voilà comment elle a appris à connaître notre civilisation!

Et maintenant, sincèrement et franchement, demandons-nous, au début de cette étude, quel doit être le sentiment du Chinois à notre égard?

La réponse est facile et elle est en tous points d'accord avec la réalité. Ce sentiment est celui de la *haine*, de la haine la plus atroce et la plus implacable. Il ne pouvait en être autrement, et désormais cette haine de race qui existait à l'état latent, et que nous avons si maladroitement développée à son plus haut degré, les Européens la trouveront partout devant eux en Extrême-Orient.

Je citerai ici l'article de M. René Henry publié dans la *Revue diplomatique et coloniale* (16 février 1905) :

« Et pendant ces quatre siècles, les Asiatiques — fatalistes par nature et craintifs devant la puissance de notre civilisation matérielle — nous ont subis avec une résignation passive. Nous

les avons traités comme des objets de partage; ils ont eu — sauf quelques rares et terribles soubresauts — l'aspect de choses inertes.

« Mais nous nous sommes amèrement trompés si nous nous sommes figuré qu'ils nous admiraient ou même seulement qu'ils nous acceptaient. Ils avaient, et ont encore pour nous, de la *haine*. Notre civilisation morale leur paraît méprisable. Nous sommes pour eux des barbares et des agités, nous ignorons la vieille, paisible et insondable sagesse de l'Asie. Il ne se sont tus et n'ont obéi que parce qu'ils nous sentaient les plus forts, parce qu'ils avaient fini par nous croire invincibles. Nos fusils, nos canons, nos cuirassés, notre organisation militaire leur en ont seuls imposé.

« Or, les Asiatiques du Japon sont vainqueurs des Européens de Russie, ce qui peut être le signal de la révolte de l'Asie. »

Loin de moi l'idée de critiquer en quoi que ce soit le mode d'action de la diplomatie européenne en Chine. Cependant, il est permis à tous, je pense, de déplorer hautement que le manque d'entente, pour ne pas dire la jalousie, entre les différentes puissances, n'ait pas permis une action à la fois moins sanglante et plus fertile en résultats pratiques.

Prenons comme exemple l'expédition internationale de 1900. Il s'agissait de nationaux cruellement massacrés qu'il fallait venger. Rien de plus juste; mais comment s'y est-on pris?

On s'est attaqué à ce pauvre peuple chinois ignorant et facile à mener, pressuré déjà par ses mandarins, pillé et massacré par les brigands, Boxers ou autres qui infestent le pays; pillé et massacré de nouveau par les réguliers chinois, chargés de poursuivre les brigands et de rétablir l'ordre; pillé et massacré enfin par nous autres, Européens, qui voulions nous venger sur lui de crimes qui ne lui étaient pas imputables..., mais on a oublié d'exiger la punition des vrais coupables. On s'est contenté de promesses vaines, surtout dans une bouche chinoise. Et aujourd'hui, les auteurs réels de tous les désordres de 1900, les vrais criminels, Tuan, Toung-fou-siang, Ma, sont libres et, qui plus est, à la tête de forces imposantes. L'impératrice est de nouveau sur son trône, entourée de ses fidèles conseillers, ennemis jurés de l'étranger.

En somme, on s'est contenté de demi-mesures, qui ne valent

jamais rien. On a bien sacrifié, par-ci, par-là, un ou deux mandarins, mais on a oublié que la seule façon d'agir pratiquement, là comme dans beaucoup d'autres cas, était de frapper à la tête.

Il fallait que notre vengeance fût tellement visible pour tous, tellement accablante, que toute la Chine en fût mortellement frappée, et que c'en fût fait, une fois pour toutes, de la résistance à l'étranger.

Un diplomate très versé dans toutes ces questions lointaines, disait récemment comment cette vengeance aurait dû s'exercer. « Il fallait, dès notre arrivée à Pékin, raser la ville, raser le Palais impérial, et, avec toutes les pierres, tous les débris de l'antique capitale, élever un monument funèbre, tumulus gigantesque, sur lequel on aurait indiqué, en caractères chinois, la cause de cette destruction si bien méritée. »

Sans avoir recours à un moyen aussi extrême, on aurait pu aller chercher la cour au Chensi, chose alors très possible, la ramener à Pékin, exiler l'impératrice et placer l'empereur réellement sur le trône, en lui adjoignant au besoin des conseillers européens.

Ces grands moyens, les seuls applicables avec des Chinois, ont été rejetés. On s'en est tenu, je tiens à le répéter, à des demi-mesures qui, ne valant jamais rien, étaient, dans le cas présent, tout particulièrement nuisibles.

De sorte qu'au moment où les corps expéditionnaires se réembarquaient, après une expédition très longue et très onéreuse, l'empereur et l'impératrice rentraient triomphants à Pékin !

Veut-on savoir ce que pensaient alors la grande masse des Chinois ? Il suffit de citer ces quelques phrases de Mgr. Favier, évêque de Pékin, à moi répétées par un missionnaire européen, pour être fixé à cet égard : « Pour les Chinois du peuple, la Chine est le centre du monde, l'unique empire dont le Fils du Ciel est le maître souverain. La France, l'Angleterre, la Russie, etc., sont de grandes et très turbulentes provinces vassales, qui se révoltent souvent et donnent beaucoup de mal à l'empereur, mais dont celui-ci finit toujours par triompher et ramener dans l'ordre. »

Donc, pour le Chinois du peuple, et c'est l'immense majorité, nous avons été vaincus en 1901. Pour le lettré, pour le commerçant intelligent, nous avons au contraire été vainqueurs encore une fois ; d'où une vengeance de plus à tirer de nous.

D'un côté comme de l'autre, aucun résultat pratique, bien au contraire, comme nous le verrons tout à l'heure.

Prenons donc la Chine à la fin de cette expédition de 1900, à ce moment précis de son histoire où, enserrée par ces quatre grandes puissances : la France, la Russie, l'Angleterre, l'Allemagne, qui la pénètrent par des côtés différents, du Nord au Sud, elle semble, malgré son immensité, destinée à devenir fatalement la proie de l'étranger, et demandons-nous si en elle-même elle peut trouver assez de ressort pour résister à cette poussée formidable de conquête européenne et si, en se libérant définitivement du joug étranger, elle peut devenir un danger pour l'Europe.

Et d'abord, quel est l'état d'âme des Chinois après l'expédition de 1900. Le gouvernement ainsi que les lettrés et commerçants intelligents dont je parlais tout à l'heure, et c'est là le résultat néfaste de la campagne, commencent à comprendre très nettement que pour chasser l'Européen, il faut que la Chine se transforme, qu'elle adopte les armes européennes, qu'elle prenne des instructeurs pour son armée et sa flotte..., etc.

C'est la manifestation de cet état d'esprit qui a donné lieu à ce que l'on a appelé dernièrement le *mouvement Jeune-Chinois*. Comme c'est sous son influence dominante que la Chine se transforme tous les jours de plus en plus, étudions-le de près.

Les sceptiques, et il n'en manque pas en matière extrême-orientale, demandent si ce mouvement existe réellement.

A cela, on peut répondre carrément : oui, ce mouvement existe; il existe depuis plusieurs années, et il grandit tous les jours d'une façon redoutable. Nous ne nous en sommes pas aperçus jusqu'à ces derniers temps, parce qu'il était perdu au milieu d'événements plus graves pour nous. Seuls, quelques journaux en signalaient de temps en temps les manifestations.

On sait qu'actuellement le parti réactionnaire mandchou, à la tête duquel se trouve l'impératrice, a triomphé définitivement du parti réformiste de l'empereur.

Je faisais tout à l'heure allusion au coup d'État du 22 septembre 1898, qui établit cet état de choses tel qu'il existe actuellement. L'empereur ne fut pas assez soutenu par son entourage de hauts mandarins, et, d'un autre côté, son caractère était trop faible pour résister à son énergique tante. Ce coup d'État fut le

point de départ de la révolte des Boxers et de l'expédition de 1900. Il fut aussi le point de départ d'un nouveau mouvement réformiste, non plus dynastique comme le précédent, mais antidynastique.

Le but de ce nouveau mouvement est de renverser la dynastie actuelle qui est mandchoue pour lui substituer une dynastie chinoise avec, comme chef, un empereur connaissant ses pouvoirs illimités et la responsabilité qu'il encourt aux yeux de ses peuples, un empereur, enfin, partisan de cette Jeune-Chine et des idées qu'elle veut faire triompher.

A la rigueur, et quoique antidynastiques, je crois que les Jeunes-Chinois se contenteraient de renverser l'impératrice actuelle, de massacrer ses partisans, et consentiraient à laisser au pouvoir l'empereur actuel.

Mais quel que soit l'empereur, on lui adjoindrait dans les deux cas des hommes éclairés, connaisssant à fond notre science, même ayant fait leurs études en Europe. De plus, le système du mandarinat amélioré, l'éducation obligatoire pour toute cette masse d'ignorants qu'est le peuple chinois.

Voilà le principal but du parti Jeune-Chinois qui doit amener infailliblement la transformation de la Chine et l'expulsion des étrangers. Et ce but, je le tiens de la bouche même d'un des chefs du parti, le réformateur Sun-yat-sen, dont la tête était mise à prix en Chine, qui fut victime d'un guet-apens en 1896 à Londres et que j'interviewais le lendemain même de ce guet-apens. On avait voulu l'amener par ruse dans le bâtiment de l'ambassade chinoise et, là, le tenir sous clef jusqu'à ce qu'on pût l'embarquer sur un navire en partance pour la Chine, enfermé dans une caisse spéciale, comme un simple colis. Projet bizarre qui, d'ailleurs, ne réussit qu'à moitié. Sun-yat-sen fut effectivement attiré dans l'ambassade et enfermé dans une chambre, mais, par des billets jetés par la fenêtre, il réussit à prévenir son correspondant anglais chez qui il habitait. Lord Salisbury, immédiatement averti par ce dernier, exigea de l'ambassade de Chine la mise en liberté dans les vingt-quatre heures ; ce qui fut fait.

On pourrait objecter à ce que je disais plus haut, qu'il n'y a pas beaucoup de lettrés chinois connaissant si bien que cela l'Europe et les Européens. C'est une grande erreur. Tous ceux qui ont voyagé en Chine et entretenu des relations avec les let-

trés chinois, surtout ceux de Pékin, de Tien-tsin et des villes de la côte, sans parler des Chinois de Singapour qui détiennent tout ou presque tout le commerce de cette ville et sont aussi Européens que les Européens eux-mêmes, tous ceux-là témoigneront que le nombre de ces Jeunes-Chinois est beaucoup plus élevé que nous ne le croyons, et qu'il se chiffre par centaines de mille.

Du reste, nous travaillons nous-mêmes à instruire en Chine ceux de ces Chinois qui ne veulent pas ou qui ne peuvent pas venir en Europe ou en Amérique pour faire leur éducation. Je citerai en particulier l'Ecole des Maristes, de Pékin. Mille fois il m'est arrivé de trouver des jeunes Chinois parlant admirablement le français, et, comme je leur demandais où ils avaient appris notre langue, ils me répondaient : « Nous sommes anciens élèves des Maristes ». Ce que je dis pour le français est également vrai pour l'anglais.

On me dira : « Mais en élevant ainsi ces jeunes gens, nous travaillons pour nous ; ce sont des amis, des appuis que nous formons... » A ceux-là je répondrai que ces jeunes gens sont des Chinois. Très probablement les Européens ont massacré quelque membre de leur famille; ils ont eu à souffrir de l'occupation des troupes européennes, de leurs pillages ; ou bien, si eux-mêmes n'ont pas souffert directement de l'occupation étrangère, ils ont certainement des amis qui en ont souffert... D'ailleurs, ils ont par-dessus tout l'histoire des relations de leur pays avec l'Europe, cette histoire si triste pour leur orgueil, si navrante pour leur cœur ; ils ont enfin leurs compatriotes qui ne leur pardonneraient jamais une alliance ou même un mouvement de courtoisie envers l'étranger, c'est-à-dire envers l'ennemi. Peut-être vous aiment-ils, vous, maîtres qui leur avez appris ce qu'ils savent, et peut-être au moment du massacre chercheront-ils à vous cacher, à vous sauver, comme cela a eu lieu pendant les derniers troubles entre catéchumènes et missionnaires ; mais ne croyez pas que cette affection qu'ils vous portent, ils l'étendront à tous les étrangers, à ces « diables occidentaux », dont leur pays n'a reçu que du mal et qu'ils méprisent et haïront toujours du plus profond de leur cœur de Chinois. Interrogez ceux qui ont vécu en Chine, non pas seulement dans les villes de la côte ou dans les grands centres cosmopolites de Tien-tsin ou de

Pékin, mais encore et surtout dans l'intérieur de la contrée. Ils vous diront, s'ils sont sincères, que cet esprit de haine et de mépris envers nous, ils l'ont rencontré partout, chez le paysan comme chez le lettré, et plus particulièrement encore chez ceux qui avaient étudié en Europe et qui nous connaissaient à fond ; mais, dans ce dernier cas, cette haine et ce mépris étaient quintuplés et cachés hypocritement sous un affable sourire et sous des manières d'une politesse exagérée.

Sur un terrain comme celui-là, le mouvement de réforme ne peut que se propager avec une rapidité foudroyante le jour où il sera, non plus persécuté, mais ouvertement protégé par le gouvernement impérial. Toute la question en est là aujourd'hui : faire triompher les idées jeunes à la cour même de l'empereur. Pour cela, le moyen le plus sûr est d'agir sur la masse chinoise, de l'arracher à l'influence exercée sur elle par les grands mandarins, pour la plupart ennemis de toute réforme et partisans de l'impératrice-mère, et, lorsque cette influence sera suffisamment amoindrie, agir par la force sur le gouvernement actuel et le faire disparaître.

Par quels moyens agir sur cette masse chinoise, ignorante et fanatique ? Par les *sociétés secrètes* qui, faisant appel à la superstition ou au fanatisme, sont éminemment propres à être l'instrument de la révolte.

Je n'étudierai pas ici le développement des sociétés secrètes en Chine. Il me suffira de dire qu'elles existent depuis la fondation même de l'empire chinois, et qu'elles sont indispensables à sa vie normale. M. Edouard Théry, directeur de l'*Economiste européen*, dans une série d'articles sur ces sociétés secrètes, dit ceci : « ... Toutes, à l'occasion, sont préparées à l'action révolutionnaire. Le peuple, n'ayant aucun recours contre les fonctionnaires et l'administration, il y existe comme un « droit sacré de rébellion » qui est peut-être un des traits les plus immuables de l'immuable empire. La rébellion, aux yeux des Chinois, est une nécessité, un procédé naturel de réclamation, un système de représentation, un droit enfin ; or, ce droit s'exerce le plus souvent par les sociétés secrètes...

Il y en a donc de toutes les variétés : associations de mendiants, de marchands, associations provinciales, agricoles;

associations vieilles et jeunes, morales ou économiques, religieuses ou profanes, urbaines ou rurales. . »

M. Marcel Courant, dans une monographie très documentée, publiée dans les *Annales des Sciences politiques* (1er trimestre 1899), nous donne les détails les plus précis et intéressants sur l'organisation et le fonctionnement de ces sociétés secrètes, et termine en disant : « C'est avec ces associations que doit compter l'État chinois, obligé à se moderniser par le contact avec le monde moderne ; les unes sont un principe de stabilité et d'inertie, les autres, de transformation ; les forces étaient en équilibre depuis plus de trois siècles ; aujourd'hui que l'équilibre est rompu par les actions extérieures, nul ne peut prévoir quand et comment il se rétablira. »

En effet, parmi ces innombrables sociétés, dont il s'agissait de faire un levier en faveur du mouvement de réforme, beaucoup étaient aux gages de la vieille impératrice ou des mandarins intransigeants tels que Tuan, Toung-fou-siang, Kiang-je, etc. ; sur celles-là, les réformateurs ne purent pas compter, et effectivement elles devinrent dans la suite un instrument de contre-révolte, dont le mot d'ordre était : « Contre les étrangers, pour la dynastie ».

Parmi ce dernier genre de sociétés à la solde du pouvoir, citons les « Boxers » dont on a tant parlé en 1900. Le colonel de Pelacot, premier commandant des forces françaises en Chine, parle d'eux en ces termes dans le livre qu'il a publié sur l'Expédition de Chine : « L'impératrice douairière, depuis qu'elle a repris le pouvoir, a protégé ouvertement les Boxers, avec l'arrière-pensée évidente d'utiliser un jour ce groupement en vue d'une action politique. Ce jour est venu, et les Boxers se ruent sur les chrétiens aux cris de : « Vive l'impératrice ! Tuons les étrangers !... »

« Les preuves abondent de la complicité des Boxers... Ainsi, l'insurrection actuelle (si l'on peut appeler de ce nom un mouvement favorisé par l'impératrice elle-même) est la suprême résistance opposée par l'ignorance, la superstition et la routine à la pénétration de la science contemporaine...

« Les Boxers sont des révoltés contre la civilisation que l'impératrice douairière utilise pour se rendre populaire et asseoir son autorité auprès des classes ignorantes qui forment

actuellement la plus grosse majorité de la population chinoise... Cet essai de retour à la barbarie est bien curieux à constater chez un peuple qui a reçu, il y a peu de temps, des Japonais, une si rude leçon de civilisation. »

Cependant, les réformateurs n'eurent pas de peine à trouver l'instrument qu'il leur fallait parmi les anciennes sociétés anti-dynastiques : le *Nénuphar Blanc*, qui est responsable de l'insurrection de 1794 ; la *Triade*, qui fomenta celle de 1814 ; le parti de *Taï-pings*, qui faillit s'emparer de Pékin en 1854, etc.

Ces sociétés réorganisées et groupées pour une action commune, sous les ordres de chefs tels que Kang-you-weï (premier ministre et inspirateur des réformes sous le gouvernement direct de l'empereur avant le coup d'État de 1898, qui l'obligea à s'embarquer pour l'Angleterre), Sun-yat-sen, dont je parlais tout à l'heure, commencèrent à faire sentir leur action dans le Sud de la Chine ; les provinces de Kiang-si, du Kouang-toung, du Kouang-si, du Hounan, les virent se révolter souvent contre les grands mandarins, se faire justice elles-mêmes et s'attirer ainsi de nombreux adhérents, heureux de leur protection. Jusqu'aux derniers troubles de 1900, l'action des réformateurs s'était organisée dans tout le Sud et dans une partie du Centre, et commençait déjà à gagner le Nord, lorsque l'impatience de l'impératrice fit éclater la révolte contre les étrangers. Cette action des réformateurs aurait été lente cependant. Obligés à un secret absolu, à des précautions inouïes, en butte aux persécutions des mandarins agissant par ordre de l'impératrice, voyant les têtes de leurs chefs mises à prix et leurs adhérents voués en cas de trahison aux plus terribles supplices, forcés de se procurer des armes et des munitions à l'extérieur et de les introduire clandestinement dans le pays, enfin, obligés de se battre contre les troupes provinciales envoyées contre eux par les gouverneurs, il fallait vraiment à ces réformateurs une énergie peu commune pour que leur action pût s'étendre, même lentement. Elle s'étendit cependant, et, au moment où éclate l'insurrection de 1900, nous la trouvons aux portes du Petchili où, à la faveur des désordres, elle se répand avec une rapidité incroyable.

Le mot d'ordre était toujours : « Contre l'étranger ! » quelle que soit l'idée politique de la société secrète.

Et l'on se rendait compte que cette haine terrible pour nous allait se manifester ouvertement.

M. d'Anthouard, chargé d'affaires à Pékin, écrivait le .. mars à M. Delcassé, ministre des Affaires étrangères : « Le développement pris par les sociétés secrètes en Chine, au Chan-toung, au Tchili principalement, constituant des menaces sérieuses pour les missions religieuses, et éventuellement pour les étrangers, M. Pichon s'était concerté à la fin de janvier avec ses collègues anglais, allemand et américain, dont les nationaux étaient menacés également, pour réclamer la publication d'un décret impérial, prononçant la dissolution et l'interdiction de ces associations. »

L'édit demandé fut lancé en 1900, mais rédigé dans des termes vagues qui faisaient voir seulement l'intention où était l'impératrice de protéger les sociétés secrètes à sa solde, et de ne châtier que les sociétés antidynastiques, mais ne donnaient aucune satisfaction aux desiderata des puissances. Il y était dit :

« On prétend que les coupables du meurtre des missionnaires sont des brigands affiliés à des sociétés, et l'on demande qu'ils soient recherchés sérieusement, arrêtés et punis sévèrement ; cela nous amène à penser que parmi les sociétés, il y a à faire une distinction. Ceux-là qui, gens agités, vont chercher dans une association le groupement qui leur permettra de fomenter des troubles, ceux-là ne peuvent à la vérité échapper au châtiment. Ceux qui, gens de bien et respectueux de leur devoir, s'exercent au maniement des armes, afin d'être en mesure de défendre leur personne ou leur famille, ou encore qui groupent plusieurs villages pour leur permettre de défendre mutuellement leurs territoires, n'agissent cependant, à la vérité, que dans une pensée de protection mutuelle. »

M. d'Anthouard, dans une seconde lettre à M. Delcassé, écrit :

« Les termes du décret étaient très vagues et élastiques ; mieux encore, ils étaient à double entente, et presque aussitôt nous en eûmes la preuve par la recrudescence d'audace et d'activité des sociétés secrètes du Chan-toung.... qui en vinrent à envahir le Petchili. » A la faveur de ces désordres suscités par les sociétés dynastiques comme celle des Boxers, le mouvement [illegible] réforme jeune-chinois pénètre dans le Nord de la Chi[illegible] permettrai de dire que l'impératrice a fait plus pour l[illegible] chinoise en déchaînant ses hordes de bandits sur les [illegible]

et en se faisant battre par ces derniers, que les réformateurs eux-mêmes, qui n'auraient jamais pu, en un laps de temps si court, amener la Chine à comprendre qu'elle ne triomphera sûrement de l'étranger que le jour où elle lui aura acheté suffisamment d'armes, et où elle saura s'en servir comme lui. »

Quel fut le mode d'action du mouvement de réforme dans le Petchili ?

On sait que les Boxers formaient la société dominante dans tout le Nord de la Chine. Elle était, à ce moment-là, composée en majeure partie de brigands et de bandits, et n'avait plus guère que lé pillage et le vol pour mobiles principaux. Pour cette raison-là surtout, jamais la société n'avait été aussi florissante ni aussi puissante. Aussi le mouvement jeune-chinois se propagea-t-il plutôt par amalgame que par la lutte ouverte.

Par la création d'une série d'associations semblables aux Boxers, ayant comme eux la mission de lutter contre l'étranger, de massacrer les chrétiens qu'ils considéraient comme ayant causé et aidé l'invasion étrangère, les réformateurs s'établirent solidement dans le Petchili. Cela ne suffisait pas. Il fallait que ces associations fassent échec au gouvernement. Aussi décidèrent-elles de refuser de payer les impôts et surtout les indemnités dues aux chrétiens, et cela à la barbe même des troupes impériales, incapables de maintenir l'ordre et de faire respecter les édits.

Il est curieux d'étudier de plus près cette manifestation d'un mouvement nouveau dans le Nord de la Chine, mouvement qui va s'amalgamer toutes les sociétés secrètes alors agitées, en particulier celle des Boxers, ces adversaires des temps derniers, et qui tournera contre le gouvernement toutes ses forces nouvellement acquises, d'abord pour lui faire échec ouvertement, puis pour le renverser.

Dès le milieu de 1901, le général Bailloud, commandant la 2e brigade du corps expéditionnaire de Chine, se préoccupait de la reprise du mouvement anti-européen dans le sud du Petchili. A ce moment-là, le mouvement boxer était éteint (avril 1901), tout était calme, si bien que l'on songeait déjà à l'évacuation de nos postes du Sud et à leur remise aux mains des réguliers chinois Cette remise n'eut pas lieu. On se contenta de mettre des

garnisons de réguliers à côté de nos garnisons françaises, parce que « les nouvelles reçues tendaient à confirmer la reprise d'un mouvement *anti-européen* et *antigouvernemental*, et qu'on pouvait présager que l'intervention de nos forces venant en renfort de celles des réguliers contre les rebelles serait nécessaire pour venir à bout de ce mouvement. »

Les réguliers subissent en effet un échec à Chang-tong-tsun contre « une bande de rebelles conduite par un ancien chef boxer, Tchang-yu-long. Les rebelles avaient reçu du renfort de Nan-ping; d'assiégés ils étaient devenus assiégeants, et les réguliers chinois, cernés, avaient dû transiger pour sortir de cette fâcheuse situation. » ..... « C'était un premier échec pour le gouvernement chinois. Il en essuyait en même temps un autre plus grave dans le Nan-ping même, où le mandarin militaire Ouang, chef des réguliers, était tué, et ses soldats dispersés par les rebelles de Ze-ouen, où ils se rendaient, assistés du mandarin de Nan-ping, pour arrêter Tien-lao-shien, chef d'une ligue de cinquante villages. Cette ligue, puissamment constituée malgré son organisation récente, paraissait devoir constituer *un sérieux danger pour le gouvernement chinois.* »

A la suite de ces défaites successives des réguliers chinois, une colonne française est envoyée dans les régions soulevées pour soutenir et renforcer les troupes régulières qui la précèdent et qui sont chargées de mettre l'ordre au nom du gouvernement; les troupes régulières sont d'ailleurs mises en fuite au premier engagement par les rebelles, et c'est la colonne française qui, seule, réussit à enlever et détruire quelques centres rebelles. Du reste, aussitôt la colonne passée, le pays retombait aux mains des rebelles. — On voit par tout cela combien déjà était puissante l'action du mouvement antidynastique qui battait en brèche l'autorité impériale représentée par les réguliers.

Comment ce mouvement était-il organisé? Les renseignements obtenus par les émissaires et par les missionnaires nous l'indiquent. On était en présence d'une véritable rébellion à main armée, d'une association de villages qui prenait le nom de « Ligue des cinquante villages » ou « Ligue des villages fédérés »; en chinois : « Lien-tchouan-hoéi ».

Dans le Nan-ping seul, la ligue englobait quatre-vingts villages. Dans le Ho-kien-fou et le Ki-tchéou, sur le grand canal, dans

Kou-tcheng, les milices des villages rebelles étaient exercées tous les cinq jours et se réunissaient tous les dix jours pour des exercices communs. « Le mouvement gagna rapidement les sous-préfectures voisines et prit son véritable caractère insurrectionnel. Les milices locales s'aggloméraient partout en sociétés tantôt appelées « Lien-tchouang-hoéi » (Ligue de villages fédérés), tantôt « Liou-lin-touan » (Association de la forêt des saules)..... Dans le Ki-tchéou, on fabriquait activement des armes et l'on déclarait hautement qu'on ne laisserait pas saisir de chefs boxer et qu'on ne payerait plus les impôts!!... »

En résumé, au moment où l'occupation étrangère allait cesser, le mouvement insurrectionnel et réformateur était répandu ainsi dans tout le Nord de la Chine, où il s'était amalgamé en grande partie les sectes jadis dynastiques, comme celle des Boxers, et avait réussi à en faire un levier puissant de révolte contre le gouvernement. L'action étrangère en Chine, pendant les années 1900 et 1901, a donc été la cause première, par les désordres dont elle a été suivie, de ce développement soudain du parti de réforme.

Dès lors, plus n'était besoin de feindre ou de cacher son jeu. Le drapeau de la révolte portait dans ses plis quatre revendications hautement proclamées par les réformateurs :

1° Empêcher l'Européen de pénétrer autant que possible dans l'intérieur, en attendant qu'on lui puisse fermer la Chine tout entière ;

2° Tuer tous les chrétiens, les uns après les autres, parce qu'ils sont la cause de l'invasion étrangère et ont aidé la conquête ;

3° Refuser les impôts, en particulier les indemnités pour les chrétiens ;

4° Forcer le gouvernement à une transformation radicale, à l'adoption des idées de réforme dans l'armée et dans tous les grands corps de l'État, ou bien le renverser et le remplacer par un autre.

Ce programme était encore barbare, dira-t-on. Il le fallait ainsi pour que les réformateurs puissent se faire obéir par l'énorme masse des Chinois ignorants qui devaient, à un moment donné, former entre leurs mains l'instrument de délivrance dont ils se serviraient contre le gouvernement actuel.

Telle était la situation au moment où les alliés quittèrent la Chine (août 1901).

Qu'oppose-t-on, en Chine, à ce mouvement jeune-chinois dont nous venons de voir sommairement la naissance et le développement ?

Les sociétés secrètes qui jadis en 1900 marchaient contre l'Européen avec des drapeaux sur lesquels on lisait « par ordre impérial, pour le salut de la dynastie, » sont maintenant débandées ou amalgamées au parti anti-dynastique.

« Si après la guerre de 1895, l'empereur et quelques-uns de ses mandarins les plus intelligents de son entourage se sont parfaitement rendu compte des causes de la faiblesse de la Chine, combien plus aujourd'hui où ils ont vu la Chine écrasée à nouveau par l'Europe, où ils voient actuellement le Japon, leur adversaire d'hier, lutter victorieusement contre la Russie, se rendront-ils compte qu'il faut à la Chine les méthodes européennes pour lutter victorieusement contre l'étranger[1] ». Aussi, cette idée s'est-elle fait jour triomphalement dans l'esprit de beaucoup de mandarins de premier rang. Je citerai Yuan-shi-kaï, préfet et gouverneur du Petchi-li, en remplacement de Li-hung-chang, le général Ma, etc... L'empereur Kouang-su n'est donc plus le seul représentant à la Cour des idées de réforme. Au Palais, que lui oppose-t-on ? D'abord la vieille impératrice âgée de près de soixante-quinze ans, qui détient le pouvoir depuis une quarantaine d'années, et dont l'énergie infatigable et la volonté puissante forment vraiment l'obstacle principal à l'avènement de l'ère réformatrice. Ses deux « funestes acolytes de 1900, le prince Tuan et Toung-fou-siang viennent ensuite, puis la grande masse des mandarins de seconde classe, qui ont peut-être des idées de réforme, mais qui courtisent le pouvoir en soutenant ses principes. »

Mais la vieille impératrice est d'une intelligence remarquable. Ne s'était-elle pas aperçue déjà de la grande faute commise en 1898 en arrêtant les réformes de Kouang-su, et en 1900, en attaquant trop tôt l'étranger ? Ne peut-on maintenant lui prêter l'intention de se mettre elle-même à la tête du parti de réforme ?

---

[1] Ed. Théry, *Le Péril Jaune*.

Je ne le crois pas quoique l'éventualité puisse se produire. Enfin, elle est très âgée. Si, ces temps derniers, son infatigable énergie a su grouper autour de son trône chancelant tous les partisans de la dynastie mandchoue, peu nombreux, mais puissants, il est hors de doute qu'à sa mort ils seront tous dispersés et que le changement de dynastie se fera sans obstacles, si les réformateurs n'acceptent pas comme empereur Kouang-su.

Actuellement, on l'a vu par les exemples que j'ai donnés, l'armée chinoise est incapable de s'opposer avec succès aux milices rebelles, fanatisées et bien armées. Une seule chose peut s'opposer à la marche victorieuse du parti de réforme et de *Plus grande Chine*, c'est l'ignorance et l'apathie même du peuple chinois. L'apathie chinoise a été fortement secouée ces dernières années : a-t-elle disparu tout à fait ?

M. Edmond Théry, dans son livre *Le Péril Jaune*, à propos de cette apathie du peuple chinois, s'exprime ainsi : « L'écrasement de l'insurrection des Boxers organisée par les auteurs du coup d'État du 28 septembre 1898, la prise et l'occupation de Pékin par les troupes alliées, la fuite de la Cour impériale à travers les provinces centrales, et surtout l'obligation dans laquelle la Chine va être placée de s'ouvrir entièrement aux étrangers, sont des événements de nature à secouer l'apathie du peuple chinois et à modifier l'état d'âme de ses mandarins. »

J'ajouterai pour le Petchili en particulier que partout où les alliés ont passé en 1900, l'apathie chinoise a été sérieusement secouée.

Malheureusement pour les « Jeunes-Chinois » si l'apathie disparaît progressivement, l'ignorance reste, et, malgré toute leur habileté, malgré leur volonté patriotique de vaincre, les réformateurs se sont heurtés là à une barrière difficile à franchir. Ils ont reconnu que d'eux-mêmes, étant donné leur petit nombre, ils ne pouvaient presque rien sur l'esprit ignorant, immuable et figé de la plus grande masse de leurs compatriotes. Ils se sont dit que sans l'aide d'un sang neuf dans ce grand corps mort chinois, qui lui donne un peu d'intelligence pratique avec quelques idées modernes, le mouvement de réforme, si plein de belles espérances, se voyait arrêté impitoyablement en plein essor. On a compris qu'il fallait trouver des guides, des protecteurs, des ...teurs, en un mot des alliés. A qui s'adresser ? Cependant,

de grands hommes chinois comme Yuan-shi-kaï, se déclaraient bientôt en faveur de l'alliance avec le Japon. Du reste, celui-ci s'offrait spontanément pour fournir à la Chine ce sang vigoureux et jeune, ces idées saines et hardies, cet enseignement industriel, commercial, militaire, dont si vivement elle sentait le pressant besoin. Mais tout d'abord ce mouvement en faveur de l'alliance japonaise ne réussit qu'à moitié. Vers 1901, on conservait encore de la guerre sino-japonaise de trop cuisants souvenirs, et l'on n'accordait à l'ancien adversaire qu'une demi-confiance. Aussi, malgré l'insistance des partisans de l'alliance, on ne se fia que très peu au Japon. On lui prit des soldats et des marins instructeurs, des ingénieurs, mais on évita toute manifestation extérieure de solide amitié avec lui. La Russie occupant la Mandchourie, il fallait craindre aussi de la froisser. On attendit donc. Viennent les débuts de la guerre russo-japonaise et les défaites russes. Aussitôt s'amplifièrent de toutes parts les sentiments envers le Japon libérateur qui, si habilement, vantait ses victoires auprès du peuple chinois. Les Japonais affluèrent en Chine, et si l'alliance sino-japonaise n'était pas encore déclarée ouvertement, dès lors elle existait en fait.

Et c'est ainsi que le mouvement de réforme chinois ayant puisé dans cette alliance les éléments qui lui manquaient pour réussir, prend un nouvel essor.

La politique du Japon a toujours été de se placer à la tête de la race jaune, de galvaniser tous les membres épars de cette grande race, de créer une *plus grande Asie* dont il serait le souverain. Grâce au besoin pressant que la Chine avait d'un protecteur et d'un guide, cette politique du Japon lui a été propice; il va lui inculquer son propre esprit qui est essentiellement militaire, industriel et commercial. Avec un guide aussi méthodique, aussi ambitieux, aussi admirablement servi par le parti « Jeune-Chinois » ne semble-t-il pas que la transformation de la Chine soit prochaine, et n'y a-t-il pas là une manifestation redoutable de ce péril jaune dont on a tant ri ?

M. René Henri dans son article du 16 [illegible]
la *Revue diplomatique et coloniale*, [illegible]
aux peuples esclaves comme un [illegible]
que des peuplades nègres, à la [illegible]

Arthur, ont allumé des feux de joie. Des signes très certains d'agitation, des velléités d'affranchissement ont été notés en Afghanistan, en Égypte. Dans l'Inde, la presse indigène est violemment anti-russe. Ce n'est point par amitié pour le maître anglais, mais l'Hindou est japonophile. Sa joie procède d'un vague sentiment *pan-asiatique* qui naît. Une multitude d'images se vendent dans les bazars.

« On peut observer des faits analogues en Indo-Chine, où l'indigène commence à se départir de sa douceur. Le Siam est un foyer inquiétant qui couve.

« Au Japon, un impérialisme traditionnel grandit et s'exagère avec le succès. L'empire du Mikado a de vastes projets dont la condition est la japonisation de la Chine. Déjà des Japonais sont instructeurs dans l'armée chinoise ; d'autres sont à la tête d'arsenaux chinois. Des ingénieurs japonais et des capitaux chinois ont éliminé, en matière de chemins de fer, des capitaux et des ingénieurs européens. Les Japonais se sont insinués dans les sociétés secrètes, forces vivantes de la Chine : on affirme qu'ils sont tout-puissants dans plusieurs. Le Japon rêve d'être, soit en substituant le Mikado à la dynastie mandchoue, dynastie étrangère, soit en employant tout autre moyen moins radical, d'être la Prusse de cette nébuleuse Allemagne qu'est la Chine. Il n'est guère probable qu'il tienne à émanciper la Chine et à en faire, en admettant que ce soit possible, un grand organisme autonome et puissant contre tous. Il se propose plutôt, et l'aveu se trouve partout comme un leit-motiv dans la presse japonaise, de se réserver à lui seul l'immense réservoir d'hommes et de richesses qu'est la Chine. Aussi, le Japon qui, malgré son orgueil, se sent trop petit pour pouvoir satisfaire toutes ses ambitions, pourrait dominer l'Asie, dominer l'océan Pacifique, dominer le monde [1]. »

Les hommes d'État japonais sont en général des diplomates infiniments prudents. Écoutez pourtant M. Okuma : « Au milieu « du XXe siècle, dans les steppes de l'Asie centrale, le Japon « combattra contre l'Europe pour lui arracher l'empire du « monde. » Et un professeur de Tokio : « Non seulement il faut

[1] Voir *Questions diplomatiques et coloniales*, du 16 février 1904.

« s'emparer de l'Asie, mais forcer le fier Occident à nous « demander grâce. »

Le capitaine d'Ollone, chargé de mission pendant trois ans en Extrême-Orient, dans une conférence faite récemment au siège de l'Union coloniale, disait que le péril jaune était réellement le péril japonais. Pour bien faire toucher du doigt toute l'importance et toute l'étendue de ce péril japonais, j'aurais voulu citer tout au long les deux articles du journal russe le *Novoïé-Vrémia* (1904), sur le mouvement pan-asiatique. Ces deux articles donnent des renseignements fort intéressants sur la façon dont se propage l'influence japonaise en Asie. Ils ont été traduits et ont paru dans les « Questions diplomatiques et coloniales ». Je me permettrai d'en conseiller la lecture à ceux qui étudient l'évolution asiatique :

« Publiciste, voyageur ou diplomate, l'auteur de ces articles prend à tâche d'éclairer notre vieille Europe sur les périls multiples que lui préparent dans tout l'Orient l'ambition effrénée du Japon et l'activité infatigable de ses menées qui embrassent l'*Asie tout entière*. Il insiste sur l'énorme influence acquise par le Japon chez *tous* les peuples asiatiques, au triple point de vue intellectuel, économique et politique, depuis qu'il s'est métamorphosé en grande puissance civilisée et militarisée à l'européenne, et surtout depuis la guerre sino-japonaise[1]. »

Ces articles se terminent par le paragraphe suivant :

« *Le mouvement pan-asiatique actuel est un résultat de l'influence européenne*, tout comme le pan-slavisme est le résultat de l'influence germanique. Si, en effet, la violence et l'oppression des Allemands ont réveillé dans toutes les races slaves le sentiment de la solidarité, de même la pression et la prédomination des Européens ont fait naître chez tous les peuples asiatiques le sentiment de la communauté de leurs intérêts. L'exemple du Japon leur a montré qu'un peuple asiatique peut emprunter tous les procédés de la civilisation européenne, en conservant néanmoins tous les principes de sa façon d'être asiatique, et en retournant contre l'Europe l'instrument reçu des mains de c-

[1] *Questions diplomatiques et coloniales.*

ci. Le pan-mongolisme dont nous discourons en Russie, mais auquel en Asie nul ne pense ni ne croit, ne serait qu'un idéal de race, comme le pan-germanisme et le pan-slavisme. L'idéal qui brille actuellement aux yeux des pionniers asiatiques de tout le continent, ce n'est pas un idéal de race ni de religion, mais un idéal continental que justifie l'orgueilleuse assertion d'un poète japonais, que « l'idéal des Asiatiques est plus grand et plus pro- « fond que l'idéal des Européens. »

« La réponse qui se dégage de tout cela se trouve dans une phrase d'un article du *Novoïé-Vrémia* du 15/28 janvier : « Seul « un continent tout entier peut lutter contre tout un continent ». Ces paroles s'appliquaient alors à la lutte économique de l'Europe contre l'Amérique ; elles s'appliquent mieux encore à la lutte de l'Europe contre la plus peuplée et la plus grande des parties du monde. »

En résumé, et pour en revenir à la Chine, quel est en ce moment l'état d'âme de ce peuple chinois qui a passé par tant de vicissitudes depuis que nous avons troublé sa quiétude séculaire ?

On peut affirmer :

1° *Que ce peuple sent le besoin d'une transformation totale pour résister aux empiétements de l'étranger ;*

2° *Que cette transformation ne pouvant se faire par l'intérieur, se fera par l'extérieur, et avec l'appui des partis de réforme chinois ;*

3° *Que l'élément extérieur qui doit concourir à la transformation est bien nettement déterminé et bien accepté par le peuple chinois, et qu'il ne peut être autre que le Japon.*

Quant à l'âme elle-même de ce peuple chinois, est-elle à ce point abâtardie qu'elle ne soit plus capable d'aucun effort ? Ignorante et indolente, oui ; mais abâtardie, non. « Ce qui manque à la Chine en général, et aux Chinois en particulier, c'est un chef qui puisse centraliser les énergies, les grouper, les diriger vers un but connu de tous. On s'est mépris jusqu'ici. L'âme de ce peuple chinois est encore capable de puissants efforts. Endormie depuis longtemps, elle se réveille et tressaille au bruit de nos canons ! »

(A continuer.) MAC-READY.



L'ARTILLERIE DE CAMPAGNE

A

TIR RAPIDE[1]

ÉTAT ACTUEL DE LA QUESTION

V. — Simplification du pointage.

Le mode de pointage employé auparavant était long et compliqué. A chaque changement de distance, il fallait donner la nouvelle hausse et modifier le pointage en direction et en hauteur. On est arrivé à décomposer ces opérations et à les rendre très rapides par l'adoption de la *hausse indépendante*, c'est-à-dire que la pièce est munie d'un double mécanisme d'élévation avec collimateur. Cette hausse permet de décomposer le pointage en hauteur en deux opérations distinctes; dans l'une, le pointeur donne l'angle de site; pour l'autre, le tireur donne l'angle de tir. En disposant convenablement, à droite et à gauche de l'affût, les appareils dont se servent le pointeur et le tireur, ceux-ci peuvent faire leurs opérations simultanément, de sorte que le pointage en hauteur est très rapide. Nous avons vu que le pointage en direction s'achève en faisant coulisser l'affût sur l'essieu.

Dans ces conditions, étant donné que les appareils de pointage, transportés du canon sur le berceau, ne participent pas au recul et que la ligne de visée est unique et indépendante de la hausse,

---

[1] Voir la livraison d'octobre 1905.

les opérations du pointage ne peuvent être interrompues ni par le tir, ni par le recul, ni par les variations de distance. Par conséquent, la continuité du pointage permettra de tirer dès que la pièce sera chargée.

Mais pour que le pointeur et le tireur pussent faire leur service, il fallait que l'affût restât immobile et qu'ils fussent protégés par un bouclier.

Pour assurer l'immobilité de l'affût, on emploie les moyens que nous avons indiqués plus haut, et l'on est arrivé à un degré d'immobilité tel qu'une pièce de monnaie placée sur la roue de l'affût ne subit aucun déplacement par l'effet du tir.

On a fort discuté la question de l'utilité des *boucliers*, que l'immobilité des nouvelles pièces a permis de leur adapter, pour protéger les servants contre les balles du fusil ou du shrapnel. On sait qu'une tôle de bon acier, de $0^{m}003$ d'épaisseur, résiste au tir du fusil aux distances supérieures à 400 mètres et aux balles de shrapnel à toutes les distances. On a reproché à ces boucliers, notamment en Allemagne, d'alourdir la pièce; or leur poids n'est que de 50 kilogr. environ et, moyennant ce poids insignifiant, des expériences comparatives faites en Suisse ont prouvé que les servants d'une pièce pourvue de boucliers recevaient plus de six fois moins d'atteintes que ceux d'une pièce non protégée. On voit donc que si la protection assurée n'est pas complète, la surface exposée est réduite au sixième. Si l'on ajoute que le fond de nos caissons est également blindé et disposé, pendant le tir, de manière que les servants employés au caisson sont protégés contre le feu de face et le feu d'écharpe, on peut dire que les pointeurs et les servants des pièces au feu n'ont presque rien à craindre des balles de fusil et de shrapnel. On a aussi prétendu que le bouclier, augmentant la visibilité de la pièce, en faisait ainsi un objectif plus commode, mais, dans les manœuvres faites en Allemagne, cette assertion ne s'est pas vérifiée.

La meilleure preuve du peu de valeur de ces critiques, c'est que les boucliers sont admis d'une manière générale.

La Russie ne les a pas adoptés, parce que son canon est déjà trop lourd. Il en est de même pour le Japon qui, en raison des conditions de viabilité des routes du pays, a voulu avant tout un canon excessivement léger. Mais on sait que les deux adversaires

ont, dans la campagne actuelle, fait usage de boucliers de fortune.

Enfin l'on a perfectionné sensiblement l'ancien *appareil de visée*. La suppression du choc de recul sur cet appareil a permis de transporter la ligne de mire du canon sur le berceau et, au lieu de la longue ligne de mire constituée par le guidon et l'œilleton, de lui substituer des lignes de mire optiques constituées par des lunettes ou des collimateurs. On obtient ainsi une précision au moins aussi grande et la possibilité, lorqu'on ne peut pas viser directement le but, de viser des points situés à droite ou à gauche de l'objectif.

Ajoutons que l'on a simplifié les mesures des hausses, des planchettes de dérive, des angles, de la graduation des fusées, par un choix convenable des unités, de manière à éviter les complications et les pertes de temps et à obtenir le plus rapidement possible un pointage suffisamment exact.

VI. — Simplification du débouchage de l'évent.

La solution de cette question consistait naturellement à adopter un débouchoir automatique, qu'il suffise au déboucheur de disposer rapidement pour la hausse voulue. En outre, le débouchage de tous les obus à tirer avec cette hausse doit s'effectuer sans faire aucune lecture sur la fusée. Enfin il faut que l'appareil, d'une grande rusticité, soit en mesure de fonctionner sans se détraquer, malgré les chocs et les influences extérieures.

Nous verrons plus loin que le modèle adopté en France répond à toutes ces conditions.

VII. — Simplification de l'approvisionnement.

Au lieu de laisser les caissons à 15 mètres en arrière des pièces, on les a rapprochés et placés à côté de celles-ci. Mais cette disposition ne peut être adoptée qu'en blindant le fond des caissons. C'est ce que l'on a fait en France, comme nous l'avons dit.

VIII. — Projectiles.

On sait que la puissance d'un matériel d'artillerie dépend essentiellement de la valeur de ses munitions, c'est-à-dire des propriétés de la poudre employée et de l'organisation intérieure des projectiles ; celle-ci varie d'ailleurs suivant la nature de l'objectif.

Mais, pour une pièce de campagne, la puissance est fonction de la mobilité ou du poids, de sorte que puissance et mobilité sont des propriétés contradictoires, que l'on cherche à concilier pour le mieux en tenant compte des progrès de l'industrie et des connaissances scientifiques. Après 1870, on a recherché d'abord la puissance, puis on a reconnu qu'une grande mobilité était préférable ; on n'a pu obtenir cette dernière qu'en réduisant les exigences balistiques dans la mesure du possible, lesquelles ont pu rester encore bien supérieures à celles admises précédemment, grâce aux importantes améliorations techniques réalisées. Malgré ces perfectionnements, on n'est pas parvenu à établir actuellement un matériel assez mobile et assez puissant en même temps pour satisfaire, avec un modèle unique, à toutes les exigences de la guerre de campagne. De là résultent des canons différents pour les différents cas où les conditions de service et de transport varient (tir contre le personnel, contre le matériel, en pays de montagne, etc.), et aussi des modèles spéciaux pour leurs projectiles.

Depuis 1871, on a apporté à l'organisation iutérieure des projectiles des améliorations qui ont permis, tout en diminuant légèrement le poids de ces derniers, d'obtenir une vitesse initiale plus grande, qui est en moyenne de 500 mètres, et d'augmenter la force vive du projectile de 45 p. 100 en France et de près de 100 p. 100 en Allemagne.

Les projectiles employés actuellement par l'artillerie de campagne *pour le tir contre les troupes* sont l'obus à mitraille et le shrapnel. La *boîte à mitraille*, bien que plus efficace que le shrapnel dans certains cas, a dû être exclue des approvisionnements, afin de simplifier le remplacement des munitions.

Les *obus à mitraille*, pour les canons de 90, 95, 120 et 155, donnent de bons résultats dans le tir contre les troupes, et leur

grande résistance au choc permet également de les employer dans le tir contre des obstacles légers. Mais on leur reproche un poids mort trop considérable, une diminution rapide de la vitesse, et par suite de la puissance meurtrière des fragments des galettes, le peu de visibilité du nuage de fumée produit par l'éclatement, etc. Pour remédier le plus possible à ces inconvénients, on en est revenu actuellement à l'obus à balles (shrapnel en Allemagne).

L'adoption du shrapnel constitue un perfectionnement sérieux de l'armement, par suite de l'efficacité très grande qu'on a pu assurer à ce projectile. Au début, les effets du shrapnel étaient très médiocres, en raison du poids mort causé par la trop grande épaisseur de l'enveloppe, du petit nombre des balles qu'il contenait et de la faible vitesse de ces balles. L'état de l'industrie ayant permis de substituer à l'enveloppe en fonte une enveloppe en acier, légère, mince et résistante, on obtient ainsi une plus grande capacité intérieure de l'obus. De plus le poids des balles, qui était de 17 grammes au début est descendu à 10 ou 12 grammes, en raison de la vitesse plus grande du shrapnel au point d'éclatement et du placement de la charge en arrière, ce qui permet de gagner de 50 à 60 mètres de vitesse. Aussi le nombre des balles a-t-il pu être augmenté du tiers, tout en augmentant l'efficacité de ces dernières. Dans ces conditions, l'obus à balles est devenu le projectile le plus important de l'artillerie de campagne.

Il y a trois variétés de *shrapnels* ou *obus à balles*.

Dans le shrapnel à charge avant, il y a diminution de la vitesse des balles.

Le shrapnel à charge centrale donne un cône d'éclatement trop ouvert et les balles se séparent dans le voisinage de la surface de ce cône.

C'est le shrapnel à charge arrière qui est le plus avantageux, car il maintient les balles plus groupées et leur communique un accroissement de vitesse qui augmente leur zone d'efficacité. Par suite, c'est celui qui est généralement adopté.

Pour le tir contre les obstacles peu résistants, on peut employer le tir percutant des obus à balles ou à mitraille. Mais, en général, il faut employer dans le cas de destructions importantes des *obus brisants*, qui sont l'obus détonant et l'obus-torpille ou obus explosif.

L'*obus détonant* est à forte charge et à parois épaisses. L'emploi de cet obus ne comporte pas celui d'une fusée à temps. En général, c'est un projectile de dispersion, qui doit être employé fusant.

L'*obus-torpille* a une forte charge et des parois minces. Il produit un effet considérable, surtout quand il éclate dans un espace clos, mais ce cas se présente rarement en campagne, où son emploi peut être dangereux. Pourtant lorsque le tir percutant des obus à balles ou à mitraille ne peut venir à bout de la résistance des obstacles, il faut avoir recours à ces obus explosifs, chargés en mélinite. Ces projectiles agissent non plus par leur force vive restante, comme les boulets, mais par les effets explosifs de leur chargement intérieur, bien supérieurs à ceux des boulets.

IX. — Avant-trains et caissons.

Par suite de la grande consommation du canon à tir rapide, il était tout indiqué de chercher à réduire le plus possible le rapport du poids de la voiture à celui des munitions et, grâce aux progrès de l'industrie et à des dispositions bien entendues, on est arrivé à diminuer suffisamment le poids de l'avant-train pour obtenir une augmentation d'environ un quart (24 en France au lieu de 18) des munitions transportées.

En principe, le *caisson* doit avoir la même mobilité que la pièce, qu'il doit accompagner partout, puisque c'est dans le caisson qu'on puise pour alimenter le feu. Pourtant, on a été amené à lui donner un poids supérieur à celui de la pièce, afin de lui faire porter le plus de munitions possibles, de manière à diminuer le nombre des voitures à munitions.

L'*arrière-train* du caisson ne doit pas être pareil à l'*avant-train ;* car, si le poids porté par l'essieu antérieur était aussi fort que le poids porté par l'essieu d'arrière, on n'arriverait qu'à un total de 160 projectiles pour la voiture complète. Au contraire, en faisant porter 45 p. 100 à l'essieu d'avant et 55 p. 100 à l'essieu d'arrière, on obtient un total de 192 projectiles.

Les cartouches complètes doivent être disposées verticalement pour le transport, afin que les poids soient aussi bien répartis que possible, mais il y a intérêt à ce qu'elles se présentent hori-

zontalement pour la distribution. A cet effet, on a adopté en France la disposition ingénieuse suivante : pendant le tir, l'arrière-train est séparé de son avant-train, on le fait basculer autour de son essieu de façon à présenter les cartouches à peu près horizontalement lorsqu'on ouvre le couvercle. Celui-ci constitue ainsi un abri pour les servants placés derrière le caisson, dont le fond, comme nous l'avons dit, est également blindé à l'épreuve de la balle.

Pour ménager les forces des attelages, les voitures de l'artillerie française ont été pourvues d'*amortisseurs de traction* élastiques, permettant de diminuer les à-coups sur les épaules des chevaux dans les terrains accidentés. Il en résulte une diminution de fatigue pour les animaux et, par suite, une augmentation de mobilité.

L'emploi de caisson à deux roues, préconisé par le général russe Engelhardt, est à rejeter. En effet, ces caissons ne peuvent circuler dans tous les terrains et ils causent un allongement exagéré des colonnes.

X. — Protection des pièces.

D'une façon générale, l'artillerie de campagne doit être protégée plutôt par un choix habile des emplacements que par l'emploi des moyens artificiels. Dans tous les cas, elle commence toujours par ouvrir le feu dès qu'il est utile ; elle exécute dans la suite et suivant les circonstances les travaux de protection et de perfectionnement nécessaires et possibles. Il suffira de donner aux masses couvrantes des épaisseurs variant entre 1 mètre et $2^m,50$, de manière à arrêter les balles et les éclats de projectile. Les épaulements seront aussi légers que possible, de façon à pouvoir être construits rapidement.

D'ailleurs l'emploi de boucliers et de caissons blindés suffira en général pour assurer la protection des servants.

Les divers travaux de fortification, lorsqu'il y a lieu d'en établir pour protéger les pièces de campagne, sont exécutés par l'artillerie elle-même, qui dispose à cet effet des outils nécessaires.

Mais, dans tous les cas, l'expérience de la guerre russo-japonaise a prouvé qu'il est indispensable que les pièces soient masquées dans leurs emplacements de tir.

XI. — Vitesse du tir.

Avec un matériel à tir rapide organisé d'après les conditions générales indiquées précédemment, on peut obtenir une vitesse moyenne de tir de 10, 15 à 20 coups par minute. Cette vitesse n'aurait pas pu être réalisée sans la poudre sans fumée, car avec la poudre noire ordinaire la batterie ne tarderait pas à ne plus rien voir en cherchant à tirer vite. Une telle rapidité d'ailleurs n'est pas souvent nécessaire à la guerre et il faut l'éviter autant que possible, car elle entraîne en général une diminution de l'efficacité du tir, ainsi qu'une consommation considérable de munitions. Mais il se présentera des cas où il sera utile de l'employer, et il est bon d'avoir pu l'obtenir tout en conservant les conditions de justesse suffisante et en n'exigeant pas des servants des efforts excessifs.

Le tir, pour être exécuté dans de bonnes conditions, avec pointage exact, ne doit pas dépasser la vitesse de 8 à 10 coups par minute, vitesse qui peut être portée au double dans le tir à mitraille.

Avantages d'un tir rapide. — On peut se demander s'il est réellement utile d'avoir un canon pouvant réaliser des vitesses de tir aussi grandes. Ainsi, actuellement, à 2,500 et 3,000 mètres, distances ordinaires de combat, on peut tirer cinq fois plus vite qu'avec les matériels antérieurs et notre canon de 75 tire trois fois plus vite que le canon allemand à tir accéléré.

Les avantages d'une pareille rapidité de tir sont :

1° La possibilité d'employer deux ou trois fois moins de pièces pour produire un effet donné dans un temps donné, c'est-à-dire qu'on exposera deux ou trois fois moins de personnel et qu'on montrera deux ou trois fois moins de forces;

2° La démoralisation de l'ennemi est plus profonde pour une même consommation de projectiles, parce que les mêmes pertes sont infligées dans un temps moindre;

3° L'économie des munitions, parce que l'ennemi lâchera pied avec des pertes qu'il aurait supportées dans les conditions de tir ordinaires;

4° Le tir rapide permettant plus facilement le réglage que le

tir lent, il y aura économie de munitions si le feu est assez rapide pour disperser l'ennemi après un seul réglage ;

5° Le canon sans dépointage rend beaucoup plus facile le tir indirect ;

6° La rapidité du tir produit les mêmes effets que la concentration, mais avec une plus grande sûreté et une plus grande instantanéité.

En résumé, le canon à tir rapide remplit mieux et plus vite que les autres canons les missions généralement dévolues à l'artillerie de campagne, tout en dépensant moins de munitions à égalité d'effets.

Inconvénients. — Le tir rapide entraîne une consommation exagérée de munitions. Ce n'est pas cet inconvénient qui a empêché l'adoption des fusils à tir rapide, et pourtant, mieux que dans l'infanterie, le commandant de la batterie est maître de son tir. Sans doute, les projectiles de l'artillerie sont plus lourds et, au point de vue du ravitaillement, la rapidité du tir impose l'obligation de proportionner les moyens au but.

Pour éviter le gaspillage des munitions, il importe de ne tirer que pour un emploi utile. Il faut donc, lorsqu'on tient l'ennemi sous le canon, conduire le feu à toute vitesse, car, tout naturellement, l'adversaire cherchera à disparaître le plus rapidement de la zone d'action des projectiles.

Mais, autant l'artillerie doit être prodigue de ses munitions lorsqu'elle peut tirer sur un objectif important, à bonne portée et dans un but tactique déterminé, autant elle doit s'en montrer avare lorsque son concours est douteux, incertain. Cela lui est d'autant plus facile que le commandant de la batterie est seul juge des méthodes et peut régler l'intensité de son feu suivant les circonstances.

Efficacité. — Une troupe qui se présente à découvert dans la zone battue ne tarde pas à être à peu près anéantie, car elle perd 85 p. 100 de son effectif. Les pertes ne sont que d'environ 25 p. 100 pour une batterie d'artillerie en train de tirer, lorsque les servants sont protégés par des boucliers.

Une troupe d'infanterie placée dans des tranchées-abris ne perd environ que 20 p. 100 de son effectif.

Il faut ajouter que ces résultats sont obtenus dans un temps qui ne dépasse pas trois minutes.

On voit donc que, pour échapper à une destruction complète, l'infanterie est obligée de se coucher ou de se terrer derrière des tranchées-abris, et que l'artillerie doit protéger son personnel derrière ses boucliers et ses caissons.

XII. — Organisation.

Nous ne ferons qu'indiquer en passant la question de réorganisation de l'artillerie de campagne. On en est arrivé généralement, comme complément de l'adoption du canon à tir rapide, à réduire les batteries à quatre pièces au lieu de six, à l'exception de la Russie qui a conservé les batteries à huit pièces. En effet, une batterie de quatre pièces à tir rapide a plus d'efficacité qu'une ancienne batterie de six pièces; elle bat un espace plus étendu, est mieux dans la main de son chef, qui est en outre en mesure de mieux utiliser la vitesse de tir de chaque pièce, etc.

Nous n'entrerons pas dans la discussion du nombre de batteries à attribuer à chaque corps d'armée. Comme le dit le général von Blume à ce sujet : « la question primordiale est de savoir la quantité maximum d'artillerie qui peut être employée avantageusement dans la bataille, puisque partout ailleurs, cette arme n'est qu'un embarras pour le commandement ».

XIII. — Canons de campagne à tir courbe, obusiers de campagne.

Le matériel qui a été défini précédemment ne permet pas de faire du tir courbe et, par suite, d'atteindre un but abrité par des retranchements. En outre, les projectiles de ce matériel ne sont pas assez puissants pour obtenir des effets de destruction suffisants contre ces obstacles, sans une dépense de munitions trop considérable.

C'est pourquoi l'on a dû admettre une pièce destinée à faire du tir courbe, c'est-à-dire avec un projectile relativement lourd tiré à faible vitesse initiale, car la même pièce ne peut réunir la légèreté à la puissance. Aussi l'organisation de l'ensemble de la bouche à feu doit-elle être conçue de manière que les conditions de mobilité nécessaires à une pièce de campagne ne soient pas dépassées.

Il est certain, et la guerre russo-japonaise le prouve d'une façon indiscutable, que les fortifications de campagne auront à l'avenir une importance plus considérable que jamais, de sorte que partout l'infanterie est pourvue d'un nombre d'outils plus grand et qu'elle est mieux exercée à exécuter les travaux de ce genre. Il est donc tout naturel d'étudier d'une façon approfondie les moyens pour l'artillerie d'atteindre un adversaire retranché.

Après divers tâtonnements, on s'est décidé à recourir à une pièce pouvant remplir les mêmes conditions que la pièce légère de campagne, c'est-à-dire permettant d'obtenir avec le shrapnel un tir de plein fouet efficace, tout en atteignant avec le tir courbe les défenseurs bien abrités. Les deux conditions n'étaient pas faciles à réaliser, car pour traverser des abris résistants il faut un projectile pesant, tandis que le tir de plein fouet, pour être efficace, exige une grande vitesse initiale. Les Allemands ont résolu la question par la création de l'obusier léger de campagne, tirant trois projectiles différents : 1° un obus détonant au choc, permettant le réglage; 2° un obus détonant après le choc, c'est-à-dire n'éclatant à l'intérieur de la masse couvrante qu'à une profondeur suffisante pour en amener la destruction; 3° un shrapnel. Il en résulte que l'approvisionnement de chacun de ces projectiles est forcément restreint.

En France, notre canon de 120 court tire un obus à balles et un obus à mélinite. Comme nous l'avons indiqué dans une étude précédente[1], l'obus à balles est organisé de manière à produire des effets de choc, et surtout d'explosion, considérables contre les obstacles résistants.

Si l'on est d'accord en principe sur les conditions à imposer au canon de campagne, il n'en est pas de même en ce qui concerne l'artillerie lourde de campagne. La courbure de la trajectoire a-t-elle plus d'importance que le poids du projectile? Vaut-il mieux chercher à atteindre les troupes derrière un retranchement qu'à détruire ce retranchement? Faut-il attribuer ces pièces à l'artillerie de campagne et au corps d'armée, ou à l'artillerie lourde d'armée et au commandant de l'armée? Les effets du tir de plein fouet sont-ils meilleurs que ceux du tir plongeant? etc. Ce sont là autant de questions qui ont été résolues de manières

---

[1] *Artillerie de campagne à tir rapide des armées européennes* (p. 31).

différentes ou qui prêtent à des discussions d'opinions variées. Quelques armées n'ont même pas de canons de campagne à tir courbe. Nous aurons à en reparler dans nos *Conclusions*.

XIV. — Artillerie de montagne

L'artillerie de montagne doit être avant tout légère et rustique, pour être en mesure de circuler dans les chemins difficiles, les sentiers étroits et escarpés où elle aura à se mouvoir. Des mulets au pied sûr sont employés de préférence comme bêtes de somme pour son transport. Il en résulte que le matériel doit être décomposable en charges de 120 kilogrammes au plus, ce qui, avec le poids du bât de 30 kilogrammes, répond au poids maximum que l'on peut placer sur un mulet.

Dans ces conditions, on ne pourrait obtenir une puissance aussi grande que celle du canon de campagne qu'en employant un matériel démontable, composé de plusieurs tronçons réunis au moment du besoin. Mais les canons démontables présentent l'inconvénient d'exiger un certain temps pour le montage des parties, et il est toujours à craindre que les joints ne soient pas assez parfaits pour empêcher des fuites de gaz. Pourtant le corps d'affût comporte une rallonge.

On a donc préféré admettre en principe une diminution de la puissance de la bouche à feu, en tirant un projectile à charge réduite, qui diminue sensiblement la vitesse initiale (de moitié environ). On a conservé en général à la pièce de montagne le même calibre qu'à la pièce de campagne.

Il serait donc fort avantageux de pouvoir employer, pour le canon de montagne, des types d'affûts à liens élastiques analogues à ceux adoptés récemment pour l'artillerie de campagne.

Tout d'abord, la rapidité plus grande du tir permettrait de diminuer le nombre des pièces de la batterie, et d'en remplacer le poids par des munitions. En outre, le nombre des pièces étant diminué, l'emplacement nécessaire serait moindre. Enfin, l'augmentation de la stabilité des pièces permettrait de les mettre plus facilement en batterie dans des positions présentant des difficultés plus grandes d'installation.

Tous ces avantages précieux sont mis en balance par la crainte que les affûts à tir rapide ne présentent pas le degré de rusticité

nécessaire pour un canon de campagne, car il n'est pas rare de voir des mulets rouler dans des ravins avec leurs charges et, en ce cas, les affûts nouveaux risqueraient d'être détraqués.

Néamoins la question est à l'étude, notamment en France, et se traduira, dans un délai plus ou moins éloigné par l'adoption d'un canon de montagne à tir rapide, car de nombreux types de ce genre existent déjà. L'Angleterre a même employé des canons de ce genre au Soudan. La Belgique, le Chili, le Japon, le Mexique ont adopté un matériel de ce type,

XV. — Mitrailleuses et canons automatiques

Cette question sera traitée séparément, dans son entier, après la description du matériel de campagne à tir rapide en service.

XVI. — Remplacement des munitions

La rapidité avec laquelle pourront être consommées les munitions des nouveaux canons a pour conséquence la nécessité de pourvoir à leur remplacement dans les meilleures conditions possibles. C'est dans ce but qu'a été rédigée « l'*Instruction sur le remplacement des munitions en campagne* », approuvée par le Ministre de la guerre le 1er août 1902.

Nous en résumons ci-après les dispositions essentielles.

Répartition de l'approvisionnement. — Les munitions sont réparties comme il suit :

1° Munitions de la ligne de bataille, comprenant, dans les coffres des batteries, 312 coups pour canon de 75, et 142 coups pour canon de 80 ;

2° Munitions des parcs de corps d'armée, comprenant, dans les trois échelons de chaque parc, 189 coups 1/2 par pièce de 75 et 355 coups par pièce de 80. Les munitions de ces parcs sont destinées à assurer le remplacement des munitions de la ligne de bataille;

3° Munitions du grand parc d'artillerie d'armée, qui est destiné à assurer le ravitaillement en munitions des parcs d'artillerie de corps d'armée, c'est-à-dire après la bataille.

En résumé, pour une bataille, chaque pièce de 75 dispose de 501 coups, et chaque canon de 80 de 497 coups.

Remplacement des munitions du 75. — En général, les sections de munitions d'artillerie ne sont pas fractionnées ; lorsque le capitaine commandant une section de munitions a été avisé de la troupe qu'il doit ravitailler, il recueille avant son départ tous les renseignements qui concernent l'emplacement de cette troupe. Il se renseigne sur les emplacements des groupes d'échelons de batterie avec lesquels il doit entrer en relations. Il reconnaît le terrain en arrière de la troupe à ravitailler et y établit sa section dans une position favorable aux mouvements de voiture, environ à 1,000 ou 1,500 mètres des groupes d'échelons de batterie. Il établit ses liaisons avec les commandants de ces groupes, leur envoie le nombre de caissons demandé; il suit les groupes d'échelons de batterie dans leurs mouvements et, dans ce cas, prend les mesures nécessaires pour que les voitures de sa section et les agents de liaison puissent le retrouver. Le commandant du groupe des échelons de batterie, avisé de cet envoi, fait chercher le même nombre de caissons à la section de munitions avec laquelle il est relié. Il répartit entre ces échelons et conformément à leurs demandes les caissons qui lui parviennent de la section de munitions. Ces caissons sont placés à côté des caissons vides. Les munitions sont transbordées. On doit compléter d'abord les arrière-trains de caisson.

Remplacement des munitions des batteries à cheval de 80. — Ce remplacement s'opère d'après les mêmes principes que pour les batteries de 75, sauf les différences suivantes :

Les caissons de la batterie de tir sont intégralement remplacés, ainsi que le personnel qui y est attaché, par un même nombre de caissons demandés au groupe des échelons de batterie.

Le ravitaillement de l'échelon de batterie s'opère par transbordement des munitions.

Principe important. — En principe, le ravitaillement est toujours assuré de l'arrière vers l'avant, de manière que les troupes engagées soient déchargées de toute préoccupation à ce sujet.

Caisson blindé. — L'adoption du caisson blindé a soulevé au début de nombreuses objections en Allemagne. Cependant le général Rohne, qui fait autorité dans les questions d'artillerie, en est partisan « parce que c'est la seule disposition qui assure l'arrivée des munitions ».

XVII. — Espèces de tir

On comprend qu'il n'aurait pas suffi de disposer toutes les parties du canon en vue d'obtenir une grande rapidité du tir, si l'on n'avait en même temps simplifié les commandements, les manœuvres et les procédés de tir. Tout naturellement, les mouvements à exécuter par le personnel doivent être très réduits, s'exécuter d'une façon pour ainsi dire machinale, sans laisser place à l'hésitation ou à l'erreur, de manière que le fonctionnement se fasse à peu près automatiquement. C'est pourquoi, le nouveau règlement a précisé nettement les divers genres de tir à employer, et par suite les procédés à appliquer pour chacun d'eux.

Nous ne ferons que mentionner le *tir de réglage*, d'ailleurs très important, mais qui sert uniquement à déterminer les éléments des *tirs d'efficacité* qui sont indiqués ci-après. Néanmoins, on a reconnu partout la nécessité d'adopter une méthode de tir progressif sur large fourchette, plus ou moins calquée sur la méthode française.

Le tir le plus simple, mais le moins usuel, est le *tir sur hausse unique*. Tous les coups tirés successivement tombent au même point. Il comporte la recherche d'une fourchette de 50 mètres. Dès que la pièce est prête à faire feu, le tireur fait partir le coup sans attendre de commandement, et le feu continue jusqu'à concurrence du nombre d'obus fixé. Ce genre de tir, percutant, convient particulièrement à la destruction des obstacles et du matériel ou d'un objectif particulièrement dangereux et tenace. Il peut également servir à contenir un ennemi immobilisé ou à arrêter un but mobile en un point et des conditions déterminés.

Le *tir progressif*, qui est toujours fusant, consiste à modifier la portée des projectiles, c'est-à-dire à modifier progressivement les points de chute ou d'éclatement, de manière à couvrir d'éclats meurtriers une bande de terrain de profondeur plus ou moins grande (un demi-kilomètre en général) et de largeur égale au petit axe de la gerbe. Le tir progressif, qui comporte en général la recherche d'une fourchette de 200 mètres, présente l'avantage d'utiliser le maximum de rapidité du tir.

Le *tir avec fauchage sur hausse unique* correspond à des chan-

gements dans la direction, sans modifier la distance, de manière à former une zone dangereuse plus ou moins large, dont la profondeur est égale au grand axe de la gerbe. On l'emploie de préférence pour contrebattre de front une ligne mince, ou encore pour balayer une crête perpendiculaire au plan de tir, ou bien le ravin qui couvre cette crête.

En modifiant à la fois la portée et la direction par la combinaison du fauchage et du tir progressif, on rend intenable un rectangle dont la largeur et la profondeur sont simultanément portées à leurs dimensions maxima.

Le *tir progressif sans fauchage* consiste à tirer deux coups sur quatre hausses successives échelonnées de 100 en 100 mètres à partir de la plus courte. Il convient pour enfiler une route, un défilé, une allée étroite.

Le tir progressif avec fauchage s'exécute en faisant varier d'abord la direction, puis la portée. On fait partir trois coups en fauchant sur une hausse unique, en faisant varier, dans le deuxième et le troisième, la direction d'un angle correspondant à une largeur de gerbe. On bat ainsi un rectangle de 150 mètres de largeur sur 200 de profondeur. En renouvelant le même procédé, on augmente l'étendue de ce rectangle. Ce genre de tir est plus particulièrement destiné à agir sur des régions où l'on soupçonne la présence de l'ennemi, sans être fixé sur la position exacte qu'il y occupe.

Le *tir par salves ou rafales au commandement du capitaine* s'emploie quand on n'a pu assurer l'encadrement des coups à 200 mètres, en exécutant un tir sur hausses échelonnées de 100 en 100 mètres. Il permet au capitaine de rester constamment maître de son feu et constitue un mécanisme essentiellement souple et susceptible de s'appliquer à une profondeur quelconque, depuis la fourchette de 100 mètres, en économisant les munitions et en faisant varier à volonté la vitesse du tir.

Tous ces mécanismes de tir rapide qu'on appelle *tirs d'efficacité*, sont destinés à amener, par leur action foudroyante, la désorganisation matérielle et morale de l'objectif. Le capitaine a toute latitude pour choisir l'espèce de tir la mieux appropriée aux circonstances et pour adapter la méthode qu'il aura choisie aux conditions particulières du cas concret dans lequel il se trouve placé.

Résultats. — La durée du tir progressif sans fauchage (4 salves ou rafales) varie de 20 à 30 secondes, c'est-à-dire qu'une pièce tire ainsi de 16 à 24 coups par minute.

Avec fauchage, la durée de ce tir n'est plus que de 12 à 16 coups par minute.

Le tir sur hausse unique s'exécute avec une vitesse de 18 à 30 coups par minute.

Dans ces conditions, une batterie de 4 pièces exécutant le tir progressif avec fauchage bat efficacement, sans lacune et sans recouvrement, un front de 200 mètres sur une profondeur de 450 mètres, à la distance ordinaire de 2,500 mètres. Ce résultat est obtenu en 3 minutes environ, dont 2 pour le réglage.

Les méthodes de tir françaises sont généralement reconnues comme ayant donné les meilleurs résultats pour arriver rapidement au tir d'efficacité, et elles sont admises en général dans les armées étrangères avec des modifications en général peu importantes.

A la *valeur individuelle* du coup de canon, à son effet isolé, on a été amené à substituer ce que l'on peut appeler la *valeur offensive* du feu, en donnant à celui-ci son maximum d'intensité. « L'artillerie, dit le général Langlois, doit agir par son feu comme une charge de cavalerie, mais une charge que rien n'arrête et qui peut tout broyer sur son passage. »

Maintenant que nous avons exposé les principes, les effets et les causes de l'adoption générale du canon à tir rapide, nous allons examiner la manière dont la question a été résolue par les diverses puissances.

***

(*A continuer.*)

Ce qu'il faut retenir

DE LA

GUERRE RUSSO-JAPONAISE[1]

Les généraux.

Tout en nous réservant de comparer la stratégie et la tactique des deux belligérants, nous voulons examiner ici les qualités et les défauts respectifs de leurs généraux, ainsi que la conception différente du commandement dans les deux armées.

Ce doit être encore motif pour nous d'en conclure aux qualités qui s'imposent à la fonction.

*
* *

En Russie, la hiérarchie des officiers généraux compte quatre grades :

1° Général-major ou général de brigade ;

2° Lieutenant-général ou général de division ;

3° Général de corps d'armée ; général de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie ou du génie, suivant l'arme d'origine ;

4° Feld-maréchal.

Le grossissement des contingents mis en œuvre en Mandchourie a amené la Russie à créer des commandants d'armée et un généralissime.

C'est là déjà un point essentiel à relever. Il a fallu reconnaître qu'une seule tête ne suffisait pas à assurer la direction et l'exécu-

---

[1] Voir la livraison de décembre 1904 et celles de 1905.

tion au delà de certaines limites, qui sont à peu près celles que l'on a estimées en France et fixées aux attributions du commandement

Quant aux généraux russes, nous devons constater que tous ont déjà pris part à la dernière grande guerre de la Russie, celle de 1877 contre les Turcs, qui date de 28 ans. Quelques-uns occupaient alors dans l'armée un grade assez important pour y avoir déjà fait une étude du commandement. Beaucoup ont également fait les campagnes postérieures dans le Turkestan. Enfin, la plupart de ceux qui ont été envoyés en Mandchourie avaient déjà servi dans les troupes de Sibérie, sans compter la campagne de Chine où plusieurs avaient pu acquérir l'expérience des conditions de la guerre actuelle et la connaissance des troupes japonaises qui devaient devenir leurs adversaires.

On est trop porté à juger l'armée russe et ses généraux par la garnison de Saint-Pétersbourg ou le camp de Krasnoïé-Selo. Ce n'est là pourtant qu'une minorité et presque une spécialité dans l'armée russe. C'est la garde, l'entourage de l'empereur.

Les généraux qui exercent leur commandement dans les autres provinces de l'empire, et plus particulièrement au Caucase et en Sibérie, sont ce qu'on pourrait appeler de véritables généraux de troupe.

Bien qu'ils n'aient pas de nombreuses occasions de manier pratiquement leur brigade ou leur division, ces exercices d'application n'étant pas très fréquents en Russie en dehors de quelques manœuvres, ils vivent cependant en plus grande intimité avec leurs subordonnés et l'on ne peut refuser à cette condition d'être très avantageuse.

Le général russe est vraiment le père de ses soldats, qui, d'ailleurs, ont coutume de l'appeler « leur petit père ». C'est en réalité une expression familiale et même une familiarité, ce qui donne une grande solidarité et une grande confiance aux troupes.

Les généraux russes s'entretiennent souvent avec les soldats. Il est dans les habitudes qu'ils leur adressent quelques paroles réconfortantes chaque fois qu'ils se présentent devant eux, et c'est toujours d'un grand effet moral. Cette coutume montre une profonde connaissance du cœur humain.

Le général Kouropatkine, quand il commandait en chef les armées de Mandchourie, ne manquait jamais de se porter au

devant des troupes nouvellement arrivées, et cela leur communiquait un véritable enthousiasme.

Mais ces petits discours qui ont pour but d'entretenir la confiance et le bon esprit des troupes, ne doivent cependant pas dépasser certaines bornes.

On a cité les chaudes paroles de tel général qui, en arrivant là-bas sur le terrain de la lutte, dit à ses soldats qu'ils ne devaient « jamais reculer », et qui finissait par ces mots un peu aventurés : « Si je vous donne l'ordre de la retraite, tuez-moi ».

Hélas! l'ordre de la retraite dut être donné.

Il ne faut jamais affirmer ce qu'on ne peut tenir, parce que pour le soldat le prestige tombe avec la dénégation, et la promesse devient une hâblerie.

D'ailleurs, qui peut dire qu'on ne sera pas obligé de reculer, ne serait-ce que pour satisfaire aux exigences de la manœuvre. Il est souvent aussi savant de reculer que de marcher de l'avant, et c'est souvent plus méritoire que de se sacrifier inutilement.

Pour les soldats qui ont l'âme simpliste il faut des paroles qui ne se démentent point, des actes de foi. Ce qu'a dit le chef doit être un catéchisme irréfragable.

Napoléon I[er], plus que d'autres, a joué de ces proclamations qui électrisent la troupe et qui font passer dans son âme l'âme de leur chef.

Des sceptiques les ont traitées de déclamations théâtrales, parce qu'ils en ont jugé du coin de leur feu, au milieu de la quiétude de leur existence pacifique et bourgeoise, parce qu'ils n'ont pas fait la part des circonstances essentiellement dramatiques, de la surexcitation des esprits, de l'exaltation physique et morale, de l'atmosphère en un mot, où tout autre ton eût été discordant.

Ce sont les circonstances qui commandent le geste.

Et ce ton déclamatoire s'impose dans l'effervescence des foules, parce qu'il a plus d'influence que la signification même des paroles.

C'est sa solennité qui impressionne les masses, et l'on ne saurait s'en départir quand il s'agit de dicter une ligne de conduite qui réclame l'abnégation jusqu'au sacrifice de sa vie.

Peut-on comprendre autrement l'appel de Stœssel au dévouement des défenseurs de Port-Arthur?

Doit-on s'étonner du style du général Kazberk adressant un ordre à la garnison de Vladivostock pour lui tracer son devoir?

Les généraux russes ne se sont pas contentés de paroles, ils ont donné l'exemple en payant de leur personne, beaucoup trop même. Au combat, ils ont presque toujours été à la tête de leurs troupes et très souvent à la première ligne.

Leurs actes d'héroïsme seraient nombreux à citer.

Le général Kouropatkine lui-même, quoique général en chef, se mit plusieurs fois à la tête de détachements pour conduire des contre-attaques, à Liao-Yang et à Moukden, ou pour faire tête à l'ennemi avec une arrière-garde.

Cette fâcheuse habitude de s'exposer et d'exposer leur charge d'âmes a été sévèrement châtiée, beaucoup de généraux russes ont été blessés et tués, surtout dans les premières affaires.

La mort d'un général ou seulement sa mise hors de combat, faisant passer le commandement à un subordonné non au courant de la situation ni du but fixé, peut entraîner les plus funestes conséquences.

Si, pour le soldat, la forme essentielle du courage est la bravoure, c'est-à-dire l'élan, l'impétuosité et l'audace au feu, les qualités morales et essentielles du chef sont la valeur, c'est-à-dire le courage froid et raisonné; l'intrépidité, c'est-à-dire la résolution pondérée, et, par dessus tout, l'autorité, c'est-à-dire la volonté qui sait se faire obéir.

Ces qualités, les généraux russes en ont fait preuve au plus haut degré.

Le monde entier a admiré le général Stœssel.

A plusieurs reprises, les Japonais offrent au défenseur de Port-Arthur de se rendre à des conditions généreuses. Stœssel sait déjà qu'il est irrémédiablement condamné à succomber; se rendre serait sauver des milliers de blessés et de malades qui chaque jour meurent par centaines, mais prolonger désespérément la résistance, c'est immobiliser sous les murs de la forteresse une grosse force ennemie qui se tournerait contre l'armée de Kouropatkine, qui probablement est encore trop inférieure en nombre pour prendre l'offensive, puisqu'on ne voit point arriver ses avant-gardes.

Et pourtant ce n'est, pour le défenseur de Port-Arthur, qu'une simple supposition, puisqu'il est isolé, ignorant de ce qui

passe, n'apprenant rien de l'extérieur, de l'armée de Mandchourie, de la Russie, que par les Japonais lorsqu'ils ont quelque fâcheuse nouvelle à jeter aux avant-postes. Mais cette supposition est logique et loyale et elle suffit à lui dicter sa conduite.

Il fait répondre au parlementaire qu'il refuse de recevoir sa communication et lui fait dire que tout officier japonais qui reviendrait porteur de propositions de capitulation serait pendu.

Très dur pour lui-même, esclave du devoir, il s'est toujours montré inflexible.

On a cité ce trait caractéristique : A un avant-poste qui lui fait dire : « Nous ne pouvons plus tenir », il répond : « Vous pouvez encore mourir ».

Le général Stœssel fut dur avec tous, et il ne faut pas s'étonner de propos émanés de certaines rancunes.

Le général Stœssel doit avoir des défauts. Qui n'en a pas ? Il a peut-être commis des erreurs dans son commandement et même des fautes qu'on apprendra plus tard. Ce que nous voulons constater c'est qu'il a fait preuve des hautes qualités que réclamait son rôle.

Et, parmi ces qualités, nous plaçons au premier rang celle qu'on a pu lui reprocher : une volonté implacable.

Le général Stœssel est-il une exception dans l'armée russe ? Non. Il a seulement eu une situation exceptionnelle qui l'a mis en relief et a donné motif à la révélation de ses mérites. Il était fort peu connu même en Russie avant cette guerre. Il n'avait eu d'ailleurs qu'un avancement peu rapide.

Les qualités dont il a fait preuve sont communes à beaucoup de généraux russes.

Pourtant il semble y avoir dans l'armée russe, en proportion relativement assez grande, des officiers qui, individuellement braves, sont imbus d'un humanitarisme vague, d'idées tolstoïstes plus ou moins conscientes. Ceux-là raisonnent en philosophes, en philanthropes plutôt qu'en soldats.

Un correspondant de guerre nous en a donné un témoignage :

« L'autre jour, aux batteries du centre, un officier me dit : Nous avons ordre de tirer quotidiennement un certain nombre de coups de canon vers les positions ennemies. Nous les tirons. Cela ne sert à rien. Nous gaspillons ainsi un nombre immense de projectiles. Que d'argent englouti dans cette guerre néfaste !

Que d'argent avec lequel on pourrait faire tant de bien ! Et nos paysans en Russie meurent de faim !

« Cet humanitarisme a gagné l'esprit de quelques généraux. On en connaît qui, toujours prêts à s'exposer eux-mêmes, ont horreur de voir tomber leurs hommes. Ils n'ont engagé avec mollesse certaines actions que par scrupule, pour ne pas risquer à la légère le sang de leurs soldats. Ils ne peuvent s'empêcher de considérer cette guerre comme une aventure sinistre; tout soldat tué est à leurs yeux une victime. »

Certes, l'économie des forces est le premier des devoirs militaires. Un général soucieux de sa charge d'âmes doit chercher le moyen le moins coûteux en hommes pour atteindre le but qui lui a été fixé. C'est cette idée qui a dicté les procédés nouveaux : défilement dans les marches d'approche, formation en lignes clairsemées, progression par bonds, abritement de l'infanterie et de l'artillerie, fortification de champ de bataille, etc. Mais c'est une faute capitale de lésiner sur l'effort dont la troupe est capable pour obtenir le résultat demandé, parce que non seulement c'est compromettre le succès, seule justification des sacrifices, mais c'est faire retomber la plus grande part de ces sacrifices sur les autres troupes qui concourent à l'opération.

Faut-il croire que quelques généraux russes n'aient pas fait tout ce que l'on attendait d'eux, par « humanitarisme » ou par « manque de conviction » ?

On a été jusqu'à dire que l'inspiration d'en haut était animée des mêmes sentiments.

Assurément, cela expliquerait bien des choses, mais nous ne voulons pas nous arrêter à une donnée aussi scabreuse.

Quelle que soit la cause pour laquelle on combat, le principal facteur de la victoire est la volonté de vaincre.

Et il est incontestable que l'armée japonaise, du soldat au général, était enflammée de cette volonté et sans la moindre restriction vis-à-vis de ses conséquences.

Sans diminuer la gloire du défenseur de Port-Arthur, il faut dire que le rôle de défensive à outrance qui lui a été dévolu était plus dans le caractère russe que les qualités d'un autre ordre, nécessaires pour remporter la victoire en rase campagne où la stratégie et la tactique sont les données primordiales du problème.

Stratégie et tactique sont d'ailleurs deux sciences très diffé-

rentes et ceux-là sont rares qui se montrent aussi brillants stratégistes que tacticiens.

Bien que la stratégie soit une science d'un ordre plus élevé que la tactique, certains généraux s'y montrent cependant plus aptes qu'à la science de l'échelon inférieur. Et, pour n'en citer qu'un exemple des plus frappants, nous nommerons le maréchal de Moltke, dont l'esprit, très ouvert aux grandes combinaisons, s'est montré maintes fois inférieur à son entourage quand il s'agissait du maniement d'une unité.

C'est d'ailleurs fort explicable, puisque les deux choses diffèrent essentiellement.

Aussi ne devons-nous pas nous montrer autrement surpris que le général Orlof, qu'on avait toujours présenté comme un savant stratégiste, ait commis à Liao-Yang une faute tactique qui sauva l'armée de Kuroki.

Mais, pour juger, à un point de vue plus général, la faute d'Orlof à Liao-Yang, il faut en rapprocher celles du même genre des généraux Zassoulitch sur le Yalou, Stackelberg à Vafango, et Gripenberg à Sandepou, qui toutes relèvent d'un abus d'initiative.

Certes, il est indispensable plus que jamais que le général en chef laisse une part de liberté d'action à ses subordonnés et s'en remette dans bien des cas à leur initiative; qu'il l'incite même, d'après ce principe que chacun doit faire tout ce qui dépend de lui et qu'il faut tirer parti de toutes les circonstances avantageuses le plus souvent fugitives.

Mais il y a une chose qui prime tout, c'est l'ordre reçu. La plus simple discipline exige qu'on reste dans ses limites, et l'initiative ne saurait autoriser à y contrevenir; elle n'est à proprement permise que pour les moyens d'exécution de l'ordre reçu.

Il n'y a pas d'excuse valable. Un chef est alors plus coupable qu'un soldat de s'affranchir de la tutelle hiérarchique, car le soldat n'expose que lui, tandis que le chef expose d'autant plus d'hommes qu'il est plus élevé en grade.

L'initiative, qui est un mérite quand elle sait parer à l'imprévu, est une faute grave quand elle va à l'encontre des prévisions du chef.

Examinons en substance le cas des généraux russes dont nous avons parlé plus haut.

Le général Zassoulitch commande un détachement avancé. Il a reçu l'ordre de ne pas accepter la bataille, au contraire de se retirer en retardant l'ennemi dans la mesure des faibles moyens dont il dispose.

Au lieu de cela, le général Zassoulitch livre un combat acharné, se laisse même envelopper au point que ses troupes ne peuvent se dégager que par une trouée à la baïonnette où certains régiments laissèrent plus de la moitié de leur effectif.

On a comparé à tort la mission de ce détachement à celle d'un avant-poste.

Un avant-poste n'est pas à 100 ou 150 kilomètres de son armée. Un avant-poste couvre quelque chose. Or, ce détachement ne couvrait rien autre chose qu'un point de concentration très éloigné, car on sait maintenant que l'armée russe n'existait alors qu'à l'état d'embryon et était doublement incapable, à cause de son minime effectif et de la distance, de soutenir son détachement avancé. Le général Zassoulitch n'ignorait pas cela.

L'initiative qu'il a prise de sortir du rôle qui lui avait été tracé a donc été incontestablement une grosse faute, surtout étant donné l'effectif qui l'attaquait, auquel il a révélé son infériorité flagrante, tandis qu'il aurait été plus habile de la dissimuler.

Ce combat du Yalou a montré l'héroïsme des troupes russes, mais en même temps l'impéritie du général.

On a discuté cette initiative. Il n'y a pas deux manières de juger un acte de ce genre : Quel était le but ? Quel était l'ordre ?

Le rôle du général Stackelberg, qui devait retarder la marche des Japonais contre Port-Arthur, était conçu par le haut commandement à peu près de la même manière. Le général Stackelberg assuma la responsabilité de s'engager à fond, toujours avec ce faux amour-propre de ne pas reculer, ce qui est la négation de la manœuvre et, qui pis est, ce qui amène fatalement un grand sacrifice d'hommes et une perte de canons.

Dans les deux cas, une retraite par échelons eut rempli le but et l'ordre.

A Liao-Yang, le général Orloff, faisant partie intégrante d'une ligne de bataille avec un rôle défini, prend sur lui de s'en tailler un autre en marchant de sa propre initiative à l'attaque. L'ennemi profite de cette fausse manœuvre qui lui offre une trouée.

A Sandepou, à la veille de la bataille de Moukden, c'est un commandant d'armée, le général Gripenberg, qui dépasse la latitude qui lui a été accordée par le généralissime, et, prétendant ensuite qu'il aurait dû être appuyé, rejette la responsabilité de son échec sur son chef.

Le grand argument de Gripenberg contre Kouropatkine est que celui-ci a refusé de faire marcher ses réserves sur ses traces.

Il est vraiment assez extraordinaire de voir l'initiative ainsi entendue : un subordonné qui reproche à son chef de ne pas avoir souscrit à ses injonctions. Décidément, lequel doit commander à l'autre? Que devient la hiérarchie?

Et, comme conclusion, le général Gripenberg, mécontent, quitte son armée sur le champ de bataille pour se retirer en Russie, sans même prendre congé du général en chef, racontant le long de sa route son cas avec des détails qui ont fourni aux Japonais des renseignements importants sur les effectifs qu'ils ignoraient.

Il est difficile de juger le différend entre le général Kouropatkine et le général Gripenberg au point de vue des faits qui sont imparfaitement connus. Ce dernier prétend qu'il eût été certainement victorieux de l'aile gauche japonaise, si on lui eût envoyé les renforts qu'il réclamait.

Bien que cela reste à prouver, c'est une autre question.

Le généralissime avait fixé une limite au mouvement de son subordonné. C'était la ligne Heïkoutaï—Sandepou, qu'il ne devait pas dépasser. C'était donc, à proprement parler, une reconnaissance offensive. Là encore le but fut outrepassé; le général Gripenberg voulut transformer l'engagement en une bataille. Il est à croire que le général Kouropatkine a eu des motifs graves de faire reculer le général Gripenberg. Nous savons que, pendant la bataille de Moukden même, il se montra plus préoccupé de sa gauche que de sa droite; il croyait toujours que les Japonais visaient à le déborder de ce côté-là.

Mais, quoi qu'il en soit, il n'est pas admissible qu'un subordonné ait la prétention d'entraîner par ses actes l'engagement des réserves d'une armée, ce qui revient à dire que le général en chef n'aurait plus la direction et serait au contraire sous la dépendance de ses inférieurs.

On a assez critiqué, au lendemain de 1870, le caractère funeste des batailles engagées contre le gré des commandants d'armée par le seul accrochage des avant-gardes, pour que nous n'ayons pas à insister.

Depuis lors, on s'est efforcé, dans toutes les armées européennes, de diminuer l'importance des avant-gardes pour éviter semblable éventualité, qui était d'ailleurs le danger des reconnaissances offensives tant à la mode autrefois et qu'il fallait aller décrocher de l'ennemi.

Le cas du général Gripenberg, sauf plus amples informations, nous semble être absolument cela. Il aurait voulu qu'on vînt le décrocher.

Si Kouropatkine ne voulait pas de bataille pour ce jour-là, il a eu doublement raison de ne pas faire avancer d'autres troupes, car cela aurait fatalement tourné à une de ces batailles d'aventure, engagées de fil en aiguille, où il n'y a aucune combinaison possible et où, du commencement à la fin, on supporte les conséquences du premier engagement.

C'est le manque réel de subordination hiérarchique dans le haut commandement russe qui est la cause de cette anarchie à propos d'initiative.

Et cela montre une fois de plus qu'il faut un grade effectif pour exercer une autorité, un grade qui assure l'obéissance sans empiétement.

La nécessité de l'unité de commandement et surtout de l'unité de direction n'est plus à démontrer, et, malheureusement, la guerre de Mandchourie nous a révélé à cet égard qu'il existait de la zizanie et de la rivalité parmi les généraux russes.

Que ce soit rivalité ou individualisme, le résultat est le même : il y a eu défaut d'entente.

Alexeief et Kouropatkine ne se sont pas entendus.

A Port-Arthur, le commandant de l'armée de terre et le commandant de l'armée de mer ne se sont pas entendus ; ils ont agi séparément, même avec divergence, et, lors même que les marins furent réduits par le blocus à faire leur service à terre, ils marchandèrent leur collaboration. On sait maintenant que le général Stœssel eut beaucoup de peine à obtenir le transport des pièces et des munitions des bateaux aux ouvrages de la défense.

On a trop souvent discuté sur la limite d'âge des généraux pour que nous ne fassions pas porter notre information à ce sujet sur les généraux russes qui ont été envoyés en Mandchourie où les fatigues ont été considérables et ont eu raison des tempéraments les plus jeunes et les plus vigoureux.

Nous en trouvons plusieurs d'un âge très avancé :

Le général Liniewitch a 67 ans.

Le général Batianov, qui remplace le général Gripenberg au commandement de la 3e armée, a fait ses débuts militaires en Crimée. Il est âgé de 70 ans.

Le général Fock, un des défenseurs de Port-Arthur, a 67 ans.

Il est vrai qu'il y a, en revanche, des généraux tout jeunes. Tel le général Reiss, chef d'état-major de Stœssel, qui était le plus jeune général russe.

Tel était aussi le tant regretté général Kondratenko, qui fut le plus actif des défenseurs de Port-Arthur, où il trouva la mort. Il avait 48 ans.

Il se dépensa en une activité prodigieuse. Et cela tient en grande partie à la vigueur de son âge.

Nous avons étendu notre information sur les généraux russes, parce que leurs malheurs ont attiré sur eux toutes les critiques qui s'abattent d'ordinaire sur les vaincus.

Il se passera sans doute encore beaucoup de temps avant qu'on connaisse les dessous véritables et l'explication de ces échecs; mais nous avons pensé que d'ores et déjà il fallait faire justice de certaines insinuations en montrant, d'après toutes les preuves qui nous en ont été données, les hautes qualités qui caractérisent les chefs qui ont été le plus en vue, les circonstances par lesquelles on peut les juger, et la valeur réelle de leur capacité en dépit de la stérilité de leurs vaillants efforts.

Les réflexions que nous avons faites à ce sujet nous dispensent d'une analyse aussi complète de la contre-partie : les généraux japonais, sur lesquels d'ailleurs on est beaucoup moins renseigné.

Si la victoire leur a donné des titres de gloire, elle n'est point cependant une garantie irréfutable de leurs mérites. Il manque à leur réputation l'épreuve de l'infortune.

*
* *

La conception du haut commandement dans l'armée japonaise n'est pas du tout la même que dans l'armée russe.

Cela tient à ce que la modernisation de l'armée japonaise est récente, qu'elle s'est faite sans préjugés de tradition ou, pour mieux dire, avec adaptation conciliante des traditions au nouvel ordre des choses.

C'est ainsi que le commandement supérieur, tout en restant aux mains des généraux de l'ancien régime, a pour véritables inspirateurs la jeune génération d'officiers d'état-major éduqués à la nouvelle méthode et qui, pour la plupart, sont allés s'instruire en Europe.

Il s'ensuit que si l'autorité effective, le pouvoir du commandement, a été exercée et signée des généraux de haut grade, ceux-ci se sont montrés dociles aux conseils de leurs chefs d'état-major, desquels émanaient en réalité l'orientation et la direction des opérations.

C'est ce qui a fait dire que le commandement supérieur était l'élément le plus faible de l'organisation militaire japonaise.

Faut-il, comme on l'a dit, expliquer cette espèce de dualité du commandement par le maintien de l'ancien système du *chôgounat* pour les plus hauts postes militaires ?

On sait que pendant des siècles, toutes les grandes institutions japonaises étaient partagées entre deux personnages, l'un d'eux se bornant à un rôle purement représentatif, l'autre exerçant toutes les prérogatives réelles des titres dont jouissait le premier.

C'est d'ailleurs ce qui existait également autrefois chez nous.

Il ne fait pas de doute que les plus anciens généraux japonais doivent leur situation élevée surtout aux services rendus dans les guerres civiles à la cause de l'empereur et des clans des provinces du Sud, qui depuis la Restauration gouvernent le Japon. Mais il est certain que tous ces chefs politiques ont eu conscience du rôle qu'ils avaient à jouer dans la direction des troupes qui leur étaient confiées.

La manière dont ils ont compris leur mission est dépeinte par la déclaration que fit un jour le maréchal Yamogata, le doyen

des généraux japonais, à un colonel instructeur français : « Je suis déjà trop vieux pour apprendre ce que vous enseignez à nos jeunes officiers; aussi je m'attache surtout à une chose, bien connaître la valeur de chacun et l'employer au poste qui lui convient. »

Cette ligne de conduite est tout à l'honneur de ceux de ces chefs qui, n'ayant pu suivre la rapide rénovation de l'armée, s'en sont remis au talent des subordonnés qui leur ont été adjoints.

Le général, après tout, a-t-il autre chose à faire que d'ordonner sa volonté bien précisée après l'avoir soigneusement éclairée.

Il vaudrait assurément mieux qu'il fut capable de juger nettement par lui-même des éclaircissements qui lui sont donnés et des moyens d'exécution à choisir, mais rien ne peut mieux y suppléer qu'un entourage dont la capacité a été éprouvée.

Il est certain que ce semblant d'abdication de l'autorité peut compromettre la discipline, mais la subordination est telle chez les Japonais, à tous les degrés de la hiérarchie, que la personnalité est toujours effacée derrière le grade.

Cette remarque est de la plus haute importance, surtout en comparaison des déboires du commandement de l'armée russe dans la campagne qui a mis les deux armées en parallèle.

Toujours est-il que les vieux généraux japonais se sont volontiers laissés guider par leur état-major.

S'il faut en croire ceux qui ont suivi les opérations de l'armée nippone, le généralissime Oyama et les commandants d'armée Kuroki, Oku, Nogi et Nodzu auraient été surtout « des chefs nominaux ».

« Le maréchal Oyama commandant les armées réunies en Mandchourie, ne jouait aucun rôle effectif. Son chef d'état-major, le général Kodama, et plus encore son sous-chef, le général Foukouchima, dirigeaient en réalité l'armée. »

Mais il ne faut pas que cela diminue outre mesure à nos yeux les mérites et les qualités des généraux japonais. Nous n'en voulons pour exemple que les trois commandants d'armée les plus connus.

Le général Oku est un homme d'une cinquantaine d'années, plus grand que la moyenne des Japonais. Sa physionomie est loin d'être vive et intelligente, et le regard exprime l'entêtement

plutôt que la volonté. Mais l'austère simplicité de son uniforme est tout un symbole. Un képi de soldat, une tunique, une culotte et des bottes identiques à celles des simples cavaliers, et c'est tout.

Aucun ornement, aucune chamarrure, pas même une épaulette ou une décoration. Le grade n'est indiqué que par trois étoiles de métal et trois minces galons de laine blanche sur l'avant-bras. Cette tenue montre bien de la part des chefs la volonté de se distinguer le moins possible de leurs hommes. Ils s'habillent comme eux, couchent comme eux dans la première ferme venue et se nourrissent d'un bol de riz arrosé de thé vert.

Le général Oku très soucieux de ses troupes leur a adressé des ordres où, à défaut de grande tactique, on trouve des conseils pratiques et des principes de conduite, de solidarité, bien dignes de remarque.

Le général Kuroki est un chef tranquille et modeste. On a dit de lui, et cela assez méchamment pour les Russes : « C'est le contraire de ces généraux à effet, qui galopent de tous côtés et font des discours à leurs hommes. »

La manière de Kuroki est celle qui domine nettement dans l'armée japonaise, tout particulièrement dans celle qu'il commande et qu'on pourrait appeler l'armée silencieuse.

Nogi, le vainqueur de Port-Arthur, se présente à l'opinion publique comme un digne pendant de Stœssel, l'héroïque défenseur.

Nogi est, en effet, un caractère. C'est un Samouraï de la vieille école, ascétique, sans souci de lui-même, froid et réfléchi, ne laissant rien paraître à l'extérieur.

Les hommes d'intelligence qui ont établi le nouveau Japon le remarquèrent comme une personnalité apte à faire de bonne besogne. Il fut placé à l'état-major général, et il devint un des chefs responsables de l'armée japonaise modernisée. Il fut fait général de brigade, envoyé en Europe pour étudier pendant deux ans et, à son retour, chargé de divers commandements.

Quand les Japonais envahirent la Mandchourie en 1894, Nogi était un des généraux, et, après un brillant fait d'armes à Kinchéou, il prit part à la capture de Port-Arthur. Le combat fut très différent de celui qui devait avoir lieu dix ans plus tard.

Parmi les dépouilles de la guerre arrachées à la Chine par le

Japon, se trouvait l'île de Formose, occupée par une population difficile et intraitable.

Nogi avait acquis, pendant la guerre de Chine, le grade de lieutenant général et le titre de baron; en septembre 1895, il était envoyé à Formose et investi du commandement militaire. Quelques mois plus tard, il était nommé gouverneur de l'île.

La personnalité de Nogi avait dès lors un grand empire sur l'imagination du peuple. Les histoires sur son stoïcisme et son abnégation abondent.

Cette popularité fut heureuse pour lui quand il reçut la rude tâche de réduire Port-Arthur, parce que l'on se montrait fort impatient au Japon de voir tomber la forteresse. Il fallut la confiance qu'on avait en Nogi pour le sauver des accusations. Son succès final mit le comble à sa réputation.

Si l'armée japonaise a adopté un sens essentiellement pratique pour l'organisation de ses cadres, en mettant à part toute considération de personne, en dehors des princes ; si elle a établi en principe que l'aptitude devait justifier la fonction, elle a cependant maintenu la limite d'âge à 70 ans pour les généraux de division et à 65 ans pour les généraux de brigade. Les maréchaux conservent leur autorité de direction et leur voix au chapitre dans le Conseil supérieur de la guerre tant que l'empereur les leur maintient.

C'est que, pour le haut commandement, les Japonais ont placé l'expérience au premier rang des qualités du général, auquel ils demandent, comme c'est logique, de se dépenser moins physiquement que moralement et intellectuellement.

Les généraux nippons, sans manquer de bravoure, se sont tenus plus volontiers dans les coulisses pendant que se déroulait le drame des batailles.

En général, ils dirigeaient l'action de loin. Un correspondant de guerre nous a décrit la façon dont le commandement était exercé à l'armée de Kuroki pendant les engagements :

« Le général Kuroki et les généraux sous ses ordres se tiennent en arrière de la ligne de feu et de là conduisent la bataille au moyen du télégraphe et du téléphone. L'électricité n'a jamais joué, dans une guerre, un aussi grand rôle que du côté japonais dans la guerre actuelle. Chaque général de brigade est installé comme un employé des postes à une extrémité du fil que con-

trôle son général de division, et celui-ci, à son tour, est en liaison avec le commandant du corps d'armée par le télégraphe ou le téléphone. »

Pendant la bataille de Liao-Yang, le général Kuroki se tint toute une journée dans une pagode chinoise, d'où il dirigea les mouvements de son armée à l'aide de la carte et du téléphone.

Certainement, les impressions du champ de bataille sont une des grandes épreuves du commandement. Le général qui s'y laisse aller n'est plus maître de son autorité. Elles peuvent le détourner de son but, le faire renoncer à la combinaison qu'il avait adoptée et ordonnée.

Se tenir à l'écart de ces émotions, ne suivre les phases du combat que par les rapports substantiels des subordonnés, ne voir que les résultats géométriques par le schéma que les officiers d'état-major tracent sur leur carte, c'est peut-être, en effet, un moyen plus sûr de conserver toute la liberté de son jugement.

Cela permet de répéter froidement le « kriegspiel » sur le terrain sans voir les pions ensanglantés.

Cette méthode, à peu près générale dans l'armée japonaise, était celle du maréchal de Moltke, qui, en 1870, continua de diriger les armées sans paraître sur les champs de bataille. Il avait compris qu'il ne conservait sa tête froide qu'à cette condition. Aussi, quand il parut par hasard sur le terrain de combat, il s'abstint de donner des ordres.

Le coup d'œil militaire, c'est-à-dire le jugement froid et hâtif des circonstances de la lutte est un don fort rare. Et il est plus facile de commander de loin que de près.

Les généraux japonais sont de l'école de de Moltke. Ils ont exagéré sa méthode. Ils ordonnent et laissent faire, se contentant d'imprimer à l'exécution l'énergie de leur volonté qui n'admet pas de tempérament.

Partisans outranciers de l'offensive et de la marche en avant quand même, ils ont toujours fait leurs attaques à coups d'hommes. Ils ont affiché à cet égard un mépris des pertes qui a surpris le monde militaire et qui, surtout, a surpris leurs adversaires, impuissants à arrêter ces trombes humaines lancées comme des projectiles.

C'est à peine si les généraux japonais s'attardent à tâter les

points faibles pour y diriger l'assaut. En dehors du principe d'enveloppement de l'adversaire, ils attaquent tête baissée, donnant à l'effort toute la puissance dont ils disposent, mais avec une solidarité et une discipline vraiment admirables.

On est en droit, assurément, de se demander ce qui serait arrivé s'ils avaient subi un échec. On entrevoit les graves conséquences d'un pareil système et l'on sent qu'ils n'auraient pu être sauvés du désastre que par la discipline de leurs troupes, si elle eût résisté à cette épreuve.

Car cette discipline est remarquablement solide, et les généraux japonais en jouent en toutes circonstances avec une audace qui frise l'imprudence.

C'est ainsi qu'à l'inverse des Russes ils ont enseigné à leurs soldats de reculer devant les attaques à la baïonnette, pour les rendre vaines en leur opposant le vide, quand il n'est pas indispensable d'y résister. Et c'est de cette manière qu'ils ont paralysé le plus souvent les braves contre-attaques de leurs adversaires.

C'est le duelliste qui ne craint pas de rompre pour éviter le coup.

Ce jeu est d'ailleurs habilement combiné. La fraction ainsi attaquée recule à toutes jambes pour laisser le champ libre au feu des fractions latérales. Cette fuite, qui prend l'aspect d'une débandade, est une manœuvre qui a déconcerté les Russes par sa transformation méthodique en un ralliement régulier dans lequel la troupe se reforme pour se reporter de nouveau à l'attaque de l'adversaire maintenant décimé par le feu.

C'est l'opposé, comme on le voit, de la méthode russe, qui met son point d'honneur à ne pas reculer. C'est moins chevaleresque, mais c'est plus habile.

Cela n'a pas empêché les corps-à-corps de se produire quand il le fallait et les généraux japonais d'ordonner des assauts tellement osés qu'ils ont paru absolument coupables à ceux qui ont été témoins des sacrifices d'hommes qu'ils ont coûtés.

Tous les commandants d'armée japonais, Kuroki, Oku, Nodzu, comme Nogi à Port-Arthur, ont agi avec cet acharnement, cette volonté de vaincre qui ne compte pas avec les moyens.

L'impression des défenseurs de Port-Arthur, en face des assauts japonais, est que Nogi ne ménageait pas ses troupes, et

qu'il les forçait au besoin à aller de l'avant en les canonnant dans le dos, On disait de lui : c'est un grand tueur d'hommes.

A examiner les conditions dans lesquelles se sont faites la plupart des attaques japonaises, on se dit : Est-il possible que des généraux aient osé tenter pareille aventure? Et l'on est obligé de conclure que leur principal mérite est d'avoir des soldats admirables.

La trempe des troupes, en effet, simplifie singulièrement la tactique.

On doit convenir que, dans toutes les rencontres, les généraux japonais ont chacun pour leur compte joué le tout pour le tout ; tandis que les généraux russes ont eu, au contraire, pour principale préoccupation de ne rien compromettre d'une façon définitive.

Et c'est, en effet, la moralité des résultats, en dépit du malheur constant des Russes et du succès persistant des Japonais.

Lt-Colonel Picard.



ÉTUDE COMPARATIVE

DES

RÈGLEMENTS FRANÇAIS ET ALLEMANDS

SUR LE

SERVICE EN CAMPAGNE[1]

TITRE III.

DU SERVICE D'EXPLORATION.

Les Allemands, tout en réservant le service de découverte aux divisions de cavalerie, font ressortir que l'exploration, dans une sphère plus étroite et avec un objectif plus limité, incombe également à la cavalerie divisionnaire (art. 121).

En principe, disent-ils, le moyen le plus certain d'assurer la sécurité d'une colonne, c'est d'avoir un service très complet d'exploration. Par suite, on devra pousser, en avant de l'avant-garde, la masse de la cavalerie affectée organiquement aux unités qui composent chaque colonne (art. 143).

En d'autres termes, nos voisins affirment qu'à tous les degrés de l'échelle, *le mode d'action normal de la cavalerie est l'exploration.*

En somme, la conception allemande nous semble se rapprocher

---

[1] Voir la livraison de juillet 1905.

beaucoup des théories de M. le général Février sur l'emploi de la cavalerie (Instructions tactiques de 1886), alors qu'il distinguait l'exploration indépendante (division de cavalerie), l'exploration en liaison (brigade de corps) et la cavalerie en combinaison (escadron divisionnaire).

Ces théories ont, d'ailleurs, été rendues officielles par le nouveau Règlement français du 28 mai 1895 (art. 19, 20 et 21).

L'escadron divisionnaire, actuellement réglementaire chez nous, était formellement mentionné dans le projet de règlement, mis à l'essai, en Allemagne, en 1887.

On n'en retrouve plus trace dans le Règlement du 1er janvier 1900 ; mais l'idée essentielle, le principe formel « que l'exploration est le mode normal d'emploi de toute cavalerie », subsiste toujours.

Il paraît donc logique de grouper, dans le présent chapitre, tout ce qui a trait à l'emploi de la cavalerie dans le service de marche, c'est-à-dire non seulement le titre III du règlement allemand (exploration), mais encore les articles 142 et 143 du titre IV, relatifs à la cavalerie de sécurité. Ainsi comprise, notre étude pourrait être une étude d'ensemble du rôle de la cavalerie allemande aux armées.

Ce rôle fut considérable en 1870, et, cependant, nos voisins ont fait, théoriquement du moins, beaucoup de progrès depuis ce temps-là. Tous ces progrès se résument dans la formule suivante : « Toute la cavalerie toujours en avant ».

Cette formule, basée sur l'idée générale d'offensive, qui anime toujours nos voisins, a reçu, une fois de plus, sa consécration définitive dans la nouvelle ordonnance du 1er janvier 1900.

En 1870, de la Sarre à la Moselle, nous voyons les Ire et IIe armées allemandes, qui disposent de six divisions de cavalerie divisionnaire, pousser devant elles la 5e division de cavalerie. Cette division précède, d'une demi-journée à peine, les avant-gardes des IIIe et Xe corps. Son exploration est, notamment, insuffisante le 15 août, quand, au contact de toute l'armée de Metz, elle signale à peine un camp d'une vingtaine de mille hommes. Elle n'avait pas été plus heureuse le 5 août, quand elle dénonçait à tort l'évacuation de Spicheren. Elle ne le sera pas davantage le 17 août, quand elle perdra à l'aile gauche le contact de nos troupes. Toutes les divisions de cavalerie demeuraient,

d'ailleurs, du 8 au 19 août, réparties entre les corps d'armée et ne relevaient pas directement du généralissime.

Les régiments de cavalerie divisionnaire marchaient, en 1870, insérés dans les colonnes, celui de la division de queue au milieu du corps d'armée.

A l'avenir, les Allemands veulent que toutes leurs ressources de cavalerie prennent la tête des armées, et cela, sans doute, dès la période de concentration.

Leur conception paraît basée sur cette idée juste et essentiellement offensive qu'il faut, à tout prix, assurer à la cavalerie la supériorité initiale. C'est l'avant-garde de toutes les troupes; elle s'engagera la première, et son succès ne sera pas d'une médiocre influence sur le moral de l'armée. Une fois, d'ailleurs, que la cavalerie de l'un des deux partis aura pris l'avantage définitif, elle pourra inonder le pays, faciliter les subsistances, insulter et reconnaître les têtes de colonnes de l'adversaire, etc...

Toute la cavalerie doit donc marcher en tête colonne, par la même raison qui y fait appeler toute l'artillerie, dès que l'action est imminente, parce que chacune de ces deux armes a grand intérêt à prendre, dès le début, barre sur l'adversaire.

En somme, en poussant toute leur cavalerie en tête de colonne, les Allemands semblent avoir compris que, dans un corps d'armée, le régiment de cavalerie de la 2e division ne rendait aucun service au milieu de la colonne.

L'article 143 du nouveau règlement nous paraît donc bien inspiré, en poussant ce régiment en tête. Cela revient, dans une certaine mesure, à la suppression de la cavalerie divisionnaire et à la constitution d'une brigade de cavalerie de corps. Les Allemands imitent, par le fait, sinon notre organisation, puisque le régiment conserve son nom de divisionnaire, du moins notre dispositif de marche. Le fait est assez rare pour mériter d'être signalé.

Rappelons, à cette occasion, que notre Règlement de 1895 prescrit (art. 21) que la sûreté de première ligne est assurée par toute la cavalerie affectée, par organisation, aux unités de son armée, à l'exception toutefois des escadrons divisionnaires. Ceux-ci font partie intégrante des divisions d'infanterie, au même titre que l'artillerie divisionnaire et la compagnie du génie, etc... Leur rôle essentiel est de concourir à la protection

immédiate des troupes auxquelles ils sont normalement affectés.

En ce qui concerne l'emploi de la cavalerie de sûreté de première ligne, précédant tout entière la colonne, nos voisins ont compris qu'elle ne pouvait se borner à un rôle purement passif, à tendre un rideau plus ou moins dense en avant des têtes d'infanterie.

De ce chef, les Allemands font marcher la cavalerie de sûreté à peu près groupée, sur la route principale, avec des patrouilles et pointes d'officiers, explorant constamment en avant et sur les ailes. Mais ils n'entendent pas pour cela lui concéder une sorte d'indépendance. Car ils prévoient, à l'article 104, que cette cavalerie peut être aussi bien subordonnée directement au commandant de la colonne que placée sous les ordres du commandant de l'avant-garde (cavalerie de l'avant-garde).

Dans le premier cas, elle aura tout juste la situation de notre brigade de corps; dans le second, elle sera, plus étroitement encore, liée à la colonne, puisqu'elle fera partie intégrante de l'avant-garde; mais, dans aucun cas, il ne semble que cette cavalerie doive être indépendante.

Nous indiquerons, d'ailleurs, plus loin, au chapitre des avant-postes, que les Allemands entendent combiner, le plus souvent, avec les avant-postes d'infanterie une proportion notable de cavalerie. Cette cavalerie ne peut être autre que la cavalerie de sûreté, passant du service de marche au stationnement.

En résumé, dans l'esprit des Allemands, il semble que la cavalerie de sûreté, indépendante ou non de l'avant-garde, marchera toujours en liaison assez étroite avec la colonne, pour s'arrêter, à peu près, sur son terrain d'avant-postes.

L'indépendance même des divisions de cavalerie, leur action excentrique, ne paraît nullement ressortir du nouveau règlement allemand, du moins avec l'ampleur que certains écrivains militaires lui attribuent.

Cette ampleur, il est vrai, paraissait concédée à nos divisions de cavalerie indépendante par notre ancien Règlement de 1883. Mais le Règlement de 1895 paraît avoir agi fort sagement, en restreignant dans de justes limites la liberté d'allures attribuée au commandant de la cavalerie d'exploration. Aux termes de l'article 19 du Règlement de 1895, le général commandant la cavalerie d'exploration reçoit, du commandant

en chef dont il dépend, des instructions précises sur la mission qu'il a à remplir.

Il est vrai que, pour remplir la mission bien déterminée qu'il a reçue, il conserve sa liberté d'action et adopte les procédés qu'il juge les meilleurs. Tout l'ancien mécanisme formaliste du Règlement de 1883 a, fort heureusement, disparu.

Néanmoins, le commandant de la cavalerie d'exploration est astreint à se tenir, par tous les moyens, en communication avec le commandant en chef.

Voyons le rôle de la cavalerie d'exploration en Allemagne.

Il est dit (art. 120 du Règlement de 1900) : « Aux armées, le service d'exploration incombe aux divisions de cavalerie. Précédant au loin les têtes de colonnes, elles constituent le moyen de fixer, en recherchant ce qui se passe chez l'ennemi, la situation générale. »

A serrer les termes de près, on ne peut, semble-t-il, discerner, dans cette phrase, que la conception d'une avant-garde stratégique, et non celle d'un corps indépendant.

Certes, les Allemands préconisent les groupements de tous leurs escadrons, endivisionnés ou non, en avant des colonnes ; ils veulent que tous les éléments de leur cavalerie soient à même de se soutenir, de s'engager, dès la première heure, de prendre la supériorité numérique et l'ascendant moral sur l'adversaire ; mais il ne semble nullement que ce désidératum s'accommode, dans l'esprit des Allemands, des opérations excentriques, de l'indépendance absolue et du morcellement qui, fatalement, en résultera.

S'il nous était permis, dit le capitaine Gilbert, d'esquisser l'emploi de la cavalerie allemande, voici sous quelle forme nous la concevons, d'après leurs règlements et les enseignements de l'histoire : « Une fois la première direction offensive assurée, et elle l'est antérieurement à toute exploration [1], les colonnes seront acheminées sur cette direction et s'y porteront avec un front

---

[1] Napoléon n'avait pas attendu les renseignements de sa cavalerie pour prendre sa direction sur Marengo, en débouchant des Alpes, sur Ulm, en partant du Mein et du Neckar, sur Leipzig, en franchissant le Franken-Wald. On peut souvent, à la guerre, dit Jomini, régler ses opérations sur des questions clairement posées, sans, pour cela, obéir aux mouvements particuliers de l'ennemi.

stratégique restreint, parce que les deux déploiements opposés seront peu distants l'un de l'autre. En tête des colonnes, marchera toute la cavalerie divisionnaire, à des distances variables, suivant la nature du pays, les circonstances, la force des avant-gardes, mais de façon à demeurer toujours en relation étroite avec ces avant-gardes. Au départ, par exemple, le commandant de la colonne fixe, à cette cavalerie de sûreté, un point qu'elle doit atteindre dans la journée et où elle établira des avant-postes de jour. Ce sera un point rapproché du lieu de stationnement de l'avant-garde, de façon que la cavalerie, une fois établie, fournisse naturellement la première ligne d'avant-postes. Elle s'y rendra, à une allure plus rapide que la colonne et en mettant, d'un temps de trot, entre elle et l'avant-garde, deux ou trois heures de marche. Chemin faisant, elle assurera son service de sûreté, par une exploration incessante, qu'elle continuera, à l'arrivée et durant son service d'avant-postes. La nuit, elle se retirera ou non, en totalité ou en partie, derrière les avant-postes d'infanterie, selon les instructions du commandant de la colonne.

« Le lendemain, à l'aube, elle reprendra, comme la veille, du champ, en avant de l'avant-garde.

« Les divisions de cavalerie, suivant les termes du règlement allemand, précéderont au loin les têtes de colonnes. Elles demeureront, cependant, en liaison avec la cavalerie de sûreté (art. 142), et nous pensons, dit le capitaine Gilbert, que, dans l'intérêt même de l'unité des opérations, le commandant de l'armée prendra des mesures pour les avoir toujours sous la main.

« Il est permis de concevoir, en effet, leur service de découverte, non comme une chevauchée à l'aventure, mais comme une série de coups de sonde, donnés, à point et à temps précis, sur l'ordre du généralissime. Tant qu'il n'aura pas intérêt à éclairer un point déterminé, il tiendra ces divisions en bride et assez près de la cavalerie de sûreté pour pouvoir agir en masse et de concert, avec une supériorité numérique écrasante, contre la cavalerie ennemie. »

Les divisions de cavalerie, que le règlement allemand se garde bien de qualifier d'indépendantes, marcheront donc, probablement, d'ordinaire, sur les routes principales, plus ou moins en avant, parfois même sur la ligne de la cavalerie de sûreté.

Elles ne gagneront le large que sur un ordre du généralissime, et pour une mission déterminée.

C'est ainsi que l'entend notre Règlement de 1895 (art. 19). Mentionnons, à ce propos, une disposition nouvelle : « Pour assurer l'exploration, les divisions de cavalerie peuvent être groupées en corps de cavalerie. »

Les commandants d'armée peuvent également adjoindre, aux divisions de cavalerie, des détachements d'infanterie.

L'instruction pratique sur le service de l'infanterie en campagne, du 5 septembre 1902, donne (p. 21) des indications fort utiles sur le rôle de ces détachements d'infanterie adjoints à la cavalerie d'exploration.

Ces détachements, placés sous les ordres du général commandant la cavalerie, jouent, en général, le rôle de soutiens. Mais il faut toujours, dit l'Instruction pratique, que leur action et celle de la cavalerie, tout en concourant au même but, restent absolument séparées.

De la cavalerie de sûreté de première ligne en France et en Allemagne. — En ce qui concerne l'emploi de la cavalerie de sûreté de première ligne, notre Règlement de 1895 le comprend à peu près de la même façon que le règlement allemand de 1900.

Cette cavalerie opère dans la direction principale indiquée par le commandement, dans une zone dont la profondeur est, en général, d'une journée de marche en avant des troupes qu'elle couvre et avec lesquelles elle a l'obligation de rester en liaison constante, en surveillant toute la zone dans laquelle elle a reçu l'ordre d'opérer.

D'une manière générale, les principes émis, tant par le règlement allemand de 1900 que par le Règlement français de 1895, au sujet de l'emploi de la cavalerie, sont exempts de tout formalisme et sont conçus dans un esprit très large.

Les Allemands, il est vrai, nous ont précédés dans cette voie. Peut-être même y apportent-ils une sorte d'affectation, après être tombés, jadis, dans l'excès inverse. Ils ont reconnu, évidemment, et cela avec juste raison, que l'introduction de schémas dans les règlements a pour inconvénient de tuer l'initiative et de favoriser une sorte de paresse mentale.

A ce point de vue, le Règlement français de 1895, dans ses

articles 20 et 21, relatifs au service de sûreté, a réalisé un progrès très considérable sur l'ancien Règlement de 1883, qui édictait, aux articles 122 et 123, des règles beaucoup trop formalistes au sujet de cette question.

Autrefois, la *cavalerie de sécurité* formait un rideau déployé, tandis qu'*aujourd'hui*, chez nous, comme chez les Allemands, elle constitue un *organe d'exploration*, qui agit groupé avec des patrouilles détachées suivant les besoins, tout comme les divisions de cavalerie, mais dans un rayon plus limité et à une distance plus faible en avant des têtes de colonnes.

Dans le règlement français, comme dans le règlement allemand, on indique le but, l'esprit de la mission ; quant aux moyens d'exécution, ils sont laissés au jugement de chacun. C'est là le caractère propre du principe de l'initiative, élevé pour ainsi dire à la hauteur d'un dogme, chez nos voisins, et dont la valeur prépondérante ne saurait plus être contestée par aucune armée qui veut vaincre.

L'Instruction pratique du 5 septembre 1902 sur le service de l'infanterie en campagne prévoit l'adjonction éventuelle de détachements d'infanterie et d'artillerie à la cavalerie de sûreté de première ligne, ce qui permet de constituer une sorte d'avant-garde légère.

La sûreté de 1re ligne peut aussi être appelée, d'après notre Instruction pratique, à occuper temporairement des positions favorables à un déploiement ultérieur, en faisant le combat à pied jusqu'à l'arrivée de l'infanterie.

Nous terminerons cette analyse du titre III du règlement allemand, en disant quelques mots sur la manière dont nos voisins entendent voir fonctionner, en détail, le service d'exploration, qui incombe, soit aux divisions de cavalerie (à grande distance), soit à la cavalerie divisionnaire (à courte distance).

En fait de découverte, les Allemands semblent surtout compter sur les reconnaissances d'officiers.

« Plus que tout autre, dit l'article 125 du Règlement de 1900, l'officier est capable de tirer des conclusions exactes de ce qu'il lui aura été possible de voir pendant quelques courts instants. »

Pour les missions secondaires, on emploiera des sous-officiers choisis.

« Différents motifs, dit l'article 128, peuvent amener à donner

aux reconnaissances d'officier un effectif pouvant atteindre jusqu'à un peloton; on peut même être conduit à pousser, en avant, des escadrons entiers, auxquels leur effectif assure les moyens de rester plus longtemps au contact de l'ennemi. »

On arrive ainsi à employer les escadrons de découverte, prévus par notre ancien Règlement de 1883, que nous avions, d'ailleurs, empruntés à l'exemple de la 4e division de cavalerie allemande en 1870.

Mais, pour ces escadrons, pas plus que pour la division de cavalerie elle-même, aucune indication sur le fractionnement, la formation et la conduite.

Cette absence de formalisme, ce souci de l'initiative, qui s'accuse pour les grandes unités, nous les retrouvons, à tous les degrés de l'échelle, jusqu'à l'emploi de l'individu. « L'officier envoyé en reconnaissance, dit l'article 129, ne doit être gêné par aucune prescription étroite, notamment en ce qui concerne le choix de l'itinéraire à suivre. Les instructions qui lui sont données doivent seulement indiquer, expressément, les points sur lesquels doivent porter ses investigations. »

Indiquer et faire bien saisir le but; laisser les moyens au choix de l'exécutant, telle est, nous le répétons encore, la loi vivifiante de l'armée allemande.

Des reconnaissances. — A la question de l'exploration se rattache, naturellement, celle des reconnaissances.

Le Règlement allemand la traite en six lignes, qui forment l'article 134 :

« L'emploi de forts détachements d'infanterie, pour une reconnaissance, n'est justifié que si l'on se propose, en faisant prendre l'offensive à ces détachements, d'entamer une action générale, ou bien s'il est impossible de se procurer, par tout autre moyen, des nouvelles de l'ennemi. »

Nos voisins ne semblent donc admettre, en dehors des reconnaissances de cavalerie, que l'emploi de patrouilles d'infanterie, aux avant-postes.

Notre Règlement de 1895 consacre aux reconnaissances le titre XI, qui comporte cinq pages, relatives à l'objet et à la composition des reconnaissances, à leur conduite, à la trans-

mission des renseignements, aux rapports et aux reconnaissances offensives.

Ces reconnaissances peuvent avoir pour but aussi bien de reconnaître les mouvements et la position de l'ennemi que la topographie du théâtre de la guerre.

Elles sont exécutées par des officiers, accompagnés de cavaliers, ou par des détachements, qui comprennent, suivant les circonstances, des troupes d'infanterie, des troupes de cavalerie ou des troupes de toutes armes.

Le Règlement de 1883 prévoyait trois sortes de reconnaissances : ordinaires, spéciales et offensives.

Le Règlement de 1895 n'a conservé que les reconnaissances proprement dites et les reconnaissances offensives. Il a, en outre, spécifié que ces dernières sont du domaine du combat, et il s'est abstenu d'édicter des règles, qui ne sauraient différer de celles qu'on admet pour le combat lui-même.

Entre les deux systèmes, français et allemand, relatifs au service des reconnaissances, lequel vaut le mieux ?

La question nous paraît très délicate.

Le maréchal Bugeaud, cette grande autorité militaire, dont les sages préceptes n'ont pas, en général, vieilli, car ils sont de tous les temps, semble avoir, dans ses *Essais*, servi de guide aux Allemands :

« Si, pour reconnaître la position d'une armée, dit l'illustre écrivain, l'on envoie seulement quelques bataillons et quelques escadrons, on les compromet selon moi...

« Cette considération et plusieurs autres me font penser que, pour ne rien compromettre, il faut reconnaître une armée entière avec une armée. »

Plus loin, le maréchal Bugeaud se prononce formellement contre l'emploi des détachements mixtes en reconnaissance :

« Dans les découvertes, dit-il, en petites reconnaissances, on réunit souvent infanterie et cavalerie. Cet usage me paraît dangereux. Si l'on est attaqué par des forces supérieures dans la plaine, la cavalerie ne veut pas abandonner l'infanterie ; elles périssent toutes les deux. »

Notre Règlement de 1895 (art. 110), ne semble pas partager la manière de voir de Bugeaud. D'une part, il prévoit des reconnaissances, confiées, soit à la cavalerie d'exploration ou de

sûreté, soit aux troupes d'avant-postes (art. 110); d'autre part, il admet des reconnaissances d'officiers, avec détachements d'infanterie, de cavalerie, et même, dans certains cas, de troupes de toutes armes. Enfin il prévoit des reconnaissances offensives (art. 114), ordonnées par les commandants d'armée seulement.

S'il nous était permis de donner modestement notre avis, au sujet d'une question où les deux règlements, français et allemand, diffèrent tant, nous donnerions raison à notre Règlement de 1895.

Car il semble, dans ce dernier cas, tenir compte surtout de l'emploi de la poudre sans fumée, des difficultés qui en résulteront pour apprécier la force et l'emplacement des troupes ennemies.

Nous nous hâtons d'ajouter qu'il faudra faire preuve d'un grand tact et d'une grande habileté, dans l'emploi de ces reconnaissances, sous peine de s'exposer à de graves mécomptes et de forcer la main au commandant en chef, qui peut se voir obligé de dégager éventuellement une reconnaissance compromise. Le choix du commandant d'une reconnaissance ne saurait donc être fait avec trop de soin.

Nous revenons au règlement allemand. Le titre III se termine par l'article 135, relatif à l'emploi des sections d'aérostiers, « qui peuvent, dit-il, donner d'excellents résultats et compléter d'une façon précise les renseignements fournis par la cavalerie d'exploration, si on les utilise à temps et si les circonstances atmosphériques sont favorables pour leur observation ».

TITRE IV.

DU SERVICE DE SURETÉ.

Les Allemands ont réuni, dans un même titre, tout ce qui concerne le service de sûreté en marche et en station.

A. *Service de sûreté en marche.* — Nous avons déjà vu comment nos voisins entendent l'emploi de leur cavalerie de sûreté (régiments divisionnaires), groupée en tête des colonnes.

Cette cavalerie peut être ou non placée sous les ordres directs du commandant de l'avant-garde. « De toutes façons, on doit

affecter à l'avant-garde un détachement de cavalerie suffisant pour son service particulier et l'exploration immédiate en vue du combat, un autre moins important au gros de la colonne (art. 143). »

Avant-garde. — Dans les grosses unités, l'avant-garde se fractionne, comme chez nous, en gros, tête, pointe d'infanterie et pointe de cavalerie. La distance entre l'avant-garde et le reste de la colonne varie, suivant les circonstances; celle de la tête au gros de l'avant-garde sera, dans les grosses colonnes, et si le terrain n'oblige pas à agir autrement, de 1000 à 1500 mètres[1], afin de permettre à ce gros de prendre ses dispositions de combat.

Pour les avant-gardes de faible effectif, il suffit que la tête d'avant-garde soit assez loin du gros pour que celui-ci ne puisse être surpris par un feu d'infanterie efficace.

Lorsque l'infanterie de la tête d'avant-garde a un fort effectif, elle peut pousser, à 400 ou 500 mètres[2] en avant d'elle, si cette mesure paraît de nature à augmenter le degré de sécurité de la colonne, une de ses fractions (une compagnie). « On attribue à ce dernier échelon, en prenant le plus possible des fractions constituées, une partie de l'infanterie, la cavalerie voulue et, s'il est nécessaire, le détachement du génie (art. 150). »

Fractionnement de l'avant-garde. — Pour les petites unités, nos voisins réduisent cet échelonnement à deux termes : gros et tête, parfois même à un seul élément.

« Une troupe d'un fort effectif, dit l'article 138, échelonnera, les uns derrière les autres, *plusieurs* éléments du service de sûreté, dont l'effectif ira en diminuant, au fur et à mesure que l'on se rapprochera de l'ennemi; un détachement de minime importance se contentera du *dernier* et du plus faible de ces divers éléments, qu'il poussera à quelque distance de lui. »

Notre Règlement de 1895 admet (art. 23) trois échelons, dans le fractionnement de l'avant-garde : 1° *la pointe*, formée par le détachement de cavalerie de l'avant-garde; 2° *la*

---

[1] Au lieu de 500 à 1000 mètres (Règlement de 1894).
[2] Au lieu de 300 à 400 mètres (Règlement de 1894).

tête, constituée par une fraction déterminée d'infanterie et par le détachement du génie; 3° *le gros*, comprenant la majeure partie de l'infanterie et l'artillerie.

Notre Instruction pratique de l'infanterie, du 5 septembre 1902, complète les dispositions ci-dessus par des prescriptions relatives au rôle de la cavalerie divisionnaire et aux échelons de l'avant-garde.

Disons, tout d'abord, que cette Instruction pratique a, fort sagement, supprimé toutes les indications, un peu schématiques, de l'Instruction du 24 décembre 1896, se rapportant aux distances qui devaient séparer le gros de la colonne du premier élément de l'avant-garde. Elle se borne à dire que « la distance qui sépare l'avant-garde du gros des troupes est déterminée par la nécessité de mettre ces troupes à l'abri des coups de l'artillerie ennemie et de donner au commandant de la colonne le temps et l'espace nécessaires pour prendre ses dispositions. Les prescriptions relatives à la force des divers échelons de l'avant-garde sont aussi moins formalistes que dans l'Instruction du 24 décembre 1896. Elles ne comportent, à juste titre, que des indications générales.

Le rôle de l'escadron divisionnaire est nettement défini. C'est, dit l'Instruction de 1902, une fraction constitutive de la division, au même titre que l'artillerie. C'est donc un organe absolument dans les mains du général de division. Il doit protéger la division contre les surprises, en lui signalant à temps tout danger immédiat, et en l'empêchant de recevoir des coups de canon ou de fusil, ou de subir des insultes de la cavalerie, avant qu'elle n'ait été avertie, par l'escadron divisionnaire, de l'approche de l'ennemi. L'escadron divisionnaire peut rester à la disposition du général de division ou être momentanément placé sous les ordres du commandant de l'avant-garde, de l'arrière-garde, d'une flanc-garde, etc..... Quand la division marche encadrée, le gros de cet escadron constitue la pointe d'avant-garde de la division et relève du commandant de l'avant-garde, qui lui donne des instructions précises sur sa mission. Il est lié à la route à suivre et doit rester en liaison constante avec la tête d'avant-garde. Il procède par bonds successifs et veille toujours à la protection des flancs de l'avant-garde, qu'il couvre à portée de canon.

Rôle et force de l'avant-garde. — Une première question, très controversée, se pose ici. Quel doit être le rôle de l'avant garde dans les grandes unités ? Quel effectif faut-il lui attribuer, pour la mettre en mesure de s'acquitter de sa mission ? Autrement dit, faut-il constituer fortement ou faiblement l'avant-garde des grosses colonnes ?

Depuis longtemps, une vive campagne a été menée par les écrivains militaires d'outre-Rhin pour obtenir la réduction des avant-gardes et leur rapprochement du gros de la colonne.

Bronsart de Schellendorf, dans son étude sur le Service d'état-major, et von Scherff indiquaient, notamment, que le corps d'armée marchant sur une seule route pouvait se contenter de l'avant-garde de sa division de tête ; von der Goltz estimait qu'un bataillon était suffisant pour l'avant-garde d'une division, voire même d'un corps d'armée.

Disons, en passant, que tel était également l'avis d'un de nos généraux les plus éminents, dont les doctrines font loi : nous avons nommé M. le général Février. Tel est aussi l'avis de l'éminent général Kessler, avis formulé dans son ouvrage intitulé : *Tactique des trois armes.* Le nouveau service en campagne allemand, sans être absolument affirmatif, semble donner raison à Bronsard de Schellendorf et à von Scherff.

Il faut, il est vrai, lire entre les lignes, pour discerner ses tendances ; mais elles n'en constituent pas moins une révolution complète.

Le Règlement allemand de 1900, envisageant, à l'article 139, l'ensemble du service de sûreté, cavalerie et avant-garde, lui assigne bien, comme le nôtre, la double tâche suivante :

1° Donner le temps nécessaire pour le déploiement du corps principal ;

2° Écarter les obstacles de minime importance qui se présentent sur la route, et permettre ainsi à ce corps d'exécuter sa marche sans à coups.

Mais, tandis que notre article 23 du Règlement de 1895 indique nettement les garanties du déploiement comme l'objet essentiel de l'avant-garde, et comme la raison même de son effectif, l'ordonnance allemande semble compter surtout sur la cavalerie, pour obtenir cette garantie.

L'Instruction pratique du 24 décembre 1896 sur le service de

l'infanterie en campagne complétait les indications de l'article 23 du Règlement de 1895.

Elle distinguait, au point de vue de la constitution des avant-gardes et de leur éloignement du corps principal, deux cas :

1° « Les grosses colonnes, était-il dit (p. 14), peuvent seules détacher des avant-gardes assez fortes et à une distance suffisante pour mettre le corps principal à l'abri du feu de l'artillerie ennemie » ;

2° « Les avant-gardes des petites unités ne les préservent que contre une surprise et les effets du feu de l'infanterie ».

Ces prescriptions n'ont pas été reproduites par l'Instruction pratique du 5 septembre 1902, et, avec juste raison, à notre avis. Que dit l'Instruction de 1902 ? L'escadron divisionnaire, pointe d'avant-garde, procédant par bonds successifs, gagne l'avance nécessaire pour reconnaître les hauteurs, bois, villages, etc., situés sur la route ou à proximité, avant que la tête d'avant-garde ne soit arrivée à portée de canon (3 à 4 kilom.). La tête d'avant-garde comprend une fraction constituée d'infanterie et un détachement du génie. Le gros de l'avant-garde comprend la majeure partie de l'infanterie et l'artillerie ; c'est la véritable troupe de protection de la colonne. Mais on ne trouve plus cette distinction entre l'avant-garde des petites unités et l'avant-garde des grandes unités.

Le règlement allemand, de son côté, s'exprime ainsi qu'il suit, à l'article 146 : « L'avant-garde doit avoir assez d'avance pour que le corps principal n'éprouve ni à-coups ni interruption dans sa marche..... Si l'on se porte à la rencontre de l'ennemi, on peut diminuer cette distance, afin d'accélérer le déploiement de la colonne sur la tête. »

Dans l'esprit des Allemands, le rôle propre de l'avant-garde serait donc seulement d'écarter les obstacles, de supporter tous les petits incidents, tels que la rencontre de traînards ou de petits postes du parti adverse.

La sécurité proprement dite, c'est-à-dire le temps nécessaire au déploiement, serait assurée par la présence de la cavalerie divisionnaire (régiments), à distance convenable en avant des colonnes.

« Le moyen le plus certain d'assurer la sécurité d'une colonne, dit l'article 143 du règlement allemand, sera d'avoir un service

très complet d'information. [illegible] de l'avant-garde, la masse de l'artillerie affectée [illegible] aux têtes de la colonne. »

Rapprochant les articles 143, 144, 145 et 146 du règlement allemand de notre article 23 du Règlement de 1895, nous saisirons bien toute la différence des points de vue admis dans les deux pays.

L'article 23 du Règlement de mai 1895 s'exprime, à ce sujet, en ces termes :

« La force de l'avant-garde, proportionnée à celle de la colonne qu'elle couvre, doit être suffisante pour lui permettre de s'emparer des positions avantageuses, de *s'engager vigoureusement*, pour *obliger l'ennemi à montrer ses forces, ou tout au moins de le contenir assez longtemps pour donner au corps principal le temps de prendre ses dispositions à l'abri du feu.* »

Ainsi, chez nous, la sécurité du déploiement est fondée sur la force de résistance de l'avant-garde ; chez nos voisins, elle l'est sur la distance des agents d'information. La différence du rôle de l'avant-garde, dans les deux pays, ressort ainsi nettement.

De cette conception différente, résulte, dans le règlement allemand, une réduction notable de l'avant-garde.

« La force et la composition de l'avant-garde, dit l'article 147 du Règlement du 1er janvier 1900, sont déterminées d'après les circonstances, la nature du terrain et l'effectif de la colonne entière, ou, pour les grosses unités, de l'élément de tête. Dans une division d'infanterie, on y emploiera, d'ordinaire, un régiment d'infanterie, ce qui donne, au surplus, l'avantage de ne pas désorganiser une unité de commandement ; dans les groupements moins importants, on affectera à l'avant-garde du tiers au sixième de l'infanterie. Le commandant de la colonne est juge de l'opportunité qu'il y a d'affecter, à l'avant-garde, de l'artillerie de campagne, et il est libre, le cas échéant, de déterminer la proportion d'artillerie qu'il convient de lui attribuer. »

Plus loin, d'ailleurs, lorsqu'il s'occupe du corps principal, dans le service des marches, le nouveau règlement allemand se commente lui-même et devient plus explicite :

« Généralement, dit-il (art. 340), on fera marcher, en tête du corps principal, la fraction complémentaire du régiment ou de la brigade qui a fourni l'infanterie de l'avant-garde. L'artillerie

de campagne est poussée aussi près de la tête de colonne que le permet sa sécurité et que l'exige la convenance de l'engager de bonne heure au combat ; si la colonne d'artillerie est très longue, il peut être prudent d'intercaler, entre les batteries, une petite fraction d'infanterie. »

Il résulte de la comparaison des articles cités plus haut que, quelle que soit la force de la colonne, son avant-garde ne sera jamais qu'une fraction de brigade, soit un régiment.

On peut, dès lors, concevoir cette lourde colonne allemande de la façon suivante :

En tête, et à une distance convenable pour assurer le déploiement de toute l'artillerie et d'au moins une brigade de soutien, *la cavalerie de sécurité*. La distance sera calculée, en tenant compte du temps qu'il faut à la nouvelle pour parvenir à la colonne, et du temps que l'ennemi, agissant offensivement, mettrait lui-même à pousser la cavalerie jusqu'aux têtes d'infanterie, sans qu'il y ait lieu de faire état de la force de résistance de la cavalerie.

En arrière, et assez rapprochée de la colonne pour ne pas être enlevée, assez éloignée pour épargner à cette colonne la répercussion des petits incidents qui peuvent survenir en route, l'avant-garde : forte d'un bataillon pour une division ; d'un régiment pour une unité plus considérable.

Avec cette avant-garde d'infanterie, quelques cavaliers et une notable proportion d'artillerie. Cette dernière arme servira à briser les petits obstacles et, au besoin, à contraindre l'ennemi à se déployer. L'artillerie de l'avant-garde, en effet, dans la pensée des Allemands, ne les engage à rien, tandis que l'infanterie les forcerait, le plus souvent, à accepter une lutte qui peut devenir décisive et pourrait se trouver engagée contrairement aux vues du commandant de la colonne.

Plus loin enfin, le gros du corps d'armée, portant, en tête de sa colonne, la totalité de son artillerie, sinon d'une façon permanente, du moins dès qu'on est à une journée de marche de l'ennemi. Dans cette longue file de voitures seront intercalées quelques fractions d'infanterie.

La *Revue militaire de l'Étranger* fait ressortir toutes les propriétés offensives d'un pareil ordre de marche ; la profondeur de la colonne, dit-elle, est sensiblement diminuée, et le déploiement sur la tête devient, par suite, plus rapide.

. .

S'il nous est permis de donner notre avis au sujet des deux systèmes, français et allemand, nous dirons que la préférence doit être attribuée au système français, qui, quoique moins exclusivement offensif, répond à toutes les éventualités.

L'avant-garde, chez nous, est à la fois un bouclier et un organe de reconnaissance offensive.

L'action de l'avant-garde présente, à proprement parler, le caractère de cette reconnaissance préconisée par le maréchal Bugeaud, où l'on s'engage avec tout le reste de l'armée derrière soi.

Elle contraint l'ennemi à se déployer, à accuser ses ressources, s'il se tient sur la défensive; elle prélude ainsi, naturellement, au combat de front. Si l'ennemi est en mouvement de son côté; s'il attaque, et si l'affaire est un combat de rencontre, notre avant-garde est assez solidement constituée pour contenir l'adversaire et étayer toute la ligne d'artillerie durant le déploiement ou le rassemblement préalable du gros.

Cette observation sur le rôle de l'avant-garde, envisagée comme soutien d'artillerie, n'est pas sans valeur. Les Allemands affirment, en effet, de plus en plus, l'intention d'engager, dès le début, toute leur artillerie, même celle des divisions de queue. Comment concevoir cette grande ligne de vingt-quatre batteries de campagne, avec un seul régiment d'infanterie et la cavalerie comme soutien?

Si l'on se reporte aux événements de 1870, on constatera que, dans maintes circonstances, le 16 août, par exemple, vers 1 heure de l'après-midi, et le 18 août, lors de l'attaque prématurée du IXe corps allemand, les troupes prussiennes eurent grand'peine à protéger leurs longues lignes d'artillerie immédiatement déployées. On dit bien qu'aujourd'hui l'artillerie a une action tellement meurtrière qu'elle suffira à se défendre seule sur son front; c'est possible, mais l'expérience de la guerre n'a pas encore confirmé cet axiome, et l'on n'est pas encore édifié sur les dangers que courrait, en terrain coupé et accidenté, une masse de vingt-quatre batteries d'artillerie s'étendant sur un front d'environ 2 kilom. 1/2.

Pour résumer tout ceci, disons qu'une brigade d'infanterie ne nous paraît pas de trop, répartie dans les intervalles et sur les ailes de l'artillerie pour couvrir un corps d'armée et lui assurer sa liberté de manœuvre.

Mais ce n'est pas tout : on peut avoir intérêt à se ménager la faculté d'accepter ou de refuser le combat, de se déplacer latéralement, pour une concentration, de manœuvrer, en un mot.

Dans toutes ces hypothèses, qui ne sont pas celles d'une offensive immédiate et directe, l'emploi de fortes avant-gardes, poussées assez loin, paraît s'imposer.

Renforcée par une partie de l'artillerie du gros, l'avant-garde sera en état de forcer l'adversaire à se déployer; elle gagnera du temps, et pourra encore se dérober à propos, si l'on se décide à la retraite, pour occuper une série de positions d'arrière-garde.

C'est ainsi, d'ailleurs, que les Allemands entendaient, en 1870, l'emploi de leurs avant-gardes. Dans la marche de la Sarre à la Moselle, nous voyons, le 10 et le 11 août, les avant-gardes des deux corps de tête de la Ire armée poussées sur les falaises de la côte de Bougonville, tandis que le gros occupe, à 7 ou 8 kilomètres en arrière, le plat pays, vers Karling et L'Hôpital. De même, le 13 août, dans la IIIe armée, toutes les avant-gardes des quatre corps en première ligne précèdent, sur la ligne Repaix—Avricourt—Bourdonnaye—Guéblange—Dieuze, le gros des corps, qui demeure à 8 ou 10 kilomètres en arrière. De même encore, dans la marche sur Châlons, nous voyons les avant-gardes occuper, successivement, la ligne de l'Ornain, quand les gros sont sur la Meuse; la ligne de la Saulx, quand les corps atteignent l'Ornain, etc... Elles assurent ainsi les passages ou l'occupation d'une position avantageuse pour le lendemain. Elles ne peuvent remplir cette mission que si elles sont solidement composées.

Pour rompre avec leurs traditions, la raison la plus sérieuse que donnent les Allemands est la suivante :

Ils ont, disent-ils, reconnu, à Spicheren, à Wœrth, à Borny, que la solidité de l'avant-garde lui donnait une indépendance d'allures préjudiciable à l'exercice du haut commandement.

Toutes ces batailles, il faut bien l'avouer, se sont, en effet, livrées en dehors de ses vues. Dès qu'une avant-garde compte le quart de l'effectif d'une colonne, elle devient, en quelque sorte, la maîtresse des destinées de cette colonne; elle l'entraîne avec elle. Violemment engagée, elle réclame un appui immédiat, et alors, quand même on voudrait différer le combat, on est obligé

de pousser à la hâte les éléments du gros, au fur et à mesure de leur arrivée ; ils se mêlent aux éléments en ligne, suivant les nécessités du moment, et l'on arrive à cette confusion de toutes les unités tactiques, que tous les écrivains militaires signalent, le 6 et le 14 août.

La force de l'avant-garde, loin de protéger le déploiement ou le rassemblement méthodique du gros, a commandé, en quelque sorte, le désordre.

La critique est exacte ; mais, au lieu de réduire de moitié les avant-gardes, pour les rendre plus prudentes, il nous semble qu'on peut obvier à tout inconvénient, en leur conservant leur composition et en y plaçant le commandant de la colonne.

Aussi l'Instruction pratique de l'infanterie de 1902 nous paraît-elle bien inspirée, lorsquelle dit (page 30) : « Le commandant de l'avant-garde marche habituellement avec la tête d'avant-garde », et, plus loin (même page) : « Le commandant de la colonne marche, habituellement, avec le gros de l'avant-garde. »

La place du commandant de la colonne est à l'avant-garde. Cette place est indiquée par les responsabilités mêmes qu'encourt le chef de l'avant-garde, et que peut, seul, assurer le commandant en chef. Marchant avec le gros de l'avant-garde, ce dernier ne lui permettra de s'engager que suivant ses vues ; il disposera de plus de temps pour reconnaître la situation ; il lui sera plus facile de tirer à lui que de pousser les éléments du gros.

D'ailleurs l'Instruction pratique de 1902 indique nettement « qu'en cas de rencontre avec l'ennemi, le commandant de l'avant-garde, après un rapide examen de la situation, prend les mesures qui lui paraissent les plus convenables pour assurer sa mission et rend compte des dispositions prises au commandant de la colonne ». Ce dernier est donc toujours ainsi en mesure d'imprimer à l'action engagée par l'avant-garde la direction qui convient à ses vues, et ainsi tombe l'argument tiré des dangers d'une avant-garde trop forte.

Nous persistons à croire que la proportion du quart est bonne pour les avant-gardes[1], qu'elle leur concède une certaine

---

[1] Le Règlement de 1895 admet : comme infanterie, la proportion du sixième au tiers de l'effectif de l'infanterie de la colonne ; comme artillerie, une proportion variable suivant les circonstances.

indépendance d'allures, et qu'il sera souvent nécessaire de lui faire précéder le gros, dans le cas des grandes unités, bien entendu, de plusieurs kilomètres.

Les prescriptions de notre article 23, complétées par celles de l'Instruction pratique de 1902, relatives au rôle et à la force de l'avant-garde, nous paraissent, à tous les points de vue, des plus sages; elles répondent à toutes les éventualités et laissent au commandant de la colonne toute latitude pour diriger, à son gré, les troupes sous ses ordres.

La constitution actuelle de la colonne allemande ne prévoit que l'offensive; sa sécurité ne repose que sur les informations d'un élément essentiellement mobile et fluide, la cavalerie. Elle suppose que cette cavalerie aura barre sur celle de l'adversaire.

Que cette cavalerie gagne à la main et s'écarte trop; qu'elle vienne à être rejetée, brusquement, en dehors des lignes de marche; qu'on soit surpris enfin, ce qui arrive aux plus heureux, par un adversaire doué d'un esprit offensif, et la faible avant-garde qui marche en avant du gros ne suffira pas à donner au commandant en chef le temps de se reconnaître. Cette longue et rigide colonne du gros, empêtrée en tête de son artillerie, devra se déployer hâtivement et sans ordre.

De toute façon, il ne lui sera plus possible d'éviter le combat, de battre en retraite, dès que l'adversaire heurtera son avant-garde.

Pour résumer cette discussion, peut-être un peu longue, mais que l'importance capitale de la question rend si intéressante, nous dirons, en forme de conclusion: Les avant-gardes faibles, comme les voulaient les généraux Février et Kessler, comme semblent vouloir les admettre les Allemands, peuvent convenir à des chefs d'armée de génie. Les avant-gardes fortement constituées, marchant à grande distance du gros de la colonne, avec le commandant en chef placé en tête du gros de l'avant-garde, conviennent à tous les chefs d'armée de capacité moyenne, ce qui, en somme, sera la règle. A la guerre, à notre avis, il ne faut pas trop compter sur l'exception, sur les hommes de génie, sortes de météores qui apparaissent de siècle en siècle; il faut tabler, au contraire, sur la règle, c'est-à-dire sur les hommes de talent, et édicter, en conséquence, des prescriptions générales

qui permettent à ces derniers de faire face à toutes les éventualités.

Pour en revenir au règlement allemand, nous passerons à la question de l'arrière-garde. Ici encore, nous trouverons un argument à l'appui de la thèse que nous avons soutenue plus haut.

Les Allemands sentent bien, eux-mêmes, que leur avant-garde n'est pas composée de façon à garantir le choix entre l'action et la retraite, encore moins de façon à protéger cette retraite, en se constituant, *ipso facto*, en arrière-garde.

Ce qui le prouve, c'est la phrase suivante de l'article 161 du Règlement de 1900 :

« Une arrière-garde sera généralement plus forte qu'une avant-garde, notamment en artillerie, puisque cette arme est la seule qui puisse contraindre l'ennemi à se déployer à de grandes distances. »

Vu la composition habituelle de nos avant-gardes, notre article 25 du Règlement de 1895 est fondé à dire : « Dans les marches rétrogrades, l'arrière-garde est composée, d'une manière générale, comme une avant-garde dans la marche en avant. »

Il est vrai que notre règlement ajoute plus loin : « Toutefois, comme l'arrière-garde ne doit pas compter sur l'appui du corps principal, il peut être nécessaire de la constituer plus fortement que l'avant-garde, surtout en artillerie et en cavalerie. »

Tels sont, chez nous, le rôle et le fractionnement de l'arrière-garde dans les marches rétrogrades.

La comparaison des textes français et allemands nous amène donc à conclure ce qui suit : En Allemagne, la règle est que, dans les marches rétrogrades, l'arrière-garde est généralement plus forte que l'avant-garde ; en France, il est, au contraire, de règle courante que l'arrière-garde a, dans ce cas, la même composition que l'avant garde dans la marche en avant. Ce dernier système nous paraît plus souple et, par suite, préférable.

Remarquons, en passant, que notre Règlement de 1895 contient (art. 25) une prescription relative à l'artillerie, qui ne figurait pas à l'article 127 du Règlement de 1883, et qui nous paraît excellente.

Dès que le commandant de la colonne est fixé sur la nécessité de dérober son gros au combat, il fait appel à toute l'artil-

lerie à cheval, pour renforcer celle de l'avant-garde. Le plus souvent, d'ailleurs, s'il s'est déterminé après une action d'avant-garde, il aura déjà toute cette artillerie sous la main.

Notons également, au passage, une innovation du règlement allemand de 1900, relativement à l'emploi de la cavalerie dans les marches rétrogrades. Le Règlement de 1894 (art. 119) disait : « Généralement, toute la cavalerie disponible est placée sous les ordres du commandant de l'arrière-garde. »

Celui de 1900 s'exprime ainsi (art. 162) :

« Le commandant en chef, dans les marches rétrogrades, reste maître de conserver la haute main sur la masse de la cavalerie ou de la subordonner au commandant de l'arrière-garde (cavalerie de l'arrière-garde). »

Cette nouvelle prescription, plus élastique que l'ancienne, nous paraît préférable. Elle réserve, en effet, les droits du commandant en chef.

Notre règlement dit simplement (art. 25) : « La cavalerie marche en arrière, en tenant constamment le contact de l'ennemi, et veille à la sûreté des flancs. »

Le soin d'assurer, dans les marches rétrogrades, la sécurité des flancs est un rôle nouveau, confié par le Règlement de 1895 à notre cavalerie.

Cette question de l'arrière-garde, qui, dans le règlement français, fait l'objet d'un seul article, est traitée, en somme, assez longuement dans le nouveau service en campagne allemand.

Ce dernier règlement fait ressortir, avec justesse (art. 163), qu'une fois la colonne reformée dans la marche rétrograde, l'arrière-garde doit se tenir à une distance du gros plus grande que celle qui est fixée pour une avant-garde.

Cela tient aux retards que peut subir la marche du gros.

L'arrière-garde en colonne se subdivisera en gros, tête et cavalerie d'arrière-garde (art. 164) ; au surplus, si l'on fait tête à l'ennemi, il est bon de ne pas lui opposer, en première ligne, de trop faibles détachements (art. 164). La cavalerie et l'artillerie à cheval protègent les flancs.

Relevons enfin cette utile indication de l'article 165 du service en campagne de nos voisins : « Afin d'arrêter le plus possible la poursuite de l'ennemi, on doit, partout où la chose est praticable, barrer les routes, couper les ponts, etc..... En faisant

transporter, sur des voitures, les détachements de sapeurs et de fantassins chargés de ces travaux, on ménagera la force des hommes, on gagnera du temps et on pourra ainsi procéder à des destructions d'une façon beaucoup plus complète. »

Nos Instructions pratiques ne contiennent pas, il faut bien l'avouer, de prescriptions de cette nature.

L'Instruction pratique de l'infanterie de 1902 prévoit bien (p. 35) que, « dans *les marches rétrogrades, l'avant-garde* aura à déblayer la route pour assurer le passage de la colonne et qu'à cet effet des sapeurs et des voitures d'outils, en nombre suffisant, marchent avec elle ».

Mais ne serait-il pas possible de doter également, dans *les marches rétrogrades, l'arrière-garde* des sapeurs, munis des outils et des explosifs qui lui seraient nécessaires, pour remplir toutes les missions qui pourraient lui incomber ?

L'Instruction pratique de l'infanterie de 1902 n'en fait pas mention. Elle se borne à dire (p. 37) : « L'arrière-garde ralentit la poursuite de l'adversaire, en créant, avec tous les moyens dont elle dispose, des obstacles sur la route suivie.

Peut-être serait-il bon de mentionner tous les moyens dont l'arrière-garde disposera à cet effet.

Flanc-gardes. — Les flanc-gardes, en Allemagne (art. 156 à 160 du Règlement de 1900), peuvent être fournies, selon le cas, par la tête, le gros de l'avant-garde, et, parfois même, par le corps principal (art. 156).

Si la marche en avant doit se transformer en une marche de flanc, on aura avantage à employer, comme flanc-garde, l'avant-garde primitive, et à faire constituer, par le gros de la colonne, une nouvelle avant-garde, et, s'il est nécessaire, une arrière-garde (art. 158).

La flanc-garde allemande peut, soit marcher à hauteur de l'avant-garde ou du corps principal, soit prendre position pour laisser défiler le corps principal derrière elle, et rejoindre ensuite l'arrière-garde (art. 158).

Chez nous (art. 24), les flanc-gardes sont fournies par les premières troupes du gros de la colonne.

Les flanc-gardes les plus efficaces pour la protection d'une colonne sont les flanc-gardes fixes. Il y a lieu, cependant, d'em-

ployer, dans certains cas, des flanc-gardes mobiles (Instruction pratique de l'infanterie de 1902).

Notre Règlement de 1895 a, en outre, distingué, avec juste raison, d'une façon plus précise, le cas où les flanc-gardes sont simplement chargées d'assurer, sur le ou les flancs menacés, la sécurité d'une colonne en marche, et celui où la colonne, effectuant elle-même une marche de flanc, a besoin d'être spécialement couverte du côté de l'ennemi.

THIRY,
Chef de bataillon au 26e rég. d'infanterie.

(A continuer).



LE RÔLE

ET LA

CONDITION DU SOUS-OFFICIER

NÉCESSAIRE

DANS LE SERVICE DE DEUX ANS[1]

« Quand une nation n'a pas de *cadres*, il lui est bien difficile d'organiser une armée. »
(NAPOLÉON, *Commentaires*, t. VI.)

CHAPITRE II.

LE ROLE ET LA CONDITION DU SOUS-OFFICIER EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE. — ORGANISATION ITALIENNE.

(*Fin*).

2. L'Organisation allemande en regard de la nôtre.

(*Fin.*)

L'avenir civil du sous-officier allemand. — Les dernières lignes que nous venons de citer montrent que l'État allemand a su aussi résoudre le gros problème des emplois civils. Son organisation des cadres subalternes, parce qu'elle s'inspire uniquement et impérieusement des intérêts de l'armée, aboutit sous ce

[1] Voir les livraisons d'août, septembre et octobre 1905.

rapport à une échéance particulièrement lourde. L'État allemand a accepté la *tutelle de 83,000 rengagés*, il leur promet un emploi civil dès leur douzième année de service. Ajoutons qu'il met tout en œuvre pour les déterminer à briguer un emploi et à quitter l'armée dès ce moment : la prime de 1250 francs est subordonnée à ce départ définitif; au delà, le sous-officier, resté en qualité de commissionné, devra attendre six ans avant d'acquérir le droit à une pension de retraite assez humble et qui ne pourra se cumuler avec un emploi civil.

Ce principe a pour résultat d'intéresser pécuniairement l'État à la concession réelle de ces emplois. Nous savons, par l'exemple de notre organisation, que cette précaution n'est pas inutile, que la promesse de l'emploi civil n'est qu'*un droit*, et un droit très précaire, tant qu'elle ne repose que sur un engagement moral, pris inconsidérément par l'État. Mais si l'exécution de cette promesse a des conséquences favorables pour les intérêts matériels dont l'État a la garde, on peut être assuré que tout sera mis en œuvre dans ce but.

Nous le constatons d'abord en Allemagne dans le souci apporté à développer l'instruction générale du sous-officier et son aptitude à l'emploi qu'il ambitionne.

Qu'il nous suffise de citer, à ce sujet, le fonctionnement dans les corps de troupe, des *écoles régimentaires de sous-officiers* dont nous avons déjà parlé : dans les cours du second degré, qui sont facultatifs, des officiers désignés et des professeurs civils sont chargés d'enseigner la langue allemande, le calcul, la géographie, l'histoire nationale, le dessin. Ces cours n'ont rien d'analogue avec ceux qu'on professe dans nos régiments et qui sont spéciaux aux gradés candidats officiers.

En outre, des facilités sont accordées, en Allemagne, aux sous-officiers admis à postuler un emploi civil, pour préparer leur admission à cet emploi. C'est ainsi que les candidats sont autorisés, même avant l'expiration de leur temps de service sous les drapeaux, à faire un *stage* à l'administration dans laquelle ils désirent être employés ; selon les emplois postulés, la durée du stage varie de six mois à un an au maximum. De plus, pendant le stage, le sous-officier reçoit une allocation mensuelle qui s'ajoute à celle qu'il reçoit de l'administration civile, et dont le taux est fixé par des règlements spéciaux.

Mais ce ne sont là que dispositions préparatoires, et le véritable mauvais pas, nous le savons, c'est de réserver au sous-officier des emplois qui par leur nombre et leur nature, permettent de pourvoir tous les ayants droit.

Ce dernier terme du problème pouvait être la pierre d'achoppement de toute l'organisation. L'État allemand, pour résoudre cette difficulté, a constitué un véritable *bureau de placement* fondé sur son crédit et sur son autorité, et qui s'adresse à toutes les administrations privées. De plus, il s'est fait résolument le *patron* de ses sous-officiers en leur ouvrant non seulement les administrations civiles, mais encore celles de l'armée. N'est-il pas naturel, en effet, qu'après avoir rendu des services dans le personnel combattant où ils ne peuvent avoir qu'une carrière limitée, les sous-officiers soient les premiers à profiter des carrières plus complètes du personnel non combattant.

Emplois dans l'administration militaire. — Après un certain temps de présence dans la troupe, et moyennant certaines conditions d'âge et de capacité reconnues par des examens, ils peuvent entrer dans des corps spéciaux ou dans divers services de l'administration militaire (subsistances, habillement, hôpitaux...) qui offrent des carrières complètes avec traitement progressif et pension de retraite.

Commençant par les échelons subalternes ils peuvent espérer arriver à la situation d'employés supérieurs ; ils atteignent dans certains cas un rang qui, sans les assimiler aux officiers, leur assure du moins des traitements susceptibles de s'élever jusqu'à 5,000 francs, ainsi que des droits à une retraite d'après des tarifs sensiblement égaux à ceux applicables aux officiers.

Ainsi les sous-officiers d'artillerie peuvent se destiner à la carrière d'*officiers artificiers* (*Feuerwerker Offiziere*) ou de *topographes* du service géographique. Le corps des *officiers d'arsenaux* (*Zeug-Offiziere*) se recrute parmi les sous-officiers d'artillerie et d'infanterie, celui des *officiers de construction des fortifications* (*Festungs-Baù Offiziere*) parmi les sous-officiers de pionniers. Tous les sous-officiers peuvent concourir pour les emplois de payeur (*Zahlmeister*) des corps de troupe et établissements militaires. L'accès des *positions subalternes de l'intendance* comme secrétaires, aides-secrétaires, archivistes, leur est réservé ; ils

peuvent même arriver à la situation d'intendant en cas de mérites exceptionnels.

Est-il besoin de poursuivre cette énumération ? On peut dire que toute la « machinerie » de l'armée allemande, inévitable poids mort de toutes les armées modernes, est actionnée en grande partie par l'activité restante de ses sous-officiers : administration de *garnison*, magasins et ateliers d'*habillement*, magasins des *subsistances*, *hôpitaux* militaires, construction et entretien des fortifications, *prisons* militaires, établissements d'instruction, etc., assurent ainsi le renouvellement des cadres actifs.

Ne pourrions-nous pas adopter ce programme ?

On le réaliserait déjà en partie en supprimant l'anomalie bizarre qui recrute dans une école spéciale, avec des jeunes gens enlevés « du rang », *tout le personnel subalterne de nos services administratifs*. C'est une catégorie d'emplois où un ancien sous-officier s'adaptera immédiatement : chargé de pourvoir à l'existence matérielle de la troupe, il y portera d'autant plus de conscience et de savoir-faire que cette existence vient d'être longtemps la sienne et qu'il lui reste attaché. Il y a de même derrière l'armée combattante une foule de petits *fonctionnaires non combattants* qui devraient tous être d'anciens sous-officiers et qui sont souvent de jeunes *employés civils*, payés très cher, comme on le voit, par exemple, dans les services du génie et de l'artillerie.

Emplois civils publics et privés. — Ainsi la carrière active du sous-officier allemand peut se prolonger, hors du rang, dans l'armée même. Cette carrière s'ouvre, en outre, sur de larges et nombreux débouchés latéraux qui sont les emplois civils proprement dits. L'Allemagne, on le sait, a pu *militariser* non seulement les ministères et *toutes les administrations de l'empire* et des États de la Confédération, mais encore les industries et les *entreprises privées*.

Elle fait appel à ces dernières sous une forme particulièrement impérative.

Voici ce que nous lisons à ce sujet dans un ouvrage déjà ancien [1] :

---

[1] Général baron DE KAULBARS, de l'état-major russe, *L'Organisation de l'armée allemande*.

« A toutes les sociétés ou compagnies particulières qui se « fondent en Allemagne, à tous les établissements, fabriques, « chemins de fer..., etc., il est rigoureusement imposé par l'acte « de concession de réserver un certain nombre de places aux « anciens sous-officiers ; le minimum de traitement de ces places « est fixé par l'État. De temps en temps, ces compagnies doivent « donner avis au *Militär Wochenblatt* des vacances qui vien- « nent à se produire dans leur personnel. Ce journal en publie « souvent des listes fort longues, de sorte que les sous-officiers « peuvent faire leur choix et les démarches nécessaires pour les « obtenir. Enfin le Ministère de la guerre publie la liste des « emplois conférés, et la régularité de ces concessions est con- « trôlée par la Cour des comptes. »

Cette condition civile du sous-officier allemand est à la mesure de celle dont il a joui dans l'armée [1].

Mais cette méthode suppose l'arbitraire de l'État, et la loi de deux ans réalise, à ce point de vue, tout ce qu'il paraît possible de faire, sans heurter nos institutions et nos mœurs. D'ailleurs, si l'armée se fait l'éducatrice de ses gradés, on verra non seulement l'État les rechercher comme serviteurs civils, mais encore l'activité privée faire appel spontanément à ces hommes

---

[1] Voici des détails que nous empruntons à ce *Bréviaire du Sous-Officier*, dont nous avons déjà parlé : « Suivant son instruction et ses goûts le sous- « officier peut choisir dans un ensemble d'emplois comme il n'en est offert à « aucune classe sociale. Ainsi, dans les chemins de fer : depuis chef de « train (1000 marcks, 1250 francs) ; serre-frein (800 marcks) ; contrôleur « des billets (1000 marcks)... jusqu'aux situations plus élevées de chefs de « gare (de 1500 à 2,500 marcks) ; dans les services de grande et de petite « vitesse qui exigent de fortes connaissances préalables, les émoluments « s'élèvent jusqu'à 3,000 marcks... ; dans le service pénitentiaire ils sont de « 900 à 1600 marcks ; dans les services administratifs de l'armée (hôpitaux, « subsistances...) de 800 à 3,000 marcks. »

L'auteur cite aussi les places accessibles par une instruction plus complète en matières spéciales : dans les bureaux de chemins de fer (900 à 4,500 marcks) dans les postes et télégraphes (900 à 9,000 marcks), dans le recrutement (1350 à 4,000 marcks), dans les contributions directes et indirectes, les services forestiers, les cultes, etc...

Il faut ajouter, pour tout mettre au point, que dans la plupart [illegible] nistrations de l'État, le sous-officier libéré débute par une e[illegible] modestement rétribuée et s'y doit résigner longtemps à une bas[illegible] Le colonel Stoffel, dans ses *Rapports militaires*, le [illegible] comme une des manifestations de l'esprit de [illegible] nation prussienne.

de 35 ans, si elle les trouve intelligents et instruits autant que disciplinés et loyaux.

Résultats obtenus en Allemagne. — Dans la réalité, d'ailleurs, en Allemagne comme en France, la carrière militaire du sous-officier n'est souvent, au point de vue de sa valeur individuelle, qu'une « succession de moins-values », et la sollicitude de l'État ne peut suppléer à cette infériorité pour assurer son avenir civil.

Aussi, l'emploi civil est-il refusé en Allemagne aux sous-officiers qui n'obtiendraient pas le certificat de conduite (*Führungs-Attest*) témoignant qu'ils ont déjà servi l'État, dans l'armée, d'une façon irréprochable.

Depuis quelques années, cependant, malgré une réglementation de plus en plus minutieuse et formelle, les statistiques accusent une disproportion assez grande entre le nombre des emplois réellement accessibles et celui des sous-officiers munis du certificat d'aptitude, candidats à ces emplois. D'après un article de notre *Revue militaire de l'Étranger* (mars 1902), « la « proportion des sous-officiers effectivement pourvus de ces « emplois, après leur libération, est d'environ un tiers ».

Symptômes d'une crise morale dans le corps des sous-officiers. — Il y a, dans cette constatation, le symptôme d'un danger d'autant plus grave que le sous-officier allemand, libéré à douze ans, sans retraite proportionnelle, n'a d'autre ressource que sa prime de 1250 francs et ne peut attendre longtemps son emploi civil.

Cette *insécurité* devait produire inévitablement une désaffection croissante pour la carrière de sous-officier. Une autre cause est venue s'y joindre. Les changements profonds introduits dans la vie sociale moderne et le développement intense du commerce et de l'industrie offrent des emplois à toutes les variétés d'aptitudes et à tous les degrés de capacités; les lois sociales tendent à procurer, à ces formes d'activité privées, des garanties de plus en plus grandes. Le courant régulier des rengagements a été ralenti par cette situation : néanmoins, les cadres ont pu être, jusqu'à présent, maintenus au complet, grâce à l'esprit militaire d'une nation depuis longtemps élevée dans le goût des armes. Mais on distingue dans les nouvelles générations et prin-

cipalement dans les classes sociales où s'alimente le corps des sous-officiers, une contre-tendance plus réaliste : les jeunes gens ambitieux se détournent de plus en plus d'une carrière qui se ferme sur un horizon bureaucratique en général bien étroit.

Aussi a-t-on pu reconnaître une moins-value qui s'accuse depuis quelques années dans la valeur générale des gradés subalternes de l'armée allemande. Il suffit de se rappeler tous les faits scandaleux de violence ou d'exploitation relevés à leur charge et qui ont été étalés, l'an dernier, dans des *procès militaires*. Le sous-officier allemand est resté sur la sellette devant l'opinion publique. La liberté d'écrire a franchi pour la première fois la porte des casernes. Dans deux romans, qui n'ont pas l'air de pamphlets[1], *Iéna oder Sedan* et *Zapfenstreich* (La Retraite), Beyerlein nous a peint des silhouettes inquiétantes ou odieuses de sous-officier.

L'opposition est frappante entre le sous-officier de vieille roche, modèle des qualités et des vertus professionnelles (*Volkhardt* dans *Zapfenstreich*, *Schumann* dans Iéna ou Sedan), et ceux de la jeune génération, où les meilleurs, d'une discipline inquiète, gagnés d'idées nouvelles, font de la propagande socialiste (*Helbig* et *Queiss*, dans *Zapfenstreich*)[2], et où les autres, les plus nombreux, ont de singulières façons de commander.

Car le véritable mal paraît être, en effet, un défaut d'antorité morale. Des écrivains militaires très écoutés (le colonel Gädke, le capitaine Clausen) ont montré qu'il n'est pas de vice organique

[1] On ne saurait accorder la même autorité ni la même portée à des romans plus audacieux, mais passionnés, comme *La Petite Garnison*, du lieutenant Bilse — qui a fait un si gros tapage — ou *Misère dorée*, du lieutenant Kraft. De même chez nous, des écrivains de l'Ecole réaliste ont pu exercer les procédés habituels de leur observation sur quelques abus commis dans le milieu de nos sous-officiers, sans produire le mouvement d'opinion provoqué en Allemagne par l'œuvre consciencieuse et modérée de Beyerlein : ainsi *Le Cavalier Miserey*, d'Abel Hermant, ou *Sous-Offs*, de Lucien Descaves, n'ont jamais, malgré le talent de leurs auteurs, trouvé crédit, au point de vue documentaire, auprès de l'opinion impartiale. C'est une constatation qu'il faut faire pour apprécier la valeur morale de nos gradés ; malgré le droit de punir qui leur est accordé, les faits d'exploitation, les dénis de justice sont restés des exceptions rares et isolées.

[2] Cet état d'esprit est étudié dans une brochure qui a pour titre : *Le Socialisme révolutionnaire dans l'Armée allemande* par un officier prussien (traduction française; Paris, librairie Eitel), qui tendrait à prouver que le commandement est le principal responsable de ce dangereux courant d'idées.

plus grave, dans les armées modernes, que l'autorité fondée sur la crainte ; la vigueur avec laquelle ont été poursuivis tous les actes de mauvais traitement des gradés, montre que le haut commandement a senti l'urgence de cette *réorganisation morale.*

Cette alerte aura eu pour effet d'appeler encore l'attention sur la question des sous-officiers. Le ministre de la guerre, général von Einem, dans les discussions au Reichstag a montré que la tâche des cadres était devenue plus rude par le service de deux ans, et que le *surmenage* imposé aux gradés suffisait à expliquer la *nervosité* dont quelques-uns ont fait preuve dans l'exercice de leur autorité[1]. Le Ministre a montré que le remède tenait à de nouveaux sacrifices budgétaires, qui permettraient de recruter des sujets capables à la fois de la vigueur physique et de l'ascendant moral qu'on réclame d'eux : « Le sous-officier d'au« jourd'hui, disait-il dans la séance du 2 décembre dernier, « doit être une personnalité qui sache ce que c'est que de « conduire l'homme de troupe. Nos hommes maintenant sont « en partie plus intelligents, plus ouverts, plus sensibles, en « partie aussi plus brutaux et plus mécontents ; nous avons à « compter avec des gens qui, dans leur for intérieur, ne se plient « qu'avec peine à la discipline, bien qu'extérieurement ils doi« vent s'y soumettre. *En conséquence, il nous faut demander « beaucoup plus à notre personnel instructeur*. Malheureusement « ce personnel n'est pas suffisant... Avec notre industrie si « développée, tout homme intelligent peut trouver un travail « rémunérateur, et ce ne sont pas les meilleurs qui restent à « l'armée. Nous devons donc faire tout ce qui est possible pour « assurer un sort aux sous-officiers. »

C'est l'argument favori du Ministre et du haut commandement dans le procès de tendances suscité l'année dernière, en Allemagne, par le renouvellement du quinquennat. Pour excuser la « nervosité » de certains officiers, le Ministre dit : « Je crois « qu'il faut en chercher la cause dans ce fait que les chefs « appelés à instruire la troupe ne savent pas comment ils s'y

---

[1] ... « Die erzietten Resultate der zweijährigen Dienstzeit, sind dürchaus befriedigende gewesen, aber doch nür erreicht *dürch Uebertragüngen des Ausbildungs Personals.* » (Le général d'Einem au Reichstag, séance du 2 décembre 1904.)

« prendront pour mener à bien cette instruction. Il leur manque « des instructeurs indispensables, et j'estime que c'est de ce « côté qu'il faut porter le remède ». Et, en raison de cette « tâche démesurément grossie », il conclut à la nécessité d'augmenter encore l'effectif des sous-officiers et d'améliorer leur solde.

Tous les écrivains militaires allemands, champions ou adversaires de la loi de deux ans, sont unanimes à réclamer cette *mesure de compensation.*

Le général von Bernhardi, après avoir combattu, dans une brochure fameuse[1] « la folie du nombre », ne cache pas son sentiment : « *La seule compensation à la réduction du service,* « dit-il, *consiste dans le renforcement des cadres.* »[2] De même le général von der Back écrit : « Parmi ces compensations, je « mets au premier rang l'augmentation du personnel d'instruc- « tion dans toutes les troupes où fonctionne le service de deux « ans, et je la demande, avant tout et d'une manière formelle, « pour l'infanterie. »

Conclusions. — Ainsi l'organisation allemande bien que sainement conçue et toujours rigoureusement appliquée dans l'intérêt de l'armée, après avoir donné des résultats remarquables, est devenue désormais trop faible pour le rôle qui lui incombe.

Cette *armature* que les cadres sont à une armée nationale, s'est faussée, en quelque sorte sous l'action de *causes qui ne sont pas spéciales* à l'Allemagne ; car les réflexions du général d'Einem, que nous venons de citer, conviennent également à notre situation.

Ces causes sont la prolongation de la paix armée, le progrès industriel, l'évolution sociale et enfin, c'est la cause prépondérante, la réduction du service à deux ans, c'est-à-dire la durée-limite qu'on puisse appliquer aux armées actuelles, car au-dessous on arrive aux milices.

---

[1] *Die Gefahr der Zahlenwuth* (Le Danger de la Folie du nombre).

[2] *Die Elemente des modernen Kriegs* (Les Eléments de la guerre moderne, Conférence faite à la Société militaire de Berlin le 9 février 189-).

[3] Cf. également : *Die zweijährige Dienstzeit und ihre Ergebnisse* (Le Service de deux ans et ses Résultats), du général von Bogulawski ; Militärische Zeitfragen, Heft IV. Berlin, libr. Bath).

L'appréhension qu'on avait, en Allemagne, sur les résultats d'une instruction plus intensive, dans les conditions actuelles de l'armée, se trahit par la prudence extrême avec laquelle le service de deux ans y a été introduit[1].

Nous allons aborder le même problème, mais avec moins de précautions. Notre personnel instructeur sera-t-il à la hauteur de cette ***initiative hardie*** ?

Il est malaisé de répondre, même au terme de cette étude inspirée par cette préoccupation. Sans doute nous avons recueilli des éléments d'appréciation nombreux, et leur ensemble est défavorable. Mais nous avons pu constater, d'autre part, dans l'armée allemande, en dépit d'une supériorité indiscutable d'organisation, un vice d'autorité et par suite de graves mécomptes qui nous ont été épargnés.

Il y a donc, dans nos cadres subalternes, des ***ressources*** qu'une stricte étude d'organisation ne révèle pas. C'est que nous avons pu surtout mesurer et comparer des facteurs matériels de la valeur du sous-officier. Tout commandement comporte, en outre et au-dessus, des éléments moraux : ce que Napoléon appelait la « partie divine ». Cette partie divine du commandement varie comme l'âme de chaque peuple, et elle donne à chaque armée un « ***tempérament*** » ***d'autorité comme de discipline*** qui lui est propre.

Il suit de là que les procédés, les méthodes et même les lois de l'organisation matérielle n'ont pas de vertu ***à priori***. Il faut les adapter, les mettre en harmonie avec ce qu'on pourrait appeler

---

[1] Il n'est définitif, en effet, que depuis la loi du 15 avril 1905, qui fixe l'effectif de paix pour l'armée allemande, jusqu'en 1910. La première loi sur le *Quinquennat* du 15 juillet 1893, stipulait l'envoi en congé au bout de deux ans des soldats des troupes à pied, afin de pouvoir y instruire un excédent de 70,000 hommes (dont 10,000 sous-officiers). Malgré cette réduction, l'effectif de paix de l'armée allemande est passé de 487,000 (1893) à 495,000 hommes (1899) dans cette première période quinquennale. Néanmoins le service de deux ans a encore gardé ce caractère provisoire dans la période suivante (1899-1904), qui accuse une nouvelle augmentation de 10,000 hommes. Le jugement d'ensemble sur cet essai de dix ans est résumé dans cette phrase du Ministre de la guerre : « Malgré le surcroît de travail pour les cadres, l'instruction a pu être donnée dans de bonnes conditions. » Le budget des rengagements a suivi une progression continue : la loi de 1904 prévoit 750 emplois de sous-officiers de plus qu'en 1899.

la ***condition de milieu*** de chaque armée. Mais nous avons pris pour modèle l'Allemagne, parce que ce peuple a le privilège de savoir préparer la guerre dans les longues périodes de paix (1815-1864) et qu'il a, mieux que nous, le sens des réalités et l'esprit de suite nécessaires à cette ***industrie nationale***.

Nous avons découvert en effet, dans l'armée allemande, une organisation de cadres subalternes qui est ***logique et forte***. Nous devons fonder la nôtre sur des ***principes*** analogues.

Mais ce serait une erreur, cependant, de calquer sur le modèle allemand le sous-officier de notre armée de demain. Il faut lui garder sa ***nationalité***.

Il n'est pas, à ce point de vue, d'exemple plus significatif que celui de l'Italie, soumise à l'influence militaire de l'Allemagne : elle a voulu, pour s'organiser plus vite, adopter de toutes pièces les institutions allemandes. Pour les cadres subalternes, la mésaventure a été cruelle, et il est bon d'y insister pour notre propre expérience. Nous y trouverons un enseignement tout négatif, montrant surtout ce qu'il ne faut pas faire, mais qui peut avoir son prix pour nous.

Organisation italienne.

Modes de recrutement. — En Italie, les sous-officiers proviennent :

1° Des caporaux ayant dix-huit mois de service dans les corps de troupe;

2° Des élèves-sous-officiers admis et formés dans des *pelotons* (escadrons ou batteries) *d'instruction* organisés auprès de certains corps de troupe, et analogues à nos anciens pelotons d'élèves-caporaux.

On voit que l'Italie utilise simultanément les deux méthodes de formation des gradés.

Les pelotons d'instruction reçoivent, sur leur demande, des volontaires ou des appelés. Les uns et les autres contractent, en entrant, l'engagement de servir cinq ans. La durée des cours est de douze mois : au bout des six premiers, les élèves qui ont fait preuve d'une aptitude suffisante sont nommés caporaux,

puis, au bout d'un an, après examen, promus sergents et répartis entre les régiments. Les élèves jugés insuffisants sont renvoyés dans les corps de troupe. Cette organisation a été consacrée par la loi sur le recrutement du 6 août 1888, qui fixe à deux ans et demi la durée du service dans les troupes à pied (trois ans et demi dans les troupes à cheval).

L'Italie, à cette époque, croyant y trouver la formule de sa grandeur militaire, imitait aveuglément les méthodes allemandes. Il y a des principes en matière d'organisation, mais il faut, dans leur application, faire une place très grande aux conditions sociales et économiques.

Ainsi la formation d'une partie des sous-officiers par des unités organiques spéciales appelées *corps d'instruction* a été loin de donner, en Italie, des résultats aussi heureux que les écoles instituées en Allemagne.

Par suite de l'engagement pour cinq ans imposé à l'entrée, les candidats ont été peu nombreux; il a fallu en ouvrir la porte toute large et, sous peine d'obtenir les plus médiocres résultats, établir une sélection minutieuse à la sortie. On a institué, à cet effet, des commissions d'examen dans les corps d'armée sur les territoires desquels sont situés les corps d'instruction.

La composition et le fonctionnement de ces commissions étaient reglementés très rigoureusement. Mais on sent bien que la véritable élimination doit pouvoir se faire à l'entrée, et qu'il faut, pour avoir de nombreux candidats, étudier surtout les éléments propres à solliciter leurs goûts et leur ambition.

Aussi les corps d'instruction ont-ils été supprimés.

Condition du sous-officier en Italie. — Déjà, sous le régime de la loi de 1874, l'armée italienne avait souffert de la pénurie du recrutement et de l'incapacité de ses cadres subalternes. Mais on avait cru le mal conjuré par une loi du 8 juillet 1883, sur l'état des sous-officiers, qui créait une carrière de rengagé, du modèle de luxe!... C'est à cette époque qu'un écrivain allemand, étudiant la crise du sous-officier dans les armées européennes, prétendait résumer la question et donner le secret de la supériorité de son pays sous cette forme piquante : « *Vous voulez de bons sous-officiers ? — La main à la poche !.....* »

Législation de 1883. — La loi italienne de 1883[1] appliquait résolument cette formule : La carrière du sous-officier commençait par un premier engagement réduit de huit à cinq ans, et se développait jusqu'à douze ans de service par cinq rengagements successifs, le premier de trois ans, les quatre autres d'un an. Chacun de ces rengagements donnait droit à un supplément de solde. Après douze années de service, le rengagé avait droit à un emploi civil comportant un traitement minimum de 900 francs dans une administration de l'État ou une compagnie de chemins de fer, et à une indemnité de 2,000 francs, acquise dans tous les cas.

Il pouvait *attendre sous les drapeaux*, sans rien perdre de ses droits, *la vacance d'emploi civil*. L'État se portait ainsi garant, pécuniairement, de l'exécution d'une promesse bien téméraire.

Le rengagé pouvait aussi prolonger volontairement son service : il était autorisé à contracter huit rengagements d'un an avec nouveaux accroissements à la haute paye; à vingt ans de service, il avait droit à une retraite proportionnelle qui s'ajoutait à tous les autres droits acquis.

Bref, la loi de 1883 renchérissait sur les avantages pécuniaires accordés en Allemagne. L'Italien est, en effet, plus accessible aux attraits d'ordre spéculatif qu'aux prérogatives militaires d'ordre moral.

Causes de son échec. — Malheureusement, la loi de 1883 n'était pas née viable ; en promettant inconsidérément plus qu'il ne pouvait, l'État italien devait, soit faire faillite à ses engagements, soit se mettre sur les bras, avec ses sous-officiers, « une véritable armée de créanciers nationaux ».

La réalité des faits ne tarda pas à confirmer ces fâcheux pronostics : dès le 1er juillet 1884, six mois après la mise en application de la loi, 324 candidats, en instance d'emploi civil, commençaient à encombrer le débouché des cadres subalternes et à grever le budget italien. Malgré des réglementations destinées à corriger ce vice originel de la loi, on a vu croître d'une façon continue le chiffre des sous-officiers vieillis et mécontents,

[1] Cf. *Revue militaire de l'Étranger*, du 1er décembre 18..

de plus en plus déçus sur la réalité de l'emploi civil, qui restaient sous les drapeaux jusqu'à leur retraite, pendant vingt ans.

La lenteur d'avancement décourageait les cadres plus jeunes, et c'est ainsi qu'après avoir consenti des sacrifices budgétaires disproportionnés, la réforme italienne de 1883 *compromettait à la fois l'intérêt de l'armée, celui de l'État et même celui des rengagés.*

On peut mesurer la portée d'une telle erreur de principe par les chiffres suivants qui donnent le rendement et le « déchet » de la loi dix-huit ans après son application : L'armée italienne, au 1er juillet 1901, comptait *6,256* sous-officiers rengagés (dont 3,604 dans l'infanterie) ; sur ce chiffre, 1652 étaient rengagés après cinq ans de service, 1867 après huit ans, *2,737 après douze ans* ; ce dernier nombre représentait les « clients de l'État » !

Loi du 1er juillet 1902. — L'opinion ne pouvait rester indifférente à une situation aussi grave à tous les points de vue : il n'y avait d'autre issue que d'abroger la loi de 1883. Le projet d'une loi nouvelle sur l'état des sous-officiers a été présenté en novembre 1901 par le ministre de la guerre, général Ponza di San-Martino. Malgré des divergences de vues entre la Chambre et le Sénat, tout le monde était d'accord sur l'extrême urgence de cette réforme : aussi la nouvelle loi italienne a-t-elle été définitivement votée *le 1er juillet 1902*, en sept mois [1].

S'inspirant de l'expérience cruellement acquise, le rapporteur s'est imposé comme pensée maîtresse de limiter le nombre des sous-officiers qui atteindront les grades supérieurs de la hiérarchie subalterne (*Foriere :* sergent-major, et *Foriere-maggiore :* adjudant).

C'est le principe de l'élimination dont nous avons déjà parlé et qui n'a pas été admis dans notre loi de deux ans (Amendement Gotteron).

Une première *élimination*, équitable et facile, est opérée au moment où le sous-officier termine son temps de service, et, dans ce but, la durée d'engagement de l'élève-sergent (qui a été successivement de huit ans en 1874 et cinq ans en 1883), est

---

[1] Cf. *Revue militaire des Armées étrangères*, septembre 1902.

abaissée à trois ans. On espère ainsi solliciter les vocations hésitantes en ne leur imposant qu'une durée de service à peine supérieure à l'obligation légale.

D'autre part, cette mesure atténuera les scrupules qu'éprouvait souvent l'autorité militaire, à repousser la première demande de rengagement du jeune sous-officier. Le rapporteur montre très justement que n'ayant pas eu le courage d'écarter à ce moment les sujets médiocres, l'armée contractait, en quelque sorte, l'obligation de les admettre aux rengagements successifs.

Après cette première élimination, une nouvelle ***sélection***, opérée vers le milieu de la carrière du sous-officier, ouvrira aux mieux notés seulement l'accès vers la catégorie supérieure des cadres subalternes. Cette sélection s'opère en donnant aux sous-officiers la possibilité de quitter l'armée après huit ans de service sans abandonner leurs droits acquis.

Enfin, au lieu de promettre un ***emploi civil*** à tout sous-officier qui aura accompli douze ans de service, la loi ne s'engage à ***accorder cet emploi qu'à ceux, qui, à cause de leur inaptitude*** ou par suite de l'absence de vacances dans le cadre des rengagés, ne pourraient plus être maintenus sous les drapeaux. « Cette « disposition légale, qui supprime la dangereuse accumulation « des demandes d'emploi, offre en outre l'avantage, en rendant « la carrière de sous-officier autonome et indépendante, de « donner son véritable caractère à la loi; celle-ci ne doit pas « obliger les rengagés à abandonner l'armée à un âge où ils « peuvent encore y rendre des services pour chercher dans un « emploi civil la garantie de leur existence. Ce débouché latéral « doit être l'exception : le sous-officier doit pouvoir, au con- « traire, trouver, dans le développement naturel de sa propre « carrière, la satisfaction de ses droits jusqu'au moment où la « pension qui lui est due, lui permet de jouir d'un repos bien « gagné »[1].

On voit que la loi du 1er juillet 1902 constituera les cadres rengagés de l'armée italienne avec ***deux éléments distincts :*** l'un, jeune et périodiquement renouvelable, formera la classe des sergents. Cette première phase de la carrière comporte une durée

[1] *Revue militaire des Armées étrangères*, septembre 1902.

de service de trois à huit ans formée par des rengagements successifs d'un an. Le deuxième élément, pour ainsi dire permanent, est constitué par les rengagés à haute paye ; c'est la deuxième phase de la carrière de sous-officier de douze à vingt-cinq ans de service. A cette catégorie sont dévolus les grades de « *foriere* » et de « *foriere-maggiore* » ; la loi institue en outre *à la tête de la hiérarchie* des sous-officiers le grade de *maresciallo* (maréchal des logis), qui est conféré *exclusivement au choix* et qui existe déjà dans le corps des carabiniers.

Ce principe de la sélection par catégorie a permis de graduer les *avantages pécuniaires* de façon à relever sensiblement le traitement après huit ans. Ainsi il est payé pour la première période d'engagement (trois ans) une indemnité de 1000 francs ; pour les engagements suivants jusqu'à huit ans, cette indemnité s'accroît de 250 francs par an ; au delà de cinq ans commence le droit à des hautes payes annuelles échelonnées jusqu'à la retraite.

La loi a été mise en vigueur le 1er juillet 1903. On ne peut donc pas apprécier encore son rendement, d'autant plus qu'il faut d'abord liquider le *passif* de la loi précédente, c'est-à-dire l'encombrement au débouché de la carrière. Cette préoccupation qui conduisait à diminuer le plus possible pour l'avenir les promesses d'emplois civils, aura peut-être un effet fâcheux pour l'intérêt de l'armée : la loi favorise, en effet, le maintien dans les cadres jusqu'à leur retraite (vingt-cinq ans) des sous-officiers de la deuxième catégorie, et prolonge même leur carrière d'un nouveau grade. Il est vrai que ces sous-officiers pourront être choisis avec soin parmi ceux qui présentent au point de vue physique et moral toutes les garanties voulues.

Conclusion

Cet aperçu de l'organisation italienne nous conduit au terme de cette étude. L'expérience de nos « frères latins » doit mettre au point le rapprochement que nous avons fait entre les institutions allemandes et les nôtres, et servir de correctif aux conclusions qu'on en peut tirer.

Mais s'il est dangereux de copier, de « démarquer » le modèle

allemand, il est permis, il est même nécessaire de le méditer beaucoup. Il nous apprend le principe de toutes les institutions militaires modernes : que « pour être une nation armée vraiment forte, il faut être une *nation militaire* », selon le mot de Cherbuliez ; ce que von der Goltz explique ainsi : « Le problème « est actuellement d'amener un peuple à baser son existence « même sur son organisation militaire, sans qu'elles s'entravent « l'une l'autre »[1].

L'armée devient, dès lors, « l'axe de l'activité d'un peuple », « elle n'est pas tout, mais la condition de tout ».

Cette conception est une base solide pour fonder les organes qui sont nécessaires à cette armée ; c'est en particulier le secret de force des cadres subalternes dans l'armée allemande.

Il nous faut remonter à ce principe, puisque nous allons, par le service de deux ans, réaliser les premiers la *nation armée intégrale*, débarrassée des restrictions et des tempéraments.

Toutes nos institutions militaires doivent participer d'une évolution si résolue, qui ne saurait, sans danger, être localisée.

L'organisation de nos cadres subalternes, en particulier, doit dépasser les demi-mesures, les *transactions* où elle s'est attardée, — et qui l'affaiblissent gravement, — pour être mise au niveau des exigences du nouveau mode de recrutement.

Nous avons essayé de déduire logiquement de ce point de départ le programme d'une telle réorganisation. Mais c'est un problème complexe quand on l'étudie d'un peu près. Nous nous sommes borné à l'analyse de ses données. Il restera à faire la tâche plus délicate qui est de combiner les éléments fournis par cette analyse, pour faire, en quelque sorte, la synthèse du sous-officier nécessaire à notre armée nationale.

Ce travail aurait pour expression définitive une *loi sur l'état des sous-officiers*, distincte de notre loi de recrutement. Notre ambition serait d'en avoir montré la nécessité et d'avoir apporté quelques éléments d'information préalable.

Résumé. — Il ne nous reste qu'à les ramasser et à montrer la suite d'idées qui forme la trame de cette étude assez confuse.

---

[1] *La Nation armée.*

La question s'est posée ainsi : Constituer dans l'armée nouvelle un cadre de sous-officiers en qui soient réunies les qualités si diverses *d'instructeur* et de *chef* que cette armée va réclamer d'eux.

L'analyse théorique de leur double fonction dans la paix armée et la guerre nationale, impose trois exigences fondamentales : un choix judicieux, un progrès continu des aptitudes discernées et dirigées vers les qualités nécessaires, enfin une certaine durée de service pour leur mise en œuvre : ***des vocations, leur formation, leur utilisation.***

Ce dernier élément ouvre un nouveau problème : le rengagement.

Il met en présence les intérêts de l'État, de l'armée et du gradé. Nous avons vu que sur toutes les questions d'ordre matériel ces intérêts sont divisés et contradictoires.

Ils se concilient, au contraire, si l'on poursuit tous les moyens qui tendent à ***relever la condition morale du sous-officier.***

Celle-ci a sa source dans la conception nouvelle de l'armée devenue, dans la Nation, l'école du devoir militaire.

L'État a mis toute sa sollicitude depuis 30 ans à nous donner des instituteurs nationaux : le ***sous-officier national,*** qui continue, en collaboration avec l'officier, la tâche de l'instituteur et qui est, de plus, une force indispensable à la guerre, n'a-t-il pas droit à une égale considération ?

L'État doit donc se résoudre aux charges croissantes, indispensables pour préparer au sous-officier dans l'armée, une condition à la mesure de son rôle, et ensuite la sécurité réelle de son avenir civil.

Pour soutenir la vue de cette nécessité, comme de tous les autres sacrifices qui résultent de la paix armée, il faut se souvenir qu'il ne peut y avoir, désormais, d'organisations militaires à bon marché, ou plutôt que ce sont celles qui coûtent le plus cher !... C'est une vérité banale, mais une perspective pénible et l'on s'en détourne instinctivement. Il faut alors chercher un nouvel enseignement dans les dépenses militaires de l'Allemagne, et à son exemple « industrialiser » la préparation de la guerre, regarder vers les exemples historiques où elle trempe sa persévérance, et qui sont aussi une leçon pour notre inquiétude :

l'armée prussienne, après un demi-siècle de paix armée employé à forger l'instrument de ses victoires, n'a-t-elle pas ensuite fait œuvre productive, de 1864 à 1870 ?

C'est à l'*armée* ensuite qu'il appartiendra de procurer au sous-officier les autres éléments de sa condition : une fonction bien définie et personnelle; la pratique de l'initiative et de la responsabilité ; des *stimulants* comme le rengagement de courte durée, l'avancement, la solde bien progressive; la préparation de l'emploi civil ; enfin cette force incomparable, l'*homogénéité*, que nous n'avons pas encore, et sans laquelle il ne peut y avoir ni un corps ni une carrière de sous-officiers.

Nous avons pu entrevoir alors le *terrain d'entente*, qui donnera à l'armée des gradés expérimentés, vigoureux et fiers de leur état ; à la nation, des serviteurs civils ; à l'une et à l'autre, en temps de guerre, un noyau solide pour l'encadrement des réserves.

Voilà par quelle combinaison des éléments matériels et moraux nous pourrons donner, à notre armée du service de deux ans, le sous-officier dont elle a besoin. Ne comptons pas, pour y suppléer, sur nos dons guerriers : en temps de paix, il faut être « plus militaire que guerrier », et c'est pour cela que nous allons chercher en Allemagne des leçons d'organisation. C'est le seul moyen pour nous de donner encore dans l'avenir des leçons de tactique et de stratégie [1].

Rappelons-nous aussi, à ce sujet, les exemples de notre histoire. Carnot a pu « organiser des victoires » avec les premiers soldats nationaux de la Révolution, qui par leurs faiblesses comme par leurs qualités, et par leur nombre même, sont bien les ancêtres de nos soldats d'aujourd'hui et de demain. Mais ces soldats étaient fortement encadrés, « amalgamés », dans une armée de professionnels; ils avaient confiance en des chefs éprouvés et l'élan des soldats n'a été irrésistible que lorsqu'il a été *discipliné*, *multiplié*, par l'action de ces chefs. Même miracle en 1813 et 1814 où des conscrits — des enfants ! — jetés sans préparation dans de rudes batailles, mais côte à côte avec leurs

---

[1] Cette pensée sert de thème à une brochure du général von Pelet-Narbonne, et apparaît dès le titre, sans qu'il soit même besoin de le traduire : *Organisieren, oder improvisieren* (Militärische Zeitfragen, I. ; Berlin, chez Bath).

anciens et leurs gradés, — les conquérants de l'Europe, — galvanisés par ce contact, ont écrit avec leur sang, pour finir l'épopée, une page sublime !

Le problème est encore aujourd'hui de réaliser cet *amalgame;* et si nous devions, à l'appui de cette conclusion, chercher un enseignement plus proche et plus douloureux, il faut encore le demander à l'Allemagne. Pendant les négociations de Sedan, le 2 septembre, Bismarck dit au général de Wimpfen [1] ces mots que devaient justifier les efforts héroïques, mais stériles de notre guerre en province, et qui se placent naturellement au terme de cette étude :

« *Nous savons bien qu'en France on forme vite des soldats; mais ce qu'on ne peut faire sortir de terre, c'est un corps de bons officiers, et de bons sous-officiers.* »

L. Romieu,
Lieutenant au 122e rég. d'infanterie.

---

[1] Notes prises par le capitaine d'Orcet qui assistait aux négociations.



LES LIVRES MILITAIRES

Publication de la Section historique de l'État-Major de l'Armée. — La Campagne de 1794 à l'Armée du Nord. — 1re partie : *Organisation.* — Tome II : Cavalerie — Artillerie — Aérostation — Génie, par le colonel H. COUTANCEAU, commandant le 3e régiment du génie. — **1 vol. gr. in-8. — Paris, R. Chapelot et Ce.**

Dans ce second volume, l'ancien directeur de la Section historique de l'Etat-Major de l'Armée expose l'organisation des armes autres que l'infanterie, en 1794.

De cette étude ressort, d'après l'auteur, la nécessité de préparer la cavalerie par un service prolongé; de diviser l'artillerie de campagne en deux catégories distinctes; de renoncer à l'idée de fusionner les deux armes dites savantes; de préparer toute troupe à l'exécution rapide des travaux de fortification du champ de bataille; d'allier intimement la téléphonie à l'aérostation, etc.

A côté de ces conclusions, applicables à l'état actuel des choses, on trouvera des considérations rétrospectives du plus haut intérêt historique; on verra les origines curieuses de l'artillerie à cheval; on constatera que la question de l'obusier, cette question que l'on croit d'hier, remonte à plus d'un siècle, et aussi celle du forcement des projectiles, celle des rayures, celle des obus oblongs, celle du commandement supérieur du groupe de places fortes, et une foule d'autres.

Les analogies qu'on relève entre l'organisation d'aujourd'hui et celle de 1794 s'étendent non seulement aux troupes combattantes et aux services de l'avant, mais encore à ceux de l'arrière.

Comme on l'a dit, l'histoire est un perpétuel recommencement. Le passé contient l'avenir. Aussi, n'est-ce pas un vain travail de l'étudier ce passé, et le livre savant, substantiel et documenté du colonel Coutanceau se trouve ainsi joindre à son mérite intrinsèque un réel intérêt d'actualité. — B. M.

Publication de la Section historique de l'Etat-Major de l'Armée. — Les Campagnes du Maréchal de Saxe. — 3e partie : *Fontenoy*. par J. COLIN, capitaine d'artillerie breveté à la Section historique de l'Etat-Major de l'Armée. — **1 vol. in-8, avec 4 cartes et une vue panoramique. — Paris, R. Chapelot et Ce.**

Voici que paraît enfin l'histoire impartiale et détaillée de Fontenoy. Fontenoy! La grande victoire du règne de Louis XV, la plus glorieuse que nos armes eussent remportée depuis Denain, la première défaite qu'elles eussent infligée aux Anglais depuis la guerre de Cent Ans! Ses péripéties chevaleresques, la bravoure superbe que les deux partis y déployèrent, l'incertitude qui pesa si longtemps sur son issue, l'éclair

de grandeur que le roi y montra, le ferme génie grâce auquel Maurice de Saxe, mourant, s'en assura le succès, tous ces traits ont donné à cette bataille un relief particulier dans l'histoire.

Avec le talent qu'on lui connaît, l'auteur a dégagé, dans un écrit rapide, clair et de forme élégante, la personnalité militaire, si l'on peut dire, de la bataille de Fontenoy. Elle fut tout entière l'œuvre du maréchal de Saxe, le cas concret par lequel se vérifièrent les idées émises vingt-trois ans plus tôt dans les « Rêveries ». En partant pour faire le siège de Tournay, Maurice de Saxe sait qu'il lui faudra soutenir une bataille rangée sur la rive droite de l'Escaut. Le jour venu, il est plein de confiance, car il a étudié « depuis plusieurs semaines, plusieurs mois peut-être, les mesures à prendre en pareil cas, et jamais bataille n'a été livrée dans des conditions plus exactement prévues que celle de Fontenoy ». Il attend sûrement l'ennemi par le bas Escaut, et fidèle à sa haine du « retranchement continu », il a appuyé son armée à trois points fortement organisés : Antoing, Fontenoy, les bois de Barry et leur redoute. Une fois engagés dans ces coulées qui séparent ces puissants bastions, les alliés seront décimés sur place; il suffira d'un choc vigoureux pour les mettre en déroute. Voilà tout Fontenoy. A quelques détails près, la bataille se déroula comme l'avait prévu le maréchal. C'est à lui seul que revient le mérite de la victoire, quoi qu'en aient dit ou fait dire les Noailles, les d'Estrées, les Richelieu, les Valfons et autres « mouches du coche » de moindre importance. — B. M.

Les Armées et les Flottes militaires de tous les Etats du Monde. Composition et répartition en 1905. — 1 vol. in 8. — Paris, Berger-Levrault et Ce.

Les ouvrages destinés à faire connaître l'organisation des grandes armées ne font assurément défaut dans aucun pays, ni dans aucune langue; mais il n'en existe guère qui embrassent *les forces militaires et maritimes de tous les Etats du monde*, petits et grands, et il en est encore moins qui soient tenus soigneusement au courant des modifications continuellement apportées à leur constitution et à leur répartition.

Aussi croyons-nous que c'est rendre service à tous ceux que ces fluctuations intéressent, soit par elles-mêmes, soit par leurs conséquences, que de publier chaque année ce résumé précis, clair et complet dans sa concision indispensable de l' « état militaire » de tous les pays, tant européens qu'extra-européens.

Nous n'avons pas besoin d'insister sur l'importance et l'intérêt d'une publication à la première édition de laquelle il a été fait, déjà l'an dernier, un accueil empressé. — P.

Le Propriétaire-Gérant : R. Chapelot.

Paris. — Imprimerie R. Chapelot et Ce, rue Christine, 2.

JOURNAL

DES

SCIENCES MILITAIRES.

REVUE MILITAIRE FRANÇAISE.

Décembre 1905

A NOS LECTEURS

Le *Journal des Sciences militaires* se propose de suivre dorénavant, de mois en mois, le mouvement des choses de l'armée tant en France qu'à l'Étranger. Il lui a semblé impossible, en effet, de négliger les événements ambiants. Ceux-ci ont de telles répercussions sur les institutions et les mœurs que l'on ne peut, que l'on ne doit pas y rester indifférent. Sans sortir du calme qui convient à la science en général, et aux sciences militaires en particulier, il y a intérêt à s'occuper de l'actualité.

S'en occuper, rester moins étranger au présent, c'est donner aux périodiques une vie plus intensive. C'est encore détruire cette conception que, passant à côté des faits journaliers sans y porter ses regards, le périodique n'est qu'un livre qui traite de sujets variés, un recueil d'articles dont certains, il est vrai, sont d'actualité réelle, mais dont les autres auraient pu paraître plus tôt, ou voir, sans inconvénient, le jour ultérieurement.

Le *Journal des Sciences militaires* a toujours tenu à publier, et de suite, des études sur les grandes questions à l'ordre du

jour, et il a acquis par là une influence légitime. Mais lorsque l'on veut intéresser, que l'on cherche à exercer une action, et une action utile, on ne peut se cantonner dans des travaux d'envergure, purement historiques, ou exclusivement théoriques.

Aussi notre intention est-elle, tout en conservant au *Journal des Sciences militaires* les caractères qui lui ont assuré la place qu'il occupe dans la presse technique et professionnelle, de le rapprocher davantage du présent. C'est à quoi tendront, en particulier, les causeries mensuelles que nous allons inaugurer.

Elles porteront surtout sur les faits ; mais, bien entendu, sans entrer dans les détails. Le cadre forcément restreint à donner à cette chronique ne s'y prêterait pas. A notre époque, le progrès est si rapide que, chaque jour, dans quelque pays, d'importants changements s'opèrent : c'est l'outillage qu'on modifie, ce sont les lois que l'on abroge, ce sont les institutions qui évoluent ou les mœurs qui se transforment. La tâche sera déjà assez ardue de noter au passage, pour l'exposer et le commenter, ce qui paraîtra mériter une mention.

L'expression de « commentaire » ne doit pas nous égarer. Il ne s'agit pas de faire la critique des innovations introduites dans l'armée, mais d'en expliquer brièvement — d'un mot, si possible, — le sens et la portée. Une énumération sèche serait déplacée ; de copieuses dissertations ne le seraient pas moins. A grands traits, les chroniques mensuelles résumeront ce qui sera survenu d'important, sans préjudice des articles de fond qui seront, comme maintenant, consacrés aux questions particulièrement intéressantes. Ainsi on pourra suivre soit le mouvement des idées, soit les progrès effectués dans le matériel ou la réglementation. Le chemin sera jalonné, et la collection du *Journal des Sciences militaires* fournira pour l'avenir un memento chronologique ; le lecteur pourra facilement y retrouver les faits saillants à la date où ils se sont passés.

* *
*

Il a paru également à la Direction qu'une Revue aussi répandue que le *Journal des Sciences militaires* ne pouvait rester complètement étrangère au mouvement général de la littérature et des idées. A l'avenir donc, la rubrique bibliographique sera

étendue et énergie. Elle comportera une courte *Revue des revues* et une rapide *Revue des Livres*, non plus uniquement de science, d'art et d'histoire militaires. Cette nouvelle rubrique sera tout à fait indépendante de la rubrique actuelle *Les Livres militaires* qui conserve toute son importance. Il va de soi que la rédaction en sera assurée par les collaborateurs les plus aptes, qu'elle se bornera aux œuvres de réelle portée et à celles qui, pour quelque raison, intéressent spécialement nos lecteurs.

Nous savons que non seulement nous donnons ainsi satisfaction à un désir exprimé par beaucoup de nos abonnés, mais que tous les officiers nous seront reconnaissants de leur offrir, dans cette Revue qui leur est familière, et comme délassement à la lecture de travaux techniques, une vue d'ensemble sur toutes les branches de l'activité de l'esprit.

LE COMITÉ DE RÉDACTION.

CRITIQUE STRATÉGIQUE

DE LA

GUERRE FRANCO-ALLEMANDE

LES ARMÉES EN PRÉSENCE.

II.

LES PLANS DE CAMPAGNE.

Pendant les années qui ont précédé 1870, on n'avait pas manqué en France d'envisager l'éventualité d'une guerre avec la Prusse. Tandis qu'on s'efforçait d'améliorer l'organisation de l'armée, on songeait aussi à la manière de conduire les opérations militaires. Parmi les projets qui ont attiré l'attention de l'empereur et des chefs de l'armée, on doit signaler surtout celui du général Frossard, rédigé au mois de mai 1867.

L'auteur se demande d'abord quel genre de guerre on aura à faire; devra-t-on attaquer, ou faudra-t-il se défendre? Considérant l'état des esprits en Prusse et les perfectionnements déjà apportés aux préparatifs de l'armée prussienne, il est d'avis que nous devons craindre d'être prévenus, et que par conséquent c'est surtout la guerre défensive qu'il faut préparer.

Ces vues étaient justes et conformes aux moyens des deux pays. Mais la guerre défensive, par son essence même, conduit à des opérations subordonnées. Les dispositions de la défense

[1] Voir les livraisons de 1905.

doivent dépendre de celles de l'attaque. Pour résoudre la question d'une manière judicieuse, il fallait donc d'abord se demander comment les Prussiens prononceraient leur offensive.

Le général Frossard admet qu'ils disposent de 460,000 hommes, qui serviront à constituer cinq armées, et que ces armées chercheront à pénétrer en France par autant de lignes d'opérations. La principale, forte de 160,000 hommes, se formerait sur la rive droite de la Sarre et en déboucherait par Sarrelouis, Sarrebruck et Sarreguemines pour pénétrer en Lorraine.

A sa droite une armée de 70,000 hommes serait réunie sur la rive gauche de la Moselle et marcherait à travers le Luxembourg sur Longwy.

Plus à droite, une troisième armée de 80,000 hommes, formée à Cologne et Dusseldorf, pourrait s'avancer à travers la Belgique pour envahir le nord de la France ; mais cela suppose que les Allemands seraient disposés à violer le territoire de pays neutres, et ce n'est nullement certain.

A gauche de l'armée principale une armée de 80,000 hommes déboucherait de la Lauter ayant pour objectif l'Alsace.

Enfin, à l'extrême gauche, une cinquième armée, forte de 70,000 hommes, passant le Rhin à Bâle, se dirigerait sur la trouée de Belfort.

On se demande ce qui a pu amener le général Frossard à s'arrêter à de pareilles suppositions. Si elles avaient eu pour base quelques renseignements puisés chez les Allemands, on concevrait à la rigueur qu'on ait pu en envisager l'éventualité ; mais certainement rien de semblable ne s'est passé, car les Allemands n'ont jamais eu l'idée de chercher à envahir la France en dispersant leurs forces de Bâle à Namur.

Il faut donc reconnaître que le général Frossard a tiré son hypothèse tout entière de son cerveau, et, s'il l'a prêtée aux Allemands, c'est que sans doute il l'aurait adoptée s'il eût été à leur place.

La solution qu'il propose pour résister à une pareille attaque est digne de l'hypothèse.

Au lieu de profiter de la dispersion de l'ennemi pour tomber sur sa principale armée, avec le gros de nos forces, il ne trouve rien de mieux que d'opposer, à chaque armée allemande, une armée française.

Il admet que nous disposerons de 440,000 hommes. Au centre, nous aurons une armée de la Moselle forte de 140,000 hommes, divisée en deux parties : 80,000 hommes vis-à-vis de Sarrebruck et 60,000 vers Thionville; dans le Nord, une armée de 60,000 hommes; sur la Lauter 70,000 hommes; à l'extrême droite, dans la haute Alsace, 60,000 hommes; enfin une armée de 120,000 hommes doit se réunir à Reims et Châlons pour servir de réserve.

A part cette réserve qui ne serait jamais arrivée assez vite pour secourir en temps utile n'importe laquelle des autres armées, le général Frossard, en somme, partage nos forces à peu près proportionnellement à celles de l'ennemi, et, comme nous étions inférieurs dans l'ensemble, nous devions l'être aussi sur tous les points. C'était le plus sûr moyen de se faire battre partout.

On ne comprend vraiment pas comment à la suite des campagnes de Napoléon et des écrits de Jomini, de pareilles idées ont pu germer dans la cervelle d'un général français. Nous pourrions à la rigueur nous en tenir là et éviter d'entrer dans les détails de ce projet d'opérations ; mais, comme nous n'avons aucun parti pris, nous allons nous arrêter sur quelques points, qui, croyons-nous, méritaient d'être pris en considération; car la valeur des propositions de détails que l'auteur a présentées était indépendante de son projet d'ensemble.

Il admet avec raison que l'armée française d'Alsace ne doit prendre sur la Lauter qu'une position d'observation, et que ce n'est pas là qu'elle doit livrer bataille; il signale pour cet objet la position de Frœschwiller sur la rive gauche de la Sauer qui se recommandait à la fois par ses propriétés stratégiques et tactiques. Appuyée à gauche aux contreforts des Vosges, à droite à la forêt de Haguenau [1], il était difficile de la tourner à petite distance d'un côté ou de l'autre; en outre, elle couvrait en partie les communications de l'Alsace et de la Lorraine à travers

---

[1] Si l'on ne cherchait qu'à briser le choc de l'ennemi, il fallait s'étendre jusqu'à la forêt de Haguenau, et même jusqu'à la route de Haguenau à Soultz qui traverse cette forêt; mais si l'on avait le moyen de prononcer une vigoureuse riposte, il était préférable de ne pas aller jusqu'à la forêt, de manière à laisser à l'ennemi la tentation de déborder notre droite, parce que dans ces conditions la riposte était plus facile et ses résultats plus complets.

les Vosges, permettant ainsi de s'aider des forces de Lorraine ou inversement de les renforcer; elle couvrait aussi la voie ferrée de Haguenau à Bitche qui pouvait être utilisée pour amener des renforts et des ravitaillements : enfin, par son peu d'étendue, elle pouvait être défendue avec succès par 70,000 hommes contre plus de 100,000, pour peu qu'on la renforçât par quelques travaux de fortifications qui pouvaient être prévus à l'avance. Il est certain que cette position était la meilleure que pût prendre une armée française pour arrêter l'invasion de l'Alsace, à la condition de ne pas être trop inférieure en nombre et d'être certaine de ne pas être prise à revers par les défilés des Vosges, et spécialement par la grande route qui, venant de Sarreguemines par Rohrbach et Lemberg, débouche à Ingwiller. C'était à d'autres forces françaises qu'il appartenait de la protéger de ce côté.

Nous croyons donc que, sous ces réserves, la position signalée par le général Frossard en Alsace n'avait que des avantages; mais nous pensons qu'il n'en est pas de même de celle qu'il a recommandée pour l'armée de la Moselle. Cette dernière, comme nous l'avons vu, devait être divisée en deux parties, l'une de 80,000 hommes opposée à la principale armée allemande que l'on suppose réunie sur la rive droite de la Sarre moyenne, l'autre de 60,000 hommes pour résister à l'armée du Luxembourg. On admet que la première s'établira dans une position défensive de Sarreguemines à Œtingen, le centre à Cadenbronn, tandis que la seconde sera réunie aux environs de Thionville, pour opérer, soit sur la rive droite, soit sur la rive gauche de la Moselle. Or, il est manifeste que la fraction principale pouvait être débordée, soit par la droite, soit par la gauche; car en l'essayant, l'ennemi supérieur en nombre n'avait rien à craindre. S'il agit en forces entre Sarreguemines et Bitche, il refoulera la droite de notre armée, s'emparera des débouchés des Vosges sur la Sarre de Sarreguemines à Sarre-Union, rompra les communications entre notre armée de Lorraine et celle d'Alsace, et menacera cette dernière sur ses derrières. Ce n'était pas avec une division manœuvrant autour de Bitche qu'on l'aurait empêché d'obtenir ce résultat.

Si, au contraire, l'ennemi voulait prononcer sa principale attaque par Sarrelouis et la basse Sarre, il avait le moyen de

séparer les deux fractions de l'armée de Lorraine en rejetant l'une sur la haute Sarre, et l'autre sur Metz. Si l'on admet que ces deux fractions pouvaient combiner leurs opérations pour lutter contre la principale armée allemande, on doit admettre en même temps que celle-ci aurait pu être appuyée par l'armée du Luxembourg.

Le général Frossard suppose que cette dernière armée opérera par la rive gauche de la Moselle. Dans cette hypothèse il lui oppose la gauche de notre armée qui vient occuper la position de Fontoy, mais alors la droite, forte de 80,000 hommes, reste seule contre 160,000 hommes et n'est pas en mesure de résister à une attaque sérieuse sur une de ses ailes.

Il faut remarquer d'ailleurs que la gauche de notre armée n'aurait eu qu'une liberté de mouvement très limitée puisqu'elle était obligée de couvrir Metz. Dans tous les cas, le moindre résultat de ces premières opérations eut été de nous rejeter, en Lorraine sur la Seille, en Alsace sur la Zorn.

C'est alors que le général Frossard fait intervenir l'armée de réserve. On se demande pourquoi il ne la porte pas en ligne tout de suite, et quel avantage il a à commencer par faire battre une partie de nos forces, et à ne faire intervenir le reste que pour réparer les défaites des premières. C'est du Rogniat tout pur, et sans doute le général Frossard était l'élève de ce général dont les insanités ont été si bien mises en évidence par Napoléon.

Cependant, à certain passage de son travail (page III), il renvoie à la Correspondance de l'Empereur, ce qui pourrait faire croire qu'il l'a lue ; mais assurément il n'en a pas compris l'esprit. Autrement la solution rationnelle dans l'hypothèse qu'il admet, lui serait venue rapidement à l'esprit.

Pour avoir raison des tentatives d'invasion des Allemands, s'ils avaient pris les dispositions que le général Frossard suppose, il n'eut pas été nécessaire d'avoir des forces égales aux leurs : 300,000 hommes eussent largement suffi.

Pour les utiliser il fallait d'abord négliger les armées ennemies extrêmes, c'est-à-dire celle du Haut-Rhin et celle de Belgique. Il suffisait de mettre des garnisons dans les places du Nord et à Belfort, en constituant ces garnisons avec des 4e bataillons et des mobiles. Tout au plus aurait-on pu laisser une brigade de

toutes armes à Belfort et une autre à Maubeuge, exigeant ensemble environ 10,000 hommes.

Ensuite on opposait à l'armée de la Lauter environ 40,000 hommes, à celle du Luxembourg 30,000, avec mission de se retirer en défendant le terrain pied à pied, pour venir occuper, l'une les passages des Vosges de Phalsbourg à Bitche en fournissant une garnison à Strasbourg, l'autre le camp retranché de Metz.

Ces dispositions prises à droite et à gauche, il restait 220,000 hommes. On en faisait une seule masse que l'on réunissait entre Metz et la Sarre, et avec cette masse on prenait l'offensive en débouchant de Sarreguemines et de Sarrebruck ; on recherchait la principale armée allemande pour la combattre à outrance, de manière à la désorganiser en la refoulant, soit sur le Rhin, soit, ce qui eût été bien préférable si les circonstances s'y étaient prêtées, sur la Moselle dans la direction de Trèves.

Ce but atteint, et il était à peu près certain qu'on l'obtiendrait, on pouvait se rabattre, soit à droite sur l'armée allemande de la Lauter, soit à gauche sur celle du Luxembourg. Elles n'auraient pas eu de temps à perdre pour échapper à une attaque désastreuse. Quant aux armées extrêmes, elles n'auraient pas eu besoin d'être poussées pour revenir, l'une sur la Forêt-Noire, l'autre sur Cologne.

Si l'on avait eu 100,000 hommes de plus, on pouvait doubler les forces laissées à Belfort et à Maubeuge, ajouter 20,000 hommes à celles de la Lauter, autant à celles de Thionville, et joindre les 50,000 hommes qui restaient à l'armée principale qui, étant ainsi portée à 270,000 hommes, aurait obtenu rapidement des succès foudroyants.

Dans tous les cas, la première partie de la campagne était terminée ; elle avait pour résultat de nous rendre maîtres de la rive gauche du Rhin jusqu'à la Moselle ; c'était un résultat inévitable, si les Allemands avaient pris des dispositions conformes à l'hypothèse du général Frossard, et s'il y avait eu à la tête de notre armée des hommes ayant quelques notions des principes les plus élémentaires de la stratégie napoléonienne.

Le général Frossard examine aussi le cas où les Allemands respectant la neutralité belge renforceraient leur armée du Luxembourg ; alors, il veut que notre armée du Nord, devenant

armée de la Meuse se forme sur la Chiers. C'est, croyons-nous, une nouvelle erreur ; dans ce cas encore, il fallait réunir le gros de nos forces entre la Moselle et les Vosges, sauf un corps en Alsace et un autre aux environs de Thionville avec retraite sur Metz. Vis-à-vis de pareilles dispositions, il n'est pas admissible qu'une armée allemande, même de 150,000 hommes, ait débouché du Luxembourg pour marcher sur Verdun ; car on aurait pu par Metz et Thionville, tomber sur son flanc gauche avec 200,000 hommes, en sacrifiant tout le reste à cette opération, et l'armée allemande battue aurait eu sa retraite absolument compromise.

Il fallait, bien entendu, dans ce cas, abandonner les Vosges septentrionales, en laissant seulement une forte garnison à Strasbourg. Dans cette conjoncture, les forces françaises auraient été divisées en deux masses ; l'une de 200,000 hommes débouchant de la Moselle dans le flanc de l'armée du Luxembourg, l'autre se retirant lentement devant les autres armées allemandes pour venir occuper la Moselle de Metz à Toul.

En somme, la manœuvre aurait eu pour résultat de transporter entre la Moselle et la Meuse la masse des forces françaises préalablement réunies entre la Moselle et les Vosges. Elle nous aurait encore procuré dès le début des succès décisifs ; mais même avec la modification que nous venons d'examiner, les hypothèses du général Frossard n'avaient aucun rapport avec les projets des Allemands, et surtout ses propositions n'étaient pas celles qui conviennent à ses hypothèses.

Il semble cependant qu'elles n'ont rencontré en France aucune objection sérieuse. Le maréchal Bazaine seul en présente quelques-unes ; soutenant d'une part que, plutôt que de résister de front, il était préférable, pour lutter contre l'invasion, de prendre des positions de flanc en menaçant les communications de l'ennemi, et en faisant remarquer d'autre part, que l'on se faisait de grosses illusions en croyant que l'on serait en mesure, dans une guerre prochaine, d'opposer à l'Allemagne des forces à peu près égales à celles qu'elle pouvait mettre sur pied.

Mais il faut croire que dans l'entourage de l'empereur, personne ne protesta contre le travail du général Frossard, car c'est justement cet officier général que Napoléon III choisit comme précepteur militaire du Prince impérial ; lui non plus n'avait donc pas médité les campagnes et les écrits de son oncle.

En dehors du plan Frossard de nombreuses études furent faites par des officiers d'état-major, mais elles ne ressemblaient en rien à un plan de campagne, c'étaient seulement des études de marche d'armées dans des hypothèses déterminées.

Il faut d'ailleurs remarquer que le rôle de l'état-major n'est pas de tracer les grandes lignes d'un plan de campagne, mais seulement d'en étudier les détails, tels que les transports de troupes, les cantonnements à occuper pendant les premiers jours, les ravitaillements. Le choix des lignes d'opérations à suivre, des régions de concentration, est du ressort des généraux en chef. C'est un travail que Napoléon faisait lui-même, il n'en chargeait pas Berthier; celui-ci avait seulement pour mission d'étudier les moyens d'exécution[1].

Il semble que sous ce rapport Napoléon III ait été disposé à suivre les errements de son oncle, car il porta son attention personnelle sur le plan de campagne qu'il convenait de mettre à exécution.

Il appréciait sans doute le plan du général Frossard pour le cas où il aurait été forcé à la défensive; mais en réalité il avait de tout autres idées. Il était convaincu qu'il serait prêt avant les Allemands et que, au lieu d'être réduit à se défendre, il serait en mesure de prendre l'offensive.

Cependant, bien des renseignements étaient de nature à lui montrer qu'il se faisait à ce sujet de grosses illusions. Le général Ducrot qui commandait à Strasbourg, le colonel Stoffel, qui était attaché militaire à Berlin, avaient appelé l'attention avec insistance sur les préparatifs militaires de la Prusse; ils faisaient prévoir une offensive rapide et énergique: le colonel Lewal, chef de bureau du Dépôt de guerre, à la suite d'une étude sur la mobilisation prussienne, avait apprécié à vingt-deux jours le temps nécessaire à la mise complète de l'armée ennemie sur le pied de guerre, et à son transport à la frontière.

Mais en même temps, le général Lebrun, aide de camp de

---

[1] On doit reconnaître en même temps que l'étude des moyens d'exécution peut amener le général en chef à modifier certaines parties de son plan, parce que cette étude peut mettre en relief des difficultés imprévues.

En somme, la logistique, science des officiers d'état-major, et la stratégie, science du général en chef, se tiennent; mais elles ont des objets distincts comme les fonctions de ceux qui sont chargés de les appliquer.

l'empereur, affirmait que la Prusse ne pourrait être en mesure de prononcer un mouvement offensif quelque peu redoutable sur la Sarre que sept semaines après le rappel des hommes, et malheureusement, on ne sait trop pourquoi, le général Lebrun avait la confiance de l'empereur.

Par suite, Napoléon III, qui ne doutait pas que l'armée française ne fût prête au bout de quinze jours, se proposait de profiter de son avance pour se porter rapidement sur la rive droite du Rhin en passant le fleuve vers Lauterbourg et dans le but de séparer l'Allemagne du Sud de l'Allemagne du Nord.

Il semble qu'en formant ce projet l'empereur se soit laissé inspirer par certaines propositions que le général Ducrot avait adressées à ses chefs en 1868. Ce dernier, en effet, qui ne cessait de penser à une invasion allemande, s'était demandé comment elle s'effectuerait et comment il convenait d'y parer. Il pensait que le gros des forces allemandes formées sur le Rhin, de Germersheim à Coblentz, s'avancerait sur la Sarre pour se porter ensuite sur la Seille et la Meurthe par le versant occidental des Vosges; mais il admettait de plus qu'en même temps deux grosses colonnes passeraient le Rhin à Munchausen et Markolsheim, dans le but de bloquer Strasbourg et de gagner les crêtes des Vosges, pour se relier ensuite à la masse principale. Une pareille hypothèse est au moins aussi singulière que celle du général Frossard, et les moyens de riposter que recommandait le général Ducrot le sont encore davantage. En présence d'une pareille offensive voici ce qu'il propose :

« Peut-être, dit le général Ducrot[1], aurions-nous avantage, au début des hostilités, à rester sur la défensive entre Meuse et Vosges, voire même à reculer jusqu'aux lignes de la Seille en appuyant fortement notre droite aux Vosges et notre gauche à Metz ; nous pourrions alors porter la meilleure partie de nos forces sur la rive droite du Rhin, saisir les principaux passages de la Forêt-Noire, et, tournant Rastadt (chose très facile), nous nous porterions rapidement sur l'excellente position d'Heidelberg, en nous avançant sur les vallées du Necker et du Rhin, avec des corps secondaires à cheval sur les montagnes de la

---

[1] Plan de campagne du général de Moltke exposé en 1868 par le général Ducrot.

Forêt-Noire ». Le général Ducrot expose ensuite que, maîtres d'Heidelberg, nous aurions toute liberté de manœuvrer dans la vallée du Mein en menaçant la base d'opération de l'ennemi.

D'après ces idées, pendant que les Allemands se porteraient sur la Sarre et la Seille, nous-mêmes par une sorte de chassé-croisé nous aurions marché par la rive droite du Rhin sur le Necker et le Mein. En choisissant une pareille ligne d'opération, le général Ducrot était sans doute hanté par le souvenir d'Iéna, sans comprendre que les situations respectives des armées en présence étaient essentiellement différentes.

En 1806, Napoléon possédait tout le cours du Rhin avec toutes ses places, et aussi l'Allemagne méridionale; en 1870, tous ces avantages étaient entre les mains de nos ennemis.

En 1806, si l'armée prussienne, tournée par l'Est, se laissait acculer au Rhin, elle était perdue; en 1870, elle pouvait s'appuyer sur Mayence, sur Coblentz et sur Cologne.

En 1806, Napoléon, s'il était battu, pouvait se retirer sur Ulm, et rentrer en France par le haut Danube ; en 1870, l'armée française y eut trouvé sa perte.

Enfin et surtout en 1806, Napoléon a pris toutes ses mesures comme s'il pouvait être battu, mais en réalité il ne pouvait pas l'être : l'armée française était notoirement plus forte que l'armée prussienne ; en 1870, c'était le contraire.

Sans doute le mouvement de l'armée française sur la rive droite y aurait ramené le gros des forces allemandes ; le retour se serait fait rapidement, car elles disposaient de tous les ponts du Rhin entre Germersheim et Mayence. L'armée française aurait dû livrer bataille sur son flanc gauche avec toutes les chances de la perdre par suite de son infériorité numérique, et la retraite eut été compromise. Les propositions du général Ducrot nous conduisaient donc au milieu des plus grands dangers.

La défaite de notre armée sur le Necker, inévitable alors même qu'elle eût été forte de 250,000 hommes, se serait rapidement transformée en déroute, car acculée au Rhin, peut-être même coupée du fleuve, elle eut été dans l'impossibilité de revenir sur la rive gauche. Comme nous l'avons dit jadis, c'eut été Metz et Sedan en un seul jour [1].

[1] Je ne fais ici que développer des observations que j'ai présentées il y a

On peut être surpris que le général Ducrot, qui avait si bien apprécié les préparatifs des Allemands, ait pu s'arrêter à une pareille idée. Cela montre que les hommes ne sont pas tout d'une pièce et que l'on ne peut pas préjuger leur conduite future de celle du passé. Il faut en être convaincu pour les juger, et alors on pourrait comprendre comment Napoléon, après Austerlitz et Iéna, a pu conduire ses armées à Leipzig et à Waterloo, sans être obligés de chercher l'explication dans l'ineptie ou la trahison de ses subordonnés. De même Ducrot qui, après avoir fait preuve de tant de clairvoyance au sujet des préparatifs des Prussiens, devait montrer des vues si judicieuses à Sedan et à Paris[1], a pu se tromper d'une manière complète en recommandant un mouvement qui ne pouvait conduire qu'à un désastre.

On peut remarquer toutefois que son erreur n'est pas de même nature que celles qui ont conduit Napoléon à Leipzig et à Waterloo. Les fautes militaires sont de deux espèces : les unes sont des fautes de principe, les autres des fautes de conduite ; les premières se commettent surtout dans l'élaboration d'un plan de campagne, elles proviennent de ce qu'on manque de sens stratégique ; les secondes sont commises dans l'exécution des opérations, elles proviennent de ce qu'on manque de clairvoyance ou de résolution. Napoléon avait plus que personne des principes de stratégie arrêtés ; il ne pouvait pas commettre de fautes en choisissant ses bases et ses lignes d'opérations. Son sens stratégique est à peu près infaillible. Je crois que dans sa longue carrière on ne pourrait relever qu'une seule faute de principe, qui consiste à avoir voulu en 1813 faire jouer à Dresde, place improvisée, le rôle d'un pivot stratégique.

---

vingt-cinq ans dans mes études sur les Maximes de Napoléon. (Voir la nouvelle édition, page 85.)

[1] Je sais que certains écrivains refusent de reconnaître au général Ducrot la moindre valeur, en soutenant notamment que c'est lui qui est la cause de la catastrophe de l'armée française à Sedan ; des discussions violentes et passionnées ont eu lieu à ce sujet dans ces derniers temps ; elles n'ont pas modifié le jugement que j'ai porté, sur les chefs de l'armée française, dans mon livre sur *L'Armée de Châlons*. Aujourd'hui comme il y a vingt ans, je crois que le général Ducrot seul a vu clair à Sedan et que ses dispositions étaient les seules qui fussent capables de sauver l'armée française dans la mesure où elle pouvait encore l'être.

En voulant malgré tout rester maître de cette position, il s'est attaché un boulet qui l'a empêché de donner à ses mouvements la rapidité et l'ampleur qu'exigeaient les circonstances; c'est pour cette raison que pendant le mois de septembre toutes ses manœuvres ont été frappées d'impuissance. Mais, pendant cette même campagne de 1813, il a commis plusieurs fautes de conduite : d'abord après sa première pointe en Silésie, en se détournant trop vite de Blücher au lieu de compléter sa victoire, et c'est ce qui a amené la défaite de Macdonald à la Katzbach; ensuite, après la bataille de Dresde, en se détournant trop vite de Schwartzenberg, et c'est ce qui a produit le désastre de Kulm; enfin, le 10 octobre, en abandonnant Blücher à Düben, pour marcher contre Schwartzenberg, et c'est ce faux mouvement qui a amené la défaite de Leipzig[1].

En 1815, il n'y a pas de faute de principe, mais de nombreuses fautes de conduite.

Ducrot au contraire, tout en étant capable de résoudre un problème de stratégie dans des conditions limitées, n'avait certainement pas d'idées bien précises sur les propriétés des éléments de la stratégie. Autrement il aurait vu de suite qu'en débouchant de Strasbourg pour aller sur Wurtzbourg, il menaçait les communications des Allemands bien moins qu'il ne livrait les siennes, et comme il eut été très inférieur en forces, il allait au-devant d'un désastre inévitable. Il est manifeste qu'avec l'hypothèse qu'il admettait, il n'y avait qu'une manière sensée de riposter à l'attaque allemande, sans courir de grands dangers. C'était d'opposer à sa masse principale la nôtre, et l'on ne devait songer à pénétrer sur la rive droite du Rhin qu'après avoir gagné une bataille sur la rive gauche.

Cependant le projet que l'empereur voulait réaliser en 1870, après la déclaration de guerre, était tout semblable à celui du général Ducrot. Après avoir formé trois armées, l'une en Alsace, l'autre en Lorraine, la troisième au camp de Châlons, il se proposait de passer le Rhin avec les deux premières, pendant que la troisième viendrait sur les Vosges pour protéger les communications.

---

[1] Voir à ce sujet mon volume sur la *Campagne de 1813*, pages 54, 61 et 129.

Il faut ajouter que pour mettre un pareil projet à exécution, l'empereur comptait sur l'alliance de l'Autriche et sur celle de l'Italie.

Au cours d'un voyage en France de l'archiduc Albert, au mois de mars 1870, plusieurs entrevues avaient eu lieu à ce sujet entre Napoléon III et le vainqueur de Custozza. Pour y donner suite, le général Lebrun fut envoyé au mois de juin suivant en Autriche afin d'arrêter avec l'archiduc les dispositions à prendre, et, à la fin du mois, ce dernier fit parvenir à Paris tout un plan de campagne.

L'archiduc demandait qu'une armée française de 160,000 hommes franchit la frontière allemande, dès qu'elle serait prête, c'est-à-dire le seizième jour de sa mobilisation, et qu'elle marchât sur Stuttgart et Nuremberg au-devant de l'armée autrichienne qui se concentrerait en Bohême : mais comme il reconnaissait lui-même que cette dernière ne pouvait être prête à entrer en opérations qu'au bout de six semaines, et qu'il fallait au moins autant de temps à l'armée italienne pour pénétrer en Bavière, il était manifeste que pendant tout ce temps, l'armée française qui aurait franchi le Rhin, se trouverait absolument dans le même cas que si elle eût été seule, et pour peu que les calculs du général Lebrun sur la mobilisation prussienne fussent erronés, comme tous les autres renseignements portaient à le croire, cette armée française allait se trouver en Allemagne en butte à l'attaque de 400,000 Allemands.

Il est vrai que l'archiduc promettait que dès la déclaration de guerre, l'Autriche porterait sur les frontières de Bohême et de Moravie deux corps d'armée et semblait croire que par cette démonstration il retiendrait de ce côté une partie des forces de la Prusse.

On est surpris que l'archiduc ait songé sérieusement à faire valoir de pareilles considérations, car il aurait pu se rappeler les dispositions qu'il avait prises lui-même, en 1866, contre les armées de l'Italie, ne tenant aucun compte de celle de Cialdini, pour tomber avec toutes ses forces contre celle du roi, et il aurait pu penser que ce n'était pas la réunion de deux corps autrichiens sur le pied de paix en Bohême et en Moravie, qui tromperait les Prussiens et qui empêcherait ceux-ci, bien renseignés sur la lenteur de la mobilisation de l'armée autri-

chienne, de porter le gros de leurs forces contre l'armée française ; dès lors on voit sans peine quelle eut été la situation de cette dernière : entre le Necker et le Mein, si ce n'est moins loin, elle aurait été attaquée par 400,000 hommes, et aurait essuyé un désastre, peut-être plus irréparable que ceux de Sedan et de Metz ; car l'armée de Châlons a vécu jusqu'à la fin d'août, et celle de Metz jusqu'à la fin d'octobre, et pendant ce temps la France a pu mettre de nouvelles forces sur pied et continuer la lutte jusqu'à la fin de janvier ; tandis que si dès la première quinzaine d'août le gros de l'armée française eût été anéanti, la France se serait de suite trouvée à la merci de l'Allemagne, sans pouvoir lui opposer aucune force sérieuse, pour essayer de discuter les conditions de paix qu'il aurait plu à la Prusse de nous imposer.

Pour qu'il en fût autrement, il aurait fallu pouvoir retarder les préparatifs de nos ennemis de quinze jours, et avancer ceux de nos alliés d'autant. Car, dans la réalité, la mobilisation de l'armée prussienne devait être tout autrement rapide que ne le supposait l'empereur, s'appuyant sur les appréciations fantaisistes du général Lebrun. Il lui fallait, non pas sept semaines, mais pas plus de trois semaines pour être en mesure de nous envahir. Le colonel Lewal n'était pas loin de la vérité en disant qu'elle serait prête au bout de 22 jours.

Confiants dans leurs forces, les Allemands étaient résolus à prendre l'offensive, et à cet effet M. de Moltke avait pris ses dispositions pour réunir toutes les armées de l'Allemagne dans le pays compris entre le Rhin et la Moselle, de manière à aborder notre frontière par la région comprise entre Lauterbourg et Thionville ; son plan était profondément médité, et la position qu'il avait choisie pour rassembler ses forces, était essentiellement stratégique. Elle se prêtait à la défensive aussi bien qu'à l'offensive, et il avait prévu les deux cas.

Ayant le gros de ses forces en avant de Mayence et de Coblentz, si nous débouchions dans la direction de Mayence, il nous les opposait toutes directement, ou sur nos flancs ; si nous essayions de passer le Rhin il tombait dans notre flanc gauche, et si nous avions l'idée de passer par la Belgique pour marcher sur Cologne, c'était notre flanc droit qui était menacé.

Les premières dispositions à prendre pour réaliser un pareil projet, avaient été longuement étudiées avant la guerre. Pendant l'hiver 1868-1869 M. de Moltke avait établi un long mémoire à ce sujet. Il espérait le concours des États du Sud, mais il n'était pas encore sûr de l'obtenir; au contraire, il prévoyait l'alliance de l'Autriche avec la France; mais considérant que les préparatifs de l'Autriche demanderaient beaucoup plus de temps que ceux de la France, il était résolu à attaquer cette dernière le plus vite possible avec le gros de ses forces. 10 corps d'armée, c'est-à-dire 330,000 hommes, devaient être employés à cette offensive, sans compter les contingents de l'Allemagne du Sud, qui auraient porté ces forces à 384,000 hommes. M. de Moltke pensait que la France ne pourrait d'abord lui opposer plus de 250,000 hommes.

On laissait en Allemagne trois corps en vue des éventualités qui pouvaient se produire, mais avec l'intention de les amener aussi sur le Rhin, si l'on n'avait rien à craindre de l'Autriche; c'eut été environ 100,000 hommes de plus contre la France. Sans en tenir compte, mais en comprenant les troupes du Sud, ces forces, comme nous l'avons déjà dit, furent divisées en trois armées et une réserve[1]. La Ire armée devait se former sur la Moselle entre Trèves et Coblentz, la IIe en avant de Mayence, la IIIe sur les deux rives du Rhin à hauteur de Germersheim et de Spire.

La réserve plus spécialement destinée à renforcer la IIe armée devait marcher sur ses traces.

Avec toutes ces forces M. de Moltke comptait que son offensive serait irrésistible. « Une fois l'armée prête, le premier but à atteindre, disait-il dans son mémoire, sera de rechercher la principale armée ennemie et de l'attaquer là où on la trouvera. »

Au mois de mai 1870, en prévision d'une guerre prochaine contre la France, il étudia de plus près les mouvements à exécuter pour conduire l'invasion. Ce qui caractérise ce dernier travail c'est que M. de Moltke regarde comme probable que l'on ne rencontrera l'armée française que sur la Moselle et la Meurthe. En marchant contre elle, on laissera la place de Metz à

---

[1] Voir le chapitre précédent : Organisation et Mobilisation.

droite et l'on se contentera de l'observer. Cette disposition ne pouvait pas tenir à ce que les nouveaux forts de Metz étaient inachevés et dépourvus d'armement. C'eût été, au contraire, une raison pour les attaquer avec l'espoir de les enlever par un coup de main. M. de Moltke, en voulant d'abord négliger cette place, agissait comme si elle eût été capable d'une solide résistance, qui ne pouvait augmenter sa puissance offensive. Il pouvait songer à en voir déboucher l'armée française, mais l'armée allemande lui aurait rapidement fait face, et grâce à sa supériorité, l'aurait refoulée sur la place, puis, atteignant la ligne de la Moselle dégarnie entre Metz et Frouard, elle l'aurait passée en menaçant les communications des Français. C'est justement ce qui est arrivé dans la réalité, et c'est en songeant à une offensive par Metz que l'armée française a perdu son temps et compromis la liberté de ses mouvements. C'était donc une éventualité qui, loin d'être redoutable, eût été favorable aux opérations des Allemands. Elle leur évitait les difficultés qu'ils pouvaient rencontrer sur la Moselle même, si les Français avaient essayé de la défendre.

M. de Moltke avait donc raison de vouloir seulement observer Metz, et, si plus tard il en a prescrit le blocus, c'est qu'il y avait une armée française qui s'y était laissée enfermer et dont la capture était autrement importante que celle de la place; quelque dédain qu'il eût pour les chefs de l'armée française, M. de Moltke ne pouvait prévoir une pareille bonne fortune; il s'attendait donc à livrer bataille sur la Moselle, et il comptait la diriger de manière à déborder la droite française et à refouler l'armée vers le Nord de la France en la coupant de Paris. Dans l'ouvrage du Grand État-Major allemand, on ne trouve pas trace de cette étude du mois de mai, sans doute parce que les premières opérations se sont déroulées tout autrement que M. de Moltke ne l'avait prévu; elles contiennent cependant des vues générales dont il ne devait pas se laisser détourner. Quand vint la déclaration de guerre, tout était prêt pour l'engager; il n'y avait qu'à fixer la date du premier jour de la mobilisation, pour que les opérations se déroulassent régulièrement d'après un plan bien arrêté, jusqu'au moment où l'on se trouverait en présence de l'ennemi.

Le gouvernement français ne pouvait pas prétendre connaître

ce plan dans tous ses détails, mais il aurait pu en prévoir les lignes générales, parce qu'il n'y en avait pas d'autres qui fussent sensées et en rapport avec les propriétés stratégiques de la région frontière qui séparait les deux pays, et alors on aurait compris de suite que la région comprise entre le Rhin et la Moselle devait être forcément le théâtre des premières hostilités, alors même que, par suite d'une certaine avance dans notre mobilisation, nous aurions été en mesure de prendre l'offensive. Cette éventualité n'était pas absolument irréalisable, et il convenait de se demander quelles dispositions on prendrait pour en profiter. On devait être résolu à agir avec une masse principale dont tous les éléments auraient été bien liés ensemble; mais il restait à déterminer la direction à choisir pour la pousser en avant, et, comme on va le voir, on pouvait le faire, *à priori* et sans être fixé d'une manière précise sur tous les points de rassemblement de l'ennemi.

Nous dirons d'abord qu'il ne fallait pas partir de la Lauter, parce que la frontière entre le Rhin et les Vosges est trop étroite pour une grande armée, et qu'en cas de victoire on eût été arrêté par les places de Landau et de Germersheim, qui étaient pour l'armée battue de précieux appuis lui permettant de se refaire; il ne fallait pas non plus agir par la basse Sarre en partant de Thionville, parce qu'en cas de défaite on risquait d'être jeté dans la Moselle, ou au moins d'avoir une retraite bien difficile, la place de Sarrelouis donnant à l'ennemi le moyen de tomber dans notre flanc droit.

Le gros de l'armée française devait donc déboucher de la partie de frontière comprise entre Bitche et Sarrelouis, c'est-à-dire par Sarreguemines et Sarrebruck, en laissant seulement à droite les forces nécessaires à la défense des Vosges, entre Phalsbourg et Bitche, contre un ennemi venant de la Lauter, et à gauche les forces qu'exigeait la défense de Metz.

On peut donc dire que, quelles que fussent les dispositions de l'ennemi, et tout en ayant en vue sa masse principale, notre débouché était absolument obligatoire; pour y arriver rapidement, il fallait réunir le gros de nos forces sur la gauche de la Sarre, de Sarre-Union à Boulay, de manière à passer cette rivière en masse pour venir occuper d'un bond la région comprise entre

la Prims et la Blies. Les mouvements ultérieurs de la masse principale devaient dépendre des dispositions de l'ennemi ; on pouvait être amené à le rejeter sur Mayence par une grande bataille, ou bien à rompre son centre pour se rabattre ensuite soit sur le Palatinat, soit sur la Moselle du côté de Trèves ; avec quelque avance, et en opérant habilement, on aurait pu peut-être rejeter l'ennemi au delà du Rhin et l'obliger à réunir ses forces sur la rive droite.

De pareilles opérations auraient demandé plus de 15 jours et au moins un mois en tenant compte de la période de mobilisation. Alors, mais alors seulement, si l'on avait pu compter sur l'Autriche, après avoir refoulé l'ennemi sur Mayence et mis sur pied toutes les ressources de la France, on aurait pu passer le Rhin avec 300,000 hommes, en marchant au-devant de l'armée autrichienne. Mais tenter une pareille opération dès le début, sans avoir obtenu quelques succès élevant le prestige de l'armée, et sans pouvoir compter sur l'appui immédiat de l'Autriche, était une véritable folie. Or, si la préparation matérielle de la guerre avait été bien étudiée, il n'aurait pas été impossible d'être prêt avant les Allemands, et il n'était pas déraisonnable de songer à l'offensive ; mais il fallait aussi examiner l'hypothèse de la défensive.

Le général Frossard, tout en présentant un plan défectueux, avait eu raison de dire que c'était la plus probable. L'empereur croyait être en mesure de prévenir les Allemands, et de les obliger à la défensive par une irruption de l'Allemagne ; mais il eut été au moins sage d'examiner le cas contraire.

D'abord il fallait admettre que, si les Allemands étaient en mesure de prendre l'offensive, ils réuniraient toutes leurs forces entre le Rhin et la Moselle.

Pourquoi aller passer le Rhin entre Bâle et Lauterbourg, alors qu'ils avaient le moyen de le franchir chez eux ? Pourquoi violer le Luxembourg et s'avancer par la gauche de la Moselle en présentant le flanc à l'armée française concentrée à Metz et Thionville ?

Il était donc probable que les forces allemandes seraient d'abord réunies vis-à-vis de notre frontière de Germersheim à Trèves ; d'autant plus que ce rassemblement se prêtait également à la défensive.

Admettant donc qu'ils se réuniront entre le Rhin et la Moselle, il fallait se demander comment ils pourraient conduire leur invasion. On pouvait remarquer qu'ils avaient deux lignes d'invasion possibles : l'une conduisant en Alsace en débouchant de la Lauter, l'autre en Lorraine en passant la Sarre.

Le général Frossard les avait signalées, mais il en avait ajouté d'autres qu'il fallait exclure. Or les Allemands pouvaient suivre simultanément ces deux lignes d'opérations, ou n'en prendre qu'une. Dans ce dernier cas ce ne pouvait être que le chemin de la Sarre ; car pour eux, comme pour nous, l'espace compris entre le Rhin et les Vosges était trop étroit pour une armée de 300,000 hommes. Dans ce cas, d'une ligne d'opérations unique par la Sarre, nous étions forcément amenés nous-mêmes à réunir toutes nos forces entre les Vosges et Metz, et à livrer une grande bataille, sur un point plus ou moins rapproché de la frontière ; si l'ennemi était très supérieur en nombre, même en choisissant bien notre position et en manœuvrant habilement, nous avions de grandes chances de perdre cette bataille. Dans ce cas, il aurait fallu retarder la bataille décisive et se contenter d'abord de céder le terrain en le défendant pied à pied sans rien compromettre. Mais il pouvait en être tout autrement, si les Allemands suivaient simultanément les deux lignes d'opérations qu'ils auraient devant eux ; car alors les deux masses, après avoir passé la frontière, étaient séparées par les Vosges dont nous étions maîtres au sud de Bitche, et par suite nous pouvions tomber sur une de ces masses avec le gros de nos forces, en ne laissant vis-à-vis de l'autre que ce qui était nécessaire pour défendre le terrain pied à pied, en reculant si c'était nécessaire. Tel devait être le principe de nos opérations défensives.

Or, s'il était déraisonnable de prêter aux Allemands l'idée de conduire l'invasion de la France par des lignes d'opérations très éloignées les unes des autres, depuis la Belgique pour arriver sur la Sambre, jusqu'au Haut-Rhin pour pénétrer sur la Saône, il ne l'était pas de regarder, sinon comme certain, du moins comme possible, qu'ils chercheraient à aborder la frontière avec des forces imparfaitement liées les unes aux autres, quoique opérant dans la même région.

Il faut bien remarquer, en effet, que la stratégie allemande

s'est souvent éloignée par certains points essentiels des principes de la stratégie napoléonienne.

Tenir ses forces bien liées ensemble, chercher à séparer celles de l'ennemi et menacer ses communications, telles sont les idées fondamentales dont on trouve partout les traces dans les campagnes de Napoléon et dans ses écrits. En 1796 en Italie, comme en 1808 en Espagne ou en 1809 en Allemagne, comme aussi en 1813, 1814, 1815, c'est de la désunion de ses adversaires qu'il attend ses succès, malgré son infériorité numérique.

Dans d'autres circonstances alors qu'il se sent supérieur à l'ennemi, il ne cherche pas à le battre par fractions, il se propose au contraire d'en finir d'un seul coup, et pour cela il commence par s'emparer de ses communications.

C'est en 1800 qu'il réalise pour la première fois une opération de ce genre, qu'on n'a pas craint dans ces derniers temps de dénoncer comme le produit d'idées surannées[1].

Suranné ! le projet d'aller s'établir sur la ligne de retraite de son adversaire et de lui dire : Maintenant il faut me passer sur le corps ou poser les armes. Mais quel est le général, qui à n'importe quelle époque a eu une pareille conception ? Il n'en existe pas un seul. N'est-il pas manifeste, au contraire, qu'une pareille idée, aussi grandiose qu'originale, est la marque la plus saisissante du génie extraordinaire de Napoléon.

Aussi n'est-il pas étonnant que ses adversaires se soient laissé

---

[1] On a écrit, dans ces derniers temps, sur la manœuvre de Marengo, des choses d'autant plus extraordinaires que Napoléon les avait réfutées d'avance avec autant de justesse que de précision. Un jeune officier d'artillerie, M. Campana, a publié à ce sujet, il y a quelques années, un livre dans lequel il a ose dire qu'en 1800 Napoléon n'était pas en état d'équilibre cérébral stable. (Je n'invente rien, voir page 108.)

Sans citer aucun nom, M. de Cugnac a présenté récemment du livre de M. Campana une nouvelle réfutation des plus satisfaisante en s'inspirant des Mémoires de Napoléon. Mais sur cette campagne comme sur beaucoup d'autres, si l'on veut trouver une critique lumineuse, il faut se reporter aux œuvres de Jomini.

Le 14e volume de son *Histoire des Guèrres de la Révolution* est des plus remarquable ; il suffirait d'y ajouter quelques notes rectificatives concernant certains points de détail pour en faire une œuvre parfaite ; mais tel que l'a écrit le célèbre critique, son livre qui traite de la campagne de 1800 est encore bien supérieur à tout ce qu'on a produit sur ce sujet à notre époque.

trois fois prendre à la même manœuvre, et qu'Ulm et Iéna aient suivi Marengo. Mais il fallait pour cela avoir un sentiment bien net de sa supériorité, et, si Napoléon a pu en être bien pénétré au milieu de sa carrière, il ne la possédait pas, ni dans sa première campagne, ni dans la dernière. Alors, comme nous le disions plus haut, au lieu de chercher à en finir d'un seul coup avec ses adversaires, il essaye au contraire de les diviser, pour les battre l'un après l'autre. La manœuvre initiale, au lieu de consister en un mouvement tournant, est une rupture stratégique.

Mais si dans maintes circonstances il vise à la séparation des forces qui lui sont opposées, on peut dire, au contraire, que la stratégie allemande tend à leur enveloppement. Ce n'est pas que Napoléon n'ait jamais recherché l'enveloppement ; mais il n'a en vue qu'un enveloppement partiel et tactique, je veux dire obtenu par des manœuvres du champ de bataille. On ne le voit jamais (sauf à Bautzen) diriger contre ses adversaires des armées partant de points éloignés les uns des autres, ayant pour mission de combiner leurs mouvements, de manière à arriver ensemble sur un champ de bataille, sans chercher à se lier avant d'y arriver. De pareils procédés sont pour lui essentiellement vicieux, et il en montre le danger par ses exemples autant que par ses écrits. Les Allemands, au contraire, ont mis très souvent ces procédés en pratique. On peut en trouver le premier exemple dans les invasions que Frédéric a faites en Bohême en 1756 et 1757, et, malgré le succès de ces opérations, Napoléon n'a pas manqué d'en faire la critique. Mais comme elles avaient réussi, bien des généraux crurent devoir les prendre pour modèle. C'est ce qu'on fit en France sur la frontière du Nord en 1794, sur le Rhin en 1796, et c'est aussi ce que firent les Autrichiens en Italie la même année. Les brillants succès de Bonaparte et de l'archiduc Charles étaient de nature à en montrer le danger. Cependant les Allemands y revinrent en 1813, et, quoi qu'ils eussent Napoléon pour adversaire, ils réussirent à l'accabler à Leipzig. C'était assurément un exemple en faveur des lignes multiples et convergentes dont ils ne devaient pas perdre le souvenir. Aussi ne doit-on pas s'étonner que cinquante ans plus tard, dans la guerre de la Prusse contre l'Autriche en 1866, les Prussiens aient suivi les mêmes errements, et cette fois encore

l'emploi d'une double ligne d'opérations les mena à la victoire ; celle de Sadowa fut décisive. L'étude comparée de tous ces exemples montre que les deux systèmes ont chacun des avantages et des inconvénients, et que les résultats dépendent surtout des moyens d'exécution employés de part et d'autre pour les mettre en pratique [1].

Mais puisque l'emploi des lignes multiples avait conduit les Allemands à Leipzig et à Sadowa, il était rationnel de penser qu'en 1870 ils seraient naturellement conduits à se rapprocher plus ou moins des procédés suivis dans ces circonstances mémorables ; non pas en cherchant à s'avancer à la fois par la Meuse, par la Moselle et la haute Alsace, car, indépendamment du désir d'éviter une trop grande dispersion, la neutralité de la Belgique devait les en éloigner, mais en abordant notre frontière de la Sarre et de la Lauter sans assurer la liaison intime de leurs armées.

C'était là une considération qu'il importait de ne pas perdre de vue, et si nos adversaires nous livraient quelques avantages, il fallait être en mesure d'en profiter. Pour cela, il fallait se tenir bien groupé d'après la méthode napoléonienne et se trouver prêt, si l'ennemi se divisait, à tomber avec des forces supérieures sur une de ses armées, tandis qu'on contiendrait les autres avec peu de monde.

On sait que les Vosges qui, dans leurs parties méridionales, atteignent des hauteurs considérables et ne présentent que peu de passages praticables aux grandes armées, s'abaissent sensiblement à hauteur de Saverne et de Sarrebourg, et sont traversées jusqu'à Bitche par un réseau de routes assez développées. Les places de Phalsbourg et de Bitche maîtrisent les principales.

---

[1] L'objet propre de mon livre sur les *Maximes de Napoléon* est justement de mettre en relief la valeur relative des deux procédés. On peut en conclure ceci : le procédé de Napoléon est *toujours bon;* celui de l'école allemande est *parfois meilleur,* lorsque l'on a devant soi un adversaire qui ne veut ou qui ne sait pas manœuvrer; dans le cas contraire, il est *mauvais.* En somme, on doit considérer le principe de Napoléon concernant la jonction des forces avant la bataille comme un principe fondamental, dont on ne doit s'écarter que si l'on est à peu près certain que l'ennemi ne profitera pas des avantages qu'on lui livre.

Plus au Nord, les Vosges prennent le nom de Hardt et se relèvent jusqu'à hauteur de Kaiserslautern. Là commence une nouvelle dépression, d'une longueur de 30 à 40 kilomètres, qui est comprise entre le Hardt et le Hundsruck, autre région montagneuse qui se dévéloppe entre la Nahe et la basse Moselle. Cette dépression a toujours été considérée comme le chemin naturel conduisant de la Lorraine en Allemagne ; plusieurs routes en effet la traversent en reliant le bassin de la Sarre, de Sarreguemines à Sarrelouis, à la plaine du Rhin vers Manheim et Mayence. Actuellement, s'y ajoutent les deux voies ferrées que nous avons signalées, allant l'une de Bingen à Sarrebruck par Neunkirchen, l'autre de Manheim à Hombourg.

C'est un précieux avantage pour une armée d'occuper ces routes, qui sont de véritables défilés, tant pour l'offensive que pour la défensive; car dans le premier cas elles assurent un débouché, dans l'autre elles permettent de contenir quelques temps un ennemi supérieur.

Si l'armée française avait été prête la première, c'était là qu'elle devait d'un bond porter ses corps de tête, après s'être rassemblée sur la Sarre; ayant en outre un corps vers Pirmasens pour surveiller sa droite vers Landau, un autre sur la Prims pour surveiller sa gauche du côté de la Moselle, le reste au centre, de Hombourg à Saint-Wendel, elle eût été prête à toutes les éventualités, étant en mesure de se concentrer rapidement dans toutes les directions, soit pour attaquer, soit pour se défendre.

Si, au contraire, l'armée française n'avait pas d'avance sur les Allemands, elle aurait trouvé dans sa position de rassemblement même, à hauteur de Bitche, des propriétés à peu près semblables lui permettant de se concentrer soit en Alsace, soit en Lorraine.

Si l'ennemi nous devançait, on était conduit à se réunir un peu plus en arrière, mais on pouvait encore retrouver les avantages que donne une position centrale contre un ennemi qui suit des lignes d'opérations multiples.

Dans de pareilles conditions, il faut en avant de la position d'attente, et sur chaque ligne d'invasion possible, avoir des corps d'observation, capables de se retirer lentement, pendant que l'armée se concentrera pour livrer bataille.

En 1870, en supposant la position d'attente à hauteur de Bitche

et de Sarre-Union, ces corps auraient dû être à droite sur la Lauter, au centre à Sarreguemines, à gauche vis-à-vis de Sarrebruck et de Sarrelouis. Si l'ennemi attaquait partout, il fallait n'accepter qu'une attaque et refuser les autres. Tels étaient les principes avec lesquels on devait entrer en campagne, et si l'on avait été bien pénétré de leur importance, on aurait trouvé l'occasion sinon de remporter une victoire décisive, du moins d'obtenir des succès partiels qui, malgré la supériorité de l'ennemi, l'auraient arrêté longtemps à la frontière. Il n'en fallait pas davantage pour que les nouvelles levées de la France vinssent mettre bientôt l'armée en mesure de refouler l'invasion.

Pour arriver à ce résultat, notre déploiement stratégique devait avoir pour but de réunir toutes nos forces à cheval sur les Vosges, en plaçant la fraction la plus considérable en Lorraine, parce que c'était le seul côté dangereux dans le cas d'une attaque unique de l'ennemi.

On voit donc par cette analyse que, *dans le cas de la défensive, on était conduit au même déploiement stratégique que dans celui de l'offensive*.

C'était là une condition très avantageuse, car elle nous permettait d'exécuter ce déploiement résolument, sans se laisser troubler par les renseignements que l'on recevrait au sujet de l'adversaire, puisque le but à atteindre était indépendant de ses projets. Il suffisait seulement de se garder pour ne pas être surpris, pendant les mouvements préparatoires, en se tenant prêt à avancer ou à reculer suivant les circonstances.

Mais il semble que personne en France ne se soit douté que le premier problème que l'on avait à résoudre comportait une solution rationnelle qui convenait à tous les cas, et cependant, si l'on y réfléchit, on verra que toute autre était défectueuse par quelque point. Mais sans doute personne ne possédait l'esprit d'analyse qui permet d'élucider une question en la réduisant à ses termes essentiels, sans se laisser embarrasser par des détails qui n'ont rien à faire dans la détermination des grandes lignes. C'est que sans doute encore, on manquait de bons principes de guerre, et c'est cela surtout qui faisait la faiblesse de l'armée française, bien plus que l'imperfection de sa préparation matérielle; car cette dernière était réparable, tandis qu'après s'être

complu dans des projets d'offensive chimériques, dès que l'on se verrait en face de la situation réelle, les chefs de l'armée française ne devaient montrer ni le caractère ni l'intelligence qui étaient nécessaires pour y faire face.

A. Grouard,
Ancien élève de l'Ecole polytechnique.

(*A continuer*.)

LES

PROCÉDÉS STRATÉGIQUES

DE

NAPOLÉON[1]

II.

LA MANŒUVRE SUR POSITION CENTRALE.

Conception générale. — Lorsque Napoléon n'a pas sur son théâtre principal la supériorité réelle, il cherche à diviser les forces adverses ou bien à profiter de leur séparation initiale pour prendre entre leurs diverses fractions une *position centrale*[2], d'où il manœuvre pour les écraser successivement.

> Lorsque, avec de moindres forces, j'étais en présence d'une grande armée, groupant avec rapidité la mienne, je tombais comme la foudre sur l'une de ses ailes et je la culbutais; je profitais du désordre que cette manière ne manquait jamais de mettre dans l'armée

---

[1] Voir la livraison d'octobre 1905.

[2] *Position centrale.* — Quand une armée est au milieu, au centre de divers corps ennemis, Napoléon dit que cette armée occupe une *position centrale;* il n'a jamais dit qu'elle tenait la *ligne d'opérations intérieure*, expression d'une complète obscurité.

Parlant de César qui, à Dyrrachium, enveloppa le camp de Pompée par une ligne de contrevallation de six lieues : « Les manœuvres de César à Dyrrachium sont extrêmement téméraires; aussi en fut-il puni. Comment pouvait-il espérer se maintenir avec avantage le long d'une ligne de contrevallation de six lieues, entourant une armée qui avait l'avantage d'être

ennemie pour l'attaquer dans une autre partie, toujours avec toutes mes forces. Je la battais ainsi en détail, et la victoire qui en était le résultat était toujours, comme vous le voyez, le triomphe du grand nombre sur le petit[1].

Dans cet état d'infériorité, deux cas peuvent se présenter : ou bien Napoléon est libre de ses mouvements, ou bien il est lié à quelque place qu'il doit à tout prix garantir contre les entreprises de l'adversaire, comme Mantoue, en 1796; Dresde, son centre d'opérations dans la campagne d'automne de 1813; Paris, dans la campagne de 1814.

S'il est libre de ses mouvements, Napoléon prend sa position centrale par un coup offensif sur le centre du déploiement stratégique adverse : c'est ainsi qu'il a opéré dans les entrées en campagne de 1796, de 1812 et de 1815.

S'il est lié à une place, c'est du terrain et des fautes stratégiques de l'adversaire qu'il attend la division des forces ennemies. Les opérations proprement dites sont précédées d'une phase d'attente. On peut appeler ce procédé l'*attente stratégique*.

Les principaux exemples de ce second procédé sout les suivants :

---

maîtresse de la mer et d'occuper une *position centrale?* » (*Précis des guerres de Jules César*, t. 32, p. 57.)

Dans la campagne de 1762, le prince Henri de Saxe défendait la Saxe contre les Autrichiens : « Dans cette campagne, a écrit Napoléon, ce prince a constamment violé les principes que les camps d'une même armée doivent être placés de manière à pouvoir se soutenir. Les Autrichiens qui occupaient la *position centrale* de Dresde et les débouchés des montagnes de la Bohême pouvaient l'en faire cruellement repentir. » (*Précis des guerres de Frédéric II*, t. 32, p. 237.)

Dans la campagne de 1800 en Allemagne, l'armée autrichienne, hormis le corps du prince de Reuss de 20,000 hommes qui était dans le Tyrol, se trouvait toute réunie dans le camp retranché d'Ulm. « Le général autrichien pouvait manœuvrer sur les deux rives du Danube; protégeant à la fois la Souabe et la Bavière, couvrant la Bohême comme l'Autriche, il recevait tous les jours des recrues, des vivres, et paraissait résolu à vouloir se maintenir dans cette *position centrale*, malgré l'infériorité bien constatée de ses forces et les échecs qu'il avait essuyés. » (F. 30, p. 403).

[1] Napoléon dans un dîner chez le directeur Gohier, au retour de la campagne de 1796.

Campagne de 1796 : autour de Mantoue, actes de Castiglione, d'Arcole, de Rivoli.

Campagne de 1805 : autour de Vienne avant Austerlitz.

Campagne de 1807 : autour de Varsovie.

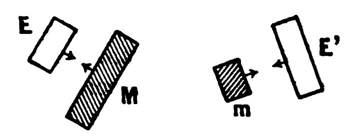
Campagne de 1813. { Campagne d'automne....... { 1er acte sur la position centrale de Gœrlitz. 2e acte sur la position centrale de Leipzig.

Campagne de 1814 : ensemble de la campagne.

Dans l'entrée en campagne de 1812, les deux manœuvres, position centrale par coup offensif et manœuvre sur les derrières, coexistent, montrant ainsi l'unité de la conception napoléonienne.

Que la *position centrale* soit prise par un coup offensif sur le centre du déploiement ennemi ou qu'elle résulte de l'offensive de l'adversaire, le principe de sa manœuvre est le même : écraser une des fractions de l'ennemi en réalisant contre elle une supériorité totale[1] pendant qu'il se borne à contenir les autres fractions.

Si l'ennemi a divisé ses forces en deux fractions EE', il travaille à écraser la fraction E avec sa masse principale M, pendant qu'il fait contenir la fraction E' par sa masse secondaire *m*.



Deux conditions s'imposent : la première, c'est que la fraction E' ne puisse rejoindre à temps la fraction E et reformer avec elle un effectif supérieur au nôtre.

La seconde, c'est que E' ne puisse infliger un désastre à notre masse *m*, qui, par disposition, lui est inférieure.

---

[1] Somme des forces matérielles et morales.

La première condition exige que les deux masses ennemies soient séparées par un intervalle assez considérable ou que les difficultés du terrain tiennent lieu de cet intervalle.

La seconde condition exige que la masse secondaire trouve dans le terrain un accroissement important de forces, et le système de guerre à employer par cette masse secondaire, c'est celui de la *guerre de positions*.

Si l'adversaire a réparti ses forces en plusieurs fractions, Napoléon oppose à chacune de ses fractions une masse circonférentielle d'effectif moindre et réserve une masse centrale. Cette masse centrale, il la porte à l'aide de la masse circonférentielle contre laquelle se produit l'attaque la plus dangereuse.

Les économies qu'il peut réaliser sur les masses circonférentielles au profit de la masse centrale sont fonction de la valeur des généraux qui les commandent, du terrain, des généraux qui leur sont opposés.

Pour arrêter sa répartition, Napoléon se servait de sa profonde connaissance des hommes et de l'art militaire.

MANŒUVRE SUR POSITION CENTRALE PAR COUP OFFENSIF.

Lorsque Napoléon doit faire tête à une coalition de deux adversaires ayant des intérêts distincts et des lignes d'opérations divergentes, comme à l'entrée en campagne de 1796 et en 1815, ou à un adversaire unique, mais en cordon le long de la frontière, comme à l'entrée en campagne de 1812, il cherche, par une brusque offensive, à prendre position au milieu du déploiement ennemi.

Il profite de la surprise initiale pour accabler l'un des tronçons, le rejeter aussi loin que possible de l'autre, le surveiller avec un minimum de forces pendant qu'avec le gros de ses troupes il accable l'autre tronçon.

Expliquant son plan de 1815, Napoléon a écrit à Sainte-Hélène.

« L'Empereur adopta le parti de couvrir ses mouvements par la Sambre et de percer la ligne des deux armées à Charleroi, point de leur jonction ; manœuvrant avec rapidité et habileté, il pouvait espérer de les séparer et de les attaquer isolément. Il trouva ainsi dans les secrets de l'art des moyens supplémentaires qui lui tinrent lieu des 100,000 hommes qui lui manquaient.

« Dans la journée du 17 juin (le lendemain de la bataille de Ligny) l'armée française se trouva partagée en trois parties : 62,000 hommes et 212 canons, sous les ordres de l'Empereur, marchèrent sur Bruxelles par la chaussée de Charleroi ; 34,000 hommes et 108 canons, sous les ordres du maréchal Grouchy, se dirigèrent sur cette capitale par la chaussée de Wavre, à la suite des Prussiens ; 3,000 hommes restèrent sur le champ de bataille de Ligny pour porter secours aux blessés et former, dans les cas imprévus, une réserve aux Quatre-Bras ; 4,000 à 5,000 hommes, formant les parcs de réserve, restèrent à Fleurus et à Charleroi.

« Les 34,000 hommes du maréchal Grouchy, ayant 108 canons, étaient suffisants pour culbuter l'arrière-garde prussienne dans toutes les positions qu'elle prendrait, presser la retraite de l'armée vaincue et la contenir. C'était un beau résultat de la victoire de Ligny de pouvoir ainsi opposer 34,000 hommes à une armée qui avait été de 120,000 hommes.

« Les 62,000 hommes sous les ordres de l'Empereur étaient suffisants pour battre l'armée anglo-hollandaise de 90,000 hommes. La disproportion qui existait le 15 entre les deux masses belligérantes, qui était alors dans le rapport de 2 à 1, était bien changé, elle n'était plus que dans le rapport de 3 à 4.... »

La préparation. — Ses campagnes sur position centrale ont toutes comporté une préparation très minutieuse. Son plan de campagne fixe :

Le point d'attaque ;

La fraction de l'ennemi qu'il assaillera tout d'abord ;

Les démonstrations destinées à attirer l'attention et les forces de l'ennemi loin du point d'attaque ;

Les mesures propres à assurer le secret le plus absolu ;

Les marches de concentration à exécuter pour amener nos troupes devant le point d'attaque ;

L'organisation d'une ou plusieurs lignes d'opérations, de façon à pouvoir éventuellement opérer un changement de ligne ;

La protection de ces lignes d'opérations.

Passons en revue ces différentes questions.

Le point d'attaque. — S'il a devant lui deux adversaires, c'est leur point probable de jonction qu'il vise : Carcare en 1796, Sombreffe en 1815. S'il n'a devant lui qu'un seul adversaire, mais qui se réunit en deux masses, ce qu'il vise, c'est l'intervalle entre ces masses : Vilna en 1812.

La fraction à attaquer. — Il prend comme objectif la plus dangereuse, puisque la surprise lui donnera la chance la plus favorable qu'il aura jamais d'en triompher.

A l'entrée en campagne de 1796, c'est l'armée autrichienne qu'assaille Napoléon; en 1815, c'est l'armée prussienne; à l'entrée en campagne de 1812, ce sont les forces de Bagration qui, placées au sud de Kowno, sont les plus dangereuses pour notre ligne d'opérations.

Démonstrations. — Si l'adversaire est en parfaite quiétude, comme les Prussiens et les Anglais en 1815, il prend toutes précautions pour ne pas troubler leur tranquillité.

Si l'adversaire est en éveil, il s'efforce d'attirer par une démonstration son attention et ses forces loin du point qu'il veut atteindre.

En 1796, voulant porter ses forces de Savone sur Carcare, il organise des démonstrations sur le col de Tende (Macquard et Garnier) et sur Orméa, dans la vallée du Tanaro (Sérurier); en 1812, voulant passer le Niémen à Kowno pour percer sur Vilna, il s'efforce d'attirer Bagration loin de ce point par des démonstrations qu'exécutent les corps de Schwarzenberg et de Reynier vers Lublin, et l'armée du roi Jérôme au sud-est de Varsovie.

Il a soin de ménager à ces corps de démonstration des refuges pour le cas où l'ennemi les pousserait trop vivement. En 1812, la Vistule, avec Varsovie et Modlin, devait le cas échéant, servir de refuge aux troupes de Jérôme.

Souvent il prépare ostensiblement des magasins dans la direction où il veut attirer l'ennemi.

En 1796, il organise des magasins dans la vallée du Tanaro, par où s'avancera Sérurier, pour faire craindre aux Sardes une attaque du côté de Turin.

Le secret. — En 1796, nos troupes, concentrées par des marches considérables sur Carcare, surprennent absolument l'ennemi. En 1812, le rassemblement de nos forces est effectué derrière la grande forêt de Wilkowisky. Les plus minutieuses précautions sont prises pour cacher aux Russes les mouvements préparatoires du passage du Niémen ; jusqu'au dernier moment, on ne montre sur les rives du fleuve que la cavalerie polonaise. Dans la nuit du 22 au 23 juin, Napoléon, empruntant à un chevau-léger polonais sa capote et son bonnet, fait la reconnaissance du fleuve, seul avec le général du génie Haxo.

En 1815, Napoléon concentre ses forces par des marches énormes sur Charleroi. Dès le 7 juin, on interrompt absolument les communications sur les frontières[1]. Le secret de la concentration fut bien assuré, car, le 14 juin seulement, l'état-major prussien a vent que des corps français sont en mouvement. Dans la nuit du 14 au 15 il apprend que nous nous renforçons devant Charleroi et il ne reçoit de nouvelles sûres que trente-six heures avant le commencement de la bataille de Ligny. Le 15 juin, alors que l'Empereur a déjà le pied sur le territoire belge, Wellington expose tranquillement dans une longue lettre au tsar la façon dont il compte prendre l'offensive à la fin du mois.

Marches de concentration. — La surprise de l'ennemi est fonction du *secret* et de la *vitesse*. C'est par des marches énormes qu'en 1815 Napoléon a réalisé la concentration de ses forces devant Charleroi.

Lignes d'opérations et changement de ligne d'opérations. — Napoléon a soin de s'assurer une ligne d'opérations que l'armée puisse protéger par son offensive même. De plus, il prévoit généralement un changement de ligne en cours de manœuvre.

En 1796, décidé, après avoir frappé et mis en retraite les

---

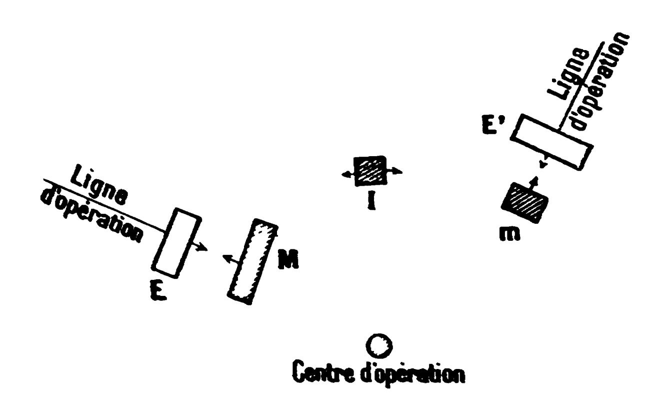
[1] « Donnez les ordres les plus positifs, écrit le 7 juin Napoléon au maréchal Soult, major général, pour que sur toute la ligne du Nord, du Rhin et de la Moselle, toutes les communications soient fermées et qu'on ne laisse passer aucune voiture ni diligence. Recommandez qu'on exerce la plus grande surveillance pour qu'aucune lettre ne puisse passer si cela est possible. Voyez les ministres de la police et des finances pour qu'ils écrivent à leurs agents pour intercepter absolument les communications. »

Autrichiens, à se retourner contre les Sardes, il a prévu un changement de ligne sur Orméa, dans la vallée du Tanaro. Ainsi il n'aura pas à consacrer des forces notables à la garde de sa ligne primitive sur Savone. Il a fait, à cet effet, préparer des magasins dans la vallée du Tanaro.

Ayant prévu qu'il prendra ensuite sa ligne directement sur Nice par le col de Tende, il a fait garder cette direction par Macquard et Garnier.

L'EXÉCUTION. — Une fois installé entre les deux fractions adverses, et après avoir frappé l'une, Napoléon travaille à accroître leur intervalle en frappant l'autre immédiatement.

En 1815, le 16 juin, il accable les Prussiens à Ligny et se porte le 17 contre les Anglais.



Il s'efforce d'ailleurs de provoquer une rapide retraite de la fraction battue par une menace sur ses derrières. A l'entrée en campagne de 1796, après avoir battu les Autrichiens à Montenotte le 12 avril, il tourne, le 13, son gros contre les Sardes qu'il bat à Millesimo, tandis que Masséna, que doit joindre Laharpe, menace la retraite des Autrichiens sur Dego. Nous reviendrons sur cette question.

Une des conditions les plus favorables qu'on puisse souhaiter, c'est que notre masse secondaire dispose d'une barrière pour lui faciliter la mission d'empêcher la fraction battue de rejoindre l'autre. En 1796, à l'entrée en campagne, les Autrichiens ne

pouvaient rejoindre les Sardes que par de mauvais chemins faciles à défendre; en 1815, aucun accident notable du sol n'existait pour faciliter la tâche de Grouchy.

Dispositif stratégique. — Quoi qu'il en soit, l'ennemi se déplaçant, il y a lieu de fixer chaque jour un *dispositif stratégique* qui assure la meilleure utilisation possible des forces. Lorsqu'il se trouvait entre deux adversaires, nous avions supposé, pour la commodité de l'exposition, que Napoléon ne divisait ses forces qu'en deux masses et une réserve qu'il portait alternativement à l'appui de l'une ou l'autre masse. En réalité, son dispositif est un peu plus compliqué.

Prenons, par exemple, celui de 17 avril 1796. Bonaparte a été avisé dans la nuit qu'Augereau (masse de l'Ouest) a échoué dans l'attaque du camp retranché de Ceva. Tranquillisé du côté des Autrichiens, refoulés au delà de Dego le 15, Bonaparte transporte son quartier général de Carcare à Millesimo, et prescrit à Laharpe de relever à Dego la division Masséna. Ainsi couvert par Laharpe du côté des Autrichiens, il dirige Masséna sur Montbarco (San Benedetto), entre les Autrichiens et les Sardes, d'où il menace les derrières des uns et des autres.

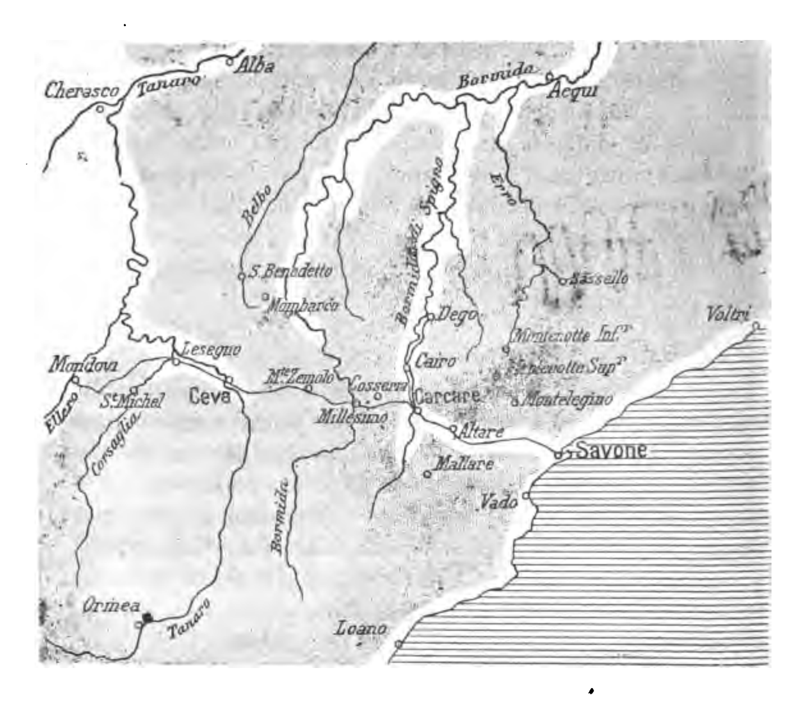
Pendant la nuit, Colli se dérobe et va occuper, près de Mondovi, la position de flanc de la Bicoque (la Bicocia), derrière la Cursaglia.

Le 18, Bonaparte fait descendre à Augereau la rive droite du Tanaro pour menacer les derrières des Sardes, tandis que Sérurier marche droit sur leurs positions; Masséna reste à San Benedetto. Une attaque de Sérurier, à laquelle Augereau, arrêté par le Tanaro grossi, ne peut coopérer, échoue. La situation devient difficile. Il faut trouver du monde pour enlever la position de Colli.

Un changement de ligne de communications va tirer Bonaparte d'affaire. Abandonnant sa ligne sur Savone, il la prend sur Orméa. N'ayant plus à garder aussi fortement la route de Savone, il appelle à lui la division Laharpe, qui ne laissera qu'une demi-brigade à Cairo.

Le 20, Laharpe relève à San Benedetto la division Masséna

qui vient s'intercaler entre Sérurier et Augereau pour renouveler, le 21, l'attaque de Saint-Michel. Colli n'attend pas le choc.



A Sainte-Hélène, dans sa relation de sa campagne d'Italie, Napoléon a tenu à appeler l'attention sur le placement de la division Laharpe à San Benedetto.

« Lorsque l'armée française se dirigea sur Ceva pour attaquer l'armée piémontaise, la division Laharpe fut laissée en observation contre le camp d'Acqui, où Beaulieu ralliait toute l'armée autrichienne. Il paraîtrait que la position naturelle de ce corps d'observation aurait dû être sur les bords de la Bormida, en avant de Dego, afin de couvrir la ligne d'opérations sur Savone. Il est à remarquer que si Napoléon préféra la position sur le Belbo, en avant de San Benedetto, à deux marches sur la gauche de Dego, laissant la chaussée de Savone à découvert, c'est qu'il voulut tenir son armée réunie pour que Beaulieu ne pût se placer entre ses divisions et les isoler. Le camp de San Benedetto couvrait l'armée qui manœuvrait sur Ceva. Si Beaulieu se fût porté sur Dego, le corps placé à

San Benedetto l'eût attaqué en flanc et par derrière. D'ailleurs, la communication de Garessio—Orméa était ouverte. Le choix du camp de San Benedetto pour placer un corps d'observation contre Beaulieu mérite d'être médité »[1].

MANŒUVRES SUR POSITION CENTRALE AVEC ATTENTE STRATÉGIQUE.

Conception générale. — Lorsque Napoléon s'est trouvé lié à un point fixe[2], faute de forces suffisantes pour prendre l'offensive tout en gardant ce point, c'est, avons-nous dit, du terrain et des erreurs stratégiques de ses adversaires qu'il attend la division de leurs forces ; ses opérations proprement dites sont alors précédées d'une phase d'attente, et, pour distinguer ce procédé, on peut l'appeler « l'attente stratégique[3] ».

Pour que ce système de guerre donne des résultats satisfaisants, il faut que le théâtre d'opérations force l'ennemi à se diviser et permette au contraire à nos forces de se réunir rapidement. Cela exige autour de la position centrale une barrière ne laissant à l'ennemi qu'un petit nombre de débouchés.

Le théâtre d'opérations idéal est celui qui ne laisse à l'ennemi, comme lignes d'invasion, que d'étroits couloirs séparés par des massifs impénétrables : tel le théâtre autour de Mantoue en 1796.

C'est en arrière des débouchés de la barrière ou dans les couloirs voies d'invasion que sont établis les *corps d'observation*. Leur résistance doit permettre de distinguer l'attaque principale des attaques secondaires et donner à la masse centrale le temps de se porter contre cette attaque ou d'achever une opération entamée sur un autre point. Pour remplir leur mission, le système de guerre que doivent employer les corps d'observation, c'est celui de la *guerre de positions*.

[1] T. 29, p. 326. Deuxième observation sur la campagne de 1796.

[2] Comme à Mantoue en 1796 après Arcole, à Dresde dans la campagne d'automne de 1813, à Paris en 1814.

[3] Dans le *Précis des campagnes*, j'ai employé le mot « dispositif d'attente stratégique ». J'ai trouvé depuis la même expression dans Jomini. Parlant de la répartition des divisions françaises le long de l'Adige avant Rivoli, Jomini écrit : « Cette ligne qu'au premier abord on trouvera un peu étendue, n'était qu'un dispositif d'attente. »

Pour asseoir son attente stratégique, Napoléon n'a pas toujours disposé d'un cirque montagneux comme celui qui entoure Mantoue. A défaut de montagnes, il a souvent utilisé des cours d'eau comme barrières et s'est plusieurs fois placé à un nœud fluvial. Un nœud fluvial est une bonne position d'attente à condition que l'on dispose de ponts fortifiés pour passer rapidement d'un secteur dans un autre, l'ennemi en étant dépourvu. Il est alors possible de surprendre l'adversaire en flagrant délit de passage, ou, s'il s'avance vers le centre, de se jeter sur ses derrières.

D'autre part, les corps d'observation, laissés dans les différents secteurs, ne courent aucun risque majeur, puisque, par les ponts fortifiés, ils peuvent toujours se dérober à l'ennemi.

A la fin de 1806, Napoléon plaça son armée autour de Modlin et de Varsovie au nœud fluvial si remarquable de la Vistule avec la Narew, l'Ukra, le Bug et leurs affluents. Pour passer facilement d'un secteur dans un autre, il fit établir sur ces différents cours d'eau des ponts avec têtes fortifiées.

C'est de cette position qu'il prit les offensives qui aboutirent aux batailles de Pultusk et Golymin le 26 décembre 1806, d'Allenstein et d'Eylau en février 1807.

En 1814, c'est sur un réseau fluvial qu'il appuie sa campagne contre les armées de Blucher et de Schwarzenberg.

La Seine et la Marne formaient avec leurs riches vallées et les villes importantes de leurs cours, les lignes d'invasion forcées de l'armée de Silésie et de l'armée de Bohême. Ces rivières sont séparées par une zone marécageuse, alors mal routée, pauvre en ressources. C'est dans cette zone que Napoléon se tient avec sa masse centrale, ayant sa ligne d'opérations sur Paris. Dans chacune des vallées de la Seine et de la Marne, une masse secondaire doit maintenir l'ennemi en prenant position sur les portions des cours des rivières perpendiculaires aux lignes d'invasion. Suivant les nécessités stratégiques, Napoléon réunit sa masse centrale à l'une des masses secondaires pour écraser l'armée de Silésie ou l'armée de Bohême.

Organisation de la zone-manœuvre. — Dans l'attente stratégique, un des éléments du succès, c'est la rapidité avec laquelle

chacune des masses circonférentielles peut être secourue par les masses voisines et par la masse centrale. Cette rapidité est fonction de trois facteurs : distance des masses entre elles, rapidité de transmission des ordres, rapidité de marche des troupes.

Distance entre les différentes masses. — Plus grande est la distance qui sépare les différentes fractions de l'ennemi, plus la masse centrale dispose de temps pour écraser une de ces fractions.

D'autre part, plus les effectifs croissent, plus il faut de temps à la masse centrale pour écraser une des fractions de l'ennemi : entre deux effectifs médiocres, les affaires sont plus rapidement réglées qu'entre deux gros effectifs.

Il y aurait donc intérêt à agrandir le plus possible le rayon du dispositif. Mais ce rayon est essentiellement fonction du terrain, de l'effectif des masses circonférentielles, du talent du général qui les commande et du général ennemi qui les attaque.

Transmission des renseignements et des ordres. — Il est essentiel que cette transmission soit rapide. Napoléon s'est toujours occupé personnellement du service des estafettes et courriers. En 1796, autour de Mantoue, il organisa même un service d'avertissement instantané à coups de canon[1].

Rapidité de marche des troupes. — Cette rapidité est accrue dans une large mesure si l'on peut débarrasser les troupes de leurs impedimenta : malades, blessés, bagages, munitions. Une masse circonférentielle appelée sur un autre point du théâtre d'opérations doit pouvoir laisser tous ces impedimenta en sécurité dans une place voisine.

Sur la fin de 1808, Napoléon pense à la défense de l'Italie. Il voudrait qu'en cas d'attaque des Autrichiens, le prince Eugène portât ses troupes en Frioul et prît une position d'attente à

---

[1] Lettre à Berthier, 1301.

Udine (au nord-est de Codroipo), au centre de la barrière montagneuse qui court le long de l'Isonzo et se retourne sur le haut Tagliamento.

Sur cette barrière, trois débouchés seulement : au Sud, celui qui conduit à Palmanova; au Centre, celui de Caporetto; au Nord, celui qui, par Tarvis, aboutit à Osoppo. Napoléon a déjà fait organiser Palmanova en grande place de dépôt; il voudrait avoir deux autres places de dépôt près de Caporetto et à Osoppo.

« On désire, écrit-il à Eugène le 29 octobre 1808, qu'une division étant promptement rappelée de devant Osoppo, pour livrer bataille sous Palmanova, ses bagages, ses blessés, ses malades puissent être enfermés dans Osoppo. Enfin, on désire que la division qui défendrait le haut Tagliamento, étant battue, trouve un camp retranché pour se reformer et, de là, prendre toute autre délibération. Osoppo, dans la situation actuelle, ne m'offre point cet avantage; c'est un rocher trop élevé; je ne saurais où mettre 200 ou 300 voitures d'artillerie ou de bagages.... »

Et le 20 janvier 1807, il lui écrivait encore au sujet d'Osoppo :

« Ce qui m'a forcé à fortifier Osoppo, c'est que cette position originale remplit d'elle-même deux conditions : elle peut offrir protection à une division, en contenir les magasins, et peut être défendue par une poignée d'hommes. Alors elle n'est jamais d'aucun embarras ; car les places fortes sont aussi embarrassantes, affaiblissent une armée et sont la cause de la perte d'une bataille ou d'une campagne. »

Quand il opère sur position centrale, ayant des munitions dans les places de la zone-manœuvre, il réduit son parc d'artillerie pour être plus mobile.

Dispositif stratégique. — La zone-manœuvre organisée, il y a lieu d'étudier un dispositif stratégique qui permette dans toutes les hypothèses de tirer le meilleur rendement des forces.

« L'art de la guerre est de disposer ses troupes de manière qu'elles soient partout à la fois. L'art du placement des troupes est le grand art de la guerre. Placez toujours vos troupes de manière que, quelque chose que fasse l'ennemi, vous vous trouviez toujours en peu de jours réunis. »

Comme il est impossible de prévoir exactement la valeur des différentes attaques de l'ennemi, Napoléon échelonne d'ordinaire des réserves de façon qu'elles puissent, suivant les besoins, renforcer l'une ou l'autre de ses masses et empêcher que l'ennemi ne pénètre entre elles.

Il est de principe que la ligne de retraite d'une masse circonférentielle soit sur le gros des troupes, parce qu'il importe pardessus tout de pouvoir, à un moment donné, se réunir.

Ligne d'opérations. — Lorsque le gros quitte la position centrale pour se réunir à l'une des masses circonférentielles, la masse circonférentielle placée à l'extrémité opposée du diamètre doit empêcher l'ennemi de pénétrer jusqu'à la position centrale, c'est-à-dire entre nos masses. Le 23 août 1813, Napoléon charge Macdonald du commandement de l'armée du Bober opposée à l'armée de Blücher, tandis qu'il projette d'aller lui-même chercher l'armée de Schwarzenberg jusqu'en Bohême. Il fait écrire à Macdonald :

> « Dès le moment que je prendrai ce parti, je mettrai Gœrlitz sous ses ordres...; que pendant tout le temps que j'aurai ma ligne sur Zittau (de Bohême sur Zittau), il est de la plus haute importance qu'en aucun cas l'ennemi ne puisse se porter sur Zittau, et que si, par un mouvement inopiné ou par la perte d'une bataille, il était obligé de prendre la ligne de la Queiss, il faudrait s'y maintenir et enfin faire sa retraite sur Zittau, puisque alors, une fois réunis, on pourra aviser à ce qui convient.... »

Mais en imposant à une masse circonférentielle la charge de garder la ligne de communication du gros, il lui lie d'autant les mains. C'est par un changement de ligne de communications qu'il pare à cet inconvénient. Aussi, ajoute-t-il :

> « Si je me porte sur Prague, la première opération sera de tâcher de prendre une ligne d'opération sur Dresde (par Schandau), et dès ce moment le duc de Tarente sera plus libre de ses mouvements. »

LES OPÉRATIONS. — Le dispositif d'attente stratégique ainsi établi, voyons les opérations. L'approche de l'ennemi est signalée de plusieurs côtés. Ici se place la grosse difficulté de la

manœuvre sur position centrale : discerner l'attaque principale ou du moins la plus dangereuse pour l'instant, celle contre laquelle il convient de concentrer ses forces.

Chacun des chefs des masses circonférentielles se figure naturellement qu'il a sur lui la principale attaque et réclame de prompts secours :

« Ce qu'il y a de fâcheux dans la position des choses, écrivait le 22 août 1813 Napoléon au duc de Bassano, c'est le peu de confiance qu'ont les généraux en eux-mêmes. Les forces de l'ennemi leur paraissent considérables partout où je ne suis pas. »

Il faut au général en chef un imperturbable sang-froid pour ne pas s'engager à faux.

« Dans la position actuelle des affaires, écrivait Napoléon, le 21 juillet 1808, dans les instructions pour l'armée d'Espagne, l'armée française occupe le centre; l'ennemi, un grand nombre de points de la circonférence.

« Dans une guerre de cette nature, il faut du sang-froid, de la patience et du calcul; il ne faut pas épuiser les troupes en fausses marches ou contremarches. Il ne faut pas croire, quand on fait une fausse marche de trois à quatre jours qu'on l'ait réparée par une contremarche. C'est ordinairement deux fautes au lieu d'une. »

Il y a une résolution décisive à prendre sur des données incertaines; c'est là une de ces situations qui réclament les qualités primordiales de l'homme de guerre : le sang-froid, la clairvoyance, la décision.

Pour y voir clair, Napoléon prend d'ordinaire l'offensive sur l'attaque qu'il croit la principale.

Exploitation de la victoire. — Napoléon ayant démêlé la principale attaque de l'ennemi, a pu concentrer sur elle des forces supérieures qui lui ont donné la victoire. Il s'agit de l'exploiter.

Si dans la manœuvre sur les derrières il lui a été souvent possible d'exploiter à fond la victoire, dans la manœuvre sur position centrale il n'en fut pas de même. Presque toujours, il a été rappelé d'urgence sur un autre point de l'échiquier stratégique.

Après Arcole, il doit abandonner à Masséna la poursuite d'Alvinzi pour se reporter en hâte contre Davidovich parvenu près de Castelnovo. Après Rivoli, rappelé contre Provera qui s'approche de Mantoue, il doit laisser à Joubert le soin de pousser Alvinzi sur la Corona. En 1813, à l'acte de Gœrlitz, à peine a-t-il eu le temps de faire reculer Blücher en Silésie qu'il est rappelé vers Dresde par l'offensive de l'armée de Bohême. Après la bataille de Dresde, au moment où il commence la poursuite, il lui faut, de sa personne, revenir à Dresde pour remédier aux échecs de la Katzbach et de Grossbeeren. En 1814, il n'a jamais le loisir d'anéantir la fraction qu'il vient de battre. Après Ligny, il doit laisser à Grouchy la poursuite de Blücher pour se porter avec Ney contre les Anglais.

Tant que ses lieutenants n'ont eu que de faibles effectifs à diriger, le procédé a réussi; lorsque les effectifs ont été considérables, nous avons essuyé des revers.

Le remède eût été de pouvoir anéantir du coup la fraction assaillie; aussi Napoléon s'efforçait-il de mettre en scène contre elle une manœuvre sur les derrières.

A l'acte d'Arcole, c'est par une manœuvre sur les derrières qu'il se débarrasse d'Alvinzi, et, quand il revient sur Davidovich, il essaie de le prendre par la manœuvre de Dolce qui échoue. En 1812, en attente stratégique entre les forces russes du Nord et du Sud, il tente contre les forces du Nord, de Drissa à Smolensk, une série de manœuvres sur les derrières qui échouent par suite du parti pris des Russes de battre précipitamment en retraite. En 1813, ayant Gœrlitz comme position centrale, au moment où il est rappelé contre l'armée de Bohême qui menace Dresde, il médite contre cette armée une manœuvre sur les derrières. Quand il porte sa position centrale à Leipzig et fait de Torgau son centre de ravitaillement, c'est par une manœuvre sur les derrières de Blücher et de Bernadotte à Düben où ils viennent de franchir l'Elbe, qu'il essaie de se débarrasser de ces deux généraux. En 1814, il refait dix fois la manœuvre sur les derrières, soit contre Blücher, soit contre Schwarzenberg.

Mais, toujours étroitement lié par le temps, il est dans de mauvaises conditions pour réussir sa manœuvre, d'autant que

l'ennemi, par principe, fuit devant lui, n'acceptant la lutte qu'avec ses lieutenants.

Les généraux. — Nous arrivons à l'un des plus graves inconvénients du système : c'est qu'il exige plusieurs généraux capables de diriger isolément des effectifs considérables.

Lorsque les masses circonférentielles étaient petites, comme en 1796, Napoléon a trouvé des généraux capables de les commander. Il a eu Masséna, Joubert, Augereau, l'Augereau de Castiglione ; d'ailleurs le théâtre d'opérations était restreint, Napoléon conduisait tout lui-même et pouvait facilement réparer l'erreur d'un de ses lieutenants [1].

En 1805, autour de Vienne, il a trouvé encore pour commander ses masses secondaires Ney, Marmont, Davout.

Mais lorsque les effectifs ont crû dans des proportions énormes comme en 1813, et que les distances ont grandi dans les mêmes proportions isolant absolument de l'Empereur ses lieutenants, Macdonald, Gouvion-Saint-Cyr, Vandamme, Oudinot, Ney, ceux-ci se sont montrés partout au-dessous de leur tâche.

En résumé, le système de manœuvres sur position centrale exige, pour réussir, un certain nombre de conditions difficiles à réunir : barrière circonférentielle n'offrant à l'ennemi qu'un petit nombre de débouchés, terrain propice pour les masses d'observations, troupes rompues aux mouvements rapides, plusieurs excellents généraux. Il faut surtout un général en chef de première force, car son cerveau doit racheter l'infériorité du nombre.

Et de fait, c'est dans ses manœuvres sur position centrale que Napoléon apparaît le plus grand ; c'est alors qu'il tire de son génie et des ressources de l'art militaire les plus admirables combinaisons.

Comparaison du coup offensif et de l'attente stratégique. — Bien que les deux procédés conduisent l'un et l'autre à des

[1] A l'acte de Rivoli, Augereau, chargé de contenir Provera sur l'Adige, l'a laissé passer sans le suivre.

manœuvres sur position centrale, ils appartiennent comme on dirait en histoire naturelle à deux espèces différentes; le premier est un procédé *à priori*, comme la manœuvre sur les derrières, le second un procédé *à posteriori*.

Dans le *coup central*, Napoléon obtient la supériorité sur l'adversaire par une combinaison *à priori*, et, s'il réussit, la campagne est terminée. Dans l'attente stratégique, il ne réalise cette supériorité qu'*à posteriori*, puisque, pour agir, il est forcé d'attendre d'avoir discerné les projets de son adversaire.

Le second procédé bien inférieur au premier est aussi plus délicat. Aussi ne l'a-t-il employé que quand les circonstances l'y ont obligé.

En 1815, il aurait pu recommencer entre Seine-et-Marne la campagne de 1814 avec des moyens supérieurs; il préféra opérer par coup offensif au milieu du déploiement stratégique des forces combinées de Blücher et de Wellington.

Dans le *coup central*, Napoléon a toute son armée dans sa main, et, quand après sa victoire sur une des fractions de l'ennemi il en abandonne la poursuite à un de ses lieutenants, la distance entre ce lieutenant et le gros est assez peu considérable pour qu'il n'y ait pas de faute grave à craindre. Il a fallu toute l'insuffisance de Grouchy pour amener la défaite de Waterloo.

GENÈSE DE LA MANŒUVRE SUR POSITION CENTRALE PAR COUP OFFENSIF.

En 1794, Bonaparte qui venait de commander l'artillerie de l'armée d'Italie et de jouer un rôle prépondérant près des Représentants du peuple à cette armée, fut appelé au bureau topographique du Comité de Salut public pour y rédiger les instructions adressées aux armées des Alpes et d'Italie. Sans nul doute, il étudia à ce moment le bel ouvrage du marquis de Pezay sur les campagnes du maréchal de Maillebois en 1745 et 1746 en Italie, et il paraît vraisemblable que le plan de Maillebois en 1745 lui suggéra l'idée fondamentale de tous ses projets d'opérations pour l'armée d'Italie de 1794 à 1796[1].

---

[1] *Histoires des campagnes de M. le maréchal de Maillebois en Italie pendant les*

Campagne de 1745 en Italie. — De 1744 à 1748, la France et l'Espagne guerroyent en Italie en vue de constituer avec le Milanais, qui appartient à l'Autriche, et les duchés de Parme et de Plaisance une principauté pour don Philippe, gendre de Louis XV. Elles ont à lutter contre les Autrichiens et les Piémontais appuyés par l'Angleterre, maîtresse de la mer. Gênes est notre alliée. Du côté de nos adversaires, la situation est, on le voit, la même qu'en 1796.

En 1744, on a mis aux ordres de don Philippe une armée combinée de 30,000 Français sous le prince de Conti et de 17,000 Espagnols sous M. de La Mina.

En 1745, le maréchal de Maillebois a remplacé le prince de Conti, et M. de Castelar, M. de La Mina. L'idée de tourner les grandes Alpes avait été présentée en 1744 par le marquis de La Mina et rejetée sur l'avis de Bourcet, conseiller de M. le prince de Conti. Bourcet eut voulu, suivant les errements anciens, forcer le front des Alpes en menaçant plusieurs passages et en concentrant des forces sur l'un d'eux.

Le maréchal de Maillebois admit le plan de M. de La Mina; il semble même qu'allant plus loin que ce dernier, il ait eu l'idée d'écraser les Piémontais avant qu'ils pussent être secourus par les Impériaux en cantonnements dans le Milanais.

« Plus d'un motif, a écrit Pezay, déterminait le maréchal de « Maillebois à avancer de préférence par la rivière de Gênes; « cette route le mettait plus à portée d'exécuter les clauses de « l'alliance; mais il voulait encore, en entrant en Piémont, pro- « fiter promptement de sa supériorité pour combattre le roi de « Sardaigne avec avantages et le contraindre, s'il était possible, « à se retirer vers Turin. Alors le plan du maréchal de Maille- « bois était de faire derrière lui, et par détachement, les sièges « de Ceva, de Mondovi et de toutes les petites places qui se

---

années 1745 *et* 1746, par M. le marquis DE PEZAY, mestre de camp de dragons, aide-maréchal général des logis. Paris, imprimerie royale, 1775, 3 volumes et 1 atlas. — Au moment où il reçut le commandement de l'armée d'Italie, Bonaparte voulut emporter cet ouvrage et en fit la demande au Dépôt de la guerre. Cette demande a été retrouvée par M. le général Pierron.

« trouvent sur la Bormida et dans la montagne, tandis qu'il « attaquerait en forces Tortone et Alexandrie et s'ouvrirait les « portes du Montferrat. Enfin ce plan, vraiment militaire, don- « nait à espérer, avec le concours de quelques circonstances « heureuses, de pouvoir bientôt forcer le roi de Sardaigne à « renoncer à l'alliance de la reine de Hongrie. Il devenait du « moins très probable que ce monarque se trouverait prompte- « ment hors d'état de fournir à cette princesse les secours qui « lui étaient indispensables pour se maintenir en Italie. »

Maillebois voulait, une fois en Piémont, prendre sa communication directement par la vallée d'Oulx, sur Briançon.

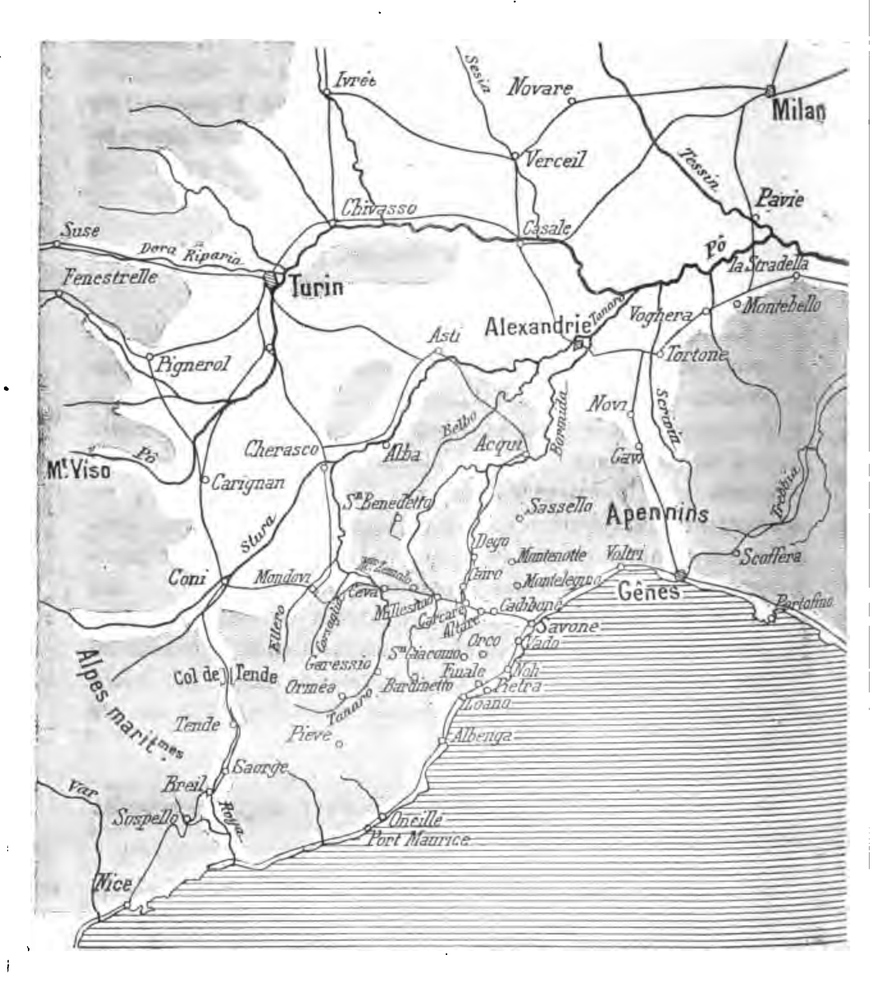
« La communication du Var au Tanaro était longue; les « succès mêmes que l'on pouvait espérer ajoutaient à cet incon- « vénient, en permettant à l'armée de faire des progrès et de « s'avancer dans le Piémont. C'est ce qui fit concevoir au maré- « chal de Maillebois le projet d'établir une communication plus « courte par la vallée d'Oulx. Les bataillons français qu'on « laissait en Dauphiné et ceux d'Espagne restés en Savoie, éga- « lement commandés par le comte de Lautrec étaient originai- « rement chargés de cette expédition, dont le siège d'Exiles « faisait nécessairement partie. Le succès de cette opération « assurait la communication en la raccourcissant; il rendait de « plus au corps de l'armée toutes les troupes qu'elle allait être « obligée de laisser le long de la rivière du Ponant, à mesure « des progrès de sa marche. »

Il semblait facile d'enlever Ceva, Mondovi, Acqui, Serravale, tous les forts de la Bormida et de la Scrivia.

« Le général français, concluait Pezay, pouvait alors rassem- « bler ses forces, écraser le roi de Sardaigne ou le contraindre « à une paix particulière, et, dans l'un et l'autre cas, chasser « les Autrichiens du Plaisantin, du Parmesan, de tout le Mila- « nais, et les pousser jusqu'aux montagnes du Tyrol. »

Ce plan est bien celui qui inspirera Bonaparte dans tous ses projets pour le théâtre des Alpes de 1794 à 1796; c'est le plan général de sa campagne de 1796.

En réalité, l'exécution en 1745 fut assez médiocre. Partis de Menton le 1er juin, l'armée franco-espagnole se porta le 23 juin



à Finale. Le 4 juillet elle était à Carcare, et le 16 devant Acqui. Elle n'avait rencontré aucune résistance, car les Piémontais avaient cru devoir, pour défendre Turin, se placer sur le Tanaro.

Le 1er juillet, le comte de Gages se porta au col de la Boc-

chetta, et, le 14, les deux armées faisaient leur jonction, dans la plaine d'Alexandrie, à San Guiliano (près Marengo). Ensemble elles comptaient 70,000 hommes. A la même date, le comte de Schulembourg, commandant l'armée impériale, et le roi de Piémont étaient venus prendre une forte position derrière le Tanaro, au nord-est d'Asti; la gauche à Bassignana, appuyée au Pô, et la droite à Montecastello.

Désireux de séparer ses deux adversaires, Maillebois fit construire un pont sur le Pô, en face de Stradella, et y fit passer un petit détachement. Craignant pour Milan, le comte de Schulembourg abandonna le Piémontais et passa sur la rive gauche du Pô; les Piémontais, trop faibles pour s'opposer au passage du Pô, se retirèrent vers Turin.

Pezay avait relevé, dans les termes suivants, le stratagème de Maillebois pour séparer les Autrichiens des Piémontais :

« Il appartenait encore au génie de sentir que, malgré la réu-
« nion des intérêts de ces deux nations, le roi de Sardaigne
« apporterait toujours une attention privilégiée à la conserva-
« tion de ses propres États, de même que le comte de Schu-
« lembourg (avec l'armée autrichienne) serait toujours plus dis-
« posé à régler ses mouvements d'après les intérêts personnels
« de la souveraine et le système le plus convenable à la défense
« particulière de ses possessions en Italie. »

Quoi qu'il en soit, aucune action décisive ne s'était produite, et la guerre traîna en Italie jusqu'à la paix d'Aix-la-Chapelle.

GENÈSE DE LA MANŒUVRE SUR POSITION CENTRALE PAR ATTENTE STRATÉGIQUE.

« Lorsqu'on veut garder un pays, a écrit Montecuculli, on
« doit s'établir et s'affermir dans quelque poste qui soit comme
« un *centre* fixe et capable de soutenir tous les mouvements
« qu'on fait ensuite, se rendre maître des grandes rivières et
« des passages, former bien sa ligne de communication et de
« correspondance. »

Le précepte, recueilli par Folard[1], lui avait servi pour critiquer la position prise à Aretium par le consul Flaminius, chargé par le Sénat d'interdire à Annibal dans la Tyrrhénie (Toscane et Étrurie) l'approche de Rome.

« Flaminius, avait écrit Folard, se trouva-t-il dans ce centre « fixe ? Forma-t-il une ligne de communication et de correspon- « dance ? Non, sans doute, puisqu'il ne pouvait communiquer « de son camp d'Aretium dans la Tyrrhénie sans un grand « détour ; le marais de Clusium (à l'Ouest du lac de Trasimène) « le séparait de cette province et lui en ôtait toute communica- « tion. On pouvait dire qu'il formait l'arc lorsque l'ennemi fai- « sait la corde et gagnait par là trois bonnes marches sur le « Consul[2]. »

Suivant Folard, Flaminius aurait dû se placer à l'entrée de l'Apennin vers les sources du Tanaro.

En 1794, dans son passage au Bureau topographique du Comité de Salut public, Bonaparte avait dû avoir à sa disposition le manuscrit de Bourcet sur les *Principes de la guerre de montagnes*, écrits en 1775. Il est probable d'ailleurs que ces principes, professés par Bourcet à la pseudo-École de guerre de Grenoble, étaient très connus encore qu'ils ne fussent pas imprimés.

Bourcet, à la défensive simple, qui dispose ses forces en cordons pour barrer les différents débouchés de la frontière, oppose la défensive active :

« On entend par défensive active les mouvements et les opéra- « tions d'offensive que peuvent faire les troupes de défensive « réunies sur une ou deux bonnes positions. »

Il admet d'ailleurs qu'il y a des places fortes aux différents débouchés :

« Le général de défensive..... choisira une position avanta- « geuse d'où il pourra se porter sur tel point qu'il voudra de la « frontière et où il puisse se trouver en état de résister à tout « l'effort de l'ennemi..... Ce général de défensive observera donc

[1] *Commentaires sur Polybe*, t. IV, p. 168.
[2] Napoléon a souvent employé cette expression : « Gagner des marches. »

« dans le choix de sa position, que les derrières puissent tou-
« jours être libres, il s'y retranchera et formera les communi-
« cations les plus commodes que faire se pourra pour se porter
« sur les places qui seront à sa droite et à sa gauche ou devant
« lui.

« Si ce général prend le parti de se rassembler dans une posi-
« tion de cette espèce et de s'y tenir tout réuni, quelles entre-
« prises pourra donner le général d'offensive ? »

1° Faire le siège d'une place ; 2° chercher à dépister son ennemi : 3° marcher sans l'embarrasser des places fortes.

« Il est donc bien prouvé que le parti de se réunir en force
« sur quelque position pour manœuvrer suivant les circon-
« stances est le meilleur.

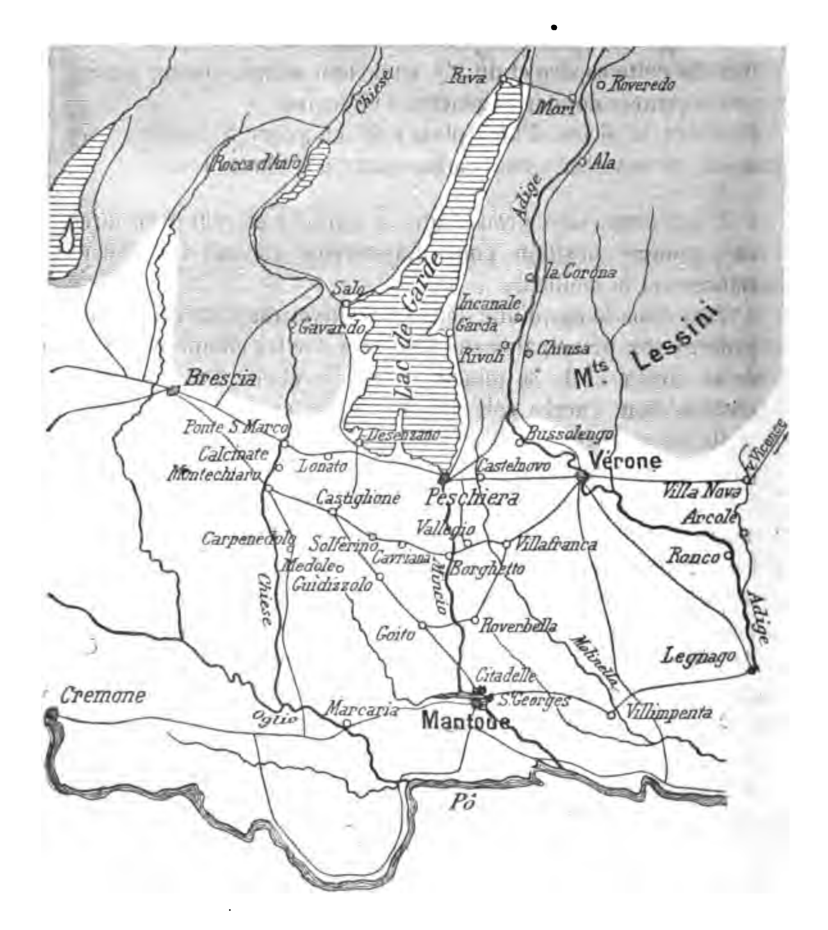
« C'est dans le cas d'une défensive active que l'attention d'un
« général doit principalement s'étendre sur les communications
« de sa droite et de sa gauche, et sur le choix d'une *position*
« *centrale* dont l'accès soit difficile à l'ennemi et qui lui per-
« mette de se porter en force et en peu de temps sur la partie la
« plus critique de la frontière.

« Il doit donc passer pour constant que la défensive active
« mérite la préséance dans tous les pays et principalement dans
« les montagnes, puisque par sa méthode on peut réduire les
« opérations d'une armée supérieure à très peu de chose, éviter
« qu'elle ne forme des établissements et souvent faire changer
« de nature à la guerre, si l'on sait bien profiter des fautes que
« pourra faire le général d'offensive et attendre que l'armée supé-
« rieure soit affaiblie par les maladies ou par les désertions. »

Attente stratégique de Catinat sur l'Adige en 1701. — Une attente stratégique célèbre était celle qu'avait prise Catinat à l'Est de Mantoue pour empêcher le prince Eugène de Savoie de pénétrer en Italie avec une armée impériale. Feuquières, dans ses Mémoires, avait à la fois critiqué les instructions données à Catinat par la Cour et les dispositions de ce général.

Catinat avait reçu l'ordre de tenir ses troupes derrière l'Adige dans la plaine de Vérone. « Il ne lui avait pas été permis, avait

écrit Feuquières[1], de s'opposer au débouchement[2] de l'armée de l'empereur à sa sortie du Trentin », de sorte que le prince Eugène put amener sans coup férir toute son armée sur l'Adige de Vérone à Legnago.



« L'armée du roi était séparée en plusieurs corps. Une partie de l'infanterie occupait le poste de Rivoli sur le bord de l'Adige,

[1] Feuquières, t. III, p. 316.
[2] Napoléon, dans un ordre en 1813, emploie le mot « *débouquement* ».

au-dessus de Vérone et poussait des postes sur le mont Baldo pour empêcher seulement que l'ennemi ne prît sa marche entre le lac de Guardia et l'Adige, et ne se portât d'abord auprès de Peschiera et du Mincio. La plus grande partie de la cavalerie et le reste de l'infanterie étaient vis-à-vis de Vérone. Par cette première disposition, M. le maréchal de Catinat crut s'opposer également aux premiers efforts de M. le prince Eugène, soit que son dessein fût de porter son armée d'abord à Peschiera, soit que ce prince voulût passer l'Adige à Vérone, ou sur des ponts proches de cette place. »

Mais Eugène ayant bientôt étendu son armée jusque Badia au-dessus de Legnago « M. de Catinat s'étendit aussi de son côté et porta sa droite jusqu'à Saint-Pierre-de-Laignago (Legnago), et à Carpi[1], sans diminuer pourtant le corps d'infanterie qu'il avait à Rivoli, parce que le prince Eugène avait laissé de l'infanterie vis-à-vis de Rivoli qui paraissait toujours vouloir passer l'Adige en cet endroit[2]. »

Comme le fait remarquer Feuquières, l'avantage était pour le prince Eugène qui pouvait plus rapidement que Catinat réunir son armée sur un point quelconque de l'Adige.

« On sait que l'Adige qui coule au Midi depuis sa source jus- « qu'au Pô, un peu au-dessus de Vérone, tourne tout à coup « au Levant. Il est donc aisé de voir que M. le prince Eugène « ainsi étendu, pouvait être ensemble en bien moins de temps « que M. de Catinat, qui avait bien plus de chemin à faire pour « se rassembler.

« Aussi ce prince se servit-il de cet avantage pour faire passer « une partie de son armée au-dessous de l'Abbadia (Badia)[3], « pendant qu'il laissait encore à M. de Catinat les attentions du « côté de Rivoli. Après cela, ce prince mit ce corps assez en « force pour, à l'aide du pays fort coupé qui est entre l'Adige et « le Pô, ne pas craindre ce quartier trop faible de Carpi, ni celui « de Saint-Pierre-de-Laignago, où était M. de Tessé avec la plus « grande partie de la cavalerie, comme dans un centre, à se

---

[1] Carpi est à deux lieux en avant de Legnago.
[2] Feuquières, p. 318.
[3] Badia est à deux lieues en aval de Carpi.

« pouvoir porter également à Carpi, et du côté de Vérone, sui-
« vant qu'il en serait besoin [1]. »

Feuquières critique les dispositions de Catinat, en particulier l'extension de son dispositif défensif sur la rive du Pô jusqu'à Carpi.

« Cette disposition de M. le maréchal de Catinat ne m'a « jamais paru bonne. Son armée était trop séparée. Je suis per- « suadé qu'on ne peut efficacement s'opposer à un ennemi qui « est ou qui peut être ensemble, en moins de temps qu'on ne « peut en avoir pour se rassembler, en se séparant soi-même, « et que l'on risque d'avoir des quartiers battus quand on se « sépare ainsi. »

C'est ce qui arriva à Catinat. Le prince Eugène, tout en continuant ses démonstrations sur Rivoli, fit travailler à un pont près de Ferrare, comme s'il voulait franchir là le Pô, et y fit même passer un peu de cavalerie. Ce qui poussa Catinat à s'étendre encore davantage.

Le prince Eugène prit alors des dispositions pour écraser en détail nos différents détachements en commençant par celui de Carpi.

Tandis qu'il se dirigeait avec un fort corps de troupes droit sur Carpi, il envoyait M. de Commercy entre Carpi et l'Adige pour couper la retraite à notre détachement. Mais un orage « prodigieux » survint qui rendit impraticable le pays où devait passer M. de Commercy, et les débris du détachement de Carpi purent s'échapper.

Catinat abandonna alors l'Adige comme ligne de défense, prit le Mincio, puis l'Oglio et l'Adda.

Manœuvres sur position centrale, en 207, en Italie. — Folard avait décrit une manœuvre de ce genre qui sauva Rome.

---

[1] A l'acte de Rivoli, dans son dispositif d'attente, Bonaparte n'eut pas d'infanterie au sud de Legnago. Il mit seulement un détachement de cavalerie à Badia.

Après l'insuccès de sa manœuvre sur Rome en 211, Annibal, laissé par Carthage sans renforts dans le midi de l'Italie, s'épuisait par ses victoires mêmes. En 207, Asdrubal arriva enfin à son secours avec une armée de 50,000 hommes. Annibal se porta au-devant de son frère jusqu'au milieu de l'Apulie, où il attendit dans un camp retranché qu'il eût des renseignements certains sur sa marche.

Le Sénat plaça entre eux 100,000 légionnaires aux ordres des consuls Livius et Néro. Tandis que Livius retardait la marche d'Asdrubal, Néro contenait Annibal. Les messagers d'Asdrubal tombèrent entre les mains de Néro.

« Celui-ci, avait écrit Fouard, prit alors la résolution la plus « hardie de cette guerre : il choisit 7,000 hommes d'élite, tra- « versa toute l'Italie centrale en six jours et rejoignit Livius. Il « entra de nuit dans le camp, mais au réveil des troupes les « trompettes sonnèrent deux fois : Asdrubal reconnaît à ce signe « que les consuls sont réunis ; il croit son frère vaincu, tué peut- « être, et toutes les forces de Rome rassemblées contre lui. Il « fuit, ses guides l'égarent, puis l'abandonnent ; les consuls l'at- « teignent et il est obligé de recevoir la bataille dans un poste « désavantageux. 56,000 hommes avec leur général restèrent « sur le champ de bataille. La nuit même qui suivit le combat, « Néro se mit en route et, le treizième jour après son départ, « il rentrait dans ses lignes. La tête d'Asdrubal, jetée dans le « camp d'Annibal, apprit à celui-ci la ruine de ses dernières « espérances. Alors, il se renferma dans le Bruttium, il y tint « cinq années encore. »

Manœuvre de Frédéric II en 1757. — Rosbach et Leuthen. — Sans remonter d'ailleurs aux Romains et aux Carthaginois, c'était par des manœuvres sur position centrale qu'en 1757 Frédéric, à Rosbach et à Leuthen, avait triomphé de la coalition formée contre lui par l'Autriche, la France, les Cercles et la Russie. Et, en 1796, ces victoires prussiennes étaient encore l'émerveillement des militaires.

En 1757, Frédéric avait à lutter contre trois armées : l'armée autrichienne de 80,000 hommes, sous le prince de Lorraine, en Silésie; l'armée franco-allemande de Soubise et d'Hildburg-

hausen, de 50,000 hommes, en Saxe; l'armée russe de 60,000 hommes, encore sur le Niémen. Aux Russes, Frédéric opposa le maréchal Lehwal, avec 30,000 hommes, qui se fit battre à Jegendorf. Le 30 août, les Russes n'en repassèrent pas moins le Niémen.

Frédéric était près de Gœrlitz quand il apprit l'arrivée sur la Saale de l'armée franco-allemande. Laissant Bevern avec 56 bataillons et 100 escadrons pour la défense de la Silésie, il se porta à la rencontre de l'ennemi avec 16 bataillons et 23 escadrons, se fit joindre en route par le prince Maurice avec 20 bataillons et 20 escadrons, jeta dans Dresde 4 bataillons comme garnison et se porta sur Erfurt avec 32 bataillons et 43 escadrons.

A son approche, l'armée combinée rétrograda vers Eisenach; Frédéric poussa jusqu'à Gotha; mais, inquiet pour Berlin, où un corps de partisans autrichiens était entré, il revint vers Leipzig et s'établit un peu au nord de Weimar. Il y resta jusqu'au 10 octobre. Le 27 septembre, l'armée combinée s'était remise en marche; elle passa la Saale, mais la repassa lorsque Frédéric se porta au-devant d'elle et s'établit à l'Ouest de Rosbach.

Frédéric reconnut sa position, la trouva trop forte, rétrograda sur Rosbach, où il prit lui-même position. Enhardis par cette retraite, les coalisés résolurent d'attaquer l'armée prussienne le 5 novembre en tournant sa gauche. Le roi les surprit en flagrant délit, leur prit 7,000 hommes, 27 drapeaux, un grand nombre de canons. Les coalisés ne se rallièrent qu'au delà des montagnes de Thuringe.

Pendant ce temps qu'était-il advenu en Silésie? Bevern, après une série de marches et de contremarches, avait fini par se faire battre à l'ouest de Breslau le 22 novembre, et le 23 avait été pris dans une reconnaissance.

Ziethen, prenant le commandement, avait alors ramené sur la rive droite de l'Oder les débris de l'armée prussienne, avait descendu la rive gauche et s'était porté par Glogau au-devant de Frédéric, qui, débarrassé de l'armée combinée, accourait avec 18 bataillons et 28 escadrons.

La jonction se fit le 3 novembre à Parschwitz; mais la désertion avait été telle dans les troupes battues à Breslau que Fré-

déric ne put réunir que 36,000 hommes. Les Autrichiens avaient un effectif double. Le 4 décembre pourtant, Frédéric marcha sur Neumarkt (route de Liegnitz à Breslau), où son avant-garde mit en déroute 4,000 Croates.

Le prince de Lorraine était venu camper à Leuthen, à l'Ouest de Breslau. Frédéric, malgré la disproportion des forces, résolut de l'y attaquer, mais en manœuvrant.

Faisant défiler son armée devant le front ennemi par un vallon marécageux et à la faveur du brouillard, Frédéric la porta sur l'extrême-gauche de ce front qu'il surprit. Les Autrichiens, après de vains efforts pour faire face à l'attaque, durent abandonner le champ de bataille où ils laissèrent 6,500 tués et blessés, 3,000 prisonniers, 150 pièces de canon.

L'armée prussienne, qui n'avait perdu que 2,000 hommes, entra en quartiers d'hiver.

CONCLUSIONS.

Tels sont les deux procédés stratégiques de Napoléon : la manœuvre sur les derrières, qu'il emploie quand il a la supériorité totale sur l'adversaire; la manœuvre sur position centrale, par coup offensif, ou par attente stratégique, lorsqu'il n'a pas la supériorité.

Une remarque importante s'impose, c'est que ces deux procédés se combinent sans cesse.

En 1800, la marche sur la Stradella forme coup offensif entre les fractions de l'armée autrichienne situées à l'Est et à l'Ouest de ce point. Face à l'Est, le Premier Consul place des troupes d'observation.

En 1805, la marche sur Augsbourg forme coup offensif entre l'armée de Mack et les forces autrichiennes qui ont pu rester à la défense de l'Inn. Vis-à-vis de celles-ci et des Russes qu'il croit proches, Napoléon met en observation Bernadotte avec son corps, les Bavarois. Davout est placé en intermédiaire entre notre gros et Bernadotte.

En 1806, le dispositif du débouché est pris de façon à pouvoir, avec la colonne de droite, Ney et Soult, former une masse d'observation face aux troupes prussiennes et russes situées vers Dresde.

En 1812, la pénétration des deux systèmes est tellement intime qu'on ne sait dans lequel on se trouve.

Inversement, lorsqu'il opère sur position centrale, Napoléon s'efforce de mettre toujours définitivement hors jeu, par une manœuvre sur les derrières, la masse à laquelle il s'attaque.

Ainsi s'affirme l'extrême simplicité des procédés napoléoniens.

H. Camon,
Lieutenant-colonel d'artillerie, breveté d'état-major.



ÉTUDES

SUR LES

RÈGLEMENTS DE L'INFANTERIE

L'INSTRUCTION INDIVIDUELLE A COMMANDEMENT

(N° 56 du Règlement sur les Manœuvres de l'Infanterie)

Les règlements doivent être courts et concis, c'est avec le service à court terme une nécessité impérieuse ; il s'ensuit qu'il est rarement possible d'y introduire tous les développements utiles pour en faire bien saisir les principes et surtout pour convaincre les esprits encore imbus des idées surannées des règlements périmés.

Les règlements récents, et surtout ceux qui sont destinés à orienter les cadres vers des voies nouvelles ont donc souvent besoin d'être expliqués. Nous voudrions aujourd'hui étudier l'instruction individuelle à commandement, telle qu'elle est définie par le Règlement du 3 décembre 1904.

Aux termes de l'article I de l'école du soldat, l'*instruction individuelle* comprend deux phases distinctes : la première, dont les procédés sont exposés au numéro 55, se fait sans commandement : l'instructeur donne simplement des explications; dans la deuxième, qui fait l'objet du numéro 56, « les recrues exécutent les mouvements au commandement de l'instructeur, en décomposant d'abord, sans décomposer ensuite... » Il s'agit là, bien entendu, comme au numéro 55, d'instruction individuelle puisque

le règlement a soin de spécifier, au numéro 51, « que les mouvements de l'École du soldat sont enseignés individuellement et qu'il ne fait pas mention d'ensemble avant l'École de section (n° 129).

L'instruction individuelle comprend donc deux phases avec des procédés différents : *l'instruction individuelle sans commandement*, l'instructeur donnant simplement des explications et les soldats s'exerçant d'eux-mêmes, et *l'instruction individuelle à commandement*. Voilà une nouveauté dont il importe de rechercher le pourquoi.

Les procédés de l'instruction individuelle ne sont pas compris et appliqués depuis bien longtemps dans l'armée française, et les officiers qui ont une certaine ancienneté, se rappellent encore fort bien le temps où, dès l'incorporation, les recrues réunies en classes nombreuses, en face d'instructeurs choisis parmi les plus énergiques, exécutaient, dès qu'ils portaient l'uniforme, des exercices d'ensemble. A peine le mécanisme des mouvements était-il enseigné à l'aide d'une décomposition hâtive, avant même qu'il soit compris de tous, les instructeurs recherchaient la simultanéité dans l'exécution, sans se préoccuper ni de la précision, ni de la correction des mouvements; à peine les recrues étaient-elles familiarisées avec la série interminable de commandements compliqués qu'on leur demandait d'obéir instantanément à la voix d'instructeurs, qui ne leur ménageaient ni les observations ni les punitions.

Inutile de s'étendre longuement sur les inconvénients de cette méthode. Elle était brutale et imposait à l'homme de recrue, dès son arrivée au régiment, sans aucune transition, une fatigue physique et une tension morale exagérées qui lui faisaient trop souvent prendre le métier en grippe; en second lieu, elle ne donnait, au point de vue de la manœuvre, que des résultats très imparfaits, tant au point de vue de la précision qu'à celui de la correction dans l'exécution des mouvements.

C'est pour réagir contre une méthode si imparfaite que les règlements ont préconisé le travail individuel sans commandement. L'instructeur se borne à montrer le mouvement, à donner des explications et à rectifier les fautes commises, le soldat s'exerce sans commandement. L'individualité de l'homme est

ainsi exercé, il s'habitue à penser et à agir par lui-même; il peut, dans une certaine mesure, proportionner l'effort à ses propres forces; il s'accoutume progressivement aux fatigues de l'exercice et acquiert en même temps une certaine initiative. Le contrôle incessant des instructeurs, dont les observations portent sur les plus petits détails, l'oblige à rechercher la précision et la correction dans l'exécution; quelques remontrances s'il se laisse aller, de fréquents encouragements, stimulent son amour-propre. Les avantages du travail individuel sans commandement sont donc incontestables, et personne actuellement ne conteste sa supériorité sur les méthodes anciennes.

On peut cependant lui faire certains reproches. Le premier, c'est qu'il ne permet pas toujours d'obtenir de l'homme des efforts suffisamment intenses. En dépit des prescriptions du règlement qui recommande la vigueur, l'énergie, « l'exécution répétée d'un même mouvement », et malgré la surveillance incessante des gradés, le soldat, maître de ses mouvements, n'apporte que rarement à l'exercice toute l'énergie dont il est capable et, au total, n'exécute qu'un nombre limité de mouvements. Or, que nous considérions l'enseignement des mouvements de l'École du soldat, des mouvements du tir ou l'éducation physique de l'homme, nous voyons que pour obtenir, soit la précision et la correction dans l'exécution des divers exercices (*Règlement de manœuvres*, n[os] 2 et 40), soit l'automatisme dans la charge, les mouvements de joue et la visée (*Règlement sur le tir*, n° 28), soit l'intensité et la progression des efforts nécessaires pour obtenir du soldat « une somme de travail proportionnée à ses forces et légèrement supérieure à celle qui a été exigée pendant les journées précédentes » (*Règlement sur la gymnastique*, n° 20), il est indispensable d'imposer la répétition très fréquente des mouvements et d'augmenter progressivement la somme du travail fourni dans un temps donné.

Le soldat livré à lui-même n'aura qu'exceptionnellement l'énergie nécessaire pour fournir ce travail de son propre mouvement; si l'instructeur veut l'obtenir, il doit le lui imposer et pour cela commander. Voilà une première raison pour laquelle le travail individuel à commandement a pris place, dans les méthodes d'instruction de l'École du soldat, après l'instruction individuelle sans commandement.

On reproche en second lieu à l'instruction sans commandement de préparer incomplètement le soldat à la manœuvre d'ensemble du groupe qni, en définitive, constitue le but à atteindre. Les cas sont assez rares à la guerre où le soldat isolé a l'occasion de faire acte d'initiative ; il combat le plus souvent réuni aux camarades de sa section et sous l'œil de son chef ; il faut donc avant tout qu'il sache obéir et tenir sa place dans le groupe de ceux qui poursuivent un même but, sous une direction unique. D'où deux difficultés nouvelles à vaincre, qui sont écartées dans le travail individuel sans commandement : entendre la voix du chef, comprendre ses commandements ou ses ordres, puis exécuter en coordonnant ses mouvements avec ceux des camarades de la section. Passer sans transition du travail individuel sans commandement à l'École de section, c'est imposer à l'homme deux difficultés qu'il a de la peine à vaincre en même temps, c'est par conséquent s'exposer à n'obtenir que des résultats très imparfaits dans l'instruction d'ensemble.

Par le fait, les instructeurs anciens constatent souvent à regret que si les soldats, pris individuellement, manœuvrent plus correctement qu'autrefois, ils sont souvent inférieurs à leurs aînés dans la manœuvre d'ensemble. Moins attentifs aux commandements, moins affermis dans l'exécution des mouvements, ils se laissent surprendre par le moindre imprévu et perdent facilement l'ordre. Or, le règlement spécifie nettement que, pour être préparée à la guerre, une troupe d'infanterie doit être capable « de faire face aux situations les plus imprévues..., tout en conservant l'ordre et le silence indispensables à l'action du commandement » (nº 2).

Les exercices à commandement de l'École du soldat ont précisément pour but de remédier à cet inconvénient, ils constituent l'intermédiaire indispensable entre le travail sans commandement et l'instruction d'ensemble telle que la définira par la suite l'école de section.

Dès que l'objet des deux procédés d'instruction de l'École du soldat se trouve clairement défini, les méthodes qui conviennent à chacun d'eux s'imposent.

Le travail sans commandement a pour but l'enseignement du mécanisme et la recherche de la correction et de la précision

dans l'exécution des mouvements. Un tel résultat s'obtient par l'action constante de l'instructeur qui relève toutes les fautes de détail et s'efforce, par des rectifications incessantes, d'amener progressivement le soldat à observer rigoureusement les attitudes telles qu'elles sont définies soit par le règlement de manœuvres, soit par le règlement sur la gymnastique.

Le travail à commandement a pour objet, s'il s'agit des exercices de l'École du soldat ou des exercices de tir, d'habituer l'homme à obéir à la voix de son chef et de le rompre à l'exécution des mouvements dont il connaît bien le mécanisme ; s'il s'agit de gymnastique, de lui imposer les efforts intenses et réglés qui sont nécessaires à son développement physique (*Règlement sur la gymnastique,* nos 10 et 11). Ce résultat s'obtient par la répétition très fréquente des mêmes mouvements. C'est sur ce point spécial que l'instructeur concentrera toute son attention ; il ne s'attardera pas à des explications ou à des rectifications de détail qui le détourneraient du but immédiat qu'il poursuit. S'il remarque certaines fautes de détail qu'il importe de corriger, il reprendra un peu plus tard le travail sans commandement ; pour l'instant, il s'agit d'habituer le soldat à se conformer instantanément à son commandement, de le rompre à l'exécution des mouvements ; son principal souci sera d'augmenter progressivement la somme de mouvements qu'il fait exécuter dans un temps donné, sans dépasser, bien entendu, la cadence indiquée par les règlements.

Au début, les commandements seront faits posément et séparés par de grands intervalles, les mêmes mouvements seront répétés plusieurs fois de suite ; progressivement, au fur et à mesure que l'habileté de l'homme se développera, les commandements se suivront à intervalles plus rapprochés ; ces intervalles varieront constamment pour tenir l'esprit du soldat en éveil ; les mouvements les plus différents se suivront dans un ordre que l'instructeur s'attachera à varier. Il s'agit de s'ingénier pour créer des difficultés de toute nature, afin de donner à l'homme l'occasion de les vaincre. C'est l'application de détail, à cette partie de l'instruction, des prescriptions du dernier paragraphe du no 2 du règlement visant la répétition fréquente des exercices et la recherche des circonstances présentant des difficultés croissantes.

Soumis à une pareille gymnastique, le soldat deviendra attentif et apprendra à reconnaître la voix de ses chefs et à comprendre très rapidement ses commandements; ses membres s'assoupliront et acquerront la faculté de se conformer instantanément aux injonctions de sa volonté, Il sera véritablement affermi dans l'exécution des mouvements de l'École du soldat et prêt à commencer l'instruction d'ensemble.

Bien entendu, s'il s'agit de gymnastique, l'instructeur, tout en se conformant d'une manière générale aux indications données ci-dessus, observera avec soin les principes posés par le règlement sur la gymnastique pour le rythme des mouvements et pour leur combinaison logique en vue d'obtenir les effets de développement les plus intenses.

Telles sont, très simplement exposées, les raisons qui paraissent avoir motivé l'introduction du travail à commandement dans les méthodes d'instruction de l'École du soldat. Ces méthodes marquent sur celles des règlements précédents un progrès incontestable; elles permettront d'obtenir des résultats rapides et complets si les instructeurs savent les comprendre et les appliquer avec intelligence.



LA

CAVALERIE RUSSE

PENDANT LA

GUERRE RUSSO-JAPONAISE[1]

Du 12 juin au 16 juillet 1904. — Le 12 juin l'armée du général Oku partit de Port-Adams en trois colonnes s'avançant vers le Nord. Bien que la brigade de cavalerie Samsonov éclairât l'aile droite de Stackelberg, ce général ne fut pas avisé du vaste mouvement tournant que la colonne de gauche japonaise exécutait par l'Ouest.

Le 13 juin, Oku déploya ses colonnes de droite et du centre contre l'avant-garde de Stackelberg, à *Vafangou*, mais sans attaquer, afin de donner le temps à sa colonne de gauche d'exécuter son mouvement tournant.

Le 14 juin, l'avant-garde de Stackelberg, se trouvant en présence de forces numériquement supérieures, se replia sur le gros; il y eut un engagement entre les colonnes de droite et le centre d'Oku et l'aile gauche et le centre de Stackelberg, les Russes se maintenant sur leurs positions.

Le 15 juin, l'aile gauche de Stackelberg attaque l'aile droite d'Oku. Le général japonais ayant fait replier cette aile droite, l'attaque des Russes, au lieu d'être une attaque de flanc comme ils l'avaient pensé, ne fut en réalité qu'une attaque de front. Stackelberg donna l'ordre à une brigade d'infanterie de faire un

---

[1] Voir les livraisons d'août et d'octobre 1905.

large mouvement tournant pour déborder l'aile droite japonaise, mais cette brigade fut arrêtée par le feu de la 1re brigade de cavalerie nippone qui avait mis pied à terre. Cette brigade de cavalerie nippone fut, il est vrai, bientôt obligée de se replier, mais elle avait néanmoins accompli sa mission, puisqu'elle avait reconnu le mouvement des Russes et qu'elle avait pu le retarder un certain temps par ses feux.

La cavalerie russe, numériquement supérieure à celle des Japonais, n'intervint pas dans la lutte. Il est possible que les sotnias du général Samsonov qui se trouvaient à l'aile droite russe aient été empêchées d'entrer en action par le terrain très coupé. Mais alors la cavalerie russe aurait dû se trouver à l'aile gauche où elle aurait pu agir contre la 1re brigade de cavalerie japonaise affaiblie par les engagements du 30 mai et du 5 juin. On doit aussi reprocher à la cavalerie russe de ne pas avoir signalé le mouvement tournant exécuté par la colonne japonaise de gauche.

L'arrivée inattendue de cette colonne sur le champ de bataille et la supériorité de l'artillerie japonaise obligèrent les troupes de Stackelberg à se replier malgré leur bravoure. Ce général put battre en retraite sans être inquiété par les Japonais et rallier le gros des forces russes.

Sur ces entrefaites, la 4e armée japonaise qui s'était concentrée autour de Siou-yen, se mettait en marche le 16 juin, vers la ligne Haitcheng—Ta-shi-tchao. Elle était divisée en quatre colonnes se dirigeant respectivement sur les défilés de Daline, de Fenchouiline, de Tchipanline et de Vatséline. Ces défilés étaient occupés par des troupes appartenant aux 2e et 4e corps d'armée sibériens et par la brigade cosaque du général Mitshenko.

Le 25 juin, la 1re armée japonaise (Kuroki) commença sa marche en avant sur trois colonnes ayant respectivement pour objectifs : celle de droite, le défilé de Fenchouiline ; celle du centre, le défilé de Modouline ; celle de gauche, Haitcheng.

Le détachement russe de l'Est, commandé par le général Keller, et des fractions de la division cosaque du général Rennenkampf occupaient les défilés de Fenchouiline et de Modouline, tandis qu'à l'extrême gauche, le gros de la division Rennenkampf, renforcé par de l'infanterie, gardait les routes Anping—Saimatsé, Anping—Moukden et Kiantchang—Saimatsé.

La 2e armée japonaise (Oku), qui avait suivi lentement le corps de Stackelberg, avait en face d'elle, à Dashitchao, les troupes de ce dernier qui avait, comme nous l'avons dit plus haut, rallié le gros des forces russes. Kouropatkine, inquiet vraisemblablement au sujet de la retraite de Stackelberg, avait porté, de la région nord de Liao-yang, vers le Sud, dans les environs d'Anchantchouan, les troupes qui restaient à sa disposition.

Nous passons sous silence la série des combats qui furent livrés à partir du 25 juin par les 1re et 4e armées japonaises et à la suite desquels ces dernières furent maîtresses, le 1er juillet, de tous les défilés occupés par les Russes.

Comme nous l'avons dit plus haut, la brigade de cavalerie Samsonov, la division de Cosaques de la Sibérie Simonov et la division des Cosaques d'Orenbourg récemment arrivée sur le théâtre des opérations, se trouvaient à l'aile droite russe. Ces deux dernières divisions de cavalerie ne firent rien de saillant, bien que le terrain eût pu leur permettre d'agir plus efficacement contre la 2e armée japonaise (Oku). Quant à la brigade Samsonov, elle était avec le corps de Stackelberg.

Toutefois, la brigade cosaque Mitshenko, qui était au centre du dispositif russe, manœuvra très bien ; malgré la région montagneuse qu'elle occupait, elle arrêta souvent les Japonais et leur infligea des pertes sérieuses par ses feux.

La division cosaque Rennenkampf était, comme nos lecteurs le savent, à l'aile gauche russe. Cette division comptait 24 sotnias, mais le général Rennenkampf n'en avait directement sous la main que six ou huit ; toutes les autres étaient dispersées et employées à des reconnaissances. Dans de pareilles conditions ce général ne pouvait entreprendre aucune opération sérieuse. D'ailleurs, il avait reçu l'ordre ferme de ne s'avancer en aucun cas au delà de Saimatsé qui ne se trouvait qu'à une trentaine de kilomètres de la principale position du général Keller.

Quant au service de reconnaissance exécuté par les Cosaques dans la région montagneuse occupée par le général Keller, il fut absolument défectueux. Ce dernier, par suite de faux renseignements, se détermina à engager des combats inutiles et meurtriers, comme celui du 13 juillet auquel prirent part les sotnias disponibles de Rennenkampf, qui fut grièvement blessé, et celui du 16 juillet.

Du 16 juillet au 24 août 1904.— Pendant la seconde moitié de juillet, les trois armées japonaises, alors sous le commandement du maréchal Oyama, continuèrent leur marche offensive concentrique contre les détachements avancés de l'armée de Mandchourie, dont les principales forces se trouvaient au Sud de Liao-yang.

Dans les combats qui eurent lieu pendant cette seconde moitié de juillet, les détachements avancés ci-dessus mentionnés couvrirent la retraite sur Liao-yang du gros des forces russes, et l'évacuation sur Moukden des services administratifs, sanitaires et autres. Malgré de petits succès partiels à l'actif des Russes, les Japonais n'en continuèrent pas moins méthodiquement leur marche offensive. Les têtes d'avant-garde des trois armées japonaises enveloppaient déjà les détachements de cavalerie russe chargés du service de sûreté, et le front des Nippons s'était reduit de 200 à 100 kilomètres. Ce rétrécissement du front japonais empêchait Kouropatkine de prendre avec succès l'offensive contre un des corps d'Oyama. Bensihou, point de passage sur le Taï-tsé-ho, situé à 50 kilomètres à l'Est de Liao-yang, était déjà occupé par un détachement mixte japonais doté d'une nombreuse cavalerie. La ligne de retraite des Russes sur Moukden était menacée, mais la division cosaque de Beunenkampf ne pouvait rien entreprendre; son chef était blessé, et ses quelques sotnias, qui étaient encore restées groupées, s'étaient repliées vers l'Ouest après l'évacuation du défilé de Fenchouiline par le général Keller.

Kouropatkine, craignant d'avoir son aile gauche tournée, renforça alors la ligne Est de ses avant-postes. Il s'ensuivit des combats sérieux livrés le 31 juillet et le 1er août respectivement aux défilés de Yanséline et de Yanshouline, situés à environ 40 kilomètres à l'est de Liao-yang.

Par suite de la nature défavorable du terrain, la cavalerie russe se trouva, une fois de plus, dans l'impossibilité de prendre part à ces combats.

Les Japonais se contentèrent de suivre lentement leur adversaire en retraite jusqu'au Lan-ho.

Sur le front Sud, les avant-postes des deux partis étaient si rapprochés depuis le milieu de juillet que la cavalerie russe s'était repliée derrière l'aile droite. Bien que la cavalerie russe

eût une grande supériorité numérique (deux divisions et une brigade), elle ne sut pas profiter du champ favorable à son action que lui offrait la vallée du Liao-ho. Le service de reconnaissance fut assuré par les groupes francs montés de l'infanterie.

Le 25 juillet, la 1re brigade de cavalerie japonaise occupa le port d'Inkoou, où, à la fin du même mois, des transports débarquèrent des troupes et des approvisionnements. La nombreuse cavalerie russe ne fit rien pour empêcher le débarquement de ces troupes.

La 4e armée japonaise hésitait encore à continuer sa marche offensive, avant que le centre se fût énergiquement porté en avant, pour permettre à la 1re armée, c'est-à-dire à l'aile droite, de tourner la gauche russe et de couper au gros des forces de Kouropatkine la ligne de retraite sur Moukden. Jusqu'au 24 août, le maréchal Oyama s'occupa uniquement de préparer la continuation de la marche concentrique de ses forces sur Liao-yang.

Les gros des avant-postes russes se trouvaient sur le front Sud, à Anchantjouan, au centre, à Tangoyen, et, sur le front est, à Anping, derrière le Lan-ho.

Les principales forces de Kouropatkine bivouaquaient, avec la plus grosse masse de cavalerie, à Liao-yang et au Sud de cette ville.

Kouropatkine avait pu concentrer, pour la bataille de Liao-yang, 180,000 hommes, y compris le 5e corps sibérien, qui arriva à Moukden un peu avant le commencement de cette bataille et fut envoyé dans la direction des mines de Yantai, pour protéger le flanc gauche. Le 17e corps et le gros de la cavalerie avaient été maintenus à Liao-yang, au nord du Tai-tsé-ho, vraisemblablement aussi pour protéger ce flanc.

Kouropatkine voulait attendre les Japonais sur ses positions fortement retranchées, et espérait pouvoir ensuite passer à l'offensive.

Le maréchal Oyama ne reprit sa marche contre ces positions que le 24 août.

La cavalerie russe aurait pu profiter des trois semaines d'arrêt des armées japonaises soit pour exécuter des reconnaissances, soit pour tenter des entreprises contre leurs flancs et sur leurs derrières, soit enfin pour inquiéter leurs réserves. Elle n'en fit rien.

Pendant la bataille de Liao-yang (du 24 août au 7 septembre 1904). — Lorsque les Japonais reprirent leur marche offensive le 24 août, avec l'intention d'envelopper les deux ailes de leurs adversaires, les avant-postes russes ne furent refoulés que sur le front est. Le 26, les Japonais s'avancèrent sur tout le front, et les avant-postes russes se replièrent pendant la nuit du 26 au 27 sur la principale position retranchée; il s'ensuivit de nombreux combats d'arrière-garde. Cette fois, les Nippons restèrent partout en contact avec les Russes en retraite.

Le 28 août au soir, les troupes japonaises ayant mission de tourner l'aile droite russe, atteignirent le Sha-ho et bivouaquèrent dans la vallée de ce cours d'eau. La division de Cosaques de la Sibérie du général Samsonov, qui se trouvait à cette aile droite, était malheureusement trop faible (19 sotnias et 6 canons). Elle prévint, il est vrai, en temps opportun, le haut commandement de l'approche de la colonne japonaise chargée du mouvement tournant, mais elle ne put empêcher cette dernière de traverser le Sha-ho. Le 29, cette même division Samsonov retarda notablement la marche en avant de la colonne japonaise ci-dessus mentionnée, et obtint ainsi, tout au moins, ce résultat que l'apparition de ladite colonne ne fut pas une surprise pour l'état-major russe.

Il est évident qu'un corps de cavalerie important, doté d'une artillerie suffisante et de mitrailleuses, aurait pu soutenir l'aile droite russe. Mais la brigade de cavalerie de l'Oussouri, commandée par le général Grékov (14 sotnias et 6 pièces), se trouvait sur la rive nord du Tai-tsé-ho; elle ne pouvait donc pas rallier la division Samsonov et prendre part à la lutte.

Pendant la journée du 29 août, les Japonais prirent leurs dernières dispositions en vue de la grande bataille; ils commencèrent notamment à envelopper l'aile gauche russe en même temps qu'ils manœuvraient pour tourner l'aile droite, comme nous l'avons dit plus haut.

Nous sommes obligé de constater que la cavalerie russe ne signala aucun de ces mouvements.

Le 30 août, l'infanterie japonaise exécuta sur tout le front une attaque générale, qui avait été préparée par l'artillerie. Les Japonais furent repoussés, et le centre russe prit même l'offensive. L'aile droite russe, vigoureusement attaquée par la colonne

japonaise chargée de la tourner, ne put résister que grâce à l'entrée en ligne d'importants renforts fournis par la réserve générale qui se tenait à Liao-yang. Quant à la cavalerie russe, on ne la fit même pas intervenir.

Sur ces entrefaites, une partie notable de la 1re armée japonaise avait franchi le Tai-tsé-ho à Sakan et à Kvantoun. La division de Cosaques de la Transbaïkalie (celle de Rennenkampf, qui était à l'ambulance), qui se trouvait à une quinzaine de kilomètres de l'endroit où s'effectua ce passage du Tai-tsé-ho, n'avait rien fait pour empêcher cette opération. Cette division ne rendit compte du passage du Tai-tsé-ho par l'ennemi que lorsque ses colonnes n'étaient plus qu'à 7 kilomètres des réserves russes. A noter que le premier avis du passage du Tai-tsé-ho par Kuroki à Sakan et à Kvantoun ne parvint au quartier général que le 31 !

Le 31 août, journée qui, au point de vue tactique, fut à peu près semblable à celle du 30, les fortes masses de cavalerie russe restèrent encore inactives.

Kouropatkine, à la réception de l'avis mentionné plus haut, reconnut le danger qui menaçait son aile gauche et sa ligne de retraite sur Moukden; en conséquence, il donna l'ordre, dans la nuit du 31 août au 1er septembre, aux troupes, qui jusque-là s'étaient défendues avec succès, d'évacuer leurs positions et de se replier sur les forts permanents de la place de Liao-yang.

Ces forts devaient être défendus d'une façon passive par les 2e et 4e corps sibériens contre les 2e et 3e armées japonaises, tandis que les unités disponibles des 1er et 3e corps sibériens, ainsi que celles du 10e corps et du 5e corps sibérien récemment arrivé sur le théâtre des opérations, devaient franchir le Tai-tsé-ho en amont et se tenir à la disposition de Kouropatkine pour pouvoir prendre l'offensive contre Kuroki. Le 17e corps était chargé de couvrir ces mouvements de concert avec la division des Cosaques de la Transbaïkalie.

Le général Orloff se dirigea sur les mines de Yantai avec une division d'infanterie pour déborder l'extrême droite de Kuroki et l'obliger à s'arrêter.

Le 1er septembre, les Russes évacuèrent sans encombre les positions mentionnées plus haut. Il n'y eut de vifs combats d'arrière-garde qu'à l'aile droite, autour de Maiétoun. Cette fois

encore, la cavalerie russe, bien que se trouvant en plaine, ne fit rien pour faciliter la retraite de l'infanterie se repliant sur l'ordre de Kouropatkine. Les Russes disent, pour excuser l'inaction de leur cavalerie en cette circonstance, que cette arme était gênée dans ses mouvements par les champs de gaolian qui couvraient la plaine.

Sur ces entrefaites, le général Kuroki s'était avancé d'une façon menaçante sur la rive nord du Tai-tsé-ho, avait repoussé les troupes du 17e corps, puis occupé les hauteurs des mines de Yantai en échelonnant ses réserves derrière son extrême droite.

Le 2 septembre, les Russes essayèrent de nouveau de repousser Kuroki ; ce fut alors que la division Orloff se débanda, comme on le sait, et fit échouer le plan de Kouropatkine. Cette division fut recueillie par la division cosaque Samsonov (19 sotnias et 6 canons), qui, ayant pris position sur les hauteurs, retarda la marche des Japonais par ses feux de mousqueterie et d'artillerie.

L'échec subi par la division Orloff détermina le général Kouropatkine à prescrire, le 2 septembre au soir, la retraite sur Moukden.

La brigade cosaque du général Mitshenko, établie sur une très bonne position et servant de liaison entre les 2e et 4e corps sibériens et le 17e corps, empêcha pendant deux jours les Japonais d'enfoncer cette partie de la ligne de bataille russe faiblement occupée. Cette brigade ne se replia que lorsqu'elle en reçut l'ordre formel.

La division cosaque Rennenkampf en position au Nord des mines de Yantai contint les Japonais avec les feux de son artillerie et de ses cavaliers, qui avaient mis pied à terre, et permit ainsi à l'aile sud des Russes de se replier vers le Nord.

Kouropatkine donna l'ordre que Liao-yang fût évacué dans la nuit du 3 au 4 septembre. Après que les approvisionnements qui ne pouvaient être emportés eurent été brûlés, l'arrière-garde quitta la ville à 9 heures du matin sans être inquiétée par les Japonais. Il est évident que si les masses de cavalerie qui se trouvaient à l'aile droite avaient agi vigoureusement, la victoire des Japonais aurait pu être transformée en une défaite.

Le 7 septembre au soir, le gros de l'armée russe était concen-

tré au Sud de Moukden. Quant à l'arrière-garde elle resta au Sud du Houn-ho et occupa une partie des rives du Sha-ho.

La cavalerie russe forma de nouveau un large réseau en avant de l'armée : la brigade de l'Oussouri garda la route Moukden—Liao-yang ; la brigade Mitshenko, la route Moukden—Yantai ; la division Samsonov, la route Moukden—Pianioupoutsa, et la division Rennenkampf, la route Fouchoun—Pianioupoutsa. Le gros de la cavalerie resta derrière le front. Des détachements d'infanterie assez importants et des groupes francs montés furent adjoints comme soutiens à la cavalerie.

Du 7 septembre au 2 octobre 1904. — Du 7 septembre au 5 octobre, date à laquelle l'armée russe prit l'offensive, il y eut une accalmie à peu près complète dont les troupes des deux partis profitèrent pour se réorganiser. Cette accalmie ne fut rompue que par une reconnaissance en forces exécutée par les divisions cosaques Samsonov et Rennenkampf. Toutefois cette reconnaissance se heurta près de Pianioupoutsa à des forces japonaises importantes et dut se replier vers le Nord.

Durant ce mois d'accalmie la cavalerie russe ne fit aucune tentative pour agir sur les derrières des armées japonaises et détruire leurs lignes de communication.

Sur ces entrefaites, la cavalerie russe fut renforcée par la division des Cosaques du Don du 2e tour et par deux batteries à cheval, ce qui porta à 207 le nombre des escadrons ou sotnias du général Kouropatkine.

Pendant la bataille du Sha-ho (10-18 octobre 1904.) — Le 2 octobre, le général en chef russe lança son fameux ordre du jour annonçant aux troupes qu'elles allaient enfin prendre l'offensive, mais ce fut seulement le 9 octobre que les têtes de colonnes russes de l'Ouest repoussèrent les avant-postes japonais sur leurs gros.

Comme l'attitude des Chinois était plutôt douteuse, l'extrême droite russe fut couverte par un détachement envoyé dans la vallée du Lia-ho, vers Sinmintine. Un autre détachement alla se porter à Tchantan, sur la rive droite du Han-ho.

Les forces principales russes étaient primitivement divisées en quatre groupes :

1° Le groupe de l'Ouest (général Bilderling), comprenant les trois quarts des 10e et 17e corps d'armée et une division de cavalerie forte de 22 sotnias ou escadrons, devait marcher sur Liao-yang, en longeant le chemin de fer et la route mandarine;

2° Le groupe du Centre, comprenant le détachement du général Maou, des unités de la 31e division d'infanterie et une brigade de cavalerie forte de 16 escadrons ou sotnias, devait se porter sur les mines de Yantai en marchant à l'Est de la route mandarine, et assurer la liaison entre les groupes de l'Ouest et de l'Est, de concert avec la brigade cosaque Mitshenko, qui se trouvait en avant du front;

3° Le groupe de l'Est (général Stackelberg), comprenant les 1er et 3e corps et des fractions des 2e, 4e et 5e corps sibériens, plus une brigade de cavalerie forte de 15 escadrons ou sotnias, ainsi que les divisions de cavalerie des généraux Samsonov et Rennenkampf, devait, en partant de la ligne Fouline—Fouchoun—Défilé de Daline, déborder l'aile droite japonaise que l'on supposait être entre Pianioupoutsa et Bensihou;

4° La réserve (général de cavalerie Meyendorf), comprenant des unités des 2e et 5e corps, les trois quarts des 4e et 6e corps sibériens et le reste de la cavalerie (38 escadrons ou sotnias), devait suivre les groupes de première ligne entre la route mandarine et la route Moukden—Pianioupoutsa.

L'extrême-gauche russe était couverte par des détachements envoyés dans la direction de Kiautshang et de Sinkine.

Lorsqu'on apprit que Kouropatkine prenait l'offensive, on pensa généralement que sa cavalerie, numériquement supérieure à celle des Japonais, allait enfin jouer un rôle important, d'autant plus que la plaine sur laquelle manœuvrait l'aile droite russe, offrait un vaste champ d'action à cette arme. Cet espoir fut encore une fois déçu.

Le morcellement et l'éparpillement de la cavalerie russe l'empêchèrent de tirer profit de sa supériorité numérique. Défalcation faite de la cavalerie indépendante des généraux Mitshenko et Rennenkampf, 143 escadrons ou sotnias restaient disponibles pour constituer une forte réserve à Kouropatkine. Mais sur ces 143 escadrons, 91 avaient été répartis, comme nous l'avons dit plus haut, entre les différents groupes, et les 52 autres avaient

été affectés aux corps d'armée (à raison de 7 en moyenne par corps d'armée). Or, ces 52 escadrons étaient indisponibles pour le combat, attendu qu'ils fournissaient des pelotons aux états-majors, des estafettes, etc....

On s'explique d'autant moins ce gaspillage de la cavalerie, que les corps d'armée avaient à leur disposition les groupes francs d'infanterie montés.

Malgré une accalmie de quatre semaines, la cavalerie russe n'avait pas réussi à fournir au haut commandement des renseignements exacts sur le dispositif des principales forces japonaises. Kouropatkine reçut tous les avis ayant quelque valeur par des émissaires; ce fut ainsi que, le lendemain du jour où il avait commencé sa marche offensive, il apprit, sur le dispositif des principales forces japonaises, un renseignement qui bouleversa toutes les mesures qu'il avait prises!

Le maréchal Oyama avait très habilement concentré ses trois armées sur la ligne Tschantaitsé—Mines de Yantai—Bensihou—Pianioupoutsa. Ses flancs étaient protégés par les troupes du service des étapes.

Les trois groupes russes, marchant sur un front d'une largeur de 60 kilomètres, livrèrent trois combats partiels qui durèrent plusieurs jours.

Les 8 et 9 octobre, la cavalerie du groupe de l'Ouest refoula les avant-postes d'Oku. Mais cette cavalerie, n'étant pas suivie par le gros, fut à son tour repoussée le 10 par l'armée d'Oku, qui avait pris l'offensive.

Le 11 octobre, et pendant la nuit du 11 au 12, le gros du groupe de l'Ouest repoussa les attaques acharnées d'Oku. Mais le 12, dans la matinée, Bilderling demanda instamment des renforts. Dans ce cas encore, un nombreux corps de cavalerie aurait pu se rendre très utile. Malgré l'arrivée du 6e corps d'armée fourni par la réserve, l'aile droite de Bilderling fut obligée de se replier. Le soir, le centre et l'aile gauche de ce général durent se conformer à ce mouvement de retraite.

La défaite du groupe de l'Ouest pendant la journée du 12 octobre mit Kouropatkine dans la nécessité, d'une part, de rappeler en arrière le groupe du Centre ainsi que celui de l'Est, qui s'était déjà fortement avancé vers le Sud, et, d'autre part, de charger Bilderling de défendre aussi énergiquement que pos-

sible la ligne du Sha-ho, afin de permettre à ces groupes d'évacuer les montagnes pour se rassembler en arrière. Bilderling exécuta sa mission; il resta le 12 au sud du Sha-ho, et, le 13, il fit vigoureusement canonner par son artillerie l'armée d'Oku, qui se portait en avant.

Le 14, Bilderling perdit 24 canons, et le centre de sa position, Shahopou, fut enlevé par les Japonais. Toutefois les efforts des Nippons pour s'établir solidement sur la rive droite du Sha-ho furent finalement brisés par les Russes, mais sans que leur cavalerie entrât en action, comme elle l'aurait dû.

A l'aile droite de Bilderling les Japonais furent également repoussés. Cependant ils restèrent maîtres de Linshinpou, situé sur la rive nord du Sha-ho.

Dans la nuit du 14 au 15, Kouropatkine fit évacuer le village de Shahopou qui avait été repris par les Russes ; il se contenta de faire occuper la partie de la rive sud du Sha-ho à l'Est de ce village, en laissant des troupes sur le mamelon dit de l'*Arbre isolé*.

Sur ses entrefaites, Kouropatkine avait renforcé le groupe du centre en lui adjoignant les trois quarts du 4e corps sibérien et l'avait placé sous les ordres du général Zaroubaeff.

Le 10 octobre, ce groupe avait atteint les hauteurs qui s'élèvent à l'est de Panlisantsé. La brigade cosaque Mitshenko devait assurer la liaison avec Stackelberg et couvrir le flanc gauche de Zaroubaeff.

Le 11 octobre, Zaroubaeff fut attaqué de front et menacé sur son aile droite par les forces japonaises de Nodzu et de Kuroki. Le général Zaroubaeff fut obligé de se replier pendant la nuit du 11 au 12 sur les hauteurs s'élevant au Nord du Shili-ho, tandis que la cavalerie cosaque de Mitshenko continuait à remplir sa mission. Cette cavalerie lutta le 12 octobre contre les troupes de Kuroki et réussit à empêcher ces dernières d'exécuter leur mouvement tournant contre l'aile gauche de Zaroubaeff.

Bien qu'en cette journée du 12, Zaroubaeff fût attaqué de front par des forces numériquement supérieures et eût ses deux ailes menacées, il parvint néanmoins à résister sur toute la ligne.

Le 12 au soir, Zaroubaeff reçut en même temps la nouvelle de l'échec de Bilderling et l'ordre de Kouropatkine de se replier sur une position située plus au Nord.

Le 13 au soir, comme nous l'avons déjà dit, le groupe du Centre, renforcé, alla prendre position en arrière, à hauteur de Bilderling, et repoussa le14 les attaques des Japonais. Pendant la journée du 13, la cavalerie de Mitshenko, qui avait mis pied à terre, contint également les Nippons.

Le 14 octobre, les forces principales de Stackelberg rétablirent avec les autres troupes leur liaison qu'elles avaient perdue. Dans ce groupe de l'Est, le 1er corps sibérien s'était porté de Fouline situé à 8 kilomètres à l'est de Moukden, vers le Sud, sur Pianioupoutsa ; le 3e corps sibérien et des fractions des 2e, 4e et 5e corps sibériens s'étaient dirigés de Fouchoun sur le défilé de Houaline en passant par celui de Gaoukouline. La division cosaque Samsonov se trouvait au Nord-Ouest de Pianioupoutsa, et la division cosaque Rennenkampf au défilé de Vanfouline.

Rennenkampf reçut l'ordre de franchir le Tai-tsé-ho en amont de Bensihou et d'essayer de couper les communications de l'arrière de Kuroki, entre cette localité et la région sud. En même temps, Rennenkampf avait pour mission de coopérer directement à l'attaque exécutée par Stackelberg contre l'aile japonaise est. Dans ce but, on lui adjoignit un détachement composé de troupes des 2e, 4e et 5e corps sibériens. Ce détachement était, jusque-là, resté au défilé de Daline.

Le général Rennenkampf remplit sa tâche aussi bien qu'on pouvait s'y attendre de la part d'un chef de cavalerie aussi actif que lui. Le 9 octobre, il avait déjà franchi le Tai-tsé-ho avec sa cavalerie et son artillerie à cheval, et coupé effectivement les communications de l'arrière de Kuroki pendant plusieurs jours ; sa division cosaque s'était avancée par la rive sud du Tai-tsé-ho jusqu'à Bensihou, mais elle n'avait pu forcer le passage de ce cours d'eau en présence d'une nombreuse infanterie japonaise. Quant à l'infanterie de Rennenkampf, elle s'était portée sur la rive nord du Tai-tsé-ho et y avait également remporté quelques succès.

Voyons maintenant ce qu'avaient fait les troupes de Stackelberg. Le 3e corps sibérien avait atteint Kaoutaitsé le 8 octobre et s'était déployé en face du défilé de Houaline, tandis que le 1er corps sibérien n'arrivait que le 9 à Pianioupoutsa et se déployait en face du défilé de Tschansaline.

Le 10 octobre, les Russes ne purent remporter aucun succès contre les positions japonaises. L'attaque exécutée par le détachement de Rennenkampf contre Bensihou fut également infructueuse, et une nouvelle attaque tentée sur la rive sud du cours d'eau par sa division cosaque fut repoussée.

Le 11 octobre, Stackelberg continue ses attaques. Rennenkampf obtint des succès passagers avec son détachement qui avait été encore renforcé d'une division du 3e corps sibérien. La journée du 12 se passa à peu près dans les mêmes conditions que celle du 11; l'infanterie de Rennenkampf tenta, mais sans succès, de gagner du terrain sur la rive nord du Tai-tsé-ho.

Stackelberg avait l'intention de renouveler ses attaques sur tout le front pendant la nuit du 12 au 13, mais le 12 au soir il reçut de Kouropatkine l'ordre de replier un peu en arrière son aile gauche sud. Cette mesure était nécessitée par le mouvement rétrograde qu'avait dû faire le détachement du Centre à la suite de l'échec de Bilderling.

Stackelberg dut donc arrêter son mouvement offensif et, sur un nouvel ordre de Kouropatkine, il se replia le 13 au soir vers le Nord avec le gros de ses forces. Nous avons dit plus haut que cette retraite avait rétabli le 14 au soir la liaison avec les autres groupes.

La division cosaque Rennenkampf avait dû également se replier par ordre supérieur vers le Nord-Est et s'était arrêtée en face de Kiautschang.

Les Japonais, épuisés, ne firent pas la poursuite; ils se contentèrent d'occuper Pianioupoutsa.

Les grandes batailles livrées du 15 au 18 octobre furent purement frontales, et la cavalerie n'y prit aucune part. Et pourtant, les plaines sur lesquelles se trouvaient les troupes de l'aile droite russe, auraient pu permettre à cette arme d'agir avec succès.

Malheureusement, Rennenkampf et Samsonov, deux chefs de cavalerie des plus énergiques, étaient dans les montagnes avec leurs divisions, et Mitshenko s'était retiré le 14 derrière le front.

Après que la bataille, dite du Sha-ho, eut pris fin le 18 octobre dans la matinée, les deux parties restèrent dans l'inaction la plus complète pendant longtemps.

Le raid d'Inkoou (*du 8 au 18 janvier 1905*). — La reprise d'offensive des Russes fut marquée par le raid de cavalerie exécuté sur le flanc gauche et sur les derrières des Japonais par le général Mitshenko dans la région comprise entre le chemin de fer et le Liao-ho. Le but de ce raid était Inkoou, où les Japonais avaient établi d'importants dépôts de vivres.

Les troupes mises à la disposition du général Mitshenko comprenaient environ 70 sotnias et escadrons, 22 pièces d'artillerie à cheval, 2 sections de mitrailleuses, et 4 groupes francs d'infanterie montée, soit environ 10,000 cavaliers. La cavalerie régulière était représentée par une quinzaine d'escadrons de dragons. Nous ajouterons que cette masse imposante de cavaliers était malheureusement encombrée d'un convoi de 1500 bêtes de somme.

Ce raid ne donna pas les résultats auxquels on aurait pu s'attendre. Les colonnes (trois), alourdies par le convoi ci-dessus mentionné, marchèrent avec une lenteur excessive. Les Russes détruisirent, il est vrai, le chemin de fer et les lignes télégraphiques sur plusieurs points, enlevèrent même plusieurs convois japonais et bousculèrent quelques grand'gardes ennemies, mais rien de plus.

D'une façon générale, la cavalerie russe, sauf le 10 janvier, ne rencontra même aucun obstacle sérieux; elle traversa Niou-chouang sans coup férir et arriva le 12 janvier au soir en vue de la gare d'Inkoou.

Après une canonnade de courte durée, qui eut pour résultat l'incendie de quelques dépôts de vivres, plusieurs sotnias mirent pied à terre pour se porter à l'assaut de la gare, mais durent se replier sur l'ordre du général Mitshenko, qui fut avisé de l'arrivée de renforts ennemis importants.

Les trois colonnes du général Mitshenko battirent en retraite pour rallier le gros de l'armée russe.

Pendant cette retraite, le 14, elles furent surprises et attaquées par un détachement japonais composé des trois armes, mais réussirent à continuer leur retraite sans encombre et rentrèrent dans les lignes russes le 18 janvier.

Ce raid coûta aux Russes : 7 officiers tués et 32 blessés; 71 cavaliers tués et 257 blessés.

Au nombre des officiers tués, se trouvait le lieutenant fran-

çais Burtin, qui avait pris du service dans un régiment de Cosaques.

Tel fut dans son ensemble le raid d'Inkoou, dont nous allons donner maintenant un récit détaillé, dû à la plume d'un témoin oculaire, le capitaine Agafonov, et publié par le *Rousskii Invalid*. Toutefois, nous avons supprimé les passages qui offraient le moins d'intérêt.

« On parlait depuis au moins deux mois du raid sur Inkoou; les cavaliers en étaient enchantés et demandaient tous à prendre part à cette opération entreprise exclusivement par leur arme. Les jeunes officiers, remplis d'ardeur, attendaient avec impatience l'ordre de départ; ils rêvaient de leurs futurs exploits et du succès de l'opération. La seule chose que l'on pouvait regretter, c'était que tous les officiers ne fussent pas pourvus d'un cheval de sang. En effet, ceux des officiers qui étaient arrivés au début de la guerre sur le théâtre des opérations en qualité de volontaires, n'avaient pas été autorisés à emmener avec eux leurs montures. En conséquence, ils avaient dû se remonter avec des chevaux du pays, dont les meilleurs étaient loin de répondre au cheval de cavalerie idéal.

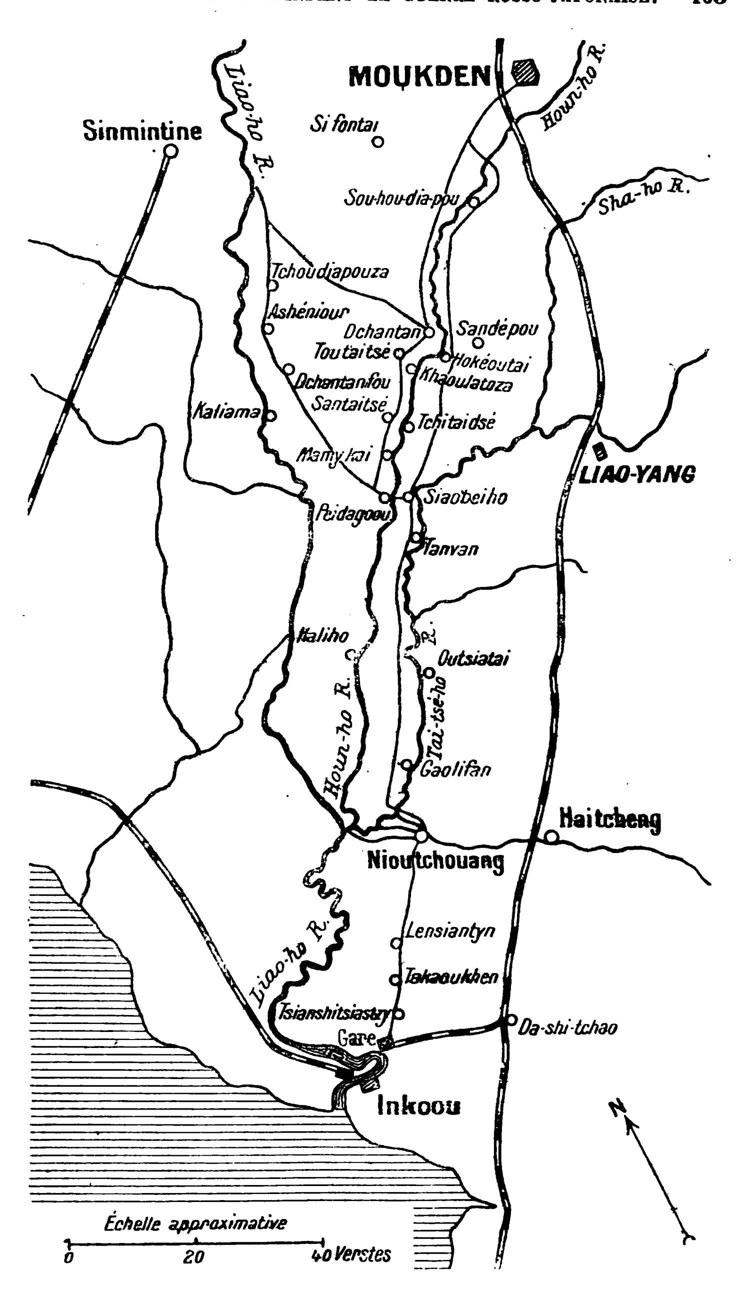
« Je rejoignis le quartier général du général Mitshenko au village de Sou-hou-Sia-pou, le 25 décembre/7 janvier au soir. Au casino des officiers, tout le monde était dans la plus grande joie.

« Il ne faisait pas encore jour quand, le 8 janvier, de grand matin, les trompettes sonnèrent le boute-selle.

« — J'ai dormi vingt minutes en tout, me dit un jeune officier, il n'y a pas longtemps que nous avons fini de danser.

« Les différentes unités du détachement avaient l'ordre, après avoir franchi le Houn-ho sur la glace, de se concentrer le 8 janvier au point initial, c'est-à-dire à Si-fontai, et d'y prendre une formation de rassemblement. Tout le détachement fut divisé en quatre colonnes :

« 1re colonne : général-major Télésheff, comprenant 3 régiments du Don (19e, 24e et 26e), de la 4e division des Cosaques du Don, et 4 groupes francs (d'infanterie) montés; en tout 18 sotnias et 4 groupes francs montés.


MOUKDEN
Liao-ho R.
Houn-ho R.
Sinmintine
Si fontai
Sou-hou-dia-pou
Sha-ho R.
Tchoudiapouza
Ashéniour
Dchantan
Sandépou
Toutaitsé
Hokéoutai
Dchantanfou
Khaoulatoza
Santaitsé
Kaliama
Tchitaidsé
LIAO-YANG
Siaobeiho
Peidagoou
Tanvan
Kaliho
Outsiatai
Houn-ho R.
Tai-tsé-ho R.
Gaolifan
Haitcheng
Nioutchouang
Liao-ho R.
Lensiantyn
Takaoukhen
Tsianshitsiastry
Gare
Da-shi-tchao
Inkoou
N
Échelle approximative
0
20
40 Verstes

« 2e colonne : colonel Khan Nakhitchévanskii, comprenant une brigade cosaque et 2 sections de mitrailleuses; en tout 11 sotnias et 2 sections de mitrailleuses ;

« 3o colonne : général-major Samsonov, comprenant la division mixte de dragons (régiments de Tchernigoff, de Niéjine, et du territoire maritime) et la 20e batterie à cheval; en tout 16 escadrons et 6 canons ;

« 4e colonne : général-major Abramoff, comprenant la division de l'Oural-Transbaïkalie, les 1re et 2e batteries cosaques de la Transbaïkalie, 4 pièces avec les servants sur les chevaux, et le 9e détachement volant de la Croix-Rouge; en tout 21 sotnias, 16 canons et un détachement volant de la Croix-Rouge.

« En conséquence, tout le détachement comprenait 66 escadrons ou sotnias, 22 canons, 2 sections de mitrailleuses et un détachement de la Croix-Rouge.

« La marche de concentration sur Si-fontai se fit au pas, sans liaison entre les colonnes et sans application du service de sûreté, attendu que l'on se trouvait encore derrière les avant-postes et qu'à Si-fontai même se tenait le détachement du général Kosagooskii. Les Cosaques du Don qui marchaient près de nos avant-postes, furent aperçus par les Japonais, qui les canonnèrent, sans succès d'ailleurs.

« L'apparition de nombreuses voitures-cuisines de campagne à deux roues commençait à m'inquiéter, « quels résultats pourra « donner ce raid exécuté avec ces *impedimenta ?* » pensai-je. J'admirai les chevaux des Cosaques du Don qui passaient devant moi ; c'étaient presque tous des bêtes de demi-sang avec beaucoup de sang anglais.

« Après avoir traversé le Houn-ho sur la glace, nous rejoignîmes, à mi-chemin, un convoi comptant 1500 bêtes, qui devait marcher avec le détachement !

« En voilà un raid ! Comment pourrons-nous marcher vite dans de pareilles conditions ? se disaient entre eux les officiers tout déconcertés. Cet embarrassant convoi de vivres était d'autant plus inutile qu'avant le départ du détachement le général Tilesheff avait rendu compte que, d'après les renseignements par lui recueillis, tout le terrain sur lequel devait s'effectuer le raid était abondamment pourvu de fourrage.

« Devant Si-fontai, je rattrapai la colonne du général Samsonov,

qui, à une heure de l'après-midi, s'établit en formation de rassemblement à l'extrémité sud-ouest du village. Les voitures-cuisines de campagne arrivèrent avec un repas chaud pour les hommes.

« Dans l'après-midi, le général Samsonov, en sortant d'une conférence qu'avait faite le général Mitshenko, réunit ses chefs de corps pour leur expliquer l'opération qui allait être faite dans la même journée et leur donner des instructions détaillées au sujet du service de sûreté. Ce fut le régiment de dragons de Tcernhigoff qui fut chargé de ce service.

« Le général Mitshenko ne voulut pas renoncer à son convoi, bien qu'à la conférence le général Samsonov lui eût fait remarquer que la marche des colonnes en serait alourdie. Ledit convoi fut affecté à la colonne du centre. On déchargea une bête sur cinq, et son chargement fut réparti entre les quatre autres, ce qui permit de monter les conducteurs.

« Avant le départ de Si-fontai, une demi-sotnia de gardes-frontières rejoignit le détachement. L'officier qui commandait cette demi-sotnia se présenta au général et lui dit en bégayant :

« — J'ai l'honneur de vous rendre compte que je viens d'arriver avec une demi-sotnia.

« — Votre nom ? demanda le général.

« — Cornette Noga, Votre Excellence.

« — Vous connaissez bien le pays que nous allons traverser ?

« — Parfaitement, Votre Excellence ; j'ai parcouru plusieurs fois toute la vallée du Liao-ho jusqu'aux environs d'Inkoou.

« — Quels renseignements possédez-vous sur l'ennemi ?

« — De petits partis de Khounkhouzes battent la région, et l'on rencontre des patrouilles japonaises, mais jusqu'à Davan et Talienpoutsa il n'y a pas de détachements importants. »

« Au moment du départ la batterie à 4 pièces passa de la colonne Samsonov à celle du général Abramov. La composition des colonnes fut quelque peu modifiée : la colonne du colonel Khan Nakhitchévanski fut fondue dans celle du général Téleshеff, qui reçut aussi la 2e batterie de la Transbaïkalie et une sotnia de gardes-frontières du détachement Kosagovskii. Le convoi, comptant 1500 mulets et chevaux, forma une colonne séparée escortée par le 1er régiment de Cosaques de Tchita et par une sotnia de gardes-frontières fournie par le détachement Kosagovskii. Le commandement de cette colonne fut confié au

lieutenant-colonel Perfilieff, chef du 1er régiment de Tchita. Une sotnia de gardes-frontières fut également adjointe à la colonne Abramoff. De cette façon, le détachement chargé du raid, fut encore renforcé à Si-fontai de 4 sotnias qui en réalité étaient plutôt des demi-sotnias, vu la faiblesse de leurs effectifs.

« Le 9e détachement volant de la Croix-Rouge, comptant 3 docteurs, 2 étudiants en médecine et 15 infirmiers, marcha avec la colonne Abramoff. Une partie du 10e détachement volant de la Croix-Rouge de Saint-Pétersbourg, comprenant 1 médecin, 1 étudiant et 6 infirmiers, fut affecté à la colonne Samsonov.

« Les colonnes se mirent en marche, vers le Sud-Ouest, dans l'ordre suivant : au milieu, la colonne Abramoff avec le convoi et son escorte ; à droite, la colonne Samsonov ; à gauche, la colonne Télésheff. La marche jusqu'au prochain gîte d'étape se fit avec une certaine sécurité, car il y avait en avant de nous les troupes du général Kosagovskii.

« La colonne Samsonov arriva au gîte d'étape alors qu'il faisait déjà nuit. L'état-major s'installa dans un petit fan excessivement sale.

« Pendant cette première journée de marche nous avions fait 40 verstes, exclusivement au pas ; les chevaux étaient restés sellés pendant treize heures. Au cantonnement on trouva chez les Chinois une quantité suffisante de paille.

« A partir de ce point nous allions nous trouver tout à fait en dehors de la ligne de nos avant-postes et entrer dans la région battue par les Khounkhouzes et notamment par la forte bande du fameux Touli-san.

***

« D'après les renseignements parvenus à l'état-major du général Mitshenko le 8 janvier au soir, l'ennemi occupait la ligne du Houn-ho, du village de Yantaitsé à Peidagoou, et avait ses forces principales (3,000 fantassins, 8 escadrons et 4 canons) à Siaobei-ho et à Peidagoou. Ses réserves d'avant-postes, comprenant chacune un bataillon, un escadron et deux canons, étaient cantonnées à Mamatchai et Tchitaidsé. Ses grand'gardes étaient installées aux villages de Tchitaidsé, de Hikooutai (2 compagnies, 2 escadrons et 2 canons), de Khaoulatoza (1 compagnie, 1/2 escadron),

de Sitaidzé (1/2 compagnie et 1 peloton de cavaliers) et de Siaodamyne (1 compagnie et 1/2 escadron). Il y avait des soutiens à Touerpou et à Nioudou (2 bataillons et 3 escadrons). Chaque grand'garde était dotée de mitrailleuses. Les patrouilles japonaises battaient le terrain jusqu'à la ligne Dchantan—Ouban—Ashaniour—Kaliama, et même jusqu'à Shouimavan. Selon les avis des habitants et de nos patrouilles, 3,000 Khounkhouzes à pied et à cheval au service des Japonais se trouvaient sur la ligne Siaobeiho—Taougenzé—Davan.

« Comme nous n'avions que de très mauvaises cartes, qui étaient plutôt de simples itinéraires, ce fut le cornette Noga qui, dans la colonne Samsonov, nous servit de guide. Sa demi-sotnia marchait immédiatement derrière le général Samsonov.

« Le 9 janvier, on traversa la vallée du Liao-ho à hauteur de Davan-Talienpouza. Les colonnes Télésheff et Abramoff suivirent la rive gauche du Liao-ho. Quant à la colonne Samsonov, elle avait l'ordre, depuis le village de Tchoudiapouza, et se diriger sur Kaliama et Talienpouza, et de faire la grand'halte au village de Sliapiotséopou.

« L'une des principales missions du général Mitshenko était de faire détruire la voie ferrée au sud de Liao-yang et sur le secteur Da-shi-tchao—Inkoou. En conséquence, le général Télésheff, commandant la colonne la plus rapprochée du chemin de fer, reçut des escadrons et sotnias mixtes formés avec des cavaliers ayant des aptitudes spéciales et empruntés à tous les régiments.

« Nous traversâmes la petite ville d'Ashéniour et nous arrivâmes, à 11 h. 20 du matin, à Kaliama où nous traversâmes le Liao-ho sur la glace. Après nous être mis en liaison avec la colonne voisine, nous continuâmes notre marche sans encombre et arrivâmes vers 4 heures du soir à Talienpouza, village riche en paille et en orge. Talienpouza avait été occupé par des Khounkhouzes et des Japonais qui en avaient déguerpi la veille au soir. Les escadrons du régiment de dragon de Niéjine prirent les avant-postes, et le reste des trouqes bivouaqua sur la rive gauche du Liao-ho dans les environs de Davan.

« Les colonnes du général Mitshenko avaient franchi en cette journée 35 verstes au pas et se trouvaient, dans la nuit du 9 au 10 janvier, presque à hauteur de Liao-yang.

« Un officier de Cosaques de l'Oural, venant de l'état-major du

général Mitshenko, nous apprit qu'un convoi japonais avait été enlevé par les Cosaques et que les cavaliers qui l'escortaient s'étaient enfuis au galop.

***

« Le jour n'était pas encore levé quand la colonne Samsonov se mit en marche pour traverser le Liao-ho. La marche se fit en cette journée du 10 janvier, comme les jours précédents, au pas.

« Nous apprîmes qu'un détachement ennemi d'environ 300 hommes avait fait son apparition au village de Tongogouza et que de petits groupes battaient la campagne à quatre verstes au sud de Davan, c'est-à-dire au sud du village où la colonne Abramoff avait passé la nuit. A l'approche de nos éclaireurs, l'ennemi disparut. Les Chinois nous déclarèrent qu'il y avait d'importants dépôts de vivres à Péidagoou et à Siaobei-ho et que cette dernière localité était occupée par 2,000 fantassins avec 12 canons.

« De plus, nous apprîmes qu'à l'Ouest de Davan se trouvait la forte bande du fameux chef de khounkhouzes, Touli-san, qui était au service des Japonais.

« Ordre fut donné au détachement de poursuivre sa marche vers le Sud en trois colonnes : la colonne Télésheff devait quitter son gîte d'étape de Tkhoouda-koouza et se porter en droite ligne sur Kali-ho. point de passage du Houn-ho ; la colonne Abramoff devait, en partant de Davan, marcher parallèlement et à deux verstes de la colonne de Télésheff en conservant continuellement sa liaison avec cette dernière, et fournir un régiment complet pour escorter le convoi ; la colonne Samsonov devait, en quittant Talienpouza, suivre la rive droite du Liao-ho jusqu'à Doukhaoundi, passer sur ce point sur la rive gauche de ce cours d'eau et continuer sa marche jusqu'à Kali-ho, à l'ouest de la colonne Abramoff, en faisant son possible pour rallier celle-ci au village ci-dessus mentionné.

« Comme le passage du Liao-ho était plus commode à Talienpouza qu'à Doukhaoundi, le général Samsonov fit franchir ce cours d'eau au premier de ces deux villages. Ses escadrons après avoir passé sur la rive gauche durent attendre longtemps jusqu'à

ce que l'artillerie (10 bouches à feu) eût traversé à son tour sur la glace.

« Les têtes des colonnes Samsonov et Abramoff se rapprochèrent à proximité de Kali-ho. Le général Mitshenko, qui marchait toujours avec la colonne Abramoff, donna l'orde de faire la grande'halte. En avant de nous, les Cosaques échangeaient des coups de feu avec les Japonais et les Khounkhouzes embusqués dans un village. La colonne du général Téléshеff rencontra aussi les Khounhouzes et leur enleva un fanion ; un volontaire fut tué, et un capitaine reçut une blessure grave.

« Après avoir chassé l'ennemi du village en question, les Cosaques y mirent le feu. Puis l'artillerie dut canonner un autre village voisin pour en faire fuir l'ennemi qui s'y était réfugié. Quand cette opération fut terminée, et que le convoi qui alourdissait notre marche d'une façon épouvantable eut rejoint, les colonnes se remirent en mouvement.

« La flanc-garde de droite de la colonne Samsonov fit rendre compte que de l'autre côté du Liao-ho elle avait aperçu une bande d'environ 200 Khounkhouzes. Aussitôt le général Samsonov envoya deux escadrons du régiment de dragons du territoire maritime renforcer cette grand'garde.

« On traversa le Houn-ha sur la glace, au village de Yaoutounda, et, une fois sur la rive gauche, la colonne Samsonov marcha vers le Sud, entre le Houn-ho et le Tai-tsé-ho.

« — Sommes-nous dans la bonne direction ? demanda au cornette Noga le général Samsonov.

« — Parfaitement, Votre Excellence; seulement, dans un instant, il nous faudra appuyer un peu à l'Ouest pour contourner des marais.

« Bientôt en avant de nous retentirent des coups de feu ; un Cosaque vint rendre compte au galop que l'ennemi était embusqué dans un village situé à environ deux verstes de nous, que l'avant-garde de la colonne du centre et une demi-sotnia d'éclaireurs l'en avaient chassé et que les Japonais, poursuivis et sabrés par les nôtres, s'étaient enfuis dans un village voisin.

« La colonne Samsonov s'arrêta, et le général donna l'ordre à un escadron du régiment de dragons de Tchernigoff de traverser en ordre dispersé le village dans lequel s'étaient enfuis les Japonais. Sur ces entrefaites un nouvel avis nous apprit que les

Nippons avaient été chassés de ce village et qu'ils s'étaient réfugiés dans un autre (du nom de Outsiatai), d'où ils continuaient à se défendre à coups de fusil. Il était déjà 5 heures du soir et la nuit commençait à tomber ; ne voulant pas être arrêté plus longtemps, le général Samsonov fit canonner le village par deux canons.

« Cette affaire avait coûté : 2 officiers tués et 7 blessés ; 9 soldats tués et 33 blessés, plus 4 chevaux tués et une vingtaine de blessés.

« Le général Samsonov demanda au général Mitshenko la permission de contourner à l'avenir les localités qui pourraient être occupées par l'ennemi.

« Nous étions déjà considérablement gênés par notre convoi de bêtes de somme, et maintenant nous avions des blessés à transporter ! Il nous fallait marcher à toute vitesse sur Inkoou, notre objectif, en utilisant les excellents chevaux des dragons des Caucasiens et des Cosaques du Don, et, au lieu de cela, nous livrions journellement des escarmouches qui nous enlevaient nos meilleurs éléments !

« En fait, dans la journée, les trois colonnes avaient eu en tout 60 hommes hors de combat. Aussi, dans la nuit, du 10 au 11 janvier, le général Mitshenko donna-t-il l'ordre suivant : « A l'avenir on s'abstiendra, d'nne manière absolue, d'attaquer de front un ennemi embusqué derrière des obstacles ou des villages. Le cas échéant, on restera en dehors de la portée efficace de la mousqueterie, et l'on fera entourer les obstacles ou les villages par une *lava* de manière à menacer la ligne de retraite de l'ennemi. Si ce dernier ne se décide pas à la retraite, on fera canonner les obstacles ou les villages par deux sections d'artillerie. On ménagera les munitions ; on en aura besoin plus tard. »

« Le 11 janvier au matin, un second ordre fut encore adressé aux chefs de corps :

« Étant donné que le but principal qne nous poursuivons est la gare d'Inkoou que nous avons l'ordre de détruire, il est désirable de faire les haltes en route. En conséquence j'ai décidé de contourner Nion-tchjouang et de passer la nuit entre cette ville et la gare d'Inkoou. Je n'occuperai Niou-tchjouang que si j'apprends de source sûre que sa garnison est très faible. Pour ne

pas subir de pertes, à cause du peu de moyens de transports dont nous disposons, je vous prie de contourner les localités fortifiées, telles que celle d'hier, et d'attaquer seulement les corps ennemis qui se replient en rase campagne sur notre ligne de marche.

« L'endroit du gîte d'étape sera indiqué à la grand'halte qui sera faite à proximité de Niou-tchjouan. — Le général Mitshenko. »

« Le 11 janvier les colonnes devaient se remettre en marche; elles avaient l'ordre de continuer leur mouvement vers le Sud en faisant tout leur possible pour se rapprocher les unes des autres à proximité Niou-tchjouan. »

Vers huit heures du matin, le général Samsonov rassembla les officiers de sa division et leur parla en ces termes :

« — Messieurs, la bravoure et l'adresse sont des qualités précieuses pour un officier de cavalerie, mais elles ne suffisent pas; il faut encore posséder à fond l'art de se débrouiller et d'apprécier sainement une situation. Aujourd'hui, nous marchons sur Niou-tchjouang; il faudra surveiller avec la plus grande attention notre flanc droit, et conserver la liaison à gauche avec la colonne voisine. En l'absence de cartes — et c'est le cas actuel pour nous — il arrive souvent que l'avant-garde s'écarte de la bonne direction; je vous prie, indépendamment de la flanc-garde, d'envoyer à droite un peloton qui marchera à hauteur du milieu de la colonne. N'épargnez pas les rapports; sans eux il est difficile au chef de donner des ordres. Envoyez-moi des croquis, si petits soient-ils; indiquez-y les petits fans isolés et autres objets qui peuvent nous aider à nous orienter. »

« Ensuite le général Samsonov donna l'ordre à un officier, le cornette Goudieff, du 2e régiment des Cosaques d'Argoun, d'aller reconnaître le Tai-tsé-ho jusqu'à son confluent avec le Liao-ho.

« Nous nous mîmes en marche précédés du cornette Noga, et nous dirigeant vers l'endroit où nous devions traverser le Tai-tsé-ho. Le passage de ce cours d'eau avait été préparé par un escadron de dragons du régiment de Tchernigoff envoyé en avant et qui eut quelques petites escarmouches avec l'ennemi. Arrivés au village de Gaolifan, nous traversâmes le Tait-sé-ho sur la glace qui avait été recouverte de sable et de terre par les soins des dragons.

« Après le passage du Tai-tsé-ho, le général Samsonov chargea le colonel Zenkévitch, commandant le 51e régiment de dragons de Tchernigoff, de prendre 2 escadrons pour renforcer l'avant-garde et de reconnaître Niou-tchjouang par le Sud-Ouest. Cette ville devait être reconnue au Nord par des unités de la colonne Abramoff, et à l'Est par des unités de la colonne Télesheff. On supposait qu'il ne devait y avoir que 200 Japonais à Niou-tchjouang.

« On fit manger les chevaux, et les hommes prirent le thé.

« La reconnaissance de Niou-tchjouang nous apprit que cette ville était occupée seulement par une compagnie d'infanterie et par un peloton de cavalerie. Cette garnison évacua la ville, et les Cosaques de l'Oural réussirent à capturer ou à sabrer la queue de la petite colonne japonaise en fuite.

« En conséquence, la colonne Samsonov contourna la ville par l'Ouest, la colonne du centre la traversa, et la colonne de gauche la contourna par l'Est.

« En cours de route le général Samsonov avait appris que les cavaliers chargés de ce service avaient coupé des fils télégraphiques et incendié quelques dépôts de vivres japonais.

« Quand nous entrâmes dans Niou-tchjouang par son extrémité ouest, nous rencontrâmes la colonne du centre ; nous dûmes mettre pied à terre et attendre que cette dernière eut franchi l'unique pont existant sur la rivière en cette partie de la ville.

« Après avoir traversé Niou-tchjouang, les trois colonnes se rapprochèrent les unes des autres et s'arrêtèrent. On envoya des patrouilles en avant.

« De Niou-tchjouang à Inkoou, il y a environ 40 verstes; il fut décidé qu'on s'arrêterait à mi-chemin pour passer la nuit. Vers 4 h. 40 du soir, les colonnes se remirent en marche vers le Sud. Un capitaine de dragons vint rendre compte au général Samsonov qu'il avait fait arrêter et brûler un convoi de 100 voitures chargées d'huile de fèves et de bougies. Un peu plus loin, le cornette Noga fit incendier plusieurs voitures chargées de vivres qui se trouvaient dans la cour d'une auberge.

« Il commençait à faire nuit quand nous traversâmes un village, où entra en même temps que nous le 5e régiment de l'Oural, qui ramenait un convoi japonais de 130 voitures char-

gées de vivres. L'escorte japonaise qui protégeait ce convoi avait pris la fuite à l'approche de nos cavaliers.

« En résumé, pendant cette journée, nous avions capturé plus de 300 voitures, incendié quelques petits dépôts de vivres et détruit des fils télégraphiques et téléphoniques. Nos cavaliers avaient également détruit la voie ferrée en une vingtaine d'endroits.

« Il était environ 10 heures du soir quand la colonne Samsonov arriva au village de Laoutchantkhoou, pour y passer la nuit.

« Nous allions enfin arriver le lendemain à Inkoou, l'objectif principal de notre raid.

« Il faut avouer que les Japonais étaient d'une insouciance incroyable; ils nous permettaient de nous promener presque impunément sur leurs derrières! Un de nos camarades cloua sur un poteau télégraphique sa carte de visite portant l'inscription suivante : « Au maréchal Oyama, auquel j'ai l'honneur « d'adresser mes meilleurs compliments à l'occasion de la nou- « velle année, et que je remercie de permettre aux patrouilles « russes de se promener sur les derrières de l'armée japonaise « aussi commodément que dans le gouvernement de Tam- « bov. »

« Le 12 janvier, nous attaquâmes Inkoou.

« Les ordres pour l'attaque furent donnés à midi, le jour même du combat, pendant la grand'halte au village de Takaoukhen :

« Ordre n° 6, village de Takaoukhen, 30 décembre/12 janvier 1905, midi.

« L'ennemi, fort, d'après les renseignements des habitants, de 300 à 1000 hommes, occupe la gare d'Inkoou, où il existe d'importants dépôts de vivres. J'ai décidé d'attaquer la gare et d'y tout détruire.

« 1° *Le détachement mixte du colonel Khoranoff* (25 sotnias ou escadrons) partira de la grand'halte à 3 heures de l'après-midi et attaquera la gare, conformément aux instructions spéciales qui lui ont été données.

« 2° *La colonne de gauche, commandée par le général-major Télésheff* (20 sotnias et 12 canons), quittera la grand'halte à 2 h. 30 de l'après-midi et marchera sur le village de Tsianshit-

siaotzy. Avant d'arriver à ce village, elle prendra une formation de rassemblement sur le côté gauche de la grande route.

« *La colonne de droite, commandée par le général Samsonov* (11 escadrons ou sotnias et 10 canons), quittera la grand'halte à 2 h. 30 de l'après-midi et se portera sur le village de Trianshitsiaotzy. En arrivant à proximité de ce village, la colonne prendra une formation de rassemblement sur le côté droit de la grande route.

« 4° *La colonne de réserve, commandée par le général Abramoff* (11 sotnias), quittera la grand'halte (village de Takaoukhen) à 3 h. 30 de l'après-midi et suivra la grande route jusqu'à Khaousitchaoutza, où elle s'établira en formation de rassemblement. Elle assurera la liaison avec les convois.

« 5° *Les convois* (le convoi sanitaire et celui des bêtes de somme), escortés par six sotnias, suivront la colonne de réserve et s'arrêteront pour former le parc au village de Toumtchkhanpfoutza.

« 6° *Le poste de pansement* de tout le détachement sera établi au village de Toumtchkhanpfoutza.

« 7° *Après le combat* de nuit, toutes les unités se rallieront sur la grande route entre Kkoousitchaoutsza et Takaoukhen.

« 8° On expliquera à tous les hommes la marche de l'opération et on leur communiquera le mot d'ordre.

« Je me tiendrai personnellement sur la grande route avec l'artillerie. »

« La colonne Samsonov se mit en marche et arriva au village de Takaoukhen à 11 h. 15 du matin, pour y faire la grand-halte. »

« En attendant la reprise de la marche, j'entrai dans le village pour interviewer les Chinois qui étaient quelque peu déconcertés de nous voir.

« — *Doui ou iou iben Inkoou?* (Y a-t-il des troupes japonaises à Inkoou?) demandai-je en chinois à un fils du Céleste Empire.

« — *Iou, iou,* me répondit le Chinois.

« — *Ta pkhoou iou?* (Y a-t-il des canons?)

« — *Pou-toun.* (Je ne comprends pas), répondit mon interlocuteur.

« — Tu es un drôle d'homme, frère, tu ne comprends pas!

Tapkhoou iou? répondis-je en scandant les mots. Tu comprends ; *ta pkhoau.* Je me baissai et, en mimant, j'imitai le bruit du canon en criant : *Boum !...*

« — *Toun, zji déiou !* (Je comprends, je sais !) cria à son tour le Chinois joyeux et il ajouta : *iou, iou !* (il y en a, il y en a)

« Mauvaise affaire », pensai-je !

« — *Dé soé ta pkhoou Inkoou ?* (Combien y a-t-il de canons à Inkoou ?)

« — *Shi liou* (16).

« Nous en avons 22 » pensai-je, « mais il vaudrait mieux qu'il n'y en eût pas à Inkoou. Puis le coquin ment peut-être ».

*
* *

Cela nous entraînerait trop loin de continuer le récit du capitaine Agafanov, qui, d'ailleurs, offre par la suite moins d'intérêt.

L'artillerie ouvrit le feu sur la gare à 4 h. 45 du soir et le cessa à 6 h. 10. Dès les premiers coups de canon un incendie éclata à la gare. Quand le tir fut réglé, l'artillerie tira par salves et envoya environ 2,000 projectiles. Les pièces étaient en batterie à environ 4,000 mètres de la gare.

Après la préparation de l'attaque par l'artillerie, plusieurs escadrons et sotnias mirent pied à terre et se portèrent à l'assaut, mais sans succès. Enfin, à 7 h. 30 du soir, le général Mitshenko, apprenant que des renforts japonais arrivaient de Dashi-tchao, donna l'ordre de la retraite.

L'attaque de la gare d'Inkoou coûta aux Russes : 4 officiers tués et 15 blessés ; 30 cavaliers tués, 127 blessés et 25 disparus, soit en tout 201 officiers et soldats hors de combat.

Le 12 janvier à 11 heures du soir, le général Mitshenko rédigea, au village de Lensiantyne, l'ordre suivant : « Le combat d'aujourd'hui nous a démontré que la gare d'Inkoou n'était occupée que par des forces peu importantes. J'ai été avisé du départ de Da-shi-tchao de cinq bataillons japonais qui doivent se trouver aujourd'hui sur la ligne ferrée, au Sud-Est de notre gîte d'étape. Je ne possède aucun renseignement sur les forces ennemies qui peuvent être au Nord du détachement; je sais seulement qu'il y a quelques petits partis à Niou-tchjouang. Demain,

13 janvier, on marchera vers le Nord pour rallier l'aile droite de notre armée ».

Cette marche de retour se fit comme à l'aller, sur trois colonnes, mais avec une lenteur excessive à cause des blessés qui nécessitaient des arrêts fréquents.

Le 14 janvier au matin, c'est-à-dire le 1er janvier (style russe), les Japonais surprirent, à la faveur du brouillard, et canonnèrent au bivouac de Santchahé la colonne Téléshеff. Cette attaque fut repoussée, mais coûta aux Russes 6 officiers blessés, 7 hommes tués, 51 blessés et 6 disparus, soit en tout 70 officiers et hommes hors de combat. Il y eût en outre 16 chevaux tués et 31 blessés.

Tous les blessés furent dirigés sur la colonne Samsonov. Quant aux prisonniers japonais, on les mit à cheval.

Le raid prit fin le 18 janvier, jour où eut lieu la dislocation des troupes y ayant pris part.

Le capitaine Agafanov explique en ces termes les raisons pour lesquelles la cavalerie marcha aussi lentement pendant ce raid : « Les flanc-gardes étant obligées de se mouvoir la plupart du temps en dehors des routes, à travers des champs coupés de nombreux sillons et parsemés de souches pointues. Dans le gaolian fauché, les chevaux éprouvaient beaucoup de peine à marcher et se blessaient fréquemment les pieds. On le comprendra aisément quand on saura que la souche du gaolian n'est autre qu'un bâton pointu d'environ 2 centimètres de diamètre et de 18 centimètres de hauteur. »



Tandis que le général Mitshenko faisait ce raid, la cavalerie du général Rennenkampf, qui se trouvait à l'aile gauche dans les montagnes, resta au repos.

De faibles détachements de Cosaques allèrent patrouiller dans le Nord de la Corée, sur le littoral est, mais n'obtinrent aucun résultat appréciable.

Nous mentionnerons le combat de Sandépou (25-29 janvier 1905), pendant lequel le général Grippenberg sut sacrifier une partie de sa cavalerie pour éviter un désastre. Les 27 et 28 janvier, la cavalerie russe manœuvra en effet avec succès en chargeant les Japonais au Nord de Landoungo.

Nous passerons sous silence le rôle de la cavalerie russe pendant la bataille de Moukden (19 février-14 mars 1905), qui fut négatif, et nous terminerons cette étude par le récit succinct d'un nouveau raid exécuté par le général Mitshenko en mai 1905.

Raid du général Mitshenko (du 17 au 24 mai 1905). — Après la bataille de Moukden, le seul fait de guerre digne d'intérêt à signaler en Mandchourie fut le deuxième raid exécuté par le général Mitshenko.

Le 17 mai, le détachement de cavalerie du général Mitshenko se mit en marche; il comprenait : la division de Cosaques de l'Oural et de la Transbaïkalie et la division mixte du Caucase, avec 6 bouches à feu.

On repoussa les avant-postes japonais vers le Sud et on se dirigea sur le village de Sin-loun-tchjouan, situé à environ 25 kilomètres au nord de Tchan-tou-fou. Tandis qu'une partie du détachement faisait une démonstration devant Sin-loun-tchjouan, l'autre partie tournait les positions des Japonais par leur flanc gauche et continuait son raid dans une direction sud-ouest.

Le lendemain 18, les sotnias d'avant-garde, malgré l'apparition d'éclaireurs japonais venus de Kan-pin-sian (sur la rive droite du Liao-ho, à environ 30 kilomètres au Nord-Ouest de Fakoumyne et à 54 kilomètres à l'Ouest de Tchantoufou), parvinrent à gagner la route qui relie cette ville à Fakoumine, y détruisirent, sur une assez longue étendue, la ligne télégraphique posée par l'ennemi et incendièrent un dépôt d'effets. Dans la même journée, d'autres sotnias battirent et dispersèrent plusieurs bandes nombreuses composées de Khounkhouzes et de Japonais, qui essayaient de cerner le détachement Mitshenko dans cette région.

Continuant son mouvement tournant le 19 mai, le détachement prit la route reliant Fakoumyne à Shi-fou-tsé, village situé sur la rive gauche du Liao-ho, sur la route Fakoumyne—Moukden, à environ 45 kilomètres au Nord-Est de Sinmintine. Sur les hauteurs qui s'élèvent au Sud de Fakoumyne, les Japonais avaient posté un détachement de sûreté, et, le long de la route de Shi-fou-tsé, ils avaient établi de fortes grand'gardes dotées de mitrailleuses.

Le général Mitshenko, après avoir fait canonner la position, fortement retranchée, l'attaqua. Les Japonais se replièrent en désordre sans avoir beaucoup résisté.

Deux compagnies japonaises furent sabrées et une troisième fut faite prisonnière toute entière. En l'un des endroits de la position évacuée par l'ennemi, on trouva plus de 100 cadavres japonais. Une sotnia s'était emparée de 2 mitrailleuses pendant le combat.

Marchant sur les traces des unités assaillantes, plusieurs sotnias du 2e régiment de Tchita parvinrent à gagner la route qui conduit à Sinmintine en longeant la rive droite du Liao-ho. Tandis qu'une partie des sotnias exécutait une reconnaissance dans la direction Sinmintine et détruisait la ligne télégraphique, une autre partie mettait en déroute et incendiait, non loin de Shi-fou-tsé, un fort convoi de vivres japonais d'une longueur de 7 kilomètres. Les Cosaques firent, en cette occasion, quelques prisonniers et capturèrent une centaine de chevaux.

A son retour, le détachement du général Mitshenko dispersa encore plusieurs bandes composées de Khounkhouzes et de Japonais, et il regagna le 24 mai ses anciennes positions, ramenant avec lui 234 prisonniers japonais, au nombre desquels 5 officiers, plusieurs mitrailleuses et un certain nombre de chevaux.

Ce raid coûta aux Russes ; 3 officiers tués et 10 blessés, 35 Cosaques tués et 141 blessés.

Depuis cette époque jusqu'à la fin des hostilités il n'y eut plus que des escarmouches sans importance qui ne méritent pas d'être signalées.

En terminant cette étude, nous croyons devoir dire que si la cavalerie russe avait un jour à lutter sur un théâtre de guerre européen, où elle ne rencontrerait pas les mêmes difficultés de terrain qu'en Mandchourie, il est certain que commandée par des chefs énergiques tels que Rennenkampf, Mitshenko et Samsonov, elle saurait se couvrir de gloire et rendre comme jadis de précieux services au haut commandement.

Capitaine Serge NIDVINE.



TROIS JOURNÉES D'OPÉRATIONS

EXÉCUTÉES PAR

UNE DIVISION D'INFANTERIE ET UNE BRIGADE DE CAVALERIE

EN COUVERTURE

DU SIÈGE DE BELFORT[1]

TRAVAUX DE RÉDACTION

III. — La journée du 26 octobre.

(*Fin*).

4e moment. — De 3 à 4 heures du soir :
Arrêt de l'offensive ennemie partant de La Chapelle-St-Quillain.

3 heures. — « La colonne ennemie venant de La Chapelle-Saint-Quillain met en action deux batteries sur la hauteur du château de Rougeau et déploie deux ou trois bataillons à 1000 ou 1200 mètres de Greucourt (qu'occupe, depuis peu, la 5e compagnie du IIe bataillon du 10e). »

Le commandant du 2e groupe, vers 3 heures, entend depuis quelques instants la canonnade dans la direction de Greucourt, au moment même où il se prépare à rejoindre, avec ses deux

---

[1] Voir les livraisons de septembre et d'octobre 1905.

batteries (4e et 6e), toute l'artillerie de la division sur la hauteur du bois des Bemmot.

Il se décide à demeurer entre Fresnes et Vezet, en vue de prêter son concours au bataillon (IIe du 10e) qui garde la division de ce côté.

Il ordonne, en conséquence, de placer les batteries sur avant-trains, face à l'Ouest, et d'attendre ses ordres, puis il se porte, au galop, jusqu'à la pointe sud du plateau 258 pour juger de la situation.

Sous ses yeux se développe l'attaque menée par deux ou trois bataillons ennemis contre les défenseurs de Greucourt ; plus loin en arrière, dans une trouée de bois, il aperçoit l'artillerie ennemie en action [1].

Il appelle à lui le capitaine commandant la 4e batterie et lui prescrit de se porter, au plus vite, avec une section, entre le cimetière de Fresnes et Fresnes, tout contre la lisière du bourg, en vue d'enfiler les abords occidentaux de Greucourt et, plus tard, les débouchés est du village.

Le mouvement s'exécutera par le bas de la pente tombant sur la station, de manière à échapper aux vues de l'artillerie adverse.

Pendant ce temps, l'autre section, par la cote 258 et le chemin de terre conduisant à Vezet, gagnera les abords nord-est de cette localité (400 à 500 mètres nord-est du faubourg menant à 258) d'où elle tiendra sous son feu le terrain au Sud de Greucourt [2].

Quant à la 6e batterie, ordre lui est envoyé de se mettre en position d'attente près de la cote 258, en mesure de se porter soit sur Fresnes, soit sur Vezet.

3 h. 30. — « Le village de Greucourt tombe au pouvoir de

---

[1] Le commandant du groupe, ne voulant pas compromettre ses batteries dans une lutte avec une artillerie dont il ignore l'importance, ne songe qu'à appuyer la défense de Greucourt et, le cas échéant, à s'opposer au débouché de l'assaillant qui se serait rendu maître du village, Dans ce double but, il choisit, pour les fractions d'artillerie qu'il veut engager, des positions entièrement défilées aux vues des artilleurs ennemis et se prêtant, d'autre part, à une action efficace sur les lisières et débouchés de Greucourt.

[2] En un emplacement que la corne de bois sur laquelle se trouve écrit le mot « Château » de Rougeau-Château, rend invisible pour l'ennemi.

l'ennemi. A ce moment, arrivent à Vezet les Ier et IIIe bataillons du 9e (sans sacs) qu'un ordre du général de division a touchés, lors de leur arrivée, vers 2 heures, à Noidans, pour qu'ils continuent sur Vezet.

« Il en résulte que l'offensive ennemie de ce côté est bientôt arrêtée. »

A 3 h. 30, les mouvements prescrits à la 4e batterie sont exécutés et les deux sections ouvrent le feu au moment où l'ennemi pénètre dans Greucourt.

Tous les efforts des deux demi-batteries consistent alors à interdire à l'ennemi le passage de la Romaine [1].

4 heures. — L'ennemi venu de La Chapelle-Saint-Quillain rompt le combat et se retire par la route qu'il avait suivie dans sa marche d'approche.

Il n'y a pas de poursuite par l'infanterie.

Le 26 octobre au soir, l'artillerie stationne :

1er groupe :

1re et 2e batteries, au bivouac à l'Est du bois des Bemmot

3e batterie, à Membrey (avec la brigade de cavalerie).

2e groupe :

4e, 5e et 6e batterie, au bivouac dans le vallon entre Pré-Chapelot et la station de Fresnes.

ANNEXES AU JOURNAL DES OPÉRATIONS DE L'ARTILLERIE.

1er moment.

ANNEXE A. — *Occupation de la position du bois des Bemmot par trois batteries ennemies.* — Le chef du groupe ennemi, lorsqu'il se résout à se mettre en batterie au Sud du bois des Bemmot, sait seulement que l'infanterie de la 3e division occupe les abords occidentaux de Soing, Pré-Chapelot et Fresnes : il ignore tout de l'artillerie, sauf, peut-être, sa force totale approximative.

---

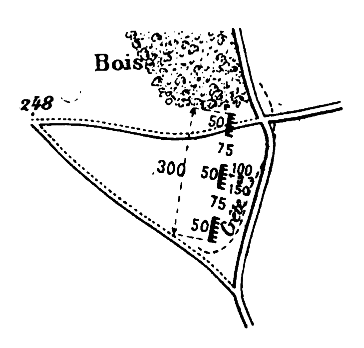
[1] Une partie des défenseurs de Greucourt s'est embusquée dans le moulin et les fossés de la route de Vezet, dans le voisinage du pont.

Sur la position choisie, il détermine l'emplacement de ses batteries de manière à satisfaire d'abord à la condition essentielle exigeant que les capitaines voient l'objectif. Il cherche ensuite à se préserver des coups que l'artillerie du parti opposé pourrait lui envoyer, et, dans ce but, il s'efforce d'échapper aux vues des crêtes derrière lesquelles cette artillerie peut se trouver.

Ces crêtes sont : le plateau 261-265, le terrain en forme d'isthme situé à l'Ouest des Herbues F^e et enfin le long plateau coté 258 au Nord-Ouest de Fresnes.

D'autre part, sachant que l'emplacement général de ses batteries se révélera par la lueur des coups de canon, le commandant du groupe ennemi a tout intérêt, pour le cas où il se trouverait en face d'une artillerie supérieure, à diminuer sa vulnérabilité au moyen d'une formation large.

Il utilise donc tout l'espace dont il dispose à l'abri des crêtes dangereuses et déploie en conséquence ses trois batteries sur un front de 300 mètres environ, parallèle à la route Charentenay—Fresnes et à 100-150 mètres à l'Ouest d'elle, la gauche de la ligne s'appuyant au bois des Bemmot.



Ce front ne peut dépasser 300 mètres, afin d'éviter que la droite se trouve exposée aux vues du plateau 258, en s'étendant jusque sur les pentes nord de la station de Fresnes. La formation du groupe ennemi à trois batteries est indiquée sur le schéma ci-contre.

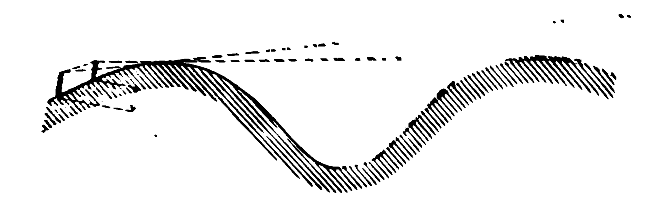
[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible] par exemple, une batterie doit se placer [illegible] le versant de la crête couvrante (opposé à l'adversaire) [illegible] commandement de ce dernier est plus considérable. C'est ce que montre le croquis ci-dessous.



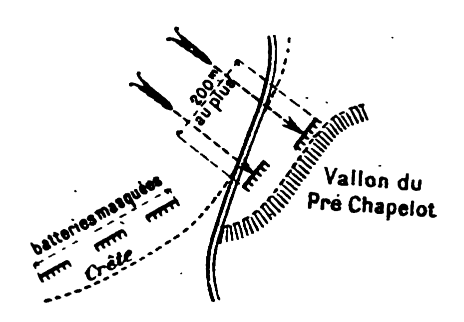
Il ne faut pas oublier que les capitaines, pour voir, ne doivent pas s'éloigner de la crête et qu'ils ne peuvent commander leur batterie que s'ils l'ont auprès d'eux.

Les deux ou trois batteries, venues pour prendre le 2e groupe sous leur feu, serreront donc vers la partie la plus élevée de la position qui leur est assignée, afin d'éviter la séparation entre elles et leurs capitaines.

Mais, malgré tout, ces derniers devront encore monter sur un caisson (au moins ceux de droite) pour pouvoir observer. Or, une flèche de caisson visible suffit pour permettre le resserrement de la fourchette à 50 mètres.

2e moment.

Annexe D. — *Deux batteries ennemies franchissent la crête au Sud du bois des Bemmot, 11 heures.* — Pourquoi ce franchissement ? Toujours pour la même raison. L'artillerie ne peut tirer que sur des objectifs aperçus par ses capitaines, et ceux-ci ne peuvent exercer leur commandement que si leurs batteries sont à portée de recevoir leurs ordres.



La forme du terrain, au Sud du bois des Bemmot, est telle que pour agir sur le 11e régiment, c'est-à-dire pour découvrir le fond du vallon de Pré-Chapelot, les chefs des deux batteries désignées doivent s'avancer de 200 à 300 mètres : il faut bien que leurs unités les suivent.

Celles-ci établiront leur droite contre la route de Charentenay à Fresnes, et leur front se trouvera marqué, sur la carte, par la limite supérieure des hachures, à l'Est de la susdite route.

Ce front sera légèrement échelonné et nécessairement étroit, 150 à 200 mètres, de manière que le vallonnement de Pré-Cha-

pelot se trouve, autant que possible, enfilé directement et dans toute son étendue.

ANNEXE E. — *Le 1er groupe prend position à découvert, à 11 h. 20, et tombe sous le feu de l'artillerie ennemie masquée.*— On peut admettre que l'ennemi masqué, très attentif, s'aperçoive de l'opération exécutée par le 1er groupe, dès le début de celle-ci, et que le 2e groupe, au contraire, n'en soit prévenu que plus tard (par les premiers coups de canon du 1er groupe, par exemple). Ainsi se justifie la possibilité, pour les deux ou trois batteries adverses masquées, d'exercer une action sur les 2e et 3e batteries.

A quoi se bornera cette action, si l'ennemi, ne cherchant pas, avant tout, à dégager les deux batteries visibles placées à sa gauche et déjà fort maltraitées, se résout à la tenter? Tout d'abord, il lui sera impossible de distraire plus d'une batterie pour l'accomplissement de cette nouvelle tâche.

Pour tirer sur le 1er groupe, en effet, il faut museler le 2e; or, deux batteries ne sont même pas suffisantes pour atteindre avec quelque densité de tir les 450 mètres tenus par le 2e groupe.

Si l'ennemi négligeait le 2e groupe, celui-ci ne lui permettrait même pas de tirer deux salves de réglage avant de lui appliquer ses rafales et de l'obliger à s'abriter.

L'adversaire tentera donc d'aveugler le 2e groupe par un tir continu et mi-rapide de deux batteries et, sous la protection de ce feu, il préparera le tir de sa troisième batterie sur le 1er groupe.

Mais c'est, pour cette batterie, un changement de front sous un grand angle, c'est-à-dire un relèvement des pièces, une désignation d'objectif, un abatage, une répartition entre les deux sections des deux fractions, séparées par un intervalle vide de 100 mètres, que le 1er groupe offre aux yeux. Enfin, c'est un réglage à entreprendre..., et le 1er groupe court toujours, ou plutôt a déjà pris position, lorsque les premières salves de la batterie adverse tombent devant ou derrière lui,

N° 10. — *Journal détaillé des opérations de la brigade de cavalerie à sept, puis huit escadrons.*

6 heures matin. — La brigade de cavalerie, comprenant 4 escadrons (3e dragons), est rassemblée, à 6 heures du matin, au Nord-Est de Vezet, ayant laissé :

A Fresnes 2 escadrons $\left(\frac{3\text{-}4}{2^e\ D.}\right)$.

A Vezet, 1 escadron $\left(\frac{1}{2^e\ D.}\right)$[1].

7 h. 30. — L'escadron de Vezet, relevé par un bataillon d'infanterie $\left(\frac{II}{10}\right)$, accompagné d'un peloton du 5e hussards, rallie la brigade.

8 h. 15. — Les deux escadrons de Fresnes $\left(\frac{3\text{-}4}{2^e\ D.}\right)$ sont également libérés par deux compagnie d'infanterie $\left(\frac{6\text{-}7}{10}\right)$ venues de Vezet.

Un réseau de patrouilles a été lancé dans les directions de Saint-Cloud, La Chapelle, Vaudey, Savoyeux, Combonnin, Sevoux.

1 heure soir. — La brigade est ralliée par le 2e escadron du 5e hussards, arrivé de Combeaufontaine, par Noidans, escortant la 1re batterie envoyée par le colonel A... en renfort de la division.

2 heures. — La brigade, appelée à participer à l'attaque décisive entreprise par le 12e régiment sur le centre ennemi, franchit, en deux lignes de colonnes successives, le plateau nord-est de Fresnes (3e dragons, 2e dragons, complété par le 2e escadron du 5e hussards) et vient se rassembler, à 400 mètres est de la station, au Nord de la voie ferrée, face au Nord-Nord-Ouest, en colonne de masses, le 3e dragons en tête.

---

[1] L'escadron $\frac{2}{2^e\ D.}$ est détaché, depuis la veille, à Cubry, avec postes à Traves et à Chantes.

2 h. 45. — Le 3e dragons s'ébranle, en masse, à gauche et à l'extérieur de la réserve de l'attaque $\left(\frac{\text{III}}{12}\right)$. Il est suivi par le 2e dragons, échelonné vers la gauche, dans la même formation.

3 heures. — L'ennemi tentant une contre-attaque sur le flanc extérieur du 12e régiment (flanc ouest), la brigade de cavalerie oblique à gauche (en arrière de $\frac{1/2\text{-II.-III}}{12}$ en voie de déploiement face au flanc gauche de la contre-attaque) et déploie rapidement le 3e dragon qui charge.

Le 2e dragons, avec $\frac{2}{5^e\ \text{H.}}$ en arrière de sa droite, suit le mouvement derrière l'aile gauche du 3e dragons, mais n'a pas à intervenir pour refouler l'ennemi.

Ce régiment entame la poursuite dans la direction des ponts de Ray et de Queutrey, faisant de nombreux prisonniers et capturant deux batteries immobilisées, en deçà des ponts, par la cohue des fuyards.

4 heures. — L'infanterie amie s'avance sur Charentenay, le bois des Bemmot et Queutrey, qu'elle occupe.

La brigade de cavalerie se reforme près du bois des Bemmot.

Son chef se décide à prendre par Soing pour continuer la poursuite de l'adversaire : vers la cote 261, elle rallie la 3e batterie (complétée à 6 caissons pleins) et traverse la Saône, après avoir laissé sur le théâtre de l'action le 2e escadron du 5e hussards.

4 h. 45. — La brigade atteint Vanne, puis débouche au delà du bois de Ray sur Tincey, qu'elle fait occuper par un escadron $\left(\frac{1}{3^e\ \text{D.}}\right)$ pied à terre.

Plusieurs fractions ennemies débandées sont prises ou rejetées dans la direction du Sud-Ouest.

5 h. 45. — Sans tarder, la brigade continue sur la corne sud du bois de Lavoncourt d'où elle jette deux escadrons dans Membrey et son faubourg $\left(\frac{2\text{-}3}{3^e\ \text{D.}}\right)$, coupant toute retraite à l'ennemi

de Ray-Ferrières et Recologne, vers la route de Dampierre à Combeaufontaine.

Une forte patrouille est dirigée sur Dampierre pour prendre le contact avec les forces ennemies qui ont pu se diriger vers l'Ouest par Seveux.

La nuit venant, la brigade s'installe au cantonnement-bivouac à Vaite $\left(\frac{1\text{-}3\text{-}4}{2^e\ D.}\right)$ — Membrey $\left(\frac{2\text{-}3}{3^e\ D.}\text{-}3^e \text{ batterie}\right)$ — Pontrebeau $\left(\frac{1/2\ 4}{3^e\ D.}\right)$ — Brotte $\left(\frac{1/2\text{-}4}{3^e\ D.}\right)$—Tincey $\left(\frac{1}{3^e\ D.}\right)$, tenant par des postes les avenues conduisant du Sud-Ouest, du Sud-Est et de l'Est vers ces diverses localités.

N° 11. — *Ravitaillements en munitions, pendant et après le combat de Fresnes, d'après les consommations à fixer*[1].

Les organes de ravitaillement en munitions de la division de Vesoul comprennent :

1 section de munitions d'infanterie[2];

2 sections de munitions d'artillerie,

stationnées, le 25 octobre, à Vesoul, avec une compagnie $\left(\frac{12}{11}\right)$ d'infanterie.

7 heures matin. — Le 26 octobre, à partir de 7 heures du matin, les trois sections se tiennent prêtes à rompre le parc.

8 h. 30. — Sur ordre télégraphique venu de Noidans, le parc d'artillerie se met en marche, par Vaivre et Velle-le-Châtel, sur Raze. Une demi-compagnie d'infanterie $\left(\frac{1/2\ 12}{11}\right)$ est répartie sur les coffres des voitures.

---

[1] Cette consommation a été fixée, en ce qui concerne les munitions d'artillerie, au cours du récit des opérations de cette arme.

[2] On peut admettre qu'une section de munitions d'infanterie comporte, en gros, 26 caissons de cartouches en paquets (27,000 cartouches par caisson) et un caisson de cartouches en chargeurs.

Une section de munitions d'artillerie comprend 19 caissons d'obus allongés ou non, chaque caisson représentant 100 coups.

10 h. 30. — Les trois sections atteignent Raze et se parquent à la sortie sud-ouest du village.

11 heures. — Le parc d'artillerie est appelé à Noidans, où il trouve l'ordre de continuer dans la direction de Fresnes.

11 h. 45. — En vue d'éviter l'entassement de nombreuses voitures de munitions dans la zone rapprochée des combattants, le commandant du parc, arrivé à Noidans, se décide à constituer deux échelons, savoir :

1er échelon :

1re section de munitions d'artillerie. 1/2 section de munitions d'infanterie. 1 section de la 12e compagnie du 11e régiment..................	sous les ordres du commandant de la 1re section de munitions d'artillerie,

à disposer sur un emplacement à reconnaître en arrière de la ligne de combat.

2e échelon :

2e section de munitions d'artillerie. 1/2 section de munitions d'infanterie. 1 section de la 12e compagnie du 11e régiment, près et à l'ouest de Noidans.....................	sous les ordres du commandant de la 2e section de munitions d'artillerie.

Chaque échelon fournit un agent de liaison au commandant du parc : le 2e échelon se relie, de la même manière, avec le 1er échelon.

Laissant le 2e échelon à Noidans, le commandant du parc engage le premier sur la route de Fresnes et prend les devants à l'effet de se renseigner sur la situation.

12 h. 15. — Parvenu au croisement des routes de Soing à Pont-de-Planches et de Noidans à Fresnes, il prend contact avec le chef de l'artillerie de la division, s'enquiert de la disposition des troupes d'infanterie, ainsi que des emplacements des groupes d'artillerie, et fixe à l'intersection du chemin de terre Vezet—Les Herbues avec la route Noidans—Fresnes, le point de rassemblement du 1er échelon[1].

Tous les mouvements de ravitaillement s'effectueront, de là,

---

[1] C'est-à-dire à proximité du 12e régiment.

par les itinéraires défilés : ferme de l'Ermitage—Vezet et pont à l'Ouest des Herbues, route de Soing.

12 h. 25. — Le 1er échelon arrive au point fixé et se forme en bataille, le front appuyé au chemin de terre, la 1/2 section de munitions d'infanterie au Nord de la route, la section de munitions d'artillerie au Sud.

L'infanterie d'escorte $\left(\frac{1/4\text{-}12}{11}\right)$ fournit des postes d'observation autour du rassemblement.

Le commandant du parc fait connaître à son subordonné les emplacements des groupes d'échelons de batteries et des groupes de voitures de compagnies, savoir :

a) 1er groupe d'échelons de batteries, au Nord-Ouest des Herbues, près de la corne sud-ouest du bois de Soing;

2e groupe d'échelons de batteries, au Nord-Ouest de la fontaine de l'Ermitage.

b) Groupe de voitures de compagnies du 10e régiment (moins celles du IIe bataillon), à la corne sud-ouest du bois de Soing, près des échelons du 1er groupe d'artillerie;

Groupe de voitures de compagnies du 11e régiment et du IIe bataillon du 10e, à la lisière est de Fresnes, près du cimetière.

Les liaisons sont établies entre le 1er échelon du parc d'artillerie et ces divers groupes.

1 heure soir. — Les agents reliant le 1er échelon du parc avec les groupes d'artillerie apportent, presque simultanément, les demandes suivantes[1] :

1er groupe, 5 caissons ;
2e groupe, 10 caissons.

Le nombre de caissons demandé est aussitôt dirigé sur les points voulus sous la conduite de l'agent de liaison correspondant.

Dans le même temps, le gradé qui relie le 2e échelon du parc au 1er est envoyé à Noidans, avec ordre de ramener 15 caissons de la 2e section de munitions d'artillerie.

---

[1] Consommation approximative vers midi 30.

Le ravitaillement des deux groupes d'artillerie s'opère, par transbordement de munitions des voitures du parc dans celles des échelons de combat des batteries :

Pour le 1er groupe, entre 1 h. 15 et 1 h. 40 ;
Pour le 2e groupe, entre 1 h. 10 et 1 h. 45.

2 heures. — Les voitures vides sont ralliées au point de rassemblement du 1er échelon du parc ; les hommes et les chevaux qui arrivent du 2e échelon avec 8 caissons pleins, encadrent et attellent les 12 voitures vides, puis se dirigent avec elles sur Noidans [1].

Sur ces entrefaites, de nouvelles demandes de munitions sont parvenues :

L'une, du 2e groupe, datée de 1 h. 45, de 6 caissons ;
L'autre, du 1er groupe, datée aussi de 1 h. 45, de 2 caissons [2].

2 h. 15. — Le 1er échelon du parc, recomplété ainsi qu'il a été expliqué plus haut, envoie les caissons demandés, et le 2e échelon, à Noidans, est invité à pousser sur le 1er échelon les 4 caissons qui lui restent encore.

En même temps, on lui prescrit de tenir prête à marcher la demi-section de munitions d'infanterie demeurée auprès de lui [3].

3 heures. — Les 4 derniers caissons de la 2e section de munitions d'artillerie arrivent au 1er échelon du parc : ils sont pris en compte par la 1re section, encadrés et attelés par elle, puis remplacés par 4 des 8 caissons vides revenant du ravitaillement. Les 8 caissons vides retournent tous à Noisdans [4].

---

[1] Ils y arrivent à 2 h. 45 et vont se parquer, entre Noidans et la station, le long de la route de Vesoul.

[2] Voir consommation des munitions à 1 h. 45.

[3] Le commandant du parc, à l'heure où se livre une attaque dont l'issue est encore douteuse, ne veut pas attirer une douzaine de voitures sur le champ de bataille, mais il prend ses dispositions pour les avoir, dans le minimum de temps, sitôt que les événements prendront une tournure favorable. Jusque là, l'infanterie n'a pas fait de demandes de munitions ; seul, un avant train, avec cartouches en chargeurs, a été envoyé à la brigade de cavalerie.

[4] A 3 h. 45, la 2e section de munitions d'artillerie, entièrement vide, plus quatre caissons de la 1re, est parquée entre Noidans et la station.

3 h. 30. — La réussite de l'attaque exécutée par le 12e régiment et la brigade de cavalerie sur le centre ennemi ne faisant plus de doute, le commandant du parc envoie à Noidans l'ordre de faire avancer la demi-section de munitions d'infanterie demeurée en ce point [1].

Il se met également en devoir de remplacer, au plus vite, les munitions d'infanterie et d'artillerie consommées par les régiments et les batteries. Il pousse, à cet effet :

7 caissons d'infanterie, sur Pré-Chapelot, en vue de ravitailler les fractions des 12e, 11e et 10e régiments combattant sur le plateau à l'Ouest de Soing ;
6 caissons d'infanterie, par Pré-Chapelot, sur les abords de la station de Fresnes, pour le ravitaillement des bataillons des 11e, 10e et 9e régiments engagés de ce côté.

D'autre part, 7 caissons d'artillerie sont dirigés vers les échelons de batteries du 2e groupe et 8 caissons vers ceux du 1er groupe.

Quelque temps après, chacun des deux groupes de batteries fait connaître ses besoins : 10 caissons chaque [2].

Il ne peut y être donné satisfaction que dans les limites indiquées ci-dessus, si bien qu'il manquera, à la fin de la journée : au 1er groupe, 2 caissons environ ; au 2e groupe, 3 caissons [3].

4 heures. — Avec les 15 caissons d'artillerie revenant du ravitaillement et les voitures de service de la 1re section de munitions d'artillerie, le commandant du parc forme une colonne qu'il dirige sur Raze : toutes les voitures vides du parc d'artil-

---

[1] Cette demi-section ne comprend plus que 10 caissons pleins au lieu de 13 parce que les deux bataillons du 9e régiment, venant de Combeaufontaine, ont, à leur passage à Noidans, recomplété leur approvisionnement à 180 cartouches par homme, environ. (Prélèvement de 40 à 50 cartouches par homme, soit 3 caissons.)

[2] D'après la consommation des munitions à 3 heures, c'est 10 caissons 1/2 qu'il faut au 1er groupe et 9 caissons 1/2 dont a besoin le 2e groupe.

[3] Le 2e groupe, manquant à 3 heures de 9 caissons 1/2 et en recevant 7, présente un déficit de 2 caissons 1/2 : ce déficit est encore accru du fait de l'engagement de la 4e batterie contre les assaillants de Greucourt, ce qui le porte à 3 caissons.

lerie ont ordre de stationner dans cette localité (sous la protection de $1/2 \ \frac{12}{11}$). Elles en partiront, le 27 de bonne heure, pour aller se recompléter en gare de Vesoul.

Le commandant de l'artillerie de la division a provoqué, en effet, l'envoi d'un télégramme, par Noidans, au directeur du grand parc de l'armée de siège en vue d'obtenir, le 27 au matin, en gare de Vesoul, la valeur de :

2 sections de munitions d'artillerie,
1 section de munitions d'infanterie.

Enfin, la demi-section de munitions d'infanterie (10 caissons), arrivant de Noidans, est envoyée à Pré-Chapelot, et les corps de troupes d'infanterie sont avisés d'avoir à diriger sur ce point les voitures de compagnies qui n'auraient pas pu se recompléter auprès des 13 caissons déjà expédiés au ravitaillement[1].

5 à 7 heures. — Entre 5 et 7 heures du soir, le ravitaillement en munitions d'infanterie s'opère.

Successivement, les caissons de la section de munitions, vidés, viennent s'agglomérer au point de dislocation du 1er échelon du parc.

Ils ont livré aux régiments d'infanterie toutes leurs cartouches, et il résulte du rapport que fournissent les officiers que toutes les voitures de compagnie sont au complet et portent même une très légère surcharge[2].

---

[1] Ces 13 caissons n'ont rien eu à livrer directement à la ligne de combat.

[2] *Consommation en munitions d'infanterie.*

$\frac{I.II}{10}$	66.000 × 2 = 132,000	$\frac{I}{12}$	30,000
$\frac{III}{10}$	60,000	$\frac{II}{12}$	20,000
$\frac{I.II}{11}$	58,000 × 2 = 116,000	$\frac{III}{12}$	18,000
$\frac{III}{11}$	52,000	$\frac{I.III}{9}$	35,000 × 2 = 70,000
	360,000		138,000

498,000, soit 500,000 cartouches.

Situation à la fin de la journée. — Les hommes étaient porteurs chacun de

8 heures. — La section de munitions d'infanterie arrive à Raze, où tout le parc d'artillerie se trouve reconstitué et où il cantonne avec la demi-compagnie $\frac{12}{11}$.

N° 12. — *Organisation et fonctionnement du service de santé avant, pendant et après le combat de Fresnes, d'après les pertes préalables à déterminer et en supposant que l'ennemi ait abandonné un millier de blessés sur le plateau sud de la Saône et une centaine aux environs de Greucourt.*

Avant le combat (jusqu'à 9 heures du matin). — La situation des divers éléments du service médical de la division est la suivante :

10e *régiment.* — Ier bataillon, à Soing ; IIe bataillon, à Vezet; IIIe bataillon, aux Herbues. Ces unités sont pourvues de leurs moyens médicaux réglementaires (2 médecins, 4 infirmiers, 16 brancardiers, 1 petite voiture à deux roues pour blessés).

En outre, auprès du IIIe bataillon, aux Herbues, se trouvent :

1 médecin-major, chef du service régimentaire;

38 musiciens brancardiers;

---

120 cartouches, ce qui représente, en comptant les bataillons à 800 hommes: 800 × 120 × 11 = ... 1,056,000 coups.

Il leur a été distribué, d'autre part, tout ce que contenaient les voitures de compagnies :	
Soit 44 × 16,800 = 699,200 cartouches.........	699,200 —
Plus, aux bataillons $\frac{\text{I.III}}{9}$	71,000 —
	1,826,200 coups.

Sur ces 1,826,200 cartouches, il en a été consommé 500,000 ; il reste donc entre les mains des hommes ainsi que sur les morts et blessés, 1,300,000 cartouches environ.

Cela représente, en comptant les bataillons à 700 hommes, de 150 à 160 cartouches par homme.

Les 32 voitures de compagnies (les bataillons $\frac{\text{I.III}}{9}$ n'ont pas les leurs), pour être complètes ont besoin de : 16,800 × 36 = 604,800 cartouches ; or la section de munitions d'infanterie leur a livré le contenu de 23 caissons, c'est-à-dire 23 × 27,000 = 621,000 cartouches.

Les voitures de compagnie sont donc, le 26 au soir, au complet et portent même une faible surcharge.

1 voiture d'ambulance, à quatre roues, détachée de l'ambulance divisionnaire auprès du régiment.

6e *brigade*. — Outre leur personnel et leur matériel normaux, les 11e et 12e régiments disposent, chacun, d'une voiture provenant de l'ambulance divisionnaire.

Artillerie. — Service médical réglementaire, avec 1 petite voiture pour blessés par groupe.

Cavalerie. — L'ambulance de la brigade de cavalerie est à Vezet (faubourg Nord-Est).

Ambulance divisionnaire. — L'ambulance divisionnaire, marchant avec les sections de munitions, était encore à Vesoul le 26 octobre au matin.

Un peu après 6 h. 30, le médecin, chef du service de santé de la division, informé de la situation et des projets du commandement, faisait porter, à Noidans, par un cycliste, un télégramme prescrivant à l'ambulance de se mettre aussitôt en route pour Noidans[1].

Hôpitaux de campagne. — Le même télégramme invitait le médecin, chef des hôpitaux de campagne, à en adjoindre deux à l'ambulance, à installer le troisième à proximité de la gare de Vesoul, à titre d'hôpital d'évacuation, à réquisitionner dans la ville des médecins et des lits en prévision de l'hospitalisation de blessés graves et à faire préparer, enfin, par la municipalité, la réquisition de voitures avec paille de couchage pour servir à l'évacuation éventuelle de nombreux blessés.

Pendant le combat (*9-10 heures du matin*). — La majeure partie des Ier et IIIe bataillons du 10e est engagée entre Soing et Pré-Chapelot : un certain nombre de blessés commence à se rassembler, près de la route de Soing aux Herbues, non loin de la corne sud-ouest du bois de Soing.

Le médecin, chef du service du régiment, décide d'installer, à la corne dudit bois, un poste de secours : il réunit là les moyens médicaux des deux bataillons.

La voiture d'ambulance est laissée à la ferme des Herbues où elle forme l'embryon d'un relai d'ambulance : un médecin y est

---

[1] Elle y arrive avec deux hôpitaux de campagne, vers 11 h. 45.

détaché en attendant que l'ambulance puisse procéder elle-même à l'organisation du relai. Les musiciens du 10e prêtent leur aide aux blessés entre le poste de secours et la ferme des Herbues.

Compte rendu de ces dispositions est adressé au médecin divisionnaire, à l'intersection des routes de Soing à Pont-de-Planches et de Fresnes à Noidans.

Quelque temps après, le service médical du 1er groupe d'artillerie se joint au poste de secours du 10e, à la corne sud-ouest du bois de Soing.

10 h. 45. — Le médecin du IIe bataillon du 10e (Vezet-Fresnes) a disposé sa petite voiture pour blessés au Nord-Ouest et près de Vezet où il a installé un poste de secours de bataillon. Un cycliste est envoyé au médecin divisionnaire, pour rendre compte.

Le 2e groupe d'artillerie dont les échelons se trouvent dans le voisinage de l'ambulance de la brigade de cavalerie, installe son poste de secours auprès de cette unité où il reçoit le renfort de 4 médecins jusque-là inemployés.

11 heures. — Les deux bataillons du 11e $\left(\frac{\text{I.II}}{11}\right)$ dirigés vers la station de Fresnes (et bientôt suivis du IIIe bataillon du même régiment, lequel s'engage sur les pentes au Nord-Ouest de Pré-Chapelot), commençant à subir des pertes, le médecin, chef du service régimentaire, forme un poste de secours à la maison du garde-barrière située sur la route de Soing à Pont-de-Planches.

Les musiciens du 11e font office de brancardiers entre cette maison et la ferme des Herbues où deux grandes salles, avec paille de couchage, sont aménagées pour la réception des grands blessés.

11 h. 45. — L'ambulance divisionnaire, suivie de deux hôpitaux de campagne, arrive à Noidans. Elle y est touchée par l'ordre suivant du médecin divisionnaire :

« L'ambulance poussera un relai aux Herbues (Ferme) : ce relai desservira les postes de secours des 10e et 11e régiments établis à la corne sud-ouest du bois de Soing et à la maison du garde-barrière 800 mètres est de Pré-Chapelot.

« L'ambulance de la brigade de cavalerie, dans le faubourg nord-est de Vezet, servira de relai aux postes de secours formés par les troupes combattant à Fresnes et environs.

« Le gros de l'ambulance se tiendra dans le faubourg ouest de Noidans, ayant l'un des hôpitaux de campage auprès d'elle (hôpital nº 1).

« L'autre hôpital (hôpital nº 2) prêtera son concours en personnel à l'hôpital nº 1 et à l'ambulance.

« Tous les blessés pouvant marcher ont ordre de se diriger sur Noidans d'où ils seront acheminés, sous la direction d'officiers et de sous-officiers blessés, sur Velle-le-Châtel.

« Le prévôt de la division, à Velle-le-Châtel (où se trouvent les trains régimentaires), assurera leur cantonnement et leur alimentation.

« Des ordres ultérieurs seront donnés pour leur évacuation. »

Midi. — La situation du service sanitaire de la division est, peu après midi, celle indiquée par le croquis nº 1.

Chacun des postes de secours a reçu :

Celui du bois de Soing. — 300 blessés, parmi lesquels :

30 ont pu regagner le rang, après application de leur pansement sur leur blessure ;

60 peuvent, après pansement, se rendre à pied au point de réunion fixé pour le rassemblement des petits blessés;

210 sont blessés gravement et sont à transporter, savoir : 140 assis et 70 couchés.

Celui de la maison du garde-barrière. — 100 blessés, dont :

10 ont pu regagner le rang ;

20 peuvent marcher ;

70 sont à transporter (45 assis, 25 couchés).

Celui de Vezet. — 80 blessés, dont :

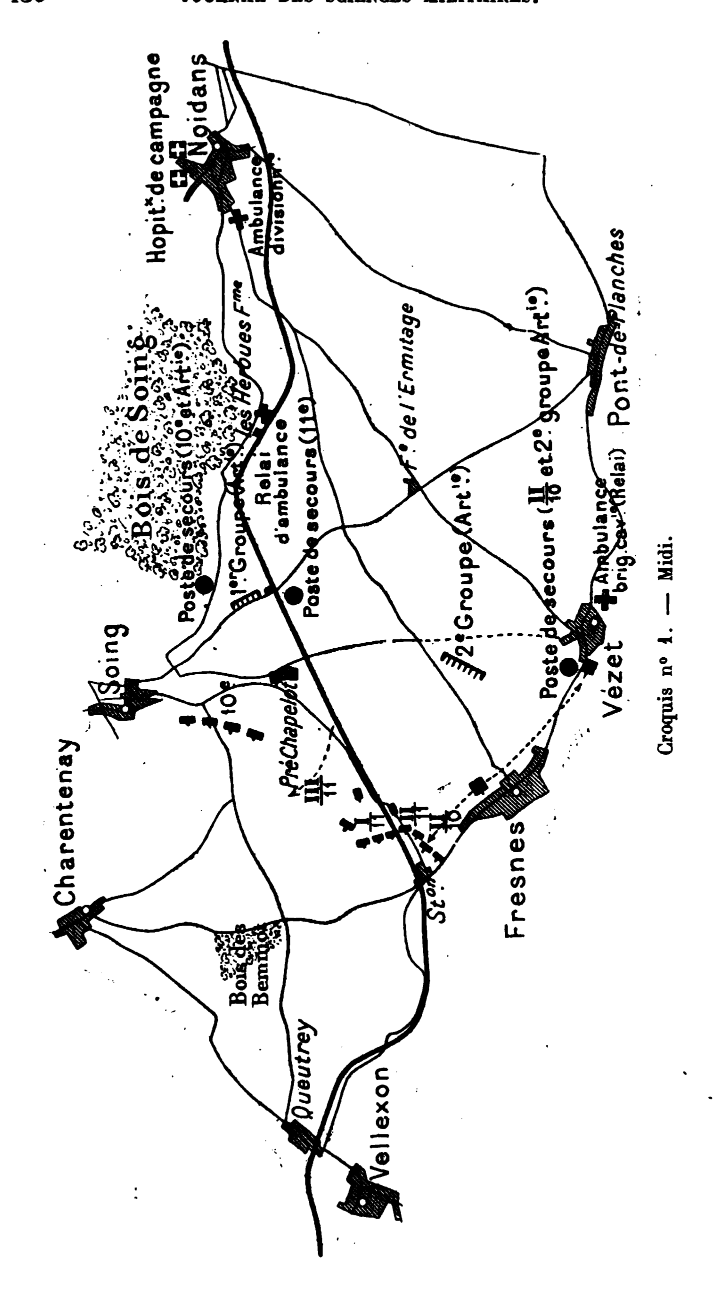
5 ont rejoint le rang ;

16 peuvent marcher ;

69 sont à transporter (46 assis, 23 couchés).

Au moment considéré (midi), c'est-à-dire à l'heure où tous les éléments du service sanitaire peuvent entrer en jeu, les pansements et transports déjà effectués sont les suivants :

Le poste du bois de Soing dispose de 6 médecins et fonctionne



Croquis nº 1. — Midi.

depuis 9 heures du matin ; il a donc pu appliquer 120 pansements[1]. Dans le même temps, les 120 blessés en question ont été dirigés, conduits ou transportés sans difficultés jusqu'à la ferme des Herbues où vient de s'installer le relai d'ambulance[2].

A midi, il reste donc encore 90 blessés à panser et à transporter au relai d'ambulance.

Le poste, étant débordé, fait conduire 50 de ces blessés au relai où se trouvent les médecins de l'ambulance.

Entre midi et 1 h. 30, le poste de secours du bois de Soing se libère totalement de tous les blessés qui l'ont rallié avant midi.

Le *poste de la maison du garde-barrière* dispose de 7 médecins qui, entre 11 h. 30 et 1 heure, réussissent à panser les 20 blessés pouvant marcher (pansements faits par les infirmiers) et les 70 blessés à transporter assis ou couchés. Ces mêmes blessés sont dirigés, conduits ou transportés, dans la même période, au relai des Herbues.

Le *relai d'ambulance des Herbues* forme, entre midi et 1 heure, un détachement de 80 blessés pouvant marcher et le dirige, sous les ordres de 2 officiers et de 6 sous-officiers blessés eux-mêmes, sur Velle-le-Châtel, par Noidans.

Le relai reçoit, en outre, pendant le même temps :

210 blessés du poste du bois de Soing (dont 50 à panser) ;
70 blessés du poste de la maison du garde-barrière qu'il doit transporter à Noidans.

Ce transport et ces pansements ne seront terminés qu'un peu après 5 heures du soir[3].

Poste de Vezet. — Le poste de Vezet compte 4 médecins seulement (y compris ceux de l'artillerie) ; mais l'ambulance de la

[1] On compte qu'un médecin peut appliquer, en moyenne, six pansements à l'heure. Les 80 blessés légèrement se sont pansés eux-mêmes ou l'ont été par les infirmiers.

[2] Les moyens réglementaires et les distances à parcourir, dans le cas particulier, permettent de transporter assez facilement, en une heure, de 150 à 170 blessés du poste de secours au relai d'ambulance.

[3] Encore cela ne sera-t-il possible que grâce à l'envoi aux Herbues, à partir de 3 h. 15 du soir des derniers moyens de transport dont dispose l'ambulance divisionnaire, savoir : 1 grande voiture pour blessés, 5 paires de litières, 10 paires de cacolets.

brigade de cavalerie, organisée en relai et très rapprochée de ce poste, possède aussi 4 médecins.

La moitié au moins (40 sur 80) des blessés provenant de l'artillerie et de Fresnes est dirigée directement sur cette ambulance.

Dans ces conditions, les 85 blessés, arrivés à Vezet avant midi et qui sont à évacuer, peuvent être tous transportés à l'ambulance divisionnaire pour une heure de l'après-midi).

Ambulance divisionnaire et hôpitaux de campagne. — Il résulte de ce qui précède qu'entre midi et 5 heures l'ambulance divisionnaire :

1° Voit passer à Noidans 96 blessés pouvant marcher et se rendant à Velle-le-Châtel, où le vaguemestre de la division est informé de leur arrivée ;

2° reçoit successivement 210 + 70 + 69 = 349 blessés graves, dont :

140 + 45 + 46 = 231 sont arrivés assis, et } 349 blessés.
70 + 25 + 23 = 118 sont arrivés couchés. }

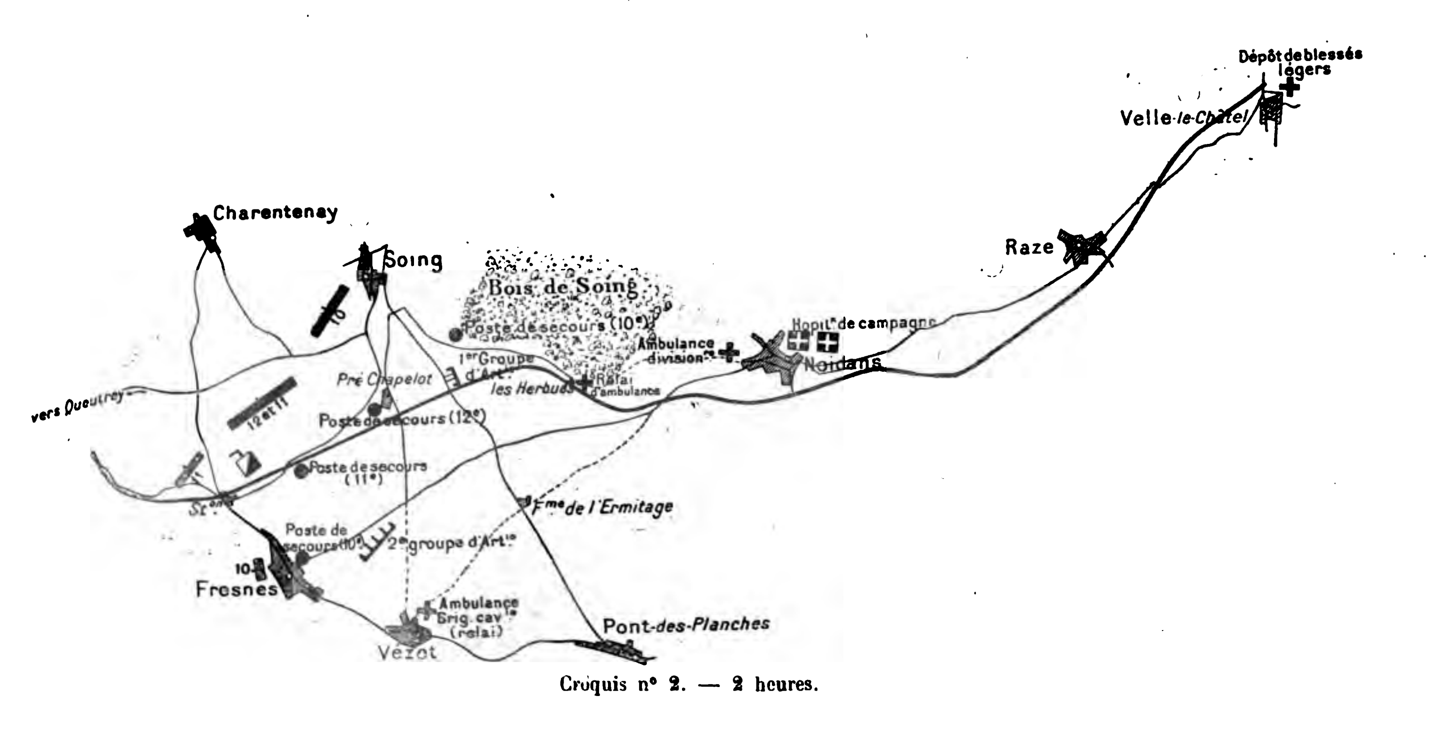
L'ambulance divisionnaire a 12 médecins (2 étant détachés au relai des Herbues) que renforcent les 8 médecins des deux hôpitaux de campagne : au total 20 médecins, ce qui ne représente même pas 20 blessés en traitement, par médecin, et en cinq heures. La revision des pansements et les opérations chirurgicales urgentes sont donc largement assurées.

1 heure-2 heures. — L'éloignement vers l'Ouest de la ligne de combat du 11e régiment oblige le médecin chef du service médical de ce régiment à déplacer son poste de secours.

Il décide de le porter à une autre maison de garde-barrière, située à 1000 mètres au Sud-Ouest de Pré-Chapelot.

Dans le même temps, le 12e régiment, qui procède à l'attaque du plateau à l'Ouest de la cote 261, installe un poste à Pré-Chapelot.

Enfin, l'occupation de la station de Fresnes par le 11e, renforcé par une partie du IIe bataillon du 10e, amène le médecin de ce dernier bataillon à porter jusqu'à Fresnes le poste de secours de bataillon qu'il avait, jusque-là, maintenu à Vezet.



Croquis n° 2. — 2 heures.

A 2 heures de l'après-midi, la situation des diverses formations sanitaires de la division est donnée par le croquis nº 2.

2 heures-4 heures. — Le tableau ci-dessous donne la répartition des blessés sur les divers postes de secours jusqu'à la fin de l'action, ainsi que le nombre de médecins attachés à ces postes : on en pourra facilement conclure le temps total nécessaire au pansement des dits blessés.

POSTES DE SECOURS.	NOMBRE total de blessés.	POUVANT rejoindre leur corps.	LÉGERS.	A TRANSPORTER		MÉDECINS.
				Assis.	Couchés.	
Bois de Soing......	200	10	40	100	50	6
Pré-Chapelot.......	200	10	40	100	50	7
Garde-barrière......	150	10	30	70	40	7
Fresnes	100	5	20	50	25	6 (1)
Totaux......	650	35	130	320	165	26

(1) Dont deux amenés par les Ier et IIIe bataillons du 9e régiment.

Entre temps (peu après 3 heures), le médecin divisionnaire a fait parvenir à l'ambulance l'ordre « de pousser sur la ferme des Herbues tous les moyens de transport dont elle peut encore disposer et de réquisitionner, à Noidans et Vy-le-Ferron, le plus possible de voitures qui seront dirigées, pour 7 heures du soir, sur l'intersection de routes au Nord-Ouest de la fontaine de l'Ermitage ».

Il demande enfin au général de division de vouloir bien réclamer au commandant de l'armée de siège, l'envoi en gare de Vesoul : le 27, d'un train pour blessés assis ; les 28 et 29, d'un train sanitaire improvisé.

Heures de libération des postes de secours. — Poste du bois de Soing. — Entre 1 heure et 5 heures du soir, ce poste reçoit 200 blessés. Ses médecins peuvent poser 40 pansements à l'heure : ils auront donc terminé leur tâche vers 6 heures du soir.

Poste de Pré-Chapelot. — Conditions à peu près identiques à celui du précédent poste.

Poste de la maison de garde-barrière. — Ce poste n'a que 150 blessés à panser et dispose de 7 médecins. Il peut avoir terminé à 5 heures du soir.

Poste de Fresnes. — Ce poste peut, dès 5 heures du soir, avoir évacué sur Vezet les 100 blessés qu'il doit panser.

Heures de libération des relais d'ambulance. — Relai des Herbues. — On sait que ce relai n'a terminé qu'à 5 heures du soir l'évacuation sur l'ambulance divisionnaire des blessés amenés aux Herbues avant 1 heure de l'après-midi. Il est outillé pour conduire à Noidans 60 blessés assis et 36 blessés couchés à l'heure. Or, les 3 postes qui le desservent lui ont envoyé, outre 110 blessés pouvant marcher, 270 blessés à transporter assis et 140 blessés à transporter couchés.

Les opérations d'évacuation sur l'ambulance divisionnaire seront donc terminées entre 9 et 10 heures du soir.

Relai de Vezet. — La puissance de transport de ce relai est de 20 blessés assis et de 10 blessés couchés en une heure et demie.

C'est encore vers 9 heures du soir que le relai de Vezet aura déposé tous ses blessés amis à l'ambulance divisionnaire[1].

Pertes de la division et classement de ses blessés, le soir du combat de Fresnes.

Tués	320
Blessés très légèrement	70
Blessés légèrement (cantonnent à Velle-le-Châtel)	226
Blessés grièvement à transporter assis	551
— — à transporter couchés	283
	1450

Après le combat. — 4 h. 30. — Dès le moment où le succès

[1] Dans l'évaluation de la puissance de transport de l'ambulance de la brigade de cavalerie, il n'a pas été tenu compte des deux petites voitures pour blessés appartenant en propre aux régiments, car on a supposé que ces deux voitures devaient accompagner leurs unités dans la poursuite.

de la division ne peut plus faire de doute, le médecin divisionnaire prend ses dispositions pour assurer :

1° L'exploration méthodique du champ de bataille, en vue du relèvement des blessés amis et ennemis;

2° L'organisation de points d'hospitalisation auxiliaires et la répartition des blessés, particulièrement des blessés ennemis, laissés sur le terrain de l'action.

Ses prévisions ultérieures portent sur :

a) La prompte évacuation de tous les blessés dont il est possible de se débarrasser ;

b) Le réapprovisionnement des formations sanitaires ;

c) L'inhumation des morts.

Dans ce but, le médecin divisionnaire fait approuver, à 4 h. 30, l'ordre suivant adressé aux hôpitaux de campagne de Noidans, et à l'ambulance de la brigade de cavalerie à Vezet :

« L'hôpital n° 2, personnel et matériel, se portera, par le Sud de Soing, sur Charentenay, où il s'établira. Il détachera un médecin à Vellexon pour prendre la direction de la formation sanitaire que l'ennemi a abandonnée en ce point[1].

« Le champ de bataille est divisé en quatre zones ressortissant chacune à un hôpital de campagne ou unité sanitaire en tenant lieu, savoir :

« Hôpital n° 1, à Noidans, zone à l'Est du chemin de Soing à Vezet, par Pré-Chapelot ;

« Hôpital n° 2, à Charentenay, zone à l'Ouest du chemin précité et au Nord de la voie ferrée jusqu'à la route de Charentenay à la station de Fresnes ;

« Hôpital de Vellexon, zone entre cette dernière route, la Romaine et la Saône ;

« Ambulance de la brigade de cavalerie, à Vezet, zone au Sud de la voie ferrée, jusques et y compris Greucourt ;

« Dans chaque secteur, on réquisitionnera des moyens de transport, de la paille, des vivres, des médicaments et tous objets utiles pour le relèvement, l'hospitalisation et l'alimentation des blessés.

« On réclamera l'assistance des troupes stationnées dans le

---

[1] Par hypothèse.

secteur en vue de procéder à l'exploration du champ de bataille.

« Le chef du service de santé espère pouvoir disposer d'un certain nombre de voitures requises qu'il dirigera, le plus tôt possible, partie sur le bois des Bemmot, partie sur Fresnes et Greucourt ».

7 heures. — L'hôpital n° 2 arrive à Charentenay. Son chef l'a devancé, ainsi que le médecin désigné pour prendre la direction de l'hôpital mixte de Vellexon.

8 heures. — *Organisation du relèvement des blessés.* — Le médecin divisionnaire a reçu, à 7 heures, à l'intersection des routes de Soing à Pont-de-Planches et de Noidans à Fresnes, 20 voitures requises, garnies de paille, provenant de Noidans et de Vy-le-Ferron.

Il en a dirigé 16 par le Sud de Soing, sur la corne méridionale du bois des Bemmot (8 pour l'hôpital de Charentenay et 8 pour l'hôpital de Vellexon), et 4 sur Greucourt, par Fresnes, à la disposition de l'hôpital de Vezet.

D'autre part, il a pu être réuni :

A Charentenay, 5 voitures requises ;
A Vellexon, 6 voitures requises ;
A Fresnes—Greucourt—Vezet, 8 voitures requises.

Les moyens de transport de chaque hôpital se montent ainsi :

A Charentenay, 13 voitures permettent de transporter 60 blessés assis et 30 couchés ;
A Vellexon, 14 voitures de même capacité que les précédentes ;
A Vezet, 12 voitures dans lesquelles peuvent prendre place 50 blessés assis et 25 couchés.

Les corvées demandées aux diverses unités stationnées dans la région des recherches se sont partagé le terrain de la manière indiquée par le croquis n° 3.

Chaque corvée, forte de : 1 médecin de régiment, 1 infirmier, 4 brancardiers, 20 hommes, travaille pendant deux heures environ, après quoi elle est relevée.

Cinq corvées, sur Charentenay et sur Vellexon, permettent de transporter (ou de ramener) en chacun de ces points :

50 blessés pouvant marcher ; 300 blessés à transporter assis ; 150 blessés à transporter couchés.	500 blessés ennemis.

Au total, 1000 blessés ennemis.

Le relèvement des blessés ennemis est terminé le 27, vers 6 heures du matin.

Du côté de Greucourt, l'opération a beaucoup moins duré ; elle s'est terminée vers minuit et a permis de rassembler à Vezet :

10 blessés pouvant marcher [1] ; 60 blessés à transporter assis ; 30 blessés à transporter couchés.	Total : 100 blessés ennemis.

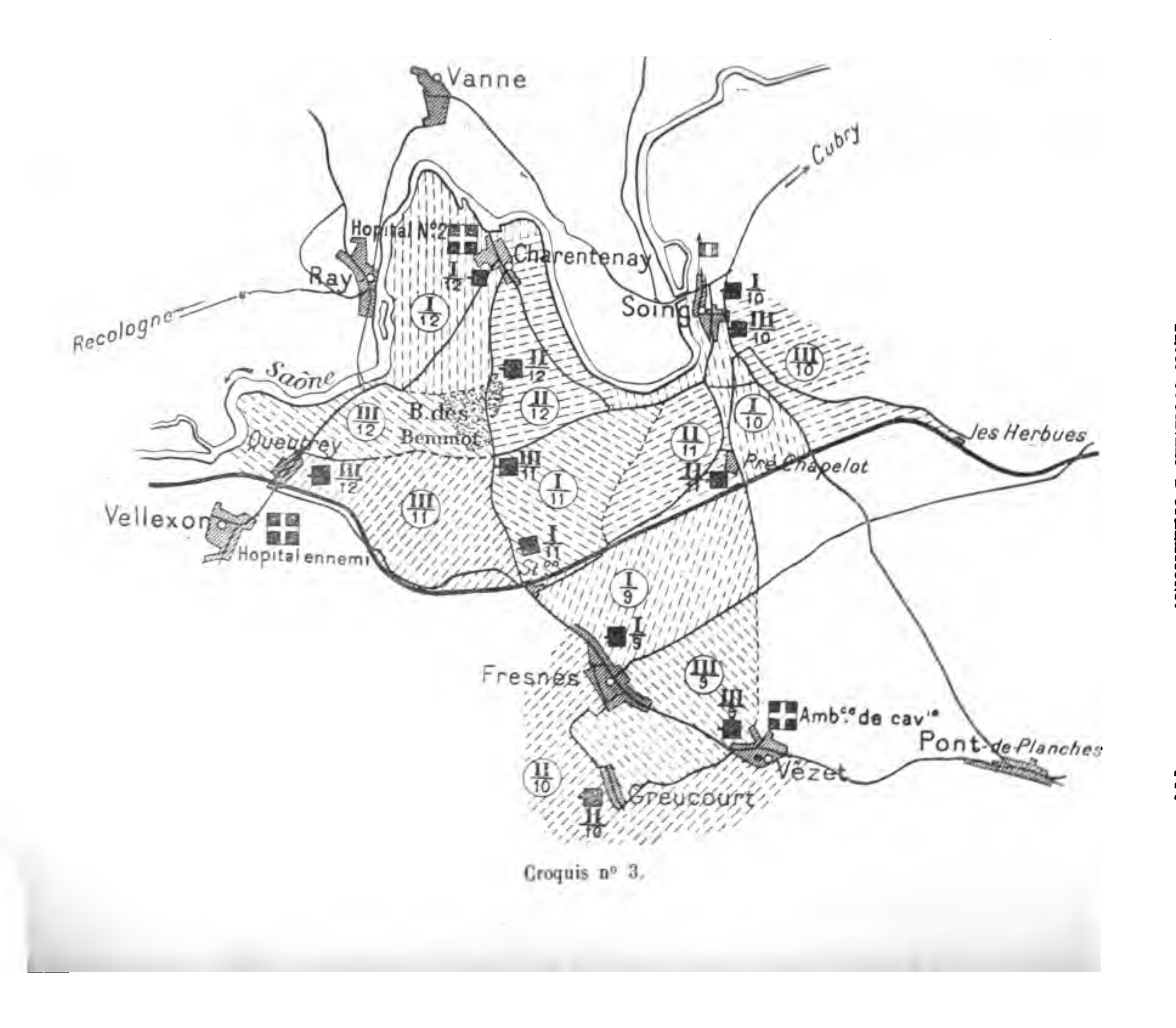
En faisant appel au concours des médecins des corps de troupe voisins, les hôpitaux de Charentenay et de Vellexon ne peuvent terminer le pansement de leurs blessés que le 27 octobre, dans l'après-midi.

L'ambulance du Vezet finit un peu plus tôt, le 27 dans la matinée.

Organisation du service des évacuations. — Principe sur lequel est basé le service. — Les voitures de réquisition en possession des hôpitaux de Vellexon, de Charentenay et de Noidans, ainsi que les voitures des trains régimentaires revenant du ravitaillement, transportent des blessés, dans la nuit ou la matinée du lendemain, à Velle-le-Châtel ; là, ces blessés sont pris par d'autres voitures de réquisition faisant la navette entre Velle-le-Châtel et Vesoul et aussi par les voitures vides des trains régimentaires allant se recompléter en gare de cette ville. Ils sont ainsi conduits jusqu'au train sanitaire qui doit les transporter ou, pour ceux qui ne peuvent supporter le voyage, jusqu'à l'hôpital de Vesoul, remplissant le rôle d'hôpital d'évacuation.

26 octobre soir. — Le médecin divisionnaire obtient que les

[1] Le nombre des blessés pouvant marcher est faible parce que la majeure partie des blessés ennemis de cette catégorie a pu suivre, dans cette région, le mouvement de retraite de son parti.


Vanne
Cubry
Hopital N°2
Charentenay
Ray
Soing
Recologne
Saône
B. des
Benmot
Queutrey
Vellexon
Hopital ennemi
les Herbues
Pré Chapelot
Fresnes
Ambce de cavie
Pont-de-Planches
Vezet
Greucourt

Croquis n° 3.

maintenant que la nation chinoise, endormie depuis si longtemps, s'est réveillée au bruit de nos canons et qu'elle possède en elle-même suffisamment d'esprit militaire, d'esprit actif, pour lutter bientôt victorieusement contre la vieille Europe.

Mais alors, dira-t-on, pourquoi tant de gens ne croient-ils pas à ces forces vives de la Chine et disent-ils que, étant morte, elle ne se réveillera jamais ? Pourquoi ? Mais parce que ces gens-là n'ont pas cherché à approfondir l'âme chinoise; parce qu'ils se sont contentés de la voir telle qu'elle a été pendant ces derniers siècles, telle qu'elle est le plus souvent encore, et qu'ils n'ont pas essayé de la voir telle qu'elle peut être. Parce que ces gens-là ont pu avoir affaire à quelques Chinois abrutis, et qu'ils en ont conclu sommairement que tous les Chinois sont ainsi. Parce qu'enfin ces gens-là n'ont pas étudié ce mouvement immense et formidable de réforme dont j'ai parlé, parce qu'ils n'ont rien vu des aspirations de tous les esprits éclairés, de toute la jeunesse de Chine. Ce sont ces gens-là qui disaient de l'armée japonaise de 1895 : « C'est un ramassis de magots ! » Que manque-t-il donc à la Chine pour que ses forces vives se fassent jour?... Il lui manque ce que les Jeunes-Chinois veulent lui donner : 1° le chef suprême, l'empereur aux idées larges dont j'ai parlé plus haut; 2° des chefs militaires pour dresser son armée, sa marine, des ingénieurs pour construire ses flottes, ses forts, etc., en un mot, des gens compétents et habiles partout.

Mais, pourrait-on objecter, jamais la Chine n'aura tout cela; où le prendrait-elle? A cette remarque, j'ai déjà répondu. La Chine, sentant ce besoin pressant de guides, d'instructeurs, s'est tournée vers le Japon qui, du reste, depuis quelques années, était arrivé à s'imposer à elle. C'est lui qui fournit et qui fournira ces guides de tout genre et de toute nature sans lesquels la Chine ne peut rien faire.

Il est à remarquer d'ailleurs que les deux peuples chinois et japonais présentent de nombreuses affinités et sont beaucoup moins éloignés qu'on ne le croit généralement de l'union des races jaunes.

La langue japonaise est très différente de la langue chinoise, mais l'écriture est la même; les mêmes caractères représentent les mêmes idées dans les deux pays, et malgré la campagne

de 1895, cette alliance sino-japonaise n'a rien qui étonne. « Mêmes religions, mêmes idées envers l'Européen, mêmes aspirations communes vers la *Greater Asia,* « la plus grande Asie ». »

Et pour montrer à quel point les Japonais ont su s'implanter dans le pays chinois, je dirai que j'en ai rencontré, non seulement dans Pékin et Tien-tsin, où ils pullulent, exerçant des métiers divers, mais même dans l'intérieur, sur la frontière du Chansi.

Ce sont eux qui actuellement, je l'ai déjà dit, reforment l'armée chinoise et lui fournissent les officiers instructeurs dont auparavant elle manquait absolument.

« L'année dernière (1904), et pour la première fois depuis la guerre boxer, on a fait en Chine des grandes manœuvres. Elles ont eu lieu à Hokien-fou, à 80 kilomètres au sud-est de Paoting-fou [1].

La direction des manœuvres, auxquelles ont pris par les 2e et 3e divisions du Tchang-péi-Küen (soit environ 13,000 hommes et 64 canons), était exercée par le général Kh'ia, commandant les troupes du Tchang-péi-Küen, du Chantoung, détachées à Paoting-fou. *Il était assisté d'un officier japonais, instructeur à l'Ecole d'application de Paoting-fou.*

« Les troupes ont campé tous les jours sous la grande tente, en dehors des localités. Il y a eu peu de maladies; par contre, les éclopés pour pieds gelés ont été nombreux. On n'avait distribué ni capotes fourrées, ni chaussures d'hiver. La cuisine était faite par sections, dans de grandes marmites. Les marches de 35 à 40 kilomètres ont été très bien exécutées par les hommes valides; l'ordre et la discipline, au dire des habitants, étaient irréprochables. Pendant les combats, les bataillons chinois utilisaient parfaitement le terrain, et l'artillerie se dissimulait habilement derrière les crêtes. »

Tout cela vient encore corroborer mon opinion que les Japonais trouvent chez les Chinois d'excellents éléments de vitalité, qu'ils ont toute facilité de développer.

Si l'on considère ensuite la lutte formidable engagée derniè-

---

[1] *Revue militaire des Armées étrangères,* mars 1905.

rement entre la Russie et le Japon, et les enseignements qui en découlent, il est impossible de ne pas admirer les Japonais, ce mépris de la mort, leur entraînement, leur discipline, leur dévouement, leur intelligence des situations, et par-dessus tout, l'admirable sang-froid, le calme qu'ils apportent dans la préparation de toute chose.

Je pourrais ajouter que nous autres, Français, nous pourrions quelque peu nous enorgueillir de constater ces qualités militaires des Japonais, puisque c'est nous qui avons formé, à ses débuts, l'armée japonaise. (Voir *Les Origines de l'armée japonaise*, par LEBON.)

Et ces qualités, que je viens de citer, les Japonais les apportent partout, dans la préparation à la guerre et au combat, comme dans le commerce et dans l'industrie. Peut-on ne pas être frappé du danger effrayant pour nous qu'il y a à laisser de pareils professeurs instruire des élèves aussi dociles, aussi avides d'apprendre que les Chinois ! M. d'Estournelles de Constant a souvent parlé du péril jaune, dont on se moque si légèrement; pacifiste à outrance il ne croit pas ou ne veut pas croire au péril militaire. Son péril, c'est le péril commercial, industriel, et ce « péril », nous dit-il, est « effrayant ».

Sir Robert Hart, directeur des douanes chinoises, le personnage européen le plus important d'Extrême-Orient connaissant admirablement la Chine et les Chinois, affirme lui que le péril jaune sera pour l'Europe, dans vingt ou trente ans, un péril militaire, dans toute l'acception du mot.

Lequel des deux a raison ? A mon avis, tous les deux. En tous les cas on peut toujours affirmer une chose : c'est que, pour ceux qui ont de l'expérience, il s'écrit en ce moment en Extrême-Orient une page d'histoire qui commence un chapitre nouveau dans l'Histoire du monde. Qu'on le veuille ou non, le Japon va grandir. Il va prendre la tête de l'Extrême-Orient, pour la politique comme pour le commerce. Avant cinquante ans, il y aura en Extrême-Orient cent millions de Japonais.

Et je crois de mon devoir de pousser ici un cri d'alarme retentissant, au risque de me faire traiter, par beaucoup, de visionnaire.

Ce cri d'alarme, je le pousserai d'autant plus fort que j'ai acquis la complète certitude que j'ai raison.

Le *péril jaune existe.* Il existe au triple point de vue *commercial, industriel* et *militaire.*

Nos intérêts d'Extrême-Orient sont fortement menacés. Il y a même là pour eux une question de vie ou de mort. Il faut que la France, pour les protéger, prenne immédiatement des mesures pratiques, indispensables.

Le Japon, se plaçant à la tête de la race *jaune,* galvanisant tous les membres épars de cette race, surtout de la Chine, leur inculquant son propre esprit, essentiellement militaire, industriel et commercial : voilà le grand, l'immense danger qui nous menace, nous, Européens !

Sous un guide aussi méthodique, aussi ambitieux que le Japon, tous les pays asiatiques de race jaune peuvent s'unir dans le courant de ce siècle, et alors..... tant pis pour l'Europe et l'Amérique.

Si ces réflexions, résultat d'observations personnelles faites pendant un long séjour en Extrême-Orient, ont pu démontrer que la *Chine* offre un terrain admirablement prêt à recevoir la semence des idées jeunes et ambitieuses du *Japon;* si elles ont pu faire ressortir la nécessité où nous sommes de nous occuper immédiatement de la défense de nos possessions d'Extrême-Orient, le but de cette modeste étude sera rempli.

Mes observations, autant que les documents consultés, m'ont permis de voir que je suis loin d'être le seul de mon opinion. Les événements ont déjà commencé à justifier mes dires et mes craintes.

Je terminerai par une dernière citation, empruntée à *La Révolte de l'Asie,* de M. Victor Bérard, qui indique, sous une forme pleine de poésie, mais très nettement, le point où en est actuellement l'évolution extrême-orientale :

« ..... C'est fini de l'Asie. Entre les flottes des Occidentaux et le Transsibérien des Russes, la Chine, comprimée est peu à peu réduite à merci. Demain, Pékin aura le sort de Delhi. Voici déjà que les « Diables de la mer » y font monter leurs missionnaires, leurs trafiquants, et, pour appuyer les prétentions ou réclamations de ces intrus, leurs soldats.

« Le XXe siècle semble ouvrir le règne définitivement complet de l'Europe sur l'univers, de l'homme sur la nature, de la raison

sur les forces obscures du monde et de l'instinct. Emprisonnée dans le kiosque doré de ses religions et de ses castes, l'Asie, toujours résignée, paraît ne plus attendre qu'un mot de ses agresseurs pour se livrer à tous leurs caprices. Elle est là, captive, enchaînée, regardant les derniers rayons de son dernier soir, peut-être illuminer le triomphe des barbares sur la mer conquise.

« Déjà ils tirent au sort et se partagent ses dépouilles..... Elle rêve pourtant..... dernier rêve, le plus impossible, le plus fou, d'un sauveur miraculeux..... Et, soudain, son rêve s'incarne !.....

> Elle a vu sur la plage éblouissante et plate,
> S'avancer le vengeur que son amour rêva !
> Le beau guerrier vêtu de lames et de plaques,
> Le Japon, que l'Europe n'attendait pas !

« Qu'elle croyait avoir domestiqué, mis à la chaîne, ou à sa meute, — le Japon entre en Corée..... *La Révolte de l'Asie commence !* »

MAC-READY.



LES LIVRES MILITAIRES

Discours d'un Capitaine à ses soldats, par le capitaine Charles JACOB, du 109e d'infanterie. — Préface de M. Pierre BAUDIN. — 1 vol. in-18. — Paris, R. Chapelot et Ce.

Il existe une profusion de livres concernant l'éducation militaire; mais ils consistent le plus souvent en ouvrages didactiques ou en manuels proprements dits; les uns et les autres ne peuvent être réellement émouvants. Les causeries du capitaine Jacob parlent au contraire un langage plus ardent à la sensibilité, à l'imagination, au cœur; elles sont revêtues d'une forme plus séduisante, plus littéraire, plus artistique; elles contiennent quelque chose, enfin, comme des « ferments » de pensées.

M. Pierre Baudin qui, de plus en plus, s'occupe des choses militaires avec une haute compétence et une grande largeur de vues, a écrit pour cet ouvrage une belle préface dont nous détachons les lignes suivantes :

« Le capitaine Jacob a pensé utile de fournir à ses camarades des exemples de causeries faites à des soldats. Je l'ai fortement encouragé à les éditer, parce qu'elles ont toutes les qualités du guide. Elles sont d'un ton très personnel. On ne saurait assez prévenir les officiers contre les conférences stéréotypées. Les paroles qu'ils destinent à leurs soldats assemblés doivent être empreintes, comme celles qu'ils adressent à chacun d'eux, au cours des journées, de leur propre personnalité, de leur manière de sentir, de voir, de juger. La compagnie est une famille dont la bonne entente et l'affection animent tous les membres. Le chef de famille, s'il élève la voix, ne doit pas prendre le ton du sermon. Son éloquence est toute personnelle et n'a point le caractère ni le débit d'une rhétorique savante.

« Aussi, en soumettant à ses camarades les *paroles écrites* du capitaine Jacob, nous leur conseillons de ne point les suivre à la lettre. Elles sont d'une si belle et si claire conscience que, redites par d'autres, elles perdraient leur accent de sincérité et prendraient une figure étrangère. Elles ne sont point séparables de toute la vie de cet officier. Elles expriment les rapports de noble familiarité avec les hommes. Inséparables de la tenue du chef devant eux, devant les rangs, dans les exercices, dans les conversations d'individu à individu, ces discours ont la même valeur qu'elle. » — Z.

L'Officier hygiéniste, par le docteur C. LEGRAND, médecin-major au 3e régiment de dragons. — 1 vol. in-18. — Paris, R. Chapelot et Ce.

L'impression s'impose chaque jour davantage que l'hygiène n'est vraiment efficace dans les collectivités, et surtout dans l'armée, que

lorsqu'elle peut s'exercer directement, sans intermédiaire. Seul, l'officier est capable de préserver la troupe de la maladie, comme il la façonne, comme il l'instruit, et l'art de maintenir intacte sa santé, c'est manifestement un chapitre de l'art de commander. Le livre que le docteur Legrand présente au public militaire a résolu le difficile problème de préparer l'officier à sa tâche d'hygiéniste, en lui dévoilant la physionomie médicale du soldat et de la vie régimentaire. Entraîné par l'habitude des causeries dans les milieux militaires, l'auteur a pu trouver toujours l'expression propre à rendre l'idée compréhensible. Sous une forme agréable et dans une grande clarté, toute la médecine d'armée est révélée au chef, qui ne doit pas l'ignorer. L'officier lira avec fruit ce livre, essentiellement nouveau et plein d'enseignements profitables, et puis il le déposera en un coin accessible de sa bibliothèque pour y puiser fréquemment des conseils dans sa tâche quotidienne d'entraîneur et lors des jours critiques d'épidémie. — B. M.

L'Armée nouvelle. — Ce qu'elle pense, ce qu'elle veut; par le capitaine Jibé. — Paris, Plon.

Dans cet ouvrage, l'auteur examine l'armée dans son ensemble; il cherche si cet immense organisme a bien obéi aux lois de l'évolution; s'il répond surtout aux exigences de la guerre moderne. Tout n'y est pas parfait, dira le capitaine Jibé. Est-ce à dire toutefois qu'il y ait lieu d'apporter des réformes radicales à l'organisation actuelle? Certes non.

Quand il s'agit de toucher à un organisme aussi délicat, aussi compliqué et aussi ancien, il ne faut le faire qu'avec précaution et n'apporter à l'édifice actuel que de simples modifications, dont la plupart sont urgentes.

La question du Haut commandement, qui présente une importance capitale, doit être envisagée en tenant compte des effectifs considérables des armées modernes, ce qui exige, chez ceux qui les commanderont, la vigueur physique réunie à l'activité intellectuelle. Voilà pour le cerveau, mais encore faut-il que les ordres soient transmis vite et bien au reste de l'organisme; c'est le rôle des officiers d'état-major, qui doivent être avant tout des hommes d'action et de plein air et non des bureaucrates, comme certains d'entre eux tendent à le devenir, en raison même de l'organisation actuelle.

Quant à l'ossature représentée par le corps d'officiers, il y a lieu de diminuer le nombre au profit de la qualité, et de donner à nos officiers de troupe une situation morale et pécuniaire en rapport avec ce que l'on exige d'eux.

L'auteur étudie ensuite la crise de l'avancement, la création d'un brevet des trois armes pour les officiers de troupe, les manœuvres dans leur organisation et leur exécution, la question des cyclistes combattants, celle de l'allégement du fantassin. On trouve, traitées dans *l'Armée nouvelle,* presque toutes les questions militaires qui sont actuellement à l'ordre du jour.

Cet ouvrage montre, sous une forme très modérée, que les différentes modifications préconisées par l'auteur n'entraineraient pas de nouvelles dépenses, qu'elles seraient rendues possibles par une meilleure utilisation des ressources existantes. C'est bien, en effet, de cette base qu'il

faut partir toutes les fois que l'on veut s'engager dans la voie des réformes.

Enfin le dernier chapitre intitulé « Impressions sur l'Armée allemande », est éminemment intéressant et surtout réconfortant. Fait par un technicien, après une étude de l'armée allemande, sur le terrain même, à Cologne, Berlin, Dresde et Munich, il ne peut avoir qu'une influence salutaire sur notre corps d'officiers, en montrant cette armée sous son véritable jour et non à travers la légende, sur laquelle on se base trop encore aujourd'hui. — M.

Conversation *sur les passages de cours d'eau par les troupes, comprenont une 2e édition mise à jour de la* **Notice sur le Radeau-Sac**, avec 12 figures et 15 photographies, par J. Habert, chef d'escadrons au 4e régiment de hussards.

Ne tenant aucun compte des doctrines de l'école historique nouvelle, qui n'admet pas que l'on cherche, dans le passé, un enseignement pour le présent et l'avenir, l'auteur de cette intéressante brochure a recherché, depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours, les traces de la question qu'il a traitée. Pour prévenir les objections qui pourraient lui être faites, il a averti, de suite, le lecteur, qu'en traçant l'esquisse d'une méthode nouvelle et pratique, il avait beaucoup emprunté aux anciens et aux écrivains militaires jouissant encore d'une notoriété bien assise dans le monde où l'on s'occupe de tout ce qui peut intéresser l'armée. Il l'a fait sans tapage littéraire, préférant émailler son style d'anecdotes intéressantes présentées sur le ton de la causerie.

Quant à l'étude par elle-même, elle est des plus instructives et complète celle de la *Notice sur le Radeau-Sac*. Des expériences nombreuses ont reçu une consécration officielle qui suffit pour prouver toute l'importance que l'on attache, en haut lieu, au passage des cours d'eau par l'armée. Tous les détails sur les appareils, leur confection et la manière de s'en servir, sont donnés avec beaucoup de clarté tant pour l'embarquement que pour le transbordement et l'abordage. Rien n'est oublié. La place manque pour donner une analyse développée de cette brochure que l'on considère comme l'une de plus utiles de toutes celles parues sur les questions du service en campagne où le passage des cours d'eau tient une place importante.

Ou ne saurait trop féliciter l'auteur d'avoir traité ce sujet avec autant de compétence que de science pratique. — H. C.

L'Artillerie dans les Batailles de Metz (14-16-18 août 1870), par M. le général Erb. — 1 vol. in-8 avec cartes en noir et en couleurs. — Paris, R. Chapelot et Cie.

M. le général Erb s'est proposé, dans cet ouvrage, de faire connaître le rôle de l'artillerie de l'armée de Metz dans les trois grandes journées des 14, 16 et 18 août 1870.

Son étude comprend cinq chapitres.

Le chapitre Ier donne l'organisation et la composition de l'artillerie

des deux armées française et allemande, comme personnel et comme matériel, et permet la comparaison des deux artilleries.

Les chapitres II, III et IV font connaître, pour chacune des batailles des 14, 16 et 18 août, les opérations des deux armées, les phases successives du combat et l'action détaillée de l'artillerie française : réserve générale d'artillerie, artillerie des divers corps d'armée, artillerie divisionnaire, réserve de l'artillerie des corps d'armée, de chacun des groupes de ces artilleries et de chacune des batteries de ces groupes, qui ont généralement agi d'une manière indépendante.

Des tableaux donnent, pour chaque journée, les effectifs et les pertes des deux armées, les pertes et consommations des munitions de chacune des battèries de l'armée française, ainsi que celles de l'artillerie de chacun des corps d'armée des deux armées.

Le chapitre V est un résumé succinct relatif aux opérations pendant le blocus et aux derniers jours.

Le chapitre VI est consacré aux observations concernant, pour les deux artilleries, l'entrée en ligne, le mode d'action, l'emploi de l'artillerie, la puissance et la mobilité de deux artilleries, les munitions consommées.

Enfin, des pièces annexes font connaître l'ordre de bataille de l'armée du Rhin, ainsi que l'ordre de bataille des Ire et IIe armées allemandes, la composition détaillée de l'artillerie de l'armée française, les pertes subies et les munitions consommées par chacune des batteries de l'armée française, les pertes subies et les munitions consommées par les deux artilleries et enfin les pertes subies par les deux armées.

M. le général Erb s'est documenté aux sources les plus sûres : en dehors des historiques des régiments d'artillerie, il a fait appel aux officiers appartenant à des batteries attachées à l'armée de Metz, qui lui ont donné de précieux renseignements. Il a consulté, en outre, les historiques officiels de la guerre, français et allemands, ainsi que de nombreux ouvrages, parmi lesquels il faut citer *Les Opérations de l'artillerie allemande dans les batailles livrées aux environs de Metz*, par le major Hoffbauer. Le livre du général Erb constitue en quelque sorte le pendant de ce dernier ouvrage, et nous espérons vivement qu'il rencontrera auprès des officiers de notre armée un succès analogue à celui que l'ouvrage du major Hoffbauer a obtenu au delà du Rhin. — B. M.

La Bataille de Tsoushima, par le capitaine de frégate N.-L. Klado, de la marine impériale russe. — Traduit, avec l'autorisation de l'auteur, par René Marchand. — 1 vol. in-12 de 322 pages, avec 21 schémas. — Paris, Berger-Levrault et Ce.

Le nouveau volume du commandant Klado est consacré aux opérations navales qui ont abouti à l'anéantissement des escadres russes à Tsoushima. C'est la suite logique et la conclusion des vues qu'il a exposées dans son volume : *Après le départ de la deuxième escadre du Pacifique*, dont la publication, au printemps dernier, eut, on se le rappelle, pour conséquence le départ de la troisième escadre russe.

Après avoir décrit la marche de la deuxième escadre vers l'Extrême-Orient, l'auteur, ici, l'accompagne jusqu'au détroit de Corée, nous expliquant les manœuvres de l'amiral Rojestwensky, jusqu'alors si mal

comprises. Puis, il en arrive au point culminant, au grandiose et fatal engagement de Tsoushima, dont il retrace avec une saisissante clarté les phases successives; montrant les formations adoptées par les deux amiraux, il a su nettement indiquer les principales causes de l'anéantissement de l'escadre russe.

Cette magistrale description de la bataille de Tsoushima, qui est en somme le premier récit détaillé et authentique qui nous en aura été donné, est suivie de l'écrasante réfutation que le commandant Klado oppose à une protestation de l'amiral Enquist. Enfin, ce très intéressant volume se termine par quelques documents officiels dont l'auteur a jugé la reproduction indispensable comme pièces à l'appui. — P.

Un Prince jacobin. — Charles de Hesse ou le général Marat, par par Arthur Chuquet, membre de l'Institut. — 1 vol. in-8 de 423 pages. — Paris, Albert Fontemoing.

Quiconque étudie de près la Révolution a rencontré le prince Charles de Hesse-Rheinfels-Rothenbourg. On sait peu de choses sur ses débuts et sur sa fin, mais on peut suivre dans les détails ses faits et gestes durant les années 1792 et 1793, et plus tard encore. Il joue un rôle : c'est lui qui dénonce Diétrich, Custine, Luckner, et les pousse à l'échafaud; lorsqu'il commande à Lyon, il arrête et emprisonne ces malheureux officiers de Royal-Pologne qui sont massacrés par la populace, et il suscite mille difficultés à Montesquiou; il suspend le célèbre d'Arçon; il préside à la formation dite des bataillons d'Orléans; il collabore, sous le Directoire, à divers journaux. Sa vie méritait donc d'être retracée et le travail lumineux et documenté que M. Arthur Chuquet lui a consacré avec sa maîtrise habituelle est une contribution vraiment utile à l'histoire de la période révolutionnaire. — P.

Le Pur sang, hygiène, les lois naturelles, croisement, élevage, entraînement, alimentation, par Paul Fournier (Ormonde) et Ed. Curot, médecin vétérinaire. — Beau volume in-8 raisin de 768 pages avec 36 illustrations. — Librairie Lucien Laveur.

Depuis que le pur sang est admis à figurer devant les escadrons et que quantité d'officiers prennent part aux luttes du turf, les questions, traitées dans ce livre, s'adressent aussi bien à l'armée qu'aux éleveurs et au monde des courses. Les problèmes de la connaissance du cheval, de son entretien et de son entraînement sont d'une actualité incontestable. Anssi, ne saurait-on trop féliciter les auteurs d'en avoir indiqué la solution pour réduire à néant des errements qui, trop longtemps, ont faussé le jugement de bien des personnes.

La collaboration d'un des écrivains les plus en vue de la presse sportive et d'un vétérinaire des plus distingués a permis de mettre en lumière des principes qui ne peuvent manquer d'intéresser tous ceux qui, à un titre quelconque, recherchent la science exacte de l'hippisme, considérée dans ses différentes branches. Par suite des progrès,

qui s'étendent de la génération à la police des courses, cette étude s'imposait pour vaincre la routine, combattre des préjugés par un enseignement à la portée de tous et largement profitable à tous.

Dans la première partie, on trouve l'historique de la race pure dans le monde entier, l'analyse des lois biologiques, les croisements, etc.

La seconde est consacrée à l'élevage, aux passionnants problèmes de la fécondation, de la stérilité des procréateurs, de la fécondation artificielle, de la détermination des sexes, etc.

La troisième est un traité complet d'entraînement.

Ce travail considérable se termine par l'étude de l'alimentation et des aliments spéciaux des chevaux de courses.

La question du pur sang qui, malgré les hippiâtres les plus en vue de l'Angleterre et de la France, est toujours restée *ténébreuse*, entre, à partir d'aujourd'hui, en pleine lumière, parce que tout ce que l'on a dit et écrit sur ce sujet manquait d'un ensemble de considérations sur les différents facteurs qui s'y rapportent.

MM. Fournier et Curot ont comblé cette lacune. Aussi, leur livre est-il d'un intérêt incontestable au point de vue de l'élevage, de l'hygiène, de l'entraînement, de l'alimentation. Ils ont rendu un signalé service au monde hippique et été récompensés par le chaleureux accueil fait à cette publication dont la science et le savoir forment le fond d'une édition qui ne laisse rien à désirer sous le rapport du luxe et, l'on ose dire le mot, de la perfection. — H. C.

La Rétrocession de Belfort à la France, par le général Bourelly. — Broch. in-4° de 31 pages. — Paris, *Revue des Deux-Mondes*.

Cet intéressant article a d'abord paru dans le numéro du 1er octobre de la *Revue des Deux-Mondes*. On ignore assez généralement les conditions dans lesquelles Belfort a été rendu à la France et les négociations laborieuses, la ténacité acharnée de M. Thiers pour arriver à ce résultat. On ne pourra mieux se rendre compte de l'immense service rendu à son pays par le « libérateur du territoire » qu'en lisant ces pages, dans lesquelles le général Bourelly retrace, avec une conviction communicative, le récit des difficultés de toute espèce, même de la part des Français, qu'eut à vaincre l'illustre homme d'Etat pour mener à bonne fin l'œuvre patriotique de conserver à la France Belfort et son territoire, malgré le projet primitif d'annexion de l'état-major allemand.

Il était certes très utile de ne pas laisser tomber dans l'oubli ce point d'histoire et d'en faire ressortir toute l'importance : c'est à quoi cette intéressante notice aura le mérite de contribuer puissamment. — J. B.



TABLE DES MATIÈRES

DU TOME XXVIII DE LA 10e SÉRIE

Comptes rendus de livres militaires.

B.

B. M.

H. C.

J. B.

M.

P.

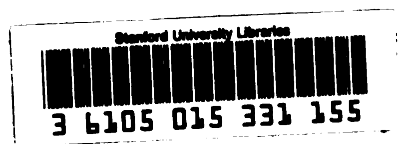
X.

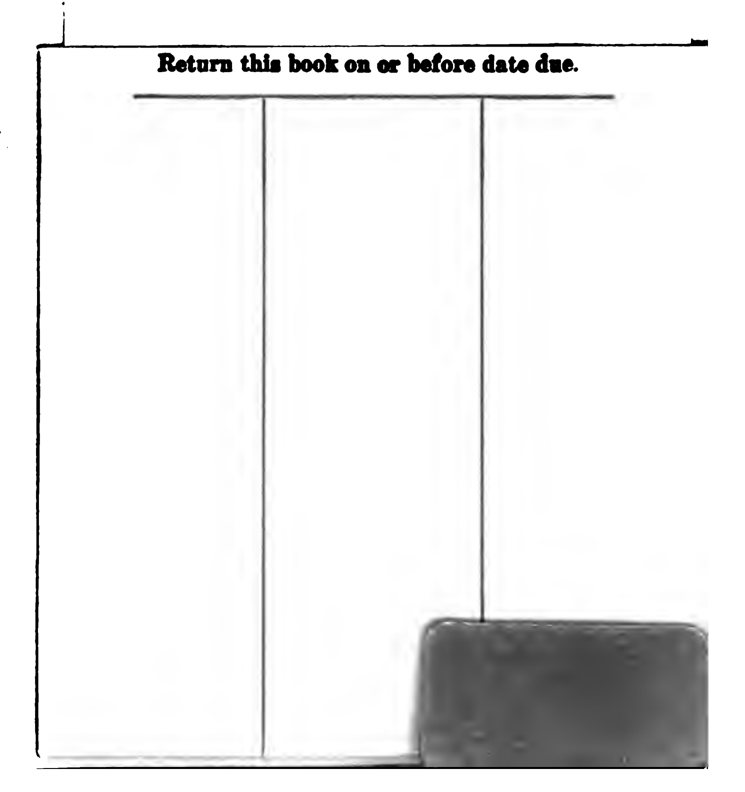
Z.

Cartes, planches et figures.

Le Propriétaire-Gérant : R. Chapelot.

Paris. — Imprimerie R. Chapelot et Ce, rue Christine, 2.


Stanford University Libraries
3 6105 015 331 155


Stanford University Libraries
Stanford, California
Return this book on or before date due.

